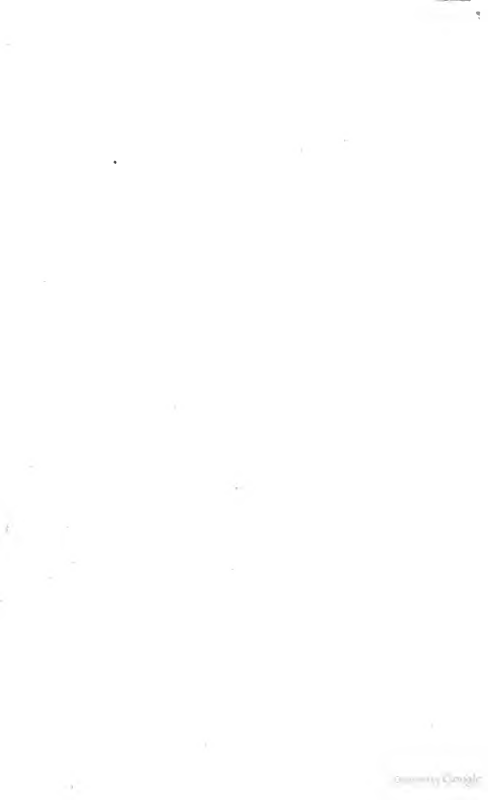






1. U.

343



DES

MONTS-DE-PIÉTÉ

ET

DES BANQUES DE PRÊT SUR GAGE.

L'Auteur et l'Éditeur de cet ouvrage se réservent le droit de le traduire ou de le faire traduire en toutes langues. Ils poursuivront, en vertu des lois, décrets et traités internationaux, toutes contrefaçons ou toutes traductions faites au mépris de leurs droits.

Le dépôt légal de ce volume a été fait à Saint-Denis, dans le cours du mois d'avril 1855, et toutes les formalités prescrites par les traités ont été remplies dans les divers États avec lesquels la France a conclu des conventions littéraires.

DES
MONTS-DE-PIÉTÉ
ET DES
BANQUES DE PRÊT
SUR GAGE

EN FRANCE ET DANS LES DIVERS ÉTATS DE L'EUROPE

PAR

A. BLAIZE

ANCIEN DIRECTEUR DU MONT-DE-PIÉTÉ DE PARIS.

TOME PREMIER



PARIS

PAGNERRE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

18, RUE DE SEINE

—
1856

A LA MÉMOIRE

VÉNÉRÉE

DE MON PÈRE ET DE MA MÈRE.

PRÉFACE

La première édition de cet ouvrage a été publiée en 1843. Les réformes principales que nous proposâmes, à cette époque, dans l'organisation des monts-de-piété furent acceptées par le gouvernement et donnèrent lieu à un projet de loi préparé, en 1847, par M. Duchatel, ministre de l'Intérieur, et présenté, en 1848, à l'Assemblée constituante par l'honorable général Cavaignac. Appelé à la direction du mont-de-piété de Paris, tous nos efforts furent employés à faire triompher des idées conformes, selon nous, aux intérêts des classes laborieuses et à la dignité de l'administration. En 1851, l'Assemblée législative les adopta d'abord, après une lumineuse discussion ; dans une dernière délibération, elle les ajourna.

Notre conviction, fortifiée par la pratique et par les bons résultats de la loi du 30 avril 1848 qui, en Belgique, a réalisé les améliorations que nous avions indiquées, ne fut pas ébranlée par le vote contradictoire de l'Assemblée législative. Ne pouvant plus servir utilement, comme directeur, les intérêts généraux, nous donnâmes notre démission.

Un devoir nous restait à remplir. Nous avons consacré cinq années à de nouvelles études sur l'organisation du prêt sur gage en France et à l'Étranger ; nous avons comparé les divers systèmes, pesé leurs avantages

et leurs inconvénients, et c'est le résultat de ces recherches et de nos observations que nous offrons loyalement au public.

Ces systèmes peuvent se réduire à deux ; l'un conclut à la liberté, l'autre au monopole dans les mains de l'autorité publique, du prêt sur gage. Dans l'état actuel, nous avons cru devoir nous prononcer pour le monopole qui offre plus de sécurité à l'individu et à la société, et qui, sous un autre rapport, présente des résultats plus favorables. Là, en effet, où le prêt sur gage est livré à l'industrie privée, l'intérêt est plus élevé, surtout pour les prêts de petites sommes, que dans les établissements placés sous la direction des communes ou de l'Etat.

Mais si, par des motifs d'utilité générale, la liberté a été restreinte, si le prêt sur gage a été enlevé au droit commun, c'est à la condition que son organisation privilégiée soit suffisante et qu'elle satisfasse à tous les besoins auxquels elle doit répondre. Or, il résulte pour nous de l'étude des monts-de-piété en France que ces établissements sont loin de remplir le but qui leur a été assigné dans l'origine. Leur nombre est trop restreint, leurs ressources sont insuffisantes, les conditions du prêt sont souvent trop onéreuses.

En Angleterre, sur une population de 27 millions d'habitants, on compte deux mille pawnbrokers ; soit un pawnbroker pour 13,500 habitants. Le Piémont, pour une population de 4,916,000 habitants, a cinquante-cinq monts-de-piété *nummarii*, sans compter soixante-quinze monts-de-piété *granatici* ; soit un mont-de-piété pour 89,381 habitants. La Belgique, dont la population est de 4,500,000 habitants, a vingt-trois monts-de-piété ; soit un mont-de-piété pour 195,000 habitants. En France, pour plus de 35,000,000 d'habitants, on compte quarante-quatre monts-de-piété seulement ; soit un mont-de-piété pour 795,454 habitants. En admettant que, en Angleterre, moins d'établissements pourraient réaliser le même chiffre d'opérations et que, par conséquent, les pawnbrokers pourraient être réduits non-seulement sans inconvénient, mais encore avec avantage, parce qu'une plus grande masse d'affaires effectuée par moins d'établissements permettrait de diminuer le taux de l'intérêt, il est certain qu'en France le nombre des monts-de-piété n'est pas en rapport avec le chiffre de la population. Si on a reconnu la nécessité d'en établir dans quelques villes, cette nécessité existe, au même degré, dans la plupart des autres villes où il n'en a pas été créé. Les

besoins ne sont-ils pas partout à peu près les mêmes ? Ou bien la loi du 16 pluviôse an XII, et l'article 441 du Code pénal qui prohibent le prêt sur gage comme opération ordinaire de commerce, ne seraient-ils applicables que par exception et non à la généralité des cas ?

Non-seulement le nombre des monts-de-piété est trop restreint, mais les ressources des établissements existants sont insuffisantes. On constate, en effet, que généralement, à défaut d'un capital propre, ils sont obligés de recourir, chaque année, à l'emprunt des sommes employées en prêts. L'inconvénient de cet état de choses n'est pas seulement de grever les prêts d'un droit égal à l'intérêt des fonds empruntés, mais encore de forcer les monts-de-piété à limiter leurs opérations et à leur créer une situation tellement précaire, qu'une faible augmentation dans les dépenses, ou, ce qui revient au même, une faible diminution dans les recettes, peut les constituer en déficit, ruiner leur crédit et menacer leur existence.

On remarque, en outre, que, dans la plupart des cas, les conditions du prêt sont trop onéreuses, et ceci ne tient pas seulement au défaut de dotation, mais encore au trop petit nombre des bureaux administratifs, surtout dans les grandes villes ; d'où résulte pour beaucoup d'emprunteurs l'obligation de recourir à des intermédiaires qui prélèvent des droits de commission plus ou moins considérables. A côté de l'intérêt perçu par les établissements, il y a donc des droits accessoires qui augmentent quelquefois dans des proportions énormes les charges du prêt. Ainsi, à Paris, il est alloué aux commissionnaires sur le capital prêté 2 p. % pour l'engagement ou le renouvellement, et 1 p. % pour le dégageant, ensemble 3 p. %. Ces droits *fixes*, perçus sur chaque opération quelle qu'en soit la durée, représentent 6 p. % pour un prêt de six mois, 36 p. % pour un prêt d'un mois, 156 p. % pour un prêt d'une semaine. Et qu'on ne nous objecte pas que ces droits sont la juste rétribution des commissionnaires, et qu'ils ne constituent pas réellement un intérêt. Qu'importe à l'emprunteur à quel titre il paye ; la seule chose à considérer par lui c'est le prix de l'argent qui lui est prêté.

Enfin un autre vice que nous devons signaler dans l'institution des monts-de-piété, c'est le caractère même qui leur est attribué. Au lieu de les considérer comme de simples banques de prêt sur gage, on affecte de n'y voir que des établissements de bienfaisance. Ce caractère trop

exclusif qui n'est justifié ni par les opérations auxquelles se livrent les monts-de-piété, ni par les intérêts élevés qu'ils exigent, nuit à leur développement et en éloigne beaucoup de personnes qui ne veulent pas, en s'adressant à eux, compromettre leur crédit et leur dignité.

Nous sommes donc autorisé à dire que l'organisation des monts-de-piété est incomplète et inefficace ; mais il ne suffisait pas d'exposer les imperfections de l'institution, il fallait indiquer les moyens propres à la réformer. Après avoir présenté une esquisse de l'histoire générale du prêt sur gage en Europe et fait connaître ses diverses organisations, nous nous sommes particulièrement attaché à signaler les améliorations à y introduire. Dans une étude sur le mont-de-piété de Paris qui, à raison de son importance, peut être pris pour type des établissements de ce genre, nous avons démontré la possibilité de ces améliorations. Nous sommes entré, à cet égard, dans les détails les plus circonstanciés, et nous avons présenté une organisation complète basée sur des faits et des chiffres contrôlés avec la plus scrupuleuse exactitude, avant d'être soumis par nous, en 1850, au préfet de la Seine, lors du projet de loi sur les monts-de-piété. En examinant les divers services, nous avons aussi indiqué les mesures d'ordre intérieur, propres à donner à l'action administrative l'unité, l'énergie et la sécurité qu'elle comporte.

Dans la dernière partie de notre travail, nous avons exposé la législation du prêt sur gage. Cette partie offre quelques lacunes qu'il ne nous a pas été possible de remplir, parce que la plupart des documents qui régissent la matière n'appartiennent pas au domaine public.

Il ne nous était pas permis de laisser sans réfutation les accusations violentes et injustes dont le mont-de-piété de Paris a été l'objet.

Jean Bodin, sommé par René Herpin de confondre ses ennemis « dont quelques-uns en leurs sermons, les autres par dits et par écrits publiez lui donnoient plusieurs atteintes » et averti par lui « qu'il gardast la chose de ce monde la plus précieuse, c'est assavoir l'honneur, » répondait à son apologiste : *Satis opinor mea me scripta et vitæ anteactæ rationes ab improborum contumelia vindicabunt.*

« Ces propos, répliqua Herpin, seroient bons à quelques stoïques impassibles, ou en la République idéale de Platon ; mais au temps auquel nous sommes, celui qui souffre une contumélie par sa patience, incite les autres à triompher de sa honte, comme il est advenu à Bodin, lequel

ayant la plume en main, s'il eust répondu au premier qui s'est attaché à lui, il eust fermé la bouche aux autres ¹. »

Nous sommes de l'avis du défenseur de l'illustre auteur de la République. Comme les individus, les administrations ont leur honneur à sauvegarder. S'il est des attaques qui n'admettent pas de réponse, il en est d'autres qui ne souffrent pas le silence. Nous n'avons pas hésité à remplir un devoir qui nous était imposé par les fonctions que nous avons occupées. Au reste, notre tâche était facile. Il nous a suffi de montrer le mont-de-piété tel qu'il est pour le venger des impuissantes clameurs de ses adversaires et imposer, pour l'avenir, plus de réserve aux misérables passions qui s'agitent autour de lui.

Nous avons trouvé, en France et à l'Étranger, une bienveillance qui a facilité nos laborieuses recherches. Nous sommes heureux de pouvoir exprimer notre gratitude à M. Billault, ministre de l'Intérieur, à M. Troplong, président du Sénat, à M. Berger, ancien préfet de la Seine, à M. de Watteville, inspecteur général des établissements de bienfaisance, à M. Ledieu, l'habile et énergique directeur du mont-de-piété de Paris; à MM. Lefèvre et Ballin, directeurs des monts-de-piété de Nancy et de Rouen, et à plusieurs autres de nos anciens collègues; à M. P. de Decker, ministre de l'Intérieur en Belgique, et à M. D. Arnould, administrateur de l'Université de Liège, dont les savants ouvrages nous ont été d'une grande utilité; à M. Ed. Ducpétiaux, inspecteur général des prisons et des établissements de bienfaisance, auteur d'une foule d'écrits remarquables sur toutes les branches de l'économie sociale; à MM. Lamquet et Jehotte, directeurs des monts-de-piété de Bruxelles et de Liège; à M. le directeur du mont-de-piété d'Anvers; à MM. les Commissaires de la grande banque de prêt d'Amsterdam; à M. le directeur du lombard de Maëstrich; à M. Buck, directeur de la banque royale de prêt de Berlin; à M. le secrétaire général de la municipalité, et à M. le directeur du lombard d'Aix-la-Chapelle; à M. Bauer, premier bourgmestre de Munich; à MM. Casati et Ramon Durán de Corps, directeurs des monts-de-piété de Milan et de Madrid; à M. le comte de Salmour, député au Parlement sarde, et à M. Cugiani, secrétaire du mont-de-piété de Turin; à M. A. Keeson, éditeur de la gazette des

¹ *Apologie de René Herpin pour la République de J. Bodin. Genève, 1629.*

Pawnbrokers à Londres, et auteur d'un livre très-intéressant sur le prêt sur gage en Angleterre; à M. Naudet, directeur de la bibliothèque impériale; à M. Etienne, conservateur adjoint de la bibliothèque du Sénat, et à M. Bailly, conservateur adjoint de la bibliothèque de la ville de Paris, qui met avec tant de bonne grâce sa rare érudition au service de tous ceux qui ont recours à ses lumières.

Nous saisissons aussi cette occasion d'offrir l'expression de notre reconnaissance à M. le président et à MM. les membres du conseil d'administration du mont-de-piété de Paris en 1849, 1850 et 1851 : MM. Berger, le duc d'Albert de Luynes, Beau, le comte de Breteuil, Duperrier, Duvergier, Ledagre, Peupin et de Valois, qui nous ont donné tant de marques d'estime et de bienveillance.

Nous ne voulons pas oublier MM. les chefs de service du mont-de-piété qui nous ont prêté, comme directeur, un concours aussi affectueux qu'éclairé.

Saint-Valéry-sur-Somme, 1^{er} avril 1856.

PREMIÈRE PARTIE

HISTOIRE DU PRÊT. SUR GAGE A PARTIR DU XIII^e SIÈCLE
JUSQU'A LA FIN DU XVIII^e.

CHAPITRE I.

JEUFS. — CAORCINS. — LOMBARDS.

De l'usure au moyen âge. Ses causes. — Saint Bernard et les Juifs. — Les Israélites chassés de France par Philippe-Auguste. — Innocent IV et l'Anste. — La Pragmatique de Louis IX. — La Philippienne. — Les Caorcins ; leur origine. — Les Lombards. — Les Juifs en Angleterre ; leur expulsion. — Mathieu Paris. — Formule d'obligation des usuriers ultramontains. — *Mercatores papales*. — Roger, évêque de Londres, les excommunique. — Sa sentence est réformée à Rome. — Les Lombards s'emparent du commerce en Angleterre. Ils sont expulsés par Henri VIII. — Les Juifs rentrent en France. — Règlement concernant leurs obligations. *Scriptor litterarum Judæorum*. — Un chapitre de Montesquieu. — Edit de Louis IX concernant les Lombards. — L'hostie miraculeuse et le Juif Jonathas. — Bannissement des Juifs. Ils se retirent en Allemagne et en Pologne. — La belle Esterka. — Saisie des Lombards par Philippe le Bel et confiscation de leurs biens. — Ils sont chassés de la Sicile. — Les Lombards dans le Brabant, le Hainaut et la Flandre. — En Italie, ils s'associent avec des évêques pour prêter à usure. — Leur position sous Louis X. — Affranchissement des serfs du domaine royal ; abolition de la servitude personnelle. — Les Juifs sont rappelés. — Le mal noir. — Massacre des Israélites. — Ils obtiennent une charta du roi Jean. — Situation désastreuse de la France. — Usures des Lombards. — Taux de l'intérêt de l'argent en France, en Angleterre, dans la Flandre et en Italie. — Rançon du roi Jean. — Misère du peuple. — Les paysans se soulèvent. Les Jacques. Les Tardvenus. — Privilèges accordés aux Lombards par Charles V. — Ils sont affranchis du droit d'aubaine. — Émeute à Paris en 1380. — Charles VI. — Désordres dans les finances. — Révolte à Paris, à Rouen et dans d'autres villes. — Les Tuchins. — Lettres patentes de 1382, réglementant le prêt sur gage. — Taux de l'intérêt de l'argent. — Rapines des Juifs. — Lettres de 1387 qui leur assurent l'impunité, pendant dix ans, pour tous délits commis et à commettre. — Ils sont bannis en 1394. — Isabelle de Bavière. — Les Anglais à Paris. — Charles VII. — La France délivrée. — Impôts ruineux. Désespoir des campagnes. — Complainte du pauvre commun. — La plainte du laboureur. — Pragmatique de Bourges. — Assassinat juridique de Jeanne d'Arc. — Règlement sur les finances. — Louis XI et son règne. — Les grâces expectatives. — L'argent s'en va à Rome. — Tarif de la chambre Apostolique. — Dernières concessions de privilèges accordées aux Lombards. Ils quittent la France. — Jacques Cœur. — Le commerce national prend son essor.

(DE L'AN 1100 A L'AN 1461)

L'usure dévorait les peuples au moyen âge ; elle fut une de ses plaies les plus hideuses. La condition précaire des communes qui venaient de secouer le joug féodal, les guerres incessantes, les préjugés de religion, la concentration de la richesse mobilière et immobilière dans les mains

d'un petit nombre d'hommes, des impôts ruineux parce qu'ils étaient inégalement répartis, la faiblesse du pouvoir, l'absence presque complète des garanties sociales, la difficulté des voies de communication et des relations internationales, la rareté des capitaux, l'incertitude de leur titre, les fréquentes variations de leur valeur et le peu de sécurité des transactions, furent les causes principales de la situation déplorable des peuples à cette époque de lutte et d'enfantement.

Aux causes nombreuses que nous venons d'énumérer, il faut en ajouter deux autres, les Croisades et les impôts arbitraires perçus, à divers titres, par les papes.

Les premiers croisés qui, à la voix de Pierre l'Hermite, s'étaient dirigés, en 1096, vers Constantinople, sous la conduite de Gauthier *Sans-Avoir*, étaient généralement dépourvus des ressources nécessaires pour cette entreprise lointaine. Il en fut de même de ceux qui les suivirent. De là, pour eux, la nécessité d'emprunter sur toutes sortes de gages ¹. Ceux qui restaient empruntaient aussi pour payer les frais de la guerre sacrée. La dîme saladine, levée par Philippe-Auguste, n'avait admis d'exception qu'en faveur des Bernardins, des Chartreux, des religieux de Fontevault et des hôpitaux des lépreux. Les évêques dépouillaient leurs églises pour acquitter la taxe ², et les papes autorisèrent, dans le même but, les clercs à engager leurs revenus pour trois années ³. L'exportation du numéraire eut pour effet d'en augmenter encore le prix et d'accroître la misère publique. Les Juifs seuls, à peu près en possession du commerce de l'argent, rançonnaient les chrétiens sans pitié. Ils avaient acquis beaucoup de maisons à Paris : Rigord, exagéré comme tous les chroniqueurs du temps, prétend qu'ils possédaient presque la moitié de la ville. Un grand nombre de chrétiens avaient été expropriés pour cause de dettes, et, faute de paiement, ils étaient détenus captifs chez les Juifs ⁴. Ces excès provoquèrent des mesures sévères, des vengeances atroces.

Baudouin, qui fut élu, en 1204, empereur de Constantinople, avait rendu, en 1199, un édit remarquable par les sentiments de charité et de piété dont il est empreint. Il est ainsi conçu :

« Nous, Baudouin, comte de Flandre et de Hainaut, à tous ceux qui ces présentes verront, salut en Notre Seigneur ;

» Considérant que l'usure produit des maux innombrables et infinis, tels que la destruction des églises, l'exhérédation des nobles et des bourgeois, des princes et des magnats, la désolation des veuves et des orphelins pauvres ;

¹ Heeren, *Essai sur les Croisades*, page 166.

² Michaud, *Histoire des Croisades*, livre vi.

³ Harter, *Vie d'Innocent III*, livre iv.

⁴ *De gestis Philippi Augusti*.

» Et attendu que toute personne souillée de ce péché ne pourra entrer dans le royaume des cieux, ne voulant pas par la tolérance accordée à ces pécheurs encourir la damnation éternelle (dont Dieu nous garde); car l'Écriture nous apprend que ceux qui laissent faire le mal sont punis des mêmes peines que ceux qui le commettent;

» Après avoir pris l'avis des ecclésiastiques et des hommes les plus sages et les plus prudents de nos États, nous avons résolu de désarmer et d'extirper, des pays que Dieu a soumis à notre puissance, ce péché si odieux au Seigneur et à ses saints ¹. »

En conséquence, Baudouin déclare que les obligations souscrites après la fête de Noël de l'année 1198, ne seront pas payées, et que celles souscrites avant cette fête seront vérifiées par des personnes honorables et remboursées en trois ans.

Vers la même époque, en 1203, le pape Innocent III dispensa les croisés de payer aux Juifs, l'intérêt des sommes qu'ils leur avaient empruntées ². Saint-Bernard demandait qu'on laissât vivre les Juifs, parce qu'ils sont destinés à errer sur la terre et qu'ils doivent revenir un jour de leurs erreurs; seulement, il désirait qu'on les empêchât de prendre des intérêts usuraires de ceux qui portaient pour la Terre-Sainte ³. Il dut s'interposer en leur faveur en Allemagne, en Franconie, en Bavière, contre le moine Radulphe, qui, sous le prétexte de prêcher la croisade, avait provoqué leur massacre. Un autre moine, Pierre le Vénérable, abbé de Cluny, ne montra pas, à leur égard, des sentiments beaucoup plus charitables que Radulphe. Dans une lettre adressée en 1146, à Louis VII, il cherche à exciter la persécution. « Il faut les exécrer et les haïr, dit-il, mais non les tuer. Or, quel châtimement plus approprié à ces impies, et plus équitable que de les dépouiller de ce qu'ils ont gagné par la fraude, de ce qu'ils ont volé avec perversité? Ce que je dis est notoire. Ce n'est pas en se livrant à l'agriculture, à la milice ou à toute autre profession honorable et utile qu'ils remplissent leurs granges de fruits, leurs celliers de vins, leurs comptoirs d'espèces, leurs coffres d'or et d'argent. Ils entassent ce qu'ils ont soustrait frauduleusement aux chrétiens et acquièrent à vil prix les choses les plus précieuses de la main des voleurs.... Qu'on leur enlève cette opulence mal acquise, que l'armée chrétienne qui, pour combattre les Sarrasins, sacrifie son propre argent et ses terres, ne fasse point grâce aux trésors des Juifs, si honteusement accumulés; que ces richesses servent au peuple chrétien en dépit des possesseurs ⁴. »

En 1184, Philippe-Auguste rendit contre les Juifs un arrêt d'expulsion

¹ Warnkœnig, *Histoire de la Flandre et de ses institutions*.

² Michaud, *Hist. des Croisades*, tome III, page 116.

³ S. Bernardi epist. dans le tome XV des *Historiens de France*.

⁴ Depping, *Les Juifs dans le moyen âge*, page 129.

et annula toutes leurs créances à l'exception de la cinquième partie dont il se réserva la propriété.

Ces mesures violentes dictées par la colère et la cupidité que la haine religieuse rendait inexorables, n'étaient certes pas propres à faire baisser l'intérêt de l'argent et à rendre les transactions plus faciles; mais elles étaient dans les mœurs de l'époque, et elles flattaient trop l'avidité des princes et les passions des peuples pour n'être pas considérées par les uns comme une satisfaction légitime, et par les autres comme un moyen légal de remplir leurs trésors.

Les pires usuriers n'étaient pas toujours les Israélites; les chrétiens étaient quelquefois plus âpres encore. C'est Saint-Bernard qui nous l'apprend : *ubi desunt, prjus judaizare dolemus christianos faneratores* ¹. Les papes eux-mêmes donnèrent l'exemple d'une insatiable avidité. La maxime que le prêtre vit de l'autel avait subi, avec le temps, une étrange transformation. Dans les premiers siècles de l'Église le prêtre était pauvre comme Jésus qui avait dit : « Les renards ont leurs tanières et les oiseaux du ciel leurs nids, mais le Fils de l'homme n'a pas où reposer sa tête. » Le prêtre vivait avec les fidèles, ses frères, de l'agape commune, et ce peu lui suffisait. Chaque église avait un patrimoine; c'était le patrimoine des veuves, des orphelins, de tous les déshérités de ce monde. L'évêque en était l'administrateur et il veillait à ce que personne ne manquât du pain du corps et de l'âme et de ces secours que la société chrétienne sut multiplier aux jours de la persécution. La doctrine de l'Évangile, outrée par les Pères des premiers siècles, avait été jusqu'à conclure contre la propriété privée et à proclamer la communauté des biens. La plupart des propositions émises par le socialisme moderne ne sont que des échos affaiblis du cri qui s'éleva contre les riches du sein de l'Église naissante. *Vae divitibus!* L'Église du Christ ouvrait ses bras aux pauvres, aux opprimés, comme jadis Diane d'Éphèse avait donné asile, en son temple, aux débiteurs malheureux ². Mais l'esprit ecclésiastique remplaça bientôt l'esprit évangélique, et les actes du clergé cessèrent d'être en harmonie avec ses maximes. Le patrimoine des pauvres devint la propriété des prêtres qui s'en attribuèrent exclusivement les fruits. Avec leurs trésors particuliers les églises eurent leurs serfs et leurs domaines. Les revenus joints à un office ecclésiastique constituèrent les *benefices* dont les évêques se réservèrent l'investiture et qu'ils conférèrent en en prélevant les fruits en totalité ou en partie pendant un certain temps. Le pape étendit sur toute la chrétienté un droit de perception : de là, l'origine de l'*annate*, impôt ainsi dénommé parce qu'il correspondait généralement à une année des revenus ³.

¹ S. Bernardi, dans le tome XV des *Historiens de France*.

² Plutarque, *Qu'il ne faut pas emprunter à usure*.

³ Durand de Maillaue, *Dictionnaire de droit canonique et de pratique bénéficitaire*.

La papauté était toute-puissante au moyen âge. Innocent IV avait déposé Frédéric II, et les cardinaux ou chapeaux rouges, au dire de Platine, s'étaient faits princes et cousins des rois. Innocent IV, en 1246, voulut établir l'annate en Angleterre; les évêques anglais lui en fournirent l'occasion en lui demandant de les autoriser à la lever dans leurs diocèses. Il la leur refusa en disant : Le supérieur pourra bien jouir, s'il le veut, du privilège que sollicite l'inférieur, et il se l'adjugea pendant deux années. L'épiscopat s'inclina devant la décision papale; il avait trouvé, dans le successeur de saint Pierre, son maître en fiscalité. C'était la première fois que Rome s'attribuait les bénéfices de tout un royaume.

En 1268, on voulut grever la France d'un semblable impôt. Louis IX s'y opposa formellement et promulgua, pour la liberté de l'Eglise gallicane, une loi dite Pragmatique-Sanction, par laquelle il probiba ces exactions.

L'article V est ainsi conçu :

« Les exactions et très-grièves charges de deniers par la cour romaine imposées à l'Eglise de notre royaume qui en est misérablement appauvri, nous ne voulons aucunement être levées et cueillies, sinon tant seulement pour raisonnable, piteuse, et très-urgente cause et inévitable nécessité; et encore de commandement exprès et de propre mouvement de nous et d'icelle Eglise de notre royaume ¹. »

Philippe le Bel imita son prédécesseur, et par une loi dite la Philip-pine, il défendit à tous évêques, curés et ecclésiastiques de prélever de nouvelles dîmes, prémices et charges insolites ².

Les obstacles n'arrêtèrent pas les papes. Jean XXII, en 1317, imposa l'annate sur les bénéfices de l'Angleterre et de l'Irlande. Deux ans après, il l'étendit à toute la chrétienté et il ordonna que, pendant l'espace de trois années, quiconque obtiendrait un bénéfice de plus de vingt-quatre ducats de rente, payerait le revenu d'une année au saint-siège. Pour assurer le paiement, il envoya des commissaires dans toute l'Europe, à l'effet de s'informer du revenu de chaque bénéfice en particulier, et il en fit dresser un état qui fut transcrit sur le livre de la Chambre apostolique. Cet état servit à établir la valeur des bénéfices; le pape Urbain VI en fit une règle de chancellerie. Jean XXII déclarait, dans l'Extravagante, que cette taxe avait pour objet de subvenir temporairement aux nécessités de l'Eglise, mais elle fut rendue perpétuelle depuis Boniface IX et le schisme d'Avignon.

Dès 1226, Honoré III avait demandé au concile tenu à Westminster le revenu de deux prébenbes dans chaque cathédrale et de deux places

¹ Dumoulin, *De la monarchie des Français*, n° 131.

² Le même, *ibid.*, n° 132.

monacales dans chaque abbaye, ce qui lui avait été accordé ¹; mais la levée ne se fit pas sans exciter des murmures, d'autant plus qu'elle fut opérée par des usuriers ultramontains, se disant marchands, qui ruinaient par leurs exactions, ceux que la cour de Rome avait mis à contribution. Entre autres, maître Etienne, chapelain du pape, laissa les traces honteuses de son avarice. *Abrator pecuniarum magister Stephanus, domini papæ capellanus, Angliæ fæda reliquit vestigia* ².

C'est vers cette époque que les Caorcins et les Lombards parurent en Angleterre. Quels étaient ces étrangers? A l'égard des Caorcins, Du Cange expose diverses opinions. Quelques auteurs font dériver leur nom des Corsini, riches marchands de Florence; d'autres, de Cadurcum, Cahors, ville du Languedoc. Mathieu Paris qualifie les Caorcins, usuriers français, *gallici trapezite* ³. Tel est aussi l'avis de Muratori, qui, à l'appui de son opinion, cite, d'après Mathieu Paris, une ordonnance de Henri III qui interdit ses États aux Coursins, et notamment *usurariis Senensibus*, ce qu'il traduit par usuriers de Sens (Champagne). Mais il commet ici une faute de traduction. S'il s'était agi d'habitants de Sens, Mathieu Paris eût dit *Senonensibus* et non pas *Senensibus*, qui signifie *Siennois*. Artaud s'est rangé de l'avis de Muratori, à l'occasion d'un passage de la Divine Comédie qui place dans la troisième enceinte de l'enfer, *Sodoma e Caorsa*, ce qu'il traduit par Sodome et Cahors. « Il s'agit évidemment de Cahors en Quercy » dit-il.

Nous pensons que Caorsa n'est pas Cahors, mais Cavour, ville située à trois lieues de Pignerol, qui, avec Asti, Chieri et d'autres villes de Piémont, se signala par le grand nombre de banquiers qu'elle envoya dans diverses contrées de l'Europe, où ils fondèrent des banques, *casane*, d'où ils tirèrent le nom de Casaniers et de Casseniers. C'est à Cavour que Guigneul fait allusion dans son poème de la Pérégrination de la vie humaine, où il fait dire à la Convoitise.

Li Satanes m'i engendra.
Et di illues il m'aporta
A Chaourse où on me nourri.
D'ont Chaourseière dite seri.

Une circonstance particulière aura personnifié l'usure dans la cité de Cavour, et de là, les divers noms de Caorcins, Caoursins, Cahursins, Corsins, Catursins, Conversins, Cawarsins, Couversins, donnés aux usuriers. En Suisse, ils étaient appelés Cawertsch ⁴.

¹ Langlet du Fresnoy, *Tablettes chronologiques*, tome II, page 469.

² Math. Paris, *Hist. maj. Angl.*, ad annum 1229.

³ *Ibid.* ad annum 1235.

⁴ *Inferno*, cant. XI, page 145, note 234.

⁵ Du Cange, *Gloss.* v^o Caorcini.

Nous trouvons dans les ordonnances des rois de France la preuve que les Caorcins n'étaient pas Français. Ces ordonnances les rangent parmi les usuriers étrangers, qui, plusieurs fois, furent expulsés du territoire. *Extirpare volentes de finibus regni nostri usurariam pravitatem, quam quosdam Lombardos et Caorsinos, aliosque complures alienigenas, in eodem regno publice intelleximus exercere, etc.*¹, *Intelleximus quod Lombardi et Caorsini, ac etiam plures alii alienigenæ usurarii in regno nostro publice super pignoribus mutuent, etc.*². Il n'est pas possible d'admettre dans ces documents officiels une erreur aussi grossière que celle de considérer des régnicoles comme étrangers.

Au reste, il faut avouer que la confusion faite par les historiens n'allait pas jusqu'à la calomnie. Barthélemi, évêque de Cahors au quatorzième siècle, construisit le pont de Valentré sur le Lot, avec des fonds provenant, en grand part, des amendes payées par les usuriers de son diocèse, qui prêtaient à plus de vingt pour cent, ce qui fit dire que le diable en avait fait les frais³; mais il faut être juste envers tout le monde, l'évêque en faisant frapper de la monnaie de bas aloi, s'était mis au moins de moitié avec le diable.

Asti et Chieri, plus encore que Cavour, jouent un rôle important dans l'histoire des banques au moyen âge. En 1226, Asti commença à se livrer au trafic extérieur de l'argent et, en cela, ne fit qu'unir plusieurs villes de la Lombardie dont la noblesse pensait ne pas déroger en s'occupant du commerce⁴. Ce fait avancé par Malabayla est confirmé par Ogerio Alfieri qui écrivait sous la même date : *Cives Astenses cœperunt præstare et facere usuras in Francia et ultramontanis partibus, ubi multam pecuniam lucrati sunt*⁵.

Benvenuto d'Imola, dans son commentaire manuscrit de Dante, affirme que de son temps les habitants d'Asti passaient pour être les plus riches de la contrée. Leur richesse fut la source de leur indépendance. Asti fut la première ville du Piémont qui s'éleva en gouvernement libre. Dès le dixième siècle, Conrad le Salique avait accordé à ses citoyens de grandes franchises dans toutes les provinces de l'empire, et, dans les dernières années du onzième siècle, Humbert II, de Savoie, s'était aidé de leur alliance⁶.

Chieri, *Carea Potentia* de Pline, s'associa à Asti, et ces deux villes étendirent leur commerce non-seulement dans le Piémont et l'Italie,

¹ Ordonnance de 1268.

² Ordonnance de 1274.

³ Cathala-Coture, *Histoire de Querci*, tome I.

⁴ Malabayla, *Clypeus civitatis Astensis*.

⁵ Chron. civil. Ast. tome XI, *Rerum Italicarum*.

⁶ Cibrario, *Storie di Chieri*.

mais encore dans la Savoie, le Dauphiné, le Lyonnais, la Suisse, l'Alsace, la Flandre, la France, l'Angleterre et l'Allemagne. Les banquiers piémontais obtenaient la protection des princes en leur payant un tribut annuel. Parmi les plus riches marchands d'Asi on cite les Scarampi, les Asinari, les Garetti, les Solari, les Roveri, etc. De Chieri, on trouve un Giordano Balbo qui, en 1297, était un des notables négociants de Vienne en Dauphiné. Cinquante-trois ans plus tard, Berengomo Balbo obtint des lettres de bourgeoisie à Montélimart, dans le diocèse de Valence. En 1356, Ardizzone Benso, seigneur de Ponticelli, près Chieri, disposant de ses biens, par acte de dernière volonté, lègue à Berenger Benso les droits et actions qu'il avait dans la banque de Montélimart. Il ne sentait pas sa conscience à l'abri de tout reproche, car son testament renferme cette clause singulière :

Item volo et ordino quod pro forefactis meis incertis emendandis, dentur et distribuuntur amore Dei et pro salute animæ meæ centum floreni auræi.

En 1369, Aimon de Cossonay, évêque de Lausanne, recevait, pour dix ans, parmi les bourgeois de la ville, Oddodino Baschieri et Bartolomæo Bertone de Balbi, marchands de Chieri.

Suse, qui avait choisi pour ses opérations commerciales la Pouille et la Sicile, reçut des privilèges et des franchises d'Amédée IV, en 1233.

Une fois enrichis, les négociants revenaient dans leur pays où ils achetaient des terres et des seigneuries. Une partie de la noblesse piémontaise n'a pas d'autre origine.

Les Caorcins n'avaient pas le monopole du commerce de l'argent. Indépendamment de la concurrence que leur faisaient les Juifs, ils eurent à lutter contre celle des Italiens qui, sous le nom de Lombards ou Toscans, se répandirent, à la même époque, dans l'Europe occidentale.

Antérieurement, les Juifs étaient venus en grand nombre, à la suite de Guillaume le Conquérant, s'établir en Angleterre. Ils surent se concilier, à prix d'argent, Guillaume le Roux dont l'avarice est caractérisée par le fait suivant. Ce prince avait reçu d'un Juif soixante marcs, à condition de l'aider à faire rentrer dans le culte de ses pères son fils qui s'était fait chrétien : il employa en vain la persuasion et les menaces. Accusé par la voix publique, il manda le père et lui dit que n'ayant pas réussi, il ne pouvait garder la somme, mais que cependant ayant fait tout ce qui dépendait de lui, sa peine devait être payée, et il ne rendit que trente marcs.

Richard Cœur de Lion persécuta les Juifs que Henri II, son père, avait protégés ; il leur défendit d'assister à son couronnement. Quelques-uns d'entre eux, chargés de riches présents, crurent qu'ils pour-

raient approcher du roi; reconnus et insultés, ils prirent la fuite. Le bruit se répandit que le roi avait donné l'ordre de massacrer tous les Israélites. La populace envahit leurs maisons, en égorga les habitants et joignit l'incendie au pillage. Les chrétiens riches n'eurent guère moins à souffrir. Le grand justicier chargé de faire une enquête trouva tant de coupables, même parmi les personnes les plus considérables, que l'on jugea prudent d'étouffer les poursuites. Le désordre ne s'arrêta pas à Londres. A York, les Juifs furent attaqués et cinq cents d'entre eux qui s'étaient retirés dans le château, voyant qu'ils ne pourraient se soustraire à leurs ennemis, égorgèrent, de leurs propres mains, leurs femmes et leurs enfants, exposèrent leurs restes inanimés sur les remparts, mirent le feu à la citadelle et périrent dans les flammes. On voit encore, près d'York, les ruines de la vieille tour de Clifford où, d'après la tradition, se passa ce drame sanglant. Les gentilshommes du voisinage, qui tous étaient leurs débiteurs, coururent à la cathédrale où leurs obligations étaient déposées et ils les brûlèrent devant le maître-autel.

Sous le règne si long de Henri III, de 1216 à 1272, les Juifs eurent beaucoup à souffrir, mais l'intérêt élevé de l'argent leur faisait braver les rigueurs et les persécutions. En 1241, on tira d'eux vingt mille marcs; deux ans après, on leur extorqua encore de l'argent et un juif d'York, nommé Aaron, dut payer à lui seul quatre mille marcs. En 1250, Henri exigea de ce même banquier, sous prétexte de félonie et de trahison, trente mille marcs. Il suivait en cela l'exemple du roi Jean, son père. Celui-ci avait demandé à un Juif de Bristol dix mille marcs, et, sur son refus de s'exécuter, il ordonna qu'on lui arrachât une dent, chaque jour. Le Juif résista pendant sept jours; à la huitième dent, il paya.

En 1273, les Juifs furent bannis du royaume. Les Gaercins et les Lombards eurent le champ libre et ne le cédèrent aux Juifs ni en rapacité ni en astuce. Sous la date de 1235, le moine de Saint-Alban s'exprimait déjà ainsi :

« Invaluit autem his diebus adeo caursinorum pestis abominanda, ut vix esset aliquis in tota Anglia qui retibus illorum jam non illaquearetur. Etiam ipse rex debito inestimabili eis tenebatur obligatus ¹. »

Leur habileté égalait leur avarice. La formule suivante d'obligation à l'usage de ces usuriers est un chef-d'œuvre du genre. Nous traduisons littéralement :

« N. Prieur du couvent N. à tous ceux qui le présent écrit verront, salut dans le Seigneur.

¹ Math. Paris, *Hist. moj. Angl.*, ad annum 1235.

» Nous vous faisons savoir que nous avons emprunté, en la ville de Londres, pour nos affaires et celles de notre église, de N. et N. agissant tant en leur nom qu'au nom de leurs associés, citoyens et marchands de la ville de N. cent quatre marcs de bonnes et loyales livres sterling, chaque marc au titre de treize écus d'or et quatre livres sterling; lesquels cent quatre marcs nous déclarons, tant en notre nom qu'au nom de notre église, nous avoir été bien et dûment payés et mis en notre possession; renonçant formellement, en conséquence, à l'exception *non numerata, non soluta, et non tradita pecuniæ* et à cette autre exception que ladite somme n'aurait pas été employée à notre usage et à celui de notre église.

» Lesquels cent quatre marcs nous promettons et nous nous obligeons par une stipulation légitime, en notre nom personnel et au nom de notre église, à payer intégralement et rendre tels qu'ils ont été déterminés ci-dessus quant à leur nombre et à leur valeur, aux susdits marchands ou à l'un d'eux ou à l'un de leurs agents dûment autorisé et porteur des présentes, le jour de la fête de Saint-Pierre-aux-Liens, c'est-à-dire le premier août de l'an de l'incarnation de notre Seigneur 1235, au nouveau temple à Londres. Avec cette clause expresse que faute par nous de payer en totalité et rembourser ladite somme, aux lieu et terme ci-dessus, et ledit terme passé, nous promettons et nous nous obligeons par la même stipulation, à partir dudit terme, de donner et remettre aux susdits marchands ou à l'un d'eux ou à leur agent dûment autorisé, par chaque deux mois et pour chaque dix marcs, un marc de ladite monnaie à titre d'indemnité pour les dommages et pertes qui pourraient, à raison de ce retard, être occasionnés auxdits marchands : de sorte qu'ils pourront répéter efficacement lesdites indemnités ainsi que les frais et le capital tels qu'ils viennent d'être par nous fixés, et, en outre, les dépenses de l'un desdits marchands, ensemble celles d'un cheval et d'un valet à son service, dans quelque lieu que se trouve ledit marchand, le tout jusqu'à parfait paiement de toutes les sommes dont s'agit. De plus, les déboursés faits ou à faire pour le recouvrement desdites sommes, seront par nous payés et remboursés auxdits marchands, ou à l'un d'eux, ou à leur agent dûment autorisé. Nous promettons que le paiement desdites indemnités et des frais ne sera, en aucun cas, porté en compensation de la somme principale et que ladite somme ne sera pas retenue, à titre de compensation, au delà du terme fixé, sans le consentement desdits marchands.

» Et pour garantie de l'entier et parfait accomplissement et de l'observation inviolable et rigoureuse de ce qui précède, nous engageons nous et notre église et nos successeurs et tous nos biens, meubles et immeubles, ecclésiastiques et laïcs, présents et futurs, dans quelques

lieux qu'ils soient, aux marchands susnommés et à leurs héritiers, jusqu'à paiement intégral, lesquels biens nous déclarons tenir d'eux à titre précaire. Et pour l'acquiescement de l'obligation ci-dessus, nous déclarons consentir à être actionnés dans quelque lieu et devant quelque juridiction que ce soit : renonçant, par rapport à ce qui précède, tant pour nous que pour nos successeurs, à toute exception généralement quelconque du droit canonique et civil, à tout privilège clérical et du for, au rescript d'Adrien, à toute coutume, à tout statut, à toutes lettres et indulgences, à tout privilège obtenu ou à obtenir du saint-siège apostolique pour le roi et les sujets de son royaume, à la constitution de *duabus dictis*, au bénéfice de la restitution *in integrum*, de l'appel et de la récusation, aux lettres d'inhibition du roi d'Angleterre et à toutes autres exceptions réelles et personnelles qui pourraient être opposées au présent acte ou aux présentes stipulations. Nous promettons d'exécuter fidèlement tout ce qui est énoncé ci-dessus. En foi de quoi, nous avons apposé notre sceau aux présentes. »

Tels étaient les liens, ajoute Mathieu Paris, avec lesquels les Causins garrottaient leurs débiteurs; aussi peut-on dire qu'ils étaient véritablement comme des ours dévorants, *quasi ursini devorantes*. On pense que tout cela se faisait de connivence avec la cour de Rome. *Hæc non sine curiæ romanæ conniventia fieri arbitrantur*.

Ce point est hors de doute. D'après Boxhorn, les agents que le pape avait envoyés dans les divers États de l'Europe pour faire l'inventaire des revenus ecclésiastiques, s'étaient fait accompagner par des négociants italiens qu'il caractérise ainsi : *Homines pecuniosi et strenui callidissimique feneratoribus qui acceptis pignoribus, sacræ suppellectilis imprimis, pecunia mutuo data, immanes usuras exegere*¹.

Muratori considère les Lombards comme les courtiers et les collecteurs des papes : *Hiscæ autem et curia romana utebatur ut redditus suos e variis regnis colligeret*. A l'appui de son opinion, il cite une quittance donnée, en 1233, par Grégoire IX, à Angelerio Solafico, de Sienne, et à ses associés, de toutes les sommes qu'ils avaient touchées en Angleterre, en France, et autres lieux pour son compte ou celui de l'Eglise. *Angelerium Solaficum quemdam campsozem nostrum et ejus socios mercatores Senenses de omnibus rationibus quas in Anglia, Francia et Curia romana, vel etiam alibi, nostro vel ecclesiæ romanæ nomine receperunt*.

Le récit de Mathieu Paris complète la démonstration. « En 1235, dit-il, Roger, évêque de Londres, homme de savoir et de piété, voyant l'impudence avec laquelle les Causins pratiquaient l'usure,

¹ De *Trapezitis* vulgo *Longobardis* dissertatio.

² *Antiquit. Ital. med. Æv. dissertatio. XVI.*

leur vie dépravée, les vexations dont ils accablaient les hommes de religion et le joug qu'ils imposaient autour d'eux, entra dans une sainte indignation. Il les admonesta publiquement; les engageant à cesser leur genre de vie et à faire pénitence, s'ils tenaient au salut de leurs âmes. Ils ne répondirent que par le mépris, la menace et la moquerie. Alors l'évêque s'armant de ses pouvoirs spirituels, fulmina contre eux tous une sentence d'excommunication et leur ordonna de sortir de la ville de Londres. Les Coursins, forts de la protection papale, obtinrent sans difficulté et sans délai, de la cour de Rome, que l'évêque, déjà vieux et malade, fût cité, au delà de la mer, devant des juges, leurs créatures, pour répondre de ses attaques contre les marchands du saint Père. Il fut condamné, et lorsqu'il déclara qu'il en appelait de saint Pierre à saint Paul, il lui fut répondu : saint Paul déclare que tout ouvrier mérite un salaire, et comme l'argent est le prix du travail, celui qui l'emprunte est équitablement tenu de payer pour l'usage qu'il en fait ¹. »

L'histoire des traités de Henri III avec la cour de Rome fait connaître le système d'oppression qui pesait sur le clergé anglais. Chaque année, l'église d'Angleterre était obligée de payer aux papes des impôts énormes levés d'abord, disait-on, dans l'intérêt de la chrétienté; mais on ne fut pas longtemps à s'apercevoir que toutes les guerres dans lesquelles s'engageaient les pontifes romains se liaient, d'une manière ou d'une autre, à la religion qui venait toujours fort à propos couvrir leurs entreprises ambitieuses. C'est ainsi que, pour soutenir la guerre qu'il avait déclarée à l'empereur Frédéric, Grégoire IX imposa des taxes au clergé : son successeur Innocent IV les renouvela et rencontra de la résistance. Le roi et les barons restèrent d'abord indifférents aux débats qui s'élevèrent à ce propos; ils se décidèrent à intervenir lorsque l'appauvrissement du clergé vint rendre plus lourde la contribution des laïcs. On envoya au concile général, à Lyon, des ambassadeurs qui, dans un ferme et respectueux langage, se plaignirent de la fréquence des exactions du pape. Ces plaintes qui ne furent pas soutenues avec l'énergie que l'on avait d'abord montrée, se terminèrent par une transaction qui coûta onze mille marcs d'argent au clergé anglais. Un second grief se rapportait à ce que l'on appelait les provisions pontificales, en vertu desquelles le pape, suspendant le droit civil du patron, nommait de sa propre autorité au bénéfice vacant. Des bénéfices qui auraient dû être confiés à des membres du clergé anglais étaient donnés à des Italiens non résidents qui, après s'être débarrassés sur un substitut, des devoirs de leur charge, dépensaient leurs revenus en pays étranger. Le produit annuel des bénéfices ainsi pos-

¹ Math. Paris, *Hist. maj. Angl.*, page 417.

sédés ne s'élevait pas à moins de cinquante mille marcs d'argent ¹.

Il est facile de concevoir l'irritation que ces abus excitèrent en Angleterre. Les rigueurs exercées par les Caorcins déterminèrent Henri III à les expulser en 1240; mais ils ne tardèrent pas à rentrer à la demande du pape ². Vers l'an 1250, ils s'étaient tellement enrichis qu'ils possédaient les plus beaux hôtels de Londres. Les prélats n'osaient plus les attaquer depuis la mésaventure arrivée à l'évêque Roger, et les bourgeois hésitaient à se plaindre, parce que ces étrangers étaient soutenus secrètement par des personnes influentes, qu'ils avaient su se concilier moyennant une part dans leurs bénéfices. Cependant l'excès du mal nécessita contre eux des poursuites; ils furent traduits devant la justice civile en 1251, par les ordres formels du roi. Les faits étaient d'une telle évidence qu'ils furent condamnés. Beaucoup furent arrêtés et mis en prison, les autres se cachèrent. Comme c'était à leur argent plus qu'à leurs personnes que l'on en voulait, ils achetèrent le droit de continuer à ruiner le peuple anglais.

Robert, évêque de Lincoln, qui probablement n'était pour rien dans la transaction, reprit les hostilités contre les usuriers pontificaux. Il prononça contre eux un discours vigoureux : « Plusieurs hommes, dit-il, ont affligé l'Eglise, mais nul autant que le pape Innocent IV, par la protection qu'il a donnée aux Caorcins. Ces usuriers impudents chassés de France, grâce aux prédications de quelques hommes célèbres, tels que l'abbé de Flay, de l'ordre de Cîteaux, et maître Jacques de Vitry, sont venus se réfugier en Angleterre; ils s'y abritent sous la puissance du souverain pontife. Malheur à qui ose les attaquer! Il est accablé par la persécution et sa ruine est certaine. Témoin Roger, évêque de Londres. L'usure est déclarée détestable par l'Ancien et le Nouveau Testaments; Dieu lui-même l'a condamnée. Eh bien! que voyons-nous aujourd'hui? L'usure exercée publiquement à Londres par les marchands et les banquiers de notre saint-père le pape. Les Juifs eux-mêmes en murmurent. Ces hommes dépravés s'étudient à ruiner les ecclésiastiques et surtout les religieux, obligeant ceux que la misère écrase à mentir, à signer des actes mensongers, c'est-à-dire à commettre des actes d'idolâtrie, à renoncer à la vérité qui est Dieu ³. »

Rymer cite plusieurs lettres de recommandation des papes adressées aux rois d'Angleterre. Dans une de ces lettres, Boniface VIII sollicite la protection d'Edouard I^{er}, pour des marchands de Lucques, de la compagnie des Reissardi, qui se rendaient, dit-il, dans ce pays pour leurs affaires particulières ⁴. Et, en effet, les marchands italiens, détenteurs

¹ John Lingard, *Hist. of England, Henri III.*

² Du Cange, *Gloss.* v^o Caorcini.

³ *Lugubris querimonia de oppressionibus Ecclesiarum.*

⁴ *Acta et Fœdera*, tome II, page 705.

des capitaux, s'étaient emparés du commerce. Confondus sous le nom de Lombards, ils avaient formé des compagnies puissantes et choisi, comme centre de leurs opérations, un quartier de Londres qui porte encore leur nom. Le *Lombard-Street* existait dès avant Edouard II. Les Lombards s'adonnaient principalement au prêt sur gage, sorte de prêt fort en usage alors, à raison de l'état précaire du crédit; ils trafiquaient aussi des marchandises qu'ils exportaient de leur pays. Les moins riches s'en allaient de ville en ville, la balle sur le dos, et vendaient en détail comme on vit les Juifs dans l'empire romain, et comme on voit encore de nos jours les colporteurs écossais, aux larges épaules, aux jambes infatigables. Leurs comptoirs s'appelaient *Lombards* ou *Lumber-houses*. Enfin, les Lombards étaient les banquiers des rois et des grands seigneurs, honneur dont ils se seraient bien passés, mais qui leur était imposé par la nécessité de se faire des protecteurs. Leur habileté dans les finances leur valut d'être chargés de la perception des taxes et des impôts. Édouard I^{er} la leur concéda pour la première fois, afin d'obtenir d'eux le prêt de la somme de deux mille marcs sterling, pour son fils, le prince de Galles, et de cinq cents livres sterling pour sa mère, Marie, reine de France. Les Médicis eurent la concession des impôts en remboursement des sommes qu'ils avaient avancées à la couronne ¹. En 1329, les Bardi, de Florence, affermèrent tous les droits de la douane, moyennant vingt-cinq livres sterling par jour ².

En 1303, le chef de la compagnie des Frescobaldi prit la fuite, emportant une partie des taxes qu'il avait été chargé de percevoir. Pour prévenir le retour de faits semblables, qui s'étaient produits plus d'une fois, Edouard III rendit chaque compagnie responsable des actes commerciaux des membres qui la composaient. Le statut, en date de 1352, porte : « Considérant que beaucoup de particuliers de ce royaume ont contracté des obligations avec des Lombards appartenant aux compagnies résidant dans le royaume, et que lesdits Lombards ont tout à coup quitté le pays sans avoir satisfait leurs créanciers, d'où il est résulté un grave dommage pour notre peuple, nous déclarons que si un marchand d'une compagnie souscrit une obligation, la compagnie entière répondra de la dette. »

Edouard III ne favorisa pas les Lombards; il les rançonna, au contraire, pour payer les frais de la guerre contre la France. Il leur emprunta dans ce but, suivant Rymer, cinq mille marcs, moyennant deux mille marcs d'intérêt. Ses embarras d'argent était si grands qu'il mit en gage les joyaux de la couronne. Richard II, son petit-fils, se trouva réduit à la même nécessité.

¹ Macpherson, *Annals of commerce*, tome I, page 677-699.

² Le même, *ibid.*, page 436. — Hallam, *Hist. of England*, tome III, page 406.

Redeem from broking pawn the blemish'd crown,

dit le comte de Northumberland, dans le drame de Shakspeare ¹.

Plus tard, Henri V engagea aussi sa couronne à l'évêque de Winchester pour vingt mille marcs, et ses bijoux à des citoyens de Londres pour dix mille marcs. Nous aurons à constater des faits analogues dans l'histoire contemporaine.

Sous Richard III, le nombre des Italiens et des autres marchands étrangers s'accrut considérablement à Londres; ils usurpèrent les privilèges accordés aux citoyens, non-seulement en vendant beaucoup d'objets qu'ils importaient en Angleterre, mais encore en y faisant fabriquer des étoffes de laine par leurs compatriotes qu'ils avaient appelés à cet effet, de telle sorte qu'ils tendaient à accaparer le commerce intérieur et extérieur, et, maîtres de la production, à épuiser le pays en lui prenant son numéraire. Le commerce national, rival de celui des Lombards, ne pouvait souffrir une concurrence aussi désastreuse; les douze compagnies de la Cité firent entendre de vigoureuses réclamations, et, après de longs efforts, elles parvinrent à faire expulser les marchands étrangers. Cet arrêt rendu en 1530, la vingt-deuxième année du règne de Henri VIII, fut rigoureusement exécuté, et les Lombards quittèrent le sol de l'Angleterre qu'ils occupaient depuis trois cents ans ².

Les Juifs, chassés de France par Philippe-Auguste en 1181, avaient racheté leur retour en 1198, et avec eux reparurent des exactions qui, sans doute, pourraient s'expliquer, jusqu'à un certain point, par la position qu'on leur avait faite et par les persécutions dont ils étaient l'objet, mais qu'il faut attribuer, en outre, à leur avidité naturelle, à ce génie du gain illicite qui, de nos jours encore, caractérise cette nation. Organisés en associations redoutables, ils mettaient en commun leurs capitaux et ruinaient le pays où ils s'établissaient, en soutirant le numéraire. C'est, en effet, presque exclusivement au commerce de l'argent que les Juifs s'adonnèrent; ils ne s'occupèrent pas, comme les Italiens, à créer des fabriques et des manufactures. La Chronique de Saint-Denis, qui parle de leur expulsion sous le roi Philippe, mentionne la confiscation de leurs immeubles et spécifie leurs maisons, champs, prés, vignes, granges et pressoirs. Ils jouissaient donc d'une certaine sécurité, et ils auraient pu en profiter pour se livrer à des opérations loyales et honnêtes qui n'auraient pas excité contre eux la haine qui, de tout temps, s'est attachée au prêt usuraire. Humbles aux jours de la persécution, courbés si bas, a dit un auteur moderne, que l'esclave se baissait pour les voir, ils devenaient insolents avec la prospérité et faisaient payer cher aux chrétiens leurs outrages et leurs cruautés.

¹ Richard II. Act. II, sc. 1.

² Hows, *a history of Pawnbroking past and present*, page 31.

Une ordonnance de Philippe-Auguste, en date de 1218, leur défendit de prendre en gage les ornements d'église, les vêtements ensanglantés ou mouillés, les fers de charrue, les animaux de labour et le blé non vanné. L'intérêt légal est fixé à deux deniers pour livre, par semaine, soit au taux de 46 pour % environ. Le prêt était fait pour l'année, mais le débiteur avait la faculté d'avancer l'époque du remboursement. Le Juif ne pouvait exiger l'intérêt après l'expiration de l'année, à moins qu'il n'eût fait constater sa créance en justice; dans ce cas, elle continuait de courir au même taux. Le prêt était constitué de cette manière : au moment du contrat, l'emprunteur était tenu d'affirmer qu'il avait reçu la somme entière énoncée dans l'acte, et qu'il n'avait rien donné ni rien promis au Juif en dehors de l'acte. Le Juif faisait, de son côté, la même déclaration. Une fraude était-elle découverte, le Juif perdait sa créance. L'obligation était rédigée dans chaque ville par une personne dite *scriptor litterarum Judæorum*. Elle devait être scellée du sceau des Juifs, gardé, à cet effet, par deux hommes notables de la cité.

Les plaintes des emprunteurs causèrent bientôt de nouvelles rigueurs contre les Juifs. Par ordonnance de 1223, Louis VIII, de concert avec les évêques, comtes, barons et chevaliers, annula les obligations d'intérêts à dater de la Toussaint de cette année, déclara prescrits les titres dont la date remontait à plus de cinq ans, attribua les fonds prêtés aux seigneurs dont les Juifs relevaient, et accorda un terme de trois ans en neuf paiements égaux. Le sceau des Juifs fut remplacé par celui de la justice seigneuriale; cette formalité fut aussi illusoire que l'ordonnance de Philippe pour la rédaction des obligations qui continuèrent à se faire, pour la plupart, sous seing privé et sans formalité.

C'est à partir du règne de Louis IX que commence réellement la législation des Juifs. Un arrêt rendu à Rouen en 1235, en conformité d'une ordonnance de 1234, renferme les dispositions suivantes :

DE JUIS.

« Il fut commandé destroitement à toz les baillis que li cors des crestiens ne soient pris de ci en avant por la dete des Juis, et que li crestiens ne soient pas contraint de vendre por ce leur héritages.

» Il fut commandé que li Juis ne preissent nul gage fors par le testemoine de preudes omes et de créables et se l'en truève en leur mèsons gages de quoi il n'aient tesmoinz, il soient mené par droict comme crestien ¹. »

L'abolition de la contrainte par corps en matière de prêt sur gage et la défense d'exproprier les débiteurs, qui résultent du premier para-

¹ Mornier, *Etablissements et coutumes, assises et arrêts de l'échiquier de Normandie au XIII^e siècle*.

graphe de cet arrêt, indiquent l'état déplorable où étaient réduits les peuples, mais elles ne rendirent pas les transactions plus faciles et n'atteignirent pas le but qu'on se proposait, de sauvegarder les personnes et les propriétés. Une ordonnance de 1260 renferme les mêmes dispositions, ce qui prouve que les premières étaient restées sans effet.

Quant à l'obligation tant de fois renouvelée de ne contracter qu'en présence de personnes connues, elle ne fut que très-rarement exécutée, parce qu'elle était plus préjudiciable qu'avantageuse aux emprunteurs; la publicité de l'emprunt, qui était la constatation d'une grande gêne, sinon de la misère, devant avoir pour résultat de ruiner complètement le crédit du débiteur.

Les Juifs, véritables Protées, échappaient à toutes les prescriptions légales, éludaient toutes les mesures, et, avec une persévérance digne d'une meilleure cause, opposaient l'astuce et la ruse à la violence que l'on employait contre eux. Louis IX se crut obligé, comme ses prédécesseurs, de faire de l'arbitraire, et de concert avec le roi de Navarre, il fit arrêter, le même jour, tous les Juifs en 1268. L'année suivante, le besoin que l'on avait d'eux et l'intérêt que les rois et les seigneurs avaient à les voir revenir, à raison des taxes qu'ils leur payaient, les firent rendre à la liberté : seulement on se donna la puérile satisfaction de leur enjoindre de porter sur la poitrine et sur le dos une marque de couleur écarlate.

L'autorité ecclésiastique ne s'accommodait pas de ces transactions du pouvoir civil; elle les taxait de faiblesse, et sortant des limites de sa compétence, elle imposait des prescriptions qui n'étaient nullement de son ressort. Plus intolérant que le troisième concile de Latran, tenu en 1179, qui avait privé les usuriers publics de la communion et de la sépulture religieuse, le concile d'Alby, en 1254, défendit aux juges de poursuivre les procès relatifs aux créances des Juifs. Le concile de Béziers, en 1274, prohiba, sous peine d'excommunication, toute relation pécuniaire avec les Israélites. Les papes montrèrent généralement plus de tolérance, parce que, probablement, ils se servaient des Juifs comme des Lombards pour la rentrée des impôts qu'ils levaient en pays étrangers; aussi Rome fut appelée *le Paradis des Juifs*. Leur position en Italie était, d'ailleurs, plus modeste qu'en France. Là ils avaient trouvé un peuple industriel, non moins avide d'argent qu'eux-mêmes. Réduits à une existence obscure, s'ils n'acquiescèrent pas de grandes richesses, ils ne furent pas non plus exposés à toutes les persécutions du fanatisme intéressé.

Montesquieu fait à ce sujet des réflexions qu'il nous semble utile de reproduire, car, outre qu'elles jettent une vive lumière sur les faits qui nous occupent, elles sont un éloquent plaidoyer en faveur de la liberté

humaine, et ces maximes d'une application générale sont toujours bonnes à méditer.

« La philosophie d'Aristote ayant été portée en Occident, elle plut beaucoup aux esprits subtiles qui, dans les temps d'ignorance, sont les beaux esprits. Les scolastiques s'en infatuèrent et prirent de ce philosophe bien des explications sur le prêt à intérêt, au lieu que la source en était si naturelle dans l'Évangile; ils les condamnèrent indistinctement et dans tous les cas. Par là, le commerce qui n'était que la profession des gens vils devint encore celle des malhonnêtes gens, car toutes les fois que l'on défend une chose généralement permise ou nécessaire, on ne fait que rendre malhonnêtes gens ceux qui la font.

» Le commerce passa à une nation pour lors couverte d'infamie; et bientôt il ne fut plus distingué des usures les plus affreuses, des monopoles, de la levée des subsides et de tous les moyens malhonnêtes d'acquérir de l'argent.

» Les Juifs, enrichis par leurs exactions, étaient pillés par les princes avec la même tyrannie : chose qui consolait les peuples et ne les soulageait pas. Les rois ne pouvant fouiller dans la bourse de leurs sujets, à cause de leurs privilèges, mettaient à la torture les Juifs qu'on ne regardait pas comme des citoyens.

» Enfin, il s'introduisit une coutume qui confisqua tous les biens des Juifs qui embrassaient le christianisme. Cette coutume si bizarre, nous la savons par la loi qui l'abroge. (Édit donné à Bavière, le 4 avril 1392.) On en a donné des raisons bien vaines; on a dit qu'on voulait les éprouver et faire en sorte qu'il ne restât rien de l'esclavage du démon. Mais il est visible que cette confiscation était une espèce de droit d'amortissement, pour le prince ou pour les seigneurs, des taxes qu'ils levaient sur les Juifs et dont ils étaient frustrés lorsque ceux-ci embrassaient le christianisme. Dans ces temps-là, on regardait les hommes comme des terres. Et je remarquerai, en passant, combien on s'est joué de cette nation d'un siècle à l'autre. On confisquait leurs biens lorsqu'ils voulaient être chrétiens, et, bientôt après, on les fit brûler lorsqu'ils ne voulurent pas l'être.

» Cependant on vit le commerce sortir du sein de la vexation et du désespoir. Les Juifs, proscrits tour à tour de chaque pays, trouvèrent moyen de sauver leurs effets. Par là, ils rendirent pour jamais leurs retraites fixes; car tel prince qui voudrait bien se défaire d'eux, ne serait pas pour cela d'humeur à se défaire de leur argent.

» Ils inventèrent les lettres de change et, par ce moyen, le commerce put éluder la violence et se maintenir partout; le négociant le plus riche n'ayant que des biens invisibles qui pouvaient être envoyés partout et ne laissaient de traces nulle part.

» Les théologiens furent obligés de restreindre leurs principes, et le

commerce qu'on avait violemment lié avec la mauvaise foi reentra, pour ainsi dire, dans le sein de la probité.

» Ainsi nous devons aux spéculations des scolastiques tous les malheurs qui ont accompagné la destruction du commerce, et à l'avarice des princes, l'établissement d'une chose qui le met, en quelque façon, hors de leur pouvoir.

» Il a fallu, depuis ce temps, que les princes se gouvernassent avec plus de sagesse qu'ils n'auraient eux-mêmes pensé; car, par l'événement, les grands coups d'autorité se sont trouvés si maladroits qu'il n'y a plus que la bonté du gouvernement qui donne de la prospérité¹. »

Le peu de développement du commerce national ne contribua pas peu à donner aux Juifs et aux Italiens l'importance qu'ils conservèrent si longtemps. Au XII^e siècle, les Français étaient encore presque étrangers aux spéculations commerciales et industrielles. Ils n'avaient pas de marine, et c'était à l'aide des Vénitiens, des Génois et des Pisans, dont la navigation embrassait toutes les parties du globe alors connues, que les croisés se transportaient en Orient. Dans l'intérieur du royaume, les Lombards commencèrent à vendre les marchandises et les denrées qui arrivaient par l'Egypte et l'Asie Mineure.

Pour la fabrication des soieries, Venise avait eu d'abord à lutter contre Gènes et la Sicile, mais elle trouva en Morée la soie qui lui était nécessaire, et, de ce moment, ses manufactures produisirent les étoffes les plus précieuses en velours, damas et soies brochées d'or. Sa verrerie et ses glaces ne la rendirent pas moins célèbre dès le XII^e siècle. Il en fut de même de son orfèvrerie, de sa marqueterie et de ses cuirs dont elle fournissait l'Orient et l'Occident.

Gènes, sa rivale, mesura souvent ses flottes avec les galères vénitiennes. Les papes favorisèrent les Génois contre les Vénitiens qui montraient au moins de l'indépendance envers le saint-siège. C'est à Gènes que fut fondée la banque de Saint-Georges, un des plus beaux établissements financiers du moyen âge. Lorsque Charles VIII voulut porter la guerre en Italie, il emprunta à la république de Gènes les fonds qui lui étaient nécessaires.

Florence avait aussi un commerce fort étendu. Elle avait, de bonne heure, établi des relations avec Marseille, Lyon, Genève, Bruges, Anvers, Londres, Provins et Caen. Ses fabriques de lainages et de draperie étaient célèbres; elle excellait dans la teinture par le kermès, l'indigo, la garance et l'orseille; ses draps écarlates avaient une supériorité incontestée. Vers 1338, elle comptait deux cents fabriques qui donnaient annuellement près de quatre-vingt mille pièces de drap. Les banquiers florentins avaient beaucoup de crédit, et leur caractère entreprenant et

¹ *Esprit des lois*; livre XXI, ch. XX.

hardi les conduisait dans les contrées lointaines. Parmi eux, on cite les Peruzzi, les Bardi, les Corsini, les Uzzano, les Bonacorsi et les Médicis qui s'enrichirent par leurs spéculations d'argent et le commerce des laines et des épiceries.

Venise faisait surtout le commerce du Levant, en concurrence avec Gênes et Pise. Florence n'avait guère de relations qu'avec l'Occident, qu'elle s'était partagé avec les Pisans et les Génois.

Heureuse Italie! si au lieu d'épuiser sa vitalité alors si puissante dans des guerres intestines, allumées par des rivalités insensées, elle eût conservé ses forces pour les réunir contre les invasions de l'étranger. Aux beaux jours de leur indépendance, les républiques italiennes surent allier la grandeur à la richesse. Leur sol fécondé par des citoyens, produisit tous les fruits de l'indépendance et de l'industrie : le génie de l'homme y brilla sous ses formes les plus riches et les plus variées.

Vers le milieu du XIII^e siècle, les marchands de Barcelone, de Valence et de Lérida commencèrent avec les Italiens à fréquenter les foires de Pézénas, de Beaucaire et de la Champagne. A Troyes, ils occupaient un quartier spécial avec les négociants de Montpellier; ils y tenaient surtout les maroquins que leur vendaient les Maures d'Espagne et les Sarrasins d'Afrique. Le commerce de Barcelone ayant éprouvé des pertes à Montpellier, par suite d'infractions aux règles du tarif et du transport des marchandises, la municipalité de Barcelone obtint de don Jaime II, d'écrire à cette occasion, à don Sanche, roi de Majorque, qui était aussi seigneur du Roussillon, de la Cerdagne et de Montpellier. Peu de temps auparavant, elle avait réclamé du sénéchal de Beaucaire, en faveur des marchands barceloniens, les franchises dont les Catalans jouissaient en Provence¹.

Ainsi, tandis que le trafic de l'argent était aux mains des Juifs, le commerce des denrées et des marchandises était pratiqué par quelques Espagnols et par les Italiens qui avaient établi des entrepôts dans plusieurs villes de France et d'Allemagne où ils obtenaient des privilèges et quelquefois des lettres de naturalisation.

Nous avons cité un passage de l'évêque de Lincoln d'où l'on pourrait conclure que les Lombards étaient établis en France au commencement du XIII^e siècle et qu'ils s'y livraient, comme les Juifs, au prêt usuraire. Cet auteur ecclésiastique prétend qu'ils n'étaient venus en Angleterre qu'après avoir été chassés de France. Nous n'avons trouvé dans les ordonnances de nos rois rien qui justifie cette assertion, et nous sommes plutôt porté à croire que c'est après leur expulsion par Henri III, en 1240, qu'ils vinrent se fixer dans notre pays et dans les contrées voisines. Le plus ancien document officiel que renferment

¹ Depping, *Histoire du commerce entre le Levant et l'Europe*.

les ordonnances, ce sont les lettres patentes que Louis IX adressa, en 1268, à tous les baillis royaux. Elles sont ainsi conçues :

« Nous avons appris que des Lombards et Caorsins et beaucoup d'autres usuriers étrangers prêtent publiquement sur gage et à usure dans notre royaume, qu'ils ont des maisons à ce spécialement affectées, qu'ils appauvrissent considérablement ledit royaume par leurs extorsions usuraires et qu'ils se livrent, dans leurs demeures, à beaucoup de choses défendues. En conséquence, nous vous ordonnons de chasser et d'éloigner de votre bailliage ceux d'entre eux qui peuvent s'y trouver, ne leur accordant pour se retirer que le délai de trois mois, dans l'espace duquel ceux qui ont déposé des gages pourront les retirer, en payant la somme principale qui leur a été prêtée, sans être tenus d'y ajouter les intérêts.

» Nous ne défendons pas cependant aux marchands lombards, caorsins et autres quelconques, de venir dans notre royaume, d'y demeurer et d'en sortir librement, si c'est pour y faire un bonnête négoce et à la condition qu'ils ne se livreront pas à l'usure, ni à un commerce prohibé qui entraîneraient contre eux l'emprisonnement et des châtimens sévères. »

Henri III, duc de Brabant, avait pris dans son testament daté de 1261, des dispositions semblables contre les Juifs et les Cahursins qui faisaient le prêt sur gages dans ses États ¹.

La restriction apportée dans ces deux actes à l'expulsion des Caorcins et des Lombards s'explique par la nécessité où l'on se trouvait, à défaut de banquiers nationaux, de recourir à des étrangers. Cela est si vrai qu'un comte de Huy ayant chassé les usuriers de son domaine, le commerce fut anéanti par leur exil. ² Aussi Alix, veuve de Henri III, les toléra dans le Brabant. Elle les pilla plus d'une fois, à la vérité, mais Saint-Thomas d'Aquin avait levé les scrupules qu'elle avait eus après coup, en lui permettant de prendre les biens des Juifs à condition de les employer à des œuvres pies ou à des objets d'utilité publique ³.

En 1272, il existait des Lombards à Guingamp, Quimper, Quimperlé et Nantes, et, en 1273, à Dinan. Cette même année, il est fait mention des Caorsins, de Rennes ⁴.

Les lettres de Louis IX ne produisirent, à ce qu'il paraît, que peu d'effet : les Lombards qui, sans doute, avaient promis de vivre en honnêtes gens, eurent bien vite oublié leur serment ; car, six ans

¹ Mireus, *Belgica diplomatica*, tome 1, page 207.

² De Decker, *Etudes historiques et critiques sur les monts-de-piété en Belgique* ; introduction page 15.

³ De Reiffenberg, *Nouvelles archives historiques*.

⁴ Dom Lobineau, *Hist. Britan.*, tome II, col. 413.

après, Philippe III renouvela pareils mandements les concernant, et il y ajouta la confiscation corps et biens : seulement, il accorda aux commissaires chargés de l'exécution la faculté de commuer les peines en des amendes proportionnées à la gravité du délit, ressources habituelles de l'ancienne fiscalité :

« Pour che que les poines contenues en l'ordenance sont mout griés et mout après contre ceux qui font fraude contre ladite ordenance, et vous aves pover de faire composition et d'atrempier lesdites poines, vous deves et poves avoir considération de la richesse de l'usurier, savoir se il a longuement maintenu le mestier d'usure et se il y a moult gagnie au mestier. Et se il a presté a griés usures ou a legieres atrempement, et se il a legierement confessé son crime et offert a faire amende ou composition, ou se il a esté rebelle et ryateux en soy defendant, et selon ce sgyées avisés selon votre discretion de les punir ou de faire composition, car les compositions se porront et devront faire à moins de tant que les poines et plus hastivement. »

En 1278, un traité entre le roi et Fulcone de Padouc, capitaine de la compagnie des marchands lombards, leur concéda, à Nîmes, la même protection qu'aux bourgeois de Paris, dans le but de les attirer, dit-on, de Montpellier, ville appartenant alors aux rois d'Aragon¹. Leurs exactions sur le peuple du Languedoc les firent condamner, quelques années après, à de fortes amendes.

Philippe le Bel monta sur le trône en 1285. Il succédait à Philippe le Hardi, son père, mort à Perpignan, à la suite d'une expédition en Aragon. Le règne de ce prince est caractérisé par les déprédations qui ruinèrent la France. Son goût pour les dépenses lui mérita le titre de *grand dépensier*, et l'altération qu'il fit subir aux monnaies, le surnom de *faux monnoyeur*.

En 1290, Paris fut ému par le récit d'un sacrilège dont la tradition se conserva longtemps dans le peuple. Une femme avait, pour la somme de trente sols, mis quelques vêtements en gage chez un Juif nommé Jonathas. Elle vint lui demander ces vêtements pour les porter le jour de Pâques, lui promettant de les lui rendre ensuite. Le Juif lui répondit que si elle consentait à lui apporter le pain de l'eucharistie, il lui rendrait son gage sans argent. La femme y consentit. Le jour de Pâques, elle reçoit l'hostie consacrée et la porte au Juif. Celui-ci perce l'hostie à coups de canif; le sang en coule en abondance. Il prend un clou et l'enfonce avec un marteau dans le pain sacré; il le jette ensuite dans le feu. L'hostie voltige au-dessus des flammes; il la plonge dans une chaudière d'eau bouillante qu'elle rougit de sang, et elle n'en reçoit aucun dommage. Ces prodiges n'épouvantèrent pas

¹ Du Cange, loco citat. Muratori, *Antiq. Ital. medii ævi*, dissert. XVI.

Jonathas. Son fils, témoin de ces faits étranges, voyant des chrétiens aller à la messe, leur dit : c'est inutile que vous alliez adorer votre Dieu, mon père l'a tué. Une voisine, sous prétexte de demander du feu, pénètre dans la maison de Jonathas qui lui laisse, sans difficulté, recueillir l'hostie dans sa robe. Elle la met ensuite dans un vase en bois et la porte au curé de Saint-Jean-en-Grève, à qui elle raconte ce qu'elle a vu. L'évêque de Paris fait arrêter Jonathas, qui, mis à la torture avoue, dit-on, le fait. Que ne faisaient pas avouer les tortures ? Le prélat veut convertir le Juif, qui s'y refuse et est brûlé vif. Il était riche et ses biens furent confisqués ; le curé de Saint-Jean eut une relique fameuse qui lui rapporta beaucoup d'offrandes. Dans ce temps de fanatisme et d'ignorance, il n'en fallait pas davantage pour perdre le malheureux Juif et arracher de lui, à l'aide des supplices, l'avou d'un crime probablement imaginaire. Quant au miracle, il fut trouvé bon par les parties intéressées et renouvelé dans des circonstances identiques, à Bruxelles, en 1389, par un Juif aussi nommé Jonathas. L'hostie fut conservée dans l'église de Saint-Gudule, dans la chapelle dite du Saint-Sacrement-des-Miracles ¹. Un bourgeois de Paris, Rainier Flaming fit construire, en 1294, sur l'emplacement de la propriété du Juif, une chapelle désignée sous le nom de la Maison des miracles, et qui fut autorisée par une bulle du pape en 1295. Guy de Joinville y fonda un monastère que Philippe le Bel dota en 1299. Plusieurs bien-faiteurs et notamment la reine Clémence de Hongrie, femme de Louis XI enrichirent ce couvent où *Dieu fut bouilli*. C'est ainsi qu'on le désignait au xvi^e siècle ² !

En 1306, Philippe prononça le bannissement des Juifs, leur défendit, sous peine de mort, de rentrer en France, et confisqua toutes leurs propriétés, ne leur laissant que leurs vêtements et l'argent nécessaire pour sortir du royaume. Cette mesure violente et cruelle s'explique assez par le caractère du prince, sans qu'il soit nécessaire d'en chercher ailleurs d'autre motif. Les dépouilles de ceux qui émigrèrent et les taxes énormes dont furent frappés ceux qui restèrent, procurèrent de fortes sommes que l'on appela par ironie, sans doute, *benefice de restitution*.

Albert, roi de Germanie, donna asile dans ses États aux Juifs exilés. On prétend même qu'il les avait réclamés comme appartenant à l'empire germanique, attendu la soumission de leur nation à l'empire romain et que ce fut pour déferer à sa demande que Philippe les chassa de France et les lui rendit. Cette prétention de propriété fut soutenue pendant plusieurs siècles sans protestation de la part des Juifs, qui probablement y virent une garantie de sécurité, sinon de liberté. En effet,

¹ *Délices des Pays-Bas*, tome I, page 171.

² Dulaure, *Histoire de Paris*, 7^e édition, tome I, page 489.

si les empereurs ne les persécutèrent pas, s'ils les protégèrent même généralement contre la haine de leurs peuples, ils en trafiquèrent comme d'une marchandise, et on peut dire que la protection qu'ils leur accordèrent fut en raison directe du profit qu'il en tiraient. Ainsi, Frédéric II, céda des Juifs à l'église d'Arles, et Henri VII à l'église de Strasbourg. Charles IV vendit à la ville de Francfort, pour quinze mille deux cents livres, les Juifs qui y résidaient. Le même prince déclara par un acte public que tous les Juifs, corps et biens, appartenaient aux domaines de la chambre impériale. Henri, en sa qualité de roi des Romains, vendit à l'église de Wurzburg, moyennant deux mille trois cents marcs d'argent, les Juifs de cette ville. On les donnait quelquefois en nantissement pour sûreté de sommes empruntées. Louis IV engagea de cette manière au seigneur de Ribeaupierre, en Alsace, pour un prêt de quatre cents marcs d'argent, et à l'évêque de Spire, les Juifs de cette ville et la place de Landau ¹.

En Silésie, en Moravie, en Bohême, les Israélites trouvèrent aussi, vers cette époque, une tolérance qui leur permit de se livrer à leur commerce favori, le prêt sur gage. Vers le milieu du XIII^e siècle, nous en voyons à la tête des fermes générales en Autriche, sous le titre de comtes du domaine; cependant, en 1269, Ottocar, roi de Bohême et duc d'Autriche fit contre eux des règlements tendant à les tenir séparés de la population chrétienne. Le massacre de Prague, en 1290, fut le signal d'une persécution qui coûta la vie à plus de dix mille Israélites.

Arrivés en Pologne vers l'an 1176, les Juifs y vécurent avec sécurité. Des lettres patentes de 1203 et 1207, attestent qu'ils pouvaient y acquérir des propriétés territoriales, car il est fait mention de villages qu'ils possédaient par droit d'hérédité. Boleslas, prince de la Grande Pologne, leur accorda, en 1264, des privilèges que Casimir le Grand étendit aux autres provinces. Esterka, Juive d'une grande beauté, avait captivé le cœur du roi qui eut d'elle deux enfants; elle exerça une heureuse influence sur ses dispositions à l'égard de ses coreligionnaires. Il fut permis aux Juifs de prêter sur toutes sortes de gages, excepté sur les effets d'église. Si l'objet engagé avait été volé, le Juif devait déclarer, sous la foi du serment, qu'il l'ignorait, et en rendre en argent la moitié seulement de la valeur. Il pouvait nier le dépôt contre un chrétien, et, dans tous les cas, il était cru sur son affirmation, quant à la somme prêtée et aux conditions du prêt. Le taux de l'intérêt n'était pas fixé, il était abandonné à la volonté des contractants. Un an et un jour après l'engagement, le prêteur pouvait vendre le gage à moins que celui-ci ne dépassât la valeur du prêt. Dans ce cas, déclaration devait être faite

¹ Dopping, *Les Juifs dans le moyen âge*, page 231 et suiv.

au juge avant la vente. Le serment sur les dix commandements ne pouvait être exigé que lorsque la valeur dépassait cinquante marcs; au-dessous de cette somme, on se contentait du serment devant la synagogue ¹.

En France, en Angleterre, en Allemagne et dans plusieurs autres Etats de l'Europe, les Lombards et les Juifs se trouvèrent souvent chargés de la perception des fermages et des impôts publics. Leurs concussions ruineuses prirent le nom de *Maltôte*. La taille tant royale que seigneuriale était alors l'impôt le plus ordinaire, et elle se disait en latin, *tallia* ou *tolta* (de tollere); d'où la maltôte de *maletolta*, pour indiquer un impôt indûment perçu ².

Philippe le Bel prit prétexte des abus commis par les Lombards dans l'exercice de leurs fonctions et de leurs opérations commerciales pour les faire arrêter tous en même temps et pour saisir leurs biens. Il rendit, à cet effet, une ordonnance en date du 19 septembre 1311, portant que les baillis feraient crier que les Italiens usuriers, chassés du royaume, n'en sortiraient pas sans avoir payé ce qu'ils devaient au roi et à ses sujets. Il fut enjoint à ceux du royaume et aux étrangers qui devaient aux Italiens ou qui avaient connaissance de ce qui pouvait leur être dû, de le déclarer. Et si, leurs dettes payées, il leur restait quelque chose, il ne leur serait payé que par ordre du roi ou de la cour. Il fut publié que personne n'eût à recéler leurs effets, ni à les faire sortir du royaume, et ce, sous peine de perte de corps et biens. Voici les considérants de l'ordonnance :

« Vu les dommages intolérables et les préjudices causés par les Italiens voyageant ou résidant dans notre royaume, aux habitants dudit royaume par l'usure la plus effroyable, la destruction de nos monnaies, et la transgression de nos ordonnances, de telle sorte que la fabrication et le cours de la bonne et loyale monnaie au titre fort tel que l'avaient réglé les lois anciennes, sont, pour ainsi dire anéantis; voulant venir en aide aux habitants de notre royaume et éloigner d'eux tous dangers par un remède convenable, ainsi que nous y sommes obligé par le devoir de notre charge, après en avoir délibéré en notre conseil, nous avons ordonné et ordonnons, etc. »

Ainsi que l'indique le préambule de l'ordonnance, les Italiens se livraient à un commerce fort lucratif qui était l'achat des monnaies anciennes. Ces monnaies, supérieures par le titre aux nouvelles, étaient achetées pour être détruites et refondues. Philippe le Bel était privé

¹ Liou Hollaenderski, *Les Israélites en Pologne*.

² Dante met en enfer le pape Nicolas III parmi les Simoniaques et il s'exprime ainsi :

Poco ti sta, che tu se' ben partito.
E guarda ben la mal tolta moneta
Qu'esser ti fece contra Carlo ostilo,
(*Divina Com.*, cant. XII).

d'une partie des bénéfices qu'il tirait de la refonte : *inde ira*. Ce n'est donc pas l'intérêt du peuple, mais l'avarice du roi qui était surtout en jeu dans cette circonstance et qui motiva les poursuites contre les Lombards. Ce prince n'était pas fâché de donner à une confiscation faite à son profit le caractère d'une mesure prise dans l'intérêt public, et c'était d'autant plus habile que, en ce qui concerne l'état des monnaies, il était le principal coupable. « La première corruption que j'ai mémoire d'avoir lu être avenue en France, dit Dumoulin, fut faite par Philippe le Bel, l'an 1300, environ le milieu de son règne, qu'il affaiblit tellement la monnaie d'argent, que trois deniers de la nouvelle monnaie n'en valoient qu'un de l'ancienne ; par telle dépravation faite par mauvais et pernicieux conseil, le roi surgagnoit, chacun jour, six mille livres parisis, et plusieurs bons marchands et autres, furent détruits, réduits à une extrême pauvreté, duquel inconvénient furent en partie occasion deux descentes des Anglais et les inimitiés et entreprises tyranniques du pape Boniface VIII, lequel, comme disent les auteurs, entra comme un renard, régna comme un lion et mourut comme un chien ¹. »

Un mandement, en date du 17 novembre de la même année, enjoignit au prévôt de Paris de faire crier que les Italiens qui voudraient se défendre sur les faits à eux imputés ou au sujet de la saisie de leurs effets, eussent à se présenter devant la cour, ou les personnes à ce commises, avant le mardi suivant ; et que quiconque avait des effets à eux fût tenu de le déclarer dans le même délai.

Vers la même époque, en 1289, Charles II, roi de Sicile, bannit de ses Etats les Juifs, les Lombards et les Caturcins qui exerçaient publiquement l'usure. « *Præcipimus ut expulsio prædicta extendatur ad omnes Lombardos, Caturcinos aliasque personas alienigenas usuras publice exercentes* ². » Cet édit est un des derniers où l'on voit figurer les Caorcins. A partir du XIV^e siècle, cette dénomination disparaît de l'histoire pour se confondre avec celle de Lombards. Toutefois, dans un concile tenu à Trèves, en 1310, il en est encore question sous le nom de Couversins ³, et dans un document flamand, de 1319, sous celui de Caurcins.

Les Italiens, prêteurs sur gage, n'étaient guère plus à l'abri des persécutions dans leur propre pays. En 1256, lorsque l'adoue secoua le joug du tyran qui l'opprimait, le peuple se porta à la maison d'un Lombard, qui fut tué en défendant son coffre-fort. *Tuscius quidam nomine Johannes de Scanta, suam volens tueri pecuniam quam ad pignora mutuabat, defendendo pecuniam est occisus* ⁴. Quelquefois, on leur faisait des emprunts forcés. En 1306, à Modène, il fut pris un arrêté tendant à ce que

¹ Sommaire des contrats, *Usure, etc.* n° 300.

² Du Cange, *Gloss.*, v° Caorcini.

³ *Histor. Trévir.*, tome III, page 49.

⁴ Rolandino, lib. 9, c. 1.

les Toscans qui y faisaient la banque, fussent invités à prêter à la ville cinq cents livres d'argent et, faute par eux d'y consentir, ils devaient y être contraints dans la personne de leur capitaine ¹. Il résulte des écrits d'un auteur contemporain, que plusieurs de ces banquiers que l'on appelait prêteurs publics, étaient les agents et les prête-noms de hauts dignitaires ecclésiastiques qui plaçaient à usure les revenus de leurs églises. Alvare Pelage, évêque de Silva, écrivait au XIV^e siècle : *Familiares, secretarii, negotiorum gestores præcipui aliquorum prælatorum Ecclesiæ, mercatores sunt, maxime Florentini et Senenses et alii de Tuscia et de aliis provinciis. Et de pecuniis ecclesiarum sænus continuo aliqui exercentes, et prælati quibusdam de certa parte respondentes nomine partis vel mercantiæ, vel societatis, etc.* ².

Nous avons vu les dispositions prises, en 1261, par Henri III, duc de Brabant, concernant les Lombards. Vingt ans après, en 1281, le comte de Flandre, Guy de Dampierre, autorisa une compagnie de ces banquiers à tenir trois hosteuls ou comptoirs à Bruges, et à y trafiquer pendant six ans, sous peine d'une amende de six cents livres, s'ils se livraient à l'usure. En 1284, Jean I^{er}, duc de Brabant, désigna un chevalier d'Anvers, pour la perception des revenus des tables des Lombards. C'est ainsi que l'on désignait les bureaux de prêts, d'où le mot flamand *tafelhouders*, pour désigner les prêteurs d'argent. On les trouve encore sous les noms de Lombaerde ou Lombaerde-houders, ou Pusseme, Pussemiers, ou Pusseme-houders. A Gand, ils habitaient une section du quartier dit Scanders-Walle, qui d'eux s'appela Lombardie ou Lombardien ³. La Keure d'Anvers, de 1292, stipule que le duc se réserve de prononcer contre les Lombards qui sont sous sa sauvegarde, telles peines qu'il jugera convenables ⁴.

Dans un document de 1319, cité par M. de Decker, on lit : *Dux Brabantia est in possessione tenendi, tuendi et manutenendi Lombardos, Tuscos et Cursiuos et alios alienigenas mercatores* ⁵. Le Hainaut, le Brabant et la Flandre étaient exploités par les Lombards ; toutes les villes un peu importantes avaient leurs tables de prêts.

« Les Lombards, dit M. de Decker, n'étaient reconnus que moyennant une somme à payer au prince, au moment de l'établissement de leur table de prêt, laquelle somme s'appelait en flamand *erkenenisse*. Chaque année, ils payaient sous le nom de taille, et plus tard, sous celui d'amende, une autre somme pour concession de leur titre. Ainsi, les

¹ Muratori, *Loc. citat.*

² *De planctu Ecclesiæ*, lib. II, c. 7.

³ Diericx, *Mémoire sur la ville de Gand*, tome II, 2^e partie, page 675.

⁴ Willems, *Codex diplomaticus*.

⁵ *Etudes historiques et critiques sur les monts-de-piété en Belgique*, Introduction, page 17.

4,188 livres payées pour taille par les usuriers de Gand figurent, au compte de 1314, parmi les revenus ordinaires de cette ville. Dans les lettres de Guillaume, comte de Hainaut et de Hollande, confirmant les privilèges de Malines (20 mai 1316), il est dit qu'on pourra tenir une table de prêt dans cette ville : *Pro tribus libris Lowaniensibus a singulis campsoribus domino persolvendis*. La consultation théologique de 1319 dit que les ducs de Brabant ont le droit de reconnaître les Lombards : *Pro certo servitio quod sibi præstant singulis annis*. Guillaume de Flandre, comte de Namur, accorda, en 1403, octroi de tenir table de prêt à Fleurus, moyennant une redevance annuelle de douze florins de Hollande. Les communes étaient responsables, auprès du prince, du paiement de cette taille par les usuriers.

« En Flandre, les Lombards n'obtenaient qu'un octroi à terme qui, de plus, devait être confirmé par les échevins du lieu et par les douze doyens. Les souverains s'étaient même réservé, à l'exclusion des seigneurs des villes sous leur domination, le droit de reconnaître ou de nommer des Lombards dans ces villes. Ainsi, dans le concordat de 1297, entre le duc de Brabant et les seigneurs de Grimberghe, il est stipulé qu'ils auront le droit d'avoir des Lombards, droit que, sans cette stipulation, ils n'auraient pas eu. Quelquefois on a vu les souverains reconnaître légalement les Lombards, à condition de partager les bénéfices de leur commerce usuraire. Dans un cartulaire de la ville de Bruxelles, il est dit, au chapitre 62 du traité de 1336, que le comte de Flandre et le duc de Brabant autorisent des Lombards à s'établir à Malines, pourvu qu'ils leur abandonnent la moitié de leurs profits. Parfois aussi le souverain établissait une distinction entre ses sujets et les étrangers pour la fixation du taux de l'intérêt à percevoir par les Lombards. Ainsi l'article 4 du privilège accordé à ceux d'Anvers, par le duc Jean II, en date du 6 décembre 1306, statue que les Lombards d'Anvers prêteront aux bourgeois d'Anvers, à deux deniers la livre par semaine, et aux étrangers à trois deniers ¹. »

La guerre avec l'Angleterre, l'empereur d'Allemagne et la Flandre, donna lieu en France à de nouvelles impositions. Le clergé y fut soumis comme le reste de la nation ; ce qui occasionna la querelle du roi avec Boniface VIII. La dîme n'en fut pas moins perçue sur le clergé. Philippe, à deux fois différentes, publia des lois somptuaires et défendit aux officiers royaux et aux ecclésiastiques l'usage de l'argenterie. L'ordre de la livrer à l'hôtel des monnaies donne le motif de cette prescription ridicule et vexatoire. Fatigué des exactions royales, le peuple se révolta. A Paris, à Rouen, à Orléans, il massacra les commis à la perception. La maison d'Etienne Barbette, maître de la monnaie, fut démolie par la

¹ De Decker, loc. cit. Introduction, page 19 et suiv.

foule qui se porta ensuite au Temple où demeurait le roi et l'insulta. Philippe n'en continua pas moins de frapper de nouveaux impôts plus onéreux encore que les précédents; mais pour en rendre la levée plus facile, il appela la bourgeoisie ou le tiers état à en délibérer, conjointement avec la noblesse et le clergé. Enguerrand de Marigny, surintendant des finances, exposa l'état du trésor et conclut à la nécessité de pourvoir à ses besoins urgents. Bourbotte, prévôt des marchands, assisté d'une députation des bourgeois de Paris, vota une aide suffisante, et il fut imité par les représentants des autres communes. Ce fait historique est à constater; il est le point de départ des états généraux de la nation, en remplacement des anciennes assemblées de mars et de mai et des grands parlements ou placites généraux qui leur avaient succédé¹.

Sous les règnes suivants, diverses ordonnances réglèrent les droits à payer par les marchands italiens. Tels sont : 1° les lettres de Louis X dit le Hutin, en date, à Paris, du 2 juillet 1315, portant que les casaniers italiens payeront un sol pour livre des marchandises vendues, moyennant quoi ils obtiendront des lettres de bourgeoisie; ces lettres sont adressées au bailli de Tours; 2° l'ordonnance du même prince, en date, à Paris, du 9 juillet de la même année, déclarant que ces marchands payeront un certain droit, savoir : pour les marchandises vendues aux foires de Brie, de Champagne et de Nîmes, deux deniers de la monnaie en laquelle le marché a été fait; et, hors des foires sus-indiquées, quatre deniers.

A cette époque, les foires, surtout celles de Champagne, étaient en vogue; elles tenaient lieu d'entrepôt et presque toutes les affaires commerciales s'y traitaient. Elles comprenaient celles de Mai et de Saint-Ayoul, à Provins, de Saint-Jean et de Saint-Remy à Troyes, celles de Lagny-sur-Marne et celle de Bar-sur-Aube².

Il ressort de l'ordonnance précitée que les Italiens ne pouvaient avoir leur domicile que dans les quatre villes de Paris, Saint-Omer, Nîmes et La Rochelle, et qu'ils avaient des chefs dits capitaines et des consuls.

Louis X convoqua, en 1315, des assemblées provinciales et on y fit entendre des plaintes générales sur la situation des finances. Les états de Bourgogne opinèrent en ces termes : « Que le roi mette ses monnoies en l'état du poids et de l'aloi en quoi elles étoient du temps de Monsieur Saint-Louis et les y maintienne perpétuellement, et valoit lors le marc d'argent cinquante-quatre sols monnoie. Que le roi n'empêche le cours des monnoies faites en ses royaumes ou en dehors. »

Pour satisfaire à ces demandes et ramener l'ordre et le calme dans

¹ Mey, *Maximes du droit public français*, tome 1, page 95 et suivantes.

² Anatole Saulnier, *Recherches historiques sur les droits de douane*.

l'État, le roi rendit l'ordonnance de Lagny-sur-Marne, aux environs de Noël 1315, et le règlement du 15 janvier 1316. Il avait voulu priver certains barons et prélats du droit de battre monnaie, conformément à ce qu'avait ordonné Louis IX, mais il ne put vaincre la résistance qui lui fut opposée. Il fut obligé de se borner à prescrire l'aloi, le poids et la marque qui devaient être observés dans la fabrication. Il s'occupa ensuite des monnaies royales, et après avoir pris l'avis des principaux habitants des villes qu'il avait appelés à Paris, il publia un règlement général pour toutes les espèces ayant cours.

Ces mesures, suffisantes pour calmer l'irritation des esprits, ne ramenaient pas l'aisance dans le trésor; elle lui vint d'une autre source. L'établissement des communes et la naissance de la bourgeoisie qui en avait été la suite n'avaient pas encore conduit à l'affranchissement des campagnes. L'état de servage existait toujours pour le cultivateur, mais les rigueurs de la féodalité s'étaient adoucies d'une manière sensible, au commencement du xiv^e siècle. Le serf, bien que mainmortable et taillable, n'était plus du moins livré à la discrétion du seigneur. Des usages dus aux progrès de la civilisation qui développait des sentiments d'humanité, avaient réglé l'époque, la forme et la quotité des tailles. « Le seigneur, dit un écrivain du temps, ne peut tailler ses hommes qu'une fois l'an, qui est à entendre du quint de leur meuble, et il ne leur succède que quand ils meurent sans hoirs procréés de leurs corps ¹... »

Déjà, en 1298, Philippe le Bel avait délivré des lettres d'affranchissement des serfs dans le Languedoc, moyennant un cens qui devait être proportionnellement réglé aux facultés des affranchis. Louis X et, peu après, Philippe le Long décrétèrent l'abolition de la servitude dans les domaines royaux. « Comme selon la droite nature, dit l'ordonnance, chacun doit être franc... nous, considérant que notre royaume est dit et nommé le royaume de France, et voulant que la chose en vérité soit accordante au nom et que la condition des gens amende de nous, avons ordonné... que généralement partout notre royaume servitudes soient ramenées à franchises... pour que les autres seigneurs qui ont hommes de corps prennent exemple à nous ². » Les instructions données aux commissaires du roi expliquent le véritable objet de cet acte de justice. « Pourroit être que aucun cherroit en deconnoissance de si grand bénéfice, que il vaudroit mieux demeurer en chetivité de servitude que venir à état de franchise, vous mandons que vous, de telles personnes, pour l'ordre de notre présente guerre, considérée la quantité de leurs biens et la condition de la servitude

¹ Bailly, *Histoire financière de la France*, tome I, page 83.

² Ordonnances, tome XII, page 335 et préface du tome I, page 583.

de chacun, vous en leviez si suffisamment et si grandement comme la condition et la richesse des personnes pourront bonnement souffrir et la nécessité de notre guerre le requiert. »

Beaucoup de serfs, en effet, ne voulurent pas profiter des lettres d'affranchissement dont le prix était très-élevé. On les contraignit à acheter la liberté, en leur prenant une partie de leurs biens meubles, seule espèce de biens qu'il leur fût permis de posséder. Ces mesures produisirent les meilleurs effets. Des seigneurs, à l'exemple du roi, mirent à prix les affranchissements, de telle sorte que la servitude personnelle fut presque entièrement abolie, et à la condition humiliante du serf fut généralement substituée celle de main-mortable, condition pénible encore, mais moins dure que la première, en ce qu'elle retardait au moins jusqu'au décès de l'homme les effets de la servitude. L'affranchissement civil des serfs a donc été plutôt une concession qu'une conquête; une crise financière le décida. C'est encore le désordre des finances qui produira, en partie, plus tard, leur affranchissement politique, mais ils exigeront alors la liberté, au nom du droit et de la raison.

La nécessité de se procurer de l'argent avait fait sentir le vide laissé par l'absence des Juifs; la *commune clamour du peuple* engagea Louis X à les rappeler en 1315. Le séjour du royaume leur fut accordé pour douze années, ainsi que la faculté de prêter sur gage, à la condition de ne pas prélever des intérêts usuraires.

Philippe IV, dit le Long, qui monta sur le trône en 1316, confirma la position des Juifs et leur concéda de nouveaux privilèges. Ils ne tardèrent pas à se laisser aller à leur vieille habitude d'usure, et un arrêt du parlement les frappa d'une amende de quinze cent mille livres, qui représentent plus de vingt-sept millions de notre monnaie actuelle, somme énorme pour le temps où elle fut imposée.

Philippe s'appliqua à faire des règlements de finances fort sages, qui malheureusement ne furent pas exécutés. Il rencontra une résistance opiniâtre dans les agents chargés de la perception des impôts. Au commencement de 1316, le 14 février, il publia des lettres contre les négociants ultramontains résidant en France, qui introduisaient des marchandises prohibées. Le 9 septembre 1317, il régla le mode de perception des droits à prélever sur les Italiens qui se livraient au commerce comme épiciers, drapiers, taverniers, changeurs, etc. Il afferma ces droits, et parmi ceux qui les achetèrent, se trouvaient de riches négociants, François de Gambaud, Lyon Dragon, de Gênes, et Jehan Brun, de Florence. Une autre ordonnance, signée à Beaugency-sur-Loire, en 1320, porta une rude atteinte à la position de ces étrangers, en révoquant le droit de bourgeoisie dont ils jouissaient en France. Cette mesure fut motivée par les fraudes qui leur étaient reprochées. Leurs affaires étaient alors

on ne peut plus prospères. L'ordonnance parle de l'importation en France des marchandises d'Italie et de l'exportation des produits français.

Philippe le Long mourut le 3 janvier 1322, à Vincennes, à peine âgé de vingt-huit ans. Charles IV, dit le Bel, lui succéda et continua, dans une certaine mesure, les réformes commencées. Il poursuivit avec vigueur les fermiers des impôts, presque tous Italiens, et les obligea, sous peine d'exclusion du royaume, à se rendre aux foires de Champagne, de Brie et de Nîmes, pour y exercer leur métier de prêteurs. Dans ces foires qui se tenaient six fois par an, on leur permit de prêter à raison de 15 p. $\frac{1}{2}$.

La France fut appauvrie sous ce règne par les levées que le pape Jean XXII avait ordonnées sur les églises, pour faire face aux dépenses de la guerre qu'il soutenait en Lombardie contre les Gibelins. Charles s'y opposa d'abord, mais sa résistance cessa dès qu'il eut obtenu du souverain pontife la concession de prélever, pendant deux années, pour son propre compte, la dîme sur les revenus du clergé. Il eut pour successeur, en 1328, Philippe VI, le premier des Valois, dont le gouvernement fut fatal à la France. Une guerre longue et toujours malheureuse, la destruction de notre marine à l'Écluse, la bataille de Crécy, la prise de Calais, la peste, la famine, les ravages des soldats, des impôts excessifs et particulièrement le monopole du sel inventé par les Juifs et qui valut à Philippe le titre dérisoire, d'*auteur de la loi salique*; tel est, en résumé, ce règne désastreux. De même que ses prédécesseurs, ce prince frappa arbitrairement les Lombards. Une ordonnance du 12 janvier 1330 libéra les débiteurs envers eux, en leur payant les trois quarts de ce qui leur était dû. Quelques années après, la confiscation fut prononcée. Mandement fut, en conséquence, donné au sénéchal de Beaucaire de faire crier qu'aucun régnicole n'eût à s'acquitter envers les Italiens, sous peine de payer derechef au roi.

Un autre mandement expédié, le 28 décembre 1347, à Gibaut d'Est-rasi, abbé de Saint-Pierre d'Auxerre, commissaire député sur le fait des Lombards et Italiens usuriers, porte que leurs débiteurs seront quittes de tous intérêts et usures, en payant la somme principale au trésor royal. Il fut vérifié dans les procès faits à cette occasion que les Lombards avaient tiré, en peu d'années, de deux cent quarante mille livres, un profit de vingt-quatre millions quatre cent mille livres ¹.

L'avant-dernière année du règne de Philippe de Valois, en 1348, une des épidémies les plus meurtrières que l'histoire ait enregistrées, vint désoler l'Europe entière. Le *mal noir*, tel est le nom qui lui fut donné, était parti de l'Inde comme le choléra asiatique avec lequel il paraît avoir eu quelque rapport. Après avoir gagné les côtes de la Médi-

¹ Bodin, *De la République*, liv. VI, page 895, édition de Genève, 1629.

terrannée, par la Syrie et l'Egypte, il avait traversé la mer, infecté la Grèce et la Sicile, d'où, avec une rapidité effrayante, il avait envahi l'Italie, l'Allemagne, la France, l'Angleterre et les Pays-Bas. L'imagination populaire, surexcitée par la peur, crut entrevoir une cause criminelle aux ravages du fléau destructeur. La pensée d'un empoisonnement est la première qui, en de telles circonstances, saisit toujours la multitude. Les Juifs ont empoisonné les fontaines! Ce cri répété d'un bout à l'autre de l'Europe excite la fureur des populations, et les malheureux Israélites sont égorgés avec une férocité que les souverains sont impuissants à maîtriser. La lassitude seule mit fin au carnage.

Philippe de Valois, sentant approcher sa fin, manda ses enfants et les princes de son sang, et il les exhorta à soulager les peuples par la diminution des impôts; choses que les princes recommandent plus volontiers en mourant qu'il ne les pratiquent dans leur vie, dit Mézeray.

Cette époque malheureuse fut le prélude d'une époque plus malheureuse encore. Nous arrivons au règne du roi Jean. Sous ce règne, on usa à l'excès du droit de seigneurage, genre d'impôts non moins odieux au peuple que fatal au commerce. Ce droit consistait à élever et à baisser tour à tour le taux des espèces, et surtout à en affaiblir à chaque refonte la valeur intrinsèque, en altérant le degré de fin. Par ces opérations, le marc d'argent qui, à l'avènement du roi, était à cinq livres cinq sols, fut porté successivement, en cinq années, à onze livres, à quatre livres cinq sols, à douze livres, à quatre livres et à dix huit-livres. Ces variations étaient si subites que « à grand peine estoit homme qui en juste payement des monnoies de jour en jour se pust connoltre ¹. »

Jean protégea et persécuta les Italiens, ne leur laissant que le temps de s'enrichir pour les voler. Une ordonnance en date, à Chantecoq, du 18 juillet 1353, mit les biens des usuriers lombards sous la main du roi. En 1360, les Juifs obtinrent une charte qui leur assura une existence nouvelle en France. La pénurie du trésor leur épargna, cette fois, les humiliations qui jusque-là avaient accompagné les concessions qui leur avaient été faites. Le roi leur permit de rentrer dans le royaume et d'y séjourner vingt ans, « de faire et exercer leurs mestiers, leurs faits, courreteries, pratiques mécaniques ou aultres quelconques, si comme ils ont accoutumé à faire ailleurs et au temps passé..... Pour ce que ceux Juis ou Juynes ont accoutumé à prêter au temps passé aux chrestiens, tant seulement, si comme ils dient leurs deniers nous leur octroyons qu'ils puissent prêter et bailler leurs deniers sur toutes obligations ou autrement et sur quelconques gaiges; excepté reliques, ornemens d'église, socs, coulteres et ferremens de charrue et fers de moulins. »

¹ Bailly, *Histoire finan. de la France*, tome I, page 98.

L'article 14 de l'ordonnance fixe le taux de l'intérêt :

« Se lesdiz Juifs ou Juynes prenoient ou recevoient plus de quatre deniers pour livre de l'argent qu'ils auroient presté, ils n'auroient que le pur sort » (principal).

Chaque Juif devait payer à son entrée dans le royaume, quatorze florins pour lui et pour sa femme, et un florin deux gros tournois pour chacun de ses enfants et de ses gens; plus sept florins de capitation par an pour lui et pour sa femme, et un florin pour chacun de ses enfants et de ses gens. Moyennant cette rétribution, ils étaient exempts de tout autre impôt et ne pouvaient être assujettis à aucune servitude ou redevance seigneuriale. Les autres articles de l'ordonnance se rapportent aux franchises, privilèges et garanties qui leur sont accordés.

Le taux de l'intérêt légal fut donc fixé à quatre deniers pour livre, *par semaine*, c'est-à-dire à quatre-vingt-six p. $\frac{1}{2}$ environ par an. Cette ordonnance fut rendue après le traité de Brétigny, qui enlevait à la France le Poitou, la Saintonge, l'Agenois, le Limousin, le Périgord, l'Angoumois, le Rouergue, le Quercy, les pays de Gaurre et de Bigorre, de Montreuil-sur-Mer, la côte de Gravelines à Calais et les comtés d'Oye, de Guignes et de Ponthieu. La France était alors à l'agonie, et pour peu que son mal durât elle allait périr.

Un document authentique révèle l'énormité des usures pratiquées par les Italiens. Le roi Jean avait donné, au mois de mai 1350, des lettres de confiscation, à son profit, des sommes dues aux Lombards. « Par vertu desquelles lettres a comparu devant nous, à Chalon, le mardi devant Pâques charneux, l'an mil trois cent cinquante, M. Jehan de Germolles, chevalier, auquel nous demandâmes par son serment et feismes jurer aux saintes Evangiles de Dieu que il nous diroit en combien il estoit tenu et oblige envers lesdits Lombards usuriers et en quantes paires de lettres et quand lesdites lettres furent faites : lequel nous répondit et dit par son serment que il, à cause de feu Guillaume, seigneur de Drace, jadis père de sa fame, est obligé envers Corrent Lasnier, Lombard usurier, par deux paires de lettres; la première faite de treize centz florinz, au mois de mars l'an 1347, et l'autre faite à la Saint-Jehan-Baptiste, l'an 1350 ensuivant, de neuf centz florinz, et sont scellées sous le sceau du roy, du duc de Bourgoigne et de l'official de Chalon : pour lesquiez treize centz florinz dessudis sont pleiges M. Jehan de Cousant, M. Guillaume de Pise, chevaliers, et M. Guillaume Guillon, prêtre; et depuis en a payé quatre centz florinz.

» Reste du contenu esdites lettres dix-huit centz florinz qu'il doit encore à payer à neuf ans à venir, chacun an deux centz florinz. Desquiez sommes ledit feu Guillaume n'eut de pur sort que sept vingts florinz qui furent prinz par ledit feu Guillaume en l'an courant 1334. »

Ainsi, pour la somme de 140 florins de prêt, le sieur de Germolles

devait payer 2,060 florins dans l'espace de vingt-cinq années (de 1334 à 1359), ce qui répond au taux de 60 p. % par an.

Ces intérêts n'ont rien qui doive surprendre, à une époque où le crédit public était submergé.

Nous avons vu qu'en Angleterre, en 1235, les Lombards prélevaient un marc d'argent pour dix marcs, tous les dix mois, ce qui représente 60 p. % par an ; mais qu'en outre, en cas de non paiement, le débiteur devait pourvoir aux dépenses du créancier, de son cheval et de son valet. En 1350, le roi Jean autorisait les Juifs à exiger 86 p. %. Nous aurons à constater que, dans les Pays-Bas, les Lombards prenaient 80 p. %, au commencement du quatorzième siècle, et, selon Jean Boucher, jusqu'à 130 p. %.

En Italie, l'argent était beaucoup moins cher. A Sienne, au XIII^e siècle, le prêt se faisait pour six mois seulement, et l'emprunteur payait immédiatement, à titre de don, l'intérêt qui venait ainsi s'ajouter au capital. Les six mois écoulés, si le débiteur n'effectuait pas le remboursement, il était tenu de payer, comme dommages-intérêts, quatre deniers par mois, pour chaque livre. Ainsi, le 5 avril 1264, Jacopo Frasanini, de Bologne, résidant à Modène, emprunta 20 livres qu'il devait rembourser six mois après, *computato dono in his in sorte secundum formam statuti communis Mutinæ*. N'ayant pas payé à l'époque fixée, l'affaire fut portée, en 1270, devant les juges, lesquels décidèrent qu'il devait 56 livres, savoir :

Pour le capital.	20 livres.
Pour les dommages-intérêts.	24 »
Pour les frais.	12 »
• Somme égale.	56

Or, 20 livres produisant pendant six ans 24 livres, c'est 4 livres par an ou 20 p. %, taux fixé par le statut.

Les statuts de Vérone, de 1228, ch. 26, règlent l'intérêt à *douze et demi pour cent*. Tout ce qui aurait été perçu en sus, à quelque titre que ce fût, devait être déduit du capital. *Ut de usuris futuri temporis fiat ratio usque ad quantitatem xii librarum et dimidiæ pro centenario. Et creditores dare teneantur ditationem unius anni debitoribus solventibus usuras illius anni futuri, etc. Et si ultra quantitatem xii librarum et dimidiæ creditores sub aliquo modo seu ingenio acceperint, id totum in sortem computetur*¹.

C'est ainsi que la liberté exerce toujours une action directe et immédiate sur les transactions sociales et le bien-être général.

La rançon du roi Jean, stipulée par le traité de Bréda à trois millions

¹ Muratori, *Antiq. Ital. medii ævi*, dis. XVI.

d'écus d'or, et celle des chevaliers faits prisonniers à la bataille de Poitiers avaient épuisé le peuple des villes et des campagnes. La richesse totale en espèces monnayées, tant en or qu'en argent, ne s'élevait pas à plus de quatre millions d'écus d'or. Les trois quarts du numéraire existant en France étaient donc destinés au rachat du roi; aussi devint-il excessivement rare, et, pour subvenir aux besoins journaliers, on fut obligé de créer une monnaie de cuir ayant l'empreinte d'une fleur de lis sur la tête d'un petit clou d'argent qui y était attaché ¹.

De même que le roi rançonnait la France, les seigneurs rançonnaient les paysans pour payer les sommes exigées par l'ennemi. Et là ne s'arrêtait pas la misère des peuples. Des bandes d'aventuriers français, anglais, navarrais, connues sous le nom de *grandes compagnies*, parcouraient le pays et se livraient aux plus affreux excès. Les nobles se mettaient souvent à leur tête. « Et toujours gagnaient pauvres brigands à piller villes et châteaux. Ils épioient une bonne ville ou châtel, une journée ou deux loin, et puis s'assembloient et entroient dans cette ville droit sur le point du jour et boutoient le feu en une maison ou deux, et ces brigands brisoient maisons, coffres et écrins ². » « Dont un si chier temps vint en France que on vendoit un tonnelet de harengs trente écus, et toutes autres choses à l'avcnant, et mouroient les petites gens de faim dont c'étoit grand pitié, et dura cette dureté et ce chier temps plus de quatre ans ³. »

Tant de souffrances firent enfin révolter les communes. Sous le nom de Jacques, à cause du surnom de Jacques Bonhomme donné aux paysans par les nobles, elles s'armèrent, brûlèrent les châteaux et exterminèrent les seigneurs. « En ces assemblées, avoit le plus de gens de labour, et si y avoit de riches hommes bourgeois et sultres ⁴. » « Quand on leur demandoit pourquoy ils faisoient ainsy, ils répondoient qu'ils ne savoient, mais qu'ils faisoient ainsi qu'ils veoyent les autres faire et pensoyent qu'ils dussent en telle manière destruyre tous les nobles et gentilshommes du monde ⁵. » Les Jacques avaient un chant de guerre : les chroniqueurs ont conservé le refrain de leur fameuse complainte :

Cessez, cessez, gendarmes et piétons
De piller et manger le pauvre homme
Qui, de longtems, Jacques Bonhomme
Se nomme ⁶.

¹ Déon de Beaumont, *Mémoires pour servir à l'histoire générale des finances*, tome I, page 102.

² Froissard, tome II, page 180.

³ Froissard, tome III, page 340.

⁴ *Chron. de Saint-Denis*, tome II, fol. 249.

⁵ Froissard, tome III, page 297.

⁶ Chateaubriand, *Etudes historiques*.

La Picardie, la Champagne et l'Isle-de-France furent le théâtre principal de la Jacquerie, qui dut succomber sous les efforts réunis des nobles et des étrangers. « Les nobles firent tant de mal à ce pays, dit un historien, qu'il n'y avait pas besoin que les Anglais vinssent pour la destruction du royaume. Ils n'auraient jamais pu faire ce que firent les nobles de France ¹. » La paix avec l'Angleterre, loin de ramener l'ordre, fut le signal de nouveaux brigandages. Les Tardvenus coururent le pays, pillant et dévastant tout sur leur passage. Les Juifs prirent part, à leur manière, à cette razzia générale. Abusant des privilèges qui leur avaient été accordés en 1360, ils portèrent au comble leurs exactions usuraires, et contrairement à toutes les lois antérieures, après avoir ruiné leurs débiteurs, ils en vinrent à les réduire en servitude. Cette audace ne pouvait rester impunie. Une ordonnance de 1363 révoqua la plupart des privilèges concédés par celle de 1360.

Charles V favorisa les Lombards d'une manière toute particulière. Au mois de juillet 1366, des privilèges considérables furent accordés aux marchands italiens de Nîmes, qui était alors le centre de leurs opérations. Ces privilèges avaient été précédemment attribués, en 1277, par Philippe le Hardi aux marchands italiens de cette ville, à la prière de Foulques Phacii, citoyen de Plaisance, capitaine de l'université des marchands toscans et lombards et ayant un mandat spécial à cet effet des consuls des marchands de Rome, Gênes, Venise, Plaisance, Lucques, Bologne, Pistoie, Asti, Albc, Florence, Cera et Milan. Les principales dispositions de l'ordonnance sont :

Que les marchands italiens de Nîmes sont sous la sauvegarde du roi, comme les bourgeois de Paris.

Qu'ils ne pourront être assignés hors de Nîmes pour leurs affaires de commerce, lesquelles seront jugées dans ce lieu par le juge ordinaire.

Que les biens possédés par les marchands dans le royaume, au moment de leur décès, passeront à leurs ayants cause et que le roi les gardera jusqu'à ce que ceux-ci se présentent.

Qu'ils pourront avoir à Nîmes un change comme aux foires de Champagne, pourvu qu'ils ne commettent pas d'usure.

La renonciation faite par le roi au droit d'aubaine en faveur des Lombards était une dérogation au droit qui régissait les étrangers. Le droit d'aubaine consistait à succéder aux étrangers même naturalisés qui décédaient en France sans enfants légitimes et régnicoles. La succession de l'étranger passager appartenait aussi au roi. « Les étrangers n'ont pas d'héritiers, dit Ferrière, parce qu'ils vivent à la vérité, comme libres, mais meurent comme esclaves ². Cette coutume barbare

¹ *Contin. de Nangis*, 119.

² *Claude de Ferrières, Dictionnaire de droit. Voir Aubain, Droit d'Aubaine.*

née des servitudes personnelles et autres droits seigneuriaux s'est maintenue jusqu'à la Révolution ¹.

Les Juifs profitèrent des bonnes dispositions de Charles V pour les banquiers ultramontains; avec de l'argent, ils obtinrent tout ce qu'ils voulurent. Les privilèges de 1360 furent renouvelés, on y en ajouta de nouveaux, l'autorisation, par exemple, de fréquenter les foires de Champagne et de Brie, pour y prêter aux marchands qui s'y rendaient. Dans une ordonnance, en date du 23 août 1379, laquelle ordonnance a pour objet la confirmation des privilèges accordés aux bourgeois de la ville d'Auxerre par la comtesse Mahaud et le comte Jean de Châlons, Charles autorise les Juifs d'Auxerre à prêter de l'argent aux bourgeois à trois deniers pour livre par semaine (63 p. % environ). Les obligations devaient être passées sous son sceau et en présence de deux bourgeois chrétiens; les intérêts ne couraient que pendant un an.

Une autre ordonnance, du 2 juin 1380, datée de Vincennes, accorde à Nicolas Bauduchon, Aubertin Gutuyet, Jacques de Fraxinel, Guillaume Thebaudeau et Antoine Maraut, pour eux, leurs compagnons et leurs facteurs, leurs hoirs, successeurs et ayants cause, l'autorisation de se fixer à Troyes pour y faire le commerce et y prêter de l'argent. La concession est de quinze ans, avec privilège exclusif, à partir de juillet 1380. Ils peuvent prêter sur toute espèce de gages, à l'exception de « saintes reliques, calices, saintuaires et autres ornemens d'église sacrez; socs, coustres et ferremens de charrue; fers de moulins, et les gaiges (meubles), de notre hostel et des hostels de nos enfans ou autres de notre lignage, etc.

Le taux de l'intérêt est fixé à deux deniers parisis pour seize sols parisis, par semaine. C'est le taux de quarante-trois p. % environ.

Les prêteurs ne sont tenus à rendre les gages qu'après le paiement intégral du principal et des intérêts et, faute de remboursement, ils peuvent vendre les objets engagés après l'an et le jour. Si la vente produit au delà de la somme due, la différence doit être remise à l'emprunteur, et, en son absence, consignée entre les mains de la

¹ Sterne a fait une spirituelle critique du droit d'aubaine. « Je m'embarque à neuf heures du matin et, trois heures après, je mangeais en France une fricassée de poulet avec une telle certitude d'y être que s'il m'était arrivé, la nuit suivante, de mourir d'indigestion, le monde entier n'aurait pu suspendre les effets du droit d'aubaine. Mes chemises, ma chemise de soie noire, mon porte-manteau, tout eût appartenu au roi de France, même ce petit portrait que j'ai si longtemps porté et que je t'ai souvent dit, Elisa, que j'emporterais avec moi dans le tombeau, m'eût été arraché du cou. Que c'est peu généreux de se saisir des effets d'un imprudent étranger que la politesse et la civilité de vos sujets engagent à parcourir vos Etats. Par le ciel, Sire, le trait n'est pas beau. Je fais ce reproche avec d'autant plus de peine qu'il s'adresse au monarque d'un peuple si honnête et dont la délicatesse de sentiments est partout si vantée.

(*A sentimental Journey through France and Italy*, c. 1.)

justice. Ces droits sont concédés moyennant la somme de douze cents francs en or, à payer au roi par ces marchands à leur entrée dans le royaume, et celle de deux cents francs par an, pendant la durée de la concession. L'ordonnance ne spécifie pas quels étaient ces étrangers; mais tout indique qu'ils étaient Italiens et même Romains. En effet, l'article 26 porte « S'il avenoit que aucuns mandemens ou prières venissent à nous de par notre Saint-Père, d'aucuns légas de court de Romme ou d'autre personne de sainte Eglise, quelle que elle feust pour prendre ou arrester les devant diz marchands, etc. » A l'article 21, nous lisons : « que les dessus diz, yceulz presteurs puissent vendre, donner et transporter à autres chrestiens les franchises et libertez à eulz octroyées, etc. »

Pour faire arrêter ces marchands, le pape devait avoir sur eux un droit personnel résultant de la qualité de sujets de la cour de Rome ou de courtiers employés par elle. Ils pouvaient céder leurs privilèges à d'autres chrétiens, donc ils l'étaient eux-mêmes. Or, il n'y avait alors à faire le commerce de l'argent que les Juifs et les Italiens ou Ultramontains. Ces marchands n'étant pas juifs étaient donc des Italiens et très-probablement de ces courtiers des papes, *mercatores papales*, que Mathieu Paris et d'autres historiens nous ont fait connaître. Un autre fait confirme notre opinion, c'est un acte du 17 août 1380 par lequel le roi accorde semblables autorisations et privilèges et pour le même nombre d'années à Othe Garet, Barthelemy et Bernard Garet, à Mathe et Pierre Garet, *citoyens romains*. Othe, Barthelemy et Pierre Garet, pouvaient exercer leur industrie à Paris; Barthelemy, Bernard, Pierre et Mathe Garet, à Abbeville, enfin Barthelemy et Bernard, à Amiens¹. Toutefois, de semblables concessions avaient été faites à des Juifs. Des lettres patentes de Charles V, du 26 mars 1380, portent qu'ils ne seront point obligés de rendre les gages à ceux à qui ils avaient prêté de l'argent, et qui leur avaient été enlevés dans l'émeute qui eut lieu cette même année. Juvenal des Ursins raconte ainsi cette émeute :

« Le prévost des marchands (Aubriot), monstra au peuple le danger où ils se mettoient de faire telles commotions et comme ils devoient obéir au roy et le servir et fit tellement qu'il sembloit qu'on en fut

¹ Les Garet étaient les descendants des Garotti que nous avons cités ci-dessus et qui étaient originaires d'Asti. Dietrich (*Mémoires sur la ville de Gand*, tome II, page 676) les indique sous le nom de Garret comme ayant obtenu en 1462, le privilège de la table de prêt à Gand. De Saint-Genois (*Monuments anciens*, tome II) fait aussi mention des Garret, Lombards. Quant à la transformation du nom de Garotti en celui de Garet, cela s'explique par l'habitude que l'on avait de franciser les noms propres étrangers. M. de Decker a fait cette même remarque à propos des Lombards de la Flandre; tous les noms des usuriers qui figurent dans le premier registre des comptes de la ville de Gand, (de 1314 à 1323) sont flamands. (*Etudes historiques*, etc., Introduction, pages 11 et 13.)

très-content; et cuidoit-on qu'ils fussent contents, mais ils requièrent que les Juifs et usuriers fussent mis hors Paris. Et sur ce, répondit, qu'il en parleroit au roy et qu'il en feroit son devoir. Nonobstant laquelle réponse, et sans attendre la publication de par le roy, s'esmeurent, coururent par la ville, rompirent les bouëttes des fermiers, jetterent l'argent par les rues, jettoient et déchiroient les papiers, allèrent environ en quarante maisons de Juifs, pillèrent et volèrent vasselle d'argent, robbes et les obligations. Et aucuns nobles et autres à ce les induisoient, aucuns en tuèrent et desplent la chose bien au roy et fist crier que tout fust rapporté, mais peu y fut obéi ¹. »

Nous voyons par ailleurs que Charles V avait accordé aux Juifs le droit de posséder des biens fonds, moyennant de fortes taxes et des redevances annuelles qui tiendraient lieu des impôts qu'ils ne devaient pas supporter ².

Charles V mourut le 16 septembre 1380, laissant des trésors considérables. Ce prince avait acquitté les dettes de ses prédécesseurs, acquis le comté d'Evreux, repris la Guyenne sur les Anglais, rétabli le roi de Castille dans ses Etats et soutenu les rois d'Ecosse contre l'Angleterre. On lui a reproché d'avoir favorisé les Juifs et les Lombards et d'avoir profité de leurs exactions usuraires. Dans la situation où se trouvait le pays, il fallait, à tout prix, provoquer la circulation des capitaux, et les nationaux étant inhabiles à cette branche d'industrie, Charles V dut avoir recours aux capitalistes étrangers, Juifs et autres. Or, le peu de garantie que donnaient les concessions royales, rendait ce commerce très-hasardeux, et la prime qui, en définitive, correspond toujours au risque, dut être très-élevée. Il ne fallait rien moins que l'appât d'un gain excessif pour décider les détenteurs de l'argent à courir les chances non seulement d'un payement incertain, mais encore celles de la confiscation et du pillage. La protection accordée aux Juifs et aux Lombards ne fut donc qu'une mesure très-sage, commandée d'ailleurs par la nécessité. En exigeant d'eux des taxes, Charles se conformait à l'usage établi depuis longtemps, et ce fut le trésor public qui y gagna. Ce qu'on pourrait peut-être lui reprocher, ce serait de n'avoir pas essayé de se passer des étrangers, en favorisant le commerce national, soit en créant des établissements publics, soit en provoquant des essais particuliers; mais il y a à dire que les ressources manquaient pour les initiatives de ce genre qui, du reste, n'étaient pas dans les mœurs violentes de cette époque. Nous en trouvons la preuve dans un fait qui signala l'avènement de son successeur.

Charles VI n'était âgé que de douze ans, et le duc d'Anjou chargé de

¹ *Histoire de Charles VI*, page 8.

² Baillly, *Hist. finan. de la France*, tome 1, page 125.

la régence, prince d'une cupidité insatiable, commença par voler le trésor public déposé dans le château de Melun. Le peuple de Paris éclate en murmures et se rend à une assemblée que le prévôt des marchands avait convoquée *au parler aux bourgeois*. Il court de là au palais, et le duc d'Anjou, pour l'apaiser, rend une ordonnance « prononçant l'abolition et la mise au néant de tous aydes et subsides quelconques qui, pour le fait des guerres, ont esté imposez, cueillis et levez depuis le roy Philippe le Bel jusqu'au jour d'ici, soient fouages, impositions, gabelles et autres quelconques ¹. » Enhardi par le succès, le peuple demande l'expulsion des Juifs, et profitant d'un tumulte excité par les nobles, leurs débiteurs, il pille leurs maisons, enlève les effets mobiliers mis en gage et détruit les obligations qu'ils en avaient souscrites. Les receveurs d'impôts ne furent pas épargnés; on brisa leurs caisses et on lacéra leurs registres.

La promesse arrachée par force au duc d'Anjou ne put être exécutée, et des levées extraordinaires d'impôts provoquèrent la révolte de Paris, de Rouen et d'autres villes encore. Cette révolte se termina par le massacre des Maillotins, le désarmement de Paris et la mort de plus de trois cents de ses bourgeois. Rouen, Troyes, Reims, Châlons, Sens, Orléans, des villes de l'Auvergne, du Languedoc, du Poitou furent, comme Paris, frappées de charges énormes. « Et tout alloit au proufict du duc de Berry et du duc de Bourgogne, dit Froissard, car le jeune roi estoit en leur gouvernement. »

D'un autre côté, les gens de guerre, ne recevant pas de solde, pillaient les campagnes. Une nouvelle jacquerie s'organisa dans le Poitou, le Berry, la Guyenne et l'Auvergne. Des bandes de paysans insurgés, appelés les Tuchins, parcouraient ces provinces et tuaient tous ceux qui n'avaient pas les mains calleuses.

Le clergé ne fut pas exempt des persécutions que l'exagération des impôts et l'avidité des traitants attiraient sur les classes non exemptes. Pour-suivis, saisis dans leurs biens par les collecteurs du pape pour le payement des décimes, procurations, services et premiers fruits des bénéfices que Clément VII faisait lever dans le royaume, les ecclésiastiques durent aussi payer à l'Etat une demi-décime que le pape accorda au roi.

L'avarice des oncles de Charles VI ne se trouva pas satisfaite par tant de sacrifices; ils imaginèrent un emprunt forcé. Il fut, à cet effet, dressé une liste des bourgeois aisés ou prétendus tels, et on les taxa arbitrairement. Le terme de remboursement était indiqué, mais sans intérêts.

Les Lombards furent l'objet d'une faveur spéciale. Des lettres, en date du 16 mai 1381, confirmèrent les privilèges accordés par Charles V, le 7 décembre 1379, à trois citoyens d'Asti, Manuel Asenet, Henri Payle et Philippe Camesson. D'après ces lettres, les obligations devaient être

¹ *Ordon. du Louvre*, tome VI, page 527 et 564.

passées devant les officiers publics de la châtellenie et scellées de leur sceau : à défaut d'obligation, les Lombards étaient crus sur leur serment, relativement aux gages déposés entre leurs mains, sans être tenus de fournir d'autres preuves. Le 3 septembre de la même année, Charles VI donna, à Compiègne, des lettres de concession à quatre autres Lombards, Nicolas de Perins, Jehan Bellet, Jacques Gisbert et Richard Macet, les autorisant à demeurer dans la ville de Noyon pendant quinze ans, et à y négocier et prêter sur gage, aux mêmes conditions que celles énoncées dans les lettres du 2 juin 1380 précitées.

Les Juifs eurent d'abord à se louer des dispositions du roi. Des lettres de ce prince données à Soissons, en août 1382, confirmèrent tous les privilèges à eux concédés antérieurement et portent qu'ils pourront faire des prêts de la même forme qu'avant la commotion excitée contre eux, et à l'occasion de laquelle ils avaient été dispensés de restituer les nantissements qui leur avaient été déposés. Il ne paraît pas que l'émeute de 1380 ait été très-préjudiciable aux Lombards, bien qu'ils partageassent avec les Juifs le monopole des usures. Ils avaient sur ceux-ci l'avantage d'être chrétiens et se trouvaient à l'abri du fanatisme des populations, que les nobles et les prêtres exploitaient à leur profit, sous prétexte de religion. Les Lombards étaient en grand nombre à Paris, ils habitaient le quartier situé entre la rue qui a conservé leur nom et l'hôtel de ville. Dès l'année 1334, ils avaient fondé, rue des Carmes, n° 23, un collège appelé Maison des pauvres escoliers italiens de la charité de Nostre-Dame. Onze boursiers y étaient entretenus. Le Florentin André Ghini, évêque d'Arras, un des fondateurs, donna sa maison, située au Mont-Hilaire, pour établir ce collège¹. Des lettres données à Melun, en mai 1382, leur accordèrent de grands privilèges et organisèrent le prêt sur gage à Paris. Sous ce rapport, ce document mérite d'être reproduit et nous croyons devoir en donner le texte que nous avons emprunté au Recueil des ordonnances.

« Charles, etc., etc., s'aveir faisons que comme Oste, Berthelemi et Pierre Garet, Lembars, ou aucun d'eulx, aient demouré per aucun temps en nostre bonne ville de Paris, et usé par eulx et leurs facteurs de plusieurs contraux, prests en deniers, pour profiter, soubz nombre ou coulour de aucuns privilèges à eulx en certaine feurme octroier de nostre très chier seigneur et père que Dieux pardoint, et depuis confermez par nous; desquelz privileges noz genz disoient les dessus nemmez avoir souventes foiz et en plusieurs cas abusé et esfendo, et eslargiz leurs dix contraux et prestz, eultre l'entendement raisonnable d'iceulx privilèges et autrement en plusieurs manières détestables dont ledit Oste fut approchié par nostre procureur erdenné en nostre tresor à Paris, pardevant nos amez et feaulz de netre conseil ordonné, gens des comptes et tresoriers en nostre chambre des comptes à Paris; et ledit Oste ey, en grand partie

¹ Dulaure, *Hist. de Paris*, tome I, page 544.

ataint¹ par ses meismes registres, lettres et confessions de lui feictes par plusieurs fois et en diverses manières, sur lesquelles et per procès sur ce faiz, ledit Oste entre les autres choses, ait esté par arrest condamné envers nous pour les amendes et offenses du temps passé, en la somme de deux mille livres tournois², laquelle somme il a païée en nostre tresor à Paris, si comme il appert par cedula d'icellui tresor contenant ceste fourme.

Nous en regart à la simplesse, pertinacité et au regret et desir que disoient avoir lesdiz Oste, Berthelemi et Pierre Garés en l'abitacion de nostre royaume, inclinanz à leur supplicacion : premièrement ostez et adnulliez leurs precedens privileges, par l'advis de nostre conseil leur avons octroïé et par ces présentes de nouvel leur octroïons de grace especial et auctorité royal, que ilz puissent estre, demourer et habiter en nostre dicte bonne ville de Paris jusques au parfait et accomplissement de quinze ans commençans le xviii^e jour d'aoust, l'an de grace mil ccc et lxxii^e, et y faire leur profit de leurs deniers et chatieuz³ mesmement sanz excéder les termes qui ensuivent :

I. C'est assavoir que ilz puissent bonnement marchander, faire et exercer toutes manières de controuz, tant de leurs deniers comme de leurs marchandises et autres deniers quelconques.

II. Et des contraux et accors que ilz feront par prest ou autrement, mesmement en deniers pour autres deniers, à quelques termes que soient, par lettres ou sur gaiges, ilz ne puissent des personnes qui emprunteront ou voudroient d'eux emprunter, avoir ne prendre pour leur acquest, outre ne plus de deux deniers parisis pour seize sols parisis et deux deniers obole⁴ pour vingt sols parisis pour chascune sepmainne, à compter et mettre le freuc pour seize sols parisis ; nonobstant mutacion de monnoies.

III. Que pour ces causes, pour iceulx contraux et prests qui n'excederont lesditz acquests ou gaing, les dessus nommez ou aucuns d'eulz ne soient et ne puissent aucunement estre repris, approchez ou trais en cause ne en amende corporelle, pécunielle ne autre quelconque, par nos genz et officiers ne autres personnes nos subgez soient juges ordinaires, commissaires ou deleguez, supposé que de nous ou de nostre court ilz aient especial mandement sur ce, en leur imposant silence perpétuelle quant à ce ; mais yceulx Lombars ne pourront prendre en gaige saintes reliques, calices et autres aourneumens d'église sacrez, socs, coustres, fars de moulins et ferrements de charrde, ne sur ycelles choses rien prester, ne sur autres choses de nous ne de nostre hostel et de ceulx de nostre sang des fleurs de liz, se ils sont signées aux dictes fleurs de liz, ou par autre voie si cognoissable que il sonfisse ; et se cognoissables ou signées n'estoient, ilz en seront excuséz.

IV. Que ilz puissent tenir, avoir et exercer pour eulx, leurs facteurs, genz et familiers, publiquement et notoirement changes, ouvroirs, appareumens et onvers en nostre dicte ville, se bon leur semble et il leur plaist : nonobstant que en ycelle ville, ait statuts et ordonnances à ce contraires.

V. Que durant ledit temps, pour cause des faiz et articles contenuz en ce privilège, les dessus diz Lombars soient et demeurent exempts de tous juges et de toutes juridiccions de nos subgez et soient et demeurent en ce cas et ès dépendances nos subgez et justiciables sanz moien, soulmis à la juridiccion de nous et de nos juges, tant en demandant comme en défendant ; toutevoies se ce n'estoit que de leur pure et franche volenté, sauf nostre droit, ils voulussent sortir autre juridiccion que la nostre.

¹ Convaincu.

² La livre tournois, sous Charles VI, valait 7 liv, 2 s. 3 den. de nos livres enclennées.

³ Biens et effets.

⁴ L'obole était la moitié du denier.

VI. Se il advenoit que en nostre dicte ville, les maisons ou habitacions où les dessus diz Lombars demouroient, feussent ou soient soubz autre jurisdiction et justice que la nostre, pour ce ne seroit-ce pas que ilz ne soient en leur dit fait et es choses contenues en ce privilège, nos subgez, et y pourront demourer et habiter paisiblement et franchement quant à ce, sans ce qu'ils soient tenez de payer pour ces causes aux seigneurs ou justiciers soubz qui ils demourront ne à autre, aucune redevance ou services pour ledit fait, fors que à nous seulement.

VII. Que se en leurs hostels et domiciles estoient trouvez aucuns biens qu'ilz leur feussent laissiez en gaiges, lesquels biens aucuns vouldissent poursuivre pour embles¹, ilz ne pourront estre poursuir, approchez ne molestez aucunement du crime, se l'en ne leur imposoit qu'ilz l'eussent commis.

VIII. Et pour ce que aucune fois est avenn que aucuns ont leurs varlez et serviteurs, et puis ont poursui leurs diz gaiges comme leurs et comme embles; se tel cas advient, les dessus diz Lombars ne seront tenez de rendre et baillier lesditz gaiges, se ilz ne sont avant payez de ce qu'ils auroit presté, et ce pourquoi lesditz gaiges tendront.

IX. Et que pour l'usage desdiz Lombars non excedens les termes dessus diz, ne pour occasion d'iceulx, ilz ne soient, puissent ou doivent estre poursuir, approchez, ne estre mis en aucun procez par noz genz ou officiers de quelconques estat ou condicion qu'ilz soient, ne de quelconque pouvoir en auctorité que ilz usent, ne estre contrains par voie directe ou oblique à en faire aucune amende corporelle, pécunielle, civile ou autres quelconques.

X. Que se à la requeste d'aucun leurs malveillanz, noz gens et officiers faisoient ou faisoient faire aucunes informacions contre lesdiz Lombars ou aucun d'eulx que par respondre promptement du cas dont l'en les vouldra accuser, se ilz si offrent et le requierent, ilz y seront receuz et les informacions fera l'en cesser.

XI. Que après an et jour, ilz puissent faire vendre par justice ordonéement les gaiges qui leur seront laissez sans raimbre ou acquitter par ledit temps d'un an, et sur lesquels ils auront presté leurs deniers, sanz ce que depuis par les debteurs qui lesdiz gaiges auront baillié, ilz puissent de ce estre poursuir ne approchez.

XII. Que se lesdiz Lombars se voulaient departir de nostre dicte ville pour aller demourer en autres villes, que faire le puissent, pourveu et par condicio que avant leur partement, ilz facent crier leur département, et après ilz demeurent XL jours, attendans à faire tout ce que appartendra, et rendre les gaiges et lettres, par eulz payant; et que cependant les gaiges sur lesquels ilz auront presté, que ilz puissent faire vendre publiquement et solennellement es-lieux et places à ce accoustumez et au moins par trois criées et subhastacions de quiozaine en quinzaine, en prenant sur ce lettres de la justice du lieu: et se lesdiz gaiges estoient vendus et valoient outre ce pourquoy ilz seroient obligez et mis en gaiges, le remenant et le surplus soit rendu et restitué à cellui à qui lesdiz gaiges seroient, et s'il n'estoit pré-eut, ledit surplus soit mis et consigné en la main de la justice soubz qui lesdiz gaiges seroient vendus, crier et subhastez.

XIII. Et que tous ceulx qui seront à eulx ou aulcuns d'eulx tenez et obliger comme dessus, soient contrains à accomplir leurs promesses et obligations, par noz geuz et officiers, et par touz autres justiciers de nostre royaume; et les lettres obligatoires que ilz en auront, non excedens lesdiz termes, ne soient en rien refusées ne debattues à mettre à exécution selon leur teneur, et ne soient receuz les obliger à venir à l'encontre, especialement où les lettres seroient foictes soubz sceaulz royaux et que il aura souffisamment obligacion, foy et serrement.

Et ne voulons que à l'encontre, lettres de nous ou de nostre court, soit de dilacion, ou estat aultres quelzqueconques respiz, soient octroïées ne données; et se elles

¹ Volés.

estoyent obtenues par quelqueconque voie, ne voulons nous que il y soit obey, ne que elles sortissent aucun effet ou préjudice des dessus nommez, ne contre lesdiz foy et serement et obligation, sur quelqueconque fourme de paroles que elles soient.

XIV. Que durant le temps dessus dit, ilz ne poieront aucuns passages, truaiges ne chausses, à nous ou aucuns de nos suiez, fors ceulx qui sont deuz d'ancienneté.

XV. Que yeellai temps durant, nous ou nos successeurs ne octroierons à aucuns nstres Italiens quelqueconques, les libertez, franchises et autres choses dessus dictes, pour demourer en nostre dicte ville de Paris, pour y faire prest à profit, comme di est.

XVI. Que se aucuns d'eulx aloit de vie à trespasement, leurs boirs légitimes puissent succéder à touz leurs biens, comme l'on fait à l'usage du lien où ilz sont nez, nonobstant qu'il soient prestours et estrangers, coustumes et autres choses à ce contraires, et se ilz ordonnoient de leurs biens par testament, que l'ordonnance vaille, sanz ce que nous ou nos successeurs y mettons ou facions mettre la main, ne empeschemens en leurs biens.

XVII. Que pour les meffais fait ès pais ou ès seignories dont ilz sont nez, desquelz meffais ilz ne seront consentans, ne pour guerres qui se meuvent contre les seigneurs desdiz pais, lesdiz Lombars estanz ou demouranz en nostre dicte ville, ne leurs biens, ne seront pris ne empeschez pour marque ne autrement; et si ne seront tenus de entrer en gaige de bataille, s'il ne leur plaist.

XVIII. Ilz ne seront aucunement contrains de faire aucuns dons ou prest à nous ou autres de par nous.

XIX. Que se aucuns d'eulx meffaisoient, que poursuite n'en soit faicte que contre les coupables.

XX. Se aucunes femmes renommées de fole vie vouloient dire par cautele avoir été efforcées par aucuns desdiz Lombars, que à ce proposer elles ne soient créues, ne yeulx Lombars pour ce empeschez en corps ou en biens.

XXI. Se de nostre saint père le pape ou d'autres venoient aucuns mandemens ou requeste, pour faire partir lesdiz Lombars de nostre royaume, nous ne souffrerons que pour ce leur soit fait aucun empeschement en corps ne en biens, jusques ilz aient eu temps souffisant d'eulx en partir, et leurs biens emporter sauvement.

XXII. Que les maistres d'hostel ou de garnisons, chevaucheurs, fonnriers, presseurs ou autres officiers quelconques de nous, de nos enfanz ou autres de nostre sang, ou autres que aient prises ne prangerent ou facent prendre aucuns biens des dessus dix Lombars, pour quelconques causes ou necessitez que ce soit, par vertu de quelconque commission ou pouvoir que ilz aient ou puissent avoir.

XXIII. Que s'il leur plaisoit d'eulx partir hors de nostre dicte ville ou de nostre royaume avant lesdiz quinze ans accompliz, qu'ilz le puissent faire toutefois qu'il leur plaira par faisant leurs criées, et rendant ce qu'ilz auront des bonnes genz, en la forme et manière que il a esté anttrefois fait ès-cas semblables, et quo raison, ordonnance et coustume donnent.

XXIV. Et que se en aucuns des articles dessus dix avait avenne obscurté, on qu'il deust avoir déclaration, que yeulx articles et ce qui en dépend soient par nous, nos successeurs, genz et officiers, entendies et interprétées en la plus bonne et raisonnable partie et entencion meilleur en profit desdiz Lombars, selon ce que de raison sera.

XXV. Voulons et ordonnons les dessus nommez Lombars estre tenus en paiz, tranquillité et bonne justice; et defendons estre contre eulx procédé par vole de fait violent ne injurieux. Et pour ce à la conservation de leurs personnes et de leurs biens avons pris et prenons durant lesdictes quinze années les dessus dix Lombars et chacun d'eulx en nostre save et especial garde et seure protection avec leurs biens, compaignons, serviteurs et familiers alanz, venanz et sejournaz pour eulx par tout nostre royaume: et voulons que quiconques à eux mefferont ou à aucuns d'eulx, qu'ilz en

soient punis comme de nostre sauvegarde enfreinte. Et pour ces choses, les Lombars dessus nommez seront tenuz de paier chascun an à nostre tresor à Paris, oultre ce que dit est, la somme de deux cens livres tournois au terme de Toussains pour tout l'an, durant les années dessus dictes.

XXVI. Que ou cas que lesdiz Berthelemy et Pierre Garés ou l'un d'eulx ne voudroient demourer en nostre dicte ville avec ledit Oste, ycelui Oste puisse sabroguer et accompagner un ou deux autres Lombars en lieu d'iceulx ou de l'un d'iceulx qui ait ou aient semblables octrois, sauvegardes et privileges en toutes les choses dessus dictes, leurs circonstances et dépendances, durant les quinze années devant dictes, comme auroient lesdiz Pierre, Berthelemy ou l'un d'eulx, se ilz y demouroient, comme dit est.

Si donnons en mandement à nos amés et feaulx les gens tenant nostre parlement present et ceulx d'avenir, les gens de noz comptes et nos tresoriers à Paris, à noz prevoost et receveur de Paris, et à tous noz autres justiciers et officiers, présents et avenir, ou à leurs lieutenants et à chascun d'eulx, si comme à lui appartiendra, que des graces et octrois contenuz en ces presentes, et de toutes les choses et singulieres qui y sont contenues, ilz facent et laissent paisiblement joir et user lesdiz Lombars et chascun d'eulx, le temps dessus dit durant et contre la tenenr d'icelles ne les contraignent, molestent ou empeschent, ou souffrent estre contrains, molester ou empescher, ou aucuns d'eulx en corps ou en biens en aucune maniere. Et que ce soit ferme chose et estable à toujours, nous avons fait mettre nostre scel à ces lettres, sanz en autres choses nostre droit et l'autrui en tontes. Ce fu fait à Meleun-sur-Seine, l'an de grace M. CCC. LIII^{xx} et deux, au mois de may, et le second de nostre regne. »

Il résulte de ces lettres dictées évidemment par les Lombards que ceux-ci, tout en se livrant d'une manière spéciale au prêt sur gage ne négligeaient pas les autres branches de commerce, puisqu'ils sont autorisés à pouvoir bonnement marchander, faire et exercer toutes manières de contraux, tant de leurs deniers comme de leurs marchandises *et autres deniers quelconques*, ce qui laisse à supposer qu'ils n'étaient souvent que des prête-noms. L'article 4 mentionne particulièrement les opérations de change. Affranchis de la juridiction des seigneurs et relevant uniquement et directement de la justice royale, les Lombards ne peuvent être poursuivis que pour violation flagrante des dispositions du présent acte, et ils sont exempts de tous impôts autres que d'une taxe annuelle de 200 livres à payer au roi. Ils peuvent recevoir, à titre de nantissements, toute espèce d'objets, sauf quelques articles indiqués, parmi lesquels figurent en première ligne les saintes reliques. La cour de Rome s'y opposait formellement, parce qu'elle voulait s'en réserver le monopole. Elle expédiait dans toute la chrétienté les ossements des Catacombes et les vendait fort cher, et, par un miracle semblable à celui de la multiplication des cinq pains et des deux poissons avec lesquels les apôtres avaient nourri, dans le désert, cinq mille hommes, sans compter les femmes et les petits enfants, il n'était pas rare de voir, dans plusieurs églises à la fois, le chef d'un bienheureux exposé dans une riche châsse au culte productif des fidèles. L'intérêt de l'argent est fixé à deux deniers parisis pour seize sols parisis par semaine, ce qui représente

quarante-trois et un tiers pour cent. Le nantissement qui, après un an et un jour n'aurait pas été dégagé, devait être vendu par justice, nonobstant les à-comptes payés par l'emprunteur qui avait droit seulement à l'excédant du produit de la vente.

Les marchands, gens peu belliqueux, ne sont pas tenus d'entrer en gage de bataille; et ce qui donnerait à penser que leur chasteté n'avait pas toujours été irréprochable, c'est qu'ils vont jusqu'à prévoir le cas où *aucunes femmes renommées de folle vie voudroient dire avoir été efforcées* par quelqu'un d'entre eux, cas pour lequel elles ne sont pas crues.

Le privilège des marchands de prêter sur gage, à Paris, est exclusif; le roi s'interdit d'en accorder un semblable à qui que ce soit pendant la durée de la concession, qui est de quinze années.

Cette époque est la plus honteuse de notre histoire. La France, déchirée par les factions, touchait à sa dernière heure. Les querelles des ducs d'Orléans et de Bourgogne avaient jeté la division à la cour et dans l'État. Le duc d'Orléans avait succédé aux affaires au duc d'Anjou, et il le surpassait encore, ce qui n'est pas peu dire, dans « le désir de piller la France et de ravir le bien d'autrui. » Dans l'Auvergne et le Languedoc, des milliers d'habitants, pour se soustraire aux brigandages qui désolaient ces provinces, étaient allés chercher un refuge en Aragon. La guerre avait changé les hommes en bêtes sauvages. Il suffit d'en nommer un dont le nom seul fait horreur : Gilles de Retz, l'original de la Barbe-Blonde. Les brigands, il est vrai, trouvaient moyen d'accommoder, de la manière la plus bizarre, la religion au brigandage. L'un d'eux, le Gascon Lahire, disait : Si Dieu se faisait homme d'armes, il serait pillard. Et quand il allait au butin, il faisait sa petite prière gasconne sans trop dire ce qu'il demandait, pensant bien que Dieu l'entendrait à demi-mot. « Sire Dieu, je te prie de faire pour Lahire ce que Lahire ferait pour toi, si tu étais capitaine et si Lahire était Dieu »¹.

Les usuriers, eux aussi, étaient des brigands : ils pillaient ce que la guerre avait épargné : rois, évêques, seigneurs, gens d'église, de cour, de robe et d'épée, bourgeois et paysans étaient leurs tributaires; mais les chances de cette guerre aux écus leur étaient souvent fatales; la force les dépouillait du fruit de leurs rapines. Ainsi, une charte octroyée aux Juifs par le roi Jean fixait à quatre deniers par semaine, c'est-à-dire à environ 86 p. $\frac{6}{10}$, le taux légal de l'argent prêté sur gage. Des lettres arrachées à Charles VI, en 1387, leur permettent d'accumuler les rentes avec le capital et de prendre l'intérêt des intérêts, ce qu'on appelait *faire de montes montes*. Ce privilège exorbitant fut obtenu à l'aide de fortes sommes distribuées aux misérables qui s'étaient emparés d'un roi

¹ Michelet, *Hist. de France*, tome V, page 72.

imbécile; mais ce qu'il y a de vraiment incroyable, c'est que le prévôt de Paris ayant commencé des poursuites contre ces usuriers impudents, ceux-ci obtinrent un arrêté royal qui imposa silence à la justice et donna aux Juifs une sauvegarde pendant dix ans à raison de tous les délits qu'ils pourraient commettre. Cette pièce est probablement unique dans son genre; en voici les termes :

« Octroyons que jusqu'à dix ans aucuns prévôts, procureurs ne officiers n'aurent cour ne commission des Juifs, ne les pourront approcher ne traire à amendes pour cause desdits abus de monts ou de faire ou avoir fait montes montes ne d'autres abus, ainsi qu'il les voudra d'aucune autre chose accuser.

» Si donnons mandement à notre prévôt de Paris, et à tous nos autres officiers et justiciers, qu'ils fassent, laissent et souffrent dorénavant jouir et user pleinement et paisiblement, pendant lesdits dix ans, les Juifs et Juives, sans les troubler ou empêcher en aucune manière, et imposons silence auxdits prévôts, procureurs et officiers. »

En présence de faits de cette nature qui ne trouvent leur explication que dans la frénésie de l'avarice, on ne peut se soustraire au sentiment d'une haine involontaire contre ces bourreaux de l'humanité, et l'on aspire avec impatience après le jour de la justice. Il ne se fit pas longtemps attendre. Une ordonnance du 17 septembre 1394 expulsa les Juifs et mit fin à leur existence légale en France : leurs biens furent confisqués, et ils prirent la plupart la route de l'Allemagne, accompagnés des malédictions du peuple. La détresse publique n'empêchait pas le roi de doter richement ses filles. En 1396, le mariage d'Isabelle de France avec Richard d'Angleterre coûta un million de livres, plus de sept millions de notre monnaie actuelle, sans compter les dépenses occasionnées par la réception faite aux envoyés du roi d'Angleterre, et les deux cents écus (plus de 4,000 fr.) qu'on lui donna tous les jours pendant son séjour à Paris. L'Université, effrayée de l'accroissement rapide des charges publiques, fit des remontrances; elle se plaignit au roi que les tailles fussent montées à 450,000 livres, tandis que, sous le règne précédent, elles n'avaient pas dépassé 94,000 livres. « On ne devrait pas s'attendre à trouver là l'Université, dit Déon de Beaumont, mais c'était le temps des crédits usurpés. » Si encore l'impôt avait été employé à défendre l'État contre l'agression étrangère? mais non. On vit le duc d'Orléans enlever de la tour du Louvre le trésor qui y était en garde. De toutes parts, les confiscations, les emprunts forcés, la violation des dépôts judiciaires, l'altération des monnaies jetaient le trouble dans les finances de la monarchie; la funeste bataille d'Azincourt la couvrit de deuil (1315). La scélératesse d'Isabeau de Bavière mit le comble aux infamies de ce règne lamentable. Le dauphin, depuis Charles VII, avait obtenu la régence. La reine se ligua contre lui avec le duc de Bourgogne,

et voulant lui fermer le chemin du trône, elle fit signer au roi le traité de Troyes, d'après lequel Charles VI mariait sa fille à Henri V, déclarait ce prince régent, et se réservait la royauté jusqu'à sa mort, époque à laquelle la couronne de France appartiendrait au roi d'Angleterre et à ses héritiers, à l'exclusion du dauphin (1420). Les Anglais devinrent les maîtres de Paris où ils régnèrent pendant neuf ans. Dans ce peu d'années, ils épuisèrent les ressources du trésor à ce point que Henri d'Angleterre ne pouvait plus payer son parlement et que son entrée ne put être écrite avec quelques détails sur les registres, parce que le parchemin manquait, *ob defectum pergamenti et eclipsim justitie* (1429). Une ordonnance dans laquelle ce prince prend insolemment le titre de roi de France, en date de mai 1425, règle les prix d'entrée et de sortie de la prison du Grand-Châtelet, à Paris. Un Lombard et une Lombarde sont taxés à douze deniers.

A une époque antérieure, diverses ordonnances avaient été rendues en faveur des Lombards. Au mois de décembre 1392, Charles VI avait accordé à Aubert Gutuyer, Anthoine Mareng et Antoine Layeul, d'Asti, la faculté de demeurer dans la ville de Troyes pendant quinze ans pour y faire le commerce et prêter sur gage. Sous la même date, nous trouvons d'autres lettres qui confèrent les mêmes droits : 1° à Jehan Ting fils, Thomas Anthoine Layeul, Aubert Gutuyer, Anthoine Mareng et Barthelémy Garet, Lombards à Amiens ; 2° à Oudin Deville, Blaise de Doull et Pierre Deville, à Lyon et à Mâcon ; 3° à Anthoine et Gabriel Bury frères, d'Asti, à Abbeville ; 4° à François Deville, Michel et Luciot, Lombards à Meaux ; 5° à Dimenche Mathet dit Richart, Laurent Cabux ou Tabut et Thomas de Lille, Lombards à Laon. Le privilège était accordé pour quinze ans à ces diverses personnes, moyennant une redevance annuelle à payer au roi.

Des lettres de naturalité données à Jean Picamilly, Génois, en janvier 1397, énoncent un traité fait entre Charles VI et la communauté de Gênes, par lequel le droit de nationalité est concédé à tous les Génois dans le royaume.

Le 3 septembre 1406, Aubert Gutuyer, Petaval et Gabriel Gutuyer, Lombards, obtinrent de résider à Amiens. A la même date, semblable permission est donnée à Michel Berton et Lays de la Caner, de Chieri, pour la ville de Meaux. Le 13 du même mois, Dimenche Mathet et Laurent Tabut virent leur privilège renouvelé.

Depuis la dissolution de l'empire de Charlemagne, le roi de France n'avait, à proprement parler, qu'une puissance égale à celle des grands vassaux de la couronne. Il était maître de quelques provinces ; hors de là, il n'avait pas d'autorité réelle. Sa politique de bascule consistait à entretenir des divisions entre les grands vassaux, dont les plus puissants étaient les ducs de Bretagne et de Bourgogne. C'est à l'aide de la division

du territoire et du pouvoir que l'étranger envahit la France. Le roi, qui représentait l'idée d'unité et de nationalité, eut à combattre seul les ennemis nationaux et étrangers ligués contre lui. Charles VII soutint la lutte énergiquement, alors qu'abandonné de tous, il était réduit à s'enfuir de Paris, que les étrangers l'appelaient par dérision le roi de Bourges et que Winchester sacrait à Notre-Dame l'Anglais Henri VI, et posait sur sa tête la couronne de France.

Une noble fille du peuple, Jeanne d'Arc, inspirée par l'amour de la patrie et la haine de l'étranger, aida puissamment Charles VII, de son exemple et de son épée, à chasser les Anglais; mais la France avait dans son sein des ennemis aussi dangereux, la guerre civile et l'anarchie. « La crainte de Dieu, le respect de l'usage, ces deux freins des temps féodaux, sont brisés au xvi^e siècle. Le seigneur ne réside plus, il ne connaît plus ni ses gens ni leurs coutumes. S'il revient, c'est avec des soldats pour faire de l'argent brusquement; il retombe par moment sur le pays comme l'orage et la grêle; on se cache à son approche, c'est dans toute la contrée, une alarme, un sauve qui peut. Ce seigneur, pour porter le nom seigneurial de son père, n'en est pas plus un seigneur; c'est ordinairement un rude capitaine, un barbare, à peine un chrétien. Souvent ce sera un chef de Houspilleurs, de Tondeurs, d'Ecorcheurs, comme le bâtard de Bourbon, le bâtard de Vaurus, un Chabannes, un Lahire. Ecorcheurs était le vrai nom. Ruinant ce qui l'était déjà, enlevant la chemise à celui qu'on avait laissé en chemise, s'il ne restait que la peau, ils prenaient la peau ¹. »

Des crimes inouïs jettent sur cette époque des lueurs sinistres. Les lois de la nature n'avaient plus d'empire. On vit le comte d'Harcourt tenir son père enfermé dans un cachot; la comtesse de Poix empoisonner sa sœur, le sire de Giac sa femme; le duc de Bretagne faire mourir de faim son frère Gilles, le maréchal de Retz égorger cent quarante enfants. La misère et la famine dévastaient les campagnes et les villes, les maisons restaient désertes. « Les gens du roy s'informoient curieusement de ces maisons abandonnées, des morts, des testaments, des héritiers, afin d'en tirer quelque chose : ils alloient parmi Paris, et quant ils véoyent huys fermés, ils demandoient aux voisins d'entour : Pourquoi sont ces huys fermés? — Ha, sire, respondoient-ils, les gens en sont trespasés. — Et n'ont-ils nuls hoirs qui y fussent demouré? — Ha, sire, ils demourent ailleurs ². »

Ces terribles détresses sont résumées dans la complainte du Pauvre commun et des Pauvres laboureurs de France. Comme autrefois les Jacques, les misérables d'alors exprimaient, dans des complaintes, leurs

¹ Michelet, *Hist. de France*, tome V, page 206.

² *Journal du bourgeois*.

souffrances et leurs colères. Ils menaçaient l'église et le roi, les bourgeois et les marchands, les seigneurs surtout.

Hélas ! Hélas ! Hélas ! Hélas !
 Prélats, princes et bons seigneurs,
 Bourgeois, marchans et advocats,
 Gens de mestiers grands et mineurs,
 Gens d'armes et les trois estats
 Qui vivez sur nous laboureurs,
 Confortez-nous d'aucun bon aide :
 Vivre nous faut, c'est le remède.

Vivre ne pouvons plus ensemble
 Longuement, se Dieu n'y pourvoye :
 Mal fait qui l'autrui tolt on amble
 Par harai ou par faulse voye.
 Perdu avons soulas et joye,
 L'on nous a presque mis à fu
 Car plus n'evons ne blé ne viu.

Viu ne froment ne autre blé
 Pas seulement du pain d'avoyne
 N'avons notre saoul la moitié
 Une seule fois la semaine.....

Repentirez-vous si acertes,
 Que si ainsi nous en allons,
 Vous cherrez les jambes retraitsies
 Et en plus près de vos talons :
 Sur vous tomberont les maisons,
 Vos chasteaux et vos tenemens,
 Car nous sommes vos fondemens.

Hélas ! très noble roy de France,
 Le pays de vostre obéissance
 Epargnez-le : pour Dieu, mercy ;
 Des laboureurs ayez souv'nance.
 Tont avins pris en patience
 Et ce prenons jusques à icy ;
 Mais tenez-vous assure que si
 Vous n'y mettez aucun remède,
 Que vous n'aurez ne chasteau ne ville,
 Que tous seront mis à exille,
 Dont jà sommes plus de cent mille
 Qui tous volons tourner le bride
 Et vous lairrons tout esgaré
 Et poverz cheoir en tel trespas
 Qu'il vous faudra crier, hélas !
 . . Hélas ! ce seroit grand douleur.
 Et grand pitié à regarder
 Qu'uu si très excellent Seigneur
 Criaud hélas ! Or y pensez,
 Pas ne serez le premier
 Qui pour défaut de raison faire,
 D'estre piteux et débonnaire

Auroit esté mis en éuil.

O très sainte mère l'Eglise,
Et vous très noble roy de France,
Conseilliers qui à votre guyze
Mettez tout le pays en balace,
Advocats de belle loquence,
Bourgeois, marchans, gens de mestiers,
Gens d'armes, qui tout éuillés,
Pour Dieu et pour sa douce mère
A chacun de vous en droit soy,
Vous plaise penser aucun poy
En ceste complainte amère.
Et si vous bien y advisez
Nous cuidons que appercevrez,
Et que vous voirez par vos yeux
Le fen bien près de vos hosteux,
Qui les vous pourroit bien brusler
Si garde de près n'y prenez.
Désormais si nous nous taillons
Autres lettres vous enverrons
Closes. Dedans voir vous pourrez
Noz faits et noz conclusions
Et les fins à quoy nous tendons¹.

A côté du cri de guerre poussé par le désespoir, nous trouvons les accents désolés de la misère. Un soir, à la veillée, assis au foyer hospitalier, au milieu des paysans bretons, nous entendîmes avec émotion la *Plainte du laboureur*. Le sifflement du vent dans les vieux chênes, et le sourd mugissement de la mer sur les grèves, mêlaient leur sauvage harmonie au chant celtique des ancêtres, qui redisait les tristesses des anciens jours. On eût dit l'écho de la voix qui fut ouïe dans Rhama, la voix de Rachel pleurant ses fils morts, et qui ne voulut pas être consolée parce qu'ils n'étaient plus :

« Ma fille, quand tu passeras à ton doigt l'anneau d'argent, prends garde à qui te le donnera. Ma fille, quand tu choisiras un compagnon et un défenseur, tâche que ta tête ait un doux oreiller.

» Ma fille, quand tu épouseras un homme, ne prends pas un soldat, car sa vie est au roi ; ne prends pas un marin, car sa vie est à la mer ; mais surtout ne prends pas un laboureur, car sa vie est à la fatigue et au malheur.

» Le laboureur se lève avant que les petits oiseaux soient éveillés dans les bois, et il travaille jusqu'au soir. Il se bat avec la terre sans paix ni trêve, jusqu'à ce que ses membres soient engourdis, et il laisse une goutte de sueur sur chaque brin d'herbe.

¹ *Chronique d'Enguerrand de Monstrelet*, tome IV, page 387 et suiv.

» Pluie ou neige, grêle ou soleil, les petits oiseaux sont heureux ; le bon Dieu leur donne à chacun une feuille pour se garantir. Mais le laboureur, lui, n'a point d'abri ; sa tête nue est son toit ; sa chair, sa maison.

» Et chaque année, il lui faut payer le fermage au maître ; et s'il retarde, le maître envoie les sergents : — De l'argent ! — Le laboureur montre ses champs desséchés et ses crèches vides. — De l'argent ! de l'argent ! — Le laboureur montre les cercueils de ses fils qui sont à la porte couverts d'un drap blanc. — De l'argent ! de l'argent ! de l'argent ! — Le laboureur baisse la tête et on le conduit en prison.

» Et la femme du laboureur aussi est bien malheureuse. Elle passe la nuit à bercer les enfants qui crient, elle passe le jour à remuer la terre près de son mari ; elle n'a pas même le temps de consoler sa peine, elle n'a pas le temps de prier pour apaiser son cœur. Son corps est comme la roue du moulin banal ; il faut qu'il aille toujours pour moudre du pain à ses petits.

» Et quand les fils sont devenus grands et que leurs bras sont assez forts pour soulager leurs parents, alors le roi dit au laboureur et à sa femme : « Vous êtes devenus vieux et faibles à élever vos enfants ; les voilà forts, je vous les prends pour ma guerre.

» Et le laboureur et sa femme se remettent à suer et à souffrir, car ils sont seuls encore. Le laboureur et sa femme sont comme les hirondelles qui vont faire leurs nids aux fenêtres des villes : chaque jour on les balaie et chaque jour il leur faut recommencer.

» O laboureurs, vous menez une vie dure dans le monde. Vous êtes pauvres et vous enrichissez les autres ; on vous méprise, et vous honorez ; on vous persécute, et vous vous soumettez ; vous avez froid et vous avez faim. O laboureurs, vous souffrez bien dans la vie ; laboureurs, vous êtes bienheureux !

» Car Dieu a dit que la porte charretière de son paradis serait ouverte pour ceux qui auraient pleuré sur la terre. Quand vous arriverez au ciel, les saints vous reconnaîtront pour leurs frères à vos blessures. Les saints vous diront : « Frères, il ne fait pas bon vivre et l'on est heureux d'être mort. » Et ils vous recevront dans la gloire et dans la joie. »

« Dans cette vaste et confuse misère, remarque M. Michelet, parmi tant de ruines, deux choses étaient debout : la noblesse et l'Eglise. La noblesse avait servi le roi contre les Anglais, servi un roi mendiant : elle y avait mangé beaucoup du sien, tout en mangeant le peuple ; elle comptait être dédommée. L'Eglise, d'autre part, se présentait comme bien pauvre et souffreteuse ; mais il y avait cette notable différence qu'elle était pauvre par l'interruption du revenu ; généralement le fonds restait. Le roi, débiteur de la noblesse, ne pouvait s'acquitter qu'aux dépens de l'Eglise soit en forçant celle-ci de payer, ce qui semblait difficile et dangereux, soit plutôt doucement, indirectement, au nom des libertés

ecclésiastiques, en rétablissant les élections où dominaient les seigneurs et les mettant à même de disposer ainsi des bénéfices. Le pape y nommait souvent des partisans de l'Angleterre ; Charles VII n'avait pas à le ménager. Il adopta, dans sa pragmatique de Bourges, 17 juillet 1438, les décrets du concile de Bâle qui rétablissaient les élections et reconnaissaient les droits des nobles patrons des églises à présenter aux bénéfices.

Le concile de Bâle était dans une situation difficile ; le pape ouvrait contre lui son concile de Florence et faisait grand bruit de la réunion de l'Eglise grecque. Ceux de Bâle, *in extremis*, se hâtèrent d'accomplir la grande réforme qui devait leur gagner les seigneurs, les évêques, les universités, c'est-à-dire confédérer tous les pouvoirs locaux contre l'unité pontificale. Pour la collation des bénéfices, le pape était réduit par le concile presque à rien ; on lui en laissait un sur cinquante. Autres réductions sur les annates et droits de chancellerie. Enfin, la grande force d'unité, celle qui traînait à Rome des nations de plaideurs, qui faisait couler des fleuves d'or, l'appel était interdit, sauf quelques cas extraordinaires, toutes les fois que les plaideurs auraient plus de quatre jours de chemin pour se rendre à Rome ¹. »

La pragmatique charmait surtout la France, parce qu'elle allait empêcher l'argent d'aller à Rome, qui enlevait chaque année un million de francs. Or, un million de francs d'alors représente, en monnaie actuelle, vingt-sept millions trois cent trente-six mille deux cent six francs quatre-vingt-dix centimes ². Aussi, lorsque plus tard la défense fut levée, le parlement se montra très-courroucé ; les millions qu'enlevait le pape lui arrachèrent des plaintes et des cris de douleur. Les magistrats savaient le prix des écus et ce ne fut pas la moindre des considérations qui les poussèrent à défendre avec tant d'ardeur les libertés de l'Eglise gallicane ³.

Les ultramontains étaient détestés au moins tout autant que les Anglais, peut-être plus universellement. Ceux-ci avaient trouvé quelque appui dans une petite fraction de la noblesse et du clergé ; il s'était même rencontré un évêque, l'infâme Cauchon, qui avait poussé le zèle jusqu'à faire assassiner, en vertu d'un arrêt rendu par des prêtres et des moines qu'il présidait, la sublime fille de Vaucouleurs. Les Italiens avaient soulevé toutes les haines, parce qu'ils avaient attaqué tout le monde, nobles, clercs et menu peuple. Aussi étaient-ils depuis longtemps l'objet de l'indignation publique, et s'ils n'avaient pas été frappés aussi sévèrement que les Juifs, ils le devaient au pape qui les avait cou-

¹ Michelet, *Hist. de France*, tome V, page 200 et suiv.

² Bailly, *Hist. financ. de la France*, tome II, page 298.

³ *Rémontrances du Parlement à Louis XI ; Libertés de l'Eglise Gallicane.*

verts de sa protection. Mais quand la guerre eut jeté l'alarme et l'anarchie dans le royaume, l'autorité pontificale fut impuissante à garantir les Italiens. Les Anglais, les Bourguignons, les Armagnacs pillaient sans merci et avec impunité quiconque laissait quelque chose à prendre. Les financiers attiraient naturellement les préférences des gens de guerre et invoquaient en vain leurs privilèges; qu'était-ce qu'un morceau de parchemin contre les dures épées des Talbot et des Lahire?

Charles VII, après avoir chassé les Anglais, s'occupa sérieusement à rétablir l'ordre dans les finances. Les tailles devinrent des impôts ordinaires, et elles furent levées sur les biens ruraux, *ex censu et patrimonio*, dans les provinces où les tributs avaient été autrefois réels, comme dans la Provence et le Languedoc; ailleurs, elles continuèrent d'être personnelles. On distingua les finances en ordinaires et extraordinaires. Les premières ou le domaine furent payées entre les mains des changeurs du trésor; les extraordinaires ou les tailles et autres impositions, entre les mains du receveur général des finances. Les Juifs ruinés par la guerre ne pouvant plus fournir les hommes nécessaires au service, il fallait organiser une milice permanente et régulière qui protégeât la France contre l'étranger, ce qui donna lieu aux règlements célèbres de la gendarmerie et des francs-archers. Les tailles furent employées au payement des troupes, et en même temps, défenses furent faites aux seigneurs dans les terres desquels les tailles seraient imposées pour les besoins de l'État d'en empêcher la levée, d'en retenir les deniers ou de mettre aucune crue à leur profit, comme ils avaient coutume de le faire, et ce, sous peine de confiscation de tous leurs biens.

Depuis cette époque, la taille, de passagère et féodale qu'elle était, devint une imposition royale, publique et permanente. La perception ne souffrit aucune difficulté de la part du peuple qui y entrevoyait l'espérance d'être débarrassé du pillage et de l'ambition des seigneurs. Le roi maintint avec beaucoup de sévérité l'ordre dans la troupe et sut contenir les prétentions fiscales de la noblesse. « Nul seigneur n'eust osé lever argent en sa terre, sans sa permission, laquelle il ne donnait pas légèrement. » Il aima mieux payer des pensions à ceux qui paraissaient tenir beaucoup au droit acquis de tailler des hommes ¹.

Les monnaies attirèrent aussi l'attention du roi qui en régla le titre et leur donna un cours proportionné à la valeur métallique. Il rendit trente-trois édits ou ordonnances ou déclarations sur cette matière, preuve du désordre que la guerre y avait introduit. Ces sages mesures étaient de nature à déconcerter les Lombards; mais ceux-ci, nous devons encore le répéter, n'étaient pas les seuls usuriers dont la France eût à se plaindre; les gens d'église étaient tout aussi avides.

¹ Bailly, *Hist. finan. de la France*, tome I, page 175.

« L'Église, dit Dumoulin, ne peut être spélonque, retraite ou couverture de larrons ou de voleurs. Et si par raison est moins licite et tolérable aux nobles d'exercer usure ou autre négociation questuaire qu'aux inférieurs, par plus forte raison serait moins loisible et tolérable aux ecclésiastiques.

» Aussi est à éradiquer une usure improbe et infâme qui s'est exercée de temps immémorial et encore aujourd'hui s'exerce publiquement au pays de Gascogne, et par les gens d'église dudit pays, lesquels pour entretenir les fondations de leurs chapellenies, baillent à profit ou intérêt de dix p. $\frac{1}{2}$ par an, l'argent à eux laissé pour lesdites fondations et font obliger le preneur de rendre le sort principal outre les arrérages, toutefois et quantes qu'il en sera requis, ce qui est une formelle usure, reprouvée même par les lois profanes, et infâme de droit et encore plus infâme à gens d'église, et encore plus quand telle méchanceté s'exerce par l'imposture et le prétexte de religion. »

Par une déclaration du 10 septembre 1463, Louis XI qui abolit la pragmatique, se plaint de la quantité prodigieuse « de grâces expectatives accordées à des étrangers inconnus et non féables dont s'en sont suivis plusieurs grands et innumérables maux à nous et à la chose publique. » Ces grâces étaient devenues un commerce fort important, et ceux qui en espéraient allaient s'établir à Rome. On y porta une si grande quantité d'argent qu'on n'en trouvait plus chez les banquiers ¹. Dans les trois dernières années du pontificat de Pie II, de 1462 à 1464, malgré les défenses du roi, Rome tira du royaume plus de dix-huit millions de notre monnaie actuelle ². Pour se convaincre de la honteuse rapacité de la cour romaine, il suffit de jeter les yeux sur les tarifs des dispenses et privilèges publiés par la chancellerie. Tout était matière à perception pour la Chambre Apostolique, depuis l'indult pour tenir la calotte en célébrant la messe, jusqu'au meurtre et à l'inceste canonique. Ainsi, pour citer quelques exemples, la licence de lire des livres défendus se vendait 15 livres; l'absolution d'apostasie ou d'hérésie, 60 livres; l'absolution de meurtre commis par hasard, 75 livres; la dispense de mariage entre cousins germains, 4,500 livres, et avec absolution de copule, 6,500 livres. Entre l'oncle et la nièce, le prix de la dispense de mariage était arbitraire. Des banquiers expéditionnaires étaient exclusivement chargés de l'obtention des brefs, bulles, signatures, et autres actes cour de Rome ³.

Ce trafic a, dans tous les temps, soulevé l'indignation des âmes d'élite. « Votre avarice attriste le monde, dit, dans son Enfer, Dante à

¹ Duclos, *Hist. de Louis XI*, tome I, page 294.

² Le même, tome II, page 26.

³ Le Pelletier, *Instruction pour les expéditions de la cour de Rome*, Paris, 1677, avec privilège du roy.

Nicolas III, foulant aux pieds les bons et élevant les mauvais. Vous vous êtes fait un dieu d'or et d'argent; et entre vous et l'idolâtre, quelle différence, sinon qu'il en prie un et vous cent ¹?

Et Pétrarque : « *Ubi Deus spernitur, adoratur nummus* ². » « *Auro cælum panditur, auro Christus venditur* ³. »

Louis XI ne fut pas économe ; il dépensa beaucoup d'argent ; mais si les impôts augmentèrent, la France y gagna. Ce prince, le plus habile politique de son temps, ennemi de la noblesse qui l'avait desservi auprès de Charles VII, son père, ennemi des grands vassaux de la couronne, et même du duc de Bourgogne qui l'avait accueilli dans sa disgrâce, et dont l'hospitalité ne put faire pardonner l'ambition turbulente, ennemi du clergé ultramontain, rival de la noblesse en fait d'ambition et d'avidité fiscale, brave par circonstance, mais rusé par caractère, sut opposer l'habileté à la force, la circonspection à l'imprudence. Il mit en jeu les rivalités, les haines personnelles pour désunir ses ennemis, les diviser et les battre les uns après les autres. Argent, promesses, dignités, menaces, il mit tout en œuvre jusqu'à l'échafaud. La bourgeoisie lui sembla utile à son projet d'établir l'unité dans l'Etat, il s'en servit, la cajola, l'opposa à la noblesse, l'éleva jusqu'à sa personne. Il fit de son tailleur son héraut d'armes, de son barbier, son ambassadeur, de son médecin, son chancelier. Il fréquenta le peuple, mangea avec lui, en fit son ami plus par politique, peut-être, que par affection sincère. Sa pensée constante fut la destruction de ces vassaux qui avaient compromis la monarchie, livré la France aux Anglais et insulté la royauté dans la personne de Charles VII. Il voulait tuer la noblesse, ou plutôt ses privilèges et sa puissance, et quel meilleur auxiliaire que le peuple encore tout meurtri par les dernières guerres, le peuple pillé, mangé par les Houspilleurs et les Ecorcheurs, foulé par les seigneurs et le clergé ? Quelles haines profondes, implacables devaient reufermer ces poitrines d'hommes qui avaient vu l'incendie, la tuerie, le brigandage désoler les campagnes, les villes, Paris même ?

La noblesse sentit le coup qui lui était porté ; elle voulut le parer avec les mêmes armes. Elle fit, de son côté, appel au peuple et entreprit la guerre du bien public. Dans son manifeste, elle représente « la confusion et grande calamité de la chose publique résultant de l'oppression des gens d'église et des magistrats, de la violation des lois, et des grandes, extrêmes et excessives charges et exactions de pécune dont le peuple est si très-fort foulé, que à peine les peut-il supporter ⁴. » C'était le loup pleurant de tendresse. Cette guerre ne fut pas sanglante ; Louis XI

¹ *Infern.* cant. XIX.

² *Epist.* vin. titul. Ep. 2.

³ *Ibid.* Ep. 8.

⁴ *Commines.*

sut la terminer promptement et en tirer parti. Dès 1461, il s'était mis en possession de la Cerdagne et du Roussillon, moyennant une avance de trois cent mille écus d'or faite à Don Juan d'Aragon. En 1477, la mort de Charles le Téméraire le laissa maître de la Picardie et de la Bourgogne. En 1481, le comte du Maine lui céda la Provence, ce qui ouvrit à la France la Méditerranée et les échelles du Levant.

Après avoir rendu impuissants les efforts de la noblesse, et coupé la tête de plusieurs de ceux qui l'avaient trahi, Louis XI s'occupa à améliorer la condition du peuple. Il protégea les campagnes contre les seigneurs en privant ceux-ci du droit de chasse; il essaya de réprimer le brigandage des gens de guerre par des réglemens sur la discipline; il étendit les privilèges des communes, flatta la bourgeoisie en multipliant les lettres de noblesse, fit revoir et améliora les statuts des métiers, en donna à ceux qui n'en avaient pas obtenu, fixa les taxes que les maîtres devaient payer tant au trésor qu'à leur confrérie. Il établit à Lyon quatre foires franches, pour empêcher de sortir de France l'argent qu'on portait aux foires de Genève; il en établit deux à Caen et dans d'autres villes encore. Il créa des manufactures d'étoffes de soie et d'argent, encouragea l'exploitation des mines, l'industrie de la plantation des mûriers et de l'éducation des vers à soie. Il accorda de grands privilèges au commerce intérieur et extérieur, et rechercha avec soin l'altération des monnaies. Ajoutons à tant d'heureuses innovations l'établissement des postes aux lettres qui facilita et étendit les relations commerciales.

Comme tous les réformateurs religieux et politiques, Louis XI amassa contre lui bien des haines et des colères. Il avait froissé trop d'intérêts égoïstes pour qu'il n'en fût pas ainsi. La noblesse, le clergé et le tiers état lui-même virent avec joie finir son règne. Si les nobles et les prêtres regrettaient leurs privilèges, les bourgeois regrettaient leurs écus; on leur en avait, il est vrai, beaucoup demandé, et le trésor n'en était pas plus riche. Comme Philippe de Macédoine, Louis XI combattait ses ennemis par la ruse plutôt que par la force, il se servait de l'or, le prodiguait au besoin et achetait les consciences plus faciles à entamer que les cuirasses des hommes d'armes et les murs des forteresses.

Ces dépenses appauvrirent l'Etat; on s'en aperçut sous le règne de son successeur. Charles VIII, obligé de recourir à un emprunt pour son expédition aventureuse en Italie, paya 42 p. % d'intérêts à la banque de Gènes, qui lui avait prêté 100,000 fr.

A peine si, sous Louis XI, on trouve la concession de privilèges à quelques Lombards. Ces privilèges sont accordés par des lettres patentes données à Tours, le 14 décembre 1461. Elles confirment l'établissement des Lombards demeurant à Laon, savoir : les frères Guillaume et Antoine Painchena, cessionnaires de Laurent Tabuz, Paul Massot, Georges Barart et Berthault Suq, auxquels des privilèges avaient été

concedés par Charles VII, le 13 septembre 1429. Le roi mit ces deux frères sous sa sauvegarde. Ils pourront prêter de l'argent et faire commerce de leurs marchandises, traiter avec les personnes qui s'adresseront à eux comme elles se voudront obliger ; avoir à Laon des bureaux de change et des boutiques, et recevoir toutes sortes de gages. L'intérêt est fixé à deux deniers parisis pour seize sols parisis, par semaine (43 et un tiers p. %). Ces privilèges concédés pour quinze années sont les derniers énoncés dans les ordonnances du Louvre.

Les Italiens, gens très-fins de leur nature, avaient jugé que le moment de se retirer était venu, et que ce qu'ils avaient de mieux à faire c'était de mettre en sûreté leurs personnes et leurs trésors. La plupart quittèrent la France ; quelques-uns se rendirent à Lyon. Un commerce actif, des foires considérables et la sécurité qu'ils y trouvèrent, les déterminèrent à y fixer leur résidence. Des Florentins, des Lucquois, des Gênois et des Piémontais y formèrent des compagnies et embellirent la ville de magnifiques édifices¹.

La disparition des Lombards laissa un grand vide à Paris. Le parlement s'en inquiéta. « Le Pont-au-Change, dit-il dans une remontrance, n'a plus ni change, ni changeurs ; on n'y voit que des chapeliers, des faiseurs de poupées. » Heureusement les finances allaient tomber dans des mains nationales. L'argentier Jacques Cœur remplaçait les banquiers ultramontains.

Nous avons considéré la situation de l'Angleterre, et plus particulièrement de la France sous le rapport du crédit et du commerce de l'argent, et nous avons indiqué les causes de la misère profonde qui dévorait les peuples, causes qui se rattachaient essentiellement à la mauvaise organisation sociale, à la prédominance du clergé et des nobles, à l'inégalité des hommes devant la loi, à la substitution de l'arbitraire au droit. A côté des passions des hommes et du mal qui en résulte, il y a des souffrances qui viennent des choses, des souffrances naturelles et que le temps seul peut guérir ; car c'est le temps qui mûrit les sociétés, les transforme, les greffe sur des générations jeunes et vigoureuses, et leur fait produire des fruits plus doux. La marche progressive vers un état social meilleur, en raison du développement de l'esprit humain, est un fait constant et qui ressort évidemment de l'étude de l'histoire. La richesse réelle des nations est un des signes de ce progrès. Nous disons la richesse réelle, c'est-à-dire celle qui se répartit sur la masse et profite au grand nombre ; ce qui suppose des droits égaux et une juste distribution des instruments de travail ; car il y a une richesse apparente que l'on remarque dans les sociétés mourantes, et qui est concentrée dans quelques mains avares : richesse factice qui recouvre une

¹ Ménétrier, *Hist. de Lyon*.

misère affreuse et ressemble aux fleurs qui croissent sur les tombeaux.

La fin du xv^e siècle est une époque remarquable de transformation. Les éléments de la société, modifiés par le temps, par la guerre, par ces grands mouvements qui agitent les peuples, les broient, les mêlent, se combinent dans des formes jusqu'alors inconnues. Du sein de l'anarchie féodale sort la tendance vers l'unité, et à mesure que l'unité se réalise davantage, les forces individuelles prennent un développement que rien n'arrête. La découverte de l'imprimerie (1440) ; la prise de Constantinople (1453), à la suite de laquelle la civilisation grecque est introduite en Occident ; la découverte de l'Amérique (1493), et la réforme religieuse prêchée par Luther (1517) modifient profondément, en peu d'années, l'état de l'Europe. Le commerce prend un puissant essor, les échanges se multiplient à mesure que les relations deviennent plus sûres, les moyens de communication plus faciles, les débouchés plus nombreux, le numéraire plus abondant et la circulation plus rapide. L'argent qui avait été, à cause de sa rareté, une marchandise fort chère, diminue sensiblement de prix, et l'industrie acquiert une importance qui ne doit plus que s'accroître.

Dans le chapitre suivant, nous allons exposer les effets de ce nouvel ordre de choses, par rapport au prêt sur gage.

CHAPITRE II.

MONTS-DE-PIÉTÉ. — BANQUES DE PRÊT SUR GAGE.

Banques de prêt de Fresingen, de Salins. — Fondation pieuse de Northburg, évêque de Londres. — Les Juifs en Italie. — Barnabé de Terni. — Etablissement des Monts-de-Piété. — Disputes entre les Dominicains et les Recollets. — Bernardin de Feltre. — Doctrine des Pères sur le prêt à intérêt. — Le concile de Latran approuve les Monts-de-Piété. — Le concile de Trente les classe parmi les œuvres pies. — Taux de l'intérêt de l'argent au XVI^e siècle en Italie. — Tables de prêt des Lombards dans les Pays-Bas. — Projet de Scarini pour les remplacer. — Fondation Masurel à Lille. — Monts-de-Piété d'Ypres et de Bruges. — Situation financière des Pays-Bas à la fin du XVI^e siècle. — Fixation de l'intérêt par les archiducs Albert et Isabelle. — Projet de Micheli pour la création de Monts-de-Piété. — Projet de Wincelas Cobergher ; il est adopté. Organisation de ces établissements dans le Brabant et les Flandres. — Fondation Triest à Gand. — Monts-de-Piété dans le pays de Liège et comté de Loos. — Jean de Lillers. — Jean Boucher. — Léonard Lessius. — Louis du Chastel. — Décadence des Monts-de-Piété dans les Pays-Bas. — Tableau de leurs opérations jusqu'en 1649. — Banques de prêt en Hollande, en Allemagne. — Hugues Delestre. — Edit de Louis XIII. — Lettres patentes de Charles de Lorraine pour le Mont-de-Piété de Nancy. — Lettres patentes de 1643. — Ordonnance du commerce de 1673. — Le prêt sur gage en Angleterre. Acte de Jacques I^{er} contre les Pawnbrokers. — Charte de Charles I^{er}. — Un roi prêteur sur gage. — Banque nationale de Lambe. — Corporation charitable à Londres.

— 1461 A 1731. —

Reiffenstuel, écrivain cité par M. Arnould, assure qu'un établissement de prêt sur nantissement se rapprochant beaucoup des monts-de-piété, avait été créé à Fresingen, en Bavière, vers 1198 ¹.

En 1350, les bourgeois de la ville de Salins, en Franche-Comté, s'associèrent dans le but de se soustraire à l'usure. Ils réunirent un capital de 20,600 florins pour fonder une banque où chacun pût emprunter à un taux modéré. Jean de Châlons se chargea de ce capital moyennant 1,500 florins d'intérêts, soit à raison de 7 et un tiers p. % environ. Ces 1,500 florins constituèrent les revenus du mont et furent hypothéqués sur les seigneuries de Jean de Châlons et sur sa part dans la saunerie de la ville ². Que devint cet établissement? Les historiens

¹ Arnould, *Avantages et inconvénients des Monts-de-Piété*, page 43.

² Depping, *Les Juifs dans le moyen âge*, page 289.

ne nous l'ont pas appris. Les chroniques du moyen âge, si pleines de faits et de récits merveilleux, ont négligé ce qui touche à l'économie politique. Cette science était alors inconnue. La haine de l'usure, poussée souvent jusqu'à l'aveuglement, est le sentiment qui domine les historiens de cette époque, mais ce sentiment est peu généreux, il ne s'étend pas aux pauvres. Froissard parle avec une compatissante pitié des *pauvres brigands* qui désolaient la France; il se plaît à raconter leurs aventures, leurs pillages, leurs assassinats. Il n'a que du mépris pour les travailleurs des villes et des campagnes: c'est que lui et tant d'autres ont écrit l'histoire des nobles et des châteaux; l'histoire du peuple est encore à faire.

Quelques années après la fondation du mont de Salins, en 1361, Michel de Northburg, évêque de Londres, légua une somme de 1000 mares d'argent pour être employée à la création d'une banque de prêt sur nantissement. Ces fonds, déposés dans le trésor de l'église de Saint-Paul, devaient être prêtés sans intérêt, et si, à l'expiration de l'année, les fonds avancés n'avaient pas été remboursés, le prédicateur de Saint-Paul devait annoncer, en chaire, que les gages qui n'auraient pas été retirés dans les quatorze jours seraient vendus. Le bon évêque n'eut pas l'intention de faire participer les indigents seulement aux avantages de la fondation. Dans ces temps où le commerce du pays consistait surtout en échanges, l'argent était rare, même chez ceux qui avaient toute autre chose en abondance. D'après le legs dont il s'agit, il pouvait être prêté 40 livres sterling à un laïc pauvre, 20 livres à un bourgeois de la cité et à un noble, 30 livres au doyen et aux chanoines de la cathédrale, et 40 à 50 livres à l'évêque diocésain. Il serait curieux de savoir si quelque noble ou révérend emprunteur a été cité en chaire pour n'avoir pas payé à l'échéance, et si le prédicateur prenait le cas pour texte de son sermon. On comprend que cette méthode eût été efficace pour expliquer certains devoirs moraux, et d'autant mieux que l'on aurait pu, par la réunion de l'exemple au précepte, s'adresser à la fois aux oreilles et aux yeux de l'assemblée, en produisant les nantissements qui devaient être vendus, l'habit du dimanche de l'artisan, le ballot de drap du marchand, la coupe d'argent du noble, et les livres sacrés et les riches harnais de la mule de l'évêque. Le registre de cet établissement de prêt serait une curieuse relique du moyen âge, s'il pouvait être retrouvé; mais il a sans doute péri depuis longtemps, comme le legs de l'évêque et la caisse à trois serrures où il était renfermé¹.

Telles furent les premières banques publiques de prêt sur nantissement fondées en opposition avec celles tenues par les Lombards et les

¹ James-Paul Cobbett, *The law of pawns or pledges and the right and liabilities of pawn-brokers*, page 10. — Hows, *the Pawn-broking past and present*.

Juifs. Les conditions dans lesquelles elles se trouvèrent placées ne leur permirent pas de vivre. C'est en Italie que l'on va chercher ordinairement les commencements des monts-de-piété; il est vrai que l'Italie avait eu à souffrir des usuriers. Les Juifs y avaient été reçus et favorisés par les princes qui s'étaient faits leurs complices. Le pape aussi leur donnait la main, et cette protection était loin d'être désintéressée. Certains docteurs, entre autres dom Aug. de Castro et maître Galvani soutenaient que le pape avait le droit d'autoriser le prêt usuraire¹. Le théologien Alexandre allait plus loin. Le pape, dit-il, peut faire qu'un péché ne soit pas un péché². Ces docteurs eurent des contradicteurs très-ardents, principalement dans l'ordre des Frères mineurs. Un moine récollet, nommé Barnabé de Terni, vint prêcher à Pérouse en 1462. Il fulmina contre les usuriers et particulièrement contre les Juifs, et proposa de faire une quête dont le capital devait être employé à former une banque charitable. Sa proposition fut accueillie. On établit un bureau où ceux qui manquaient d'argent pour leur subsistance journalière trouvèrent à emprunter, sans intérêt, des petites sommes, en donnant un gage pour la sûreté des prêts. Ceux qui voulurent emprunter des sommes plus considérables y trouvèrent les mêmes facilités, en déposant également un gage équivalant à la somme prêtée et en payant pour les frais un dédommagement modique proportionné au temps que le nantissement restait en dépôt. Le but des fondateurs n'était pas de retirer un profit de l'argent, mais de couvrir les dépenses nécessitées par les frais d'administration. Cette banque fut appelée mont-de-piété.

Au xv^e siècle, l'expression *mont* était employée pour désigner des caisses publiques où l'on plaçait des fonds à intérêt. Les *monti* faisaient à la fois des opérations de prêt et de dépôt. La cédula ou reconnaissance que l'on retirait des fonds déposés s'appelait *luogo di monte*. Telle était, à Rome, la banque connue sous le nom de *monte di San-Pietro*, et à Venise, le *monte Vecchio*. De nos jours encore, *monte* est employé comme synonyme de caisse. Ainsi, en Sardaigne, on a appelé *monte di Rascatto*, mont de rachat, une caisse d'amortissement fondée par édit royal du 19 juin 1806, pour l'extinction progressive du papier-monnaie créé en 1780. On appelle *monte di soccorso* ou mont de secours, un établissement destiné à encourager l'agriculture, au moyen de prêt de numéraire et de denrées.

En français, monter ou faire monte signifiait prélever un intérêt; et faire de monte monte, c'était prendre l'intérêt de l'intérêt. Hugues Delestre qui présenta, en 1611, un projet de mont-de-piété dont nous aurons à parler plus loin, s'exprime ainsi sur l'étymologie du mot :

¹ Dumoulin, *Des Fiefs*, tit. 1, vol. I, glossaire 9, n° 19.

² Le même, *Tractatus contractuum usurarium*, n° 580.

« Notre mont doit bien avoir ce dessein de se conformer et ne pas retenir en vain, ni usurper à faux, la grâce de son nom, doit bien monter la piété et s'y élever. Mais n'étant cette dénomination d'une invention mienne, je ne puis pas dire au vrai si on l'a pris au titre de la piété et à sa marque, pour en faire mieux voir son exemple et ses exercices : plutôt que jeter l'œil au mont de l'argent qui s'y manie, profite et croît, appelé monter et faire mont, même en notre langue française. Puisqu'en quelques lieux de son établissement, la piété n'y a pas été ou seule logée ou la mieux partie, d'où prennent occasion aucuns à condamner ces monts pour feuillées et tentes d'usures. Si son nom ne fait qu'un monceau d'argent, si son origine ne lui est tant honorable, la bonne alliance qu'il prend avec cette piété céleste, l'illustrera et l'annoblira. » C'est dans ce sens que le mot *pieta* ou piété a été employé par les fondateurs de cette institution, pour exprimer à la fois l'objet du mont-de-piété qui fut le soulagement des nécessiteux et le sentiment religieux qui poussa à sa réalisation.

Le mont-de-piété de Pérouse fut accueilli avec enthousiasme. « Les Pérusiens, dit Cerreti, respirèrent : le citoyen indigent ou pressé n'était plus réduit, en s'humiliant devant les usuriers, à mendier d'eux sa ruine. Le mont-de-piété, qui secourait gratuitement les pauvres, remplissait, à leur égard, les fonctions de la Providence. Le négociant qui, pressé d'acquitter une lettre de change, aurait péri pour n'oser pas emprunter une somme sur ses marchandises, de peur d'ébranler son crédit, trouvait dans le mont-de-piété une ressource secrète et assurée qui sauvait sa fortune. Les particuliers qui n'achetaient auparavant qu'avec réserve dans la crainte, s'il leur survenait un contre-temps, d'être obligés d'emprunter à un gros intérêt sur ces marchandises, ou de les vendre à une perte considérable, achetaient à la faveur du mont-de-piété avec plus de hardiesse et de confiance, par la certitude de trouver, au besoin, de l'argent sur les effets achetés. De là une circulation utile au commerce. Le peuple, en général plus aisé, acquittait plus facilement les impôts et les autres charges de l'État. Cette rosée bienfaisante se répandait également sur les créanciers et sur les débiteurs qui avaient tous deux la satisfaction, l'un d'éteindre sa dette, l'autre de recevoir sa créance. Enfin, tous les Pérusiens soulagés se dégagèrent insensiblement des liens des usuriers; et par la continuité et par la facilité des secours, toutes les avenues furent fermées à l'usure, ce qui était le point essentiel ¹. »

L'exemple de Pérouse fut suivi par beaucoup de villes italiennes. Orvieto eut un mont-de-piété qui fut approuvé par le pape, en 1464. Celui de Pérouse, bien qu'antérieur, ne reçut la sanction pontificale

¹ Cerreti, *Hist. des monts-de-piété*, page 11 et suiv. — Padoue, 1752.

qu'en 1467. Sixte IV confirma, eu 1471, celui de Viterbe, et en 1479, celui de Savone ¹. « Considérant, dit le pontife romain, que, dans cette ville, il y a un grand nombre de pauvres dont quelques-uns sont si dénués d'argent qu'ils sont obligés d'avoir recours à des usuriers et surtout à des Juifs, et d'emprunter d'eux de l'argent à d'énormes usures, moyennant des gages..... Pénétré, comme nous le sommes, d'un attachement particulier pour la ville de Savone, notre patrie, et pour ses habitants, nous accordons, par ces présentes, la faculté d'y établir un mont-de-piété semblable à celui de Pérouse. »

En 1484, Innocent VIII autorisait le mont-de-piété de Mantoue, qui fut géré par douze directeurs, dont quatre religieux, deux nobles, deux jurisconsultes ou médecins, deux marchands et deux autres bourgeois. Les religieux étaient nommés à vie; les laïques ne siégeaient que deux ans et étaient renouvelés par moitié, chaque année ². De semblables établissements furent fondés, cette même année, à Assises et à Ferrare. Il en avait été de même à Bologne en 1473; mais le mont-de-piété fondé dans cette ville n'avait pas prospéré, et il ne fut fortement réorganisé qu'en 1504, d'après l'instigation du père Bartolomeo de Nobbia, qui compléta l'œuvre commencée par Bernardin de Feltre.

L'ordre des Récollets s'était attaché à la fondation des monts-de-piété en Italie, ce qui excita la jalousie des Dominicains qui accusèrent leurs rivaux de favoriser l'usure. Les Récollets les laissèrent crier et continuèrent leur œuvre. Bernardin de Feltre parcourut l'Italie, prêchant contre l'usure et le luxe. Les populations accouraient l'entendre, et excitées par ses discours, s'ameutaient contre les usuriers. A Florence, à la sortie d'un de ses sermons, la foule se porta aux maisons des Juifs pour les piller. Ordre fut donné au prédicateur de sortir de la ville. Un historien de l'ordre des Récollets accuse les magistrats de n'avoir agi ainsi que parce qu'ils avaient été gagnés par l'or des Juifs.

A Venise, Bernardin reçut la défense de prêcher contre les Israélites. Ces prohibitions ne l'empêchèrent pas de fonder des monts-de-piété à Parme, Rimini, Montefiore, Cesène, Montagnana, Chieti, Narni, Rieti et Lucques. A Campo-San-Pietro, petite ville près de Padoue, il fit chasser d'abord un Juif qui prêtait sur gage, et y établit un mont-de-piété. Toutes les entreprises des Israélites étaient l'objet des poursuites du moine fongueux. Les habitants de Sienne avaient fait venir, depuis quelque temps, un médecin juif d'excellente renommée; Bernardin l'attaqua avec acharnement. Il prêchait que c'était une impiété d'avoir recours à l'art des Juifs, rappelait tous les contes répandus dans le peuple sur la haine que ceux-ci portaient aux chrétiens, et racontait qu'un médecin

¹ Morichini, *Degli Istituti di pubblica carità in Roma*, p. 176.

² Wedding, *Annales Minorum*, tome VII.

juif d'Avignon, étant sur le point de mourir, s'était souvenu avec délices d'avoir fait périr par des drogues des milliers de chrétiens ¹.

Les Israélites d'Aquila le voyant arriver, députèrent inutilement vers lui pour le supplier de ne pas prêcher contre eux. A Padoue, en 1491, il fit fermer vingt-deux bureaux de prêt qui prêtaient à 20 p. $\frac{1}{100}$, et gagnaient, chaque année, 20,000 écus. Il y ouvrit un mont-de-piété qui prêta à 5 p. $\frac{1}{100}$. Les fonds étant fournis gratuitement, cet intérêt ne représentait que les frais d'entretien et d'administration.

L'année suivante, les habitants de Florence formèrent un semblable établissement. Le 9 mai 1493, le duc Jean Galéas accorda aux décurions de Pavie l'autorisation de créer un mont-de-piété. Augustin Guaraglia donna sa maison pour y faire les bureaux et les magasins. Bernardin de Feltre inaugura le mont-de-piété; on lui en attribua le règlement auquel, en 1589, on ajouta de nouvelles dispositions. Il était administré par une commission présidée par l'évêque et composée de l'abbé des Bénédictins de Saint-Maur, du père gardien des Franciscains, et de huit citoyens tirés au sort parmi les docteurs, les juges, les notaires et les marchands. Soixante ans après sa fondation, il possédait un capital considérable produit par des legs et des dons de toute nature. La bulle d'indulgence promulguée par Pie IV, en 1560, donna un nouvel élan à la générosité des citoyens. Le patrimoine de l'établissement s'éleva à 180,000 livres de Milan, dont 60,000 livres furent employées à des prêts gratuits. Cette prospérité dura trois siècles ².

Milan eut un mont-de-piété en 1483. Des personnes charitables de cette ville, sur les exhortations du père Dominique Poncione, de l'ordre de Saint-François, et du père Colombano, prêcheur de l'ordre séraphique, s'associèrent dans le but de former une caisse de prêt qui fut d'abord placée dans le lieu dit : S. Giovanni in oleo ferventi. En 1496, Ludovic-Marie Sforce, surnommé le More, duc de Milan, approuva cette caisse, qui prit le nom de mont-de-piété, et fut ouverte, en 1497, dans un bâtiment situé dans le quartier de S.-Maria-Secreta. Les prêts étaient gratuits : ils s'élevaient à 800 ducats par mois. Le maximum des prêts était de deux ducats. L'engagement était de six mois et quinze jours; ce délai passé, les gages étaient vendus et le boni appartenait aux emprunteurs.

Alexandre VI donna son approbation à l'établissement en 1504. En 1503, une confrérie fut organisée en faveur des administrateurs et des employés. En 1506, le maréchal Trivulze fit un don de 1,000 ducats au mont-de-piété, d'autres donations importantes augmentèrent ses ressources, en 1511, notamment celles faites par Batta Bassi et Ambrosio

¹ Depping, *Les Juifs dans le moyen âge*.

² Barozzi, *Del monte di pietà di Pavia*.

Villa. En 1514, Agostino Ferrario de Grandi lui légua par testament un domaine et une maison, situés sur le territoire de Vidigulfo. En 1515, Léon X autorisa le mont-de-piété à prélever un modique intérêt sur ses prêts pour l'aider à couvrir ses frais d'administration. En 1526, les opérations étaient déjà considérables, et en cette année, il fut engagé une très-belle émeraude (*rarissimo smeraldo*), qui, en 1530, faute de dégagement, fut vendue 5,462 livres. En 1533, la ville de Milan fit don à l'établissement de 10,400 livres. En 1535, les bureaux furent ouverts, tous les jours, au public.

L'administration était confiée à l'autorité séculière qui, sous le nom de *capitolo de' deputati*, en dirigeait les opérations. En 1576, l'archevêque de Milan réclama le droit d'inspection qui lui fut contesté, ce qui donna lieu à de longues discussions auxquelles le sénat mit un terme, en 1687, en accordant à l'archevêque l'autorisation de visiter l'établissement pour s'assurer de l'accomplissement des règlements de piété, mais avec prohibition formelle de s'immiscer dans l'administration. Ce décret fut confirmé en 1688 par un édit de Charles II, roi d'Espagne et duc de Milan, qui avait succédé en 1665 à Philippe IV, son père.

Des libéralités accrurent successivement le fonds de l'établissement qui, en 1718, était de 118,000 livres : ressource insuffisante pour les besoins de la population. A cette époque, les prêts journaliers avaient été limités à 900 livres. L'impératrice Marie-Thérèse dota le mont-de-piété, ainsi que nous le verrons plus loin, de sommes considérables ¹.

Si nous en exceptons Rome, toutes les villes un peu importantes de l'Italie virent s'élever dans leur sein de ces banques charitables, de 1462 aux premières années du xvi^e siècle.

Les Juifs, irrités du domage que cette institution leur faisait éprouver, se déchainèrent contre elle, et pour la discréditer, ils n'imaginèrent rien de mieux que de chercher à persuader que les monts-de-piété n'étaient qu'un manteau dont se couvrait l'usure. Ils furent appuyés par des théologiens attardés, et, entre autres, par le cardinal Cajetan et Dominique de Soto. Une discussion animée s'éleva dans l'Eglise. Les adversaires des monts-de-piété invoquaient les textes de l'Ancien et du Nouveau Testaments. *Ne accipias usuras ab eo, nec amplius quam dedisti* (Lévitique, v). *Non fenerabis fratri tuo* (Deutéronome, xxiii). *Mutuum date nihil, inde sperantes* (Luc, vi).¹

On citait les Pères les plus illustres et les plus saints docteurs des premiers siècles. Et, en effet, Lactance, saint Grégoire de Nysse, saint Jean Chrysostome, saint Ambroise, saint Augustin avaient attaqué, en principe, non-seulement le prêt usuraire, mais tout prêt à intérêt. Dé-

¹ Notizie storiche sull'origine, fondazione e vicende del monte di pieta di Milano. MM. SS.

finissant l'usure *quidquid accidit sorti*, — « tout ce qui est ajouté au capital, » — ils considéraient comme souverainement injuste d'exiger plus que l'on avait donné, c'est-à-dire plus que le capital. « Agir ainsi, dit Lactance, c'est exploiter le prochain, c'est spéculer perfidement sur ses besoins ¹. » « Quoi de plus révoltant, dit saint Jean Chrysostome, que de prétendre semer sans champs, sans charrue ! Mais ceux qui se livrent à ce genre d'agriculture pestiféré ne récolteront que de l'ivraie qui doit être livrée au feu éternel ². » « La vie du prêteur, ajoute saint Grégoire de Nysse, est une vie paresseuse et insatiable ; il ne connaît pas les travaux des champs, il veut que tout naisse pour lui sans semence et sans culture. Sa charrue, c'est sa plume ; son champ, c'est le billet qui lui rendra le capital et l'intérêt ; sa semence, c'est son encre. Enfin, la plume destinée à féconder son travail, c'est le temps nécessaire pour que son argent augmente et lui rapporte des fruits mystérieux... Le prêteur n'a rien et il possède tout, s'arrangeant une vie toute contraire aux prescriptions des apôtres. Homme cupide, rends à ton frère ce que tu lui as injustement ravi ³. »

Le même Père dit ailleurs :

« Celui qui nommerait vol et parricide l'inique invention du prêt à intérêt, ne serait pas très-éloigné de la vérité. Qu'importe, en effet, que vous vous rendiez maître du bien d'autrui, en escaladant des murs et en tuant des passants, ou que vous acquériez ce qui ne vous appartient pas par l'effet impitoyable du prêt ? O dépravation du langage ! Si quelqu'un rencontrant un voyageur lui arrache par force, ou lui soustrait par ruse ses provisions, on le traitera de brigand et de voleur. Mais celui qui commet une injuste spoliation, en présence de témoins et qui confirme son iniquité par des actes en bonne forme, est qualifié d'homme généreux, bienveillant, serviable ⁴ ! »

« Les usuriers osent dire : Je n'ai pas d'autre ressource pour vivre. Et n'est-ce pas ce que répondrait un voleur pris sur le fait ? Ils n'en sont que plus coupables d'avoir choisi un art d'iniquité, pour s'en faire un moyen d'existence, et d'avoir cherché à tirer leur nourriture précisément de ce qui offense celui de qui vient toute nourriture ⁵. »

Aussi l'usure est-elle « un contrat d'iniquité ⁶, » « une idolâtrie ⁷, » « un vol ⁸. »

¹ *Divin. instit.* lib. VIII, c. 7.

² *Homil.* 57, in *Matth.*

³ *Orat. conl. usuras.*

⁴ *Homil.* in. 4, *Eccles.*

⁵ S. August. in *Psalm.* 128. — Vide *epist.* 153, *serm.* 86.

⁶ S. Jean. Chrysost. *homil.* 57, in *Matth.*

⁷ S. Gregor. Nys. *Epistol. canon. ad Letor.*

⁸ S. Ambros. lib. *De bono mortu.*, c. 12.

Tel avait été l'esprit évangélique des premiers temps. La peinture que saint Ambroise fait des usuriers explique ces sentiments exagérés. Il les représente comme des hommes fourbes et cruels, qui usaient de toutes sortes d'artifices pour surprendre les débiteurs ; il énumère les désastres occasionnés par l'usure, le désespoir et les morts qui en étaient souvent la conséquence.

Quanti se propter fœnus strangulaverunt ¹. On réduisait les débiteurs en esclavage, on vendait les enfants pour les dettes de leurs pères, on emprisonnait ceux qui s'étaient portés cautions, on allait jusqu'à arrêter les convois funèbres et à saisir les corps des défunts. *Nova usurarum auctio per menses singulos, nova sub quotidiana licitatione venditio... Quoties vidi a fœneratoribus teneri defunctos pro pignore et negari tumultum dum fœnus exposcitur.... Usuræ inferunt servitutem* ².

Velox inopes usura trucidat,

s'écriait Ausone, contemporain de l'évêque de Milan.

Le taux de l'intérêt était très-élevé ; le plus faible dont parle saint Ambroise est la centésime (12 p. $\frac{1}{10}$) : il mentionne un intérêt de 100 p. $\frac{1}{10}$. « *Quid enim durius quam ut des pecuniam non habenti ut ipse duplum exigas? Qui simplum non habuit unde solveret, quemadmodum duplum solvet?* » On exigeait aussi l'intérêt des intérêts. « *Itaque centesima jam non esse incipit, sed summa, hoc est non fœnoris centesima, sed fœnus centesimæ* ³. »

« Tout le peuple gémit, dit le saint docteur, et ses gémissements, ô riche, ne fléchiront pas ton cœur ! »

Tout en reconnaissant ce que les opinions des Pères ont de radicalement faux en principe relativement au prêt à intérêt, il faut bien admettre que leur doctrine trouve non-seulement une explication dans le spiritualisme absolu, qui fut un des caractères du christianisme naissant, mais encore, jusqu'à un certain point, une justification dans l'état de la société civile et politique à leur époque. L'intérêt se confondait généralement alors avec l'usure, c'est-à-dire qu'il avait un caractère oppressif et qu'il entraînait des conséquences terribles pour les emprunteurs, l'emprisonnement, la servitude, la mort même. C'est en ce sens que Sénèque avait appelé certaines usures sanguinolentes ⁴, et que Caton assimilait l'usurier au meurtrier ⁵. Il serait facile de démontrer, l'histoire

¹ In Job, c. 7.

² Ibid, c. 8, 10, 13.

³ Epist. 29.

⁴ S. Ambros. lib. in Tob, XII.

⁵ De benef. lib. VII, c. 10.

⁶ Cicér. De officiis, lib. II, c. 25.

à la main, que le prêt d'argent a été presque constamment un acte de tyrannie dans la société antique, qui protesta toujours contre ses rigueurs. Le christianisme qui s'empara, pour le développer, du germe de réaction morale existant, dans les profondeurs de la société, contre le matérialisme sensuel et les violences des classes riches, et qui tendait à la réhabilitation de l'homme par la liberté, dut naturellement être opposé à tout ce qui avait pour effet d'y porter atteinte. Aussi fut-il hostile aux possesseurs du capital, comme, en général, à tous ceux qui possédaient une propriété individuelle. L'Évangile est rempli de malédictions contre les riches. « Malheur à vous, riches, qui avez votre consolation, malheur à vous qui êtes rassasiés, parce que vous aurez faim ! Malheur à vous qui riez maintenant, parce que vous pleurerez et sanglerez ! » « Que difficilement ceux qui ont des richesses entreront dans le royaume de Dieu ! Il est plus facile qu'un chameau passe par le chas d'une aiguille, qu'un riche entre dans le royaume de Dieu ¹. » Et Jésus racontait la parabole si dramatique de l'homme riche et du mendiant Lazare.

Les disciples du Christ interprétant ces paroles comme une condamnation absolue de la richesse, conclurent à la négation de la propriété.

« Partant de principes absolus, a dit M. F. de la Mennais, ils entrèrent d'abord dans un système de pratique non moins absolu. Ils conclurent de l'égalité à la communauté. Mais aussitôt ils rencontrèrent les lois de cette même nature avec laquelle leur dogme incomplet d'un côté, et, de l'autre côté, erroné par l'idée qu'il contenait d'un ordre surnaturel, les établissait en antagonisme, et leurs efforts vinrent se briser contre ces lois indestructibles.

« Contraints de céder à une nécessité qu'ils ne comprenaient pas, qu'ils ne pouvaient comprendre, ils attribuèrent à la corruption de la nature même ce qui n'était qu'une conséquence rigoureuse, insurmontable, et dès lors légitime de son essence : de sorte que, dans le cours des siècles, le christianisme offre le double phénomène d'une lutte incessante contre la nature dans laquelle la nature triomphe toujours, et d'un développement qui incarne successivement dans les faits sociaux les grandes et salutaires vérités que renferme le dogme ². »

C'est ainsi qu'après avoir nié la propriété, on fut obligé d'en consacrer l'existence comme dogme social. Et, en effet, sans propriété point de liberté. Comment serait-il libre l'homme qui, n'étant pas maître de disposer de sa personne, de stipuler les conditions de son travail, d'en employer à son gré le produit et d'en accumuler les fruits, serait ré-

¹ Luc. c. III, v. 5, 6, 9, 10, 11.

² Luc, c. XVIII, v. 24, 25. — Marc. c. X, v. 24, 25. — Matth. c. XIX v. 23, 24.

³ *Du passé et de l'avenir du peuple*, p. 79 et suiv.

duit à demander à la communauté son pain de chaque jour? Ne serait-ce pas la pire de toutes les servitudes? Et la famille qui est l'unité sociale, que devient-elle sans la transmission de la propriété? On brise le rapport naturel qui unit le père et la mère à l'enfant; celui-ci, au lieu de continuer l'être collectif dont il est la vivante expression et le complément, devient une sorte de molécule humaine qu'une attraction dévorante engloutit dans une masse inerte où toute personnalité disparaît. Et comme, en définitive, il n'est pas de société sans chef, tous les membres de cet agrégat, façonnés en quelque sorte dans le même moule, sont soumis à un pouvoir despotique qui en dispose arbitrairement comme d'un instrument de production. Le pouvoir eût été d'autant plus tyrannique dans la société chrétienne, telle que l'avaient conçue les Pères des premiers temps de l'Eglise, que, dérivant immédiatement de Dieu et prétendant à l'infailibilité, il n'eût pas même laissé à l'homme la liberté de sa pensée et de sa conscience. L'humanité, se traînant dans la nuit, eût été écrasée par cette domination comme les damnés que le poète de l'Enfer représente courbés sous des chapes de plomb.

Di fuor dorate son, sì ch'egli abbaglia,
Ma dentro tutte piombo, e gravi tanto
Che Federico le mettea di paglia.
O eterno faticoso manto ¹.

La propriété disparut comme la liberté, le droit, la justice, dans la tempête qui bouleversa le monde occidental. La société fut pendant six siècles la proie des barbares qui se ruèrent sur elle comme des bêtes sauvages, jonchant le sol de ruines, se livrant avec fureur à toutes les violences que la cruauté, la perfidie, le mépris des lois morales peuvent enfanter, et qui ne purent trouver un frein dans une foi grossière imposée par un clergé ignorant, cupide, dissolu. Le mal était si profond, si universel que le monde se prit à désespérer de lui-même; il crut qu'il allait finir. En l'an 1000, les peuples attendirent le dernier jugement. Cependant cette anarchie ne devait pas durer toujours. Comme après l'inondation, le sol bouleversé se couvre d'une riche végétation, de même l'Europe, après les dévastations des barbares, vit poindre les idées que la civilisation antique avait déposées dans son sein. Des réformes s'opérèrent dans les institutions à mesure que la notion du droit s'éleva, et que les mœurs s'adoucirent sous l'influence des lettres grecques et latines, et aussi du christianisme évangélique. Ecrasé par la force brutale, le peuple s'était réfugié dans l'Eglise, et là il avait puisé les principes d'égalité et de fraternité devant Dieu, d'où découlent l'égalité politique et la fraternité sociale. Si, dans ces temps désastreux, la papauté

¹ Dante, *Infern.* cant. 23.

parut surtout préoccupée d'idées d'envahissement, si son ambition effrénée, ses désordres, son avarice et ses haines implacables ont maintes fois rendu son gouvernement odieux et lourd, l'Eglise, elle, avait un enseignement pur, moral, favorable au développement de l'homme spirituel. Si les prêtres étaient souvent égoïstes, paresseux et débauchés, la doctrine évangélique qu'ils prêchaient était excellente à beaucoup d'égards et la dignité humaine y gagna. Impuissante à protéger les peuples contre la violence, l'Eglise leur montra le ciel comme compensation de leurs souffrances, et cette espérance rendit supportable la vie dans cet enfer, que l'on appelle le moyen âge. Du fond des cloîtres s'élevaient parfois des voix éloquentes qui protestaient au nom de la liberté contre les abus de la force, sous quelque forme qu'ils se montrassent. C'est là une des causes qui rendirent un assez grand nombre de docteurs si sévères contre la tyrannie exercée par les usuriers ; dans leur ardeur ils allèrent jusqu'à prohiber tout intérêt, si minime qu'il fût.

On n'invoquait pas seulement la parole de Dieu et l'enseignement des Pères ; les hommes étaient sortis de l'ordre de la foi pure pour entrer dans l'ordre de conception ; affirmer ne suffisait plus, il fallait convaincre ; c'est à la raison que la raison s'adressait. Ainsi, on disait : le prêt à intérêt est défendu par le droit naturel, parce que le *droit naturel* défend ce qui est contraire à la justice. Or l'intérêt est contraire à la justice, soit qu'il provienne du capital prêté, soit de l'usage du capital.

Dans le premier cas, le prêteur ne peut rien exiger au delà du capital, parce qu'il n'y aurait pas égalité entre ce qu'il a donné et ce qu'il reçoit, attendu qu'il donnerait cent, par exemple, et recevrait cent quatre, ce qui est injuste. Dans le second cas, il ne peut toucher des intérêts du capital qu'il a donné à l'emprunteur, parce que l'on ne peut retirer un gain d'une chose qui n'est pas sienne : or, par le fait de l'emprunt, l'emprunteur est devenu propriétaire du capital, et, en s'en servant, il se sert de sa chose propre ; il ne peut donc devoir quelque chose à un autre pour cet usage. D'où l'on tirait la conséquence que le prêteur est tenu de restituer tout ce qu'il a reçu au delà de son capital¹.

Ces idées contre la légitimité de l'intérêt ont été reproduites il y a quelques années par des socialistes. Le lecteur se souvient peut-être encore de l'intérêt zéro dont un sectaire se posait comme l'inventeur, et qu'il n'a pas plus inventé que sa proposition : « La propriété, c'est le vol, » que l'on trouve formulée dans ces termes mêmes par plusieurs Pères des premiers âges de l'Eglise.

¹ Roncaglia, *Tract.* 14, c. 2, Quid et quotuplex sit usura.

Partant d'une idée fausse, les théologiens du ^{xv}^e siècle, esprits plus subtils que profonds, arrivaient, relativement à l'intérêt, à des conséquences pratiques contraires au but qu'ils s'étaient proposé. Par cela même qu'ils condamnaient sans distinction tout intérêt, il en résulta que les personnes scrupuleuses ne prêtèrent pas leur argent, ce qui, d'une part, diminua la concurrence des capitaux et en augmenta le prix, et, d'autre part, laissa le champ ouvert à des aventuriers qui, considérés comme des malhonnêtes gens et exposés à toutes les avanies et à toutes les persécutions, cherchèrent des compensations dans les profits énormes qu'ils tiraient de leur industrie.

L'excès du mal fit ouvrir les yeux. La souffrance est l'aiguillon de l'homme ; il ne va en avant que contraint par la nécessité qui lui crie : Marche ! marche ! C'est la nécessité de se soustraire aux usuriers juifs et italiens qui provoqua l'établissement des monts-de-piété. C'est cette même nécessité qui porta à étudier plus sérieusement qu'on ne l'avait fait jusque-là la nature des capitaux et leur emploi, et qui modifia sur ce point l'enseignement de l'Eglise. Les développements du commerce et de l'industrie, ce nouvel aliment de l'activité des peuples, ne contribua pas peu non plus à modifier des idées qui n'étaient plus en rapport avec les besoins de la société. La question ne resta pas dans l'intérieur de l'école : le concile de Latran s'en occupa. Ce concile commencé en 1512, sous Jules II, fut achevé, en 1517, sous Léon X. On y proposa de faire un décret relatif aux monts-de-piété. Après un mûr examen, le concile autorisa ces établissements.

La constitution qui les concerne renferme, en peu de mots, les objections, les réponses et la décision. On peut la diviser en quatre parties.

Dans la première, Léon X expose la discussion née à l'occasion des monts-de-piété. « Nous savons, dit-il, qu'il s'est élevé autrefois, parmi les théologiens et les docteurs, une dispute très-vive qui a excité le scandale et les murmures des peuples, et que l'on vient de renouveler, de nos jours, à l'occasion des secours que fournissent les monts-de-piété établis dans plusieurs villes de l'Italie pour secourir l'indigent et le tirer des abîmes de l'usure. »

Le cri des peuples forçait ainsi la papauté de venir à leur aide et de calmer l'irritation produite par les sottes discussions des gens d'église, qui rançonnaient les pauvres et déclaraient *ex cathedra* bien et dûment convaincus d'hérésie ceux qui cherchaient à apporter un remède à la misère.

La seconde partie de la constitution renferme les motifs allégués par les adversaires des monts-de-piété. Quelques docteurs ont prétendu que ces monts n'étaient pas permis, parce que l'on y exigeait quelque chose au delà du capital ou de la somme prêtée, ce qui leur imprimait une tache d'usure, puisque, suivant le témoignage de saint Luc, Jésus-

Christ a clairement défendu d'espérer dans le prêt aucun profit au delà du capital. Voici, en effet, la véritable notion de l'usure, « c'est d'exiger sans travail, sans dépense, *sans péril*, un profit de l'usage d'une chose stérile de sa nature ¹ et qui est consumée par l'emploi qu'en fait celui à qui elle a été donnée en prêt. » On ne contestait pas ces principes, mais l'application qu'en faisaient les docteurs opposants.

Le décret répond ensuite aux objections.... Beaucoup de théologiens et de docteurs, y est-il dit, soit dans leurs écrits, soit dans les chaires de théologie et de droit, réclamaient pour un établissement si utile et si nécessaire à l'Etat, pourvu qu'on n'y espérât et qu'on n'y exigeât rien en vertu du prêt. Ils soutenaient que ces monts ne pouvaient retenir aucun gain du prêt, mais qu'il leur était permis, pour le paiement des employés et les frais nécessaires, de prendre, en outre du capital, un droit modique de ceux qui empruntaient, puisque, suivant une règle de droit, celui qui retire un avantage doit supporter les frais nécessaires pour le lui procurer ².

Le pape termine en louant les premiers de leur amour pour la justice et de leur haine contre l'usure; les seconds de leur piété et de leur amour de la vérité et des pauvres; les uns et les autres de leur zèle; et persuadé, dit-il, « que les monts-de-piété contribuent à la paix et à la tranquillité du monde chrétien, nous déclarons et décidons avec l'approbation du concile que les monts-de-piété où l'on reçoit quelque chose de modique pour l'entretien des officiers et pour les dépenses inévitables, afin de faire subsister ces sortes d'établissements, sans que les monts puissent en tirer aucun profit au delà de ce qui est précisément nécessaire pour

¹ La stérilité de l'argent admise par tous les adversaires du prêt à intérêt, est une erreur radicale. Tout capital, c'est-à-dire tout travail accumulé, et notamment le capital-monnaie constitue un instrument de travail dont la possession permet à l'emprunteur de produire. Le capital-monnaie n'est pas plus stérile que le sol; ni l'un ni l'autre ne produisent que par le travail. Or, le propriétaire du capital-monnaie se prive, par le fait du prêt, du profit qu'il eût pu en tirer en l'employant; comme le propriétaire du fonds de terre renonce par la cession temporaire qu'il en fait au produit que lui eût donné la culture. Le loyer de l'argent est donc aussi légitime que le loyer de la terre. Si généralement il est plus cher, c'est que le risque que court le prêteur est plus grand que celui couru par le propriétaire du fonds.

² *Onus incumbit ei cui prodest*. De ce principe, emprunté au droit romain, découle la légitimité du prêt à intérêt, dans tout état de choses. En effet, indépendamment du risque que court le prêteur de perdre son capital et, par conséquent, de la prime d'assurance qu'il est toujours en droit d'exiger, le fait seul qu'il se prive momentanément du capital, alors même qu'il ne constituerait pas pour lui un dommage résultant du fait de l'emprunteur, lui est préjudiciable en ce qu'il est cause de la perte d'un bénéfice possible résultant de l'emploi dudit capital soit dans le commerce ou l'industrie, soit à l'achat d'un fonds de terre ou de toute autre valeur, soit à son usage particulier. Il est donc toujours onéreux, et la maxime théologique : *lucrum cessans, damnum emergens*, comme règle du contrat de prêt à intérêt, est un non-sens.

les dédommager des dépenses qu'ils font en prêtant, n'ont nulle occasion de pécher et ne sont point usuraires; qu'au contraire, ils sont méritoires et dignes d'éloges et que les prédicateurs peuvent les présenter comme des monuments de la piété et de la charité des fidèles. » Il défend ensuite d'enseigner le contraire.

Ainsi le concile de Latran fut entièrement favorable aux monts-de-piété. Il les approuva formellement avec cette réserve, qu'ils ne pouvaient exiger d'intérêt que pour couvrir les frais d'administration ¹.

De là, Tournely ² et Concina concluent que, pour être licites, les monts-de-piété doivent remplir les trois conditions suivantes : 1° L'argent doit être prêté aux pauvres jusqu'à concurrence d'une certaine somme remboursable dans un temps déterminé à l'avance; 2° un gage doit être donné en garantie par l'emprunteur; 3° ce gage peut être vendu par le mont-de-piété, si la somme prêtée n'est pas remboursée. Le mont retient sur le prix de la vente ce qui lui est dû et remet le surplus au déposant, ou, si celui-ci ne se retrouve pas, aux pauvres. Roncaglia est d'avis que le mont-de-piété peut s'attribuer à lui-même le surplus de la valeur du gage, dans le cas de non réclamation de l'emprunteur. Concina l'admet également, si le mont-de-piété est pauvre et s'il se trouve gêné par suite de ses prêts charitables. Dans des circonstances semblables, Sixte V et Clément X ont autorisé des monts-de-piété à s'attribuer le boni.

Pasqual, dans Concina, rapporte des lettres de Paul III, permettant à ceux qui prêtent aux monts-de-piété des capitaux oisifs, à en retirer un intérêt annuel; mais Ballerinus prétend que ces lettres sont apocryphes. Concina cite d'autres lettres de Jules III, en date du 8 janvier 1555, et de Pie IV qui accordent le droit de prélever un intérêt de leur argent aux personnes qui prêtent aux monts-de-piété, par amour des pauvres, lorsque ces personnes ont un autre placement immédiat et lucratif. Le même théologien rapporte une bulle d'excommunication de Léon X contre ceux qui combattent publiquement les monts-de-piété. Cette bulle se trouve dans Médina ³ et le tome IV des Conciles. Au reste, il est hors de doute que le placement à intérêt dans les monts-de-piété a été reconnu comme très-licite. Dans ces établissements, le bailleur de fonds pouvait les retirer à volonté, et il lui était payé un intérêt proportionnel à la durée du prêt; dans d'autres, les fonds restaient dans l'établissement qui payait au prêteur une rente qui passait à ses héritiers. Dans le premier cas, le mont-de-piété était appelé *redimibilis* ou *vacabilis*; dans le second cas, *irredimibilis* ou *non vacabilis*.

¹ *Histoire Ecclésiastique, pour servir de continuation à celle de Fleury*, tome XXV, page 377.

² *Cours de théologie*, tome I, page 524.

³ *De usuris*, quest. 1, art. 6.

Nonobstant les décisions que nous venons d'emprunter aux théologiens, Soto soutient que les monts-de-piété ne peuvent prêter à intérêt, et il se fonde sur ceci, que Cajetan qui assistait au concile de Latran, a soutenu cette thèse et combattu la doctrine contraire, preuve, dit-il, qu'elle est fausse. Soto n'a pas remarqué que Cajetan écrivit son opuscule en 1498¹ et que le concile a statué en 1515. Quoi qu'il en soit, le concile de Trente, dans sa XVII^e session, leva toute espèce de doute en rangeant les monts-de-piété dans la classe des lieux pieux. *Hospitalia, collegia quæcumque ac confraternitates laicorum... eleemosynas montis pietatis sive charitatis et pia loca omnia*, etc.² Il donna aux évêques le droit de les visiter et de les surveiller.

En 1519, Turin établit un mont-de-piété. Rome, ce paradis des Juifs, fut longtemps avant d'en posséder³. C'est en 1539 seulement, que Jean Calvo, de l'ordre des Frères mineurs, y forma une société de personnes charitables qui recueillirent des fonds pour ouvrir un mont-

¹ Vio Cajetan, *Opusculum de monte pietatis, tractatus tractatum*, tome VI, Venise 1584.

² *Concilium Tridentinum*, cop. 8.

³ En dehors du mont-de-piété romain, les papes créèrent, sous le titre de monts, divers établissements financiers pour leur utilité particulière. Clément VII, érigea le mont dit de la Foi — *Fidei* — ainsi que cela résulte de la constitution *Illius qui veritas est*, datée du 14 novembre 1526. Cette constitution pourvoit à la fondation d'une douane pour les marchandises, *Dohannam mercium* — dite de Saint-Eustache de Urbe, etc. Les fonds produisaient une rente perpétuelle de 10 % payable par douzièmes. Les religieux de tous ordres étaient autorisés à placer de l'argent sur ce mont et les rentes étaient insaisissables, mais avec faculté d'être transmises à des personnes qui ne pouvaient pas hériter et même à des enfants illégitimes, sans qu'il fût besoin de la permission des supérieurs. — Grégor. Tolos. lib. 13 *De Republ.* cap. 16, num. 10.

Paul IV fonda, pour la durée de neuf ans seulement, par la constitution *Superioribus*, le mont *Novendinaxis*, en capital de 180,000 écus; chaque écu produisait dix jules. Pie V augmenta le capital par la constitution *Cum felicis recordationis*, etc., et réduisit l'intérêt à 7 %. Ces pontifes permirent aussi à tous les religieux de placer leurs fonds à ce mont et d'en disposer en faveur des enfants illégitimes. Les fonds étaient insaisissables, nonobstant toutes condamnations.

Le mont *Aluminarius*, institué pour le commerce de l'elna, fut établi par Paul IV par sa constitution *Ea fuit*, etc., d'abord pour douze ans; un ducat et un tiers produisait dix cartoni par an, soit 12 %, à payer par ceux qui lui empruntaient de l'argent. Il fut confirmé par Grégoire XIII et rendu perpétuel; l'intérêt fut réduit à 5 %.

Deux monts furent érigés à Avignon. Sous le prétexte de rénnir des fonds contre les hérétiques, Pie V, fonda, par la constitution *Ad universalis*, etc., en 1563, un mont de premiers secours ayant pour fonds la somme de 230,000 écus sur les rentrées de la chambre apostolique, à l'intérêt de 12 %, accordant aux prêtres réguliers et séculiers les mêmes privilèges que ceux concédés pour le mont de la foi. Dans le même but et avec les mêmes avantages, il institua un second mont par sa constitution *Onerorum*, etc.

Pie IV établit à Rome le mont *gabella*, par la constitution *Cum sicut*, etc. L'intérêt fixé à 11 % fut réduit à 5 % par Grégoire XIII.

En 1571, Pie V, par la constitution *Sacro huic loco*, etc., fonda le mont de la Religion — *mons Religiosis* — produisant 7 1/2 % d'intérêt. La guerre des Turcs y donna lieu. Les

de-piété. Cette même année, Paul III le sanctionna. Pie IV confirma ses privilèges, en 1561. Son neveu, le cardinal Charles Borromée, archevêque de Milan, en corrigea les statuts, en 1584, et, dit un historien, « il leur donna ce degré de sagesse et de perfection qui ont rendu ce mont-de-piété si florissant, que non-seulement il est utile aux commerçants et aux pauvres ; mais c'est une source où des ministres, des grands seigneurs et même des princes n'ont pas dédaigné de puiser en y portant des effets et des bijoux précieux ¹. » Le gouvernement pontifical lui-même y eut recours. *Anche i principi stranieri e l'erario stesso provarono i benefici effetti del monte, dal qual furono largamente sovvenuti ne' bisogni* ². D'où il est permis de penser que si le mont-de-piété fut tardivement établi à Rome, ce n'était pas parce que son utilité ne s'y était pas fait sentir.

ecclésiastiques obtinrent la permission d'y apporter des fonds sans être autorisés à disposer en faveur des enfants illégitimes.

La même année, Pie V, par sa constitution 142, *Cum perturbatissima*, etc., établit le mont de la sainte alliance, produisant 10 1/2 % d'intérêt.

En 1550, Jules III, par la constitution *Ad pastoralis*, etc., créa le mont *Julii*, à Rome, pour aider le roi de France contre les hérétiques, avec un capital de 200,000 écus, au taux de 12 %. En 1560, Pie V abaissa l'intérêt à 10 %.

Ce dernier pape, par la constitution *Cum simul accepimus*, etc., établit encore un autre mont à Rome, avec 26,500 écus fournis par le collège des Proxénètes.

Le mont des Provinces fut érigé en 1576 par Grégoire XIII, par la constitution *Pro paterna*, avec des intérêts à 6 1/2 p. % pour éteindre l'impôt prélevé sur la chair de porc.

Sixte-Quint fonda quatre monts : 1° par la constitution *Multa et gravis*, etc., le mont du Pain, au capital de 300,000 écus, produisant 5 1/4 p. % d'intérêt ; avec les privilèges concédés aux monts dont nous avons parlé, et notamment le droit pour les prêtres réguliers et séculiers de disposer, par testament, en faveur des enfants illégitimes ; 2° par la constitution *Volentes*, etc., le mont *Césarin*, avec un fonds de 100,000 écus, produisant 5 1/2 p. % d'intérêt, afin d'amortir les dettes de Giuliano Cesarini, dont il avait été nommé tuteur et curateur, alors qu'il était cardinal ; 3° par la constitution 67, un mont qui porte son nom, avec un capital de 500,000 écus à 10 p. % d'intérêt ; 4° le mont *Camerariatus*, en 1587, à l'intérêt de 10 p. %, par la constitution *Non secur*, etc.

La plupart de ces établissements n'eurent pour objet que de couvrir de honteux abus ; aussi furent-ils une cause de scandale dans l'Eglise. — Voir Beyerlinck, *Magnum theatrum vite humanæ*, in-fol., Colon. Agrippin. 1634, t. V, p. 601-602.

« On voit, dit Jean Marquart, beaucoup de personnes qui placent leur argent dans ces monts, non-seulement avec la certitude d'en retirer un gain, mais encore de jouir d'un grand nombre de privilèges. Ainsi, il y a à Rome des gens qui vivent dans l'oisiveté et la mollesse au moyen des revenus de ces monts, ce qui est détestable. Les hommes les plus méprisables qui peuvent se procurer, par un moyen quelconque, de l'argent, se hâtent de le porter aux monts afin de se créer des ressources et de passer le reste de leur vie dans la paresse comme de vils animaux. » *Tractatus politico-juridicus de jure mercatorum* ; lib. IV, c. 4, *De usuraria gravitate*. Francfort, 1662.

¹ Cerretti, *Hist. des monts-de-piété*, page 51.

² Morichini, *Degli istituti di pubblica carità in Roma*, p. 176.

Un bref de Grégoire XIII, en date du 1^{er} octobre 1584, enjoignit de verser dans la caisse du mont-de-piété les dépôts judiciaires excédant cinq écus; disposition renouvelée en 1593 et en 1602 par Clément VIII et qui, en augmentant le capital de l'établissement, lui permit de prêter des sommes considérables.

Sixte V, en 1586, autorisa une archiconfraternité du mont-de-piété, et accorda, à titre de jetons de présence, les indulgences suivantes :

1^o Une indulgence plénière au moment où les archiconfrères entraient dans la compagnie, aux fêtes de Noël et de la Nativité, et à l'article de la mort; 2^o une indulgence de quinze ans pour assistance à la procession qui se faisait, à l'octave desdites fêtes dans la chapelle du Mont; 3^o une indulgence de trois ans et trois quarantaines pour chaque assistance à la congrégation, aux opérations de prêt et de vente, au convoi d'un archiconfrère et pour visite à un malade. De plus, le mardi de la Pentecôte, jour où on célébrait la fête de l'archiconfraternité, ceux des frères qui, s'étant confessés et ayant communie dévotement, visitaient la chapelle du Mont, obtenaient toutes les indulgences accordées à ceux qui visitaient la chapelle *Ad sancta sanctorum* à Rome.

Si ces à-comptes sur les peines du purgatoire étaient un motif suffisant pour exciter le zèle des archiconfrères, il est à regretter que de telles indulgences ne soient plus accordées de nos jours aux membres des conseils d'administration. Il y aurait tout profit pour les administrés dans ce monde et pour les administrateurs dans l'autre.

Pie IV avait autorisé les monts-de-piété à recevoir, à titre de dépôt, des fonds appartenant à des particuliers. Les usuriers profitèrent de cette autorisation pour y apporter leur argent. Pour remédier à cet abus, Grégoire XIII décida que le mont-de-piété ne recevrait plus d'argent à intérêt qu'au taux de quatre pour cent par an. Les Juifs prirent alors le parti de déposer au mont-de-piété des nantissements qu'ils avaient reçus pour leur compte, et des brocanteurs s'emparèrent des ventes; ce qui donna lieu à un arrêté du cardinal Aldobrandino, camerlingue de la sainte Eglise et protecteur du mont. Cet arrêté, en date de 1603, offre quelque intérêt en ce qu'il révèle des désordres que nous avons été à même de constater dans la plupart des banques de prêt sur nantissement, triste confirmation de l'axiome du livre de la Sagesse : *Nil novi sub sole*.

« Ayant appris, dit Aldobrandino, que certains Juifs engagent furtivement au mont-de-piété, contrairement à l'objet de cette sainte institution, qui est de venir en aide aux chrétiens nécessiteux seulement, et, en outre, que ces mêmes Juifs ainsi que les revendeurs, brocanteurs et autres individus se portent enchérisseurs aux ventes du mont-de-piété, et s'entendent et s'accordent secrètement entre eux pour en partager les

profits ; qu'à cet effet , ils tiennent les enchères basses au préjudice des personnes dont les nantissements sont vendus , et que , non contents de cette fourberie , ils éloignent d'autres personnes des ventes , en poussant les enchères jusqu'à ce que les objets leur soient adjugés , sauf à ne pas les retirer et à perdre les arrhes , afin que lesdites personnes ne puissent les acheter.

» Voulant prévenir ces extorsions , fraudes et délits , nous arrêtons que les Juifs devront , dans les dix jours , faire connaître les nantissements déposés par eux ou par autrui pour eux , au mont-de-piété. Si , à l'avenir , de tels engagements sont effectués , les nantissements seront confisqués et les Juifs seront passibles , en outre , d'une amende de cinquante écus pour chaque article déposé et d'une peine corporelle , si le juge du mont-de-piété le trouve convenable.

» Nous défendons aux Juifs , revendeurs , brocanteurs et à tous autres qui assistent aux ventes des monts-de-piété , relativement aux objets d'une valeur au-dessous de douze écus , de traiter et de s'entendre soit publiquement , soit en secret , pour acheter lesdits objets à perte ou à profit commun ; chacun ne pourra agir que seul et pour son propre compte. Relativement aux objets d'une valeur supérieure à douze écus et jusqu'à vingt-cinq écus , ils pourront s'associer deux ; au-dessus de vingt-cinq écus , trois. Ils le feront publiquement et donneront à un seul le soin de suivre les enchères ; autrement , ils seront soumis aux peines portées ci-dessus , alors même qu'ils ne se rendraient pas adjudicataires. »

Le paragraphe suivant donne une idée des scènes de désordre qui se passaient dans la salle des ventes et en faisaient un véritable pandémonium. Nous craindrions d'en atténuer l'expression en traduisant. Voici le texte original.

« Che nessuno ardisca d'ingiuriare , bravare , far occhiate torte , mozzicarsi il dito , ne in qualsivoglia modo minacciare o beffare quelli che offeriscono a tali incanti ; ne meno far rumore , bravare , dare urtoni , spintoni , ne far a' pugni , questione , dire ingiurie , beffe o villanie , ne tam poco gridare , bravare , ingiuriare , o beffare in fatti , ne in parole li nostri offizziali che giornalmente assistono e pro tempore assisteranno a detti incanti , subastazioni e vendite de' pegni , ne anco ardiscano di bestemmia , maledire Iddio , Cristo , la Vergine santissima , li santi o sante , sotto pena di non poter piu offerire a tali incanti , di tre tratti di corda , da darseli ipso facto , ed anco della frusta , berlina , galera ed altre pene corporali e pecuniarie a nostro arbitrio ¹. »

¹ Bolle e privilegi del sacro moote della pieta di Roma , p. 83. — Bando coontro gli ebrei che impegnano al sacro moote della pieta et coontro gli offerenti alle vendite de' pegni , etc.

Le mont-de-piété fut longtemps sans avoir des bâtiments à lui pour déposer les nantissements. Charles Borromée y consacra, dit-on, son palais; plus tard on loua des maisons particulières. Enfin Sixte V acheta, moyennant sept mille écus, un local dans la rue des Coronari, qui en a retenu le nom de *Monte Vecchio*. Clément VIII, vu l'accroissement des opérations, transporta le mont sur la place S. Martinello, qui s'appela del Monte di Pietà. C'est là qu'il se trouve encore aujourd'hui. Une magnifique chapelle, enrichie de marbre et de sculptures y fut construite pour l'archiconfraternité ¹.

Le mont-de-piété romain fut organisé sur des bases qui servirent plus tard de modèle à d'autres établissements, mais il n'en est pas, en Italie, qui ait atteint le degré de splendeur dont il brilla jusqu'à l'époque de la révolution française. Dans les premiers temps de sa fondation, on exigeait des emprunteurs un très-modique intérêt. Plus tard, le prêt fut gratuit jusqu'à trente écus, et au-dessus de cette somme, l'intérêt était de deux p. % seulement ².

Le mont-de-piété de Bologne fut après celui de Rome, un des plus importants. Il se composait de six bureaux de prêt, dont le principal était dit Monte di S. Pietro ³. Les autres portaient le nom de S. Petronio, S. Domenico, S. Francesco, Santa Catterina da Bologna et S. Antonio abate. Les deux derniers méritent une mention particulière. Le mont de Sainte-Catherine fut créé en 1692, spécialement pour soutenir les fabriques où l'on travaillait la soie crue et tordue, et venir en aide aux maîtrises et aux filatures. Jusque-là, on n'avait pas reçu de marchandises au mont-de-piété, conformément à la bulle de Jules II, qui en portait défense : *Teneretur (mons) mutuare pauperibus et egenis incolis civitatis Bononiæ, ad eum pro tempore recurrentibus, et non ludì aut negotiationis causa id petentibus.* » Le mont de Saint-Antoine fut ouvert en 1693, dans le but d'aider les fabricants et les ouvriers qui travaillaient le chanvre qui était alors et est encore aujourd'hui le produit le plus considérable de la province de Bologne. Le but que l'on s'était proposé en fondant ces utiles établissements, était de permettre aux fabricants de ne pas vendre à perte leurs marchandises dans des moments de gêne et de leur donner les moyens de faire de nouveaux achats. *Il fine de' quali è di prestar danari su queste spezie di roba, affincbe i poveri artisti affrettati da' creditori, non siano astretti ad affogarne la vendita con troppo loro discapito, o non vengano impediti dal farne nuova ricolta* ⁴.

En 1627, par une disposition testamentaire dont l'exécution devait

¹ Morichini, loc. cit. p. 178. — ² Id.

³ Sacco, *Dei monti di pietà in generale, del sacro monte di pietà della città di Bologna*, Dissertazioni due. 1775.

⁴ Lodovico-Antonio Muratori, *Della corita cristiana*, c. 35.

durer autant que le monde, *e così si debba servare sino che durerà il mondo*, le seigneur Torfanini, noble de Bologne, légua au mont-de-piété tous ses biens, à l'effet d'en employer les revenus, sauf mille livres qui devaient profiter à l'établissement, à doter, chaque année, des filles de douze ans au moins et de quarante ans au plus. La dot était de six cents livres; pour y avoir droit, il fallait réunir les conditions suivantes :

1° Être née de légitime mariage de parents originaires de Bologne et y demeurant;

2° Être de bonnes vie et mœurs, ainsi que ses parents;

3° Présenter une attestation du curé de la paroisse, constatant la fréquentation des sacrements;

4° Produire la preuve de sa pauvreté;

5° Se marier ou entrer en religion en faisant des vœux perpétuels.

Le seigneur Torfanini, très-sévère à l'endroit des mœurs, avait imaginé de faire visiter les filles, avant leur mariage, par des experts-hommes désignés par l'illustrissime congrégation. « *Ne potranno conseguire la dote suddetta quelle zitelle che dopo elette e prima di prender stato o nel secolo o nel Signore, facessero vita disonesta; perlocche prima di maritarsi dovranno essere visitate da' Signori assonti da destinarsi dall' illustrissima congregatione* '... » Cette formalité n'était pas exigée pour entrer en religion. Il paraît même que l'on n'était pas toujours très-scrupuleux dans le choix des rosières bolonaises; car, le 5 mai 1674, le cardinal Boncompagno fulmina une excommunication majeure contre les administrateurs qui s'abandonnaient à un laisser-aller peu en harmonie avec les intentions du testateur. « *Avendo noi avuta notizia che la pia volonta del gia nobil' uomo Giovanni Torfanini circa le doti solite dispensarsi par li signori presidenti del sagra monte di pieta, erede del medesimo Torfanini, qualche volta resta violata con molte fraudi da mediatori che s'interpongono ad impetrarle e comunicandole ad altre donzelle non elette ed incapaci*, perlocche comandiamo che tutte e singole le suddette cose sieno osservate, sotto pena della scomunica maggiore ²... »

Si les monts-de-piété s'étendirent rapidement en Italie, ce ne fut pas sans rencontrer des obstacles sérieux. Dumoulin les a longuement énumérés. Le lecteur a pu remarquer que nous citons volontiers les textes originaux. C'est que le texte donne aux idées une vigueur, une expression que l'on chercherait en vain dans l'analyse la plus exacte, toujours froide et incolore. Le texte, c'est la pensée vivante, passionnée, le reflet de l'âme avec ses clartés et ses ombres, c'est, de la main d'un maître,

¹ Bolle, Brevi e provvigioni per il governo del sagra monte di pieta di Bologna, p. 48. 1726.

² Loc. citat. page 46 et 47.

le tableau d'une époque, et nul mieux que Dumoulin n'a peint la situation que nous voulons exposer. Après avoir rapporté des décisions de théologiens, qui interdisent même le plus léger intérêt comme usuraire, il ajoute :

« Quant à l'opposite erreur, les livres des docteurs en redondent, tellement qu'il y a plusieurs conseils, même des plus doctes et fameux d'entre eux sur les traités, statuts et pactions faits par le marquis de Mantoue et autres seigneurs d'Italie, chacun en son détroit, avec les Juifs, par lesquels traités, moyennant certain gros tribut qu'ils en prennent, permettent auxdits Juifs prêter à usure à leurs sujets, et d'en tenir banque publique, non-seulement d'usure, mais aussi d'usure d'usure et icelles usures, et usures d'usures exercer et exiger. Et savez-vous à quelle quantité? C'est (comme ils récitent) jusqu'à la somme de six deniers pour livre par ehacon mois. Et plus, permettent aux créanciers stipuler pareilles usures desdites usures à commencer à courir de terme en terme qui est après ehaque mois. Et eneore d'être, dès le commencement du prêt, saisis de bons gages exploitables, montant non-seulement jusqu'à la valeur du sort prinicipal, mais aussi eneore autant et plus que pourront monter les usures, et les usures d'icelles jusques au temps auquel est promis rendre et payer le sort avec lesdites usures et usures d'icelles, et permis au créancier de vendre pour ce lesdits gages. Et au cas que lesdits créanciers se veuillent contenter de simple hypothèque spéciale et générale des biens du débiteur, sans être saisis de gages, leur permettent prendre, pour ehacon mois, huit deniers pour livre, avec usure d'usure, à même raison et avec paction de pouvoir par le créancier faire vendre à son plaisir les biens immeubles du débiteur, de trois mois en trois mois, si le débiteur demeure seulement en trois mois d'arrérages de payer lesdites usures et usures d'icelles.

» N'est-ce pas la plus exécrable et débordée usure qu'il est possible de penser? Car, au premier cas, ce sont deux centésimes et demie continuellement eourantes dès le commencement du prêt qui doublent le sort prinicipal en trois ans et quatre mois (30 p. $\frac{1}{2}$). Et outre qu'il y a usure d'usure commençant à eourir et à multiplier de mois en mois, qui fait que les deux usures seront bien plutôt égales au sort principal. Qui en voudra savoir promptement le calcul, recoure, si bon lui semble, à l'arithmétique de frère Jean de L'Hortie, Espagnol, de l'ordre mendicant de Saint-Dominique, où il diseute sérieusement et figure plusieurs tels exemples comme fréquents en pratique, et montre que lesdits abus ont été et sont semblablement pratiqués et tolérés en Espagne. Et néanmoins cependant ledit créancier est saisi de beaucoup plus pour se payer par ses mains tant des deux usures que du sort au bout du terme.

» Et au second cas, courent dès le commencement du prêt, trois centésimes avec la tierce-partie d'une centésime qui doublent le sort

principal en deux ans et demi (40 p. $\frac{1}{2}$); et de mois en mois commence à courir et provigner pareille usure d'usure, qui fait bien plutôt doubler le sort principal. Et néanmoins peut le créancier faire vendre les immeubles du débiteur de trois mois en trois mois, par faute de payer les arrérages de l'usure, et de l'usure de l'usure. Qui n'auroit horreur de cela?

» Et néanmoins il a été ainsi fait et pratiqué par toute l'Italie, sinon que les seigneurs ou tyrans ne l'ont pas voulu permettre communément aux particuliers; mais seulement comme si la prohibition d'usure étoit une illusion de peuple et une vraie retz pour faire tomber les deniers du peuple au fisc des seigneurs, comme non sujets à ladite prohibition, et la pouvant relâcher, moyennant gros butin, à qui leur plaît; mais dis-je donc seulement à ceux (comme aux Juifs) avec lesquels ils ont fait tel cruel monopole, pour manger et détruire les pauvres sujets.

» Et pour plus autoriser leurs dits monopoles, et obvier au scandale et murmure du monde, par prétexte de religion, les ont fait confirmer par les papes qui ne l'ont pas fait sans avoir partie du butin.

» Vu lesquels statuts et pactions, bulles confirmatives des papes, procès fulminés sur icelles par les évêques exécuteurs d'icelles, qui avoient aussi eu leurs épices, lesdits docteurs esdits lieux, après longues et laborieuses disputations, concluent que c'est chose licite que lesdits statuts et pactions valent et obligent; que lesdits seigneurs ne les peuvent plus révoquer, ni modérer lesdites usures. Et n'ont eu honte de dire et dogmatiser que le pape a puissance de faire que péché ne soit pas péché.

» Et outre ont ajouté que combien qu'en certaine telle paction ou permission faite entre les seigneurs et les Juifs, n'ait été dit et exprimé que lesdits Juifs puissent stipuler et exiger pareilles usures d'usures; néanmoins cela s'entend avoir été permis, comme s'il étoit exprès ès articles desdits statuts, attendu que la coutume est telle communément en Italie, de permettre par les statuts telles usures avec pareilles usures d'usures. O captivité misérable où le monde est tombé par ses péchés aveuglé, ayant ignoré et en ignorant méprisé nos dites lois. Et est chose abominable que non-seulement les papes ont approuvé et autorisé tels abus et monopoles contre tout droit divin et humain, et contre le saint concile de Nice, mais aussi eux-mêmes les ont pratiqués et exercés en leur nom et à leur profit, tant par eux que par leurs légats ou vicaires et instituteurs, comme il appert à Rome et à Avignon. Encore aujourd'hui le pratiquent plusieurs seigneurs en Espagne, ne voulant imiter l'exemple de Philippe Auguste et autres rois de France qui n'ont voulu souffrir tels abus, ni faire profit de telle ordure et expilation de leurs sujets, et, pour cette cause, en ont chassé les Juifs.

» Pour auxquels abus aucunement obvier et rédimier les pauvres des-

dites intolérables usures des Juifs, avec lesquels à l'exploitation du peuple colludoient lesdits seigneurs d'Italie, princes déloyaux, compagnons des larrons, comme dit Isaïe; aucuns particuliers, gens de bien, mus de pitié, ont érigé en plusieurs lieux d'Italie comme une fondation assemblée de plusieurs aumônes, appelée mont-de-piété, parce que cela est député à l'usage des pauvres, sous la garde de certains gens de bien à ce élus, pour de la pécune et du fonds dudit mont faire prêt aux pauvres et indigents, selon leur qualité et capacité dudit mont, jusques à un certain, bon et compétent terme, et sous quelque gage et sûreté de rendre le sort principal avec profit d'un denier pour livre par chacun mois. Mais quoi? Cette tant sainte et louable fondation n'a pas été sans cavillateurs et diffamateurs, non plus que nos dites lois; car se sont trouvés aucuns tant ineptes et prépostérement scrupuleux théologastres qu'ils l'ont reprise de vice et pravité usuraire. Entre autres, maître Thomas de Vio Cajetan, depuis cardinal fameux, en son traité *De monte pietatis*, lequel, après en avoir fort longuement et angoisseusement disputé, finalement conclut être chose usuraire, illicite et inexcusable en conscience, nonobstant quelconque approbation de supérieur. Voilà d'autre part la chance retournée à ladite première opposée et erronée superstition. Mais nous disons que tant s'en faut que ladite fondation et institution soit illicite et contienne aucun vice, que c'est chose sainte, louable et acte de charité; car combien qu'il y ait vraie et formelle usure, vu qu'il y a prêt formel dont le sort se peut répéter avec l'usure, toutefois ladite usure n'est aucunement contre le droit divin; car ce n'est pas une morsure, comme la sainte Ecriture appelle l'usure, en hébreu NESCHECH, c'est-à-dire mort ou morsure, ains c'est une bénéfice miséricordieuse. Davantage, ladite usure n'est pas pour le profit de celui qui prête, ains pour le profit des pauvres; c'est à savoir pour entretenir les gardes, ministres et autres frais pour la conservation du fonds à l'usage de tous autres pauvres présents et à venir. Et quant au droit civil et politique, ladite usure n'est qu'au denier vingt, qui est si légère et modérée qu'elle a été louée même par les satyriques (Perse, Satyr. v).

» Vrai est que l'Ecriture sainte est pleine de passages prohibitifs de l'usure, mais ils s'entendent de l'usure qui offense la charité, soit par l'excès des limites de loi ou ordonnance publique modérée, soit dans lesdites limites, envers ceux auxquels convient aumône ou prêt gratuit, ou en abusant autrement. Aussi tous lesdits passages usent de termes signifant morsure ou dol, fraude, détriment, dommage, imposture ou déception. Par quoi, les contrats modérés même de l'usage ou louage de la pécune nécessaire en la vie civile, ne sont prohibés par la sainte Ecriture entre ceux auxquels est licite négocier. Laquelle chose ignorant plusieurs indoctes scribeurs et prescheurs, non-seulement ont

fait injure à nosdites lois civiles qu'ils ont follement arguées d'impiété, non-seulement ont détourné et injurié plusieurs qui loyaument eussent subvenu ou ont subvenu aux indigents, mais aussi ont induit et provoqué plusieurs debtors à être ingrats, déloyaux, injurieux et calomniateurs envers leurs créanciers, et à tomber es-vices et scandales que l'Ecclesiastique (ch. XXIX) reprend es debtors ingrats et déloyaux ¹. »

Les Lombards chassés d'Angleterre, persécutés en France, avaient trouvé dans la Flandre une tolérance due, sans doute, en partie, au régime de liberté relative dont jouissait cette contrée, et qui leur permit d'y fonder des établissements moins précaires. Les bénéfices que les princes retirèrent de leurs opérations ne furent pas non plus étrangers à la protection qu'ils leur accordèrent ². Aussi est-ce là que nous les retrouvons lorsqu'ils ont, en quelque sorte, disparu des autres contrées de l'Europe. Moins brillante, peut-être, qu'ailleurs, leur fortune y fut plus assurée, sans cependant qu'ils obtinssent une plus grande considération. Un dicton flamand les classe, avec les meuniers, les changeurs et les receveurs de l'impôt, parmi les quatre évangélistes de Lucifer :

Een Woekereer,
Een Meuleneer,
Een Wisselaar,
Een Tolleneer.

Zyn de vier evangelisten van Lucifer ³.

Mais les hommes d'argent se consolent facilement de l'honneur qu'ils n'ont pas, avec les profits que les écus leur rapportent.

Rien de plus humiliant que la position faite aux Lombards dans les Pays-Bas. Dans certaines localités, l'autorité ecclésiastique faisait proclamer, deux fois par an, et, dans d'autres, tous les dimanches, les usuriers publics au ban de l'Eglise ⁴. Leurs dons étaient rejetés comme méprisables ⁵. Il ne leur était pas permis d'assister aux offices ⁶, ni de recevoir les sacrements. On leur refusait la sépulture religieuse.

Ils étaient obligés d'indiquer par un signe extérieur l'exercice de leur profession. — Une fois reconnus et nommés par l'autorité civile, ils ne pouvaient transmettre leur table qu'avec son consentement. — Ils étaient tenus de conserver les gages pendant un an et un jour, de les vendre publiquement et de restituer le boni à l'emprunteur. — Si celui-ci ne savait ni lire, ni écrire, son nom et le montant du prêt étaient

¹ Dumoulin, *Somm. des contrats, usures, etc.*, n° 64 et suiv.

² Boshorn, *Dissert. de Trapezitis*, page 119.

³ Darings, *Belgisch museum*, part II.

⁴ Martens et Durand, *Thesaur. anecd.*, tome VII.

⁵ Synod. d'Ypres, en 1577.

⁶ Zypæus, *Juris Belgici*, etc.

indiqués sur un morceau de bois appelé *kerfstock*, que l'on coupait ensuite, et dont un des bouts lui était remis ¹.

Pendant un assez long temps les Lombards ne purent tester ; leurs biens étaient dévolus au fisc. En 1544, Charles-Quint changea cet état de choses. En autorisant Antoine Sucra et ses associés à établir un Lombard à Gand, il leur promit, fussent-ils *illégitimes* ou *bastards*, de ne réclamer aucun droit de main-morte, ou autre, sur les biens dont ils auraient disposé par testament et dans le cas où ils mourraient intestats, « Si ne pourrons, dit-il, semblablement rien demander, ains permettons que leursdicts biens soient convertiz selon la coustume du lieu dont ilz sont natifz, nonobstant quelconques droictz, usances et coustumes au contraire ². »

Le taux de l'intérêt perçu par les Lombards a varié selon les époques. Jean Boucher en donne le tableau suivant ³ :

De 1499 à 1515.		130 p. $\frac{1}{2}$ %.
De 1515 à 1549.		68 $\frac{2}{3}$ p. $\frac{1}{2}$ %.
De 1549 à 1574.		43 $\frac{1}{3}$ p. $\frac{1}{2}$ %.
De 1575 à 1593.		32 $\frac{1}{2}$ p. $\frac{1}{2}$ %.

D'après Beyerlink, l'intérêt, fixé d'abord à 80 p. $\frac{1}{2}$ %, fut progressivement réduit à 60 p. $\frac{1}{2}$ % et à 40 p. $\frac{1}{2}$ %. Suivant Boxhorn, le maximum eût été 60 p. $\frac{1}{2}$ % ⁴. Un document officiel, attribué à Ch. Cobergher, et publié en 1649, sous le titre de : *Déduction du present estat et disposition des affaires des monts de piété de pardeça*, indique que « les tenants-tables de prest, après avoir tiré premièrement à charge des empruntans intérêt de 66 pour cent par an, sont esté réduits successivement par le bon soin des princes desdits pays, à la modération de 55, 44 et 33 pour cent. »

Ainsi que l'observe M. de Decker, le taux de 130 p. $\frac{1}{2}$ %, mentionné par Jean Boucher, paraît exagéré, au moins quant à l'époque auquel il le rapporte. En France, à la fin du xv^e siècle, l'intérêt perçu par les Lombards était de 43 p. $\frac{1}{2}$ % environ, ainsi que nous l'avons vu par les lettres patentes données par Louis XI, en faveur des frères Painchena, en 1461. Dumoulin nous a appris que, vers le même temps, et dans les premières années du xvi^e siècle, l'intérêt ordinaire en Italie et en Espagne était de 30 p. $\frac{1}{2}$ % à 40 p. $\frac{1}{2}$ %. On peut conclure de là qu'il y a exagération dans l'affirmation de Boucher. Toutefois, si l'on considère la pratique des Lombards, il ne serait pas autant éloigné de la vérité

¹ De Decker, *Etudes historiques et critiques sur les monts-de-piété en Belgique*, introd.

² Archives de la ville de Gand, reg. B, fol. 220, r^o.

³ *L'Usure en Belgique*, liv. II, ch. IV.

⁴ *Magnum theatrum vitæ humanæ*. t. V, p. 602.

⁵ *Dissert. de Tropesitis*.

qu'on pourrait le croire. Ils ne prêtaient que pour une semaine, et si l'emprunteur engageait le samedi et dégageait le lundi suivant, il payait l'intérêt pour deux semaines, ce qui s'appelait un compte de *semaines rompues*¹. Ne voyons-nous pas les commissionnaires au mont-de-piété de Paris, dignes successeurs des Lombards, prendre 3 p. % pour une semaine comme pour une année? ce qui représente 156 p. % par an!

Les plaintes qui, de toutes parts, s'élevaient contre les usuriers ultramontains, déterminèrent Charles-Quint à les supprimer, en 1510, dans les provinces de par-deçà. Il les rétablit en 1538. Un acte du 13 août de cette année autorise Parenti di Pogio et ses complices à tenir à Gand une table de prêt pendant douze ans, à condition de ne prendre que deux gros au lieu de trois, en monnaie de Flandre. Dans le même acte, il renonce, en son nom et au nom de ses hoirs et successeurs, tant pour la garde de sa conscience que pour autres justes causes, à percevoir desdits Lombards aucune redevance annuelle. Cette autorisation, qui souleva de vives réclamations, fut confirmée par un édit du 4 octobre 1540; mais, en 1549, l'intérêt fut abaissé à 33 p. %.

Une nouvelle organisation du prêt sur gage pouvait seule améliorer la situation malheureuse des Pays-Bas. Déjà, le 15 août 1534, un prêtre flamand, Josse de Wulf, avait donné, sous forme de prêt, à la ville d'Ypres, la somme de quatre-vingts livres de gros, qu'il augmenta de vingt livres en 1535, pour former une bourse de prêt, *leenburse*, qui n'exigeait aucun intérêt des pauvres². En 1572, Gillis Van de Weghe rendit le même service à Bruges, et le mont de charité, *mons perfectæ charitatis*, possédait, en 1636, un capital de 10,079 livres de gros.

En 1585, l'Italien Sylvestre Scarini publia, à Douai, un *Discours sur les érections des monts-de-piété, qui, en ces Pays-Bas, pourroient estre dressez au grand soulagement des excessives usures que l'on y paie présentement à ceux communément appelés les Lombards*. La manière dont il se pose ne laisse pas que d'être originale. « Les seigneurs de quelques villes, lit-on à la première page, pourront, par quelques leurs députez, s'informer de Sylvestre Scarini, auteur et privilégié sur tels monts, des moyens d'assembler les deniers nécessaires à l'érection et entretenement desdits monts et accorder avec luy de les pouvoir pratiquer. » Pour faciliter tous rapports avec lui, il prévient que « quiconques voudront traiter avec l'auteur, pourront enquérir de luy ou envoyer leurs lettres en Anvers, à la rue ditte de Cammerstraet, aux Deux Cicognes, où ils seront adressez audict auteur. »

La pierre angulaire d'un établissement de prêt, c'est un capital pour les opérations. Scarini propose trois moyens pour le créer.

¹ Jean Boucher, *l'Usure ensevelie*, liv. II, ch. IV.

² Sanderus, *Fland. illust.*, t. II, lib. VI.

Le premier moyen, c'est une loterie ; il fixe à 12 florins le prix des actions. Des primes de 10 florins à 100 florins sont attribuées, par suite du tirage au sort, aux numéros gagnants ; mais elles ne sont payables qu'après six ans. Les porteurs des numéros gagnants, qui, à partir du jour où les primes devraient leur être délivrées, consentiraient à laisser pendant six ans leurs 100 florins au mont-de-piété, recevraient une rente de 50 florins. Cette rente pourrait augmenter d'un quart de deux ans en deux ans, si la somme n'est pas retirée, jusqu'à la concurrence de 50 autres florins ; de telle sorte qu'au bout de vingt ans chaque prime de 100 florins donnerait lieu à une rente d'égale somme.

Le second moyen consiste à créer des dots pour les jeunes filles. La femme enceinte verse dans la caisse du mont une somme, dont le minimum est fixé à une livre de gros, et reçoit une reconnaissance en échange. Si l'enfant dont elle accouche est un garçon, la somme est acquise à l'établissement. Si c'est une fille, celle-ci recevra, à l'âge de vingt ans, autant de fois cinquante florins que la mère aura versé de livres de gros. Si les parents viennent à mourir avant que la fille ait atteint sa vingtième année, le mont doit se charger, en cas d'indigence constatée, de l'éducation de l'enfant et lui faire apprendre un métier. Cette disposition avait été empruntée à des monts-de-piété italiens. « Il y a, dit Bodin, des monts-de-piété à Florence, Lucques, Sienne et autres villes, où celui qui a une fille, au jour de sa naissance, met cent écus au mont-de-piété, à la charge d'en recevoir mille pour la marier quand elle aura dix-huit ans. Si elle meurt auparavant, les cent écus sont acquis au mont. S'il met au mont-de-piété deux cents écus, la fille aura deux mille écus ¹. »

Le troisième moyen, c'est la tutelle des veuves et des orphelins. Le mont-de-piété s'engage à faire valoir leurs droits devant la justice, et à soutenir, à ses frais, les procès qu'ils peuvent avoir, à la condition qu'en cas de gain, le mont se conserve, pendant un temps déterminé, le capital, sauf à en payer l'intérêt aux orphelins et aux veuves.

Après avoir exposé les moyens de créer le capital nécessaire aux monts-de-piété, Scarini propose un plan d'organisation administrative. Son projet ne fut pas mis à exécution. Il en fut de même de celui qu'un autre Italien, il signor Scaramuchio, présenta, au dire de Boxhorn, comme une panacée contre les exactions des Lombards.

Le 27 septembre 1607, Bartholomé Masurel, bourgeois et manant de la ville de Lille, comparut devant Noël Bridoul et Herman Prévôt, notaires, et déclara donner, pour en jouir après sa mort et établir un mont-de-piété ou de charité, les terres, fiefs et maisons qu'il avait en ladite ville et châtellenie, rendant, en revenus annuels, plus de cinq

¹ De la République, liv. vi.

mille livres parisis, à la condition que la ville fournirait une maison accommodée à l'usage du mont-de-piété. Le prêt devait être absolument gratuit; seulement les administrateurs seraient tenus à toujours toutes et quantes fois qu'ils délivreraient aucuns deniers du dit mont, soit à l'engagement ou après la vente des parties engagées, ensemble à la restitution d'icelles, dire à ceux qui en profiteraient : Loucz Dieu et priez pour l'âme de Bartholomé Masurel, fondateur, et celles de ses prédécesseurs et successeurs.

Le 23 octobre 1609, Masurel fit abandon de l'objet de sa donation, moyennant une rente viagère de 4,250 florins, et le mont-de-piété commença ses opérations, en 1610, sous l'autorité du magistrat de la ville ¹.

Les monts d'Ypres, de Bruges et de Lille prêtaient gratuitement; ils eurent ce caractère commun à plusieurs monts-de-piété italiens, ce qui les distingua des monts-de-piété flamands, qui se rapprochèrent beaucoup plus des banques tenues par les Lombards que des monts-de-piété proprement dits.

A la fin du xvi^e siècle, les Pays-Bas se trouvaient, au point de vue financier, dans une situation critique. « La noblesse, dit Renom de France, cité par de Guerlache ², s'est depuis longtemps dérégulée et mise en arroi par usures et despens superflus; despensant quasi plus du double qu'elle n'avoit vaillant, en bâtimens, meubles, festins, danses, mascarades, jeux de dez et cartes, habits, livrées, suite de valets, et généralement en toutes sortes de délices, luxe et superfluités. » D'Oudegherst comptait que, dans les dix dernières années, à partir de 1580, les grandes familles de par-deçà avaient perdu la somme énorme de cent quarante millions d'or, rien qu'en usures payées pour levée d'emprunts. « Le peuple des villes et des campagnes, de son côté, remarque l'auteur des belles Études historiques sur les monts-de-piété de Belgique, on le comprend aisément, fut la plus malheureuse victime des rigueurs du temps. L'autorité des lois méconnues, la police impossible au milieu de cette mêlée confuse des partis, l'insolence des troupes mutinées, ne connaissant aucun frein, le commerce anéanti, pas de travail, les dévastations à l'ordre du jour, des ruines sur toute la surface du pays; qu'on juge de la situation de nos provinces. »

Les archiducs Albert et Isabelle, préoccupés d'un mal aussi profond

¹ Fondation et règlement provisionnel fait et advisé par Messieurs les mayeur, eschevins, conseil et huit-hommes de la ville de Lille, sur le fait du mont-de-piété ou charité qui se dresse en ladite ville, auquel sera donné en prêt à tous bourgeois et mennans de ladite ville et taille, sur gage assuré, sans profit, gain ni intérêt. — Voir aussi Rozelinus, *Ann. Gallo-Flandriae*, t. II, page 624.

² *Hist. du royaume des Pays-Bas*, t. I, p. 74.

qu'étendu, réduisirent, en 1600, à 21 p. $\frac{1}{2}$ environ l'intérêt, perçu par les Lombards au taux de 33 p. $\frac{1}{2}$.

Un gentilhomme lucquois, du nom de Mathias Micheli, que l'insuccès de Scarini n'avait pas découragé, proposa, en 1618, d'instituer à Bruxelles une loterie dans le but d'établir un mont-de-piété pour toutes les villes placées sous l'obéissance de Leurs Altesses Sérénissimes ¹.

Dans cette loterie, chaque billet est de 3 florins de 20 plaquettes chacun. Les primes consistent en argent comptant. Il y aura deux loteries : l'une de 1,250,000 florins, dans laquelle toute personne qui n'aura pas pris plus d'un billet sera admise au tirage au sort; et l'autre de 250,000 florins, dans laquelle ceux qui auront pris dix billets à la première loterie auront un billet; ceux qui en auront pris cent à la première en auront dix à la seconde, etc.

Sur 100 florins versés, 40 florins seront distribués en primes, 7 seront affectés aux dépenses, et les 53 restants seront destinés au mont-de-piété.

Tous ceux qui auront pris à la loterie cinquante billets ou plus, et qui n'auront pas eu une prime équivalente à la somme par eux versée, auront droit à une rente viagère sur le mont-de-piété, rente qui leur sera payée dans la ville où ils auront versé leur argent. On calculera cette rente d'après la somme totale ou seulement sur la différence entre cette somme totale et celle qu'ils auraient touchée. Celui qui aura pris cinquante billets au moins sous le nom d'un enfant qui n'avait pas atteint l'âge de huit ans à l'époque du versement et qui n'aura pas reçu une prime équivalente à cette somme, aura droit de percevoir le quadruple de la somme entière ou de la différence, vingt ans après la publication de la loterie, dans le cas où l'enfant vivra encore; en cas de mort, les héritiers n'auront rien à prétendre.

Les officiers du mont s'établiront dans toutes les villes dès qu'ils auront reçu des fonds, et ils publieront qu'ils vont retirer les gages déposés chez les Lombards ou autres usuriers, en prenant pour eux les billets. Le public pourra s'adresser au mont-de-piété comme aux maisons de prêt actuellement existantes; seulement, au lieu de 21 $\frac{3}{4}$ p. $\frac{1}{2}$, il ne payera au mont que 6, 7 et 8 p. $\frac{1}{2}$ au plus, en proportion des frais d'administration dans chaque ville et des charges incombant au mont à l'occasion des rentes viagères et des restitutions du quadruple après vingt ans; de sorte que, au fur et à mesure que les charges diminueront, l'intérêt sera réduit à 5 p. $\frac{1}{2}$, à 4 p. $\frac{1}{2}$ et même au-dessous de ce taux.

¹ Blanca o Loteria general que se instituye en la villa de Brusselas para il establecimiento del Monte de Piedad por todas las villas de las Altezas ser^{mas}, por Mathias Micheli, gentilhomme Lucquez. Super intendente de la dicha Blanca. — En Amberes (Anvers) en casa de Abraham Verhoeven con privilegio. 1618. In-4° de 24 pages.

On espère même pouvoir plus tard prêter gratuitement aux pauvres jusqu'à concurrence d'une certaine somme.

On chantera, tous les ans, une messe de Requiem dans l'église principale de chaque ville où il y aura un mont-de-piété, pour les âmes de ceux qui auront contribué à son établissement et qui n'auront pas eu le moyen de fonder un anniversaire.

« Les souscripteurs auront la gloire d'être inscrits au livre d'or dédié à Leurs Altesses Sérénissimes par ledit surintendant de la loterie générale, Mathias Micheli, où leurs noms seront conservés à jamais, parce qu'ils auront été les patrons et les fondateurs d'une œuvre aussi excellente et aussi méritoire devant Dieu qu'agréable à nos princes et à chacun en particulier. »

Cette conception d'une administration centrale, ayant des succursales dans toutes les villes des Pays-Bas, ne manquait pas d'une certaine grandeur : seulement sa réalisation était difficile et le moyen proposé était suspect. Aussi l'auteur du projet engageait avant tout le public à ne pas s'effrayer du nom de loterie.

Les archiducs accordèrent d'autant moins d'attention au plan de Micheli qu'ils avaient commandé à Wenceslas Cobergher, leur architecte général et *ingénieur*, de voir s'il ne serait pas possible d'établir des monts-de-piété dans les provinces de par-deçà. Celui-ci s'était mis à l'œuvre dès 1615, et ayant peu à peu disposé le tout à l'exécution de son entreprise, il avait offert « de commencer et effectuer cette grande machine, sur ses moyens et crédit, moyennant l'appuy de l'autorité de leurs dites Altezzes, et l'octroy de quelques privilèges dont les Lombards mêmes avaient jouy en partie de tout temps ¹. »

Les archiducs adoptèrent les vues de Cobergher, mais avant de les mettre à exécution, ils crurent devoir consulter, relativement au taux d'intérêt fixé à 15 p. %, l'autorité ecclésiastique. Les archevêques de Malines et de Cambrai, les évêques d'Anvers, de Gand, de Bruges, d'Ypres, de Ruremonde, de Bois-le-Duc, et plusieurs docteurs approuvèrent l'institution comme utile à l'État, avantageuse aux pauvres et aux indigents, et digne d'éloges par les sentiments de piété qui avaient inspiré ses fondateurs. Des lettres patentes du 9 janvier 1618 supprimèrent les tables de prêt tenues par les Lombards, et déclarèrent qu'elles seraient remplacées par des monts-de-piété dont l'organisation et la direction générale furent confiées à Cobergher, pour toutes les villes de par-deçà, du Brabant et du pays d'Outre-Meuse. Des lettres patentes de Philippe IV, roi d'Espagne, en date du 30 juillet 1627, confirmèrent les privilèges donnés par les archiducs aux monts-de-piété des Pays-Bas.

¹ Déduction du présent état et disposition des affaires des monts-de-piété de par-deçà, en l'an 1619, page 3.

Le mont-de-piété de Bruxelles fut ouvert au public le 28 septembre 1618.

En juin 1619, Cobergher publia un *Discours sommaire de l'érection, ordre et conduite des monts-de-piété, en vingt-neuf articles*; lequel discours fut imprimé avec l'approbation de Henricus Smeyers, *Librorum visitor*, et cette épigraphe : *Beatus qui intelligit super egenum et pauperem, in die mala liberabit eum Dominus*. Cette pièce, dont l'objet est de démontrer les avantages des monts-de-piété et de faire connaître leur organisation, nous a semblé assez importante pour être reproduite en entier; car, indépendamment qu'elle fait bien saisir l'esprit qui a présidé à la formation de ces établissements, elle peut aider à apprécier les idées financières de cette époque.

AU NOM DE DIEU.

I.

Premièrement, la maison du mont-de-piété ja heureusement establi et praticqué en cette ville de Bruxelles, est acquise par ledict Cobergher, ensnyte du ponvoir a lui en donné par Leurs Altezes, a l'ayde de la libéralité d'icelles, et par autres moyens.

II.

Et en l'accommodant a l'usage dudict mont, a esté pourveu a toutes choses a ce requises et convenables. Et particulièrement se voit l'edifice dressé de belle façon d'architecture, que les gages s'y mettent et arangent en si bons lieux, qu'ils sont conservez sans danger d'aucune détérioration, ny mesmes d'aucun meschef de feu, estant aussi ledict édifice tellement muni en tous endroitz, qu'il est rendu assuré contre toutes surprises et violences de larrons et voleurs, autant qu'il se peult humainement faire, selon le jugement de tous ceux qui en ont prins inspection.

III.

Autant se fera des maisons des monts-de-piété qui s'érigeront es autres villes.

IV.

Et sont toutes lesdictes maisons déclarées amorties par Leursdictes Altezes, et exemptes a toujours de toutes charges les concernans, de quelque nom ou qualité qu'elles pourroient estre. Soubz ferme confiance, que les magistrats des villes ne mettront en difficulté pareille exemption et descharge de leur part, en considération du grand bien résultant desdictz monts, au soulagement de leurs bourgeois et autres habitants nécessitez.

V.

En attendant que lesdictz monts soyent suffisamment forniz de fonds et capital propre, pour en faire prest aux indigents; ce que Dieu aidant, se fera avecq le temps et en pen d'années, sans interest de personne, par les bienfaitz et anismosnes de gens charitables et autres moyens trouvez par ledict Cobergher. Leursdictes Altezes ont con-

senly et permis à un chacun d'achapter rentes à la charge desdictz monts, au cours de six et un quart du cent par an, et en dessous, ou bien à tel denier que les villes de par-deçà ont accoustumé de lever argent et occurences de leurs nécessitez.

VI.

Le tout de l'avis tant des Archevesques, que de bon nombre d'Evesques de par-deçà, et d'autres principaux théologiens, ensemble des conseils d'Estat, Privé, et des Finances de Leursdictes Altezes.

VII.

Et se rendront, constitueront et affecteront lesdictes rentes sur lesdictz monts, et tous les biens d'iceux, meubles et immeubles, présens et futurs, en la forme observée audit mont de cette ville. A sçavoir par ledict Cobergher en ladite qualité de surintendant général, ensemble par le surintendant particulier du mont, à l'usage duquel les deniers capitaux seront employez, sauf qu'en l'absence dudit Cobergher, ledict surintendant particulier pourra vendre et recognoistre lesdictes rentes, avecq les conseillers du mont, desquelz sera parlé cy après, moyennant la procuration dudit surintendant général.

VIII.

Seront lesdictes constitutions de rentes enregistrées dans un registre particulier a ce servant, en chacun desdictz monts; tant par lesdicts surintendants général et particulier, que par lesdictz conseillers, et en l'absence dudit général par les autres, tant en leur nom qu'an nom d'iceuluy, en vertu de sa procure, comme dessus.

IX.

Ce fait seront desdictes constitutions de rentes despeschées lettres en forme dene par le greffier, et scellées du grand scel dudit mont.

X.

Et puis après seront vérifiées et intérimées par lesdicts protecteurs desdictz monts-de-piété, cy après mentionnés.

XI.

Moyennant quoy seront lesdictes constitutions bonnes et valables, et devront estre tenues pour telles, selon la déclaration en faite par Leursdictes Altezes, sans avoir de besoin d'aucune autre formalité pour sortir leur plein et entier effect.

XII.

Et ont Leursdictes Altezes esté servies de déclarer que tant les constitutions que rachapz desdictes rentes seront francz et libres du payement de tous droits qui en pourroient estre deubz à icelles.

XIII.

Comme aussi que lesdictes rentes seront exemptes d'impositions, quotisations et contributions, soit de centiesmes, viogtiesmes, dixiesmes, ou autres deniers; et généralement de toutes charges, ayans cours a présent, et qui se pourroient lever a l'advenir, par qui et par quel ordre que ce puisse estre.

XIV.

Lesdictes rentes seront en outre affranchies de tout droit de confiscation, jusques à la somme de six mille florins en capital, pour chacun rentier, en chacun mout. Et ce pour quelque cas ou crime que ledict rentier pourroit commettre après le terme de deux ans, à compter du jour de la constitution de sa reute, excepté seulement le crime de lèse-majesté, et que ce privilège n'aura lieu qu'en faveur du premier achapteur desdictes rentes et de ses enfants légitimes, sans pouvoir passer à d'autres personnes.

XV.

Et se fera le payement du cours desdictes rentes de demy an en demy an, en la maison de chacun mout, au jour qui sera pour ce publié par attache de billets quelques jours auparavant.

XVI.

Lequel jour escoulé, le rentier qui aura esté en défaut de venir lever le payement de sa rente, aura patience d'attendre l'eschéance du premier terme ensuyvant, pour lors recevoir l'année entière.

XVII.

Pour ce qui concerne le prest de deniers, que l'on fera esdictz mouts, comme l'on le va faisant en grande quantité depuis neuf mois ença en cette dicte ville, c'est chose certaine et notoire à un chacun que les grands fraiz accompagnans le commencement de l'erection desdictz mouts, et ceux que pour les entretenir et faire bien et deument admiuistrer, il couvient employer, tant es gages et traitemens des officiers et serviteurs, qu'autrement, ne souffrent point, que ledict prest se face dez maintenant a si petit interest, que l'on vouldroit bien.

XVIII.

A cette cause estant ce point par ordre de leursdictes Altezes mis en grand et meure délibération desditz Archevesques, Evesques et autres théologiens de marque, comme aussy desdictz Conseilz collateraux d'icelles leurs Altezes. Il a esté résolu et arresté que pour subvenir ausdictz fraiz, les deniers desdictz mouts se presteront a interest de quinze pour cent, la première année.

XIX.

Au bout de laquelle, ou peu après, ledict interest se rabaissera à mesure des commoditez et facultez de chacun mout; et se continuera ledict rabaissement a, mesme proportion, de temps a autre, pour enfin le réduire a cours de reute et andessousbuz, pour le plus grand bien publicq.

XX.

En recevant lesdictz gages, il en sera faite estimation, par priseurs sormenteuz a ce commis pour faire le prest à l'advenant d'icelle.

XXI.

L'interest ne se complera que pour les jours encouruz depuis le gage apporté, sans

user du compte de semaines rompues, ny autres semblables inventions des Lombards.

XXII.

Et se garderont les gages non rachaptez esdictz monts un an entier, lequel revolu, il s'en fera vendue publique au plus offrant et dernier enchérisseur, pour recouvrer sur le prix de la vente avec l'interest lors escheu.

XXIII.

Lequel prix de la vente venant à excéder ledict prest et interest, ce qu'il y aura de bon et d'excescence, sera par après gardé pendant l'espace d'un an et demy sans plus longue attente, pour celluy qui rapportera le billet de l'engagement.

XXIV.

Et a fin que lesdiz monts soient gouvernez avecq tant plus de bon ordre, et d'autorité, leurs dictes Altezes ont été servies de choisir, denommer, et commettre pour protecteurs et conservateurs des monts erigez et qui s'erigeront es pays de Brabant et d'Outre-Meuse, l'Archevêque de Malines et leur chancelier de Brabant, qui sont à présent, et après eux leurs successeurs en dignité et office, comme aussy elles denommeront protecteurs et conservateurs des monts des autres provinces, lorsqu'il y en aura aucun.

XXV.

Ausquelz protecteurs ledict surintendant général, et ses successeurs en la charge, se devront adresser, pour estre assistez de leur bons advis, conseil, direction et resolution, en tout ce qui regardera tant l'erection, pratique, conservation et privileges desdits monts, qu'autres matières importantes.

XXVI.

Il y aura aussy pour la meillenre conduite des affaires et besognes ordinaires desdicts monts, aucuns personnages notables, et bien qualifiez, des villes ou ilz seront erigez, qui porteront tiltre de conseilliers d'iceux monts, jusques à tel nombre que sera trouvé expedient par lesdicts protecteurs et surintendant général, aux franchises et exemptions dont jouissent les domestiques de leursdictes Altezes.

XXVII.

Desquelz tiltre et exemptions jouira pareillement le surintendant particulier, qui sera commis en chascun mont, au choix dudict surintendant general et à telz gages qu'il leur accordera.

XXVIII.

Et s'establiront en outre en chascun desdicts monts un greffier, ensemble des commis et secretaïres et autres ministres et officiers, à la collation dudict surintendant general, aux gages qu'il trouvera convenir et franchises telles que dict est.

XXIX.

Le surplus de la forme et maniere de l'administration desdicts monts est spécifié es statuz et ordonnances particulieres d'iceux, dont il n'est requis de faire icy discours.

Le système de Cobergher est très-simple. A défaut de dotations propres, les monts-de-piété devaient emprunter les fonds nécessaires à

leurs opérations, et à la charge de payer, par semestre, des rentes constituées à 6 $\frac{1}{4}$ p. %. L'intérêt des prêts fixé à 15 p. % devait être réduit progressivement selon que les ressources des établissements le permettraient; le prêt devait même devenir gratuit pour les pauvres, mais les autres emprunteurs auraient toujours à payer un intérêt, et c'est là ce qui établit une différence avec les monts-de-piété italiens, généralement gratuits en ce sens qu'ils n'exigeaient que l'intérêt correspondant aux frais d'administration.

L'organisation des monts flamands avait un remarquable caractère d'unité que l'on crut devoir corroborer encore en décrétant la solidarité entre tous les établissements. Sur la proposition de Cobergher, un acte du 23 mai 1621, déclare que pour « donner plus d'avancement, accroissance et affermissement, au contentement d'un chacun, par la liaison et union de tous les monts, comme de plusieurs parties et membres d'un même corps s'entresecourant l'un l'autre à supporter le fait commun des charges en dépendant, les monts-de-piété desia erigez et à eriger à l'advenir sont et seront tousiours joinets, annexe et unis ensemble, et que suyvant ce ilz sont et seront soubmis et obligez solidaiement, et pour le tout, les uns pour les autres, à l'assurance tant des rentes ja constituees et à constituer que de toutes autres charges d'iceux. »

Nous aurons à constater que cette solidarité fut plus nuisible qu'utile aux établissements.

Le mont-de-piété de Bruxelles avait été ouvert, avons-nous dit précédemment, le 28 septembre 1618; voici l'ordre chronologique de la fondation des autres monts-de-piété, d'après Charles Cobergher ¹.

Anvers, le 6 février 1620.

Malines, le 28 septembre 1620.

Gand ², le 20 novembre 1622.

Arras, le 22 novembre 1624.

Tournay, le 3 février 1625.

Mons, le 28 avril 1625.

Valenciennes, le 5 mai 1625.

¹ *Déduction du présent estat, etc.*, déjà cité, p. 4.

² En 1641, Antoine Triest, évêque de Gand, annexe au mont de cette ville un bureau de prêt gratuit qu'il dota de 49,000 florins. Les prêts étaient faits à la condition que les pauvres apporteraient eux-mêmes leurs gages : ils ne pouvaient excéder trois florins ni durer plus de six mois. En recevant la somme prêtée, l'emprunteur devait dire à l'intention du donateur : Dieu soit sa récompense ! Le capital s'accrut par des bonis prescrits et un nouveau don de l'évêque jusqu'à 50,000 florins. Les exécuteurs testamentaires du charitable prélat portèrent la somme à prêter à six florins, et la durée du prêt à un an et six semaines. L'inscription qui se lit encore sur la façade du mont-de-piété rappelle cette pieuse fondation :

Hier lersit men oock een den vermaender interest.
Hi on prête aussi aux pauvres sans intérêt.

Cambrai, le 12 mai 1625.

Bruges, le 4 février 1628.

Lille, le 20 septembre 1628.

Douai, le 2 octobre 1628.

Namur, le 28 mai 1629.

Courtray, le 23 juillet 1630.

Bergues, le 12 septembre 1633.

Ces quinze établissements furent compris dans l'union des monts-de-piété flamands, sous l'administration spéciale de Cobergher. Les monts gratuits d'Ypres, de Bruges et de Lille restèrent en dehors. Si les monts de Bruges et de Lille figurent sur la liste de Charles Cobergher, c'est qu'à côté des fondations charitables, on érigea dans ces deux villes des monts à titre onéreux. Le mont-de-piété de Termonde eut aussi une position indépendante. Il avait été institué par lettres patentes du 6 avril 1622, au moyen du legs fait par Anne van den Eynde, dans son testament, en 1619. L'intérêt perçu par cet établissement fut inférieur à celui des monts de l'union ; il varia de 5 p. % à 10 p. %¹.

Louvain conserva sa table de prêt, ce que le conseiller de Kulberg, dans son rapport du 25 mai 1781, au nom de la Jointe suprême, sur la nécessité d'établir un mont-de-piété dans cette ville, attribua à un accord entre Wenceslas Cobergher et le sieur Vauseul, propriétaire de la table, qui avait obtenu, en 1613, le renouvellement de son privilège. A partir de 1637, l'intérêt y fut perçu au taux de 12 p. %. Le Lombard de Louvain, qui était devenu la propriété de la famille du baron de Bonnau, de Maëstricht, ne fut remplacé par un mont-de-piété qu'en 1782.²

Le pays de Liège et le comté de Looz, soumis au prince-évêque, étaient, plus encore que le Brabant, la Flandre et le Hainaut, la proie des usuriers. Au lieu de 24 p. % environ, taux autorisé dans les provinces belges, les princes-évêques avaient toléré 43 p. %, « à raison des circonstances du temps »³. C'était encore le taux légal en 1622.

En 1673, le prince-évêque Gérard de Grosbeck et, après lui, Ernest de Bavière, avaient cherché, sans y réussir, à établir un mont-de-piété à Liège, le 2 juillet. En 1620, leur successeur s'adressa à Cobergher pour organiser dans ses États des établissements du genre de ceux de Bruxelles, Anvers et Malines⁴. Cette proposition n'eut pas de suite, et,

¹ Arnould, *Situation administrative et financière des monts-de-piété en Belgique*, p. 19.

² De Decker, loc. citat., p. 102.

³ Louvrex, *Recueil des édits et règlements*. t. III, p. 65.

⁴ Voici les termes de cette commission :

« Ferdinand, etc., à tous, etc., salut :

Sçavoir faisons que comme ainssy soit, que par advis tant des theologiens et juris-

le 5 avril 1621, le prince Ferdinand donna à Simon Mouillet une commission de contrôleur et surintendant général des monts-de-piété à établir dans toutes les villes des pays de Liège et comté de Looz, la ville de Liège exceptée ¹.

Les monts ne furent d'abord établis qu'à titre provisoire, savoir :

A Saint-Trond, Tongres, Dinand et Huy, en 1621 ; à Thuin et à Liège en 1622.

Les monts réussirent complètement, et, en 1625, Simon Mouillet proposa au prince-évêque de les rendre définitifs. « Comme la nature, dit-il, dans sa dédicace à son Altesse Sérénissime, ne quitte, ni descharge la mère pour avoir esclos ses poussins, ains l'oblige aux devoirs successifs de leur fomentation, nourriture et defensé ; ainsi ces monts, vos petits faons, pour estre imbécilles et exposez à mille injures, requièrent le maintien et protection de V. A. S., crainte qu'ils ne soient estouffez au berceau ¹. »

Un édit de Ferdinand, en date du 26 juillet 1625, donna une existence définitive aux monts et régla leur organisation. Le règlement ne diffère pas essentiellement de celui des monts-de-piété belges ; il admet seulement qu'indépendamment des rentes perpétuelles au taux de six $\frac{2}{3}$ p. $\frac{\circ}{\circ}$, les établissements pourront consentir aussi des rentes viagères, constituées au taux de dix et même de douze p. $\frac{\circ}{\circ}$, si les titulaires ont atteint l'âge de cinquante ans.

L'art. 11 prescrit la capitalisation des excédants des recettes sur les dépenses, pour être employés à diminuer les intérêts perçus, sur les emprunteurs, au taux de quinze p. $\frac{\circ}{\circ}$. « Et, du reste (si aucun y a), masse sera faite et sequestrée pour estre, avec les aumosnes et pieux legats,

perits, nous ne pouvons plus tolérer l'usure excessive des tables de prestes de notre pays de Liège, et moins continuer les payemens qui se font par concurrence aux créditeurs des banquerottiers Bergagne ou autres bors desdites usures à la charge de nos pauvres sujets et bourgeois, lesquels ne peuvent en aucune manière estre obligés à payer les debtes d'aucuns banquerottiers ; et que pour à ce remédier nous avons trouvé convenir de dresser des monts-de-piété en lieu et place desdites tables. C'est pourquoy ayant eu relation digne de foy de la prudence, dextérité et moyens de notre cher et bien aimé Wensilaus Cawenbergh, avons icelluy commis et choisi, commettons et choisissons par ceste, pour dresser lesdits monts, au pied et à l'imitation de ceux qui sont érigés en Bruxelles, Anvers et Malines, à l'exclusion de tous autres, et pourra ledit Cawenbergh en vertu de la présente commencer aussy tost que nous aurons traité plus particulièrement avec nos bourgmestres et autres qu'il appartiendra touchant l'assurance et condition de ladite institution, en conformité de l'instruction qui lui est donnée. » (Archives du conseil privé. — Dépêches 618-621. K. 37, case 1^{re}, p. 134.)

¹ Monts-de-piété des pays de Liège et comté de Looz, heureusement établis sous les auspices du Sérénissime Prince Ferdinand Archevesque de Cologne, Evêque et Prince de Liège, Duc des Deux-Bavières, etc., avec un abrégé des raisons démonstratives de la justice des dits monts, p. 3, par Louis Du Chateau, provincial des frères mineurs conventuels.

appliqué et converti à la plus grande utilité des pauvres en chasque mont, diminuant toutes fois l'intérêt à proportion du dit restat. »

Une mesure pleine de sagesse oblige les administrateurs des monts de fournir un cautionnement en espèces, comme garantie de leur gestion ; ledit cautionnement portant intérêt à 6 2/3 p. $\frac{o}{o}$, comme les fonds placés en rentes perpétuelles.

De même que dans l'administration belge, la solidarité est établie entre tous les monts, par l'art. 6 du règlement, mais pour certaines éventualités seulement.

« Et afin que les créanciers desdits monts soient autant plus assurez, nous avons uny, comme par cestes unissons, par forme de société, tous lesdits monts, au meschef du feu, sac ou pillage de ville ; que pour arrivant l'un ou l'autre desdits cas, à l'un d'iceux, estre réciproquement redressé par tous les autres, contribuant chacun à proportion de son capital pour les deux tiers de la perte : suivant et à proportion du calcul sur ce fait en date des présentes : et pour recouvrement de l'autre tierce, sera pourvu par questes et aumosnes à collecter par tout le pays, ou bien par cotisations, contributions et autres moyens à trouver selon la nécessité du temps. »

Une commission, en date du 26 juillet 1625, confirmative de celle du 5 avril 1621, fut donnée à Simon Mouillet, comme *contrerolleur et surintendant* des monts-de-piété.

Les poètes célébrèrent avec emphase la nouvelle institution. Hercule n'était qu'un enfant auprès de Ferdinand, et les Titans ne venaient pas à la cheville de son altesse.

Quoi que l'on nous dise d'Hercules
Et de ses travaux controuvés,
Je les tiens tous pour ridicules
Et dignes d'estre réprouvés,
Si nous les mettons en balance
Avec les faits de Ferdinand
Dont un seul act est trop capable
De servir d'asseuré garand
Pour rendre son nom perdurable.

Chrestien de Blocquerye, mincur conventuel, adressa au prince ce sonnet :

Nous lisons que jadis ces bravaches geants
Foulèrent les humains d'un si commun ravage
Qu'ils saccagèrent tout, et les maux reogregeants
Laissèrent en tous lieux les marques de leur rage.

Puis s'en prirent aux dieux et contre eux desgorgeants
Leurs exécrables voix, d'un trop hantain courage

Ossa sur Pelion, monts sur mont érigeants
Les louvres estoillez euydoient mettre au pillage.

Mais vous, Prince pieux, pour soulager le pauvre
Auquel votre secours est un assésuré havre
Fondez en chaque ville un mont bien projeté :

Par lesquels, peu à peu, comme par des eschelles
Allez gagnant pays aux sphères éternelles
Pour condigne loyer de votre piété ¹.

D'un autre côté, l'établissement des monts-de-piété dans les Pays-Bas souleva de violentes réclamations. Jean de Lillers se signala entre leurs plus ardents adversaires.

Jean Lillers ou de Lillers, né à Cambrai, dans la dernière moitié du xvi^e siècle, y exerça la profession d'avocat avec peu de succès, si on en croit ses ennemis, qui, entre autres injures, lui adressèrent celle de *rabula forensis*. Convaincu d'avoir usurpé la qualité de procureur fiscal et commis plusieurs concussions, il fut condamné au bannissement perpétuel de sa ville natale, par arrêt du 20 février 1606. C'est alors qu'il vint se fixer en Belgique. Avocat, dit-on, des Lombards, il aurait changé de parti dans l'espoir de se créer une position dans les monts-de-piété : du moins est-il certain qu'il en approuva d'abord l'organisation; David à Mauden cite une lettre de lui à Cobergher qui ne laisse aucun doute à cet égard ². Déçu dans son ambition, Lillers attaqua violemment ce qu'il avait d'abord accepté. « Regardant au travers de ses fausses lunettes, dit Jean Boucher, Jean de Lillers, piqué et outré de ce mal talent qu'il n'avait peu bien digérer que de la disgrâce et prison ensuivie en premier lieu, comme aussi pressé de nécessité et du ventre qui lui cryoit de retourner aux marmytes d'Egypte, c'est-à-dire à ses vieux maîtres ³ (les Lombards), » publia, en 1620, contre l'œuvre de Cobergher, un pamphlet, qui le fit condamner par le conseil de Brabant, à cinq ans et demi de prison et au bannissement. A sa sortie de prison, il se retira en France, où il mit au jour une série de pamphlets, dont les principaux sont : *Le Panthéon usuraire*, la *Cassandre des Monts-de-Piété belgiques*, et l'*Alexipharmaca exhortatio ad R. D. Davidem a Mauden, ecclesiæ Bredanæ decanum et B. Mariæ de Capella Bruzellis, pastorem*, etc., etc., etc. Ce dernier « avec un tel et si long tiltre et frontispice qu'il pourroit, à un besoing, ressembler à la ville de Minde, de laquelle, pour estre les portes plus grandes que la ville, Diogène disoit

¹ *Monts-de-piété du pays de Liège*, etc., p. 7 et 8.

² *Antidotum adversus calumniosos et venenosos libellos Joannis Lillers, practici, e Belgio proscripti : seu Discursus tres de usura videlicet, montibus pietatis, censibus seu redditibus annuis, præsertim personalibus*, p. 465.

³ *De l'Usure envevelie*, liv. III, chap. 1^{er}.

aux bourgeois qu'ils se gardassent que la ville ne s'enfuyt par la porte ¹... »

Les critiques faites par Lillers étaient acerbes et il en explique le motif dans sa Cassandre. « C'est afin que le monde présent et la postérité sçussent comme l'on m'avoit traicté, en soudenant la cause de Dieu, et ne sçay personne qui auroit sceu mâcher et avaler une telle salade sans vinaigre. »

Si les monts-de-piété eurent de violents adversaires, ils eurent de non moins violents défenseurs. Nous avons déjà cité Jean Boucher ². Son

¹ J. Boncher, *Répartie au discours latin du prétendu docteur en théologie*, J. D. L. M.

² Jean Boucher né à Paris au milieu du seizième siècle commença sa carrière scolastique par enseigner les humanités et la philosophie dans l'Université de Reims. Il complimenta Henri III, en qualité de recteur de cette Université, lorsque ce prince alla se faire sacrer en 1575, et en partit aussitôt après pour se rendre à Paris, où il professa la philosophie au collège de Bourgogne, et la théologie à celui des Grassins. Il fut successivement recteur de l'Université, prieur, docteur de Sorbonne, et enfin curé de Saint-Benoît. Il postula inutilement plusieurs évêchés et obtint des pensions sur ceux de Beauvais et de Fréjus. Il fit de son ministère de prêtre un ministère de discorde et de trouble. Ce fut dans sa chambre que se tint, en 1585, la première assemblée des ligueurs. Le 2 septembre 1587, il faisait sonner le tocsin de son église pour donner le signal de la révolte. En chaire, il animait ses paroissiens contre le roi ; il publiait des libelles séditieux. Le premier fut une satire contre le duc d'Epemnon, dédiée à ce duc même, sous le titre d'*Histoire tragique et mémorable de Gaverston, gentilhomme gascon, jadis le mignon d'Edouard II*, etc., publiée sous le nom de Th. Walsingham, 1588, in-8°. L'année suivante, il publia : *De justa Henrici III abdicatione e Francorum regno*, in-8°. Dans cet ouvrage, il accumule les mensonges les plus grossiers, les calomnies les plus atroces. Il le fit imprimer sous son nom et avec un privilège portant injonction d'imprimer « les livres de piété et de dévotion servant à l'instruction et édification des peuples. » Billehotte, libraire de la Sainte-Union, l'édita en 1590, à Lyon, avec une préface qui annonçait que l'intention des éditeurs était de susciter des assassins contre le roi. Le jour même de l'assassinat de Henri III, et avant qu'il pût en être instruit, il l'annonça en chaire à Saint-Merry et l'exalta comme une action méritoire. Les menétriers du président Brisson trouvèrent en lui un apologiste auprès du duc de Mayenne. L'avènement de Henri IV redoubla son fanatisme. Dans sa réponse à une lettre missive de l'évêque du Mans — Claude d'Angennes — (Paris et Troyes, 1589) il se servit des textes de l'Écriture sainte pour prouver que l'action de Jacques Clément était une action louable et qu'on ne pouvait snivre en conscience le parti du roi de Navarre. Le 12 mai 1593, la Ligue ayant fait une procession solennelle en l'église Notre-Dame, il publia contre les princes de la maison de Bourbon un sermon, et prit pour texte : *Attendite a falsis prophetis*. Dans un autre sermon, il prit pour texte : *Eripe nos e luto, Domine*, qu'il traduisit : *Débourbonnez-nous, Seigneur*. On a encore ses sermons contre la simulée conversion et nullité de la prétendue absolution de Henry de Bourbon, prince de Béarn. Ce discours qu'il prêcha neuf jours de suite à Saint-Merry, au commencement d'août 1593, fut imprimé sous son nom, avec la privilège du duc de Mayenne, dédié au cardinal de Plaisance, légat en France. Il fut brûlé par la main du bourreau, après la reddition de Paris, à la croix du Trahoir et à la place Maubert. Ce fut alors que, compris dans la proscription des plus fangeux ligueurs, Boucher se retira à Tournay où il devint archidiacre de la cathédrale. A Tournay, il publia son apologia pour Jean Chatel et pour les frères de la compagnie de Jésus, en 1595, sous le nom de François

Usure ensevelie ou defence des monts-de-piété de nouveau erigez aux Pays-Bas, publiée en 1626, se divise en trois livres. Le premier est consacré à prouver « combien l'usure est damnable. » Il la dépeint sous les formes les plus bizarres.

« En hébreu, le nom donné à ce vice signifie morsure, pour ce qu'il mord les pauvres débiteurs tous vivans et les ronge jusqu'aux os. Voire, n'y a rien chez l'usurier qui n'ait des dents et ne morde. Son or, son argent, son bled, son vin et toute sorte de denrée. Ce qu'estant le propre des bestes tant celles qui importunent les corps humains, comme poux, puces, punaises et aultres semblables vermines : ou qui gastent les champs et en mangent tout le verd, comme la sauterelle, le hane-ton, le vermisseau et la chenille ; ou qui fatiguent les maisons, comme les rats et souris, ou qui rongent les habits comme les vers et la teigne ; ou qui démolissent les vignes, comme les loirs et renards ; que ce qui est pis encore qui sont les bestes furieuses et cruelles qui massacrent et devorent, tels que sont les loups et chiens enraigez, les panthères, les crocodils, les tygres, serpens, dragons et lyons, et, comme dict le Sage, la sangsue qui a deux filles, c'est-à-dire la langue fourchue et dit tousiours : apporte, apporte ; et les quatre insatiables, l'enfer, la matrice, la terre seiche et le feu, qui ne disent jamais : Il suffit ¹. »

Dans le second livre, Boucher démontre que les Lombards « sont vrais usuriers et les monts-de-piété remede propre contre iceux. » Dans le troisième, il « respond aux libelles fameux, escrits et publiez contre lesdictz monts-de-piété. »

Sa réfutation de l'*Alexipharmaca exhortatio* parut en 1628. On la trouve annexée à l'*Usure ensevelie*.

David a Mauden publia, vers la même époque, son *Antidote*. La défense la plus remarquable des monts-de-piété flamands fut celle présentée par le jésuite Leonard Lessius. Ses observations pleines de justice peuvent se résumer ainsi :

1° La fondation de ces établissemens est le moyen le plus efficace pour chasser les usuriers qui sont partout les maîtres et ruinent le peuple. 2° L'argent restera dans le pays, tandis que les usuriers, presque tous étrangers, changent souvent de domicile et retournent chez eux quand ils sont enrichis. 3° Les citoyens qui possèdent des capitaux trou-

de Verone. On lui attribue la *Vie de Henry de Valois avec le martyre de Jacques Clément ; le mystère d'infidélité commencé par Judas Iscariotte, renouvelé et augmenté d'impudicités par les hérétiques ses successeurs*, etc. En 1628, il publia à Tournay, l'*Usure ensevelie ou defence des monts-de-piété de nouveau erigés aux Pays-Bas pour exterminer l'usure et la Repartie au discours latin du prétendu docteur en théologie I. D. L. M. contre les monts-de-piété erigés en Pays-Bas*. Boucher mourut à Tournay en 1644 ou 1646, à l'âge de 96 ans. (Voir la Biographie-Universelle de Michaud.)

¹ L'*Usure ensevelie*, liv. 1^{er}, ch. vii, p. 25.

veront à en faire le placement sûr et avantageux, en achetant des actions. Ces actions justement recherchées mettront des sommes considérables à la disposition des monts et accroîtront la circulation du numéraire. 4° Les personnes peu aisées pourront ainsi se procurer immédiatement et à bon marché de l'argent comptant, en payant un intérêt qui ne pourra que diminuer d'année en année, à raison de l'augmentation progressive des ressources des monts. 5° Enfin, lorsque les gages seront vendus, l'emprunteur recevra l'excédant, tandis que les usuriers gardent pour eux le prix intégral de la vente, alors même qu'il surpasse de beaucoup le montant du prêt ¹.

Les monts-de-piété du pays de Liège trouvèrent un panégyriste dans le P. Louis du Chateau, qui a publié, à leur sujet, un petit écrit fort intéressant.

Malgré les clameurs de l'envie et de l'intérêt privé, Wenceslas Cobergher vit triompher son système. L'intérêt des prêts fixé d'abord à 15 p. %, fut réduit, en 1621, à 12 p. %, à Bruxelles, Anvers et Malines, et, dans les autres établissements, à 13 p. % ².

La situation des monts, qui avait été tout d'abord très-prospère, ne tarda pas à recevoir de rudés atteintes. Les causes principales furent les frais de premier établissement et d'administration. Les dépenses pour la construction des bureaux et magasins s'étaient élevées à 1,358,818 florins. Lillers en avait pris texte pour ses accusations, soutenant qu'au lieu de bâtir de somptueux édifices, on eut dû se borner à louer des maisons. « Cela est bon, répondait Jean Boucher, pour des étrangers avoués, capables de faire un trou à la nuit et s'envoler comme les harondelles quand la moisson est passée, tels que sont tous les Lombards ³. »

Les frais d'administration étaient considérables à commencer par le traitement du surintendant général qui prenait 100 florins par vacation, et qui ne se contenta pas de son traitement; car lorsqu'il mourut il laissa dans la caisse un déficit de 300,000 florins, de l'emploi desquels il ne put être suffisamment justifié.

La mort de Cobergher fut ainsi annoncée par la gazette de Renaudot (année 1634, n° 137, p. 554) : « Le 24 du passé (novembre 1634) mourut ici (Bruxelles) septuagénaire et riche de plus de 10,000 livres de rente, provenant de sa seule industrie, le sieur Wenceslas Coberge, excellent peintre, ingénieur et architecte du roi d'Espagne, qui épuisa les lacs près Dunkerque, l'un desquels contenoit trois lieues de diamètre, et fondateur en Flandres des monts-de-piété, l'un des plus grands soulagements du pauvre peuple : qui sert d'exemple qu'un homme peut

¹ Dissertat. de Montibus pietatis. Appendice au traité : *De Justitia et jure*, Ed. d'Anvers, 1626.

² *Déduction du présent état*, etc. p. 5.

³ *L'Œuvre ensevelie*, liv. II, ch. VIII.

contre l'opinion vulgaire exceller et s'employer utilement en plusieurs choses. »

On ne pouvait pas moins attendre d'un homme que ses contemporains comparaient à un dieu.

Quæ valido minus molimine Cobergeri
Fiunt, non hominis crede sed esse Dei :
Imposuit montem monti, cœu Pelion Ossæ
Atque gigantæam sternit ad astra viam.
Erro, piam sternit : valet Titania pubes :
Quæritur hic pietas, sed pietate Deus ¹.

Charles Cobergher succéda à son père comme surintendant général ; son peu de capacité n'était pas propre à raffermir l'administration ébranlée. Un de ses premiers actes fut de réduire, en 1634, de 12 p. % à 10 p. % l'intérêt perçu par les monts à Bruxelles, Anvers et Malines ; cette mesure ne pouvait qu'être préjudiciable à ces établissements, vu la situation dans laquelle ils se trouvaient. Cobergher le reconnut lui-même plus tard. « Le trop grand zèle de faire voir au public le soulagement qu'au moyen desdits monts l'on desiroit de faire aux nécessiteux, a causé une prématurité (si point precipitance) lorsque l'on a procédé au rabaisement ou raval de l'intérêt que l'on devoit prendre du prest sur gages². »

L'infante Isabelle fut elle-même la cause de grands embarras. Pressée par le manque d'argent, particulièrement à l'occasion des sièges de Bréda et de Bois-le-Duc, elle se trouva dans la nécessité de recourir aux monts-de-piété. Ses emprunts successifs, du 27 octobre 1625 au 26 mai 1629, s'élevèrent à 566,514 florins ; à sa mort, en 1633, elle devait encore 336,864 florins en capital, et, en 1641, les intérêts montaient à 871,924 florins qui, ajoutés au principal, formaient la somme de 1,208,788 florins. Or la vente de ses bijoux ne produisit que 290,398 florins ; la perte des monts se solda donc par 848,390 florins.

Si, aux causes que nous venons d'énumérer, on ajoute les guerres avec la France et la misère qui s'ensuivit, la vente à perte des objets non dégagés et les variations si fréquentes dans la valeur des monnaies, on ne s'étonnera pas de la décadence d'une administration commencée sur une aussi vaste échelle, et exposée à tous les dangers de l'inexpérience et de l'imprévu. La solidarité de tous les monts qui, au point de vue théorique, était une belle conception, ne laissa pas, par le fait, que d'être préjudiciable à plusieurs établissements.

Ce résultat eut deux effets déplorables ; le premier, d'arrêter le développement d'une institution utile ; le second, de permettre à ses adver-

¹ De Deckert., *Etudes historiques et critiques sur les monts-de-piété en Belgique*, p. 133.

² *Déduction du présent état*, etc., p. 16.

saires de regagner, en partie, le terrain qu'ils avaient perdu. Des Lombards furent autorisés à reprendre leurs opérations, et des monts-de-piété en voie de création restèrent indéfiniment suspendus.

Cependant les services rendus par ces derniers établissements étaient incontestables. Les emprunteurs avaient gagné, depuis l'époque de la fondation des monts-de-piété jusqu'à 1649, une différence d'intérêts de 14,637,585 florins, qu'ils auraient dû payer aux Lombards, non compris les bénéfices des *semaines rompues*, si ceux-ci avaient continué à tenir leurs tables ¹. Les monts-de-piété avaient prêté sur 18,230,631 nantissements, la somme de 130,403,145 florins. Ces chiffres, empruntés à un document officiel, la *Déduction du présent état* (p. 6 à 8), sont indiqués dans le tableau ci-joint, lequel comprend les engagements effectués par les divers établissements depuis leur fondation, en articles et en sommes, la moyenne annuelle, et, en regard, la situation des établissements et les opérations correspondantes pendant l'année 1843. Il nous a paru intéressant d'établir la comparaison des opérations effectuées à près de deux siècles d'intervalle par les mêmes monts-de-piété.

¹ *Déduction du présent état*, p. 18.

MONTS-DE-PIÉTÉ BELGES.

ENGAGEMENTS EFFECTUÉS

ENGAGEMENTS EFFECTUÉS										PENDANT L'ANNÉE 1843.	
DEPUIS LEUR FONDATION JUSQU'À LA FIN DE 1649 INCLUSIVEMENT.											
VILLES possédant des MONTS-DE-PIÉTÉ.	DATE de leur FONDATION.	TOTAL des ARTICLES ENGAGÉS.	MOTIVÉE par ANNÉE.	SOMMES PRÊTÉES en florins de BRABANT.	VALEUR des FLORENS en FRANCS.	MOYENNE par siècle des SOMMES PRÊTÉES.	MOYENNE par ARTICLE.	ARTICLES.	SOMMES.	MOTIVÉE par ARTICLE.	
BRUXELLES.	1618	2,548,912	79,653	36,833,719	84,717,553.70	2,617,493	33.93	258,068	1,950,517	7.56	
ANVERS.	1620	3,214,969	107,105	24,922,375	57,321,232.50	1,910,707	17.82	204,370	1,492,837	7.30	
MALINES.	1620	1,015,688	33,856	5,599,241	12,878,254.30	459,375	12.67	66,421	270,558.50	4.16	
GAND.	1622	2,012,615	71,879	12,071,874	27,705,310.20	991,618	13.80	96,415	605,901	5.21	
ARRAS.	1624	604,970	23,266	3,184,235	7,325,356.50	281,744	12.10	54,072	284,074	5.66	
TOURNAY.	1625	917,379	36,695	4,683,076	10,770,959.80	430,839	11.74	68,120	330,260	4.99	
MONS.	1625	988,924	39,557	5,847,103	12,296,356.90	491,933	12.43	44,144	201,267.50	4.56	
VALENCIENNES.	1625	1,268,171	50,727	6,311,946	14,517,475.80	580,699	11.44	57,753	325,342	5.03	
CAMBRAI.	1625	1,492,155	56,086	6,710,813	14,284,869.90	571,394	10.18	39,222	189,931	4.84	
BRUGES.	1628	1,004,860	45,675	6,576,057	15,174,931.10	637,496	15.05	144,452	962,377	6.66	
LILLE.	1628	1,053,887	47,904	5,514,960	12,682,338.30	576,469	12.03	170,565	1,044,617	6.12	
DONM.	1628	767,466	34,839	3,965,439	9,190,569.70	414,568	11.88	32,880	169,933.50	5.17	
NAMUR.	1629	637,196	30,342	3,960,409	9,106,940.70	432,759	11.79	44,215	155,204.50	3.51	
COURTRAY.	1630	526,078	26,804	2,682,015	6,168,634.50	308,431	11.72	54,225	281,261.50	5.19	
BERGUES.	1638	267,321	15,775	2,540,233	5,842,535.90	343,678	21.85	100,991	535,499.25	5.30	
		18,720,631		130,403,145	299,947,233.50			1,430,948	8,805,590.75		

En 1635, le florin de Brabant valait un quart d'écu de France, soit 45 sols. (Simmonet, *Traité de la révaluation des rentes avec un tarif des anciennes espèces d'or et d'argent. Liège, 1751.*)
 De 1615 à 1643, le livre de France, ou un tiers d'écu, valait 3 fr. 07 c. (Bailly, *Bibliothèque de la France*, t. XI, p. 300, 301.)

d'où 1 écu vaut 3×3.07 , ou 9 fr. 21 c., et par suite le florin = $\frac{9.21}{4}$ = 2.30.

Les résultats constatés par le tableau qui précède prouvent l'importance qu'eurent les monts-de-piété belges, non-seulement comme établissements de bienfaisance, mais encore comme établissements de crédit, et c'est peut-être sous ce dernier rapport qu'ils rendirent plus de services. La moyenne générale des sommes prêtées est près de trois fois plus forte que celle des sommes prêtées aujourd'hui par les mêmes établissements, et si l'on tient compte de la diminution survenue dans la valeur de l'argent, la différence est encore plus sensible. Le crédit public n'existait pas, au commencement du *xvii*^e siècle, dans les provinces belges : l'archiduchesse Isabelle, obligée d'engager ses bijoux pour obtenir les fonds nécessaires à son gouvernement, en est la preuve ; la vente de ces bijoux pour rembourser ses emprunts démontre combien ses ressources étaient précaires. Le crédit privé n'était guère dans de meilleures conditions que le crédit public. Jusqu'en l'an 1600, le taux légal de l'intérêt était de 33 pour $\frac{1}{100}$, et, en cette année, on considéra comme une hardiesse de le réduire à 24 p. $\frac{1}{100}$ environ. Les monts-de-piété eurent pour effet immédiat d'abaisser l'intérêt à 15 p. $\frac{1}{100}$, d'accroître la circulation de l'argent et de donner une impulsion aux transactions commerciales : c'est dans les villes de commerce comme Bruxelles, Gand, Bruges et Anvers, que les prêts furent les plus nombreux et les plus élevés. Les monts-de-piété flamands furent de véritables banques. Le sieur Jacquet qui, en 1716, avait demandé l'autorisation d'en établir un à Ruremonde, contestait à ces établissements leur caractère charitable : « L'expérience, depuis cent ans que les monts sont établis aux Pays-Bas, dit-il, fait voir que la charité et la pitié n'y ont pas encore été assez grandes, puisque les pauvres n'en sont pas plus soulagés que dans le commencement.... Sur le pied qu'ils s'exercent aujourd'hui, les monts servent indifféremment les pauvres, le commerce, les étrangers et les riches ; on doit les regarder comme des banques... La chose est confondue à ce point qu'il n'y a qu'une différence de nom ¹. » Les reproches faits à cet établissement sont, à nos yeux, loin d'être justifiés. Si les monts n'abaissèrent pas davantage l'intérêt de leur prêt, c'est que leurs ressources ne le leur permirent pas, et, quant au grief d'être plutôt des banques que des bureaux de charité, il ne constate qu'une chose, la supériorité de ces établissements. Ouverts à tous, aux pauvres, aux riches, au commerce, aux étrangers, ce n'était pas seulement des institutions limitées à des prêts de bienfaisance, comme quelques monts de pitié italiens ; leur caractère plus général leur donnait une plus haute portée, une utilité sociale. En les restreignant dans l'étroite limite de la bienfaisance, on n'eût créé que des palliatifs impuissants. Ce sont des institutions plus larges qu'il faut au peuple dont

¹ De Decker, loc. citat., p. 176.

le bien-être dépend essentiellement du développement du commerce et de l'industrie; ce qui lui est indispensable, c'est un instrument de travail mis à sa portée; et, sous ce rapport, quelque incomplète qu'ait été l'action des banques flamandes, elles méritent une place distinguée dans l'histoire des établissements de crédit.

Pour réprimer les désordres signalés dans leur administration, un décret du conseil privé, en date du 24 janvier 1652, substitua aux deux protecteurs établis par le règlement du 17 mars 1618, une assemblée composée d'un membre du conseil du Brabant, de deux négociants notables et d'un érédirentier des monts : dans cette assemblée, le fiscal du grand-conseil était intervenant. La direction et l'administration supérieure des établissements lui furent abandonnés. Elle prit le nom de *Jointe*, mot synonyme et probablement dérivé de l'espagnol *Junta*, Junte, conseil.

La Jointe, par un règlement du 5 août 1652, réduisit les rentes constituées à 2 p. %, à dater de la Saint-Jean 1653; elle les releva à 2 1/2 p. % à partir de 1654. Elle rétablit en même temps l'intérêt des prêts à 15 p. %; et cet intérêt continua à être perçu par jour, comme dans l'organisation primitive, à partir du dépôt. De 1657 à 1671, les rentes furent payées à raison de 3 p. %, et, en 1672, ramenées à 2 p. %. Ce dernier taux fut maintenu jusqu'en 1686.

Quelques abus s'étaient aussi glissés dans les monts-de-piété du pays de Liège, et pour y mettre un terme, le prince-évêque, Maximilien, publia, en date du 2 décembre 1651, un nouveau règlement. Entre autres dispositions, il établit un contrôleur des monts auquel les administrateurs de chaque établissement devaient faire tenir, chaque mois, une situation générale qui devait être mise sous les yeux des seigneurs protecteurs.

De plus, chaque officier, déclaré responsable *de la maniance* qu'il avait, en deniers ou en nantissements, dut donner caution au gré desdits seigneurs protecteurs ¹.

La cession faite à la France par les traités des Pyrénées, en 1659, d'Aix-la-Chapelle, en 1668, et de Nimègue, en 1678, des villes d'Arras, de Lille, Douai, Bergues, Cambrai et Valenciennes, augmenta les embarras déjà si grands des monts-de-piété. Le gouvernement français ne voulut pas reconnaître la solidarité des établissements placés sous sa domination, et les charges retombèrent sur les monts flamands. Les rentes cessèrent alors d'être payées ², et les opérations diminuèrent sensiblement. Cette situation dura jusqu'en 1752.

La Hollande adopta, au commencement du XVII^e siècle, un système

¹ Règlements des monts-de-piété de la cité et des villes du pays de Liège, 1651.

² Arnould, *Situation administrative et financière des monts-de-piété en Belgique*, p. 10.

de banque de prêt sur gage, qui s'éloignait plus encore que les monts flamands des monts-de-piété italiens. Ces banques, dites *bancq van leening*, furent moins des établissements charitables que des caisses de produit au profit des villes. On en distingua deux espèces ; les unes, régies sous la direction des municipalités et pour leur compte ; les autres, affermées, aux enchères publiques, à des particuliers, moyennant une somme annuelle à verser dans la caisse communale.

La banque d'Amsterdam, qui appartient à la première catégorie, fut de beaucoup la plus importante. Fondée en 1614, elle fut placée dans un grand bâtiment que les régents des pauvres avaient fait construire, en 1550, pour leur servir de magasin. Toutes ces banques eurent le privilège exclusif de prêter sur gage. Surveillées par l'autorité publique, elles offrirent plus de sécurité que les Lombards ; mais elles conservèrent le caractère fiscal que l'on a reproché avec raison à ces derniers. Ce système s'est maintenu jusqu'à nos jours, sans subir de notables modifications ; aussi nous nous proposons de le faire connaître plus en détail, lorsque nous traiterons du prêt sur gage au XIX^e siècle.

Nuremberg, d'après Depping¹, eut une banque de prêt, en 1490, sous le nom de Leyh-Haus ; Augsburg, en 1590, sous le nom de Wechselbanke, et, vers la même époque, Ulm, sous le nom de Anleh-Haus, et, enfin, Hambourg ; mais rien n'indique que la bienfaisance ait été le but de leur institution.

La France n'imita pas l'Italie et les Pays-Bas dans leur empressement à créer des monts-de-piété. On doit présumer que les guerres si fréquentes et si onéreuses ne lui en laissèrent pas les moyens, ni le loisir. Peut-être aussi que les Juifs, qui entraient toujours dans le royaume, malgré les prohibitions, achetèrent par quelques sacrifices, le droit de pressurer ceux qui avaient besoin d'argent, peuple, bourgeois et gentils-hommes.

En 1611, Hugues Delestro, ancien ligueur et lieutenant du roi, à Langres, présenta à la reine régente, Marie de Médicis, *le premier plant de mont-de-piété françois*. C'était le projet d'une organisation immense qui embrassait toutes les branches de l'administration publique. Il définissait son mont-de-piété : « Un trésor auquel il est permis, mieux qu'en celui de Crésus, prendre ce que l'homme ne peut emporter, même il abandonne plus que la nudité du pauvre n'a besoin, ni de force. Trésor, en outre, dans et dessus un mont, fondé ainsi que toute la terre créée sur les eaux de la miséricorde et des aumônes des peuples, afin d'être l'œil à l'aveugle, le pied au boiteux, l'oreille au sourd, la langue au muet, le voile de la vierge, la garde de la veuve, le bâton du vieillard, le père de l'orphelin, le pédagogue de l'enfant, le précepteur du disciple,

¹ Les Juifs dans le moyen âge, p. 481.

le maître de l'apprenti, non le médecin et la garde seulement, mais la médecine même du malade, en sommaire, tout à tous. »

Cette définition promet beaucoup, et cependant Delestre tient ses promesses et au delà. Il a consacré 1,140 pages in-quarto à développer son système.

Le mont-de-piété comprend :

1° Une banque de prêt sur nantissement, prêtant gratuitement aux pauvres jusqu'à concurrence de 7 livres (21 fr. 49 c.), sauf 4 deniers pour livre pour les frais d'administration. Aux autres emprunteurs, la banque prêterait jusqu'à 1,000 livres (3,000 fr. environ) sur des gages d'une valeur double, aux conditions suivantes :

Pour trois mois,	à 2 p. $\frac{1}{2}$ %.
Pour les trois mois suivants,	à 2 $\frac{1}{2}$ p. $\frac{1}{2}$ %.
Pour trois mois en sus,	à 3 p. $\frac{1}{2}$ %.

Le terme de neuf mois expiré, le gage est vendu et l'excédant remis à l'emprunteur.

2° Une espèce de tontine, dans le genre de celle de Florence, destinée à former des dots, par l'accroissement de la somme placée dans l'établissement. Ainsi, 1,000 écus, versés à la naissance de l'enfant, produiraient 2,500 écus pour une fille, à l'âge de dix-huit ans, et 3,000 écus pour un garçon, à l'âge de vingt-trois ans, ou une pension viagère au denier treize (7, 69 p. $\frac{1}{2}$ %) pour les filles et les garçons qui entreraient en religion.

3° Une caisse de garde ou d'épargne pour les ouvriers et domestiques seulement. L'argent porterait intérêt au denier dix-sept (5, 88 p. $\frac{1}{2}$ %), avec faculté de retrait, sauf que les huit premiers jours et les huit derniers jours ne produiraient pas d'intérêt.

4° Une banque de dépôts volontaires avec intérêts au denier trente (3, 33 p. $\frac{1}{2}$ %), avec faculté de retrait à volonté. Cette banque recevrait aussi des capitaux rendus insaisissables, avec intérêts au denier vingt-sept (3, 70 p. $\frac{1}{2}$ %), et dont les deux tiers seraient remis aux personnes désignées dans le testament du déposant. Enfin, elle se chargerait des deniers pupillaires.

Tous les profits du mont seraient affectés à des objets de charité ou d'utilité publique. On y trouve annexés :

1° Une maison de refuge pour les prêtres pauvres, les veuves, les orphelins, les étrangers, qui doivent être entretenus tant que durera leur état de nécessité, et occupés, si faire se peut. S'ils ont des affaires au parlement ou ailleurs, le mont s'emploiera pour eux et leur fournira des avocats, procureurs et solliciteurs.

2° Une maison d'asile ouverte aux personnes qui voudront s'y retirer et y laisser tout ou partie de leurs biens.

3° Une maison de refuge ou de correction pour les filles repenties. Ici l'auteur distingue. Les filles ou veuves que la misère ou de mauvaises habitudes ont conduites à la débauche, et qui voudront s'amender, pourront se présenter au refuge qui les accueillera, leur fera «*gratieux et doux traitement*, et les aidera, au besoin, à se marier. Quant aux autres putains, découvertes et dépréhendées, elles seront menées par justice en l'hôpital ou quartier des femmes, et sous la correction des plus vertueuses, choisies entre elles, haineuses de l'impureté et de la dissolution ; où elles seront recluses jusqu'à ce qu'elles aient détesté la prostitution. Encore ne seront-elles licenciées que l'on ne voie à quel parti elles se réduisent, si à service honnête et non suspect, si à mariage, auquel le maquereillage ne soit point douteux, ni autre supposition criminelle. »

4° Un dépôt de mendicité. Des surveillants devront parcourir la ville et ramener les mendiants. Ceux qui seront repris, après s'être échappés, seront punis.

5° Un vaste hôpital pour les malades, où il y aura des salles pour les femmes en couches. L'hôpital devra servir de clinique pour la faculté de médecine de l'Université.

6° Un atelier général dit «*grand ouvroir* », où les ouvriers pourront apprendre toutes sortes de métiers sous des maîtres gagés par l'établissement. Le mont fournira des ouvriers aux villes qui en auront besoin, récompensera les inventeurs de choses utiles, s'efforcera de rendre les professions héréditaires, et, de cette manière, travaillera à répandre l'aisance dans la classe ouvrière.

7° Une caisse pour le rachat des captifs. «*Seront préférés les garçons, filles, femmes mariées, veuves et ceux desquels on se servirait à crime, et les apostats convertis. Puis, seront rédimés les hommes qui ont femme et enfants, ou l'un des deux, nécessaires par leur absence. De sorte que leur délivrance de prison soit la franchise de leurs pauvres familles et une bonne recrue à la société humaine.* »

8° Un séminaire dit des Anges pour l'éducation et l'entretien d'un certain nombre d'enfants pauvres, surtout d'orphelins destinés à la carrière ecclésiastique et spécialement aux missions étrangères, sans toutefois leur ôter la faculté de prendre plus tard une autre direction.

9° Un hospice pour les indigents, les idiots et les orphelins. «*Les comédiens quinquagénaires seront par pitié menés en l'hôpital où ils se remettront en la meilleure connoissance et grâce de Dieu, à qui ils ont proditoirement soustrait et inhumainement dérobé tant de temps.* »

10° Une caisse d'assistance pour les hérétiques convertis, leurs enfants et familles, les schismatiques grecs, abyssins et autres, les Juifs, les Mahométans des deux sectes, et «*tous autres payens, idolâtres et infidèles, s'ils se convertissent et se trouvent en pauvreté.* »

11° Un grenier d'abondance « à y resserrer froment, seigle, orge et légumes, non-seulement pour la nourriture de tant de milliers de créatures qui en seront alimentées, mais encore pour être ouvert publiquement et à tous, en temps de famine et de trop grande cherté. »

12° « Pour obvier aux pertes et maladies épidémiques, le mont se charge de la netteté des rues, de faire exécuter les règlements contre ceux qui élèvent des pores, lapins, etc., et continue à faire sévèrement que, sans exceptions, tous les pauvres tenus fort nettement, ne se verront plus vagabonder dans les rues, halener de leurs ordures, ni pâmer de leurs horreurs les passants et hideusement battre le pavé. »

13° « L'une des plus voyantes charités du mont sera d'entretenir au collège, sept ans entiers, jeunes étudiants, enfants légitimes, propres à l'étude (il les souhaiteroit de noble extraction), tels qu'ils lui seront présentés et nommés pauvres, trois de toutes langues et pays, trois de la seule Rome, trois de toute l'Italie, trois d'Allemagne, trois d'Espagne, trois de Portugal, trois de Flandre ès Pays-Bas, trois de Savoie, trois de Lorraine, trois de la Suisse, trois des Lignes Grises, et d'autres pays également. Le mont s'évertuera à leur faire apprendre la piété, toute vertu et bonne science. »

L'éducation et la surveillance des jeunes gens préoccupe beaucoup Hugues Delestre. « S'il se pouvoit faire, dit-il, que nul écolier logeât hors des collèges, puisqu'il y en a si grand nombre, et en seroient toutes conditions commodément modérées, modérément réglées, il seroit à souhaiter. Si ce n'étoit en pension, ès logis de bons maîtres bien connus qui tinsent leurs portes fermées, quand les leçons cessent à l'entrée de la nuit; non indulgents, ni ployables à qui prétendrait faire des sorties aux heures des ténèbres. Je désirerois que nul écolier pût user de la liberté des chambres garnies, qui ne se témoignât âgé de vingt-cinq ans ou plus, ou qui ne fût sous la charge d'un docteur ou personne aperçue digne de toute confiance et suffisant pour en bien répondre. Les écoliers malades seront reçus et bien traités dans l'hôpital du mont. Il y aura trois distributions de prix, de beaux et bons livres, d'auteurs pieux et doctes, donnés à ceux qui auront fourni les meilleurs mémoires sur des matières religieuses que l'écolier choisira à son gré sur la théologie, la métaphysique et la philosophie morale, rédigés en latin, une poésie grecque, un poème latin. »

Enfin le mont détruira toute usure. « Plus de banques, plus de banqueroutiers : les sages arrêts de ce grand parlement les ont réduits au petit pied; la piété de ce mont bannissant leurs usures et déchassant leurs fraudes par un secours plus prompt, plus facile et aux largeurs de toutes les commodités sûretés, achève d'enterrer à ses pieds cet Antée monstrueux qui finit la race des geants, étouffé entre ses bras. »

Après avoir indiqué le but du mont-de-piété, Delestre s'occupe du

moyen de lui procurer les fonds nécessaires à ses opérations. La dotation se compose :

1° De l'apport des cinquante seigneurs gouverneurs, qui est un véritable prêt, mais dont le dixième denier (10 p. $\frac{1}{10}$) restera au mont, lorsqu'ils sortiront de charge. Le premier seigneur devra apporter 5000 écus; le second, 4000; le troisième, 3000, et les autres chacun 2000. Les cent seigneurs du Bon Conseil devront apporter chacun 1000 écus aux mêmes conditions; ensemble 206,000 écus (environ 1,386,792 fr. de notre monnaie actuelle).

2° De certaines taxes des pauvres, de collectes faites aux églises et autres lieux publics, d'aumônes prélevées sur certaines professions, sur presque tous les emplois, sur toutes les promotions :

Ainsi les maîtres-ès-arts payeront pour leurs lettres et brevets au moins 5 sols; les bacheliers 12 sols, les licenciés 15 sols, les docteurs 20 sols, les bedeaux 10 sols, les messagers de l'université 10 sols et le recteur au moins 1 écu. Les maîtrises des métiers seront taxées pour chaque maître, savoir : la plus haute à 50 sols, la médiocre à 30 sols, la moindre à 15 sols. Les comédiens, bateleurs, jongleurs, etc., « s'il n'est pas possible d'en nettoyer le pays » payeront annuellement deux écus et demi par compagnie; d'un droit de présentation de toutes les causes nouvelles dans les cours ecclésiastiques et séculières; d'un impôt sur les mines, sur les nouvelles inventions; du dépôt des droits d'aubaine, de bâtardise et de confiscation, dévolu au roi; du quart de tous les trésors, épaves et choses trouvées; d'une portion des amendes que pourront encourir les auteurs de certains délits, tels que blasphémateurs, sacrilèges, maquereaux, putains, dissolus, joueurs, berlandiers et leurs réceleurs; des confiscations des biens des magiciens, sorciers, maléfiques, athées; du cinquantième du produit de la pêche, etc.

3° De l'exploitation, pendant un temps déterminé, des terres vaines et vagues, des îles, flots, atterrissements, non occupés à titre régulier; de la jouissance de maisons appartenant aux bénéficiers, moyennant un loyer convenable.

4° Du produit du trafic qu'il fera au moyen de concessionnaires avec lesquels il partagera les bénéfices.

5° Du commerce qu'il fera lui-même avec les colonies, avec cinq vaisseaux bons et bien armés, pour ramener et mener en cours de féal trafic et secours de la plus fraternelle négociation, tout ce qui abonde en l'une des contrées fait défaut à l'autre.

6° Des fonds versés par des fondations pieuses, moyennant une rente perpétuelle au denier quinze (6, 66 p. $\frac{1}{6}$), ou une rente viagère au denier douze (8, 33 p. $\frac{1}{6}$).

L'administration du mont se compose :

1° De cinquante seigneurs gouverneurs, dont sept devront être tou-

jours en charge et solidairement obligés pour toutes les opérations du mont; 2° de cent autres seigneurs formant le Bon Conseil, et dont les cent voix ne compteront que pour cinquante dans les délibérations.

Les seigneurs ne seront pas chargés du maniement des fonds. Ils éliront à cet effet :

Un receveur général,
Quatre répartiteurs,
Un argentier,
Quatre notaires,
Deux gardes-meubles,
Deux appréciateurs,
Sept sergents pour les ventes, etc.

A la tête du grand hôpital seront un général, son lieutenant et quatre administrateurs.

Tous les ans le mont-de-piété rendra son compte.

Tel est, en résumé, le plan de Hugues Delestre; son mont-de-piété embrasse presque toutes les branches de l'économie sociale, et si on ne peut admettre avec l'auteur que tous les biens de la France auraient dû y être apportés pour faire revivre l'antique communauté chrétienne, on doit reconnaître, dans les détails, des vues très-sensées, des aperçus ingénieux et une foule d'idées utiles qui, pour éclore, ne demandaient qu'à être mûries par le temps et des circonstances plus heureuses. La plupart, en effet, ont été réalisées et, après deux siècles, accueillies comme de merveilleuses nouveautés.

Aux états généraux convoqués en 1614 à Paris, un faiseur de projets, fortement appuyé par la noblesse, présenta le plan d'un mont-de-piété « où il y auroit des deniers pour prêter à l'intérêt du denier seize sur des gages que donneroient ceux qui auroient affaire d'argent. » Le tiers état rejeta cette invention, « comme un moyen d'introduire de nouveaux usuriers en France, où il y en avoit déjà trop ¹. » Et, en effet, l'année suivante, des lettres patentes de Louis XIII ordonnèrent à tous les Juifs résidant dans le royaume d'en sortir dans le délai d'un mois.

Quel était ce faiseur de projets dont on n'a pas cru devoir donner le nom? Probablement Hugues Delestre. Quoi qu'il en soit, le projet rejeté par les états généraux fut pris en considération en 1626. Au mois de février de cette année, le roi rendit un édit par lequel il créait des offices de commissaires receveurs des deniers des saisies réelles, savoir : deux dans les villes où il y avait parlement, et un dans celles où il y avait justice royale. Le même édit porte établissement d'un mont-de-piété dans chacune de ces villes.

Les commissaires receveurs des deniers des saisies réelles étaient

¹ A. Bazin, *Hist. de France sous Louis XIII*, t. 1^{er}, p. 303.

chargés de l'administration de toutes les terres, maisons et autres immeubles saisis. Ils furent établis pour parer aux inconvénients qui résultaient de ce que les sergents ou huissiers qui opéraient ces saisies nommaient qui bon leur semblait pour commissaires aux biens saisis. Ces agents étaient chargés de la régie de ces biens jusqu'à leur adjudication. Les fruits appartenant aux propriétaires étaient distribués à leurs créanciers, mais ils étaient perçus par les commissaires qui prélevaient les frais de gestion. Cette institution avait quelques rapports avec celle de la Caisse des dépôts et consignations, à cette différence près qu'elle n'avait trait qu'aux deniers provenant des saisies immobilières.

L'ordonnance relative à la création des monts-de-piété est ainsi conçue :

« Afin que nos sujets puissent être soulagés en leurs affaires domestiques et recueillir le fruit du soin que nous voulons avoir d'eux par le moyen de cet établissement, nous voulons et ordonnons que lesdits commissaires receveurs dressent un mont-de-piété chacun au lieu de sa demeure, auquel mont il sera loisible à toutes sortes de personnes de prêter au denier seize (6, 25 p. $\frac{2}{3}$), ou moindre intérêt. Et à ceux qui auront besoin d'être secourus, d'emprunter desdits commissaires receveurs, par obligations ou sur gages, pour la sûreté du prêt, de telles sommes de deniers qui leur feront besoin, sans prendre plus grand intérêt qu'au denier seize, sinon en cas qu'ils eussent correspondance par lettres de change qu'ils en pourront tirer au denier douze (8, 25 p. $\frac{2}{3}$), sans être estimés usuriers, et en des lettres de change seulement. Et afin que le présent établissement puisse être facilement exécuté et qu'il ne reçoive aucune altération à l'avenir, nous avons créé et érigé, créons et érigeons par ce même édit, l'office en hérédité de directeur général desdits monts-de-piété établis en celui notre royaume, pays et terres de notre obéissance, pour donner l'ordre dudit établissement et avoir l'œil qu'il ne s'y commette aucun abus au détriment de nos sujets, et, pour cet effet, lui donnons pouvoir de se faire représenter ou à ceux qu'il commettra sur les lieux, les registres desdits prêts, et y corriger tous les défauts qu'il y reconnaitra être préjudiciables à nos sujets, pour lesquels ledit directeur, ou ses commis, en fera plainte par devant les juges du ressort de l'établissement dudit mont-de-piété, à ce qu'à l'avenir nos bonnes intentions soient suivies et exécutées de point en point, et nos dits sujets soulagés en leurs nécessités. Et pour les droits, frais, salaires et vacations dudit directeur et de ses commis, et ceux qui passeront lesdites obligations qu'il conviendra faire, lui avons attribué et attribuons.... de tous lesdits prêts, qui sera payé par celui qui empruntera, sans que lesdits prêts puissent retarder en façon quelconque la restitution des deniers qui seront mis ès-mains de nos dits commissaires receveurs, pour être délivrés aux personnes à qui il sera ordonné

après les arrêts, sentences d'adjudication et mandements d'ordre délivrés. Entendons que lesdits prêts soient volontaires, tant de la part de ceux qui emprunteront que de celle de nos dits commissaires receveurs quant à la durée du prêt. Lesquels régleront si bien leur temps qu'ils n'obligent point les particuliers à attendre le paiement de leurs deniers, après lesdits arrêts, sentences et mandements d'ordre rendus, n'ayant d'autre intention que de soulager toutes sortes de personnes, et particulièrement les plus pauvres, lesquelles, faute de caution, ne peuvent trouver leur commodité qu'à grande peine et usure ¹. »

L'institution des monts-de-piété créés par Louis XIII est tout simplement une banque nationale qui prête à un taux assurément très-modéré. Cette application de l'argent provenant des saisies réelles indique un progrès dans les idées économiques. Le prêt est consenti sur gage, sur obligation ou sur lettre de change. Dans les deux premiers cas, il est perçu 6, 25 p. $\%$ d'intérêt annuel; dans le troisième cas, 8, 25 p. $\%$, plus les frais d'administration qui devaient être fixés ultérieurement. Le directeur n'intervenait que pour surveiller l'exécution de la loi et non dans le contrat de prêt qui regardait les commissaires receveurs. Ces officiers avaient le droit de consentir ou de refuser le prêt et d'en déterminer la durée.

Ce système de banque n'exista qu'en projet. Une déclaration du 14 mars 1627 restreignit l'édit de 1626, et défendit aux commissaires de fonder des monts-de-piété avant que le roi en eût ordonné. Elle fut suivie d'une autre déclaration qui retrancha les monts-de-piété de leur office. Ainsi s'arrêta cette vaste organisation qui devait embrasser toute la France.

Le cardinal de Richelieu avait sans doute été l'instigateur de cette mesure, qui eut, avant tout, un but politique. Les scandaleuses dilapidations de Concini, sous la régence de Marie de Médicis, les concussions des traitants et l'avidité des gens de cour, avaient vidé les caisses publiques, et le cardinal voulut inaugurer son arrivée aux affaires par des moyens propres à lui concilier les esprits et à les associer à ses grands desseins, en laissant entrevoir un gouvernement à bon marché, ce leurre que l'on jette au peuple comme une espérance pour obtenir de lui, de bon gré, ce qu'on n'oserait pas lui arracher par la force. Il avait commencé par ériger une cour de justice pour connaître de la gestion des financiers, dont plusieurs payèrent de leurs têtes les abus de leurs charges. A l'assemblée des notables qu'il convoqua en 1626, il promit des réformes, la réduction des dépenses de la cour, la diminution des pensions et la démolition des forteresses placées en dedans des frontières, ces derniers remparts de la féodalité qui nécessitaient de nom-

¹ Ferrière, *Dictionnaire de droit*, v°. Commissaire aux saisies réelles.

breuses garnisons pour sauvegarder l'autorité royale et mettre les habitants à l'abri des violences des seigneurs. Mais ces épargnes étaient encore trop faibles pour que les besoins de l'État n'excédassent pas ses revenus. « Restait donc, disait-il, à augmenter les recettes, non par de nouvelles impositions que les peuples ne pourraient plus porter, mais par des moyens innocents qui donnent lieu au roi de continuer ce qu'il a commencé à pratiquer, en déchargeant ses sujets par la diminution des tailles. » Ces moyens consistaient à faire rentrer le gouvernement dans la jouissance de vingt-deux ou vingt-trois millions de revenus en domaines et autres produits qui étaient engagés. « Alors, ajoutait Richelieu, le trésor pourrait suffire à tous les besoins; les peuples seraient soulagés, et ne payeraient d'impôts que ce qui serait nécessaire pour qu'ils n'oublient pas leur condition et ne perdent pas la coutume de contribuer aux frais publics. » On sait ce qui advint de ces promesses. Les impôts déjà établis s'accrurent dans une proportion jusqu'alors inconnue, on en créa de nouveaux et avec d'autant plus de facilité que le roi s'attribua, contre tous les principes, le droit souverain de les lever, droit qui n'appartenait qu'à la nation. Les confiscations, l'exil et l'échafaud marquèrent la voie sanglante qui devait conduire par le despotisme à l'unité nationale.

Cependant l'argent avait singulièrement baissé de valeur à cette époque relativement à celle qu'il avait dans les temps antérieurs. Prenons pour termes de comparaison les foires de Champagne et de Brie, au XIV^e siècle, et certaines institutions de banque du XVI^e siècle.

Ces foires, qui étaient un des entrepôts du commerce d'alors, avaient été établies par les comtes de Champagne et de Brie dans dix-sept villes de ces deux provinces. Les marchands y venaient de tous côtés, et principalement de Florence, Milan, Lucques, Venise et Gênes. Ils y apportaient les produits du Levant et de l'industrie italienne, et prenaient en échange des marchandises françaises. Elles se trouvaient dans un état très-florissant lorsque les comtés de Champagne et de Brie furent réunis à la couronne de France, en 1284, par le mariage de Philippe le Bel avec Jeanne de Navarre, qui en était l'héritière.

Des avantages considérables et des privilèges de toute sorte y étaient accordés aux marchands. L'ordonnance de Philippe IV, donnée en l'abbaye de Maubuisson, en juillet 1311, fixe à 20 p. %, *quinquies quatuor libras pro centum libris*, « le gain qui se prend de foire en foire pour prest ou change, ou pour autre manière de contrault semblable. » Or, ces foires se tenaient six fois l'année, *sexies in anno*. L'intérêt légal de l'argent était donc de 20 p. % par deux mois, ou 10 p. % par mois, soit 120 p. % par an, pour les prêts et conventions résultant de ce qu'on appelait *lettres de foires*.

Hors de ces foires, personne ne pouvait, sous peine de perte de corps

et de biens, prêter à intérêt au delà d'un denier pour livre par semaine, quatre deniers par mois et quatre sous par an, soit 20 p. % par an. Le préambule de l'ordonnance est remarquable :

« Nos désirants de grant affection de tout nostre cœur, ainsi comme sommes tenus et noz prédécesseurs de qui nous sommes descendus, ont toujours fait la réformation publique de nostre royaume et proufict de nos subgiez procurer et eschever leur damage, veons clairement et regardons que les griés usures qui courent en ces temps par toutes les parties de nostre royaume devourent et dégastent les biens et la substance de nos subgiez communément, en tant que sans nombre de gens nobles en sont venus en grant povreté, et venroient plusieurs se remède n'y étoit mis, etc. ¹. »

La fixation de l'intérêt à un taux si élevé était considérée comme le résultat de *la réformation publique* !

En 1493, la banque de Gênes prête à Charles VIII cent mille francs à 42 p. % par an.

En 1538, l'intérêt exigé par la banque de Lyon était de 17 p. % à 18 p. %. « Aucuns font encore pis, dit Dumoulin, et naguères ai vu certains contrats du mois d'avril de l'an 1539 de deux banquiers de Lyon promettant fournir à un banquier de Paris tout l'argent qu'il faudrait à Rome pour l'expédition des bulles d'aucuns évêchés et abbayes de ce royaume, paiement des damnées annates, jusqu'à la somme de dix mille écus, jusques à six ans prochains ensuivants, à la charge de leur payer les changes et intérêts de tout l'argent qu'ils auraient baillé ou fait bailler, à la raison de dix pour cent de foire en foire (40 p. %) ². »

Or, en 1627, le taux légal de l'intérêt était fixé du denier dix-huit au denier vingt (de 5, 50 p. % à 5 p. %) dans les différentes provinces. Il avait donc fallu plus de trois siècles de travail et de production de richesse pour faire descendre l'intérêt de 120 p. % à moins de 6 p. %.

Plusieurs de nos villes actuelles eurent des monts-de-piété vers la fin du xvi^e siècle et dans le courant du xvii^e ; mais la plupart n'appartenaient pas alors à la France. Indépendamment de celles faisant partie des Pays-Bas, Arras, Valenciennes, Cambrai, Lille, Bergues et Douai, nous voyons Avignon élever un mont-de-piété en 1577, Carpentras en 1612, Apt en 1674, l'Isle (Vaucluse) en 1675, et Brignolles en 1677. Ces villes, situées dans le comtat d'Avignon et le comtat Venaissin, étaient la propriété des papes. Le mont d'Avignon était le plus important. Fondé par la congrégation de Notre-Dame-de-Lorette, il fut approuvé, en 1612, par Paul V. L'intérêt n'y dépassait pas 2 1/2 p. %. L'exemple d'Avignon provoqua la création des monts de Beaucaire en 1583, d'Aix en

¹ Ordonnance du Louvre, t. I, p. 484.

² Sommaire des contrats, usures, etc., n° 59.

1635, de Tarascon en 1676, de Montpellier en 1684, de Marseille en 1696. Ceux-ci furent l'œuvre du clergé et des personnes pieuses ; le gouvernement n'eut aucune part à leur fondation. Trois autres villes, dont une seule était française, érigèrent, vers la même époque, de semblables établissements, Sedan et Nancy, appartenant au duc de Lorraine, savoir, la première, en 1615, la seconde, en 1630, et Angers, en 1684.

L'honorable directeur du mont-de-piété de Nancy, M. Lefèvre, a eu la bonté de nous faire copier, aux archives de la ville, l'ordonnance rendue le 3 septembre 1630 pour l'établissement du mont. Ce document mérite d'être connu, tant à cause des idées générales sur lesquelles il s'appuie que de l'organisation administrative qu'il présente. Si le passé nous montre des écueils à éviter, il nous a légué aussi des exemples à suivre, et, en l'étudiant, nous nous sommes rappelé plus d'une fois les paroles adressées à Solon par un prêtre de Saïs, lorsqu'il se rendit en Égypte, avant de donner des lois à Athènes : « O Athéniens ! vous n'êtes que des enfants. Vous ne connaissez rien de ce qui est plus ancien que vous ; remplis de votre propre excellence et de celle de votre nation, vous ignorez tout ce qui vous a précédés ; vous croyez que ce n'est qu'avec vous et avec votre ville que le monde a commencé d'être ¹. »

Charles, par la grace de Dieu, duc de Lorraine, etc., etc., etc., à Tous qui verront les présentes, Salut.

Comme sur les soins et desirs que nous avons du bien et soulagement de nos sujets, il nous ayt esté représenté qu'autrefois il aurait esté proposé d'establir dans nos pais certaine forme de mont-de-piété pour leur assistance et prompt secours de prest d'argent à toutes occasions de leur besoing dont toutesfois le dessein serait demeuré sans effect, et soit que nostre cher et bienaimé le sieur Charles Mus, administrateur du mont-de-piété de la ville de Thuin au pais de Liège, nous ayt fait entendre que pour le désir qu'il a de nous servir il en establirait volontiers un dans nostre ville de Nancy aux mêmes charges et conditions que celui qui est érigé en la ville de Bruxelles, la cognoissance que nous avons des vsures excessives qui se commettent en nos pais nonobstant toutes ordonnances faites par nos prédécesseurs Ducs et nous mesmes, nous a fait considerer le bien et commodité que l'on peut esperer de tel establissement pour redimer les pauvres, et mesmes les riches des rigueurs et ruynes que l'avarice leur fait supporter à leur besoing et nécessité, selon que les plaintes et les procès qui s'en ensuivent journellement, descouurent le mal et la misère à tel point qu'encor que par les prestz d'argent permis par l'érection dudit mont de Bruxelles qui nous a esté représenté à cet effect, ce bien nous ayt semblé d'abord peu considérable vu l'exces qui paroit de la rente ou interest accordé pour les deniers qui y sont prestez, si est ce que tel et tout autre remede poissant estre toléré pour éviter toutes occasions et contraintes de souffrir par nos subjectz l'extremité desdites vsures, et mesmes ayant esgard que la rente et interest desditz prestz n'est permis qu'à cause des grands frais qu'il est besoing

¹ Platon, dans le Timée.

d'employer à l'entretienement dudit mont, comme nous l'avons fait reconnoître si exactement qu'il est certain que pour donner commencement à cest établissement, il conviendrait accorder quinze pour cent afin d'indemniser et garantir de perte celui qui entreprend cette érection. A condition toutesfois que tout le profit qui pourra arriver à la suite du temps après les charges ordinaires acquittées, ne sera aucunement pour ledit entreprenneur, mais pour servir à diminuer d'autant, par chacun an, ladite rente et interest, comme nous entendons que pour celuy établi à Bruxelles et autres lieux des Pais-Bas, les interest de quinze pour cent se trouvent reduits à beaucoup moins depuis leur établissement et que ceste réduction doit continuer insque a ce que lesdits interestz puissent estre reglez à sept pour cent et au dessous, selon qu'il est aussi convenu pour la présente érection qui nous est proposée, outre plusieurs autres modifications, avantages et soulagement que nos subjectz de toute qualité en peuvent ressentir à l'aduenir, soit pour le bien du commerce et *même pour l'assistance des pauvres par prest de pure charité et sans toutesfois que nous ayons aucune intention d'empêcher la liberté de suivre tous les autres meilleurs moyens recherchez ci-devant et pratiques pour nos subjectz pour estre assistez à leur besoin, ainsi que le tout sera plus à plain déclaré cy-après.*

Nous pour ces causes et après en avoir en l'advis des gens de nostre conseil et sur la délibération et advis particulier de bon nombre d'auteurs principaux théologiens de nostre estat, assemblez de l'authorité et par mandement expris de nostre très cher et très aymé frère, monsieur le cardinal à l'esgard dudit interest de quinze pour cent par eux approuvé pour les raisons de l'indemnité sus déclarée; sçavoir faisons que le tout bien et mûrement considéré, avons permis, accordé et octroyé, permettons, accordons et octroyons audit sieur Charles Mus de pouvoir ériger en ceste nostre ville de Nancy un mont-de-piété et ce au lieu qui sera trouvé plus commode, attendant qu'il y ayt fond suffisant pour bastir une maison propre à l'usage d'iceluy, et que l'ouverture dudit mont se fera dans le cour des Cendres de l'année prochaine 1634, si faire se peut, sinon ou plustost qu'il pourra.

II.

Que celuy sera tenu et obligé de faire le fond nécessaire à l'establisement et érection d'iceluy, de ses deniers ou de son crédit, pour assister par prest toutes personnes de quelle qualité et condition elles soient qui pourroient y avoir recours pour le besoing de leurs affaires ou autres nécessitez, sur gages qu'ils apporteront audit mont pour la seureté du prest.

III.

Et pour donner autant de moyen et ayde audit administrateur à supporter les charges et fond d'iceluy, nous avons accordé qu'il soit loisible à vu chacun de mettre argent en rente audit mont par pure constitution et à rachat, et prester argent audit mont en payant la rente et interest à raison de sept pour cent, payable de six mois en six mois; comme aussi nous avons permis d'acheter rentes à vie à proportionner selon l'âge des acheteurs, en sorte qu'à raison de la perte qui se fait de la somme principale par la mort dudit acheteur qui l'a baillée, et du bazar de sa vie plus courte ou plus longue, il est licite d'en tirer rente ou interest à plus haut prix qu'il n'est permis par les ordonnances et lois ordinaires, selon que la pratique en est assez fréquente ex-lieu où se trouvent ériges semblables monts-de-piété, et au moyen de quoy nous avons accordé que les contrats desdites rentes à vie se passeront sans aucuns frais dudit acheteur par devant un tabellion, lequel tiendra registre de toutes rentes et prestz affectez sur ledit mont, et ne pourra passer les lettres aux créditeurs, sans estre vidimées par l'intendant et scellées de l'ordonnance des sieurs Protecteurs et Conseillers qui seront établis pour l'administration dudit mont.

IV.

En faveur et contemplation dudit mont, et par grâce particulière, nous avons déclaré et déclarons que tant les constitutions que les achats desdites rentes et prests qui se feront audit mont, seront exempts de toutes cotisations et contributions, et généralement de toutes charges qui pourroient estre imposées sur deniers de semblable nature.

V.

Toutes lesdites rentes et prests seroient et sont esfranchis de tous droits de confiscation lesques à la somme de dix mille francs et au-dessous en capital pour chacun créateur dudit mont et ce pour quel cas ou crime qu'ils pourroient commettre après le terme de deux ans, à compter du jour de la constitution de la rente ou desdits prests, excepté seulement le crime de lèse-majesté, et que ce privilège n'aura lieu qu'en faveur de premier acheteur desdites rentes et créateur et de ses effets légitimes, sans pouvoir passer à autres personnes.

VI.

Par les moyens que dessus le mont estant fourny de deniers, l'on prestera à moindre prix que faire se pourra, au plus grand soulagement des pauvres et du public et du profit provenant à raison de tel prest, se payeront premier les rentes et pensions à vie, comme aussi les salaires de l'administrateur, intendant et serviteurs et tout ce qui dépendra de la fonction, suivant la taxe que nous en avons fait.

VII.

Que si les charges prédites payées, il y avoit quelque reste surcroissant, le reste sera joint avec les aumosnes et pieux legats que l'on pourra faire audit mont pour servir à la réduction et diminution desdits intérêts de quinze pour cent et entres ses declarez.

VIII.

Et afin que la conduite dudit mont soit dirigée avec un bon ordre, l'administrateur délivrera à l'intendant, tous les mois, l'estat de son mont, lequel intendant le fera voir et entendre aux protecteurs et conseillers d'iceluy, visitera souvent ledit mont avec revue des gages et se rendra compte de sa présence une fois l'an par-devant les sieurs protecteurs et conseillers dudit mont, pour iceley oüy, arrêté et conclud, diminuer annuellement l'intérêt si faire se peut.

IX.

L'on ne prestera audit mont sur héritages, obligation, cession ou tenans nature d'iceux, mais seulement sur meubles qui pourroient entrer et sortir dudit mont.

X.

L'administrateur et officiers dedit mont se seront tirez en cause par devant aucun juge de nos pais pour quel cas que ce soit, sinon par devant les sieurs protecteurs et conseillers dudit mont.

XI.

Les gages apportez au mont se garderont en entier, après lequel seront venduz publiquement au plus offrant et dernier enchériseur, au jour qui sera prescrit et publié par affiches, et ce par un vendeur public qui prestera serment au mont, pour re-

convenir sur le prix de la vente le prest, avec l'intérêt lors escheu et avant procéder à ladite vente s'en fera l'estimation par priseur assermenté si le gage est précieux, ainsi qu'il se pratique en nos pays, pour, après avoir retiré le capital et intérêt, restituer au propriétaire le reste du prix de son gage vendu en rapportant le billet.

XII.

Que si toutes fois le propriétaire se présente à la fin de l'année pour payer l'intérêt de son gage, l'administrateur sera tenu de recevoir et garder de rechef ledit gage au entier, si le propriétaire pendant ladite année ne le vient racheter.

XIII.

Et s'il arrivait que quelqu'un eut perdu le billet qui se donne pour faire paroître le gage apporté au mont, iceluy sera tenu en donner bonnes enseignes et caution suffisante, moyennant quoy lui sera baillé nouveau billet.

XIV.

Et d'autant que par abus et tromperies aucuns peuvent apporter audit mont des gages pris à autrui et desrobés, lesquels gages peuvent estre repetez par le propriétaire, nous, avec bonne et particulière délibération, avons accordé et accordons que les gages ne pourront estre repetez ou reclaimés sous tiltre d'emprunt ou larcin qu'en payant le capital et l'intérêt à la ratte et proportion du temps qu'il aura été apporté et demeuré audit mont, sera néanmoins à la prudence de l'administrateur ou son commis, en son absence, de prendre garde à la qualité de la personne qui portera le gage, pour, en cas qu'il présume ledit gage estre desrobé, en différer le prest, iniques à ce que par certificat de quelque personne de cognoissance il luy apparaisse de l'estat et condition de celui qui empruntera, de quoy il sera chargé par son serment, et en cas que quelqu'un soit desrobé, il pourra en donner avertis audit administrateur avec déclaration et désignation de la qualité du larcin, pour y prendre garde et advertir le propriétaire selon l'adresse qui sera donnée audit administrateur, auquel cas le prest requis sera différé de trois à quatre iours.

XV.

Et pour plus grande précaution, nous avons inhibé et defendu comme par cestés nous inhibons et defendons à toutes personnes de porter aucun gage desrobé audit mont, de quelque petite valeur ce soit, et ce à peine de la vie, et sans espérance de grâce ou rémission, et en cas que nous en octroyions, nous déclarons lesdits pardons et grâces nuls et obreptifs, et mandons à tous juges qu'il appartiendra de n'y déléguer.

XVI.

Danantage, pour éviter les difficultés qui pourroient naistre entre les propriétaires des gages et officiers dudit mont, nous accordons que les seruiteurs et officiers d'iceluy seront creus à leur serment de ce qu'ils auront presté sur gages, au contenu du billet qui sera prins sur le registre.

XVII.

L'administrateur et officiers pourront librement pour le recouvrement des sommes principales prêter sur les gages, et pour le plus grand profit des propriétaires, encherir et acheter à la vente publique des gages surannez, comme tous autres particuliers et les revendre, sans que les maistres des mestiers y puissent prétendre aucune chose au contraire, non plus que les fermiers des impôts.

XVIII.

Un gage consistant en diverses pièces engagé au mont pour dix escus, au moins, le propriétaire d'icelluy pourra le même jour quand il voudra diminuer le capital de son gage d'un, deux, trois ou quatre escus à la fois, comme aussi il pourra, en payant pour le rachat de son capital et interest, retirer à son choix une pièce de son dit gage ou la totalité d'icelluy, quand bon luy semblera.

XIX.

Que si le propriétaire n'avoit argent à la main pour retirer la pièce que la nécessité lui fait retirer en tel cas, en subrogeant quelque autre gage de pareille valeur en son lieu, le pourra retirer à toute heure, en payant l'interest à la rate du temps.

XX.

D'autantage, si quelqu'un avoit laissé un gage de cent escus pour dix, pourra pour son soulagement demander deniers à plusieurs fois, jusques à la valeur des deux tiers pour habitz, lioges et autres menbles périssables et corruptibles, et de trois quarts pour pierreries et joyaux, argenteries, vaisselles d'argent et d'autres métaux.

XXI.

Pour ce qui concerne le prest de deniers que l'on fera audit mont, en esgard aux grandes despenses qui accompagnent ordinairement le commencement de chaque chose, comme est cest œuvre pieuse à laquelle sont requis, pour son érection, grande quantité de deniers, officiers, serviteurs, entre la maison et autres choses nécessaires, lesquels empeschent qu'un ne peut maintenant escoier le prest à si petit interest que l'on voudrait bien, à ceste cause pour subvenir auxdits frais, les deniers dudit mont se prêteront comme dessus à l'interest de quinze pour cent la première année.

XXII.

A la fin de laquelle un vu peu après, les interests se rabaisseront à mesure des commoditez et facultez dudit mont et se continuera le rabais à mesme proportion de temps à autre, pour enfin le réduire au cours de sept pour cent et au dessous pour le grand bien du public, ainsi qu'il sera ordonné par lesdits protecteurs et conseillers.

XXIII.

Et afin qu'aucuns abus ne se commettent en l'administration de tels deniers, nous avons nommé et nommons pour protecteur dudit mont nostre très cher oncle naturel, le sieur abbé de Gorze, duquel nous avons fait le choix et élection pour l'affection particulière qu'il témoigne au bien du public et lequel aussi a volontiers accepté ladite charge ensuite du soing qu'il a contribué pour traiter et résoudre le present établissement dudit mont, ayant au surplus remis de commettre pour les charges de conseillers et autres officiers nécessaires à la conduite dudit mont, telles personnes que jugeront plus capables à cest effet, lesquels auront la direction d'icelluy et pouvoir d'obliger les capitans, maisons, gages et toutes autres choses dépendantes d'iceux, sans que partant soit en leur puissance de pouvoir dissiper sous quel titre ou presente que ce soit n'y ailleurs appliquer les deniers qu'audit mont ou à son utilité et maintien perpétuel.

XXIV.

Et afin que ce bon œuvre soit perdurable au grand soulagement des pauvres et du public par la vigilance de l'administrateur et officiers dudit mont, nous les avons exemptés de guet, garde, soldats, cotisations, contribution et de toutes autres impo-

sitions telles qu'elles soient et si auons promis en foy et parole de prince pour nous et noz successeurs Dutz de maintenir, protéger et conserver perpétuellement les droictz, franchises, immunitiez et provisions données pour le regard dudit mont, et de n'user d'aucune autorité absolue sur les deniers d'iceluy.

Soubz lesquelles conditions, ledit administrateur a promis de faire le fond nécessaire pour ledit mont de ses deniers et sur son credit, sans qu'il puisse pretendre autre chose que l'interet de ses deniers, et de ceux qu'il aura d'ailleurs par prest on à rente et ce à raison de sept pour cent et ses gages et appointemens tant pour luy que pour les autres officiers et seruiteurs et frais de la condoite et direction dudit mont, selon qu'il a esté accordé et convenu entre nous et luy. Le surplus du profit qui se pourra faire audit mont (lesdites charges déduites) appartiendra audit mont pour pouvoir annuellement diminuer l'interet, au plus grand bien et soulagement du public.

Et pour assurance des choses promises cy-dessus par ledit administrateur tant pour sa gestion et administration, prest des deniers et achats de rentes, iceluy en a obligé et affecté spécialement tout le fond qu'il fera et apportera audit mont et généralement tous ses autres biens présents et à veoir et prestera serment à son entrée de bien et fidèlement se comporter en ladite administration et d'en rendre bon et fidel compte en conformité des articles ci-dessus.

Sy donnons en mandement à nos très chers et feux les siens chef et gens de nostre conseil, Bailly de Nancy et autres de noz pais, maistre eschevin et eschevins de nostre justice dudit Nancy, leurs lieutenans et substitués et à tous autres nos justiciers et officiers qu'il appartiendra, que de l'effet et contenu ex présentes, nos lettres d'establisement dudit mont-de-piété, ils facent et souffrent jouir ledit sienr administrateur et autres officiers présens et à venir plainement et paisiblement en conformité des articles sus-declarez, sans luy mettre ou donner, ny permestre lui estre mis on donné aucun trouble ni empeschement au contraire. Car ainsi nous plaist. En foy de quoy nous auons aux présentes signées de notre main, contresignées par l'un de noz secretaïres d'Etat, commandemens et finances, fait mettre et apposer notre cachet secret. Données en nostre ville de Laneyville, le troisième septembre mille six cent trente.

Aucune organisation antérieure ne nous a paru renfermer des idées aussi justes sur le véritable caractère des monts et sur leur but, et, en même temps, des dispositions pratiques mieux entendues. Le mont est conçu au point de vue général du soulagement des riches et des pauvres, parce que les uns et les autres peuvent tomber dans la nécessité, et qu'ils ont droit, par conséquent, à la même protection, avec cette différence, que le prêt fait au pauvre, étant surtout un prêt de charité, doit, autant que possible, être fait à un très-bas intérêt. C'est une banque ouverte également au commerce. Mais si l'État intervient comme prêteur, ce n'est pas pour faire concurrence aux particuliers, c'est pour combler le vide que ceux-ci n'ont pas su remplir, et pour réprimer l'abus qui résulte de l'usure dans des circonstances où les conventions n'étant réellement pas libres entre le prêteur et l'emprunteur, il y a oppression d'un côté et servitude de l'autre. C'est bien là, si nous ne nous trompons, la limite dans laquelle l'État doit se renfermer. Sa raison d'être, c'est le maintien de l'égalité des rapports entre les citoyens ; il doit donc admettre pour chacun la liberté d'action, mais à condition qu'elle ne devienne pas tyrannique ; et, en vertu du même principe, il

ne doit intervenir directement dans les intérêts matériels que lorsque l'action individuelle est insuffisante ou oppressive.

La faculté de faire un prêt requis, c'est-à-dire au-dessous de la valeur qui peut être donnée sur le nantissement, d'obtenir une augmentation de prêt sur le même nantissement, de renouveler en payant les intérêts échus sans dégagement préalable, de dégager partiellement et de payer des à-comptes sur la somme avancée, sont des mesures excellentes que l'on regrette de ne pas voir appliquées, de nos jours, dans tous les établissements.

La première année du règne de Louis XIV, sous la régence d'Anne d'Autriche, le gouvernement voulut établir des monts-de-piété à Paris et dans cinquante-huit autres villes, sous la protection du duc d'Orléans et du prince de Condé et la surintendance du chevalier Baltazard Gerbier. Des lettres patentes furent données à cet effet; on y trouve exposées les considérations suivantes :

« Les rois nos prédécesseurs, pour remédier aux grands dommages que la secrète pratique des usures causoit à leurs sujets, ont, par plusieurs édits et ordonnances, imposé des peines à ceux qui faisoient ce trafic illicite de prêter argent à excessif intérêt. Nous voulons aujourd'hui, étant animé du même zèle et persuadé par une même raison, employer tous efforts de notre autorité royale, pour renverser tout à la fois et les fondemens et les ministres de cette pernicieuse pratique d'usure qui s'exerce dans les principales villes de notre royaume; et d'autant que le trafic de l'emprunt et du prêt de l'argent est très-utile et très-nécessaire dans nos États et terres de notre obéissance, tant pour l'exécution des affaires publiques que pour la conservation particulière des maisons et des familles qui ne s'entretiennent que par la liberté de ce commerce, nous avons jugé à propos d'en jeter de justes et solides fondemens, l'établir et en laisser l'usage libre à tous nos sujets, à droits modérés et licites, sans courir aucun hazard ni dommage; et, à cet effet, nous servant des propositions qui nous ont été faites d'ériger des monts-de-piété qui sont des lieux publics et destinés au prêt de l'argent dont on peut avoir besoin, tant en notre bonne ville de Paris que dans les autres principales de notre royaume, par le chevalier Baltazard Gerbier et ses associés, pour pourvoir à l'établissement desdits monts-de-piété, à l'exemple de ceux qu'on a érigés depuis longtemps à Rome et en plusieurs autres lieux de la chrétienté, afin que par ce moyen utile au public et convenable au temps, chacun y trouve un soulagement dans les plus grandes nécessités, abolissant de cette sorte et le pernicieux trafic des usuriers et le criminel usage des usures, qu'on y rend arbitraires à la ruine des pauvres familles.

« Après avoir considéré l'intérêt public qui nous touche sensiblement dans l'utilité que chacun peut y trouver, en diverses rencontres, en plus fort de ses nécessités; comme aussi l'abolition des usures qui, de droit divin et humain, sont condamnées; et davantage encore le bien particulier qui en peut revenir en notre Etat, dans un libre et juste commerce de prêt d'argent pour terminer aux occasions nos plus importantes affaires. Considérant d'ailleurs que les plus nécessiteux y trouveront leur soulagement particulier, en ce qu'il leur sera prêté jusqu'à un écu sans qu'ils paient aucun intérêt.

» A ces causes, nous avons établi et établissons des monts-de-piété en notre bonne ville de Paris comme aussi dans toutes les principales villes de notre royaume. . . .

» Désirant aussi que, dans toutes les villes où lesdits monts seront établis, les marchands y puissent trouver notables sommes d'argent pour éviter la honte et le dommage des saisies-exécutions, ventes de leurs biens à vil prix et même les banqueroutes où ils peuvent être réduits faute d'un prompt secours, se trouvant contraints à jours précis, d'acquitter plusieurs lettres de change, sans avoir le temps de débiter en détail leurs marchandises ; les marchands, leurs facteurs ou commis ayant payé nos droits pour leurs dites marchandises, les peuvent faire transporter dans lesdits monts, pour y emprunter, à leurs nécessités, les sommes d'argent dont ils auront besoin à proportion de leur valeur, et en attendant la saison de leur débit, comme il se pratique en d'autres lieux.

» Et parce que nous avons été informé que, dans le premier établissement qui a été fait en diverses provinces de la chrétienté des monts-de-piété, on s'est trouvé contraint pour leur donner un solide fondement, de prendre trois deniers pour livre par mois (15 p $\frac{1}{2}$) qu'il étoit convenable de faire tant pour l'achat des maisons, frais de bâtiments, des magasins voûtés où toutes sortes de gages sont mis en dépôt, que pour payer le salaire journalier des officiers desdits monts, l'intérêt de tout l'argent qu'ils emprunteront et celui même qui demeure inutile dans la caisse : et pour ces raisons si justes et si nécessaires, nous approuvons avec d'autant plus de raison ce prêt d'argent sur gages à trois deniers pour livre par mois, ainsi qu'ont fait les autres monts-de-piété en leur premier établissement, que lesdits exposants méuageront, comme dit est, aux pauvres de notre bonne ville de Paris, prêt d'argent sur gage gratuitement. Et nous laissons encore le soin particulier aux protecteurs et surintendants généraux desdits monts, de le diminuer à l'avenir, à l'exemple de l'ordre que tous les autres monts ont observé, et le réduire au prix le plus modéré qu'il sera possible, tant pour le soulagement des nécessiteux que pour faire subsister lesdits monts. Et comme il est très-nécessaire qu'il y ait un fonds solide dans lesdits monts-de-piété, d'une notable somme d'argent, afin que le commerce du prêt soit continuel et ordinaire, nous donnons pouvoir et liberté à toutes personnes, soit ecclésiastiques, nobles ou roturiers, de mettre leur argent à rentes ou intérêts dans lesdits monts, à la raison portée par nos ordonnances. »

Les lettres patentes de 1643 ont été citées avec raison comme donnant une idée exacte de ce que devait être un mont-de-piété. Le caractère exclusivement charitable de cet établissement ne répond qu'à des besoins d'un certain ordre. Ce titre, lorsqu'il n'est pas justifié par le fait, a pour conséquence d'éloigner une foule de personnes qui ne peuvent pas, sans compromettre leur crédit, être confondues avec les nécessiteux. Une banque de prêt, ouverte à tous sans distinction, aux riches et aux pauvres, aurait eu, à l'époque où elle fut conçue, une influence décisive sur le développement de la richesse et du bien-être général. Il n'existait pas d'institutions de crédit, et cela se conçoit ; car le crédit suppose la liberté politique et civile, et des garanties que ne comporte pas le despotisme. Or, la France étoit alors livrée au pouvoir arbitraire qui alloit se transformer en pouvoir absolu, incarné dans Louis XIV. Non-seulement les institutions de crédit manquaient, mais la notion vraie du crédit manquait aussi : c'est une conquête de la civilisation moderne sur la routine des âges précédents. Colbert a sans doute entrevu une partie des vérités économiques qui depuis ont été

formulées scientifiquement. Son administration a donné un puissant essor au travail national ; il a réalisé d'importantes améliorations : mais son génie trouva un obstacle invincible à des réformes fondamentales dans une organisation sociale basée sur des inégalités et des privilèges. Dans cet état de choses, c'était une belle conception que celle qui créait dans cinquante-huit villes des caisses publiques, où le commerce eût trouvé de l'argent sur consignment de marchandises, à un prix moins élevé que celui qu'il payait aux banquiers, et qui offraient, en même temps, un placement avantageux à une masse de capitaux retirés de la circulation. Le prêt gratuit aux pauvres, que l'on faisait participer ainsi au bénéfice que les classes aisées eussent retiré de l'institution projetée, était une idée morale et politiquement habile. Mais, pour réussir, ce projet devait avoir la confiance publique ; et comment l'eût-il obtenue ? Les finances étaient aux mains de l'Italien Jean Particelli, sieur d'Emery, condamné, vingt ans auparavant, comme banqueroutier frauduleux. Le cardinal Mazarin, qui n'était pas plus honnête que le surintendant, profitait de la minorité du roi pour se livrer à des concussionnements si exorbitants, qu'à sa mort, en 1661, il avait acquis une fortune de cent millions, c'est-à-dire supérieure aux revenus annuels du royaume. Fouquet, suivant l'exemple donné par le cardinal, puisait à pleines mains dans le Trésor pour faire face à un luxe effréné. Il dépensa dix-sept millions dans son seul château de Vaux, illustré par Jean de La Fontaine plus encore que par les folles dépenses de son fastueux maître. Il prodiguait l'argent à ses maîtresses, gratifiait et pensionnait les courtisans et les gens en crédit qui pouvaient le servir, et, pour cacher ses dilapidations, il présentait au roi des états infidèles. Pour couvrir ces désordres de l'administration, on pressurait les villes et les campagnes, on augmentait sans cesse les taxes, on s'ingéniait à inventer des ressources nouvelles toutes plus vexatoires, on escomptait l'avenir en le livrant, pour un secours momentané, à l'avidité des traitants ; on ne reculait même pas devant la banqueroute. C'est ainsi qu'en 1648, le gouvernement révoqua, pour soixante millions d'assignations données aux prêteurs, « attendu que les créanciers étaient tous des gens de rien ou trop riches. »

Les lettres patentes de 1643 ne purent donc pas être mises à exécution, et les règnes de Louis XIV et de Louis XV passèrent avant que l'on songeât à établir des monts-de-piété. Toutefois le prêt sur gage fut réglementé par l'ordonnance du commerce enregistrée en parlement le 23 mars 1673.

« Aucun prêt, porte l'art. 8 du titre VI, ne sera fait sous gage qu'il n'y ait eu un acte par-devant notaire, dont sera retenu minute et qui contiendra la somme prêtée et les gages qui auront été délivrés, à peine de restitution de gages, à laquelle le prêteur sera contraint par corps,

sans qu'il puisse prétendre de privilèges sur les gages, sauf à exercer ses autres actions.

» Les gages, ajoute l'art. 9, qui ne pourront être exprimés dans l'obligation, seront énoncés dans une facture ou inventaire dont sera fait mention dans l'obligation ; et la facture ou inventaire contiendra la quantité, qualité, poids et mesure des marchandises ou autres effets donnés en gage, sous les peines portées à l'article précédent. »

L'ordonnance de 1673 est restée en vigueur, comme réglant la matière, jusqu'à la révolution française.

L'Angleterre, si nous exceptons la banque publique de prêt établie à Londres en 1361, était restée complètement étrangère à l'institution des monts-de-piété. Après l'expulsion des Lombards, en 1530, le prêt sur gage fut pratiqué par les nationaux, mais ce n'était pas assez d'avoir éloigné les étrangers, il fallait encore régler le prix de l'argent. Un acte de Henri VIII, en 1545, fixa le taux légal à 10 p. % par an. La reine Elisabeth confirma ce statut en 1570 : elle décréta qu'il serait tenu un registre pour les prêteurs sur gage, et fit divers autres règlements qui prouvent que ce trafic prenait une grande extension. Elle-même fut souvent obligée de recourir à la bourse de ses sujets. En 1569 notamment, elle s'adressa aux négociants étrangers de la cité de Londres, qui, réunis en assemblée, rejetèrent sa demande. Le conseil privé ressentit vivement l'affront fait à sa souveraine, et le secrétaire d'État écrivit une lettre très-aigre à la compagnie. Aussitôt quatorze aldermen et négociants s'empressèrent de porter à la reine 16,000 livres, et chacun d'eux reçut un billet pour la somme qu'il avait avancée. L'année suivante, la reine vint dans la cité et dîna chez sir Thomas Gresham. Après dîner, en traversant Cornhill, elle entra à la Bourse, et après l'avoir visitée, elle fit annoncer à son de trompe que désormais elle prendrait le nom de Royal-Exchange. A partir de cette époque, le Lombard Street cessa d'être ce qu'il avait été depuis plusieurs siècles, le rendez-vous des négociants de toutes les parties du monde.

Un acte de Jacques I^{er}, en date de 1603, contre les prêteurs sur gage, indique le peu d'estime dont ils jouissaient alors en Angleterre.

« Attendu que, depuis un temps immémorial, on est dans l'usage à Londres et dans ses faubourgs, de choisir dans les compagnies et les corps des métiers, des hommes libres et honorables dont la probité est reconnue, et de les présenter au lord-maire et aux aldermen qui les admettent à exercer la profession de courtiers entre les marchands anglais et les marchands étrangers, après serment préalable de se conduire avec loyauté et fidélité dans les préliminaires, la formation et la conclusion des achats, marchés et traités à faire entre eux, au sujet de leurs marchandises ou des opérations de change ;

» Attendu que lesdits courtiers ¹ (brokers) chargés de ces sortes d'affaires ne se sont jamais occupés d'acheter ou de vendre des objets mobiliers, de prêter sur gage et recevoir, à ce titre, des vêtements et autres effets;

» Considérant que des individus prenant le nom de courtiers, qui ne leur appartient pas, car ils ne sont que des fripiers (frippersers and no brokers), dénaturent le sens que l'on doit donner au mot courtage, qui est un commerce loyal et honorable, et abandonnent chaque jour leurs travaux manuels et industriels pour se livrer au trafic du prêt sur gage;

» Considérant que ces faux courtiers prêtant à intérêt sont déjà au nombre de plusieurs centaines, tant dans Londres que dans ses faubourgs; que cette extension est toute récente, car il y a peu d'années le nombre de ces prêteurs était très-restreint; que la plus grande partie des objets reçus par eux en gage a été volée ou possédée illégalement; qu'un tel trafic n'est propre qu'à encourager le vol, la fraude et la paresse;

» Pour remédier au mal que nous venons de signaler, empêcher ce commerce inutile, éviter les vols et les escroqueries, réprimer les nourrisseurs et soutiens des voleurs, comme aussi protéger les honnêtes gens dans leurs propriétés;

» Qu'il soit déclaré et décidé par notre souverain seigneur le roi, avec l'assentiment des lords spirituels et temporels et des membres du parlement, qu'aucune vente, aucun échange ou engagement de bijoux, vêtements, argenterie, mobilier de quelque nature, espèce ou qualité que ce soit qui proviendrait de vol, détournement et possession illicite, n'aient lieu à l'avenir dans la cité de Londres et ses faubourgs, la cité de Westminster, dans le comté de Middlesex, ou à Southwarck, dans le comté de Surrey;

» Et pour mieux protéger un sincère et honorable commerce, et détruire et réprimer le mensonge, la fraude, la tromperie chez ces courtiers et prêteurs sur gage, qu'il soit en outre déclaré et établi que si quelque personne au préjudice de laquelle des effets quelconques ont été soustraits requiert ces prêteurs sur gage, de déclarer si lesdits objets ne sont pas ou n'ont pas été en leur possession, et, dans ce cas, de les produire et de faire connaître quand, comment et de qui ils les ont reçus, et comment ils sont sortis de leurs mains, lesdits prêteurs seront tenus d'obtempérer auxdites réquisitions, sinon ils devront payer au propriétaire des objets dont s'agit le double de la valeur desdits objets, laquelle valeur sera exigible par toutes les voies de droit.

¹ Wyndham Beawes a défini ainsi les brokers :

Brokers are persons sworn and authorized by the magistracy of the place where they act, and such are always regarded in preference to others, who interfere in the negotiations without being licensed. (*Lex mercatoria rediiva, or a complete code of commercial law.* London, 1792.)

» Il est bien entendu que cet acte ne préjudiciera en rien au commerce déjà ancien des courtiers qui se conforment aux usages précités de la cité de Londres et de ses faubourgs ¹. »

En 1630, il fut publié une proclamation à l'effet de découvrir et de prévenir les vols, escroqueries et autres fraudes et abus, et de supprimer les pratiques secrètes et illégales auxquelles se livrent les brokers et autres. Cette proclamation paraît avoir eu pour objet de décourager cette industrie naissante, d'après l'acte qui précède, en obligeant les brokers à consentir chacun une obligation de cent livres.

Les statuts 13 et 14 de Charles II, ch. 15; 20 de Charles II, ch. 6; 8 et 9 de Guillaume III, ch. 36; et 9 de Georges I^{er}, ch. 27, renferment des dispositions à l'effet de poursuivre l'engagement, la vente ou l'échange des matières premières par les ouvriers employés dans les manufactures.

Une chartre de Charles I^{er}, en date de 1638, promulguée dans le but de mettre un terme aux pillages et vols à main armée qui désolaient Londres, ordonna qu'il serait établi un bureau où seraient transcrits tous les articles engagés chez les prêteurs sur gage. Nous doutons que cette mesure ait pu être mise à exécution, et nous n'en faisons mention que comme pièce à l'appui du statut de Jacques I^{er}. On contesta en vain aux prêteurs le droit de se qualifier *brokers*; ils gardèrent le nom et la chose, ce qu'ils exprimèrent en ajoutant *pawn* à *brokers*, *pawn-brokers*, dont le sens littéral est courtiers de gages. Ils adoptèrent comme enseignes les armoiries des Lombards, trois boules, et les ont conservées jusqu'à ce jour.

Quelle est l'origine de cet emblème? On s'est livré, à ce sujet, aux suppositions les plus bizarres. Les uns ont prétendu qu'elles signifient que l'emprunteur a deux chances contre une de retirer son nantissement des mains du pawnbroker. Selon d'autres, on ne commença à les employer qu'en 1731, lorsque la compagnie de la mer du Sud, qui fut pour l'Angleterre ce que la compagnie du Mississipi fut pour la France, vint à manquer. Les boules représentaient des dupes dorées ou peintes, image des actionnaires de ce temps-là ².

La *Gazette des Pawnbrokers* donne une autre explication. A l'époque où les anciennes fraternités ou sociétés se formèrent en corporations, elles adoptèrent pour emblème le principal instrument ou l'objet même de leurs professions. Ainsi, les orfèvres ajoutèrent aux trois têtes de léopard qu'ils avaient déjà, trois coupes d'or, objet que l'on pourrait considérer comme un des principaux articles de leur fabrication. Les selliers prirent trois selles; les papetiers et imprimeurs, trois livres, etc. Les prêteurs d'argent choisirent trois pièces de monnaie ou coins d'or

¹ 1st Jacobus I, cap. 21. An act against Brokers (1603).

² Hows, *A history of Pawnbroking*, p. 45.

sur un fond bleu, ou, comme on dit en blason, trois besants dans un champ d'azur. Les Lombards avaient cessé, depuis longtemps, d'exister en corporations, mais leur symbole fut adopté par les pawnbrokers, leurs successeurs. Toutefois, ceux-ci changèrent la forme plate du besant en forme sphérique, ou boule, probablement dans le but de faire apercevoir leur enseigne de toutes les directions, en lui donnant plus de relief ¹.

Cobbett fait dériver les trois boules de l'écusson de la famille des Médicis. Après avoir rapporté, d'après une fable extravagante, que ces trois boules représentaient trois pommes d'or du jardin des Hespérides, et que les Médicis ne prétendaient à rien moins que de descendre de Persée, il émet l'opinion, moins ambitieuse et plus probable, que le fondateur de la famille était un médecin qui, suivant l'usage alors établi, prit pour armoirie, avec le surnom de Médicis (*a medico*), trois pilules, symbole de l'art médical.

Sous les règnes de Jacques I^{er}, Charles I^{er} et Charles II, et sous la république, on s'occupa beaucoup des moyens de régulariser le prêt sur gage. Les pawnbrokers furent même sur le point d'avoir pour concurrent Charles I^{er}. Ceci résulte d'un document curieux qui se trouve dans la collection de Hargrave, et que nous traduisons en entier pour sa singularité.

« Projet indiquant comment les préjudices intolérables occasionnés aux pauvres sujets par les prêteurs sur gage et usuriers, qui prennent 30, 40, 50, 60 p. $\frac{1}{100}$ et plus par an, peuvent être diminués et réformés, les sujets être grandement secourus et soulagés, et Sa Majesté tirer un notable profit.

» En voici les moyens :

» La cité de Londres voudra bien, sans aucun doute, former avec les fonds déposés dans la caisse des orphelins ou avec ses propres deniers, une banque au capital de 100,000 livres, qui seront employées à fonder un pawnhouse, lequel sera gouverné et dirigé par un trésorier, quatre aldermen et autres officiers inférieurs choisis par eux. Si des sommes plus considérables sont nécessaires, on pourra se les procurer de la manière indiquée ci-dessus, ou les emprunter à des particuliers, au taux de 7 p. $\frac{1}{100}$ par an. Il est à observer que l'on prêterait sur gage, chaque année, à Londres, 300,000 livres, et si l'on réfléchit à ce qui peut être prêté tant sur meubles que sur vêtements, bijoux, maisons et terres, et combien d'individus aujourd'hui vivent de prêts sur gage et d'usure, peut-être dix ou douze mille à Londres et dans les environs, et combien ils font d'affaires, ce dont on ne peut plus douter, car je sais par des personnes dignes de foi qu'un seul citoyen de Londres qui

¹ *Pawnbroker's Gazette*, 31 may 1841.

prête des fonds aux pawnbrokers, en retire, chaque année, de 10 à 13,000 livres, je suis donc plutôt en deçà qu'au delà de la vérité en disant que l'on peut prêter 300,000 livres. Or, 300,000 livres à 15 p. $\frac{1}{2}$ d'intérêt par an produisent 45,000 livres.

» Cette somme serait employée de la manière suivante :

Intérêts des fonds empruntés à 7 p. $\frac{1}{2}$.	21,000 l.
Perte sur l'argent en caisse non productif d'intérêt.	9,000
Deux tiers des bénéfices pour Sa Majesté.	10,000
Un tiers des bénéfices pour l'établissement.	5,000
Somme égale.	45,000 l.

» Les 5,000 livres attribués au pawnhouse recevraient l'emploi ci-après :

1 trésorier à 1,000 livres par année.	1,000 l.
4 aldermen ou inspecteurs du pawnhouse, à 500 livres.	2,000
2 clercs attachés à l'établissement, chargés de la tenue des livres et de la comptabilité, à 100 livres.	200
2 auditeurs du roi pour contrôler les comptes.	200
2 clercs pour rendre les gages et faire les comptes d'intérêt, l'un pour le roi, l'autre pour l'établissement.	200
2 orfèvres à 60 livres.	120
2 courtiers pour les marchands, à 60 livres.	120
4 courtiers pour les opérations ordinaires, à 50 livres.	200
8 serviteurs, pour leur nourriture et leurs gages, à 20 liv.	160
3 servantes, pour leur nourriture et leurs gages, à 20 liv.	60
Pour loyer, chauffage, encre, papier et autres frais.	300
	4,560 l.

Il reste 440 livres qui peuvent être placées comme capital au pawnhouse, à l'effet de produire intérêt pour Sa Majesté. 440

Somme égale. 5,000 l.

» Il serait convenu que si le tiers du produit ne suffisait pas pour payer les dépenses du pawnhouse, on défalquerait la différence sur les deux tiers alloués au roi, de même que si le tiers n'était pas absorbé, l'excédant appartiendrait au roi ¹.

Ce projet ne fut pas exécuté. Il en fut de même de l'idée que nous trouvons exposée dans un vieux pamphlet publié, en 1657, par Samuel Lambe, marchand de Londres, adressé à Cromwell, au sujet de l'établissement d'une banque nationale. Il suppose que cette banque pourrait

¹ M. S. Hargrave. *In musæ. Britt.*, n° 31, p. 697 à 722.

avoir une caisse spéciale pour prêter sur gage ou autres garanties jusqu'à 10 livres, à un intérêt modéré, attendu que les pauvres sont obligés d'emprunter au taux de 6 pence par semaine pour 20 scellings, ce qui correspondait à 125 p. %. Les Juifs, que le Protecteur avait autorisés à rentrer à Londres, eurent-ils quelque influence dans le rejet de cette proposition? Cela n'est pas probable, si on s'en rapporte au docteur Chamberlayn, qui nous apprend, dans un de ses ouvrages publié après la restauration de Charles II, que les Juifs n'étaient au nombre que de trente ou quarante familles généralement pauvres. Le même écrivain et Murray firent beaucoup de bruit d'un projet de banque qui devait mettre en circulation des billets de crédit sur dépôt de marchandises et prêter sur gage aux artisans pauvres, à 6 p. %¹.

Nous arrivons à la fameuse *Corporation charitable*, dont un prospectus sans date est classé avec d'autres manuscrits du temps de Guillaume III, d'Anne et de Georges I^{er}. Le retentissement qu'eut en Angleterre cette banque de prêt dont on invoque encore, de nos jours, le mauvais résultat comme une arme contre l'institution des monts-de-piété, nous engage à donner la traduction de ce document publié pour la première fois, par M. Hows, en 1847².

« Raisons pour passer un bill concernant l'établissement de banques de prêt sur gage, pour prévenir les graves extorsions des courtiers (brokers), et procurer un soulagement efficace aux personnes nécessiteuses.

» Le besoin impérieux conduit forcément les pauvres à chercher l'assistance là où ils la trouvent, c'est ainsi que, faute de mieux, on s'adresse aux brokers. Ceux-ci, en prêtant sur les nantissements qu'on leur apporte, rendent assurément un service pour le moment; mais, en définitive, le prêt qu'ils consentent est comme un chancre qui, en peu de temps, ronge l'emprunteur et en dévore la substance. Sous cette fatale influence, la nation entière souffre et s'appauvrit chaque jour, tandis que d'autres peuples qui, dans leurs nécessités, peuvent avoir recours à des banques de prêt, s'enrichissent et voient fleurir toutes les branches de commerce. Là, on ne voit pas de mendiants dans les rues, ni de voleurs sur les grands chemins; le gibet ne se dresse pas pour une foule d'individus des deux sexes, comme cela se pratique dans ce royaume, parce que, contrairement à la loi, les brokers exercent leurs extorsions sur toutes les personnes nécessiteuses qui se trouvent dans le cas de s'adresser à eux, et des pauvres gens font des voleurs.

1^o Les brokers, généralement, prennent trois ou quatre fois la valeur de ce qu'ils prêtent, et exigent l'intérêt au taux de 60 p. % par an :

¹ Anderson.

² *A Hist. of Pawnbroking*, p. 63 et suiv.

2° Ils s'emparent des gages au bout de trois ou six mois ;

3° Ils contraignent le pauvre à renouveler son engagement de mois en mois ; de sorte que celui-ci paye un mois d'intérêt quelquefois pour deux jours ;

4° Ils prennent 6 pence pour 1 livre par mois et 6 pence pour la reconnaissance ;

5° Si un nantissement reste déposé une semaine après le mois, l'emprunteur paye pour deux mois entiers ;

6° Ils ne font des avances d'argent que sur certains objets, à leur fantaisie ;

7° Ils vendent les gages, sans rendre jamais le surplus au propriétaire ;

8° Les objets engagés sont souvent perdus, soit par défaut de soin, soit par la banqueroute des brokers. Des bijoux et autres objets de grand prix ont fréquemment disparu, parce qu'ils ont été placés de côté et d'autre, leurs capitaux étant insuffisants pour leur permettre de prêter avec leurs propres ressources sur des objets de cette valeur. Et, à raison du grand nombre des pawnbrokers, les choses volées ne peuvent être retrouvées, parce que leurs propriétaires ne savent où les réclamer.

« Ils reconnaissent si bien eux-mêmes l'exactitude et la réalité de ces faits condamnables, qu'ils ont proposé de faire enregistrer, dans un bureau spécial, les noms des personnes qui empruntent sur gage ; mais ce remède serait pire que le mal. En effet, les voleurs, en donnant de faux noms, mettraient leur malhonnêteté à l'abri. Les nécessiteux, que l'on veut soulager, en engageant leurs effets, s'ils se faisaient connaître, s'exposeraient à perdre à la fois et ces effets et leur crédit. Les marchands et négociants, qui sont le nerf d'un État bien gouverné, et pour qui le crédit est plus précieux encore que les valeurs qu'ils mettraient en gage, se trouveraient ainsi livrés à la jalousie et à la suspicion, lors même qu'ils seraient au-dessus de leurs affaires. Les personnes de qualité qui sont dans la nécessité d'emprunter sur des objets d'un grand prix, ne pourraient, sans compromettre leur honneur, livrer ainsi leurs noms à la publicité. L'homme qui a une fille à marier, et qui réaliserait ainsi quelque petite somme pour son établissement, compromettrait par le moyen proposé l'avenir de ses autres enfants.

» Il n'y a qu'un moyen de remédier à la situation déplorable qui pèse sur la nation, c'est d'obtenir du roi et du parlement l'autorisation de fonder des banques de prêt, comme dans les autres États de la chrétienté, comme l'Espagne, l'Italie, la Lorraine, quelques parties de la France et les Pays-Bas, où elles sont établies et gouvernées d'après les principes de la charité évangélique, dans l'intérêt commun des emprunteurs, des prêteurs et des employés qui les dirigent.

» Ces banques sont de véritables remèdes et non des palliatifs ; elles présentent les avantages suivants :

1° Elles sont des lieux de dépôt très-sûrs, étant organisées ainsi qu'il sera dit ci-après ;

2° Il est fait des prêts en tous temps, et sur toutes sortes de gages, aux riches, aux pauvres, à un taux raisonnable et à des conditions avantageuses pour les emprunteurs, qui ne payent que le cinquième de ce qu'exigent les brokers, sans être exposés à perdre leurs nantissements, sans obligation de payer par mois, mais, au contraire, avec la faculté de les dégager au bout d'une semaine, en payant trois farthings pour livre par semaine¹, au lieu des six pence par mois qu'exigent les brokers, et des trois demi-penny qu'allouent les magistrats là où il y a des banques² ;

3° Il est prêté sur toutes sortes de gages ;

4° Les gages ne sont vendus qu'à la condition que le boni reviendra aux propriétaires ;

5° Ils ne peuvent être perdus à raison de l'ordre qui règne dans l'établissement et des soins qui leur sont donnés par les employés ;

6° Les banques ne peuvent manquer, ni faire banqueroute, parce que les fonds, les bijoux et les autres objets précieux sont renfermés dans des caisses à trois serrures, dont les clefs sont confiées aux employés supérieurs ; et, comme ces banques sont à l'abri du feu et des voleurs, et de toute attaque à main armée, en cas d'émeute, il est facile aux personnes, au préjudice desquelles des effets auraient été détournés, de former opposition ;

7° Les banques ne peuvent faillir, parce qu'elles ne prêtent pas à crédit, mais sur dépôt ; que les administrateurs sont des personnes choisies, qui ont donné des garanties sérieuses et qui sont placées sous la surveillance de surintendants désignés par l'autorité supérieure : ils ont d'ailleurs un intérêt d'argent dans les banques, ce qui les attache naturellement à leur prospérité ;

8° L'administration de la banque n'admet ni ne reçoit de valeurs douteuses ; elle ne nuit pas au crédit de ses clients, parce que leurs noms ne figurent pas sur les titres qui leur sont délivrés, ni sur les reconnaissances : celles-ci sont divisées en deux parties, dont l'une est attachée au nantissement et l'autre est donnée à l'emprunteur ; elles ne

¹ Le farthing est le moitié du halfpenny ou le quart du penny. 3 farthings par semaine équivalent à 16 25 p. % d'intérêt.

² Cette assertion est dénuée de fondement. 3 halfpenny par semaine répondent au taux de 32 p. %. Or, en aucun des monts-de-piété existants à l'époque où fut instituée la Corporation charitable, on n'a autorisé un taux aussi élevé : le maximum de l'intérêt était 15 p. %.

portent que la désignation du nantissement, la date de l'engagement et la somme prêtée.

» Toute personne qui s'adresse à une de ces banques publiques, du matin au soir, y trouve toujours un directeur, un greffier, un appréciateur et un caissier, qui sont là, à des heures déterminées, et qui admettent, sans exception, le riche et le pauvre, apprécient immédiatement l'objet offert en gage, fût-il une paire de souliers ou une coiffe de femme, et secourent les nécessiteux sans délai et si petit que soit leur gage. Et s'il arrive que des marchands s'adressent au directeur lui-même, à l'effet d'obtenir une somme considérable, soit parce qu'ils n'aient pas de fonds dans leur caisse, ou qu'ils aient fait une perte imprévue, ou qu'ils aient été surpris par une lettre de change, soit parce que des marchandises expédiées par navires de lieux éloignés, dans une saison défavorable pour la vente, restent entre leurs mains, la banque accepte les marchandises, les emmagasine avec soin et en fait ainsi une précieuse ressource. Les noms des marchands restent inconnus, leur crédit est sauf, et souvent on prévient ainsi une banqueroute imminente.

» Les artisans et les fermiers retirent de semblables avantages, lorsque l'argent leur manque pour payer leur propriétaire; ils évitent la ruine de leurs baux et peuvent attendre l'occasion d'un bon marché pour se libérer. De même encore les pauvres gens qui vivent au jour le jour, recevant quelques fonds sur les plus petits gages, peuvent, par ce moyen, se livrer au commerce ambulant des rues, qui les fait vivre.

» Ces avantages font considérer comme peu onéreuses les charges du prêt consenti par les banques, et qui comprennent : 1° l'intérêt des fonds dont ces établissements doivent être constamment pourvus, au taux fixé par le statut; 2° les frais occasionnés par le paiement du directeur et des employés de divers grades, les appréciateurs des bijoux et autres objets précieux, et par le préjudice que peut éprouver la banque, à raison de l'engagement de bijoux faux, du changement dans les modes, de la baisse de prix, etc. Ces frais doivent être payés en sus et en dehors de l'intérêt de l'argent. C'est pourquoi les magistrats ont permis aux administrateurs de prendre un penny pour livre par semaine (21 p. $\frac{0}{10}$), tandis que les brokers, ainsi que nous l'avons vu ci-dessus, exigent deux ou trois fois autant, sans compter encore ce qu'ils extorquent frauduleusement aux nécessiteux. Mais c'est à condition que le dégageant puisse être opéré chaque semaine, que la banque conserve le nantissement un an et six semaines, et même plus, si l'emprunteur veut renouveler l'engagement; enfin, que celui-ci, s'il renonce à retirer son nantissement, puisse le faire vendre aux enchères publiques et en toucher le boni.

» Tels sont les règlements que lesdits magistrats ont faits dans l'intérêt public, et les peuples qui jouissent de ces institutions y trouvent une

juste cause de bénir la Providence. A combien plus forte raison, auront-ils un motif plus puissant de l'aimer, lorsque des banques de prêt établies dans ce royaume ne prendront que trois farthings par semaine, c'est-à-dire près de moitié moins que les banques du continent, qui cependant peuvent se procurer de l'argent à 4 p. % pour leurs opérations.

» Toutes ces choses examinées par des théologiens et des jurisconsultes aussi éclairés que consciencieux ont reçu leur approbation; ils ont pensé que des mesures aussi raisonnables n'étaient pas de l'usure, encore moins de l'extorsion, faits condamnés à la fois par la raison et par l'Écriture. Aussi ces banques, à cause de leurs pieux et charitables effets, ont été universellement appelées monts-de-piété ¹. »

On était à cette époque vivement préoccupé de la nécessité de mettre un terme aux excès commis par les pawnbrokers. Un cri général s'élevait contre eux, et les plus modérés demandaient au moins qu'on prît à leur égard des mesures sévères de surveillance et qu'on réglementât leur trafic. Le titre d'un manuscrit qui appartient au même temps que celui qui précède, exprime l'indignation excitée par les prêteurs sur gage :

« Great mischiefs daily arising by the common practice of pawnbrokers and their accomplices in and about the city of London, thieves and other dishonest persons being thereby encouraged to steal, purloyn or imbezel goods and chattells, for want of some good law to prevent the frauds and concealment of pawnbrokers. »

C'est, sans doute, parce que le gouvernement partageait l'opinion générale à cet égard qu'il autorisa en 1707, selon Hume et Smollett, en 1708, selon James Cobbett, l'établissement de la banque publique de prêt, sous le nom de Corporation charitable. Elle marcha assez irrégulièrement jusqu'en 1719, époque à laquelle des personnes placées dans une haute position en prirent la direction. Ses bureaux, au nombre de deux, étaient situés l'un à Laurence Pountney-Hill, l'autre dans Spring-Gardens, Charing-Cross. Le capital fixé primitivement à 300,000 livres sterl. fut porté à 600,000 livres, avec l'assentiment du gouvernement. Cet accroissement donna lieu à des fraudes de la part des administrateurs, qui ne firent connaître l'autorisation qu'ils avaient obtenue qu'au bout de deux mois, et profitèrent de ce temps pour acheter six livres des actions qu'ils revendirent dix livres, avec un bénéfice de 40 p. %. Le principal administrateur vendit ainsi douze cent cinquante actions et réalisa un bénéfice de 5,000 livres; ce qui n'empêcha pas les actionnaires réunis en assemblée générale de lui voter des remerci-

¹ Reasons for the passing of the bill concerning the settlement of banks of loan upon pawns, to prevent the great extortion of brokers, and for the ease of necessitated persons. — Hows, loc. cit., p. 65.

ments et de le prier de permettre que son portrait fût placé dans l'établissement¹.

En octobre 1730, Georges Robinson, membre de la chambre des communes, caissier de la compagnie, et le garde-magasin Thompson disparurent le même jour. Les actionnaires alarmés nommèrent une commission pour examiner la situation de l'établissement. On constata un déficit de 500,000 livres. Des valeurs pour 30,000 livres environ se trouvèrent dans les magasins². Il avait été fait des engagements fictifs pour 200,000 livres; on ne put constater comment le reste avait été soustrait. Le parlement fut saisi de cette affaire, dans laquelle plusieurs personnes du plus haut rang se trouvèrent compromises : deux des administrateurs, sir Robert Sutton et sir Archibald Grant furent chassés de la chambre des communes, pour la part qu'ils y avaient prise. La plupart des bailleurs de fonds se trouvèrent ruinés, et pour leur venir en aide, on autorisa, en 1732, une loterie au moyen de laquelle ils purent rentrer dans une partie de leur argent.

C'est ainsi qu'un acte de friponnerie signala, en Angleterre, le premier essai sur une large échelle des banques publiques de prêt sur nantissement, et jeta sur elles une défaveur que de nouvelles tentatives dont nous parlerons plus loin n'ont pu que confirmer. Ces banques, cependant, avaient comme ailleurs une utilité réelle, et les bons esprits ne se préoccupèrent que dans une juste mesure de la chute de la Corporation charitable. Le savant jurisconsulte Ayliffe n'en attaqua pas avec moins de vigueur les pawnbrokers au moment même où la compagnie venait de crouler³; mais des considérations d'un ordre supérieur s'opposèrent, selon nous, à la formation de monts-de-piété ou d'établissements analogues.

La haine du catholicisme a pu être pour quelque chose dans l'antipathie que les monts-de-piété ont constamment soulevée chez nos voisins d'outre-Manche. Il suffisait qu'ils fussent une invention *papiste*, pour être rejetés péremptoirement. L'avarice des papes avait d'ailleurs laissé en Angleterre des souvenirs bien faits pour exciter la défiance; mais, selon nous, il faut chercher ailleurs la raison de la non-existence des monts-de-piété; nous la trouvons dans l'esprit de liberté qui est un des caractères les plus saillants du génie national. La liberté individuelle est un des principes fondamentaux de la constitution anglaise : « Elle nous a été transmise de main en main, dit Blackstone, depuis les Saxons nos ancêtres, malgré les guerres avec les Danois et les violences qui accom-

¹ *The gentleman's Magazine*, may 1732.

² Home and Smollett, *English history*, t. II, p. 508, Macpherson, *Ann. Comm.* t. III, p. 4. Le *gentleman's Magazine*, évalue le déficit à 420,000 L., et James Cobbett (*the Law of pawns or Pledges*, p. 49) à 346,000 L.

³ *Letter to a member of Parl.* Pamphlet, 1732.

pagnèrent la conquête par les Normands ¹. » « L'attention de la loi pour la propriété privée, dit encore l'illustre commentateur des lois anglaises, s'étend si loin qu'elle refuse d'autoriser la plus légère violation de ce droit, même pour le bien général et public ². » Or, le prêt sur gage, considéré comme un trafic, appartient, en droit, à tous comme un commerce quelconque. Pour l'interdire, il faut restreindre ce droit. De là, atteinte à la liberté. En second lieu, une banque qui a pour objet de prêter à un intérêt modéré sur des nantissements de toutes valeurs, ne peut se soutenir qu'à la condition d'être privilégiée et d'exercer un monopole ; l'expérience l'a constamment démontré. L'établissement de banques de cette espèce ne pouvait donc se réaliser sans froisser, avec les intérêts particuliers, un des principes les plus essentiels de la constitution, ce sentiment énergique de la personnalité qui a fait de l'Angleterre une si grande nation. Tout ce qui pouvait être fait, et c'est ce que nous aurons à constater plus loin, c'était de réglementer le prêt sur gage, afin de le mettre, autant que possible, en harmonie avec cette liberté qui aurait trouvé dans les exactions usuraires une cause de ruine et d'oppression.

¹ *Commentaries on the laws of England*, lib. III, c. 8.

² *Ibid.*, lib. I, c. 3.

CHAPITRE III.

MONTS-DE-PIÉTÉ. — BANQUES DE PRÊT SUR GAGE. — SUITE.

Monts-de-piété flamands. — Leur réorganisation par Charles de Lorraine en 1752. — La révolution française met fin à leur existence. — Le prêt sur gage en Angleterre. — Tripling act. — Georges III réglemente le pawnbroking. — Portrait des pawnbrokers, par Henri Fielding. — La chronique scandaleuse. — Mont-de-piété de Madrid. — Caisses de secours ou *montes pios* en Espagne. — Monts de secours en Sardaigne et en Piémont. — Banque de prêt d'Amsterdam. — Réforme du mont-de-piété romain. — Mont-de-piété de Milan. — Etablissement de la loterie royale en France, par Louis XVI. — Loterie de piété. — Du prêt sur gage à Paris. — Création du mont-de-piété par lettres patentes du 9 décembre 1777. — Son organisation; ses résultats. — Opinion de Necker sur le mont-de-piété. — Influence de la révolution sur l'établissement. — Rapport de Concédion au conseil général du département de la Seine. — Fermeture du mont-de-piété en l'an IV.

— 1732 A 1795. —

Nous avons laissé les monts-de-piété flamands dans une situation précaire, que la séparation de plusieurs de ces établissements, possédés par des villes réunies à la France, ne fit qu'aggraver. En effet, les monts-de-piété belges eurent à supporter les charges de la solidarité établie entre eux à leur origine. La perte sur les bâtiments construits pour l'exploitation du prêt sur gage, à Douai, Arras, Valenciennes, Lille, Bergues et Cambrai, s'éleva à 592,472 florins. A la fin de 1750, le capital des monts flamands se trouva réduit de 4,871,410 florins à 1,078,777 florins, et, en 1751, il y avait un arriéré de trente-cinq ans d'arrérages non payés, ce qui constituait pour les rentiers une perte de 3,394,970 florins.

Les employés seuls n'avaient pas souffert de cet état de choses; ils continuaient à toucher de gros appointements. La fonction de surintendant général s'achetait à beaux deniers comptants, et la Jointe suprême ne dédaignait pas de prélever ses épices.

« L'influence du mauvais exemple donné par les sommités de l'administration, dit M. de Decker, ne pouvait manquer de se faire sentir dans les régions inférieures de cette bureaucratie mercenaire. Qui plus est, on remarquait dans quelques-uns des employés une propension

audacieuse à faire leurs propres affaires au détriment de ces établissements. Nous voulons parler des *priseurs* et des *porteurs de gages*.

« Les priseurs étaient responsables du déficit occasionné par la vente des objets taxés par eux : de là leur tendance à taxer les gages beaucoup au-dessous de leur valeur réelle, ordinairement au tiers, parfois seulement au sixième. On voit de suite les conséquences de ces basses taxations, conséquences funestes à la fois pour les monts et pour le public. En effet, ces estimations trop faibles diminuaient l'intérêt des monts, les prêts étaient moins grands et les frais de conservation plus considérables; elles forçaient le public à engager les objets de nantissement chez des particuliers qui, en lui prêtant davantage sur chaque objet, lui permettaient d'engager moins d'objets à la fois pour emprunter la somme dont il avait besoin. Cette rigidité exagérée et intéressée des priseurs favorisait les spéculations des porteurs de deux manières. D'abord, ceux-ci prêtaient, pour leur propre compte, sur les objets qu'on leur apportait et qu'ils estimaient plus haut que les taxeurs des monts. Ensuite, l'excédant de la vente des objets engagés aux monts (les 15 p. % d'intérêt et les 5 p. % pour la vente étant prélevés) devait être restitué aux propriétaires de ces objets; mais les porteurs ou porteuses, prenant souvent en gage les objets apportés par des voleurs, des jeunes gens dissipateurs ou autres personnes qui ne désiraient pas être connues et qui leur abandonnaient leur billet d'engagement, venaient, avec ce billet, réclamer l'excédant du produit de la vente des gages, frustrant ainsi les monts qui avaient droit à l'excédant de la vente des objets dont les propriétaires étaient inconnus ¹. »

Une dernière classe d'employés, les bâtonniers, ou commissaires des ventes, se livrait à des abus non moins compromettants pour les emprunteurs et l'administration, en s'entendant avec des brocanteurs qui s'emparaient des bancs placés auprès de la table, empêchaient le public d'examiner les objets mis en vente et les achetaient à vil prix.

De tels abus devaient favoriser le prêt clandestin, et c'est ce qui arriva. « Toute la ville de Bruxelles, dit Van den Kerckove, dans un Mémoire, en date de 1730, est devenue un mont-de-piété, ou, pour mieux dire, un bureau d'usure. »

La mauvaise situation financière des monts-de-piété venait donc principalement d'une administration défectueuse. On finit par le comprendre, et lorsque la maison d'Autriche prit possession de la Belgique, le prince Charles de Lorraine, gouverneur des Pays-Bas autrichiens, rattacha, en 1752, ces établissements au gouvernement, qui exerça une surveillance active et ramena l'ordre dans les finances et l'administration. A partir de 1752, le paiement des rentes, qui avait été suspendu, fut repris; les

¹ *Etudes historiques et critiques sur les monts-de-piété en Belgique*, p. 186, 187.

rentiers touchèrent 2 p. % de leur capital. On lit dans un avis de la Jointe, en date de 1781 :

« Nous fixons à l'année 1768 l'époque où les monts ont vraiment commencé à ressentir une impression tant soit peu remarquable du ressort donné par le gouvernement, en 1752 et 1758, pour leur rétablissement, dont le mouvement a été excité d'année en année par des progressions, qui ont surtout été intéressantes depuis une dizaine d'années, et on n'a qu'à se louer du point où les choses se trouvaient portées au dernier décembre 1779. »

De 1770 à 1779 inclusivement, les engagements s'étaient élevés à 9,607,436 articles, répartis de la manière suivante entre les divers établissements :

Bruxelles.	2,033,804 articles
Anvers.	1,131,874
Malines.	649,162
Gand.	1,148,269
Bruges.	895,888
Mons.	536,097
Namur.	1,052,328
Courtray.	689,239
Tournay.	1,038,648
Ypres.	432,127
Somme égale.	9,607,436 articles.

Ce qui donne, en moyenne annuelle, 480,371.

De 1780 à 1787, la moyenne des engagements s'éleva à 504,000. En 1787, les monts-de-piété reçurent 744,207 articles.

Les droits à payer par les emprunteurs furent maintenus, par le décret de 1752, tels qu'ils avaient été fixés en 1734, savoir :

Pour les prêts au-dessous de 300 fl.	à 15 p. %.
d° de 300 fl. à 1,000 fl.	à 12 p. %.
d° de 1,000 fl. à 3,000 fl.	à 10 p. %.
d° de 3,000 fl. et au-dessus	à 8 p. %.

Le 1^{er} septembre 1782, la table de prêt de Louvain fut remplacée par un mont-de-piété, qui entra dans l'Union et porta à onze ces établissements.

En 1787, Joseph II, ayant supprimé toutes les jointes dans les Pays-Bas, la jointe des monts-de-piété fut remplacée par un bureau de surintendance. Ce bureau se composait d'un conseiller surintendant, d'un actuaire et de deux officiaux ; il était placé sous la direction du conseil royal et de la cour des comptes, et servait d'intermédiaire entre le gou-

vernement et la direction spéciale de chaque mont, avec droit d'avis, ainsi que pour la transmission de tout ordre, de toute proposition, émanés du gouvernement ¹.

Cet état de choses dura jusqu'en 1794. Le 18 février de cette année, la Jointe suprême fut rétablie et prit diverses mesures pour ramener l'ordre dans les établissements, et, entre autres, fit, à la date du 20 février 1792, *un règlement concernant la conduite et les fonctions des employés aux monts-de-piété*.

La révolution française fut fatale aux monts de la Belgique. Le 27 thermidor an II (14 août 1793), une proclamation des représentants du peuple près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, déclara que les effets déposés pourraient être retirés en payant le montant des reconnaissances en assignats. Un arrêté du 22 nivôse an III rendit exécutoire en Belgique le décret du 4 pluviôse an II, portant que les effets de première nécessité seraient rendus gratuitement aux porteurs de reconnaissances qui n'excéderaient pas 20 livres, et que les nantissements de 21 à 50 livres seraient restitués moyennant le versement de 20 livres. Les diamants, bijoux précieux, matières d'or et d'argent, durent être déposés dans la caisse du payeur de l'armée, et les armes, uniformes, draps, toiles, cuirs, etc., dans les magasins militaires. De nouveaux arrêtés des 23 et 26 germinal de la même année ordonnèrent que les nantissements qui n'auraient pas été dégagés ou renouvelés dans les quatorze mois, à dater de l'engagement, seraient considérés comme propriété de la République; mais cette disposition fut modifiée par une décision du 24 floréal suivant (13 mai 1795), en vertu de laquelle les nantissements purent être restitués aux termes des règlements, même sous caution, et ceux qui n'auraient pas été dégagés ou renouvelés dans le délai indiqué ci-dessus seraient vendus, pour le boni être restitué au porteur de la reconnaissance, sauf à verser dans les caisses de la République les bonis appartenant à des Belges réputés émigrés.

« Entièrement ruinés par ces scandaleux abus de la force, dit M. Arnould, les monts-de-piété cessèrent leurs opérations ou languirent jusqu'à épuisement du peu de ressources qui leur restaient, à l'exception de quelques-uns dont l'intendant, associé à cet effet avec les employés ou d'autres particuliers, avaient demandé et obtenu l'autorisation de continuer, pour leur propre compte, à prêter sur gage dans les anciens locaux. Mais, découragés et manquant de capitaux suffisants, ils ne purent guère soutenir la lutte contre les maisons de prêt sur gage qui s'étaient élevées de toutes parts depuis la publication en Belgique de la loi du 22 germinal an I^{er} (11 avril 1793), qui, en déclarant

¹ Arnould, *Situation administrative et financière des monts-de-piété en Belgique*, p. 16.

l'argent marchandise, avait proclamé la liberté illimitée du prêt ¹. »

Un tableau dressé, le 5 mai 1820, par la commission de liquidation des créances des monts-de-piété, constate que la perte éprouvée par ces établissements s'éleva à la somme de 1,266,735 florins des Pays-Bas ².

Le mont-de-piété de Liège n'avait pas eu à supporter les fautes d'une mauvaise administration comme les monts flamands; il n'avait pas non plus été soumis aux crises politiques et financières qui les avaient ébranlés. Aussi, l'intérêt fixé d'abord à 15 p. $\frac{1}{100}$, lors de sa mise en activité sous Ferdinand, s'était progressivement réduit. Pendant un grand nombre d'années, il avait prêté à 5 p. $\frac{1}{100}$. Sous l'influence des événements, l'intérêt était remonté à 7, 50 p. $\frac{1}{100}$ en 1788. La raison de la prospérité de cet établissement se trouve, indépendamment d'une loyale question, dans cette disposition de son règlement primitif, renouvelée lors de la révision du dit règlement, qui lui faisait une obligation de capitaliser ses excédants de recettes. En 1791, alors que les monts flamands étaient dans une situation très-précaire, il possédait en propre un fonds de 242,922 fr. 60 c. Mais bien que dans les meilleures conditions d'existence, il ne put résister au mouvement révolutionnaire qui emportait toutes les institutions de crédit; il partagea le sort commun.

D'autres causes que nous avons signalées dans le chapitre précédent avaient frappé de stérilité le premier essai fait en Angleterre pour l'établissement des monts-de-piété. La nécessité de régulariser le prêt sur gage porta, en 1720, le gouvernement à imposer la patente aux pawn-brokers. En 1758, Georges II ³ en fixa le prix à 40 shellings, et, en 1759, à 5 livres. Un statut de 1751, appelé communément l'acte d'ivrognerie (*tripping act*), avait défendu aux cabaretiers de prêter sur gage, sous peine d'une amende de 40 shellings, et, en outre, de restitution gratuite du nantissement. On comprend les abus que l'acte voulut prévenir. Ils ont inspiré à Hogarth deux dessins très-spirituels, *Gin lane* (la ruelle du genièvre), et *Beer street* (la rue de la bière), qui présentent le prêt sur gage sous un jour peu flatteur. Aussi, M. Hows veut absolument qu'on les considère comme de véritables caricatures; *They are mere caricatures*. Un autre acte de 1757 eut pour objet de prévenir les engagements illicites. En 1787, Georges III réglementa le commerce des pawn-brokers. En vigueur pour une année seulement, le statut fut renouvelé l'année suivante. En 1789, il y fut ajouté de nouvelles dispositions. Ce

¹ Arnould, *situation administrative et financière des monts-de-piété en Belgique*, p. 31.

² De Decker, loc. citat., p. 276.

³ Le monarque anglais prend le titre de roi de la Grande-Bretagne, de France et d'Irlande: « George the second, by the grace of God, of great Britain, France and Ireland King. Heureusement la grâce de Dieu n'était pas la grâce efficace.

même acte, prolongé pour trois ans, fut rendu définitif en 1800. Nous aurons à nous en occuper plus loin.

En 1757, sir John Fielding, juge de paix pour les comtés de Middlesex, Essex, etc., proposa un règlement concernant les pawnbrokers, qui fut généralement adopté dans la pratique. Son frère, Henri Fielding, qui était aussi magistrat, l'auteur de *Tom Jones* et d'*Amelia*, a fait, dans ce dernier ouvrage, une critique amère du prêt sur gage. Faut-il y voir une fantaisie du célèbre romancier ou un croquis d'après nature? Nous laissons au lecteur le soin d'en décider, tout en inclinant du côté de la réalité.

« En vérité, et je supplie Votre Grâce de me croire, je n'ai pris que deux chemises à Madame, et je les ai engagées pour 5 shellings que j'ai donnés pour la robe qui est sur moi. Quant à la monnaie qui est dans ma poche, elle consiste en un farthing (2 liards) qui m'appartient. Je vous assure que mon intention était de rapporter ces objets aussitôt que j'aurais eu assez d'argent pour les dégager. » La jeune fille indiqua la demeure du pawnbroker, et le juge donna à celui-ci l'ordre de représenter le gage, ce qu'il fit, pensant bien qu'un refus de sa part eût amené un mandat de perquisition dans sa maison. Les effets sur lesquels l'honnête pawnbroker avait prêté 5 shellings en valaient au moins 30, et neufs, ils auraient coûté bien davantage. Il était d'ailleurs évident, par la finesse de leur tissu et leur grandeur, qu'ils ne pouvaient appartenir à la jeune fille. Booth, son maître, laissa éclater toute son indignation. Je désire, Monsieur, dit-il au juge, qu'il y ait un châtimement exemplaire pour un pareil coquin, qui savait si bien que ces objets étaient volés. Les bureaux de ces fripons peuvent être appelés des sources de vols; car, en vérité, beaucoup de gens deviennent voleurs à raison de l'encouragement qu'ils reçoivent de ces réceleurs. Aussi ceux-ci méritent-ils une punition égale à celle des voleurs, sinon plus sévère. »

M. Hows, qui rapporte ce passage de Fielding, pour se donner le plaisir de le réfuter, chose assurément permise à un loyal pawnbroker qu'il est, n'a trouvé rien de mieux pour donner une idée de la grande valeur de sa corporation et des services qu'elle rend au public, que la facétie suivante que John Bull ne désavouerait pas. Un pauvre ouvrier charpentier, dont le salaire hebdomadaire ne dépassait pas une livre, possédait une grande marmite que sa femme, dans le courant de la semaine, avait mise en gage pour six pence. Le samedi soir, le mari rapporte à la maison, indépendamment de son salaire, un gigot de mouton et un quartier de pain. Comme il fallait faire bouillir le mouton, la femme court, le dimanche matin, chez le brocanteur, lui engage le pain, paye un demi-penny, dégage la marmite, y fait cuire le mouton, le retire, engage de nouveau la marmite, paye un demi-penny, et dégage le pain. Après quoi le mari et la femme se mirent à table et dînèrent gaiement.

Il faut le reconnaître avec M. Hows, voilà un puissant argument en faveur des pawnbrokers.

Nous trouvons dans une publication du temps une autre appréciation assez piquante :

« Un de ces voleurs agréables, qui ne sont pas rares en Angleterre et que l'on voit pendre avec quelques regrets, ayant rencontré la nuit une femme assez bien vêtue qui, à la faveur des ténèbres, gagnait timidement la boutique d'un prêteur sur gage, l'arrête et lui fait le compliment connu. « J'ai bien une bourse, mais j'allais précisément pour la garnir un peu mettre ma montre en gage. » Elle tire une montre d'or de sa poche. « Oh ! mon doux cœur, qu'alliez-vous faire chez ces fripons ! Ils vous prêteraient trois guinées ; votre montre en vaut dix et je vous la prends pour cinq. » Là-dessus, il lui compte l'argent et s'éloigne ¹. Un journal anglais, qui a rajeuni cette anecdote en l'appliquant aux pawnbrokers de Glasgow, assure que la pauvre femme n'a pas fait un mauvais marché.

L'Espagne, qui avait favorisé la création des monts-de-piété dans ses provinces flamandes, était restée en arrière pour elle-même dans cette voie d'amélioration. En 1626, Philippe IV proposa à Wenceslas Cobergher d'organiser dans ses États des monts sur le modèle de ceux des Pays-Bas ; mais cette proposition n'eut pas de suite. En 1702, fut établi le mont-de-piété de Madrid. Il eut pour fondateur dom François Piquer, chapelain du roi, qui, pour commencer cette œuvre pieuse, plaça un tronc dans le couvent des Carmélites (*Descalzas reales*) et y mit un seul réal d'argent. Le Santo-monte fut approuvé par le roi en 1713 et prit le nom de *real monte de Piedad*. Les pauvres seuls en profitèrent. « En effet, dit le chevalier de F., le mont-de-piété prête peu, ses fonds sont presque toujours employés, et il n'y a guère que le bas peuple qui y recoure ; encore n'y a-t-il pas place pour tous les demandeurs. D'ailleurs, il faut perdre un temps infini pour arriver à la caisse, et tout s'y fait avec une publicité qui repousse tous ceux à qui il reste quelque honte. Avant d'avoir fait enregistrer sa demande, vu l'appreciador, obtenu un bon pour le prêt, il faut perdre souvent plusieurs jours, au bout desquels il faut aller se mettre en queue dans la rue avec la foule des emprunteurs, y attendre son tour pendant plusieurs heures, et quelquefois revenir le lendemain. Le résultat de ceci, c'est que l'on prête sur gage à l'intérêt de 4 réaux pour piastre par mois, c'est-à-dire 20 p. % par trente jours, ou 240 p. % par an ². »

Les corporations d'ouvriers avaient établi, sous le nom de *montes pios*,

¹ *La Chronique scandaleuse*, t. IV, p. 215. A Paris dans un coin d'où l'on voit tout, 1791.

² *Voyage en Espagne en 1798*, par le chevalier de F., p. 97.

des caisses de secours pour les vieillards, les infirmes, les veuves et les orphelins, qu'il ne faut pas confondre avec les monts-de-piété¹.

Nous trouvons encore sous le nom de *montes pios* une espèce particulière de monts, dans plusieurs villes, notamment à Malaga et à Valence. « A Valence, dit Townsend dans son curieux ouvrage sur l'Espagne, un établissement qui mérite les plus grands éloges est un *monte pio*, ou banque, pour venir au secours des fermiers qui sont hors d'état d'acheter des semences. Ils ne payent point d'intérêt pour ce prêt; les fonds sont fournis, comme à Malaga, par les *espolios y vacantes* de l'Eglise, c'est-à-dire les effets des chanoines décédés et les bénéfices vacants. Une institution semblable, qui a pour but l'avancement de l'agriculture et l'encouragement de l'industrie, est certainement politique et sage lorsqu'on considère la pauvreté des fermiers et leur manque général de capitaux. C'est de ces mêmes fonds qu'on fournit dans la Galice des bateaux et des filets aux pêcheurs². »

En 1767, Charles-Emmanuel III fonda, en Sardaigne, des *monti di soccorso* qui prêtaient de l'argent ou du grain pour les semences. De là, la division de chaque établissement en *monte nummario* et en *monte granatico* dont la réunion constituait le *monte di soccorso*. Le Piémont eut aussi, vers la même époque, de ces institutions agricoles. Nous en parlerons avec détail dans la deuxième partie de cet ouvrage.

Nous avons mentionné, sous sa date chronologique, la banque de prêt d'Amsterdam. Jacques Savary, savant écrivain du dernier siècle, nous a donné, d'après Ricard, auteur du *Traité du négoce*, des renseignements intéressants sur cet établissement financier³.

L'intérêt des prêts se prélevait ainsi qu'il suit :

Au-dessous de 100 florins.	16 p. %.
De 100 fl. à 500 fl.	6 p. %.
De 500 fl. à 3000 fl.	5 p. %.
De 3000 fl. et au-dessus.	4 p. %.

L'intérêt se payait par mois, le mois commencé comptant comme mois entier.

Faute de dégagement ou de renouvellement, les gages étaient vendus après un an et six semaines, et le boni était laissé à la disposition de l'emprunteur pendant un an. Ce délai expiré, il était prescrit au profit des maisons des pauvres.

¹ Discurso sobre la educacion popular de los artesanos y su fomento. § 8. De las cofradias gremiales y del establecimiento en su lugar de montes pios, para ancianos, enfermos, viudas y pupilos del arte u officio. Madrid, 1775.

² Joseph Townsend, *Voyage en Espagne fait dans les années 1786 et 1787*, t. III, p. 43 et 206.

³ Savary, *Dictionnaire universel de commerce*, v^o Lombard.

Pour la commodité des personnes qui ne voulaient pas être connues ni porter elles-mêmes leurs effets au Lombard, il y avait plusieurs bureaux auxiliaires établis par la ville, avec cette inscription devant la porte : *Hier gaatmen in de bank van leenige*, c'est-à-dire par ici on va au Lombard. Les commis de ces bureaux étaient assermentés et obligés de porter les effets qu'ils recevaient à la banque, qui leur payait la valeur de 30 centimes pour 100 florins qu'ils prêtaient sur lesdits effets. L'engagement des articles reçus par les bureaux se faisait au nom du commis qui délivrait l'argent à l'emprunteur, et lui remettait une reconnaissance portant le nom de l'agent, la désignation du nantissement et la somme prêtée.

Les reconnaissances étaient des billets au porteur, et la banque était valablement déchargée par le dégagement opéré sur la représentation du titre. En cas d'engagement d'un objet volé, le propriétaire était admis à en faire le retrait en justifiant de son droit et en restituant la somme prêtée.

Tous les employés de la banque et des bureaux auxiliaires étaient payés par la ville, et les fonds nécessaires au service fournis par la banque qui trouvait ainsi à utiliser ses fonds sans emploi. Les bénéfices de l'établissement étaient destinés à l'entretien des hôpitaux d'Amsterdam.

En 1767, le cardinal Castelli, de concert avec la commission apostolique, refondit les statuts du mont-de-piété romain, et le pape Clément XIII y donna son approbation. Les statuts, qui forment un volume petit in-folio, sont utiles à consulter. Les rédacteurs des lettres patentes de 1777, dont nous allons avoir à nous occuper, y ont emprunté plusieurs dispositions importantes. Le taux de l'intérêt est fixé à 2 p. % par an pour les prêts au-dessus de trente écus romains (161 fr. 55 c.) ; au-dessous de cette somme, les prêts sont gratuits. En 1783, le prêt gratuit fut réduit à 20 écus, et l'intérêt des autres prêts porté à 3, 50 p. %. En 1785, on limita le prêt gratuit à 15 écus, et on éleva à 5 p. % l'intérêt des prêts supérieurs à cette somme¹.

Une banque de dépôt, destinée à fournir des fonds au mont-de-piété, était alimentée : 1° par les dépôts judiciaires (*depositi vincolati*) ; 2° par les dépôts provenant des lieux pies ; et 3° par les dépôts volontaires faits par les particuliers.

Le mont-de-piété romain avait acquis une grande importance, et sa richesse lui avait permis de venir au secours du trésor souvent obéré de l'Etat.

Le mont-de-piété de Milan prit, à peu près à la même époque, une grande extension. Après l'expulsion des Jésuites, en 1773, l'impératrice Marie-Thérèse, qui, depuis 1754, lui accordait une subvention, lui ap-

¹ Morichini, *Degli Istituti di pubblica carità in Roma*, p. 179.

pliqua le produit de quatre établissements appartenant à l'ordre supprimé, à l'effet d'augmenter son capital. 385,714 livres furent versées dans sa caisse, dont 85,714 livres à titre de dotation et 300,000 livres à titre de prêt et moyennant intérêt.

L'établissement prélevait alors un intérêt sur les prêts qui dépassaient une certaine somme au-dessous de laquelle les opérations étaient gratuites. Les bénéfices étaient consacrés à l'augmentation du capital.

L'extension des opérations nécessitait des bâtiments plus vastes que ceux occupés par l'administration ; en conséquence, ceux-ci furent vendus en 1783, et on acheta près de la Porte-Neuve, pour le prix de 57,148 livres, la moitié du couvent des religieuses de Sainte-Claire, qui venait d'être supprimé. C'est là que fut construit le mont-de-piété actuel. Les dépenses montèrent à 125,538 livres.

Joseph II, qui avait succédé à Marie-Thérèse en 1780, appliqua à l'établissement le produit de l'asile des converties (*conservatorio delle convertite*) dont il avait ordonné la suppression en 1783. Le capital primitif propre à l'établissement provenant de dons particuliers, et augmenté de 100,000 livres devait être employé à des prêts gratuits. Au moyen de la vente de la maison et des biens fonds de l'asile des converties, qui produisit 600,700 livres, et de la réalisation de quelques autres valeurs, la somme attribuée au mont-de-piété s'éleva à 1,089,071 livres ; elle lui fut abandonnée à la charge par lui de payer certaines pensions.

Cet accroissement de ressources permit de prêter gratuitement jusqu'à concurrence de 30 livres (25 francs environ), et de réduire de cinq sols à deux sols le droit sur la reconnaissance (*taglio della bolletta*) qui était perçu sur chaque engagement. En 1786, le patrimoine du mont était de 1,787,844 livres milanaises, soit de 1,541,242 francs.

Après les projets d'organisation de monts-de-piété, en 1626 et 1643, projets qui n'avaient même pas reçu de commencement d'exécution, on sembla avoir perdu de vue en France ces utiles établissements. Le gouvernement avait d'autres préoccupations que celles de soulager le peuple. Le peuple était toujours la gent corvéable et taillable, condamnée, comme les Danaïdes, à remplir le trésor de l'État, qui se vidait sans cesse. Les criminelles prodigalités des règnes de Louis XIV et de Louis XV avaient tué le crédit public et perdu la royauté. Lorsque Louis XVI monta sur le trône, en 1774, les finances étaient livrées à l'abbé Terray, complice des fermiers généraux et des traitants qui pillaient la France, comme des soudards eussent fait d'une ville prise d'assaut. Louis XVI, qui eût voulu mettre un terme à ces odieuses déprédations, avait choisi Turgot pour contrôleur général ; mais comme Trudaine, prévôt des marchands, était trop honnête homme pour le régent, Turgot était trop honnête homme pour les courtisans : lui aussi n'entendait rien au système. Le premier eut les honneurs de la destitution, le second dut se démettre.

Entré au département des finances, en 1774, il en sortit en 1776, pour n'avoir pas voulu payer à une dame de la cour un bon de 500,000 livres, arraché à la faiblesse du roi.

Clugny, son successeur, au lieu de le suivre dans la voie des réformes, reentra dans le système des expédients. Plusieurs fois déjà, en France, on avait voulu introduire la loterie : des privilèges d'exploitation avaient été donnés à des traitants ; mais le parlement avait constamment repoussé une spéculation immorale et ruineuse pour les citoyens. Sous Louis XIV, le gouvernement avait eu quelquefois recours aux loteries pour favoriser des emprunts dans lesquels, sans risquer le capital, et seulement en ne retirant l'intérêt qu'au-dessous du taux légal, les joueurs couraient la chance attrayante de gagner une prime considérable. Plus récemment des établissements publics, même des communautés religieuses avaient obtenu l'autorisation de former des loteries à leur bénéfice. On en comptait six ; quatre furent supprimées. On laissa subsister la loterie des enfants trouvés et la *loterie de piété*. Un simple arrêt du conseil, sans enregistrement, établit l'impôt de la loterie royale, dont la direction fut confiée à un intendant et à douze administrateurs ¹.

En 1777, la première année du ministère de Necker, un mont-de-piété fut établi à Paris, à côté de la loterie de piété et de la loterie royale. La date est significative. Le peuple, poussé à bout, devenait pour la royauté plus qu'un embarras : c'était un ennemi. Déjà le bruit de la révolution grondait dans le lointain ; on jugea prudent de jeter une pâture à l'indignation publique et un leurre à la misère.

Desessarts expose ainsi les raisons qui déterminèrent enfin la création du mont-de-piété.

« Depuis longtemps la police examinait avec la plus scrupuleuse attention des projets relatifs à l'établissement d'un mont-de-piété à Paris ; mais tous les projets présentés n'offraient que des spéculations de finances ; il était cependant bien important de faire cesser tous les désordres que l'usure traînait à sa suite.

» L'administration de la police avait employé tous les moyens qui dépendaient d'elle pour empêcher la fraude ; elle avait prescrit aux prêteurs la nécessité de se faire connaître, de tenir des registres des objets par eux reçus en nantissement, des sommes qu'ils avaient prêtées et de ne pouvoir exiger un intérêt plus fort que celui de 5 p. % par année. Mais que pouvaient produire de pareils règlements contre des hommes avides qui ne cherchaient qu'à entasser sur une masse numéraire, dont ils étaient en possession, une autre masse numéraire, fruit honteux de leurs rapines et de leurs extorsions ?

» Les véritables prêteurs, craignant de partager l'avilissement des

¹ Bailly, *Hist. financ. de la France*, t. II, p. 216.

prêteurs connus, mirent tout en usage pour s'envelopper des ombres du mystère les plus impénétrables; ils se créèrent des agents vils et sans ressources, qui s'en associèrent de plus vils encore. Ainsi, il se forma une longue chaîne d'êtres infâmes qui, ne faisant leur trafic qu'avec les deniers des *bourses inconnues*, ne pouvaient qu'exposer leurs corps à des punitions, sans laisser à l'emprunteur aucune ressource pour obtenir la remise du gage. Ainsi, l'emprunteur se trouvait souvent dépouillé, après s'être épuisé à paiement d'intérêts usuraires qui excédaient quelquefois du double le montant du prêt qui lui avait été fait.

» Les croupiers d'usure s'assujettirent cependant, en apparence, à la formalité prescrite de tenir des registres de leurs prêts; mais ils en tinrent deux, l'un destiné pour les officiers de police, et l'autre secret, dans lequel ils enregistraient les effets suspects de vol et d'escroquerie, ce qui rendait souvent impossible la découverte d'objets dont l'administration de la police prescrivait la recherche.

» Quant à l'excès et à l'énormité de l'usure, les prêteurs sur gage employaient différentes manœuvres : 1° ils n'estimaient qu'à vil prix les effets qui leur étaient apportés, 2° ils en substituaient de moindre valeur à ceux qu'ils avaient reçus.

» Si un malheureux avait apporté des couverts d'argent d'un poids considérable, on lui en rendait d'un poids léger. Comme ces sangsues avaient des magasins d'effets, ils avaient la facilité dangereuse de les changer, souvent même sans que l'emprunteur s'en aperçût. Ces fraudes étaient d'autant plus funestes qu'elles restaient impunies. La victime de l'escroquerie refusait de se plaindre; elle craignait de découvrir sa conduite déréglée ou ses malheurs. Les brigands pouvaient donc les dépouiller tranquillement, car la nuit la plus ténébreuse couvrait leurs manœuvres. On regardait dans le public les prêteurs sur gage qui ne demandaient que dix pour cent d'intérêt pour le premier mois comme des prêteurs sur gage honnêtes. Cependant, avec cette criminelle délicatesse, les bailleurs de fonds pouvaient retirer cent-vingt pour cent de leur capital par an. Un désordre aussi effrayant exigeait un remède aussi prompt que salutaire ¹. »

Quels étaient les véritables prêteurs? Desessarts ne le dit pas; mais, par ce qui se passe de nos jours, il est facile de le savoir. Malgré les dispositions de la loi du 16 pluviôse an XII et du Code pénal, le prêt clandestin s'opère à Paris sur une vaste échelle, et ce serait une erreur de croire qu'il est pratiqué seulement par de misérables brocanteurs. De riches bijoutiers, des négociants en renom, des banquiers millionnaires ne dédaignent pas d'exploiter la misère qui se cache, comme le faisaient leurs pareils avant 1777. Ils ont, comme eux, le privilège de l'impu-

¹ Dictionnaire de police, t. VII, p. 5.

nité, soit parce qu'ils ont l'habileté de déguiser sous forme de ventes à réméré leurs honteuses spéculations, soit, c'est triste à dire, parce que leur position même semble les mettre à l'abri des poursuites qui devraient les atteindre. Comme directeur du mont-de-piété, nous avons reçu à ce sujet de curieuses révélations : mais, le plus souvent, les victimes se refusaient à ce qu'une plainte fût portée en leur nom, retenues qu'elles étaient par la crainte du scandale qui s'attache à cette sorte d'affaire. Mais nous avons pu aussi constater combien il est difficile d'avoir des preuves suffisantes, quand il s'agit d'établir la culpabilité de certaines personnes. La maxime *habemus fatentem reum* s'efface quelquefois devant des considérations que la sagacité du lecteur nous dispense d'énumérer.

Si Desessarts ne nous apprend rien que le bon sens n'indique sur les abus du prêt sur gage abandonné à l'industrie privée, nous croyons cependant devoir appeler l'attention sur l'état de choses qu'il décrit. Les partisans de la liberté absolue du commerce qui procèdent en général comme des algébristes, en raisonnant à *priori* sur des données abstraites, prétendent prouver par $\frac{a+b-c}{z}$ que la liberté du prêt sur gage est pour l'emprunteur une garantie du bon marché et de la sécurité du prêt, et cela en vertu de la concurrence, leur panacée universelle, infaillible. Sans discuter cette théorie, nous nous bornons à établir en fait qu'alors qu'aucune limite n'était apportée à l'industrie privée seule en possession du prêt sur gage, l'emprunteur payait un intérêt minimum de 120 p. % par an, lorsque le prêteur était honnête, et qu'en outre il était souvent exposé à perdre son nantissement en tout ou en partie. Ce fait, que nous avons constaté déjà en France, en Angleterre, en Italie, dans les Pays-Bas, etc., se présente ici avec cette circonstance particulière que la sécurité du prêteur était entière, et que, par conséquent, il n'avait pas à faire payer à l'emprunteur des risques qu'il ne courait pas lui-même.

De Beaunay confirme le récit de Desessarts.

« Le besoin plus impérieux dans les grandes villes que partout ailleurs, avait ouvert dans Paris des caisses ténébreuses tenues par des prêteurs sur gage. Les gens avides profitaient du prétexte de gros intérêts qu'ils payaient à leurs bourses, pour immoler à leur avidité les victimes qui venaient leur demander des secours. 30, 40, 50 p. % et plus, qu'ils exigeaient par an, n'étaient pas de leur part l'exaction la plus répréhensible ; l'infidélité dans leurs conventions, de faux registres, des changements, substitutions et soustractions d'effets, la négation des dépôts qu'on leur avait confiés, des évasions subites et frauduleuses, et une infinité d'autres moyens que la sordide avarice leur faisait employer pour s'emparer des effets qui ne leur avaient été remis qu'à titre de dépôt et de garantie, ont encore plus particulièrement fixé l'attention du magistrat de

police et l'ont porté à former le projet du mont-de-piété, c'est-à-dire d'une caisse de prêt public sur nantissement, et il a considéré que cette caisse pouvant procurer des secours aussi peu onéreux que prompts et certains, devait infailliblement obvier à tous les désordres de l'usure ¹. »

Des lettres patentes du roi, données à Versailles, le 9 décembre 1777, registrées en parlement le 12 du même mois, décrétèrent l'établissement d'un mont-de-piété à Paris. En voici le **préambule** :

« Les bons effets qu'ont produits et que produisent encore les monts-de-piété chez différentes nations de l'Europe, et notamment ceux formés en Italie, ainsi que ceux érigés dans nos provinces de Flandre, Hainaut, Cambrésis et Artois, ne nous permettent pas de douter des avantages qui résulteraient en faveur de nos peuples de pareils établissements dans notre bonne ville de Paris, et même dans les principales villes de notre royaume. Ce moyen nous a paru le plus capable de faire cesser les désordres que l'usure a introduits, et qui n'ont que trop fréquemment entraîné la perte de plusieurs familles. Nous étant fait rendre compte du grand nombre de mémoires et de projets présentés à cet effet, nous avons cru devoir rejeter tous ceux qui n'offrent que des spéculations de finance, pour nous arrêter à un plan formé uniquement par des vues de bienfaisance digne de fixer la confiance publique, puisqu'il assure des secours d'argent peu onéreux aux emprunteurs dénués d'autres ressources, et que le bénéfice qui résultera de cet établissement sera entièrement appliqué au soulagement des pauvres et à l'amélioration des maisons de charité. »

Suit l'ordonnance :

ART. I. Il sera incessamment établi, dans notre bonne ville de Paris, un mont-de-piété ou bureau général de caisse d'emprunt sur nantissement, tenu sous l'inspection et administration du lieutenant général de police, qui en sera le chef, et de quatre administrateurs de l'hôpital général, nommés par le bureau d'administration dudit hôpital général et dont les fonctions seront charitables et entièrement gratuites.

II. Toutes personnes connues et domiciliées ou assistées d'un répondant connu et domicilié, seront admises à emprunter les sommes qui seront déclarées pouvoir être fournies d'après l'estimation qui sera faite des effets offerts pour nantissement, et ces sommes leur seront prêtées des deniers et fonds qui seront mis dans la caisse dudit bureau ; savoir, pour la vaisselle et les bijoux d'or et d'argent, à raison des quatre cinquièmes du prix de la valeur au poids ; et, pour tous les autres effets, à raison des deux tiers de l'évaluation faite par les appréciateurs dudit bureau, qui seront choisis dans la communauté des huissiers-commissaires-priseurs de notre Châtelet de Paris, laquelle sera garante des évaluations et percevra des emprunteurs à l'instant du prêt, pour droit de prise, un denier pour livre du montant de la somme prêtée.

III. Permettons aux administrateurs d'établir, dans notre bonne ville de Paris, sous la dénomination de prêt auxiliaire, différents bureaux particuliers dudit mont-de-piété ou caisses d'emprunt de sommes, depuis trois livres jusqu'à la concurrence de cinquante livres.

¹ *Tableaux de la comptabilité du mont-de-piété*, p. 33.

IV. Il ne pourra être perçu ou retenu pour frais de garde, frais de régie et pour subvenir à toutes les dépenses et frais généralement quelconques, relatifs audit établissement, sous quelque prétexte et dénomination que ce puisse être, autres que pour les frais de prise par nous ci-dessus réglés, et pour ceux de vente dont il sera parlé ci-après, au delà de deux deniers pour livre par mois du montant des sommes prêtées, et le mois commencé sera payé en entier quoique non fini.

V. Les effets mis en nantissement seront, au plus tard à l'expiration de l'année du prêt révolue, retirés par les emprunteurs ou par les porteurs de la reconnaissance qui aura été délivrée audit mont-de-piété; sinon, dans le mois qui courra après ledit temps écoulé, lesdits effets seront, par ordonnance du lieutenant général de police, et par le ministère d'un des huissiers-commissaires-priseurs de notre Châtelet de Paris, vendus publiquement, sur une seule exposition, en plus offrant et dernier enchérissseur, au lieu, jour et heure indiqués par affiches, contenant énumération de tous lesdits effets. Ce jour sera le premier non fériable d'après le 2 et le 16 de chaque mois. Toutefois, le mont-de-piété donne la facilité aux emprunteurs de renouveler l'engagement de leurs nantissements, aussitôt l'année du prêt expirée. Dans ce cas, l'emprunteur est tenu de représenter sa reconnaissance et de payer les droits dus en mont-de-piété pour l'année échue, formant douze mois et à raison de deux deniers pour livre par mois; il doit acquitter, en outre, le droit pour la nouvelle prise, à raison d'un denier pour livre.

VI. Les deniers qui proviendront de la vente des effets mis en nantissement seront remis aux propriétaires, après le prélèvement fait de la somme empruntée et des deux deniers pour livre par chaque mois échu depuis le jour du prêt jusqu'à celui de la vente.

VII. Les frais de vente seront de cinq sols pour les ventes du prix de vingt livres et au-dessous; de dix sols au-dessus de vingt livres jusqu'à cinquante livres; de vingt sols au-dessus de cinquante livres jusqu'à cent livres; de vingt-cinq sols au-dessus de cent livres jusqu'à deux cents livres, et toujours en augmentant de cinq sols par chaque cent livres de plus. Ces frais seront payés en sus du prix de l'adjudication par les acheteurs. Exemptions lesdites ventes de tous droits et même de ceux du contrôle des procès-verbaux d'icelles, que nous dispensons d'être faits sur papier timbré, ainsi que tous autres actes concernant l'administration dudit mont-de-piété.

VIII. Dans le cas où il serait apporté au bureau ou caisse d'emprunt sur nantissement, et dans les bureaux de prêt auxiliaire, quelques effets qui fussent reconnus, déclarés ou même suspectés volés, il en sera, sur-le-champ, rendu compte au lieutenant général de police, et il ne sera prêté aucune somme au porteur desdits effets qui resteront en dépôt au magasin desdits bureaux, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné. Vouloirs que ceux qui les auront présentés soient poursuivis extraordinairement, eux et leurs complices, suivant l'exigence des cas.

IX. Tout effet qui sera revendiqué pour vol ou pour telle autre cause que ce soit, ne pourra être rendu au réclamant qu'après qu'il aura justifié qu'il lui appartient, et qu'après qu'il aura acquitté en principal et droits, la somme pour laquelle ledit effet aura été laissé en nantissement; sauf le recours dudit réclamant contre celui qui l'aura déposé, lequel en demeurera civilement responsable.

X. Il sera proposé par le lieutenant général de police un ou plusieurs commissaires du Châtelet et inspecteurs de police, pour veiller au maintien du bon ordre dans ledit bureau général et dans lesdits bureaux particuliers; à l'égard des vérificateurs et contrôleurs de la régie desdits bureaux général et particuliers, ils seront proposés et commis par le bureau d'administration.

XI. Les préposés et employés tant au bureau général qu'aux bureaux particuliers, seront sous les ordres d'un directeur général, lequel sera nommé par le lieutenant général de police et les administrateurs: lesdits préposés et employés seront présentés

per le directeur et pareillement nommés par le bureau d'administration qui fixera leurs appointements, ainsi que les honoraires du directeur, sous la condition, de la part des uns, de fournir un cautionnement avec hypothèque sur biens-fonds ; et, de la part des autres, de consigner telle somme en argent qui leur sera réglée pour leur cautionnement, laquelle sera déposée à la caisse du bureau d'emprunt, et dont il leur sera payé cinq pour cent d'intérêts par année.

XVI. Il sera, tous les mois, fourni par le directeur au lieutenant général de police et aux administrateurs, un bordereau de la recette et dépense, avec un tableau de situation de la caisse et du magasin ; et, chaque année, il en sera rendu un compte général par devant quatre de nos amis et fidèles conseillers de la grand'chambre de notre cour de parlement, en présence de l'un des substituts de notre procureur général : ledit compte sera par eux clos et arrêté ; un double d'icelui sera déposé au greffe de notre parlement ; et lorsqu'il se trouvera des fonds en caisse en delà de ceux nécessaires pour la régie et les charges de l'établissement, ils seront appliqués au profit de l'hôpital général de notre bonne ville de Paris.

XVII. Autorisons le lieutenant général de police et les quatre administrateurs de faire tels règlements qu'il appartiendra, concernant l'entrée et la sortie des gages ou nantissements, la sûreté ou conservation d'iceux, la tenue des registres et généralement pour prescrire les formalités qui seront employées dans la régie et administration de ledite caisse d'emprunt et des bureaux particuliers de prêt auxiliaire, à la charge que lesdits règlements soient homologués en notre cour de parlement.

XVIII. Seront, nos ordonnances, déclarations et les règlements rendus, au sujet de l'usure, exécutés suivant leur forme et teneur. — Si donnons en mandement, etc., etc.

Le gouvernement avait pris le temps de réfléchir sur les avantages des monts-de-piété. Ceux de Lille, Douai, Arras, Bergues, Valenciennes et Cambrai existaient depuis cent cinquante ans ; le reproche que l'on pourrait faire aux lettres patentes ne serait donc pas celui de la précipitation. Ce qui est singulier dans ces lettres, c'est le silence gardé sur les autres établissements qui existaient dans la Provence, la Lorraine, le Languedoc et l'Anjou. Est-ce qu'on les aurait ignorés ? Nous ne parlons pas de ceux du Comtat d'Avignon qui ne fut réuni à la France qu'en 1791. Quoi qu'il en soit, rendons grâce à M. le lieutenant général de police Lenoir, car c'est à lui que Paris doit son mont-de-piété.

Les lettres patentes sont conçues dans un excellent esprit ; elles repoussent toute idée de spéculation pour s'arrêter à des vues d'utilité générale. L'intérêt des prêts est fixé à 2 deniers pour livre par mois, ce qui revient au taux de 10 p. % par an. En outre l'emprunteur payait à titre de droit de prise, 1 denier pour livre, soit 8 s. 4 d. pour 100 livres ou un peu moins de 1/2 p. %. C'était une grande amélioration introduite dans le prêt sur gage.

Un seul établissement pour une ville aussi étendue que Paris paraissait devoir être insuffisant ; aussi l'art. III des lettres patentes permit aux administrateurs d'établir, sous la dénomination de prêt auxiliaire, des bureaux particuliers du mont-de-piété qui pourraient prêter depuis 3 livres jusqu'à 50 livres. Le règlement d'administration du 5 janvier

1778, homologué au parlement le 26 février suivant, consacre de nouveau cette faculté.

« Art. II. Se réserve le bureau d'établir par la suite, s'il le juge nécessaire, un ou plusieurs bureaux particuliers, sous la dénomination de prêt auxiliaire, pour les emprunts depuis 3 livres jusqu'à la somme de 50 livres. »

L'intervention d'intermédiaires placés entre le public et l'administration fut jugée tout d'abord une chose mauvaise. Les intermédiaires coûtent et par les droits qu'ils perçoivent légalement et par les exactions qu'ils pratiquent trop souvent : par ailleurs les droits de commission sont fixes, et n'étant pas calculés sur la durée de l'opération, mais sur l'opération même, ils sont d'autant plus onéreux que le prêt est de plus courte durée ; et comme le séjour en magasin est en raison inverse de l'élévation du prêt, c'est sur les emprunteurs les plus pauvres que les droits fixes pèsent le plus lourdement. Or, ce que l'on se proposait, c'était de prêter à bon marché, et dès lors, il fallait rendre le prêt direct, accessible à tout le monde ; de là, la nécessité de bureaux auxiliaires.

Le mont-de-piété, placé rue des Blancs-Manteaux, dans un bâtiment loué, à cet effet, fut ouvert le 28 décembre 1777. Au 31 décembre 1778, ses opérations présentaient les résultats suivants :

ENGAGEMENTS.	
Articles.	Sommes.
128,508	8,309,384 l.
DÉGAGEMENTS.	
60,551	3,479,523 l.
RESTE EN MAGASIN.	
67,957	5,429,861 l.

La moyenne des articles engagés était donc de 64 livres 13 sous 2 deniers.

Si on compare cette moyenne avec celle des articles engagés de 1831 à 1845 inclusivement, on remarquera qu'elle est près de quatre fois plus forte. En effet, dans cette dernière période, elle est de 17 fr. 44 c. seulement. La conclusion à tirer de ce rapprochement, c'est qu'à défaut des institutions du crédit qui existent aujourd'hui, le mont-de-piété représentait non-seulement une caisse de secours pour les pauvres, mais une banque où les classes aisées et le commerce puisaient des ressources importantes, et nous en trouverons la preuve dans ce fait, que la moyenne des prêts suivra une progression décroissante, au fur

et à mesure que les institutions de crédit prendront une plus large place dans la société.

Le mont-de-piété avait commencé ses opérations avec des fonds tirés de la caisse de l'hôpital général. Leur accroissement rapide rendit bientôt cette ressource insuffisante. Des lettres patentes du roi, en date à Versailles du 7 août 1778, registrées en parlement le 21 du même mois, autorisaient cet établissement à faire un emprunt de quatre millions de livres, à 5 p. $\frac{1}{2}$, sur l'hypothèque des revenus et droits de l'hôpital général. Des Génois proposèrent de prêter des sommes considérables pendant quatorze années, à la condition que les intérêts de leurs capitaux ne seraient assujettis à aucunes retenues de dixième, de vingtième et autres impositions et qu'ils seraient exemptés de tous droits d'aubaine, bâtarde, confiscation, représailles et autres frappant les étrangers. Des lettres patentes du 25 mars 1779, registrées le 13 avril suivant, autorisèrent l'administration à traiter à ces conditions. Ces ressources cependant furent encore au-dessous des besoins. Au 31 décembre 1779, les engagements s'élevèrent à 180,114 articles pour la somme de 11,528,735 fr.

Leur éloignement du mont-de-piété obligeait beaucoup d'emprunteurs à confier leurs nantissements à d'anciens prêteurs sur gage. Si, parmi ces agents, il y en avait d'exacts à s'acquitter de leur commission, il y en avait d'autres qui n'apportaient au mont-de-piété qu'une partie des effets qui leur étaient confiés et qui retenaient les plus précieux dans des dépôts cachés. Ils s'approprièrent même, par des ventes simulées, les nantissements ou gardaient les reconnaissances, de sorte qu'il ne restait aucun titre aux emprunteurs pour retirer leurs nantissements. Le moyen de prévenir ces abus, c'était de compléter l'organisation du mont-de-piété par des bureaux auxiliaires; mais l'insuffisance des fonds ne permettait pas à l'administration de faire de nouvelles dépenses. Elle sollicita du parlement un arrêt pour défendre à toutes personnes de faire la commission ou le courtage au mont-de-piété, sans y être autorisées par elle, à peine de 3000 fr. d'amende applicable à l'hôpital général et même de poursuites extraordinaires, suivant l'exigence des cas.

Le parlement rendit un arrêt dans ce sens le 10 août 1779 et, par un autre arrêt du 6 septembre de la même année, il confirma un règlement provisoire présenté par l'administration le 26 août concernant les commissionnaires. Le 7 mars 1780, il homologua un règlement définitif en date du 22 février précédent.

Les commissionnaires furent, en conséquence, autorisés à percevoir 4 deniers pour livre pour les engagements et renouvellements (1 fr. 65 p. $\frac{1}{2}$) et 2 deniers pour livre pour les dégagements et les bonis perçus (0,82 p. $\frac{1}{2}$).

Le règlement rappelle aux commissionnaires qu'il ne sont pas pré-

teurs sur gage, qu'ils n'ont d'autres fonctions que de recevoir des particuliers qui ne veulent ou ne peuvent pas aller au mont-de-piété, les effets qu'ils désirent engager, de les apporter à l'administration, de recevoir le montant du prêt fait dans les bureaux, enfin de faire pour les particuliers ce que ceux-ci feraient eux-mêmes. Il leur fut donc interdit de faire aucune avance, sur les nantissements, à moins de circonstances particulières, telles que les veilles de fêtes pendant lesquelles le mont-de-piété était fermé, des besoins urgents, etc. Dans ce cas, les avances devaient toujours être inférieures aux sommes prêtées par l'administration, et ils étaient tenus d'en faire mention tant sur leurs registres que sur les récépissés délivrés aux emprunteurs. Le règlement administratif limitait leurs avances au tiers de la somme présumée pouvoir être prêtée.

La communauté des huissiers-commissaires-priseurs du Châtelet de Paris était chargée de faire le service de l'appréciation et des ventes. A cet effet, elle déléguait douze de ses officiers et répondait de leur estimation. Les douze huissiers-priseurs délégués avaient un service permanent. Ils étaient solidaires les uns pour les autres envers la communauté. A raison de cette garantie de leurs opérations, ils percevaient à leur profit personnel les droits de prisee et sur les droits de vente ils versaient un quantum déterminé dans la bourse commune de la compagnie.

Les droits de prisee était de 8 sols 4 deniers pour 100 livres. Les droits de vente à payer par les adjudicataires, en sus du prix de leur adjudication, étaient fixés par l'art. 1^{er} des lettres patentes du 7 janvier 1784, registrées en parlement le 12 mars suivant, savoir :

Pour	10 l. et au-dessous (prix de l'adjudication)	0 l.	5 s.
De	11 l. à 20 l.	»	10
De	21 l. à 30 l.	»	15
De	31 l. à 50 l.	1	»
De	51 l. à 100 l.	1	10
De	101 l. à 150 l.	2	»
De	151 l. à 200 l.	2	5

Et ainsi continuer à raison de 5 sols pour chaque 50 liv. d'augmentation.

Les mêmes droits étaient dus en sus par les propriétaires des nantissements vendus; mais les huissiers-priseurs ne pouvaient les exiger qu'autant que la vente avait produit un boni suffisant.

L'arrêt du parlement du 17 août 1779 qui avait fait défense d'exercer le courtage au mont-de-piété sans l'autorisation de l'administration avait chargé celle-ci de faire un règlement sur la matière. En vertu de ce règlement, le nombre des commissionnaires avait été de vingt à

Paris. Ce nombre fut presque immédiatement réduit à douze. Le même règlement avait établi des commissionnaires à Versailles, Saint-Germain-en-Laye, Compiègne, Fontainebleau et Saint-Denis; mais ces derniers n'exercèrent leurs fonctions que provisoirement et pour essai. Il fallut renoncer à cette extension, qui n'offrait aucune garantie et constituait réellement des prêteurs sur gage sous le patronage de l'administration. On ne peut guère l'expliquer que comme une ressource offerte aux personnes qui suivaient la cour dans les résidences royales. Le lieutenant général de police qui, mieux que personne, connaissait leurs besoins, avait cru, sans doute, leur devoir cette galanterie.

Aux termes des lettres patentes du 9 décembre 1777, l'administration était confiée à un conseil composé du lieutenant général de police, qui en était le chef, et de quatre administrateurs de l'hôpital général nommés par le bureau dudit hôpital. Les lettres patentes du 7 août 1778 autorisèrent l'adjonction d'un ou de deux administrateurs de l'hôpital. Leurs fonctions étaient entièrement gratuites. L'établissement était régi par un directeur général nommé par le conseil. Le directeur général, les chefs de service et tous les commis étaient assujettis à des cautionnements fixés ainsi qu'il suit :

Le directeur général.	60,000 l.
Le sous-directeur.	10,000
Les deux garde-magasins (chacun).	35,000
Le caissier.	30,000
Le premier commis de la comptabilité.	8,000
Tous les autres commis.	2,000
Les commissionnaires, chacun.	12,000

Ces cautionnements en numéraire étaient placés dans la caisse et produisaient intérêt à 5 p. %. Les commis qui n'étaient chargés d'aucune comptabilité ou de dépôts étaient autorisés à fournir leurs cautionnements en immeubles.

Le personnel se composait de 194 chefs et employés de toutes classes, savoir :

1 directeur général,
1 sous-directeur,
1 caissier,
2 garde-magasins,
1 chef de la vérification,
1 chef du bureau des déclarations,
1 premier commis de la comptabilité,
1 inspecteur des commissionnaires,
88 commis,

A reporter. 97

Report.	97
7 magasiniers et sous-magasiniers,	
82 gagistes.	
Il y avait en outre :	
4 commis surnuméraires,	
4 gagistes id.	

Nombre égal 194

Les traitements et gages, à l'exception du traitement du directeur général, qui était fixe et porté dès l'origine à 10,000 fr., se divisaient en appointements fixes et en gratifications. Les traitements étaient payés, chaque mois, par douzième; les gratifications tous les six mois. Ce système d'appointements avait un avantage réel, en ce que les gratifications étant basées sur le montant des sommes prêtées par le mont-de-piété, tous les employés se trouvaient intéressés à la prospérité de l'établissement, et il y avait pour eux une excitation à bien faire leur devoir.

De 1785 à 1789 inclusivement, la moyenne des appointements s'est élevée à. 223,885 l. 13 s. 6 d.

Savoir :

Traitements.	167,134 l. 5 s. 6 d.
Gratifications.	56,754 l. 8 s. »
Somme égale.	223,885 l. 13 s. 6 d.

Pour nous rendre un compte exact des opérations du mont-de-piété, à son état normal, c'est-à-dire en dehors des grandes crises politiques qui exercèrent sur lui, comme sur toutes les institutions, une influence désastreuse, nous allons présenter la moyenne de ses opérations, prise sur cinq années, de 1785 à 1789.

FONDS EMPRUNTÉS.

Moyenne annuelle.	15,320,766 l.
Intérêts payés.	652,878 l. 6 s.
Taux moyen des intérêts, 4, 25 p. $\frac{1}{2}$.	

ENGAGEMENTS.

488,288 articles pour.	14,250,139 l. 8 s.
Moyenne par article, 35 l. 8 s. 4 d.	

RENOUVELLEMENTS.

85,817 articles pour.	3,954,965 l. 8 s.
Moyenne par article, 46 l. 1 s. 8 d.	

DÉGAGEMENTS.

364,196 articles pour. 12,616,543 l.
Moyenne par article, 34 l. 12 s. 10 d.

VENTES.

24,995 articles pour. 1,113,688 l. 12 s.
Moyenne par article, 48 l. 7 s. 8 d.
Proportion des articles vendus aux articles engagés, 4, 35 p. %.
Montant des ventes. 1,531,832 l. 15 s.

BONI.

Bonigénéral, provenant des ventes. 418,144 l. 3 s.
Bonis payés aux emprunteurs. . 287,505 l. 4 s. 2 d.
Bonis prescrits. 29,161 l. 17 s. 3 d.

SOLDE EN MAGASIN.

258,903 articles pour. 10,809,363 l. 16 s.

DURÉE MOYENNE DES OPÉRATIONS.

Six mois et vingt-neuf jours.

FRAIS DE RÉGIE.

Ces frais, compris ceux d'établissement, dont l'année commune est prise sur douze années, s'élèvent à 373,395 l. 9 s. 5 d.

BÉNÉFICES VERSÉS A L'HÔPITAL GÉNÉRAL

(non compris les bonis prescrits).

240,118 l. 12 s.

COMMISSAIRES-PRISEURS.

Droit de prisee.	75,854 l. 12 s.
Droit de vente sur les adjudications.	32,534 l. 13 s. 7 d.
Droit de vente sur le boni.	30,119 l. 3 s.
Ensemble.	138,508 l. 8 s. 7 d.
Perte sur les ventes.	9,891 l. 15 s. 7 d.
	128,616 l. 13 s. 0 d.

Cette somme de 128,616 l. 13 s., de laquelle il y a à déduire les frais de bijoutiers experts et de crieurs, et le quantum versé à la bourse de la compagnie, forme le montant des droits perçus par les douze huissiers-priseurs.

COMMISSIONNAIRES. — ENGAGEMENTS.

171,624 articles pour. 5,920,061 l. 12 s.

RENOUVELLEMENTS.

13,764 articles pour. 601,969 l. 12 s.

DÉGAGEMENTS.

Le compte officiel ne les indique pas.

A la fin de 1789, les fonds qui servaient à alimenter les opérations du mont-de-piété, se composaient, savoir :

1° Du fonds de rentes constituées à 5 p. $\frac{1}{2}$ % :	il s'élevait au 31 décembre 1789 à	1,761,273 l.
2° Du fonds des cautionnements à 5 p. $\frac{1}{2}$ %		470,900
3° Des fonds empruntés à 5 p. $\frac{1}{2}$ %		6,242,168
4° Des fonds empruntés à 4, 50 p. $\frac{1}{2}$ %		4,806,446
5° Des fonds empruntés à 4 p. $\frac{1}{2}$ %		870
Total.		13,281,657 l.

Les tableaux de la comptabilité du mont-de-piété de l'année 1789, desquels nous avons extrait les renseignements qui précèdent, présentent d'autres détails qui permettent d'apprécier l'action de l'établissement.

La moyenne des prêts qui, de 1785 à 1789, était de 35 l. 8 s. 1 d., pour les articles engagés, et de 46 l. 1 s. 8 d. pour les articles renouvelés, s'élevait, en réunissant ces opérations, à 37 l. 12 s. En 1789, cette moyenne générale s'était abaissée à 35 l. et les 534,451 prêts effectués pour 18,477,355 l. étaient répartis ainsi qu'il suit :

	Articles.	Sommes.
1 ^{re} division ¹	56,221.	7,630,667 l.
2 ^e » ²	89,461.	5,420,145
3 ^e » ³	80,343.	4,605,700
4 ^e » ⁴	79,604.	4,008,854
5 ^e » ⁴	74,346.	908,645
6 ^e » ⁴	77,506.	953,646
7 ^e » ⁴	76,770.	949,698
Totaux.	534,451	18,477,355 l.

¹ Diamants, bijoux précieux, dentelles, marchandises neuves.

² Argenterie, montres communes d'or et d'argent, boucles, cannes, épées, fers, bras de cheminées et autres bronzes.

³ Objets de même nature que dans les deux premières divisions, mais de moindre valeur.

⁴ Hardes, linge, toiles et étoffes en coupons et autres effets les plus communs.

Les 56,221 articles de la 1^{re} division représentent, en moyenne, 135 l. 14 s. 6 d. 10,637 articles au-dessus de 200 l., avaient employé 5,876,803 l. Réunissant les 149,682 prêts des deux premières divisions, on obtient pour chaque article 87 l. 3 s. 9 d.

Les prêts de la 3^e et de la 4^e divisions, au nombre de 159,947, donnent une moyenne de 16 l. 6 s. 11 d. Enfin, les 288,822 articles des 5^e, 6^e, 7^e divisions, correspondent à une moyenne de 12 l. 5 s. 9 d.

Done le mont-de-piété ne venait pas seulement au secours des pauvres ; ceux-ci ne participaient même que dans une faible proportion au capital mis en circulation, proportion, au reste, en rapport avec la valeur des nantissements qu'ils pouvaient lui offrir.

Les opérations directes, on a dû le remarquer, étaient plus considérables en articles et en sommes que celles faites par les commissionnaires pour les engagements et les renouvellements, malgré la multiplicité de leurs bureaux, qui étaient au mont-de-piété comme 12 est à 1. La proportion de leurs opérations, dans le total général, était, savoir :

Pour les engagements, de 42, 64 p. % en articles, et de 41, 54 p. % en sommes ;

Pour les renouvellements, de 16, 04 p. % en articles, et de 15, 22 p. % en sommes.

Nul doute que la proportion des dégagements ne fût encore plus faible. Il est évident que le public accordait à l'établissement central une préférence marquée ; ce qui se conçoit parfaitement, attendu que le prêt direct était moins cher et que les employés de l'administration présentaient, sous tous les rapports, plus de garanties que ces intermédiaires, agissant dans leur intérêt privé et trop souvent avec peu de délicatesse, bien qu'ils fussent tenus, avant d'entrer en fonctions, de fournir des certificats de leur curé, attestant leur catholicité, probité, bonne vie et mœurs. (Art. III du règlement du 26 août 1779.)

Le mont-de-piété avait été accueilli avec faveur. *Le Tableau de Paris* en parle en ces termes : « On vient enfin d'établir un mont-de-piété qu'ailleurs on appelle Lombard, et l'administration, par ce sage établissement si longtemps désiré, a porté un coup mortel à la barbare et âpre furie des voraces usuriers, toujours acharnés à dépouiller les nécessiteux.

» Rien ne prouve mieux le besoin que la capitale avait de ces Lombards que l'influence intarissable des demandeurs. On raconte des choses si singulières, si incroyables que je n'ose les exposer ici avant d'avoir pris des informations plus particulières. On parle de quarante tonnes remplies de montres d'or.... Que donnerait-on à un auteur pauvre et ayant du génie qui porterait un manuscrit, par exemple, l'*Esprit des Lois*, ou l'*Histoire du commerce des deux Indes*, ou l'*Émile*,

non imprimés ? Qu'en dirait l'huissier-priseur ? A quel taux mettrait-il l'ouvrage ? »

C'est l'année même où Necker prenait possession de la direction générale des finances que le mont-de-piété avait été créé. Cet homme d'État en a donné l'appréciation suivante :

« Le mont-de-piété est un établissement mêlé d'inconvénients sans doute ; mais les négociations ténébreuses dont il a tari la source entraînaient des abus d'une tout autre importance. Les conditions auxquelles le mont-de-piété prête sur gage sont équivalentes à peu près à un intérêt de dix pour cent par an ; c'est, on en convient, un sacrifice considérable pour les emprunteurs. Cependant si la certitude et la facilité d'une pareille ressource ont délivré du joug des usuriers qui non-seulement exigeaient vingt ou trente francs pour cent, mais qui enseignaient encore aux jeunes gens l'art de cacher leur inconduite, le mont-de-piété, sous ce rapport, a procuré de grands avantages.

» Je ne crois pas cependant qu'il convient d'étendre ces établissements aux villes de province ; il faut considérer de pareilles précautions comme un adoucissement apporté aux abus qu'on ne peut empêcher : mais dans tous les lieux où le ressort de la police n'est pas trop considérable, il est aisé de détruire la profession des usuriers, ou de contenir, du moins, leur trafic dans des bornes connues.

» Ce n'est aussi que dans le tourbillon d'une grande capitale que la dépravation des mœurs oblige à des ménagements et à une sorte de conciliation avec les vices dont la destruction est impraticable ; ailleurs le remède donnerait l'idée du mal, et en voulant prévenir l'avance les inconvénients d'un désordre encore à sa naissance, on y donnerait peut-être une extension dangereuse.

» On demandera pourquoi l'on n'a pas assujéti le mont-de-piété à faire des avances à un taux modéré ; l'éclaircissement est facile à donner. C'est qu'alors le nombre des personnes qui auraient eu recours à de pareilles facilités, n'eût plus été proportionné à la nature des ressources qu'on pouvait procurer à cet établissement. On ne doit pas, avec des moyens limités, se proposer un but indéfini ; il faudrait à Paris des capitaux immenses pour prêter sur gage à des conditions qui se rapprocheraient du cours habituel de l'intérêt. Le mont-de-piété n'avait point été destiné à une entreprise de cette étendue ; on voulait seulement pourvoir, par sa médiation, à ces besoins imprévus et pressants qui mettaient dans la nécessité de recourir à des expédients excessifs et susceptibles d'une infinité d'abus ¹. »

Voilà, il faut en convenir, une étrange manière de raisonner. Laissons de côté la considération si touchante des fils de famille ruinés par

¹ *Tableau de Paris*, ch. CCLXII.

² *De l'administration des finances de la France*, t. III, ch. XXII.

les usuriers et voyons au fond. Necker suppose d'abord que c'est l'inconduite seule qui amène l'emprunteur au mont-de-piété ; c'est une erreur évidente. Le prêt sur nantissement est une nécessité sociale ; elle se produit non-seulement pour les pauvres qui, à défaut de crédit, sont forcément obligés, lorsqu'ils empruntent, de donner une garantie matérielle, mais pour les riches, surpris par des besoins imprévus qu'ils ont intérêt à ne pas divulguer, mais encore pour le commerce en général, depuis l'artisan qui n'a pas l'argent nécessaire pour satisfaire à une commande, jusqu'au fabricant qui, bien qu'ayant ses magasins remplis de marchandises, manque de capitaux pour entreprendre de nouveaux travaux, jusqu'au riche armateur qui ne veut pas laisser improductives les valeurs considérables que ses navires lui rapportent des contrées lointaines. Le prêt sur nantissement est donc loin d'être une preuve d'inconduite et même un indice de pauvreté ; c'est, au contraire, dans beaucoup de cas, un acte de bon sens, un instrument puissant de production. Necker paraît l'avoir entrevu ; car il reconnaît qu'il faudrait des capitaux immenses pour répondre à des besoins immenses aussi.

La conclusion à tirer de cet état de choses était de créer un établissement avec des ressources suffisantes. Pas du tout, ce serait donner des facilités qu'il faut se garder d'offrir au public. On ne doit pas avec des moyens limités se proposer un but indéfini. Mais pourquoi n'employer que des moyens limités ? Dans ces conditions, le mont-de-piété n'est plus un remède à un mal reconnu, constaté ; c'est un simple palliatif, et comme les besoins n'attendent pas, l'usure devient une nécessité sociale. A ce point de vue, elle perd considérablement de sa perversité, et on a mauvaise grâce à critiquer ses gains illicites et ses négociations ténébreuses. On se contente de pourvoir à des faits imprévus, sans se préoccuper de ceux qui se produisent sans cesse, et encore, pour écarter les demandes, on prête à un taux qui s'éloigne du cours habituel de l'argent. On crée des bénéfices, non pour les capitaliser et diminuer progressivement l'intérêt, mais pour les verser dans la caisse de l'hôpital général. Ingénieuse idée, lorsque l'établissement manque des ressources nécessaires ! Idée philanthropique, qui consiste à faire des pauvres pour avoir le plaisir de les soulager avec leurs propres deniers ! Ceci rappelle la scène de *l'Avare* :

HARPAGON. — C'est toi qui te veux ruiner par des emprunts si condamnables !

CLÉANTE. — C'est vous qui cherchez à vous enrichir par des usures si criminelles !

HARPAGON. — Oses-tu bien, après cela, paraître devant moi ?

CLÉANTE. — Osez-vous bien, après cela, vous présenter aux yeux du monde ?

Mais on était arrivé au système des expédients en politique et en finances, et on cherchait en vain à étayer le vieil édifice social qui s'écroulait sur sa base vermoulue.

Pour calmer l'irritation des esprits et la haine que l'on portait à la reine, Louis XVI fit publier, à sa rentrée dans Paris, le 9 octobre 1789, la proclamation suivante :

« Le Roi est informé qu'un grand nombre de personnes se sont adressées à la Reine afin d'obtenir, par son intervention, la restitution des gages qu'elles ont déposés au mont-de-piété pour recevoir des sommes au-dessous de vingt-quatre livres; et quoique la Reine n'ait répondu à ce vœu que par des témoignages généraux de bonté, on a interprété ces témoignages comme un acquiescement pur et simple à la demande qui lui avait été faite. Le Roi, dont les sentiments de bienfaisance ne sont combattus que par la justice qu'il doit à tous ses sujets, aurait bien voulu satisfaire en son entier à la demande qu'on a formée; mais Sa Majesté étant instruite qu'il en résulterait une dépense de trois millions, et les besoins de ses peuples sollicitant sa bienfaisance de plusieurs manières, elle ne peut faire qu'un usage modéré et réfléchi des deniers du trésor royal, puisqu'ils proviennent tous du sacrifice de ses peuples. Sa Majesté, ayant égard à ces considérations et, en même temps, aux motifs qui doivent l'engager à respecter jusqu'aux espérances qu'on a pu concevoir des paroles de bonté de la Reine, son auguste épouse; Sa Majesté, après avoir pris connaissance de la somme à laquelle pourraient s'élever les dépôts au-dessous de vingt-quatre livres, et qui consisteraient uniquement en linge de corps et en vêtements d'hiver, s'est déterminée à exercer cet acte de bienfaisance, se réservant d'en prendre les fonds sur les deniers destinés à ses dépenses personnelles et à celles de la Reine. »

A partir de 1789, le mont-de-piété déclina rapidement, sous l'influence des événements qui entraînaient la France dans la voie de la révolution.

Le crédit de l'établissement baissa, comme ses opérations. Les bénéfices et bonis prescrits étaient toujours versés dans la caisse de l'hôpital général. Au commencement de 1793, le capital des rentes dues par le mont-de-piété était de 1,631,900 l. Le taux de la constitution des rentes avait été de 5 p. % jusqu'au 13 avril 1791 : il fut alors réduit à 4 p. %. Les fonds empruntés pour une année ou à un terme moins long, s'élevaient en 1793, à 3,140,357 l., dont

à 5 p. %.	64,590 l.
à 4 1/2 p. %.	16,930 l.
à 4 p. %.	3,059,037 l.

Le fonds des cautionnements était, à la même époque, de 406,900 fr. produisant 5 p. % d'intérêt.

Ces diverses ressources formaient une somme totale de 5,179,357 l., somme bien au-dessous des besoins ¹.

Le retrait des fonds empruntés ne fut pas la seule cause qui influa sur la situation du mont-de-piété. L'administration de l'hôpital général avait été changée et son renouvellement n'avait pas produit d'heureux résultats. D'un autre côté, l'autorité du lieutenant général de la police qui agissait avec rapidité et sans obstacle, ne fut qu'imparfaitement remplacée par l'autorité du maire de Paris, et par la surveillance du conseil général de la commune presque exclusivement préoccupés de la succession rapide des événements politiques. Enfin la création du papier-monnaie effectua bientôt l'anéantissement des ressources du mont-de-piété.

La monarchie avait légué à la révolution la banqueroute et la guerre. Le crédit avait disparu avec la confiance, et les capitaux, enlevés de la circulation, étaient devenus d'une rareté extrême. La misère était grande à Paris, et la Convention, par un décret du 4 pluviôse an II, accorda aux porteurs de reconnaissances qui n'excédaient pas 20 l., le droit de retirer gratuitement leurs effets déposés au mont-de-piété. Ce décret renferme deux dispositions importantes. Il porte (art. 7) qu'à l'avenir et pour tous les objets engagés, lorsqu'un même lot comprendra plusieurs articles, la reconnaissance contiendra, indépendamment de la constatation de la somme totale avancée sur tous ces articles, l'évaluation de chacun de ces articles et les porteurs de reconnaissances seront autorisés à les retirer séparément, en remboursant le prêt partiel, sans être tenus de dégager simultanément les autres objets engagés. L'article 9 ajoute : « Les comités des secours publics et des finances réunis feront incessamment leur rapport à la Convention sur la question de savoir s'il est utile au bien général de conserver les établissements connus sous la dénomination de monts-de-piété ². »

Cette disposition n'a pas reçu d'exécution.

Les 20 et 22 février 1793, un arrêté du conseil général de Paris chargea les citoyens Concedieu, Gomé, Guiard, Santerre et Regnault, administrateurs du département, 1° de compulser les livres de compte, registres et papiers du mont-de-piété; de faire le relevé tant de l'actif et du passif que de ce qui pourrait appartenir aux émigrés et de prendre tous les renseignements nécessaires sur les revenus et les propriétés; 2° d'apposer les scellés sur les magasins des *inconnus* (articles dont les propriétaires étaient inconnus), de prendre toutes les mesures convenables et d'en rendre compte; 3° de voir quels ont été les principes et la

¹ Rapport sur le mont-de-piété fait au conseil général du département, le 22 avril 1793, par le citoyen Concedieu.

² Collection Baudouin, t. XXVIII, p. 38.

conduite des administrateurs et des chefs ; de faire un rapport exact sur les personnes et les choses qui constituent l'établissement ; d'indiquer les réformes à faire et de s'occuper de l'organisation intérieure et extérieure, sur les principes de la république.

Le citoyen Concedieu, qui fut chargé du rapport, joignait à ses fonctions municipales celles de contrôleur du boni au mont-de-piété.

Nous avons déjà fait connaître la situation financière de l'établissement ; ce qui concerne les inconnus et les biens d'émigrés n'a aucun intérêt ; il nous reste à rendre compte de la dernière partie des instructions données à la commission, savoir des principes et de la conduite des administrateurs et des chefs et des réformes à opérer dans l'organisation du mont-de-piété. Le rapport de Concedieu, en date du 22 avril 1793, est devenu très-rare ; nous n'en connaissons que deux exemplaires, l'un qui est déposé aux archives de la ville de Paris et l'autre qui est dans nos mains depuis 1844. Nous allons en reproduire les parties les plus saillantes :

« Les principes et la conduite des administrateurs et des chefs sont connus de tout le monde : il ne faut que connaître quels ont été ces administrateurs.

» Sous l'ancien régime, c'était le lieutenant de police et six autres administrateurs de l'hôpital général à qui appartient l'établissement, savoir :

» Le bâtonnier Doutremont.

» Basly, échevin.

» Henry, greffier de la chambre des Comptes.

» Saint-Amand, fermier général.

» Boscheron, payeur des rentes,

» Et Malezieu, auditeur des Comptes.

» Depuis, c'a été le maire Bailly, Brousse des Faucherets, lieutenant de maire, et D'Hervilly, municipal de la commune provisoire.

» Le département créé, l'administrateur La Chaume a été mis à la tête de tous les hôpitaux. Pour le mont-de-piété, il a été formé par son digne collègue Brousse des Faucherets. On a nommé une commission qu'on a salariée à grands frais ; on ne l'a pas prise parmi les hommes de confiance du peuple, elle a été composée de quatre à cinq individus qu'il suffit de nommer : le frère de Thouret, le constituant, Cabanis, le médecin de Mirabeau, Molinos, des Quinze-Vingts, Cousin, des subsistances, et autres êtres qui n'ont fait que paraître et disparaître. Le département pervers a été foudroyé par la révolution du 10 août ; La Chaume est allé dans un village où se purifier ou le corrompre. Thouret reste seul. Le mont-de-piété, depuis le 10 août, n'a pas réellement d'administration.....

» Il y a à la tête de cet établissement dix à onze principaux employés

et officiers à gros traitements. Leur orgueil les a toujours séparés des autres. Entre eux il y a un *général* encore plus despote par caractère que par les grandes attributions de sa place. On connaît l'amour-propre qui enfle les hommes de la partie des finances ; quand ils ne sont pas naturellement sensibles, ils deviennent très-facilement bureaucrates. Fiers avec leurs courtisans, ils sont tyrans avec leurs employés inférieurs.

» Le moment de faire justice est arrivé ; l'homme placé par l'intrigue ne peut pas être l'homme du jour, et les circonstances sont telles que mollir serait un crime. On ne peut rien attendre des principaux employés, il faut qu'ils descendent ensemble. Presque tous méritent d'être destitués ; mais il suffit de les renvoyer en supprimant leurs places et ne les remplaçant pas. Nous vous rapporterons auparavant ce que nous avons recueilli sur eux.

BEAUFILS, directeur.

» Il est accusé de despotisme envers les patriotes et d'avoir dit, le 10 août, dans la cour du mont-de-piété : « Si le roi gagnait, tout irait bien ; il serait à souhaiter qu'il gagnât pour rembourrer un peu les sans-culottes. » Il est accusé par un employé de lui avoir dit en septembre et octobre, avec le ton de l'ancien régime et avec un air de mépris : « Vous feriez bien mieux de vous occuper de votre travail que de vous mêler des affaires des sections. » Il est accusé par des employés dits *garçons*, d'avoir dédaigné de lire les mémoires pour l'avancement des employés de leur classe, enfin d'être dur, inabordable, injuste, malhonnête et de n'avoir pas les qualités pour diriger un établissement si considérable.

COCHUIS, sous-directeur.

» N'a pas manifesté d'incivisme comme Beaufils ; mais outre qu'il est parfaitement d'accord avec les principaux employés, il est extrêmement modéré, ce qui, en révolution, est très-dangereux. C'est un chef-né qui n'a jamais été chargé du poids du travail ; il est célibataire, excessivement économe.

MAILLEY, caissier.

» Il n'est pas dans les bons principes ; il raisonne, mais toujours au détriment de la révolution : c'est un célibataire dont le mont-de-piété se passerait aisément.

DELORME, 1^{er} garde-magasin.

» Celui-là est aristocratissime. Il ne parle que princes, comtes, mar-

quis, magistrats. On lui reproche de traiter la garde nationale de canaille à faire rentrer dans le néant ; de s'être caché trois fois pour ne pas prendre les armes contre les aristocrates ; de n'avoir pas moins d'incivisme que le directeur, s'il n'en a pas plus, et d'être de concert d'aristocratie avec lui.

COUPAY, 2^e garde-magasin.

» Il est un franc égoïste, homme sombre, qui a toujours l'air de mauvaise humeur ; il n'est pas moins aristocrate que son confrère Delorme. Il regarde la révolution comme une chimère, en est mécontent et voit froidement les citoyens monter leurs gardes. Il est célibataire, ne pensant qu'à amasser : quoique garde-magasin, on dit qu'il est de part dans le commerce de la femme Tesson, commissionnaire au mont-de-piété.

FONTAINE, chef du bureau des déclarations.

» Cet homme est du comité du directeur où il lance les sarcasmes les plus amers contre la révolution ; il est du plus parfait accord avec les principaux employés. »

Après cette série d'accusations portées contre ses chefs, dans lesquelles le burlesque le dispute à l'odieux, Concedieu entre dans quelques particularités concernant les pensions payées à d'anciens employés et dont, à quelques exceptions près, il demande la suppression. Il s'exprime dans ces termes à l'égard d'un pensionnaire conservé.

« Le citoyen Godefroy, l'un des hommes du 5 octobre 1789, vivement affecté d'une tête tranchée sur son bras à l'affaire de Versailles, a été attaqué d'une maladie nerveuse qui, en le forçant de donner sa démission, lui a fait accorder 450 livres de pension ; sa maladie demandant de l'exercice, il s'est fait gendarme, il a depuis peu perdu un cheval. Nous croyons qu'il serait juste, vu ses malheurs, de lui conserver sa pension jusqu'à ce qu'il vaille une place à laquelle il pourra être admis. »

Qu'on ne se méprenne pas sur les motifs qui nous ont fait reproduire ces accusations qui, dans les circonstances où elles étaient portées, ne tendaient à rien moins qu'à mener à l'échafaud des malheureux auxquels, à défaut d'autres griefs, on faisait de leur modération même un crime. Le rapport de Concedieu appartient à l'histoire du mont-de-piété ; nous ne pouvions le passer sous silence. La révolution française si pure dans son principe, si féconde et si bienfaisante dans ses résultats, n'a rien de commun avec de telles infamies. A toutes les grandes époques de l'histoire, lorsque la société, comme un fleuve grossi par l'orage, sort de son lit, il se produit des perturbations inouïes, des

désastres sans nom. Effrayés les uns des autres, livrés à des haines insensées dont ils ne se rendent pas compte, en proie à une fureur qui tient du vertige, les hommes emportés dans cette tempête se heurtent, se brisent, se dévorent. Dans ce désordre des intelligences, où la notion du juste et de l'injuste est comme obscurcie, on a vu le patriotisme exalté jusqu'au crime s'immoler pour le salut commun. « Que mon nom soit maudit et que la patrie soit sauvée ! » s'écriait Danton dans les fatales journées de septembre 1792. Monarchies et républiques ont eu de ces jours néfastes : après l'orgie sanglante de la Saint-Barthélemy et les massacres des Cévennes, les saturnales de la guillotine. Mais peu à peu les passions exaspérées s'apaisent, le calme se fait et des générations nouvelles germent et grandissent dans le champ de la rédemption fécondé par le sang du sacrifice. Ainsi l'on voit les plaines couvertes par les eaux débordées du Nil, engraisées par le limon même du fleuve, se couvrir d'une luxuriante verdure et de riches moissons.

L'administration du mont-de-piété n'était pas irréprochable. Des imprudences avaient été commises relativement à des échanges de numéraire contre du papier de la caisse d'escompte et du trésor royal. Des désordres existaient dans les magasins où, sous le nom d'avaries, on comprenait des détournements qui ne laissaient pas que d'être considérables. Enfin des pensions étaient accordées sans que les titres des titulaires fussent justifiés. Ainsi, pour citer quelques exemples, après la mort de Pean-Saint-Gilles, qui n'avait rempli que pendant *deux années* les fonctions de garde-magasin, une pension de 1,500 livres avait été accordée à sa veuve. Le sieur Richard, qui lui succéda, mourut aussi au bout de deux ans, et son père, sa mère et sa sœur obtinrent chacun une pension de 500 livres. Ceci se passait en 1786 et 1788.

La dernière partie du rapport de Concedieu concerne la réorganisation du mont-de-piété. Ses conclusions tendent à la suppression des emplois de directeur général, de sous-directeur, de premier et deuxième garde-magasins, de chef du bureau de la vérification, de chef du bureau des déclarations, de premier commis de la comptabilité et d'inspecteur des commissionnaires. Ces emplois supprimés, on les remplace par ceux de caissier, de chef des magasins, de chef des engagements, de chef des remboursements par dégagements, et de chef des ventes et de la comptabilité.

Le département, sur ce rapport, ordonna l'arrestation provisoire du directeur Beaufils et du caissier Mailley, qui furent mis en liberté après quelques jours de détention. Concedieu fut nommé chef de la comptabilité et des ventes ; il ne jouit pas longtemps de cet avancement ; la position qu'il s'était faite était telle qu'il fut obligé de donner sa démission le 17 brumaire de l'an II. Le 26 nivôse de la même année, un arrêté du département modifia l'organisation du mont-de-piété. Cet

établissement fut régi, sous l'administration d'une commission départementale, par six chefs de service indépendants les uns des autres et agissant chacun sans contrôle effectif. On s'occupait alors plus de politique que d'administration. Ainsi, le 8 brumaire an II, le conseil, sur la demande des employés, décréta que la statue de la liberté et les bustes de Marat et de Lepelletier seraient inaugurés dans l'établissement. Un membre fit observer, dans cette séance, qu'il existait un médaillon placé sur la cour des Blancs-Manteaux, portant inscription de l'ancien régime, et qu'il serait utile de détruire cette *épitaphe*. Dans une autre séance, les employés sans-culottes provoquèrent la révocation des citoyens Cochius et Vernon, garde-magasins. Une autre fois, le conseil admit une députation des garçons de bureaux, qui exposèrent que cette qualification de *garçons* n'étant pas en rapport avec les principes de la république, ils demandaient à être appelés *hommes de bureaux*, ce qui leur fut accordé.

Une loi du 11 avril 1793 avait déclaré que l'argent est une marchandise. S'il en est ainsi, son prix ne doit pas être fixé plutôt que le prix des autres denrées, et le mont-de-piété créé en vue de combattre l'usure devenait un non-sens, alors que l'usure n'était plus considérée comme un délit, ni même comme une chose mauvaise en soi. C'était la consécration de la doctrine des économistes, vraie en tant qu'énonciation générale, mais dont l'application doit être subordonnée à des considérations d'ordre public. En effet, l'usure n'a aucune ressemblance avec ces transactions ordinaires dans lesquelles prêteurs et emprunteurs, égaux par leurs rapports, traitent librement ensemble du prix de l'argent. L'usure est un abus de la force envers la faiblesse. Aussi, de même que la société refuse aux mineurs l'exercice du droit commun de contracter, si ce n'est dans certaines limites, de même elle doit condamner les marchés usuraires qui supposent que l'une des parties contractantes est placée, à l'égard de l'autre, dans une position qui ne lui laisse pas une entière liberté d'action.

Les prêteurs disaient au gouvernement : « La concurrence des prêteurs sur gage est la seule voie pour amener le prix de l'argent à un taux raisonnable, et quand il y aura plusieurs maisons de prêt, elles seront naturellement rivales et surveillantes l'une de l'autre. »

La loi du 6 floréal an II rapporta celle du 11 avril 1793. Le 17 thermidor an III, la Convention, après avoir entendu le rapport du comité des finances sur la pétition des administrateurs du département de la Seine, rendit le décret suivant :

Art. 1^{er}. L'administration du mont-de-piété est provisoirement autorisée à faire prêter au terme d'un mois, aux emprunteurs qui le demandent et à faire vendre les nantissements avant l'expiration de l'année d'engagement, toutes les fois que les emprunteurs le requerront.

Art II. Elle est provisoirement autorisée à percevoir, au profit du mont-de-piété, et sous la dénomination de droit d'enregistrement un sol pour livre du montant des prêts. Ce droit ne sera perçu que lors du dégageement ou de la vente du nantissement.

Art. III. Au moyen du droit d'enregistrement accordé par l'article précédent, le denier pour livre qui se percevoit au moment de l'engagement pour droit de prise, demeure supprimé.

Art. IV. Le département de Paris continuera d'administrer le mont-de-piété, et il pourra faire les réglemens qui sont autorisés par l'article XVII des lettres patentes de 1777.

Une nouvelle organisation fut faite, et, le 22 thermidor, le citoyen Beaufils fut réintégré dans ses fonctions de directeur. Mais le mont-de-piété ne pouvait échapper à sa ruine; la source de ses emprunts allait se tarir sous l'influence de certaines mesures financières et du cours forcé du papier-monnaie.

La loi du 27 août 1792 interdisait tous effets au porteur autres que les billets qui ne sont assujettis qu'au timbre. Une autre loi, en date du 28 novembre suivant, prorogea de trois mois le délai accordé pour l'enregistrement et le visa de tous les effets au porteur; mais, en même temps, elle ordonna la confiscation de ces effets qui n'auraient pas été visés, ce délai passé. Les compagnies de banque et de commerce existantes alors, telles que la caisse d'escompte, retirèrent de la circulation toutes leurs actions, et les actionnaires n'eurent plus d'autre titre que l'inscription de leurs actions sur les livres de comptes des compagnies. Enfin, par la loi du 26 germinal an II, toutes les compagnies de commerce furent supprimées et défendues, et cette dernière loi ordonna l'exécution des deux précédentes. A l'égard même de celles de ces compagnies qui s'y étaient soumises, en retirant leurs actions, elles furent condamnées au triple droit d'enregistrement, pour avoir converti ces actions en simples inscriptions sur leurs propres registres. Le 30 brumaire an IV, des idées plus saines sur l'utilité des grandes associations de banque et de commerce et sur la nécessité de favoriser tous les genres d'industrie, déterminèrent l'abrogation de la loi du 26 germinal an II, mais la loi de brumaire ne s'expliquait pas sur les actions au porteur.

L'administration du mont-de-piété avait émis des actions nominales sans pouvoir en placer une seule à l'étranger qui avait, en grande partie, alimenté sa caisse, et elle demanda, vers la fin de l'an IV, l'autorisation de revenir à ses actions au porteur. Cette autorisation, l'eût-elle obtenue, eût été sans résultat utile. Obligée de recevoir en assignats le remboursement de capitaux qu'elle avait reçus en numéraire, elle devait nécessairement subir des pertes énormes, et c'est ce qui arriva.

A ces causes de décadence, il faut en ajouter une autre. Les prêteurs sur gage, que ne contenait plus une police sévère, faisaient au mont-de-

piété une concurrence désastreuse, bien que prêtant à un taux beaucoup plus élevé et sans garantie. Répandus dans tous les quartiers de la ville, à la portée des emprunteurs qui se soucient moins de l'intérêt qu'ils payent que de la facilité qu'ils ont de trouver de l'argent, qui ne songent même que tardivement à la conservation de leurs effets, les prêteurs, peu scrupuleux d'ailleurs dans leurs rapports avec le public et acceptant sans distinction tous les nantissements qui leur étaient offerts pourvu qu'ils trouvassent un profit à réaliser, enlevèrent au mont-de-piété une partie de sa clientèle.

Sous l'influence de ces causes diverses, les opérations de l'établissement subirent une diminution considérable.

Du 10 nivôse an II (4^{re} janvier 1794), à la fin de la dite année, il était entré 213,418 articles pour 6,074,632 liv.; et sorti 210,910 articles pour 5,422,649 liv. ●

En l'an III, l'entrée avait été de 234,663 articles pour 7,872,755 liv. et la sortie de 322,546 articles pour 10,251,709 liv.

A la fin de l'an III, le reste en magasin se composait de 27,648 articles pour 4,319,938 liv.

En l'an IV, il était entré 64,585 articles pour 68,541,254 livres, valeur en assignats. Un règlement d'indemnité permet d'évaluer cette somme en numéraire. Le 28 brumaire an IV, une indemnité de 2,000 livres fut accordée à la citoyenne Dichels pour une robe et un jupon de taffetas des Indes, sur laquelle il avait été prêté 25 livres en espèces. Aux termes du règlement, l'indemnité eût dû s'élever à 46 livres 17 sols 6 deniers. Une indemnité de 2,000 livres ayant été payée, le rapport de la livre assignat à la livre métallique était $\frac{2,000}{46 \text{ l. } 17 \text{ s. } 6 \text{ d.}}$. Donc les 68,541,255 livres en assignats représentaient 4,606,435 l. en espèces.

Le mont-de-piété succomba, et le champ resta libre aux prêteurs sur gage.

La guerre produisit des résultats analogues dans la plupart des états de l'Europe; les banques publiques de prêt disparurent. Nous verrons dans le chapitre suivant quelles en furent les conséquences pour les emprunteurs.

CHAPITRE IV.

PRÊTEURS SUR GAGE. — MONTS-DE-PIÉTÉ. — SUITE.

Loi du 8 thermidor an IV ; ses effets. — Les prêteurs sur gage à Paris. — Le mont-de-piété reprend son activité. — Arrêté du bureau central du département relatif aux maisons de prêt. — Lombard Foulon. — Rapport du bureau des améliorations sur la nécessité de fermer les maisons de prêt. — Délibération conforme du conseil général. — L'horoscope de l'Angleterre. — Les prêteurs sur gage peints par eux-mêmes. — Mémoires pour les Lombards-Lussan, Serilly et la Caisse auxiliaire. — Réponse à ces mémoires par l'administration. — Projet du général Desperrières, le mont-de-piété en tontine. — Projet de douze banques publiques de prêt à Paris. — Rapport de Regnaud (de Saint-Jean-d'Angely). — Loi du 16 pluviôse an XII. — Décret du 24 messidor suivant. — Circulaire du ministre de l'intérieur en date du 18 fructidor de la même année. — Décret du 8 thermidor an XIII ; règlement organique du mont-de-piété. — Délibération du conseil d'administration du 24 thermidor. Arrêté ministériel du 14 brumaire an XIV. — Opérations du mont-de-piété. — Le prêt sur gage en Angleterre à la fin du XVIII^e siècle. — Acte de 1800. — Etablissement des avances de Hambourg.

— 1796 A 1805 —

La loi du 8 thermidor an IV qui rapporta celle du 6 floréal an II, en déclarant de nouveau l'argent marchandise, laissait à chacun le droit de régler le taux de l'intérêt. Melin a décrit, par rapport au prêt sur gage, les effets produits par l'application de cette théorie économique.

« En France, dit-il, aussitôt après la fondation de la république, sous le gouvernement directorial, des maisons furent ouvertes dans toutes les rues de Paris sous les diverses dénominations de Caisse auxiliaire, Lombard-Lussan, Lombard-Feydeau, Lombard-Serilly, Lombard-Augustin, etc., et toutes ces maisons en eurent bientôt enfanté un nombre si effrayant, que dans certains quartiers (dans les quartiers du Palais-Royal, par convenance avec les maisons de jeu, les filles publiques et les escrocs), les lanternes qui les annoncent suffiraient pour éclairer la voie publique, et par ce moyen, épargner au département la moitié des frais d'illumination.

» Ça étoit dans ces maisons de prêt que les sacs d'argent (volé en partie) ont été vidés peu à peu sur billets au porteur, et il est notoire

qu'aux premières époques de ces établissements, l'argent n'y était porté qu'à raison de 6, 5 et 4 p. % par mois. L'appât était si grand que des débiteurs, après avoir fait des placements de ce genre, préféraient de payer des frais de justice, à payer leurs dettes, parce que, tout calcul fait, la somme de ces frais n'égalait pas celle des intérêts qu'ils retireraient. Il est également notoire que ces fonds ne passaient entre les mains des *pontes* (c'est ainsi que les prêteurs patentés appelaient les emprunteurs) qu'à raison de 20, 16 et 12 p. % par mois ; de manière que le bailleur de fonds retirait, en intérêts, son principal en quinze et seize mois, et que le prêteur avait aussi retiré le même principal en six, sept et huit mois ¹. »

Il y avait des prêteurs patentés et des prêteurs en chambre. Il n'était pas rare de voir l'usurier patenté porter chez un prêteur en chambre les nantissements qu'il avait reçus en gage, en retirer, à son profit personnel, une somme plus forte que celle empruntée et se créer ainsi des capitaux avec les effets d'autrui. Du reste, pas plus de garantie chez les uns que chez les autres ; pas d'enregistrement, substitution de nantissements, pas de paiement de boni, la vente se soldant presque toujours par une perte d'après la déclaration des prêteurs qui, dit encore Melin, se procuraient de cette manière des capitaux avec de l'argent volé.

Le mal était devenu intolérable, et le 21 pluviôse an V, l'administration centrale du département de la Seine arrêta que le mont-de-piété serait, comme les autres propriétés des hospices, administré par la commission des cinq membres nommés en exécution de l'article 1^{er} de la loi du 16 vendémiaire an V, sous la surveillance du bureau central, et qu'en conséquence la commission des hospices présenterait incessamment au département ses vues sur la restauration du mont-de-piété.

La commission administrative, par délibération du 24 pluviôse an V, décida qu'elle se chargeait de l'administration directe de cet établissement. Une nouvelle délibération du 8 ventôse rejeta les propositions qui lui avaient été faites relativement à la gestion du mont-de-piété, notamment 1^o celles du citoyen Michelon fils et comp., en dix-neuf articles ; 2^o celles des citoyens Florentin, Hubault, Verpy, Vilain, Vauvilliers, Buté en dix-sept articles ; 3^o celles des citoyens Bourgneuf et comp., en six articles, attendu que toutes présentaient des plans de ferme ou de régie intéressée, peu avantageux aux hospices et peu propres d'ailleurs à se concilier la confiance publique.

Le même jour, la commission présenta le projet suivant pour remettre l'établissement en activité.

Le mont-de-piété devait être géré par la commission des hospices

¹ Melin, *Considérations sur le mont-de-piété et sur les maisons dites Caisse auxiliaire, Lombards et autres maisons de prêt sur nantissement*. Germinal an X.

civils, laquelle s'adjoindrait cinq administrateurs faisant fonds, nommés par elle au scrutin secret. Chacun desdits administrateurs était tenu de fournir 100,000 livres représentant dix actions, plus un cautionnement de 50,000 livres en immeubles. Ils seraient les représentants des actionnaires. Il était créé mille actions de 10,000 livres chacune, susceptibles d'être divisées par coupons de 2,000 livres. Ces actions ne seraient émises qu'an fur et à mesure des besoins, et produiraient 5 p. % d'intérêt à compter du jour de l'émission ; elles jouiraient, en outre, de la moitié des bénéfices déduction faite des frais de régie. La moitié des cinquante actions appartenant aux administrateurs resterait déposée dans la caisse du mont-de-piété et servirait avec le cautionnement en immeubles de garantie pour les actionnaires.

Les fonds seraient employés à procurer sur nantissement des secours aux citoyens ; mais les prêts ne seraient faits que pour *trois mois*, avec faculté pour les emprunteurs de renouveler leurs engagements. Les droits seraient perçus selon la fixation faite par les lettres patentes du 9 décembre 1777, et le décret du 17 thermidor an III, savoir : deux deniers pour livre par mois et un sol pour livre pour l'enregistrement. Les droits de vente devaient être réglés conformément aux lettres patentes du 7 janvier 1781.

Le compte des opérations tant en recette qu'en dépense serait rendu, tous les six mois, par le directeur, dans une assemblée générale des actionnaires, en présence de l'administration.

L'intérêt des actions se payerait tous les trois mois. Chaque année, une portion des actions émises pourrait être remboursée par la voie du sort, au moyen de la moitié des bénéfices nets restant aux hospices, et les actions ainsi rachetées deviendraient la propriété des hospices et resteraient déposées dans la caisse du mont-de-piété jusqu'à l'entier remboursement de toutes les actions. Ce remboursement ne pourrait excéder huit actions sur cent de celles qui se trouveraient en circulation.

L'administration pourrait encore déterminer, chaque année, le remboursement par la voie du sort, d'un nombre d'actions dans la proportion des fonds qui se trouveraient en caisse sans emploi et excédant les besoins : les actions ainsi remboursées seraient éteintes.

Il serait alloué un traitement annuel aux cinq administrateurs faisant fonds, lequel serait fixé par l'administration qui serait autorisée, en outre, à mettre en réserve un quarantième des bénéfices nets pour être réparti entre ceux qui se seraient rendus le plus utiles à l'établissement ; mais cette somme prélevée avant toute répartition ne pourrait excéder 50,000 livres.

L'administration nommerait à toutes les places et serait chargée de l'emploi des fonds. Les actionnaires ne pourraient, sous aucun prétexte, apporter des changements dans le régime établi.

Ce projet fut adopté le 17 ventôse, même mois, par délibération de l'administration centrale du département.

La nouvelle constitution du mont-de-piété offre des différences essentielles avec celle consacrée par les lettres patentes de 1777. Ces lettres déclarent expressément que l'on avait cru devoir rejeter tous les projets qui n'offraient que des spéculations de finances pour s'arrêter uniquement à des vues de bienfaisance, et que le bénéfice devrait être entièrement appliqué au soulagement des pauvres et à l'amélioration des maisons de charité. En l'an V, la situation change. L'argent déclaré marchandise par la loi, n'a plus de taux d'intérêt limité, la fixation en est laissée à la volonté du capitaliste : le prêt sur gage est dans le droit commun, et il s'agit de faire concurrence aux prêteurs. L'argent est rare, son prix élevé, il faut s'en procurer si cher qu'il soit. L'administration, obligée de faire des concessions aux nécessités du temps, s'associe l'intérêt privé, mais cette association ne doit être que temporaire, et elle se réserve le droit de la rompre lorsque les circonstances le lui permettront. De là, la faculté de rachat des actions et leur extinction dans un temps indéterminé.

Le 17 ventôse, les citoyens signataires d'actions sont introduits dans le sein de la commission, et le scrutin désigne parmi eux cinq administrateurs, Récamier, Doyen, Liottier, Micoud et Charpentier.

Le citoyen Beaufls est nommé directeur. Le 3 prairial, un arrêté du Directoire ordonne ; 1° que le mont-de-piété reprendra son activité ; 2° qu'un commissaire du Directoire surveillera les opérations et requerra tout ce qui pourra tendre à son amélioration. Un autre arrêté du même jour fixe à 5,000 livres le traitement de chacun des administrateurs faisant fonds et désigne, comme membre du pouvoir exécutif, avec un traitement égal, le citoyen Goupilleau de Fontenay.

Par délibération du 18 prairial, la somme de 42,342 livres 17 sous, montant des intérêts liquidés tant de la dette constituée que des anciens cautionnements est mise à la charge des actionnaires ; une somme au moins égale, mais non encore liquidée, restant au compte des hospices.

Le 2 thermidor, onze anciens commissionnaires demandent l'autorisation de reprendre leurs fonctions, moyennant le versement par chacun d'eux d'un cautionnement de 12,000 livres. L'autorisation *provisoire* leur est accordée.

Dans la même séance, la commission administrative reçoit communication d'un mémoire présenté par les anciens huissiers priseurs qui offrent de faire transporter au mont-de-piété les nantissements déposés dans le Lombard-Serilly exploité par eux, rue Vieille-du-Temple, au fur et à mesure des renouvellements opérés. Ils déclarent renoncer à tenir cette maison de prêt sur gage, à certaines conditions qu'ils veulent imposer à l'administration. Le conseil n'ayant pas admis leurs prétentions fort

exagérées, ils font connaître qu'ils continueront à tenir le Lombard-Serrilly. Le Conseil accepte leur démission. Déconcertés par cette décision, ils se hâtent de faire leur soumission, trop heureux de rentrer dans la position qui leur avait été faite par les lettres patentes.

Une délibération du 22 thermidor organisa quatre divisions au mont-de-piété et fixa le personnel à :

78 chefs et commis appointés.. . . .	144,000 l.
60 gagistes appointés.	50,220

Ensemble 138 employés recevant en traitement. 191,220 l.

Les bureaux avaient été ouverts le 4^e thermidor ; les emprunteurs se présentèrent en foule. L'administration avait peine à suffire aux demandes que n'écartait pas le taux élevé de l'intérêt. La durée du prêt avait été fixée à trois mois, et l'intérêt de 18 deniers pour livre pour la durée du prêt était perçu en entier, alors même que le nantissement était retiré avant le terme. Dix-huit deniers pour livre équivalaient à 30 p. % pour trois mois, à 45 p. % pour deux mois, à 90 p. % pour un mois ! Et cependant quelque exorbitant que fût cet intérêt, il l'était moins que celui exigé par les prêteurs sur gage dont la concurrence, ne l'oublions pas, devait, suivant eux, faire baisser le prix de l'argent.

Les fonds étaient peu abondants au mont-de-piété. Quelque favorables que fussent les conditions faites par cet établissement aux capitalistes, — 5 p. % d'intérêt et la moitié dans les bénéfices, — ceux-ci trouvaient chez les prêteurs un placement plus avantageux. Aussi une faible partie des actions avait été prise, et le mont-de-piété était réduit à emprunter sur billets à trois mois, au taux de 4 1/2 p. % par mois, soit 48 p. % par an. Son action, si incomplète qu'elle fut, n'en avait pas moins exercé une heureuse influence. Des les premiers jours de thermidor, les prêteurs s'étaient vus dans la nécessité d'abaisser l'intérêt et de l'annoncer par des affiches. De son côté, l'administration, par délibération du 6 fructidor, divisa par mois les intérêts qu'elle était autorisée à percevoir, de sorte que l'emprunteur qui retirait son nantissement au bout d'un mois, ne paya plus que dans cette proportion. L'intérêt était donc fixé à 30 p. % ; mais la pénurie d'argent obligea de réduire provisoirement à 30 livres le maximum de chaque prêt. — Délibération du 25 fructidor. — On dut aussi diminuer les frais de régie et ne conserver que,

40 chefs et commis pour.	47,900 l.
36 gagistes pour.	23,000
76 employés pour.	70,900 l.

Il fallait songer à des moyens plus efficaces que ceux adoptés précédemment pour attirer les capitaux. A cet effet, l'administration prit, le 4^e jour complémentaire de l'an V, une délibération par laquelle, consi-

dérant que l'ouverture des bureaux de prêt de l'établissement avait déjà produit une diminution de l'intérêt de l'argent; que pour parvenir au but qu'elle s'était proposé et obtenir une baisse plus sensible, il était nécessaire de procurer des secours plus abondants au public et de faciliter en même temps aux citoyens qui ne pouvaient disposer que de petites sommes les moyens de les placer momentanément, que les coupures des actions du mont-de-piété étant de 2,000 livres, cette somme était au-dessus des facultés du plus grand nombre des citoyens; que la délibération du 17 messidor qui ne permettait pas au caissier de recevoir comme placement sur billets remboursables à trois mois, six mois ou une année, au choix des prêteurs, aucune somme au-dessous de 500 livres s'écartait également des principes qui doivent diriger une administration de bienfaisance, en ce qu'elle privait beaucoup de particuliers d'un moyen de faire valoir très-utilement leurs faibles économies, elle arrêta les dispositions suivantes;

1° le caissier du mont-de-piété recevra toutes les sommes qui lui seront présentées, à titre de placement momentané, pourvu qu'elles ne soient pas au-dessous de 250 livres. Il en réglera les époques de remboursement, ainsi que les intérêts qu'il pourra payer, *même d'avance*, au gré des propriétaires desdites sommes et conformément aux dispositions de la délibération du 17 messidor an V;

2° Pour donner également des facilités aux citoyens qui ne sont point en état de prendre, dans un court délai, une coupure d'action de 2,000 livres et qui désireront néanmoins devenir actionnaires du mont-de-piété et participer aux avantages qui devront en résulter, il sera délivré quatre mille reconnaissances de 250 livres chacune, formant le capital d'un million;

3° Ces reconnaissances, numérotées depuis un jusqu'à 4,000, seront signées par le caissier du mont-de-piété, enregistrées par le directeur et visées par deux administrateurs;

4° Outre l'intérêt à 5 p. $\frac{0}{10}$ à compter de la date de la reconnaissance, il sera accordé des primes, lesquelles seront fixées et distribuées par une délibération subséquente.

5° Le sort décidera les reconnaissances qui auront droit à ces primes; il y sera procédé quatre mois après ladite présente délibération et, ce, dans la salle du mont-de-piété, en séance publique; les primes seront payées comptant et sans délai.

6° Les porteurs des reconnaissances, soit qu'elles aient obtenu des primes ou non, ne perdront rien de leurs capitaux; ils auront, au contraire, la faculté de devenir définitivement actionnaires du mont-de-piété; ils continueront de jouir de l'intérêt à raison de 5 p. $\frac{0}{10}$ du montant du capital de leurs reconnaissances. Mais pour devenir actionnaires et participer aux dividendes, ils seront tenus, dans l'espace d'un an, à compter de la date de la reconnaissance, de convertir leurs reconnaissances

en coupons d'action de 2,000 livres, et du moment de cette conversion, ils participeront aux dividendes et à tous les avantages des actionnaires.

7° Ceux qui, passé le délai ci-dessus déterminé, n'auront pas pu compléter la somme de 2,000 livres, soit en fournissant huit reconnaissances ou l'équivalent tant en reconnaissances qu'en numéraire, seront remboursés comptant tant du capital que des intérêts échus, à moins qu'ils ne préfèrent laisser leurs fonds à titre de placement. Dans ce dernier cas, il leur sera délivré, en échange de leurs reconnaissances de 250 livres, des billets conformément à l'article 1^{er}; c'est-à-dire que le taux de l'intérêt et l'époque du remboursement seront réglés de gré à gré.

Prendre des mesures pour donner au mont-de-piété des moyens d'action, ce n'était pas assez; il fallait encore empêcher les prêteurs sur gage de se livrer à des actes abusifs. Le bureau central du canton de Paris publia, à cet effet, un arrêté en date du 21 nivôse an VI. Cet arrêté est une pièce importante du procès entre le mont-de-piété et les prêteurs sur gage, entre le prêt privilégié et le prêt libre. Nous le publions textuellement comme document historique.

ARRÊTÉ RELATIF AUX PRÊTEURS SUR GAGE.

« Le bureau central, vu les différents rapports qui lui ont été faits sur les abus qui résultent de la manière dont se fait en cette commune, par beaucoup de particuliers, le prêt sur nantissement, abus d'autant plus révoltants qu'ils naissent de la cupidité, de la mauvaise foi de la plupart de ceux qui s'y livrent, et dont le trésor public et les citoyens malaisés sont souvent la victime; l'un, par la fraude exercée pour lui ravir les droits qui lui doivent revenir, les autres, par la spoliation du gage qui forme souvent leur dernière ressource;

» Considérant que si le prêt sur nantissement peut être toléré, il ne doit l'être qu'à la charge par ceux qui le font de s'acquitter envers le trésor public des droits qui lui sont attribués par les lois, et d'être responsables non-seulement envers les emprunteurs des objets qui leur sont confiés, mais encore envers la société de ceux qui pourraient avoir été dérobés, et, enfin, à la charge par eux de se conformer aux règlements de police, ainsi qu'il est prescrit par l'art. 7 de la loi du 17 mars 1791,

» Le commissaire du pouvoir exécutif entendu,

Arrête :

Art. 1^{er}.

Tous ceux qui font actuellement ou feront par la suite le prêt sur nantissement, sont tenus de faire, devant le commissaire de police de leur division, la déclaration de leurs nom, prénom, domicile, et de l'entreprise qu'ils ont formée ou qu'ils comptent former.

II.

Lesdits commissaires se feront représenter la patente desdits prêteurs, lesquels, se trouvant naturellement placés dans la classe des banquiers, devront être munis de celle qui est relative à cette profession.

III.

Lesdits prêteurs seront tenus de placer, au-devant de leur maison, dans un lieu ap-

parent, un tableau sur lequel seront placés ces mots en gros caractères : *Bureau de prêt sur nantissement.*

IV.

Ils seront, en outre, tenus de fournir et de se servir de registres timbrés, lesquels devront être préalablement cotés et paraphés par lesdits commissaires de police.

V.

Ils porteront sur ces registres de suite et sans aucun blanc, par ordre numérique de date, la désignation exacte et complète des objets qui leur seront déposés en nantissement, ensemble le montant du prêt; les noms, demeures et professions des emprunteurs, lesquels seront tenus de signer à leur article, et il sera fait mention de ceux qui ne le sauraient.

VI.

Ces registres seront disposés de manière qu'il s'y trouve deux colonnes blanches, l'une destinée à faire mention des dégagements ou de la vente, et l'autre pour recevoir la mention des oppositions qui pourraient survenir à la délivrance desdits objets ou de l'excédant du prix après la vente.

VII.

Les prêteurs seront tenus de délivrer à chaque emprunteur une reconnaissance timbrée et signée d'eux, portant le numéro correspondant au registre, la désignation exacte desdits objets, avec le montant du prêt par eux fait, le temps de l'engagement et l'indication de leur bureau.

VIII.

Lesdits prêteurs seront responsables envers les emprunteurs des objets qui leur auront été déposés, et, envers la société, de ceux qui pourraient avoir été volés, de la restitution desquels ils seront civilement tenus envers les personnes volées, sauf leur recours contre qui de droit, étant tenus de prendre à cet égard toutes les précautions, même de retenir les objets qu'ils reconnaîtraient pour être volés, et d'en faire arrêter les porteurs.

IX.

Il leur est expressément défendu, aux termes de la loi du 3 floréal an II, et sous les peines qui y sont portées, de recevoir en nantissement aucun effet d'habillement et d'équipement militaires, ainsi que des armes de calibre.

X.

Lesdits prêteurs seront tenus de représenter à la première réquisition des commissaires et officiers de police, leurs registres pour y faire telle vérification qu'il appartiendra.

XI.

La vente des objets déposés en nantissement et qui n'auraient pas été retirés dans les termes convenus, se fera publiquement, et affiches préalablement mises et dans les formes établies par les lois et règlements relatifs aux ventes et encans publics, à peine de nullité.

XII.

Les contrevenants au présent arrêté-seront punis conformément à la loi relative aux patentes et à l'art. 35 du titre II de celle du 22 juillet 1791, suivant la nature et la gravité de leurs délits.

XIII.

Le présent arrêté sera imprimé et affiché, envoyé aux municipalités, aux commissaires du Directoire près d'icelles, aux commissaires de police et aux juges de paix, avec invitation expresse de tenir la main à son exécution.

Le commissaire du Directoire exécutif,

Signé P. BAUDIN.

Les administrateurs,

Signé LESSORE, LETELLIER, COUSIN.

Pour extrait conforme,

Le secrétaire en chef,

Signé BAUVE. »

Ces mesures étaient assurément excellentes, mais leur exécution devait rencontrer des difficultés qui, dans la plupart des cas, les rendaient illusoires. Comment, en effet, exercer une surveillance réelle sur un grand nombre de maisons de prêt, dont les opérations ténébreuses échappaient à l'œil de l'autorité, d'autant plus facilement que les emprunteurs étaient peu désireux de faire connaître leur position.

Malgré la concurrence que le mont-de-piété trouvait dans les maisons de prêt, ses opérations prirent immédiatement un certain développement.

- Dans les deux derniers mois de l'an V, il reçut 41,325 articles pour 1,267,748 liv., et rendit 6,587 articles pour 152,549 liv. En l'an VI et en l'an VII, ses opérations présentent le mouvement suivant :

	ENTRÉE.		SORTIE.	
	Articles.	Sommes.	Articles.	Sommes.
An VI.	214,507	5,467,938 l.	149,221	3,809,763 l.
An VII.	265,489	6,594,831 l.	232,707	5,960,248 l.

Dans cette situation, l'administration crut pouvoir réduire de 6 p. % l'intérêt perçu sur les emprunteurs. Du 1^{er} vendémiaire au 14 fructidor an VII, il fut perçu, à raison de 24 p. %, soit de 2 p. % par mois. Mais l'insuffisance des capitaux et la concurrence des prêteurs ayant diminué ses ressources et réduit ses opérations, elle se vit contrainte, pour couvrir ses frais de régie, à revenir, le 15 fructidor an VII, au taux de 30 p. %. Cet état de choses fut maintenu jusqu'au 9 floréal an IX.

En l'an VIII, les engagements s'abaissèrent à 220,254 articles pour

4,794,319 liv. Les dégagements se maintinrent dans la proportion de l'année précédente, 234,161 articles pour 5,617,866 liv.

Pour donner une idée du taux exorbitant exigé par les prêteurs sur gage à cette époque, il nous suffit d'indiquer à quel taux ils empruntaient eux-mêmes. On lit dans les *Petites-Affiches de Paris*, sous la date du 14 messidor an VIII, n° 194 : « Une maison de prêt offre de prendre des fonds à cinq pour 100 par mois. » Et veut-on savoir à quelle sorte de gens le public avait affaire ? Le document que nous citons l'apprendra. Nous en avons conservé avec soin la rédaction et l'orthographe.

LOMBARD FOULON,

RUE DES FOSSÉS DU TEMPLE, N° 1.

« Prévient le public contre les bruits que la malveillance a répandu avec profusion *relatif* à la fermeture des maisons de prêt *basé* sur un *vœux émi* par le département de la Seine *lequelle* est sans date et sans signature.

» Le gouvernement éclairé a consacré l'abolition des privilèges et reconnaîtra sans doute, les effets de la concurrence et l'abus *collossale* qui résulterait du despotisme qu'exercerait une administration qui aurait l'exclusif privilège, *lequelle* retomberait sur la classe malheureuse soit en ne prêtant que le tiers ou la moitié de l'*intrinsec*, soit en choisissant la nature du nantissement, soit la perte du temps ou les frais qu'entraîne un commissionnaire, soit l'humeur d'un commis *peut* intéressé à capter la bienveillance de ceux qui ont affaire à lui ; et ces vérités seront *reconnus* par ceux qui ont en *affaires* au mont-de-piété.

» On traite de gré à gré pour les prêts *conséquent*. On prête sur hardes, *argenteries*, meubles, bijoux, sucre, *au-de-vie* et particulièrement sur les vins ¹ »

Si le style est l'homme, il faut convenir que le personnel des prêteurs sur gage laissait beaucoup à désirer. C'était l'avis du *Bureau des Améliorations* qui, le 8 thermidor an VIII, présenta au conseil général du département le rapport suivant sur la nécessité morale et politique de fermer les maisons de prêt ².

« Un abus existe au sein de ce département.

» La morale publique l'a attaqué, les négociants en ont sollicité la suppression, les

¹ Affiche déposée aux archives du mont-de-piété, le 21 vendémiaire an IX, sous le n° 342.

² Ce rapport a été déposé aux archives du mont-de-piété le 12 vendémiaire an IX, sous le n° 337. Les prêteurs eurent l'audace d'en nier l'existence. Le texte que nous reproduisons ici a été collationné par nous sur l'exemplaire déposé aux archives de la ville de Paris, carton *mont-de-piété*.

peuvres l'ont dénoncé, l'autorité a essayé de le frapper ; de toutes parts , encore, l'opinion le poursuit ; il a étonné la voix de la morale, du commerce et de l'indigence ; il a bravé l'autorité, il méprise l'opinion.

» Fier de sa longue impunité, rien désormais ne saurait l'arrêter dans sa marche ; il s'avance avec une insolente impossibilité, au milieu des clameurs que la douleur de ses victimes ou l'indignation des amis de l'ordre poussent sur son passage, dévastant sans pitié tout ce qui se trouve devant lui, et menaçant de tout engloutir, jusqu'aux hillons de la misère.

» Tant d'audace vous annonce assez quel est cet ennemi public. Il n'est autre que les maisons de prêt, c'est-à-dire les maisons d'usure.

» Appelés par la loi à dévoiler tous les abus qui affligent le département que vous administrez, jamais vous ne trouverez une occasion ni plus noble, ni plus nécessaire, d'exercer ce droit honorable. Si ce fléau disparaissait à votre voix, vous auriez bien mérité tout à la fois du commerce, de la morale et du malheur, et vos travaux n'auraient jamais eu de plus douce récompense.

» L'usure a existé de tout temps à Paris et dans les grandes villes : mais jamais elle ne s'est produite avec tant d'impudeur. En proposant aujourd'hui au conseil de l'attaquer, le bureau sent qu'il devient convenable de la définir, pour empêcher toute confusion d'idées, et pour ne pas déverser sur une convention licite la défaveur qui n'est due qu'aux actes d'une cupidité sans bornes.

» Jadis, et du temps de l'usurpation commise quelquefois par les idées religieuses sur la loi politique, l'usure a été mal définie. C'était dans les livres de théologie plus que dans la raison qu'on avait puisé les traits qui la caractérisaient. L'usure alors était toute convention ou d'intérêts hors les cas autorisés par les règles mystiques, ou d'intérêts excédant la loi.

» La philosophie a fait justice de cette exagération.

» L'usure, aujourd'hui, n'est pas, dans l'opinion des hommes d'Etat ou simplement raisonnables, tout intérêt qui excède la mesure légale ; car la loi n'a vu que les temps ordinaires, et quelques circonstances peuvent adoucir sa sévérité : ce n'est pas même l'intérêt double ou triple des produits du même capital placé en terres ; car, quoique le produit des terres semble être le terme politique de comparaison de l'intérêt, on sent qu'il faut accorder quelque chose aux inquiétudes du capitaliste, pour l'engager à livrer ses fonds au commerce plutôt que de les concentrer dans une propriété territoriale. L'usure, enfin, n'est pas même tout gros intérêt, quand il est le prix d'un grand risque ; car on peut prêter à la grosse aventure, et toutes les grosses aventures ne sont pas sur mer. Mais il faut appeler noire tout intérêt excessif, quand le créancier qui l'exige ne court aucun danger. C'est une usure, cet épouvantable intérêt destructif de toute industrie, comme il est incompatible avec toute idée d'équité et de pudeur naturelles, qui fait rapporter, chaque année, à un capital un capital entier ou presque entier.

» Des usuriers sont ceux qui, après avoir exigé pour sûreté de leur prêt une valeur supérieure au prêt même, se font payer et perçoivent, sans avoir couru ni pouvoir courir jamais aucune espèce de risque, 50, 60, 72 et 96 p %. Des usuriers sont encore ces implacables sangsues de la pauvreté qui, sans péril, sans travail et pour ainsi dire sans mouvement, pompent, au sein de leur oisiveté, les larmes, les sueurs et le sang d'une multitude de malheureux dont ils dévorent la substance à 4, 5, 6 et 7 p % par mois, et dont ils précipitent la ruine par leurs secours meurtriers. Ce sont encore des usuriers ces affameurs du commerce qui, en prenant leurs sûretés jusqu'au scrupule, ne laissent pourtant échapper de leurs mains quelques parcelles de l'or qu'ils ont accaparé qu'à un prix tel que, désormais, l'industrie nationale doit ou périr par l'impuissance d'atteindre à des secours si chers, ou, si elle les accepte, s'ensereler sous les banqueroutes successives de tous les artisans, de tous les commerçants, de tous les ma-

nafacturiers. Enfin, il faut surtout reconnaître des usuriers dans ces complices nécessaires des voleurs et des escrocs qu'ils allèchent par leur facilité et qui, presque seuls, peuvent subir d'aussi dures conditions, parce que ce qui leur reste sur l'objet volé et mis en gage est toujours autant de gagné.

» Ainsi doivent être signalés l'usure et les usuriers. Il est triste que ce portrait soit celui des maisons de prêt. Déjà donc et sous ce rapport abstrait, elles devraient fixer votre attention. Mais elles le provoquent bien davantage, par l'influence désastreuse qu'elles ont sur les destinées d'un établissement dont l'action comme les produits sont consacrés au soulagement des pauvres. Cet établissement, c'est le mont-de-piété.

» Le mont-de-piété a été fidèle à l'esprit de son institution. Maintenir de tous ses efforts l'intérêt en baisse, secourir les pauvres, tel est son but; telle a été aussi la volonté constante de son administration.

» Pour qu'elle fasse des bénéfices, il faut qu'elle ait au moins quatre millions d'effets en magasin. Au mois de frimaire an VII, elle n'en avait que pour trois millions, c'est-à-dire que ses dépenses n'étaient pas couvertes, et cependant elle a baissé l'intérêt de 6 p. % par an. Aujourd'hui elle est encore à peu près au même point; et tant que les prêteurs sur gage subsisteront, non-seulement il n'y aura pas d'amélioration à espérer pour elle, mais il lui sera impossible de produire tout le bien qu'on a le droit d'en attendre.

» Du train dont vont les choses, toutes les charges du prêt sur gage seront pour le mont-de-piété; tous les avantages pour les maisons de prêt. Ce qui rend l'administration dispendieuse surtout, c'est le scrupule avec lequel on y remplit les premiers devoirs de son institution, qui est de secourir les pauvres. On y prête jusqu'à 3 francs, et sur 125,000 articles existant au mont-de-piété, les trois cinquièmes environ sont de 12 fr. et au-dessous. Ce prêt de détail engendre dans la comptabilité et par l'accomplissement de toutes les formes de police, on de conservation d'intérêt privé, des frais immenses. Les prêteurs savent bien s'affranchir de cet embarras et de ces frais en ne prêtant que des sommes de quelque importance, ce qui constitue une action large, facile, féconde en bénéfices et exemple de beaucoup de charges.

» Si cet ordre de choses se maintient, le mont-de-piété, parce qu'il ne voudra devenir impitoyable et usurier, sera forcé de suspendre ses opérations, et alors la classe la plus précieuse des emprunteurs, c'est-à-dire celle des plus pauvres, on ne trouvera plus à emprunter du tout et périra faute de secours, on bien sera forcée d'offrir plus de gages et de recevoir de plus grosses sommes qu'elle n'en a besoin, et sera ruinée par les usures.

» Mais on se demande comment, par la modération même et par la probité de son administration, le mont-de-piété n'obtient pas la préférence sur les usuriers ses concurrents? Le mont-de-piété est plus fidèle; le mont-de-piété prête à beaucoup meilleur marché; et cependant l'on va aux usuriers. Plusieurs circonstances expliquent cette contradiction apparente des effets avec leurs causes. D'abord, le mont-de-piété n'exige que des intérêts modiques, proportion gardée avec le malheur des temps. Ne retirant pas de forts intérêts, il n'en peut accorder de considérables aux capitalistes, et, par la marche naturelle des choses, ceux-ci, à qui les usuriers peuvent en payer de très-forts, parce qu'ils en exigent d'immenses, n'ont pas, en général, assez de générosité pour préférer l'emploi sur le mont-de-piété qui accorde peu à l'emploi sur les usuriers qui donnent tant que l'on veut, parce qu'ils retirent toujours davantage. Le mont-de-piété manque donc des fonds nécessaires pour donner plus d'étendue à ses opérations. Ensuite, les emprunteurs, la plupart étrangers à tout calcul et sans discernement, se hâtent de se procurer la somme dont ils ont besoin, et vont au premier endroit qui se présente. Souvent même induits en erreur par leur simplicité, ils confondent les prêteurs sur gage avec les commissionnaires. Enfin, la surveillance nécessaire au mont-

de-piété effraie certains emprunteurs, et entretient encore l'affluence chez des prêteurs commodes et discrets qui, pourvu que les gages soient bons et rendent beaucoup, ne s'inquiètent guère d'où ils viennent.

» Il n'y a donc qu'un moyen de rendre au mont-de-piété son ancienne activité, cette activité si utile sous tant de rapports, c'est de fermer les maisons de prêt. Mais la liberté du commerce permet-elle d'obliger les prêteurs sur gage à fermer leurs maisons ? Comme on abuse des considérations les-plus imposantes ! N'est-ce pas se jouer de la raison humaine que de prétendre que l'on portera atteinte à la liberté du commerce, si on n'autorise pas les usuriers à exercer leurs rapines ? Ayons le courage de le dire. Les prêteurs sur gage, quand, dans leurs antres, ils détroussent les infortunés que le besoin y conduit, usent de la liberté du commerce comme les brigands qui égorgent un voyageur au fond d'un bois usent de la liberté du mouvement.

» Le temps de ces vaines déclamations est passé. La liberté du commerce, qu'il faut honorer et étendre, c'est tout ce qui fait fleurir le commerce. L'oppression du commerce, c'est tout ce qui le mine et le fait tomber en ruines. Or, à laquelle de ces deux idées se rattache l'existence des maisons de prêt ? Sans doute, le prêt sur gage est une convention licite, lorsque c'est évidemment une convention de bonne foi, une convention accidentelle à de véritables opérations de commerce, une convention solitaire ou rare dans la vie de celui qui la fait. Cette convention peut être faite comme une autre, comme celle de vente, de location ou toute autre espèce de transaction, en se conformant aux dispositions des lois. Mais lorsque cette convention dégénère en une véritable profession qui se manifeste par des actes extérieurs ou par une influence permanente sur l'intérêt du commerce, alors la police, sans blesser la liberté du commerce, a droit d'examiner si cette profession est utile ou nuisible ; et si elle reconnaît qu'elle peut faire préjudice, exploitée par de certaines mains, elle a le droit de la leur interdire par respect pour l'intérêt général. C'est à la raison donc de tirer, avec sagesse, cette ligne de démarcation qui doit séparer la liberté du commerce de ce qui n'en serait que la licence.

» Or, loin que la liberté du commerce exige qu'on maintienne les prêteurs, l'intérêt du commerce, l'intérêt des pauvres, l'intérêt des hospices, l'intérêt de la morale publique exigent que l'on se hâte de clore ces dangereuses maisons.

» Indépendamment des scandales de plusieurs espèces que donne le spectacle seul de tels établissements tolérés, est-il possible de ne pas voir que leur abominable métier et la manière dont ils l'exercent, est une complicité perpétuelle et générale avec tous les escrocs de Paris ?

» Il est temps de porter remède à un tel mal. Il disparaîtra, comme tous les effets, avec ses causes. Sa cause est dans les maisons de prêt. Les maisons de prêt doivent donc être fermées. »

Le conseil général du département approuva les conclusions de ce rapport et arrêta qu'un extrait du procès-verbal de la délibération qu'il prit, à cet effet, serait adressé au ministre de l'Intérieur.

En donnant le texte du rapport du bureau des améliorations, nous nous sommes proposé de faire connaître le jugement des contemporains sur les prêteurs sur gage. Les *Free traders* y verront des idées de l'autre monde, un écho passionné de l'ignorance et de la routine ; ils lui opposeront des arguments sans réplique et souriront de pitié, sans doute. Attaquer les usuriers ! C'est, au moins, de l'impertinence. Est-ce qu'il y a des usuriers ? Peut-on classer dans cette catégorie ces négoc-

cians que la charité porte à faire plaisir aux personnes quand ils le peuvent. Ils prennent, en retour, 50 p. $\frac{1}{100}$, 100 p. $\frac{1}{100}$, sur de bons gages ; mais quel intérêt ne payent-ils pas eux-mêmes ? Demandez-le à maître Simon et à Harpagon, son compère. Ils donneront, comme argent comptant, un assortiment de jouets d'enfants, des lézards empaillés, mais les écus sont si rares ! Et sans maître Simon et Harpagon son compère, que deviendraient les Lazares et les Cléantes ? N'avez-vous pas vu ces derniers courir chez M. Turgot et le supplier, les mains jointes, de ne pas rechercher ces honnêtes personnes ? Pour qui voit clairement la raison suffisante, les effets et les causes, il est évident que le Bureau des Améliorations et le conseil général, au lieu de songer à frapper les prêteurs sur gage, auraient dû les encourager. La critique était absurde ; en avançant que tout était bien, ils auraient dit une sottise ; il fallait dire, comme ce bon Pangloss, que tout était au mieux.

Et que penser de la foule qui applaudissait à la nouvelle que le département prenait fait et cause contre les prêteurs ? Les grands et les petits prophètes de l'Ancien Testament, depuis Jérémie jusqu'à Baruch, n'ont jamais maudit avec autant de véhémence que les écrivains de ce temps-là. Ecoutez le citoyen Debaube, homme de loi :

« Le tonnerre de l'opinion publique gronde depuis longtemps sur ces maisons (de prêt) ainsi que sur les tripots ; il finira par les écraser. Le ministre anglais Pitt se flatte d'obtenir de la misère ce qu'il n'a pu obtenir de la famine et des armées de la coalition. Quelle satisfaction pour lui de savoir que les ressources d'un grand nombre de malheureux sont épuisées par les usuriers ou par les maisons de prêt qui ont dévoré jusqu'à leur dernière chemise, s'étant trouvés hors d'état de payer les intérêts ruineux qu'ils exigent ; que ceux-ci réduits au désespoir se brûlent la cervelle, ceux-là se pendent dans leur chambre, les uns se jettent dans l'eau, les autres par la fenêtre ; que la vie leur paraît un fardeau insupportable, n'est pour eux qu'une longue agonie, et la mort un présent, un bienfait ¹. »

Des prêteurs sur gage mêlaient leurs voix à ce concert de malédictions. Nous aurions pu faire tout un chapitre avec leurs écrits et l'intituler : Les prêteurs sur gage peints par eux-mêmes. Nous nous bornerons à quelques citations :

« Depuis quelques temps, on trouve chaque matin, dans les mille et un journaux qui, au lever de l'aurore, inondent cette capitale, un avis par lequel, sous le nom de mont-de-piété, on avertit que cette administration vient d'établir des divisions supplémentaires, rue Vivienne ; et

¹ Debaube, homme de loi, *L'horoscope de l'Angleterre*, avec cette devise : tout citoyen est la sentinelle de la patrie.

An VIII de la République. — Déposé aux archives du mont-de-piété, le 22 vendémiaire an IX, n° 330.

l'on promet que cette mesure sera suivie d'un prompt succès, surtout si le vœu bien manifeste du public contre les maisons de prêt se réalise.

» Dans le même temps, on distribue avec profusion un écrit intitulé : *Rapport fait au conseil général du département de la Seine, au nom du Bureau des Améliorations, sur la nécessité morale et politique de fermer les maisons de prêt.*

» Nous ne chercherons point avec l'auteur du prétendu rapport à définir l'usure; nous ne chercherons point à marquer la ligne au delà de laquelle l'intérêt prend ce caractère; nous n'examinerons pas si, en bonne politique, le Gouvernement doit fixer un taux au delà duquel on ne puisse pas élever l'intérêt, et si nos anciennes lois l'avaient enfermé dans un cercle trop étroit; nous examinerons encore moins si la philosophie nous a rendu un grand service en rompant les anciennes barrières. C'est à l'expérience à résoudre ce problème, si c'est une question pour quelqu'un. Ce que nous savons, ce que tout le monde sait maintenant aussi bien que nous, c'est que les idées abstraites de la philosophie nouvelle ont été démenties sur ce point par la pratique. La licence la plus effrénée, la plus dangereuse, s'est établie sous le nom de *liberté*.

» Alors on a vu, pour nous servir des termes de l'auteur du prétendu rapport pulluler les prêteurs sur gage comme avant 1777, et avec cette différence que, tandis qu'alors ils étaient contraints par les lois et la crainte du châtiment, ils étaient depuis encouragés par l'impunité et protégés par le prestige qui rendait le mot *liberté* si inviolable, même dans ses abus les plus criminels. La misère générale leur offrit bientôt un vaste champ à moissonner.

» On ne rencontra donc plus sur ses pas que des maisons de prêt; et comme la masse des emprunteurs était énorme, la foule était dans toutes. Aussitôt l'intérêt ne connut plus de bornes, et on l'a vu monter, dans plusieurs endroits jusqu'à *six francs par louis*, c'est-à-dire un quart par mois, — 300 p. % par an. — Il était modéré quand il n'était que d'un seizième ou 6 1/4 p. %, c'est-à-dire de 75 p. % par an.¹ »

Un second mémoire s'exprime en ces termes :

« L'usure, comme un ver rongeur, dessèche le commerce et ruine la société. Les prêteurs sur gage, comme autrefois les Juifs lombards, sont sortis de la vase produite par les orages et les inondations révolutionnaires. Ils ont offert le mystère aux voleurs, l'encouragement aux

¹ Mémoire pour les administrateurs des maisons de prêt connues à Paris sous les noms de Lombards-Lussan, Serilly et du Caisse auxiliaire, contre la compagnie financière établie dans les bâtiments du mont-de-piété. An IX.

joueurs et aux libertins, des secours perfides à l'indigence dont ils ont dévoré les dernières ressources, un appât dangereux aux capitalistes qui, enfouissant leurs trésors, n'en tiraient que ce qui était justement nécessaire pour repomper le peu de numéraire qui se trouvait alors dans la circulation.

» Sans doute, il est temps d'étouffer cette hydre dont les têtes dévorantes se multiplient tous les jours : et des préjugés semés par des sophistes qui connaissaient aussi peu le cœur de l'homme que les principes d'une sage administration, ne doivent pas être un obstacle à cette mesure salutaire ¹. »

La conclusion des mémoires ne répond pas aux prémisses. Les représentants des Lombards-Serilly, Lussan et Caisse auxiliaire demandent la suppression des maisons de prêt; mais c'est à la condition que le privilège du prêt sera constitué à leur profit.

Monsieur Josse, vous êtes orfèvre !

A la séance du conseil d'administration du mont-de-piété, le 12 vendémiaire an IX, un membre appela l'attention du bureau sur le premier mémoire des Lombards. Ses observations furent consignées au registre des délibérations. Nous en extrayons ce qui suit :

« On croirait d'abord que les auteurs de cet écrit ont eu pour objet de combattre le rapport fait au conseil général de la préfecture de la Seine, au nom du Bureau des Améliorations, mais il est facile de s'apercevoir que leur principale intention a été de discréditer l'administration du mont-de-piété. Taire la vérité, dénaturer les faits et en artifier du faux, tel est le plan qui a été suivi par les auteurs du mémoire.

» Ils débutent par révoquer en doute l'existence du rapport et de l'arrêté pris par le conseil général. Lorsqu'on révoque en doute un fait si constant, on peut impunément nier toutes les vérités. C'est d'après ce principe, que les signataires du mémoire méconnaissent l'existence de l'administration, et la qualifient de compagnie financière établie dans les bâtiments du mont-de-piété. Cependant cette administration est établie par un acte du gouvernement qui a nommé les administrateurs et la commission; elle rend compte de ses opérations au ministre; elle existe depuis plus de trois ans avec une publicité reconnue des autorités constituées et du public. Bientôt, sans doute, on verra les prêteurs sur gage méconnaître l'existence et l'autorité du gouvernement, aussi ne doit-on pas trouver étonnant que les trois prêteurs sur gage signataires du mémoire se regardent comme représentant du mont-de-piété.

» Une vérité malheureusement trop démontrée n'a pu leur échapper; ce sont les désordres et les brigandages des prêteurs sur gage; mais ils n'en conviennent que pour se placer dans une classe séparée. Parmi les trois ou quatre cents prêteurs sur gage établis dans Paris, il n'en est pas un qui, comme eux, ne se met dans l'exception, et l'on sait par expérience quels sont les titres des uns et des autres pour la mériter. »

« L'objet des signataires étant de s'opposer à la suppression de leurs maisons de prêt, reconnaissent cependant les abus et les désordres qui se commettent chez les

¹ Second mémoire pour les administrateurs des Lombards-Lussan, Serilly et la Caisse auxiliaire, quai Malaquai.

Déposé aux archives du mont-de-piété, le 12 brumaire an IX, n° 344.

prêteurs sur gage. Il faut les supprimer tous, ajoutent-ils, pourvu que nous soyons conservés. « Notre industrie est une mine que nous avons le droit d'exploiter suivant nos goûts et nos connaissances ; » mais cette faculté que nous réclamons ne doit être que pour nous et non pour les autres.

» Si la liberté du commerce s'oppose à la suppression des maisons de prêt des signataires, pourquoi ne s'opposerait-elle pas également à celle des autres prêteurs sur gage ? Et si cette prétendue liberté n'est autre chose dans cette circonstance qu'une calamité publique, sur quel fondement les signataires obtiendraient-ils la préférence ? Il n'est pas un prêteur sur gage qui ne puisse prétendre à la même faveur du gouvernement. C'est à la sagesse des dépositaires de l'autorité publique à juger les effets que produit dans la société l'usage de l'espèce de liberté que réclament les signataires. Une trop longue expérience ne laisse malheureusement rien à désirer sur ce point. »

« Ils ne se bornent pas à demander la préférence sur les autres prêteurs sur gage, ils donnent à entendre qu'elle leur est due sur le mont-de-piété qu'ils ne veulent pas reconnaître comme établissement public. C'est, disent-ils, une maison ordinaire de prêt qui ne diffère des autres qu'en ce qu'elle n'offre pas, même au gouvernement, les secours qu'il tire de celles-ci ; qu'elle ne paie ni loyer, ni patente, ni contributions et qu'elle refuse même de payer la dette constituée de l'ancien mont-de-piété. Les signataires du mémoire auraient bien dû détailler les sommes qu'ils qualifient de secours donués par eux au gouvernement ; on les aurait comparées avec celles que paie l'administration, tant pour ses contribuables que pour les intérêts de la dette constituée de l'ancienne administration du mont-de-piété, et il aurait été facile de se convaincre que ces prétendus secours se réduisent à un modique droit de patente et à la contribution mobilière.

» A les entendre, ce sont eux qui ont fait baisser l'intérêt des prêts. Cependant, au moment où l'administration actuelle du mont-de-piété a été mise en activité, le moindre intérêt que percevaient les prêteurs sur gage était de 5 et de 6 p. % par mois. Voilà les grands services que deux de ces maisons rendaient au public. Le lombard Lasseu n'existait pas encore, et en ouvrant sa maison de prêt, il a perçu, comme les autres prêteurs sur gage, au delà du double des 2 1/2 p. % que le mont-de-piété percevait depuis environ quatre mois qu'il était en activité.

» C'est donc le mont-de-piété qui a opéré un premier bienfait, en forçant les prêteurs sur gage à diminuer le taux de l'intérêt de leurs prêts, et il y a longtemps que ce taux serait infiniment plus modéré, s'ils avaient été supprimés.

» Les prêteurs sur gage qui appliquent à leur profit particulier la totalité de leurs bénéfices, n'ignorent pas que la moitié de ceux que produit le mont-de-piété, appartient aux hospices ; mais, disent-ils, « ce n'est qu'une vaine promesse de la part de l'administration, elle n'a encore rien donné aux hospices, absolument rien, pas une obole. »

» Les comptes rendus par l'administration et déposés dans les bureaux du ministre prouvent que les hospices ont touché, y compris les arrérages des rentes, payés à leur acquit, savoir : pour l'an VII, la somme de 75,068 francs et, pour les six premiers mois de l'an VIII, celle de 39,922 francs. On ne devrait pas s'attendre à en voir des bénéfices pour la première année de gestion, puisqu'il n'existait rien en magasin. Si tous les effets portés chez les prêteurs sur gage avaient été déposés au mont-de-piété, il est sensible que les bénéfices auraient été bien plus considérables, ou qu'il y aurait eu une prompte diminution du taux de l'intérêt.

» A la suite de ces faits faux et de ces calculs erronés, on ne doit pas être surpris de voir les prêteurs sur gage entrer dans les considérations politiques, et prétendre que la concurrence dans les maisons de prêt est utile et que leur rivalité et leur surveillance réciproque maintiendront la balance et l'intérêt de l'argent au taux du commerce. »

Les signataires parlent bien de la concurrence qui s'établirait entre les différentes maisons pour prêter au public, mais ils ne disent rien de celle qui aurait lieu entre elles pour se procurer les fonds nécessaires pour faire les prêts ; ils ne veulent pas faire attention que le mont-de-piété ainsi que les prêteurs sur gage ne peuvent prêter à un taux modique qu'autant qu'ils trouveront des fonds à un intérêt modéré, et que lorsqu'il y aura concurrence pour se procurer ces fonds, les capitalistes les tiendront à un taux très-élevé, et qu'à ce moyen on ne pourra baisser le taux des prêts.

« Mais la suppression des maisons de prêt opérée, il n'existe plus de concurrence auprès des capitalistes qui, forcés de placer leurs fonds à un intérêt ordinaire, donneront au mont-de-piété la facilité de baisser le taux des prêts. Alors, le mont-de-piété atteindra sûrement le double but de son institution : le premier, de fournir des secours peu onéreux à la classe indigente, le second, de faire baisser progressivement l'intérêt de l'argent.

» Voilà les considérations politiques qui s'opposent à la concurrence et que les signataires du mémoire se sont bien donné garde de développer.

» Si nous envisageons cette concurrence sous le rapport de l'intérêt des pauvres, il suffit d'observer qu'avant que chaque maison puisse donner des bénéfices, il faut que ses dépenses et ses frais d'administration soient prélevés. Ces dépenses seraient donc quadruples s'il y avait quatre établissements séparés, et, par conséquent, le bénéfice diminué des trois quarts. Telle est la grande ressource que présente pour les hospices le système des signataires.

» Il serait superflu de parler des considérations morales et du maintien du bon ordre, qui sollicitent également la suppression des prêteurs sur gage : l'opinion publique a prononcé sur ce point.

» Il faut réfléchir, ajoutent les signataires, que le nombre des emprunteurs est plus considérable qu'en 1777, époque de la création du mont-de-piété ; qu'alors cependant l'administration était immense, qu'elle serait bien plus embarrassée et plus compliquée aujourd'hui ; que le service serait trop long, les erreurs fréquentes, et que cet inconvénient s'opposerait à ce que le mont-de-piété fit de grands bénéfices.

» On voit par ces expressions que les signataires, méconnaissant le but véritable de l'institution du mont-de-piété, le considèrent comme une spéculation purement financière ; ils ne font pas attention que son objet est plutôt de fournir des secours peu onéreux à la classe indigente, et de ramener l'intérêt de l'argent à un taux modéré, que de faire de gros bénéfices dont l'idée ne peut s'allier avec celle que rappellent sans cesse les besoins et la misère du peuple. Ce n'est donc que par la multiplicité de ses opérations et en ne prenant qu'un intérêt modique, que le mont-de-piété parviendra à remplir l'objet de son institution et à procurer aux hospices un revenu modéré et certain. Mais ce n'est pas ainsi que raisonnent les signataires ; ils ne connaissent que les gros bénéfices. »

Nous n'avons rien à ajouter à ces observations. Quels meilleurs juges de la situation que ceux-là qui, sans aucun intérêt personnel, avec une entière liberté d'esprit, exprimaient un avis si bien motivé sur des abus qu'ils avaient sous les yeux. Que l'on compare le langage de l'administration à celui des prêteurs sur gage qui, pour égarer l'opinion publique, n'hésitent pas à employer comme auxiliaires la calomnie, la ruse et le mensonge.

L'administration, animée des sentiments d'une philanthropie désintéressée qui la portait à étendre au plus grand nombre possible les

bienfaits du mont-de-piété, avait créé une succursale rue Vivienne. Placé au centre des affaires et de la population active et aisée, cet établissement auxiliaire inquiétait d'autant plus les prêteurs sur gage que, à raison de sa situation et de la confiance qu'il inspirait, il faisait de nombreuses opérations dont la moyenne, comme sommes prêtées, était même plus élevée que celle du chef-lieu. C'était une mine d'or, pour nous servir de l'expression des prêteurs sur gage, et quel regret pour ces honnêtes industriels de ne pouvoir l'exploiter, comme ils le disaient élégamment, suivant leurs goûts et leurs connaissances ! Leur déboire était d'autant plus amer que l'administration se préoccupait beaucoup moins de l'idée de réaliser des bénéfices que de celle de fournir des secours peu onéreux aux nécessiteux et de faire baisser l'intérêt de l'argent. Et c'est, en effet, ce que nous avons à constater.

Les opérations de l'an IX présentent les résultats suivants :

ENTRÉE :

228,529 articles pour 6,190,898 fr.

SORTIE :

242,003 articles pour 6,029,716 fr.

L'intérêt, à partir du 10 floréal, s'abaisse de 30 p. $\%$ à 24 p. $\%$. Ce n'est pas la concurrence, remarquons-le bien, qui est le motif de cette amélioration, c'est une plus grande masse d'opérations effectuées, c'est un pas de plus fait dans la voie de la centralisation du prêt sur gage. Désormais le mouvement est imprimé, et de même que la vitesse qui croît proportionnellement au temps, le prix de l'argent descendra par une progression rapide pour arriver à son taux normal.

La lutte était vivement engagée; les projets pleuvaient. En l'an X (1802), le général Desperrières proposa d'établir le mont-de-piété en tontine, aux conditions suivantes :

Emissions de 3,000 actions de 1,000 fr. chacune ;

Prêt à 8 $\frac{1}{2}$ p. $\%$ dont :

4 p. $\%$ pour les hospices,

6 p. $\%$ pour les actionnaires,

4 $\frac{1}{2}$ p. $\%$ pour les frais de régie.

Les actionnaires ne devaient pas avoir moins de 12 p. $\%$ de dividende.

« Toutes les banques, dit l'auteur du projet, sont sujettes à des événements de faillite ; mon mont-de-piété, par ses opérations, par leur nature, ne court point cette chance : donc mon papier ne peut manquer d'avoir le crédit nécessaire, puisque je n'émetts jamais un seul papier

sans avoir le triple de sa représentation en valeurs ou en marchandises quelconques dans mes magasins, c'est-à-dire que, lorsque je prête 3,000 francs de papier ou d'écus, j'ai 9,000 fr. de marchandises en nantissement.

» La tontine remplie, ce n'est plus 30 millions, mais bien 90 millions rendus à la circulation. Quelle abondance ! quelle ressource ! L'argent tombe forcément, la prospérité renaît et mon but est rempli. L'on sent par la nature de mes opérations qu'un privilège me devient inutile : on peut laisser exister tous les Lombards ; seul, en trois mois, je les ferme en réduisant à la nullité leurs opérations. »

Comme inventeur du projet, le général Desperrières demandait à être choisi comme directeur général et irrévocable. C'était bien le moins pour une aussi précieuse découverte.

Cette même année, on soumit au gouvernement le plan d'une organisation légale du prêt public sur nantissement, à Paris, avec cette épigraphe : « *Le mieux est l'ennemi du bien.* » Disons tout de suite que l'ennemi du bien, c'était le mont-de-piété. Le bien n'était pas la liberté du prêt sur gage, mais le privilège du prêt sur gage au profit des principaux établissements de ce genre qui existaient alors. Ce document, rédigé par des huissiers-priseurs et d'anciens commissionnaires, offre quelque intérêt. Nous allons en rendre un compte sommaire.

Le plan repose sur deux *vérités*.

Première vérité. Il existe et il existera toujours des besoins journaliers.

Deuxième vérité. Il faut détruire radicalement l'usure, établir légalement des secours, en réduire l'intérêt au taux le plus bas, rapprocher ces secours des besoins des emprunteurs.

Le principe posé, on passe aux moyens d'exécution *en même temps doux et efficaces*. Ces moyens sont : 1° la suppression générale de toutes les maisons de prêt alors existantes, à l'exception de celle dite du mont-de-piété et de sa succursale, de la maison Serilly et de sa succursale, de la maison Lussan et de son annexe, et de la maison dite Caisse auxiliaire ; 2° l'organisation nouvelle en douze maisons exclusives, subordonnées à une administration centrale.

La suppression des maisons de prêt aurait lieu par la fermeture de celles existantes, le refus de délivrer des patentes de prêteur sur nantissement et la condamnation à 3,000 fr. d'amende pour chaque convention ; moyen doux et efficace.

Douze maisons avec magasins particuliers, une par arrondissement, seraient placées sous la direction d'une administration centrale, composée :

Des deux préfets de Paris,

D'un commissaire du gouvernement,

De deux membres du département,
Du président de chaque municipalité,
De deux administrateurs des hospices,
De deux banquiers faisant fonds,
D'un directeur général,
D'un caissier général,
Et d'un secrétaire.

Sept maisons existant déjà, il n'y aurait lieu d'en ouvrir que cinq autres.

L'administration centrale est seule chargée des emprunts à contracter et de la distribution des fonds à chaque maison particulière à laquelle elle ouvre un crédit. A elle appartient la police des diverses maisons avec le droit de fermer celles qui refuseraient de se renfermer dans les termes du règlement.

Chaque maison est administrée par six personnes liées entre elles par un acte de société et choisies par l'administration centrale. Ce personnel se compose de trois commissaires-priseurs, dont l'un sera directeur de l'établissement ; de trois autres membres, dont deux seront nécessairement pris dans les anciens commissionnaires attachés eidevant, soit au mont-de-piété, soit aux autres maisons principales de prêt. Ces administrateurs particuliers ne pourront s'adjoindre des commissionnaires.

A la fin de chaque mois, les directeurs particuliers verseront à la caisse centrale les capitaux provenant des dégagements, de leurs droits et des renouvellements. Dans les douze premiers jours de chaque trimestre, ils devront également rendre un compte détaillé de toutes les opérations, lequel compte sera apuré le même jour.

Les administrateurs particuliers de chaque maison seront solidairement garants de leurs prêts envers l'administration centrale.

Les droits de prise et de vente appartiendront exclusivement aux administrateurs de chaque maison.

Les reconnaissances seront nominales et les effets engagés ne seront remis qu'à l'emprunteur ou à son fondé de pouvoir.

Pour toutes sommes au-dessus de 25 francs, les reconnaissances seront soumises à un timbre de 30 centimes.

Le prêt aura une durée de quatre mois ; il ne pourra être renouvelé qu'une fois pour un temps égal.

L'intérêt sera de 1 1/2 p. % par mois, soit au taux de 18 p. % par an.

Le droit fixe de prise est porté à 1 p. %, ce qui représente, pour quatre mois, 3 p. %.

Le droit de vente perçu sur l'emprunteur et jamais sur l'adjudicataire est réglé ainsi :

8 p. % de 1 fr. à 100 fr.

7 p. % de 100 fr. à 200 fr.

6 p. % de 200 fr. à 300 fr.

5 p. % de 300 fr. à 400 fr. et au-dessus.

Un moyen sûr et prompt de remplir les nouveaux magasins, c'est qu'à partir du 1^{er} vendémiaire an XI, tous particuliers qui n'auront pas retiré des maisons de prêt non conservées les effets par eux engagés, n'auront pour les contraindre à la restitution que la voie civile ordinaire.

Les hôpitaux devront toucher 4 p. % du montant des engagements et renouvellements opérés par les douze maisons de prêt, produit évalué à 150,000 fr. par an.

A l'appui de ce projet, les auteurs font valoir des considérations utiles à enregistrer, c'est la nécessité de supprimer les bureaux de commission.

« Les partisans de l'unité du mont-de-piété trouveront, dans ce plan, l'exécution de leur principe, puisque les douze maisons de prêt relèvent immédiatement et sont sous la régie et surveillance perpétuelle, à tous égards, d'une administration centrale qui n'est elle-même que ce mont-de-piété dégagé de tous ses abus qui l'environneraient encore, s'il pouvait être rétabli ; car une ou quatre maisons conservées, livrées à elles-mêmes, ne travailleraient-elles pas en différents sens contraires à l'ordre public ? Pourraient-elles faire le prêt général seules et sans intermédiaires ou commissionnaires qu'il faudrait que le public payât ?

» On voit par là que cette unité prétendue n'est qu'illusoire, qu'elle exclut la concurrence si nécessaire au public et le grève de droits de commission qu'il ne doit pas être forcé de payer, s'il ne le veut, et que surtout l'intérêt du prêt, loin d'être réduit à 18 p. % et, par la suite, au-dessous comme dans le présent plan, restera au taux actuel de 24, 30 et même 40 p. % par an.

» En effet, si la maison de la rue des Blancs-Manteaux est conservée seule, elle ne peut faire le service général du prêt sans commissionnaires dont le droit (s'il ne l'exécute pas aujourd'hui) était autrefois de 4 deniers pour livre pour les engagements, et de 2 deniers pour livre pour les dégagements.

» Or, dans cette hypothèse, un prêt de 1,000 fr. payera pour quatre mois, savoir :

A l'administration à 1 et 1/2 p. % par mois (on suppose cette réduction d'intérêt).	60 fr.
Au commissionnaire, 6 deniers pour livre, tant pour l'engagement que pour le dégagement.	25
Total.	85 fr.

» Mais si l'emprunteur, au lieu de laisser son effet quatre mois, veut le retirer au bout d'un mois, il payera, savoir :

A l'administration.	15 fr.
Au commissionnaire.	25 fr.
Total.	40

» Donc il lui en aura coûté 40 p. % d'intérêt pour ses 4,000 fr. et l'odieux de ce monopole retombera, dans son esprit, non pas sur le commissionnaire, mais sur l'établissement même qui, par sa mauvaise organisation, y aura donné lieu. »

On insiste de nouveau sur ce point, en présentant la suppression des commissionnaires comme un des plus grands avantages de l'organisation nouvelle.

« Plus de commissionnaires dont les droits quoique légitimes, puisqu'ils sont accordés par les administrations du mont-de-piété et autres maisons actuellement subsistantes, *doublent toujours, à peu de chose près, ceux de la maison à laquelle ils sont attachés.* Le taux de 18 p. % par an auquel les prêts se trouvent réduits dans le système présenté, ne peut s'allier avec les droits qui leur seraient dus, sans que le public en fût considérablement lésé; on ne met pas ici en ligne de compte le dépérissement et le gaspillage des effets qui, dans ce cas, éprouvent deux examens et deux prises, savoir : d'abord, de la part du commissionnaire et ensuite de la maison de prêt où ils sont définitivement engagés. Encore moins soupçonne-t-on la loyauté et la fidélité de ces commissionnaires qui cependant peuvent garder à leur compte et profit seul les effets qui leur sont confiés, au lieu de les porter et engager dans les maisons auxquelles ils sont affiliés, et profitent ainsi, sans risque ni péril, du crédit que ces maisons leur donnent dans Paris. »

Des mêmes faits nous avons tiré la même conclusion, d'abord en 1843, dans la première édition de cet ouvrage; plus tard, en 1850, comme directeur du mont-de-piété de Paris. Cette conclusion, on l'a contestée. Proclamée par les commissaires-priseurs et les commissionnaires eux-mêmes, elle prend pour quiconque n'a pas des yeux pour ne pas voir et des oreilles pour ne pas entendre, un caractère d'évidence. *Habemus fatentem reum.*

Le gouvernement ne pouvait prendre en considération des projets mis en avant par l'intérêt privé. Emu des désordres que l'administration et l'opinion publique lui avaient signalés dès longtemps, il avait, en l'an VIII, saisi le Corps législatif de la question du prêt sur gage. Deux rapports furent faits au conseil des Cinq-Cents par Lesage-Senault, le 22 germinal et le 5 vendémiaire de cette année, et, suivant les conclusions du rapporteur, le gouvernement fut invité à faire connaître 1° quelle était

l'organisation actuelle des monts-de-piété dans toute la République, si leurs règlements particuliers étaient observés, s'ils étaient suffisants, et à leur défaut, quelle serait la législation qu'on pourrait leur appliquer ; 2° quelles seraient les mesures de police qu'ils croiraient les plus convenables pour l'organisation parfaite et définitive des maisons de prêt sur nantissement.

Le conseil d'Etat fut chargé de la préparation d'un projet d'arrêté sur les monts-de-piété. La première rédaction de ce projet, qui eut Regnaud (de Saint-Jean-d'Angely) pour rapporteur, est du 2 fructidor an X.

Le projet a pour but de supprimer les maisons particulières de prêt sur gage et de réorganiser le mont-de-piété sur les bases de 1777. Les hospices doivent donc se mettre en mesure de rembourser, dans un court délai, les sommes versées, à titre de cautionnement, par les administrateurs responsables. En attendant, les bénéfices seront partagés par moitié entre les hospices et ces administrateurs.

Un bureau gratuit d'administration et de surveillance est composé du préfet du département, du préfet de police, du président du tribunal d'appel, des commissaires du gouvernement près le même tribunal, et le tribunal criminel, et de deux membres du conseil général de la Seine.

Le § II de l'article 1^{er} porte que le mont-de-piété est maintenu seul dans le droit de prêter sur nantissement, soit au chef-lieu, soit par les commissionnaires qui seront nommés par l'administration pour le département de Paris, aux termes des règlements ci-dessus énoncés. Rapprochée du décret du 24 messidor an XII et du règlement organique annexé au décret du 8 thermidor an XIII, cette disposition est à remarquer. En effet, elle est effacée dans ces décrets qui n'admettent plus d'intermédiaires entre le public et l'administration. Cette suppression est significative, elle indique la volonté arrêtée du législateur qui, avec l'expérience du passé, avait compris tous les inconvénients attachés à un système condamné par ses résultats, de l'aveu des commissionnaires eux-mêmes.

Les opérations du mont-de-piété continuaient de s'accroître. En l'an X, l'entrée se composa de 261,507 articles pour 7,174,596 fr., et la sortie de 249,970 articles pour 6,301,212 francs. En l'an XI, nous trouvons, pour l'entrée, 260,495 articles pour 8,352,404 francs, et, pour la sortie, 259,777 articles pour 7,460,273 francs.

L'intérêt avait suivi une marche inverse de celle des opérations. Le 1^{er} germinal an X, l'administration l'abaisse de 24 p. % à 18 p. %.

Le 6 pluviôse an XII, Regnaud (de Saint-Jean-d'Angely) fit un rapport au Corps législatif sur les maisons de prêt. Ce rapport a été souvent cité et il mérite de l'être, car il est le résumé des faits qui démon-

trent la nécessité des monts-de-piété ¹. Le travail du législateur, qui s'applique toujours à des choses actuelles, ne peut avoir d'objet que le possible, et c'est en ce sens que l'on a pu dire avec quelque raison : le mieux est l'ennemi du bien. Cette idée n'exclut pas le progrès dans les améliorations, mais elle le subordonne aux exigences d'un état social donné. Il en est de la société, individualité collective, comme de l'individu même. Si le droit est éternel, comme la raison, il en est autrement de l'exercice du droit. Ce qu'un peuple enfant ne peut pas, un peuple adulte le peut : il faut attendre. Procéder par théorie absolue, ne pas tenir compte du milieu dans lequel on est placé, des obstacles qui se présentent, des impossibilités qui s'opposent à la réalisation de l'idée abstraite, en admettant encore qu'elle soit vraie, c'est, dans le monde moral comme dans le monde matériel, une erreur capitale. Les hommes ne sont pas des nombres, et le problème social ne se résout pas par des équations. C'est sans doute parce qu'il s'est laissé entraîner à ces écarts de l'imagination, *la folle du logis*, comme dit Malebranche, que M. Horace Say, après avoir critiqué le rapport de Regnaud et exprimé son étonnement de voir le Corps législatif en partager les idées, déclare que ce qu'il y aurait de mieux à faire serait de laisser toute liberté aux transactions entre prêteur et emprunteur, et de renoncer à ce qu'il appelle la prétention de limiter le taux de l'intérêt ². Certes, nous ne pouvons qu'admirer cette candeur, qui nie le mal même alors qu'il est évident, tant elle est loin de le soupçonner, mais en présence des faits si nombreux et si concluants que nous venons de signaler, il nous semble que pour qui n'est pas sous l'obsession d'une idée fixe, il est difficile de ne pas se ranger à l'avis des législateurs de l'an XII.

C'est une époque mémorable que celle de l'an XII. La révolution, sortie de la voie douloureuse des sacrifices, des luttes sanglantes avec le passé, inaugurait, dans la splendeur de sa force et de son génie, l'ère de la loi fondée sur l'égalité et la liberté. Éclairée par les enseignements de la philosophie du XVIII^e siècle, pénétrée de ses principes, elle avait puisé, dans le droit romain et dans le droit coutumier, les éléments applicables à la société actuelle, elle les avait coordonnés dans une puissante unité, et complétés par des dispositions nouvelles en harmonie avec les institutions et les besoins du peuple français. En l'an XII, Bonaparte, premier magistrat de la république, promulguait, en son nom, la première partie du Code civil, monument éternel de la grandeur de l'esprit humain. En l'an XII aussi, la république, dans sa sollicitude pour les classes nécessiteuses, rendit, le 16 pluviôse, la loi suivante relative aux maisons de prêt sur nantissement.

¹ Voir à la fin de cet ouvrage : *Législation*.

² *Journal des Économistes*, n° 74, 15 janvier 1858.

Art. 1^{er}. Aucune maison de prêt sur nantissement ne pourra être établie qu'au profit des pauvres et avec l'autorisation du gouvernement.

Art. 2. Tous les établissements de ce genre actuellement existants qui, dans six mois, à compter de la promulgation de la présente loi, n'auront pas été autorisés comme il est dit en l'art. 1^{er}, seront tenus de cesser de faire des prêts sur nantissement et d'opérer leur liquidation dans l'année qui suivra.

Art. 3. Les contrevenants seront poursuivis devant les tribunaux de police correctionnelle et condamnés, au profit des pauvres, à une amende payable par corps, qui ne pourra être au-dessous de 500 fr. ni au-dessus de 3,000 fr.

La peine pourra être double en cas de récidive.

Art. 4. Le tribunal prononcera, en outre, dans tous les cas, la confiscation des effets donnés en nantissement.

L'expérience ramenait aux anciennes traditions, et le prêt sur gage allait être de nouveau confié à des mains honnêtes. Les circonstances étaient favorables; le crédit du mont-de-piété s'était relevé. En l'an XII il fut pris des actions pour plus de deux millions. De plus, l'administration empruntait à terme, et on y portait les fonds avec une telle abondance que, dans les temps de sa plus grande prospérité, le solde en caisse ne s'était jamais élevé aussi haut. L'intérêt des emprunts était tombé de 18 p. $\frac{1}{2}$ à 7 p. $\frac{1}{2}$.

Les opérations continuaient leur marche ascendante.

En l'an XII, l'entrée se composa de 275,020 articles pour 8,880,846 fr., et la sortie de 264,466 articles pour 7,460,273 fr. C'était, comparative-ment au mouvement de l'année précédente, un excédant de 19,214 articles et de 1,265,330 fr.

Fidèle à son système, l'administration réduisait l'intérêt des prêts dans la mesure de ses ressources. Au 1^{er} nivôse an XII, elle l'avait fixé à 15 p. $\frac{1}{2}$, au lieu de 18 p. $\frac{1}{2}$.

Un décret impérial fut rendu le 24 messidor de la même année, relatif au mont-de-piété de Paris et aux maisons de prêt sur nantissement, existantes dans cette ville et dans les départements. Il est conçu en ces termes :

SECTION I.

De l'administration des monts-de-piété à Paris.

Art. 1^{er}. Le mont-de-piété de Paris sera régi, à l'avenir, au profit des pauvres.

2. Le conseil d'administration du mont-de-piété continuera d'être composé du préfet du département, du préfet de police, des membres du conseil général des hospices de Paris, et de représentants des actionnaires.

3. Les membres du conseil général des hospices seront au nombre de quatre et nommés par le ministre de l'Intérieur.

4. Les représentants des actionnaires seront au nombre de trois, pris parmi ceux actuellement en fonctions.

5. Il n'y aura plus de commissaire du gouvernement près l'administration du mont-de-piété.

6. Le compte annuel de l'administration sera reçu par quatre conseillers et un président des sections du conseil d'État, et déposé, après son examen, au secrétariat général du conseil.

7. Les règlements nécessaires à la marche ou à l'amélioration de l'administration du mont-de-piété, seront proposés par le conseil d'administration, et soumis, par le ministre de l'Intérieur, à l'approbation de S. M. en conseil d'État.

8. Le taux de l'intérêt à exiger des emprunteurs et à accorder aux prêteurs, sera fixé par le conseil d'administration.

9. Avec le produit de la vente des maisons urbaines des hospices de Paris, qui est autorisée par une loi, ou au moyen des autres ressources et propriétés des hospices, il sera pourvu, dans le cours de l'an XIII, au remboursement entier des fonds versés par les actionnaires dans la caisse du mont-de-piété.

10. Lorsque la totalité des actions sera remboursée, les représentants des actionnaires cesseront de prendre part à l'administration.

11. Le conseil d'administration proposera et le ministre de l'Intérieur réglera le taux des cautionnements à exiger des employés du mont-de-piété et la nature des emplois qui y seront soumis.

SECTION II.

Des maisons de prêt sur nantissement existantes à Paris.

12. L'administration du mont-de-piété proposera, avant tout autre projet de règlement, la fixation et l'organisation du nombre de succursales nécessaire pour le service de la ville de Paris.

13. Elle proposera, en même temps, des projets pour fixer le mode et l'époque de la clôture des maisons de prêt existantes à Paris, à l'effet de quoi le délai fixé par la loi du 16 pluviose est prorogé.

SECTION III.

Des monts-de-piété, ou maisons de prêts établies dans les départements.

14. Les préfets de départements adresseront le plus tôt possible, au ministre de l'Intérieur, pour être soumis à S. M. en conseil d'État, les projets pour l'établissement et l'organisation, au profit des pauvres, des monts-de-piété, dans les lieux où il sera utile d'en former.

15. Lorsque ces maisons seront établies, leur administration présentera des projets qui seront également soumis à l'Empereur, pour fixer le mode et l'époque de la clôture des maisons existantes dans les mêmes lieux.

16. Le ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des Lois*.

Signé NAPOLÉON.

Par l'empereur :

Le secrétaire d'État, signé MARRY ¹.

¹ *Bulletin des Lois*; 4^e série, n° 102.

Le décret du 24 messidor n'est que l'application des principes généraux posés par la loi du 16 pluviôse. L'art. 12 prescrit à l'administration du mont-de-piété de proposer, *avant tout autre projet de règlement, la fixation et l'organisation du nombre de succursales nécessaire pour le service de la ville de Paris* ; d'où il faut conclure, dès à présent, ce que nous démontrerons plus loin par des documents officiels, qu'il ne devait plus exister de commissionnaires près l'établissement.

Le 18 fructidor suivant, l'administration présenta le projet qui lui était demandé.

Le même jour, le ministre de l'Intérieur, *par intérim* (Portalis), adressa aux préfets des départements une circulaire indiquant les bases d'après lesquelles devaient être rédigés les projets d'établissement et d'organisation des monts-de-piété.

Le titre I^{er} est relatif aux formes de l'administration.

Les monts-de-piété seront régis sous la surveillance du préfet et l'autorité interposée du ministre de l'Intérieur, par une administration gratuite, composée du maire, président; de deux administrateurs des pauvres et des hospices, d'un juriconsulte et d'un notable instruit dans les opérations de banque.

Un directeur nommé, sur la proposition de l'administration, par le préfet et confirmé par le ministre, sera placé à la tête de cet établissement.

Des commissaires-priseurs seront chargés de l'appréciation, et l'administration pourra, si elle le juge convenable, nommer des commissionnaires.

Le titre II indique les moyens de pourvoir aux besoins des monts-de-piété. Un capital destiné à alimenter les prêts devra être fixé. Pour en assurer une partie, les receveurs, fermiers ou régisseurs intéressés de l'octroi de la ville, les receveurs des établissements de charité, et tous adjudicataires généraux d'un service communal ou hospitalier, seront astreints à fournir, sans préjudice du cautionnement en immeubles, un cautionnement en numéraire.

Les dons, legs et aumônes faits aux établissements d'humanité de la ville, le montant des six mois d'avance exigé des fermiers et locataires, les capitaux de rentes dont les remboursements seront offerts, les capitaux des aliénations, le produit des successions à échoir aux enfants mineurs et insensés placés dans ces maisons, et tous autres deniers provenant de recettes extraordinaires, seront employés en prêt à intérêt sur l'établissement.

Il sera pourvu au surplus du capital soit par la voie des souscriptions volontaires, soit par celle des emprunts. Si la voie des actions paraît plus avantageuse, il sera libre à l'administration d'y recourir ou de faire concourir ce moyen avec ceux indiqués ci-dessus. Les actionnaires rece-

vront 5 p. % de leurs actions et auront une part dans les bénéfices nets qui ne pourra en excéder la moitié. Dans ce cas, deux commissaires choisis parmi les actionnaires feront partie du conseil et y auront voix délibérative.

Tous les capitaux dont l'administration pourra disposer seront employés à éteindre successivement les actions.

Les titres III, IV, V, VI et VII sont relatifs au prêt sur nantissement, aux droits de prise et de vente, à la garantie des prêteurs et des emprunteurs, à la police et au contentieux et à la comptabilité des établissements.

Le 8 thermidor an XIII, Napoléon rendit un décret concernant le mont-de-piété de Paris. Ce décret prescrit de rembourser sans délai les actions émises, et place le *mont-de-piété des hôpitaux* sous l'autorité du ministre de l'Intérieur et du préfet et l'administration du conseil institué par le décret du 24 messidor an XII. Au décret est annexé le règlement organique dont nous n'indiquerons ici que les dispositions principales, attendu que nous l'étudierons dans tous ses détails, dans la deuxième partie de cet ouvrage.

Le mont-de-piété se compose du chef-lieu et de ses succursales, c'est-à-dire de bureaux et magasins particuliers situés hors de l'enceinte de l'établissement central dont ils dépendent. (Art. 1, 2 et 3.) Le nombre en est fixé provisoirement à six et ne pourra être augmenté qu'avec l'autorisation du gouvernement. (Art. 4.)

La régie de l'établissement est exercée, sous la surveillance du conseil et l'autorité du ministre de l'Intérieur et du préfet de la Seine, par un directeur général, ayant sous ses ordres les employés nécessaires au service de l'administration. (Art. 5.) Le directeur est chargé de la surveillance et de la police des diverses parties de l'établissement et de l'exécution des lois, règlements et décisions concernant la régie du mont-de-piété. (Art. 7.) Il est comptable tant en recette qu'en dépense (Art. 8); il dresse, chaque année, le budget et présente le compte des recettes et dépenses. (Art. 10 et 11.)

L'appréciation des objets offerts à l'engagement est confiée à des commissaires-priseurs dont la compagnie entière est garante envers l'administration des suites de leurs estimations. Ils sont également chargés des ventes. (Art. 30 à 35 et 51 à 53.)

Les dispositions relatives aux prêts sont les mêmes que celles contenues dans les lettres patentes de 1777. Il en est de même de celles qui concernent la vente et le boni. (Art. 46 à 50, 54 à 99.)

Quant aux sommes nécessaires pour les opérations, elles doivent être fournies par les hospices civils, et, en cas d'insuffisance du capital de l'établissement, le mont-de-piété est autorisé à délivrer des billets au porteur et à en payer l'intérêt d'après le taux fixé par le conseil d'ad-

ministration, sauf la confirmation du ministre sur l'avis du préfet. (Art. 102 à 108.)

Les bénéfices et bonis doivent être versés aux hospices en compensation des fonds fournis par ces établissements et de leur garantie hypothécaire des emprunts contractés par le mont-de-piété. (Art 1^{er} de la loi du 16 pluviôse an XII, art. 1^{er} du décret du 24 messidor an XII; art. 42, à 45 et 98 du règlement organique.)

Une différence essentielle entre les lettres patentes du 9 novembre 1777 et le règlement organique du 8 thermidor an XIII, c'est que les bureaux administratifs auxiliaires du mont-de-piété qui étaient facultatifs sous l'ancienne législation sont obligatoires sous la nouvelle.

La loi ne dit plus : « *Permettons aux administrateurs d'établir, s'ils le jugent nécessaire, sous la dénomination de prêt auxiliaire, différents bureaux particuliers dudit mont-de-piété.* » (Art. 3 des lettres patentes.) Elle enjoint à l'administration de proposer avant tout autre projet de règlement la fixation et l'organisation des succursales nécessaires pour le service de la ville de Paris. (Art. 12 du décret du 24 messidor an XII.) Le mont-de-piété ne doit plus se composer que du chef-lieu et de ses succursales. (Art. 1, 3, 4 du règlement organique.) Les bureaux de commission sont donc exclus de l'organisation : on les avait vus à l'œuvre et on profitait de l'expérience. La suppression des commissionnaires était, au reste, une condition du prêt à bon marché que le gouvernement voulait établir. Les droits de commission sont fixes, partant d'autant plus onéreux que les mêmes opérations se renouvellent plus souvent ; c'est par ce motif que le règlement ne soumet les emprunteurs qu'à des droits proportionnels, basés sur la durée du séjour en magasin des articles engagés. (Art. 57.) Le seul droit fixe légalement établi, c'est le droit de prise dont le maximum est fixé à 1/2 p. ‰, et ce droit n'est pas mis à la charge des emprunteurs, il doit être au compte de l'administration et entrer dans les frais généraux de régie. (Art. 53.)

Le 24 thermidor an XIII, le conseil d'administration prit la délibération suivante sur le mode d'exécution du décret impérial du 8 du même mois.

« Les commissaires qui, à la séance du 17 du présent mois de thermidor, avaient été chargés de proposer le mode d'exécution du décret impérial du 8 du même mois, portant règlement général sur l'organisation du mont-de-piété de Paris, font leur rapport au conseil.

» Ils exposent que l'institution des bureaux de commission ne se trouve pas comprise dans ce décret parmi les diverses agencées qui doivent désormais faire partie de l'établissement du mont-de-piété ;

» Que, du silence gardé sur cet objet par le décret, il est naturel de conclure, d'une part, que dans la nouvelle organisation du mont-de-piété, il n'y aura plus de bureaux de commission, et, en second lieu, que les agents actuellement attachés au mont-de-piété en qualité de commissionnaires doivent dès à présent cesser d'exister.

» En partant de ces bases, les commissaires représentent que, puisqu'il ne doit plus

y'avoir de commissionnaires, on ne saurait mettre en doute la nécessité d'établir les six succursales autorisées par le décret; qu'en effet, si les maisons de commission avaient dû continuer d'exister, il est présumable que le conseil aurait tendu plutôt à restreindre qu'à multiplier le nombre des divisions supplémentaires, parce que les bureaux de commission auraient suffi, en les plaçant bien, pour assurer le service et pour procurer au public toutes les commodités et facilités désirables; qu'au contraire, dans le système actuel, restreindre le nombre des divisions supplémentaires désignées par le décret sous le titre de succursales, et ne pas user de la faculté accordée de porter le nombre jusqu'à six, ce serait, en quelque sorte, détourner le public de s'adresser au mont-de-piété, à cause de longues courses à faire pour y arriver, et donner, par là, de grands avantages aux prêteurs clandestins, qui ne manqueraient pas de se prévaloir beaucoup de la rareté des établissements légaux pour attirer à eux, comme à titre de voisinage, un grand nombre d'emprunteurs.

» D'après ces considérations principales, MM. les commissaires sont d'avis, sur ce premier point, qu'il y aura lieu de porter au maximum permis par le décret, c'est-à-dire à six, le nombre des succursales du mont-de-piété, et que, dès à présent, il convient de faire les recherches nécessaires pour déterminer leur emplacement.

» Et néanmoins, attendu que la formation et l'installation des succursales entraîneraient des délais inévitables pendant lesquels le chef-lieu serait nécessairement encombré par le surcroît des opérations résultant de la suppression des maisons de prêt particulières, si la clôture des bureaux de commission avait lieu avant la mise en activité des succursales, MM. les commissaires pensent qu'il serait convenable que, jusqu'à cette même époque, lesdits commissionnaires fussent maintenus provisoirement, et qu'en conséquence il y a lieu à adresser au ministre une demande précise à ce sujet.

» Sur ce, le conseil adoptant les considérations présentées par MM. les commissaires,

» A délibéré ce qui suit :

» Le nombre des succursales à établir, d'après le décret impérial du 8 thermidor, présent mois, sera, dès à présent, porté au maximum permis par ce même décret.

» En conséquence, il sera pris les mesures nécessaires pour ajouter cinq succursales à celle actuellement existante rue Vivienne.

» Il est provisoirement sursis de procéder à la clôture des bureaux de commission, et ils continueront leurs opérations jusqu'à l'époque de la mise en activité des succursales.

» La présente délibération, tant en ce qui concerne la fixation des succursales à établir que la suspension de clôture des bureaux de commission, sera présentée à l'approbation de S. Exc. le ministre de l'Intérieur, en exécution des articles 2 et 3 du décret du 8 thermidor présent mois. »

L'arrêté suivant du ministre de l'Intérieur, en date du 11 brumaire an XIV, intervint sur cette délibération du conseil :

Le ministre de l'Intérieur,

Vu le décret du 8 thermidor an XIII, relatif à l'organisation du mont-de-piété de Paris, la proposition du conseil d'administration, l'avis du conseiller d'Etat préfet de la Seine et celui du conseiller d'Etat préfet de police.

Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les succursales du mont-de-piété de Paris sont fixées au nombre de six, y

compris la succursale établie rue Vivienne ; les cinq autres seront successivement établies, à la charge, par l'administration, de faire connaître et de soumettre à l'approbation du ministre les lieux où elles devront être placées, le plan de leur organisation, ensemble l'état de leurs dépenses d'administration intérieure et des frais de leur premier établissement. Ces détails seront donnés dans le plus court délai.

Art. 2. En attendant, les commissionnaires au mont-de-piété sont autorisés à continuer, comme par le passé, leurs opérations.

Art. 3. MM. les conseillers d'Etat, préfets d'administration et de police, sont chargés de l'exécution de la présente décision.

Le ministre de l'Intérieur,

Signé CHAMPAGNY.

Antérieurement déjà, le ministre de l'Intérieur, Chaptal, dans un discours prononcé le 12 thermidor an XII, lors de l'installation du nouveau conseil d'administration, nommé par décision du 30 messidor précédent, s'était exprimé en ces termes :

« Vous remarquerez qu'il résulte de l'art. 43 du décret du 24 messidor qu'il ne doit plus exister de maisons de prêt, mais que l'époque de leur clôture est ajournée jusqu'à ce que vous ayez pu me proposer un projet pour en fixer le mode. Vous remarquerez également qu'aux termes de l'art. 42, vous avez à me proposer, avant tout autre règlement, la fixation et l'organisation des succursales qu'il peut être nécessaire d'établir pour le service de la ville de Paris, soit à l'instar de celle que l'administration a précédemment établie, soit *d'après tel autre mode qu'il sera jugé plus utile aux intérêts de l'établissement* ¹. »

Un avis du conseil d'Etat, en date du 21 juin 1806, approuvé par l'empereur le 23 du même mois, déposé aux archives du mont-de-piété sous le n° 604, rectifia dans le sens indiqué par le ministre de l'Intérieur, l'art. 404 du règlement organique qui avait été mal imprimé et dont la véritable rédaction est celle-ci :

« Chaque succursale apurera et consommera les opérations qu'elle aura commencées. L'emprunteur s'adressera pour les renouvellements et dégagements ou pour recevoir le boni après les ventes, à la succursale qui aura reçu les nantissements. *Néanmoins, les nantissements reçus aux succursales pourront être transportés et rester emmagasinés au chef-lieu jusqu'à dégageement ou vente.* »

D'où il faut conclure qu'au lieu de succursales avec magasins l'administration pouvait établir des succursales sans magasins, c'est-à-dire des bureaux auxiliaires, tels que les lettres patentes de 1777 les avaient autorisés, sauf que, dans la nouvelle organisation, il n'était plus fixé de limite quant aux opérations effectuées par ces bureaux.

¹ Archives du mont-de-piété, 2^e série, reg. 5, fol. 185.

Pourquoi le décret de l'an XIII ne reçut-il pas, sous ce rapport, son exécution ? Pourquoi les commissionnaires qui n'étaient autorisés que provisoirement à continuer leurs opérations furent-ils maintenus ? Les ressources de l'administration ne lui permirent pas tout d'abord d'établir des succursales avec ou sans magasins ; et, plus tard, lorsqu'elle aurait pu créer non des succursales avec magasins dont les frais d'établissement et de régie lui auraient été trop onéreux, mais des bureaux auxiliaires, on se préoccupa plus de créer des ressources aux hospices, dont la situation était assez précaire, que d'employer les excédants de recettes à améliorer les conditions du prêt.

L'administration du mont-de-piété se composa donc du chef-lieu et de la succursale de la rue Vivienne, transportée plus tard rue des Petits-Augustins, aujourd'hui rue Bonaparte.

L'organisation du mont-de-piété entraînait une dernière mesure relative aux maisons de prêt. Un décret impérial, en date du 8 messidor an XIII, interdit aux prêteurs, à compter de la promulgation dudit décret, de recevoir aucun dépôt et de faire aucun prêt sur nantissement, sous les peines portées par les art. 3 et 4 de la loi du 16 pluviôse an XII : il leur ordonna, en outre, d'opérer leur liquidation dans l'année de la clôture de leurs maisons.

Le résultat immédiat de cette mesure fut de donner plus d'extension aux opérations du mont-de-piété.

L'entrée de l'an XIII fut de 382,141 articles pour 11,346,418 fr., et la sortie de 322,006 articles pour 10,111,242 fr.

Le solde en magasin, à la fin de l'an XIII, se composait de 188,369 articles pour 6,429,968 fr.

Dans les trois mois et dix jours de l'an XIV, il entra dans les magasins 215,091 articles pour 4,692,418 fr.

Le 9 nivôse an XIV, correspondant au 31 décembre 1805, le solde s'établissait par 278,375 articles pour 8,063,306 fr. C'était sur la situation à la fin de l'an XII une augmentation de 150,141 articles pour 2,868,514 fr.

L'Angleterre était restée fidèle au système de liberté du prêt sur gage. *Aide-toi, le ciel t'aidera*, telle est, chez nos voisins d'outre-mer, l'idée que l'on trouve, à chaque pas, dans les lois et les institutions. La philanthropie officielle ne s'y affiche pas en lettres d'or sur de somptueux édifices, elle ne décore pas, comme sur le continent, du titre pompeux de mont-de-piété, des boutiques d'usure où l'on prête sur nantissement à gros intérêts.

En Angleterre, lorsque le nécessaire va chez un pawnbroker, il sait qu'il a affaire à un marchand d'argent qui vit du bénéfice qu'il fait sur sa détresse, et il se défend. En France, lorsqu'il s'adresse au mont-de-piété par l'entremise d'un commissionnaire, ce qui, pour les engage-

ments, arrive à Paris soixante-quinze fois au moins sur cent, à cause de l'insuffisance du nombre des bureaux administratifs, il paye généralement aussi cher, quelquefois plus cher que chez le pawnbroker, et on ne se contente pas de lui imposer des conditions pécuniaires très-dures, on a encore la prétention de donner au prêt un caractère de bienfaisance dont l'emprunteur, bien entendu, paye tous les frais. A certains égards, le système anglais, avec sa brutalité, nous paraît davantage que cette douceuse philanthropie qui, en définitive, escompte à un aussi haut prix les secours qu'elle vend à la misère.

Le 28 juillet 1800 parut, en Angleterre, un acte ayant pour objet de réglementer le prêt sur gage; c'était le complément des mesures prises en 1787. L'acte de 1800 est toujours en vigueur; il y a été ajouté quelques dispositions par Georges IV et la reine Victoria. Nous nous réservons d'en faire connaître les détails dans un chapitre spécial que nous consacrerons à exposer la situation actuelle du prêt sur gage dans la Grande-Bretagne.

Les prêteurs étaient nombreux à cette époque. Un pamphlet publié en 1809, sous le titre de *Pawnbrokers detected and dissected*, établit qu'à la fin du dernier siècle, il y avait à Londres environ deux cent vingt pawnbrokers payant patente et quatre cent cinquante dans le reste du pays; mais à côté de ces prêteurs patentés se trouvait un nombre beaucoup plus considérable de prêteurs clandestins dont quelques-uns, réunissant à ce métier celui de cabaretier, trouvaient le moyen de faire dépenser chez eux l'argent qu'ils avaient avancé, malgré le statut de Georges II communément appelé *tripping act*¹.

Nous terminerons ce chapitre et appelant l'attention de nos lecteurs sur un système de prêt désigné sous le nom d'*établissement des avances*, fondé à Hambourg en 1797.

L'esprit fatigué des ridicules déclamations des heureux du jour qui ont tout en abondance, sur l'imprévoyance et l'immoralité du peuple, aime à se reposer sur une pensée de véritable philanthropie et de saine politique qui tend à améliorer le sort des classes pauvres, en substituant à l'aumône, un instrument de travail qui leur donne le moyen de lutter avec avantage contre la misère et d'échapper aux crises terribles auxquelles l'ouvrier le plus honorable se trouve si fréquemment exposé dans sa rude carrière.

La commission qui, à Hambourg, s'occupait de fournir du travail aux pauvres valides, ainsi que les secours dont ils avaient besoin en provisions, en vêtements et en argent, commença, en 1797, à faire quelques avances remboursables partiellement et semaine par semaine, aux per-

¹ Hows, *a hist. of Pawnbroking past and present*, p. 89. — Cobbett, *The law of pawns or pledges*, p. 88.

sonnes qui se trouvaient embarrassées soit pour leur loyer, soit pour leur subsistance, etc. L'administration voulait empêcher par là que les habitants honnêtes et laborieux ne fussent conduits par un concours de circonstances malheureuses à la situation de ceux qui, renonçant à leurs propres moyens et à leur activité, sont réduits à recevoir des aumônes des mains de l'Etat.

La commission ne crut pas devoir craindre les dangers de ces avances, lorsqu'il s'agissait de conserver à l'Etat des citoyens utiles, et d'épargner à l'établissement général, par quelques sacrifices bien entendus, l'accroissement de dépense qu'ils lui auraient coûté en tombant dans l'indigence. En conséquence, elle invita tous les habitants malaisés à s'adresser à elle pour obtenir des secours, avant de vendre leurs effets ou de les mettre en gage ou de contracter des dettes ruineuses.

Cette déclaration produisit l'effet qu'on avait désiré. En 1798, trois cent vingt-sept familles reçurent des avances dont la somme s'éleva à 16,948 marcks ¹. En 1799, le nombre des familles secourues s'élevait à six cent soixante-cinq, et la somme des avances à 45,811 marcks.

Le développement que prit l'établissement rendit bientôt son organisation insuffisante. On manquait d'agents soit pour faire payer les débiteurs en retard, soit pour examiner la position de ceux hors d'état de payer. Pour arriver à établir une situation nette, on divisa les débiteurs en deux classes; l'une, de ceux de qui l'on pouvait raisonnablement espérer le remboursement des avances; l'autre, de ceux auxquels on ne ferait que des avances moins fortes, comme une dernière tentative pour les sauver de l'indigence : ces avances devant être considérées comme une véritable aumône dans le cas où le premier but ne serait pas atteint. On classa dans une troisième catégorie les débiteurs en retard, chez lesquels il y avait à présumer plus de mauvaise volonté que d'impuissance de payer; et il fut résolu de livrer ceux-ci à la commission de police pour les forcer au paiement et même pour les punir suivant l'exigence des cas.

Par suite de cette classification des emprunteurs et aussi à cause de l'interruption des avances, pendant l'été, le nombre des familles secourues pendant la troisième année se trouva réduit à quatre cent soixante-huit, et la somme avancée à 30,887 marcks.

Depuis 1797, il avait été prêté jusqu'à la fin de 1800, 93,622 marcks.

Six cent quatre-vingt-sept familles qui avaient reçu 46,622 marcks, avaient déjà entièrement remboursé ou s'étaient montrées très-exactes dans leurs paiements.

Quatre cent dix familles qui avaient reçu 29,734 marcks payaient lentement et irrégulièrement.

Cent quatre-vingts familles qui avaient reçu 12,766 marcks en devaient

¹ Le marck banco (monnaie de compte) vaut 1 fr. 88 c.

encore 9,768 et avaient été livrées à la commission de police, parce que la plupart d'entre elles étaient évidemment de mauvaise volonté, et que, dans quelques autres, l'impuissance de payer était douteuse.

Enfin cent cinq familles qui avaient reçu 4,478 marcks étaient si pauvres qu'elles n'avaient pu rembourser intégralement les avances, et qu'il avait fallu leur abandonner 2,444 marcks dont elles étaient redevables.

Il est facile de voir quelle était la proportion des bons payeurs aux mauvais, en considérant le nombre des familles et les sommes avancées.

A la fin de juin 1800, sur une avance de . . .	93,622 m.
on avait reçu le remboursement de . . .	43,435
par conséquent, il restait dû . . .	<u>50,187 m.</u>

Sur cette somme on calculait que les débiteurs auxquels on avait abandonné le restant de leur dette et ceux livrés à la police donneraient une perte de . . . 9,470 m.

que sur les autres débiteurs arriérés on pouvait s'attendre à une perte de . . . 11,300

qu'ainsi la perte totale était de . . . 20,770 m.

soit de 22 p. % environ du capital prêté.

Ces résultats remarquables sont de nature à faire apprécier l'avantage qui résultait de cette institution pour les classes inférieures, pour le public en général et pour les établissements charitables.

La possibilité de rembourser atteste dans un débiteur que sa situation est devenue meilleure; sa volonté de rembourser prouve son honnêteté; son exactitude dépose en faveur de l'ordre et de l'économie. Ainsi on peut admettre avec certitude que le prêt a été utile à l'homme qui a remboursé volontairement. On voit par les résultats indiqués que parmi les bons payeurs on peut compter neuf cent quarante-une familles contre quatre cent quarante-une dont plusieurs sont déjà dans la classe des mauvais payeurs, et dont les autres ne peuvent encore être rangées dans cette catégorie. Neuf cent quarante-une familles ont donc été efficacement secourues, et ce secours n'a coûté que 20,770 marcks.

Parmi les quatre cent quarante-une familles qui n'avaient rien payé ou qui n'avaient payé que de faibles à-compte, il pouvait y en avoir quarante ou cinquante qui avaient trompé les administrateurs, mais il s'en trouvait certainement quatre cent environ très-pauvres, pour lesquelles les avances ne pouvaient être considérées que comme une dernière tentative pour les arracher à la misère.

Si l'on répartit les sommes perdues sur les familles sauvées de la détresse, il aura coûté, pour chacune d'elles, 22 marcks environ. Si on les divise entre les familles décidément pauvres, on trouve pour chacune d'elles environ 47 marcks. Elles auraient occasionné à l'établis-

ment une dépense beaucoup plus considérable, si elles avaient été portées sur la liste des familles qui sont à sa charge.

Les administrateurs avaient donc eu la satisfaction de conserver neuf cent quarante-un citoyens dans leur état d'activité indépendante et d'avoir employé pour quatre cent quarante-un malheureux le dernier moyen qui pouvait leur épargner la triste condition de vivre d'aumônes.

C'est avec une confiance bien placée que l'auteur du rapport qui nous a fourni ces renseignements, se demande si un tel emploi d'une pareille somme doit être considéré comme une perte pour un établissement qui met tout son honneur à prévenir l'indigence, et supposé que ce soit une perte, si la conservation de neuf cent quarante-une familles dans leur existence civile et indépendante n'est pas pour l'État un avantage qui mérite ce sacrifice.

Le rapporteur observe, en outre, que les avances n'avaient été faites qu'après une enquête sur la situation des demandeurs. Il s'en était présenté deux mille huit cent soixante-quinze, et plus de la moitié avaient été repoussés. On ne s'était pas contenté de les interroger sur l'état de leurs affaires, on avait fait une enquête pour connaître le vrai et le faux de leurs déclarations, on avait entendu des témoins ; il avait été tenu registre de ces examens, de ces interrogatoires, de ces recherches ¹.

On comprend combien une enquête ainsi faite offrirait des données précieuses pour connaître les causes d'appauvrissement dans les classes laborieuses, et combien elle serait utile, non-seulement à l'administration des secours publics, mais au gouvernement qui doit, sous peine de déchéance, satisfaire aux justes exigences du peuple, sous le rapport moral et sous le rapport matériel, mais encore à la société qui ne peut trouver des garanties d'ordre et de sécurité que dans l'amélioration progressive du sort de tous. Cette amélioration, on ne l'obtiendra pas par l'aumône, ressource dégradante et inefficace. Ce qu'il faut aux masses, c'est un instrument de travail mis à leur portée, c'est la répartition équitable du capital, c'est l'accroissement du bien-être par une production plus abondante et par une plus juste distribution des richesses.

Après des souffrances inouïes et des luttes sanglantes, le peuple a conquis sur les classes privilégiées le droit de cité : d'esclave, il s'est fait homme. Ce qu'il demande aujourd'hui, c'est le moyen de travailler librement ; c'est de retirer du produit de son labeur une plus large part, de s'asseoir au banquet social, et de participer, dans une plus

¹ *Précis historique de l'établissement formé à Hambourg pour soulager les pauvres, prévenir l'indigence et abolir la mendicité*, p. 122 et suiv. — Vienne, 1802.

juste mesure, selon sa bonne volonté, sa capacité et ses œuvres, aux biens que Dieu a créés pour tous les êtres, pour l'insecte qui bruit dans l'herbe, pour l'oiseau qui chante dans les bois, pour l'homme qui travaille, qui aime et qui espère.

DEUXIÈME PARTIE

ORGANISATION DU PRÊT SUR GAGE EN EUROPE AU XIX^e SIÈCLE.



FRANCE.

CHAPITRE I.

LÉGISLATION DU PRÊT SUR GAGE.

La législation française place le prêt sur gage en dehors des contrats ordinaires. Regnaud de Saint-Jean-d'Angely, dans son rapport au corps législatif, le 6 pluviôse an XII, en a donné le motif :

« Si, en général, dit-il, toutes transactions sociales doivent être libres, » il en est auxquelles l'intérêt commun prescrit de donner des règles » spéciales plus sévères, dans lesquelles l'autorité protectrice doit, en » quelque sorte, intervenir pour garantir la faiblesse de l'oppression, » soustraire le besoin à la cupidité, la misère à la spoliation. »

Partant de ce principe, sanctionné par une longue expérience, la loi du 16 pluviôse an XII déclara qu'aucune maison de prêt sur nantissement ne pourrait être établie qu'au profit des pauvres et avec l'autorisation du gouvernement : tous les établissements de ce genre alors existants durent cesser leurs opérations de prêt dans les six mois et liquider dans l'année. Une amende de 500 francs à 3,000 francs, payable par corps, qui devait être prononcée par les tribunaux correctionnels et qui pouvait être double en cas de récidive, fut infligée aux contrevenants. L'article 441 du Code pénal a remplacé les dispositions de la loi du 16 pluviôse, il est ainsi conçu :

« Ceux qui auront établi ou tenu des maisons de prêt sur gage ou » nantissement, sans autorisation légale, ou qui, ayant une autorisation, » n'auront pas tenu un registre conforme aux règlements, contenant de » suite, sans aucun blanc ni interligne, les sommes ou les objets prêtés, » les noms, domicile et profession des emprunteurs, la nature, la qua- » lité, la valeur des objets mis en nantissement, seront punis d'un » emprisonnement de quinze jours au moins, de trois mois au plus et » d'une amende de 100 francs à 2,000 francs. »

D'un autre côté, le Code civil (art. 2071-2083) déclare le gage un contrat licite ; mais il en a prévu les effets et réglé les conditions. L'art. 2084, combiné avec l'art. 441 du Code pénal, défend cette espèce

de prêt en tant que spéculation habituelle. Ce qu'il faut rechercher pour établir la légalité des faits ou leur criminalité, c'est le caractère de ces opérations et leurs conséquences. Il s'agit donc de savoir si le prêteur n'a fait qu'accidentellement des conventions qui ont donné lieu au dépôt d'un gage sans que les emprunteurs aient été provoqués par ses habitudes, ou si, au contraire, le prêteur se livre à ce trafic et tient une maison ouverte avec cette destination, bien qu'elle ne soit pas avouée comme telle. Dans le premier cas, il n'y a pas de délit; dans le second cas, le délit existe, et l'art. 444 est applicable.

Ici la contravention est purement matérielle; c'est le défaut d'autorisation. La loi ne recherche pas l'intention du délinquant, elle ne s'attache qu'à l'omission de la formalité; cette omission prouvée justifie la peine, et si la bonne foi atténue l'infraction, elle ne la fait pas disparaître.

Mais pour que la contravention existe; il faut trois conditions; premièrement, l'établissement d'une maison de prêt; deuxièmement, la constatation que la maison a pour objet le prêt sur gage; ce fait est substantiel et caractéristique de la criminalité ¹. La troisième condition est le défaut d'autorisation.

Si le gage a été déguisé sous le voile d'une vente avec faculté de rachat ou de toute autre convention, il appartient au juge de lui restituer son véritable caractère en déclarant la convention simulée ².

La contravention, bien entendu, est complètement indépendante du fait d'usure; ce dernier délit, s'il existait, serait puni par la loi du 3 septembre 1807 ³.

L'art. 3 de la loi de pluviôse qui prononce, dans tous les cas, la confiscation des objets donnés en nantissement, est-il encore applicable à la contravention dont s'agit?

L'affirmation a été soutenue ⁴; mais nous ne partageons pas cet avis, attendu que l'article 44 du Code pénal n'admet la confiscation du corps du délit que dans le cas où la propriété en appartient au condamné. Or, le gage ne transmet pas la propriété de l'objet donné en garantie; le créancier ne peut, à défaut de paiement, en disposer, il doit faire ordonner en justice que ce gage lui demeurera en paiement et jusqu'à due concurrence d'après une estimation faite par experts, ou qu'il sera vendu aux enchères (Code civil, art. 2078; art. 73 du règlement organique du 8 thermidor an XIII).

Nous pensons donc que l'article 444 du Code pénal a abrogé à cet

¹ Arr. cass. 9 mars 1819. (Devill. et Car. Col. nouv. 7, page 39. — Sirey, 19, 1.291.

² Arr. cass., 15 juin 1821. (Devill. et Car. Col. nouv. 7, page 454. — Dalloz, v° Nantissement, section III, note 2, n° 3.)

³ Petit, *Traité de l'Usure*, p. 214 et suiv.

⁴ Mars, *Corps de droit criminel*, t. I, pag. 521.

égard, comme à l'égard des pénalités contre les prêteurs sur gage, les dispositions de la loi de pluviôse an XII.

Au reste, l'art. 444 ne prévoit pas seulement l'infraction commise par les maisons de prêt sur gage non autorisées; il prévoit encore une autre infraction relative à l'administration des maisons autorisées. En conséquence, les préposés des monts-de-piété qui ne tiennent pas un registre conforme aux règlements, c'est-à-dire contenant de suite et sans blanc ni interligne toutes les indications nécessaires pour constater le prêt et le nantissement, sont passibles des peines portées par cet article. Ainsi la contravention peut résulter, soit de l'omission complète du registre, soit des irrégularités commises dans sa tenue, car l'obligation consiste dans la tenue d'un registre conforme aux règlements. La seule omission de l'inscription d'un prêt serait une contravention punissable. Chaque prêt est un contrat qui doit être formellement constaté ¹.

¹ Chauveau Adolphe et Faustin-Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. V, p. 425 et suiv.

CHAPITRE II.

ORGANISATION LÉGALE DES MONTs-DE-PIÉTÉ.

§ 1.

De l'établissement des monts-de-piété.

Les lois restrictives du prêt sur gage imposaient à l'administration l'obligation de réorganiser les monts-de-piété précédemment établis, et d'en créer de nouveaux partout où la nécessité s'en ferait sentir et où les ressources locales le permettraient.

Déjà le mont-de-piété de Paris avait été rétabli en l'an V; ceux de Bergues, Cambrai, Douai, Lille et Valenciennes en l'an XI, et celui d'Arras en l'an XII. Des décrets ou de simples arrêtés de préfecture organisèrent les monts-de-piété de Bordeaux en 1806; d'Aix, de Marseille et de Versailles en 1807; de Montpellier en 1808; de Lyon en 1810; de Metz et de Nantes en 1813.

L'Italie, dans la même période, vit relever plusieurs de ses établissements sous l'influence française; tels furent les monts-de-piété de Rome en 1803; de Gênes en 1809; de Milan en 1810; de Turin en 1805; de Parme en 1811; de Florence en 1812; de Plaisance et de Sienne en 1813.

Les provinces belges, devenues départements français, furent également favorisées sous ce rapport. Dix monts-de-piété furent rétablis : à Mons, en 1802; à Tournay et à Ypres en 1803; à Courtray et à Anvers en 1804; à Bruxelles et à Louvain en 1805; à Bruges en 1806; à Saint-Nicolas et à Malines en 1808.

Napoléon attachait une grande importance à l'institution des monts-de-piété. Plusieurs décrets d'organisation portent des dates glorieuses; en pays ennemi, dans les camps, au milieu des préoccupations de la guerre, on eût dit que l'empereur cherchât à reposer sa pensée en songeant à des œuvres pacifiques. Au quartier impérial de Smolensk et de Mayence, à la lueur de l'incendie qui dévorait Moscou, il signait des

décrets concernant les monts-de-piété de Florence, de Sienne et de Paris.

La Restauration continua l'œuvre commencée par l'empereur. Quatorze établissements furent organisés, de 1818 à 1828 : Arles et Tarascon, en 1818; Saint-Omer, en 1820; Toulon, en 1821; Boulogne, Dijon et Reims, en 1822; Besançon, en 1823; Brest, Rouen et Strasbourg, en 1826; Grenoble et Toulouse, en 1827; Nîmes, en 1828.

Sous Louis-Philippe, l'institution des monts-de-piété prit une nouvelle extension; on en compte quinze nouveaux, de 1830 à 1840 : Beaucaire, en 1830; Apt, Brignoles, Carpentras, Dieppe et Angers, en 1831; Avignon, Calais et Saint-Germain-en-Laye, en 1832; Saint-Quentin, en 1833; Nancy, en 1834; Lunéville et le Havre, en 1835; l'Isle (Vaucluse), en 1836; Limoges, en 1840. Au moment de la révolution de février 1848, trois villes étaient en instance pour en obtenir, Bapaume, Dunkerque et Orléans¹.

Établis d'après le principe posé par la loi du 16 pluviôse an XII, c'est-à-dire au profit des pauvres, les quarante-quatre monts-de-piété existants actuellement ont été réglementés par des décrets et ordonnances, et quelques-uns, qui ne sont pas régulièrement autorisés, par de simples arrêtés de préfecture. Ces derniers sont au nombre de cinq : Aix, Bergues, Douai, Lille et Montpellier.

Les actes constitutifs, à part l'unité de but, renferment, pour chaque établissement, des règles particulières relatives au mode d'administration, aux conditions des prêts, à l'affectation des bénéfices, etc.

Cette diversité d'organisation qui est en opposition avec l'unité, caractère essentiel de la législation française, avait frappé depuis longtemps de bons esprits; et, en 1847, le gouvernement s'était vivement préoccupé de la nécessité d'arrêter un mode d'organisation uniforme pour tous les établissements, nécessité signalée dès 1837, par M. Gasparin, dans son rapport si remarquable sur les services de bienfaisance². Un projet de loi fut préparé dans ce sens avec le plus grand soin, par M. Duchatel, ministre de l'Intérieur, et par M. Antoine Passy, sous-secrétaire d'État au même département. Le conseil supérieur des établissements de bienfaisance consulté avait donné un avis favorable, et le projet, envoyé au conseil d'État, allait être soumis à l'approbation des chambres, lorsque la révolution éclata. Dans la confusion qui suivit immédiatement le renversement du gouvernement monarchique, de ces intérêts qui sont toujours aux aguets des événements pour les exploiter, réussirent à enlever

¹ Aux monts-de-piété que nous venons d'énumérer, il y a lieu d'ajouter, celui de Grasse, fermé en 1793, ouvert sous l'Empire et fermé en 1845, et une institution de prêt gratuit sur billets fondée à Paray-le-Monial (Saône-et-Loire) et qui a cessé d'exister en 1848.

² Ministère de l'Intérieur. Rapport au roi sur les hôpitaux, les hospices et les services de bienfaisance, du 5 avril 1837, pag. 145.

au conseil d'État le projet à l'étude, et une partie essentielle du dossier, celle qui renfermait, entre autres pièces, les documents fournis par le mont-de-piété de Paris, disparut : on n'en a pas conservé les traces au ministère de l'Intérieur. Ces intérêts, nous les retrouverons plus d'une fois sur notre chemin, et nous n'hésiterons pas à les signaler, dussions-nous, s'il est nécessaire, leur donner un nom propre. Nous dirons tout haut ce que l'on dit tout bas; animé de l'unique désir d'être utile à la classe nécessiteuse, nous saurons soutenir ses droits sans restriction, et la responsabilité entière, absolue, que nous prenons de nos paroles et de nos actes est, pour les honnêtes gens auxquels notre travail s'adresse, la garantie de notre sincérité.

J'appelle un chat un chat, et Rollet un fripon.

Tant pis pour qui s'y reconnaîtra.

Le 24 août 1848, M. le général Cavaignac; président du pouvoir exécutif, reprit le projet de 1847, qui fut présenté, le 28 du même mois, à l'Assemblée nationale par le ministre de l'Intérieur, M. Sénard.

Le 31 mai 1849, M. Dufaure, ministre de l'Intérieur, adopta le projet ci-dessus et l'envoya au conseil d'État pour être l'objet de son examen. Le 11 février 1850, M. Peupin, représentant du peuple, présenta à l'Assemblée nationale une proposition sur le même sujet, renvoyée à la septième commission d'initiative parlementaire, et, sur le rapport fait, au nom de cette commission, par M. de Mortemart, l'assemblée prononça le renvoi à l'examen du conseil d'État.

Une enquête fut faite par ce conseil; la commission était composée de M. Horace Say, rapporteur, et de MM. Cuvier et de Rainneville, conseillers. Commencée le 2 mars 1850, l'enquête fut terminée le 21 mars. Le 21 mai suivant, un rapport fut présenté par M. Horace Say au conseil d'État qui adopta un projet de loi que l'Assemblée législative vota définitivement, avec certaines modifications, le 24 juin 1851.

La loi de 1851 avec celle du 16 pluviôse an XII et la circulaire ministérielle du 18 fructidor an XIII indiquant un plan général d'organisation constituent avec les décrets et ordonnances relatifs à l'institution de chaque établissement l'ensemble de la législation qui régit les monts-de-piété.

L'article 1^{er} du projet de loi de 1847-1848 plaçait directement l'institution des monts-de-piété, comme établissements d'utilité publique, sous l'autorité du ministre de l'Intérieur. C'est donc au gouvernement qu'il appartenait de les établir. Cette mesure nous paraît conforme aux principes d'une bonne administration. En effet, qui est plus apte à apprécier l'opportunité de la création des monts-de-piété que le pouvoir central qui seul est à même de constater les résultats qu'ils produisent?

Que de préventions injustes qui n'ont pas d'autre base que l'ignorance des faits, arrêtent, chaque jour, le développement d'institutions utiles et ne peuvent être détruites que par l'initiative intelligente et forte de l'autorité supérieure ? Il suffit, en outre, de regarder autour de soi pour se convaincre que l'esprit étroit de localité combiné avec la routine exerce souvent une influence fâcheuse sur les décisions des conseils municipaux qui, à bien des égards, ne nous paraissent pas offrir des garanties telles qu'ils doivent enchaîner l'action évidemment plus éclairée et plus indépendante de l'Etat. Pour le fait particulier qui nous occupe, nous concevons d'autant moins la nécessité de l'intervention des communes dans l'institution des monts-de-piété que leur responsabilité n'est engagée, en aucune manière, par ces établissements. La commission de l'Assemblée nationale ne partageait pas cet avis, et elle crut devoir lier le gouvernement en énonçant dans l'art. 1^{er} de la loi du 24 juin que les monts-de-piété seraient institués, avec l'assentiment des conseils municipaux, par des décrets du président de la république. L'Assemblée adopta cette disposition, et à l'avenir, il dépendra d'un conseil municipal qu'un établissement non communal, mais d'utilité publique, existe ou n'existe pas, et cela parce que « le conseil municipal investi de la confiance des concitoyens est le mieux placé pour en apprécier les avantages ou les inconvénients ¹. » Certes, il est loin de notre pensée de vouloir porter atteinte aux droits des communes et de restreindre leurs prérogatives ; mais nous ne pouvons nous dissimuler que, par leur organisation même, la plupart sont privées des éléments qui constituent la liberté réelle, c'est-à-dire l'intelligence du droit et les moyens de le mettre en pratique. Nous ne pouvons donc que regretter cette disposition de la loi qui motivée, peut-être, par une défiance plus ou moins rationnelle du pouvoir exécutif, par l'idée d'une décentralisation qui, pour être utile, doit être contenue dans certaine limite, abandonne au hasard d'une délibération municipale l'existence d'établissements dont généralement on se fait une idée fausse là où l'expérience n'en a pas constaté l'utilité.

« C'est avec inquiétude de l'avenir, disait avec raison à la tribune » M. Emile de Girardin, que je vois prévaloir parmi nous cet esprit » d'un libéralisme étroit, produit malheureux de vingt années de luttes » parlementaires, engagées entre la défiance de l'opposition et l'absence » de bonne foi de la part du pouvoir, esprit, de sa nature, sceptique et » rétrograde, contraire à toutes les grandes améliorations, esprit anti- » gouvernemental et hostile à tout large développement de prospérité » publique. C'est ainsi que par haine d'une centralisation mal appliquée » et par ardeur d'une liberté mal définie, c'est ainsi qu'en laissant tout

¹ Rapport au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi et la proposition de M. Peupin, sur les monts-de-piété, par M. de Mortemart, représentant du peuple, séance du 22 février 1854, pag. 12.

» faire on laisserait tout détruire, et que rien de grand; d'utile, de national ne se fonderait en France. ¹ »

« La disposition qui rattache les monts-de-piété au ministère de l'Intérieur, disions-nous dans un rapport adressé à M. le préfet de la Seine, en date du 2 avril 1850, est une conséquence du principe de l'assistance publique proclamé par l'art. 13 de la Constitution.

» Abandonner la direction de ces établissements aux communes ou à des associations charitables, ce serait méconnaître le caractère essentiellement généralisateur de notre époque, substituer les tendances étroites de l'individualisme à l'action indépendante de l'Etat, subordonner le droit aux exigences de l'arbitraire.

» L'expérience a démontré le caractère trop souvent exclusif et imprévoyant de la charité particulière. La législation, d'ailleurs, ne peut être fondée sur des sentiments ni même sur des vertus privées; elle doit l'être sur des principes généraux puisés dans une stricte justice, une saine morale et l'appréciation exacte des besoins des populations.

« Jusqu'ici, disait l'illustre rapporteur du comité de mendicité à l'Assemblée nationale ², l'assistance a été regardée comme un bienfait; elle n'est qu'un devoir, mais ce devoir ne peut être rempli que lorsque les secours accordés par la société sont dirigés vers l'utilité générale. »

Or, on ne peut pas considérer les monts-de-piété comme des institutions isolées, ils sont partie intégrante de l'assistance publique et, à ce titre, ils doivent, comme les autres éléments qui la constituent, recevoir l'impulsion du pouvoir central et être placés sous son action directe. »

La loi du 24 juin 1851 n'a pas modifié notre conviction sur ce point.

§ 2.

De l'administration des monts-de-piété

Antérieurement à la loi du 24 juin 1851, les monts-de-piété étaient placés sous le régime de commissions administratives. L'exposé des motifs du projet de loi de 1847-1848 fait connaître les inconvénients de cette situation.

« Si les conseils d'administration ou commissions administratives répondent aux vœux et aux besoins d'une institution purement charitable et toute gratuite, comme celle des hospices, il n'en saurait être de même à l'égard des monts-de-piété, sorte d'établissements qui, participant à la fois de la bienfaisance et de l'utilité publique, exigent les soins assidus, le concours actif d'agents spéciaux, éclairés, responsables, et nécessairement salariés; aussi l'expérience a-t-elle prouvé

¹ *Moniteur* du 4 février 1835.

² De La Rochefoucauld.

» qu'en ce qui concerne ces établissements, l'intervention des commissions administratives, outre l'inconvénient de détourner du directeur la responsabilité qui doit peser sur lui seul, nuit presque toujours à la liberté, à l'unité d'action qu'exige la direction d'un important service, et tend conséquemment bien moins à fortifier les garanties d'une bonne administration, qu'à les affaiblir.

» Ces considérations nous ont porté à penser qu'il serait préférable de faire décider par la loi que les monts-de-piété seront, à l'avenir, administrés, sous le contrôle d'une commission de surveillance, par un directeur responsable, placé lui-même sous l'autorité du ministre de l'Intérieur et l'autorité plus immédiate du préfet du département. ¹ »

Cette modification proposée était très-sage ; elle avait pour objet de rentrer dans le véritable principe de l'administration qui est de faire peser sur les agents du pouvoir une responsabilité sérieuse, conséquence nécessaire de leur liberté d'action.

Sous l'empire de la législation que le projet de loi voulait modifier, le conseil d'administration était le pouvoir dirigeant ; le directeur n'était qu'un simple agent chargé de surveiller les services, de faire exécuter les mesures prises par le conseil et de lui rendre compte de tout ce qui intéressait l'établissement. Organisation des bureaux et du personnel, fixation des traitements, nomination et révocation des agents, règlement du budget, autorisation des dépenses, allocation des gratifications, mesures disciplinaires, telles étaient, en résumé, les attributions exercées par le conseil de concert avec le préfet.

Or, les fonctions du conseil étaient gratuites, collectives et intermittentes. Il résultait de là, d'une part, qu'elles étaient incompatibles avec une responsabilité réelle ; car il ne peut y avoir responsabilité là où il y a gratuité et collectivité ; et, d'autre part, que dans une foule de cas urgents l'administration était entravée par la nécessité d'obtenir l'autorisation ou l'avis préalable du conseil.

Cet état de choses avait pour résultat d'entraîner des longueurs interminables dans des affaires dont la solution ne comporte pas de délai, de jeter de l'incertitude dans la direction de l'établissement et d'affaiblir, lorsqu'il ne la compromettait pas, l'autorité du directeur et l'influence décisive qu'il doit exercer sur ses subordonnés. La discipline, ce lien moral qui est une garantie essentielle d'une bonne administration, était sans cesse ébranlée, par ce fait qu'une décision du directeur pouvait toujours être réformée par un conseil irresponsable qui subissait l'action d'influences extérieures, incessantes, acharnées.

Si encore les conseils d'administration pouvaient administrer ; mais

¹ *Exposé des motifs*, pag. 5 et 6.

c'est impossible. Ces fonctions exigent un travail opiniâtre, une assiduité de tous les jours et de tous les instants ; elles sont aussi incompatibles avec d'autres fonctions publiques, et, c'est précisément parmi les personnes que la confiance du gouvernement ou de leurs concitoyens a investies de ces fonctions que l'on choisit ordinairement des administrateurs. Aussi qu'arrive-t-il ? C'est que presque jamais le conseil n'est au complet au moment des séances, que le directeur fait son rapport devant des sièges vides, que les affaires les plus graves sont forcément remises, qu'en définitive, l'administration est pour ainsi dire suspendue. Nous ferons encore remarquer que la science de l'administration n'est pas inhérente au titre d'administrateur ; c'est le fruit de l'expérience : pour connaître les rouages du mont-de-piété compliqués de tant de détails, il faut du temps, et l'intelligence la plus exercée peut abrégier le temps, elle n'y supplée pas. Or, aux termes de la loi, les conseils étaient renouvelés chaque année par tiers, et les membres sortants ne pouvaient être réélus. Certes, nous avons été à même d'apprécier la haute intelligence, la distinction de l'esprit, l'élévation des sentiments et le zèle qui caractérisaient les administrateurs si honorables du mont-de-piété de Paris ; mais l'exception la plus éclatante ne pourrait détruire un fait généralement admis et qui, indépendamment des personnes, ne se rapporte qu'à une organisation vicieuse.

M. Horace Say jetait, en 1848, un cri de détresse à la proposition du gouvernement de substituer un conseil de surveillance au conseil d'administration. « La seule portée sérieuse du projet est de soustraire un » établissement communal à la surveillance des autorités locales. Il s'agit de faire, au profit de quelques intérêts privés, un pas de plus dans » le système d'une centralisation exagérée ; système fatal qui, en voulant » donner trop d'action à la tête, finit par amener la paralysie sur les organes les plus essentiels à la vie ¹. » Les intérêts privés c'étaient ceux qui veulent accroître leur importance, donner des places, recevoir des gros traitements ² ; c'est-à-dire, les directeurs.

Ainsi le gouvernement sacrifiait, dans son projet de loi, l'intérêt public à l'intérêt privé ; ce projet n'avait pas d'autre portée, et comment arrivait-il à ce but ? en rendant la responsabilité des directeurs plus effective, en donnant à leur action plus de régularité. M. Say devenu conseiller d'Etat le reconnaît lui-même. Voici, en effet, dans quels termes il s'exprime en 1850 : « Tous les monts-de-piété existant en France » (sauf peut-être celui de Paris, dont la constitution a été plusieurs fois » changée depuis vingt ans) sont placés sous l'administration gratuite » de conseils composés d'hommes présentant de sérieuses garanties » et ayant sous leurs ordres un directeur, ou même, en certains cas, de

¹ Journal des Economistes, du 15 octobre 1848, pag. 316.

² Id. Id. pag. 314.

» simples chefs de service, salariés et soumis à l'obligation de verser
» des cautionnements.

» Y aurait-il utilité à renoncer définitivement à ce système en écrivant
» dans la loi et, par conséquent d'une manière absolue, que tous les
» monts-de-piété seront à l'avenir administrés sous le régime unitaire?
» *Si l'impulsion peut être dans ce cas plus énergique, l'action plus per-
» sévérante*, ne peut-il pas, d'un autre côté, y avoir quelque danger à
» laisser une trop grande indépendance de gestion pour une banque de
» cette importance à un seul homme, *employé salarié, sans intérêt
» direct dans les résultats, chargé de diriger temporairement un éta-
» blissement destiné à durer plus que lui?*

» Cette question est grave, sans doute, mais sa solution peut varier
» suivant les cas, suivant les lieux, et c'est ce qui a fait penser qu'il con-
» venait de la réserver ¹.

Le scrupule qui arrête le rapporteur, c'est la trop grande liberté d'action laissée au directeur; il nous semble exagéré. En effet, cette liberté d'action est circonscrite dans les limites du budget sur lequel le conseil de surveillance est appelé à donner son avis, ainsi que le conseil municipal, ainsi que le préfet, et qui ne peut être mis à exécution qu'après avoir été revêtu de l'approbation ministérielle. Les recettes et les dépenses sont fixées dans des chapitres particuliers, et aucun emploi de sommes ne peut avoir lieu que dans les cas prévus et déterminés à l'avance. Dans l'état actuel, les prévisions sont calculées avec une telle exactitude que, si nous prenons les dépenses autorisées par les budgets que nous avons dressés pour les années 1849, 1850 et 1851, les crédits pour dépenses imprévues ne s'élèvent, pour chaque année, qu'à la somme de 4,000 francs, sur une somme moyenne de 39,724,379 fr. 62 c., et sur ces 4,000 francs, il n'a été dépensé en 1849 que 170 fr., en 1850 que 360 fr. 07 c., et en 1851 que 354 fr.

La latitude laissée au directeur est donc très-limitée. En ce qui concerne les dépenses prévues, il ne dépend pas de lui de faire sortir l'argent de la caisse. Aucune dépense ne peut être effectuée qu'au moyen d'un mandat, et tout mandat est dressé par le chef de la comptabilité et visé par le contrôleur central. Le directeur l'ordonnance et c'est le caissier qui paye et qui est responsable du paiement : son cautionnement est la garantie de l'administration, si le mandat n'est pas régulier et si toutes les formes voulues par les règlements de la comptabilité publique n'ont pas été observées.

Pour admettre que le directeur puisse malverser, il faut donc supposer la complicité de quatre personnes, ce qui est absurdemême au point de vue du rapporteur. Mais celui-ci, pour se rassurer, n'a-t-il pas le conseil

¹ Rapport sur le projet de loi relatif aux monts-de-piété, du 21 mai 1850, p. 28 et 29.

de surveillance appelé à contrôler les actes du directeur, la gestion financière et administrative? Le préfet n'a-t-il pas aussi son contrôle direct, le ministre des finances n'a-t-il pas ses inspecteurs? et la cour des comptes ne vérifie-t-elle pas une à une toutes les pièces de comptabilité?

Un autre grief contre l'organisation actuelle, c'est, dit M. Say, l'*innovation fâcheuse en faveur du directeur du mont-de-piété de Paris*, qui, depuis 1830, le dispense de fournir un cautionnement¹. Ce reproche nous étonne; car s'il est quelqu'un qui ne doit pas ignorer les lois, c'est un conseiller d'Etat appelé à les préparer, et il ne s'agit pas ici d'une disposition de détail, mais d'un principe fondamental d'administration. L'article 67 de l'ordonnance du 31 mai 1838, qui résume tous les règlements antérieurs sur la comptabilité publique, porte : *Les fonctions d'ordonnateur et d'administrateur sont incompatibles avec celles de comptable*. » Que conclure de là? C'est que le directeur ne pouvant être chargé du maniement des deniers et les cautionnements étant uniquement affectés aux faits de charge résultant du maniement des deniers, le directeur ne doit pas être soumis à l'obligation de verser un cautionnement. Pourquoi l'autorité supérieure l'en a-t-elle dispensé en 1831? C'est que, avant cette époque, le directeur était à la fois ordonnateur, administrateur et comptable, tant en recette qu'en dépense, du produit des opérations (art. 7 et 8 du règlement annexé au décret du 8 thermidor an XIII). Il était résulté de cette *confusion des faits* regrettables; le sieur Baron, directeur sous la Restauration, avait laissé dans la caisse un déficit que son cautionnement n'a pu couvrir. Pour empêcher à l'avenir des actes de cette nature, l'ordonnance du 12 janvier 1831, article 3, sépara des fonctions incompatibles, et ce que M. Say qualifie d'innovation fâcheuse n'est que l'application au mont-de-piété d'un sage principe dont on n'aurait jamais dû s'écarter.

Dans un *traité des abus de la critique en matière de religion*, publié en 1710, le P. de Laubrussel observe que l'on pourrait en tirer de grands avantages, s'il ne se mêlait à ses jugements ni ignorance ni préjugés, ni passions². Nous regrettons qu'il n'existe pas un *traité des abus de la critique en matière d'administration*. M. Horace Say pourrait le consulter avec fruit.

Quant au dédain qu'il affecte à l'égard du directeur, *employé salarié, sans intérêt direct dans les résultats, parce qu'il est chargé temporairement de diriger un établissement destiné à durer plus que lui*, nous nous bornerons à faire remarquer que le directeur d'un mont-de-piété ou de tout autre établissement public est employé salarié comme un conseiller d'Etat, qu'il a autant d'intérêt que lui à remplir son devoir

¹ *Journal des Economistes*, du 15 juillet 1850, p. 337. — Rapport au conseil d'Etat du 21 mai 1850, p. 29.

² Préface, pag. 4.

et d'autant plus qu'il est responsable, et que si le mont-de-piété doit heureusement survivre à ses directeurs, il en est de même du conseil d'Etat, qui est destiné à durer plus longtemps que les fonctionnaires qui, comme l'honorable rapporteur, en ont fait l'ornement.

Sur le rapport de M. de Mortemart, l'Assemblée nationale adopta le projet du conseil d'Etat et substitua un conseil d'administration au conseil de surveillance proposé par le gouvernement. L'art. 2 de la loi du 24 juin est ainsi conçu :

« Les conseils d'administration des monts-de-piété seront présidés par le maire de la commune ; à Paris, par le préfet de la Seine. Leurs fonctions sont gratuites.

» Ils sont nommés, à Paris, par le ministre de l'Intérieur ; dans les départements, par le préfet, et devront être choisis :

» Un tiers dans le conseil municipal, un tiers parmi les administrateurs des établissements charitables, un tiers parmi les autres citoyens domiciliés dans la commune.

» Ils sont renouvelés par tiers chaque année. Les membres sortants sont rééligibles.

» Le décret d'institution déterminera l'organisation de chacun d'eux, et les conditions particulières de leur gestion.

» Le directeur, dans les monts-de-piété où cet emploi existe ou agent responsable, est nommé par le ministre de l'Intérieur ou par le préfet, sur la présentation du conseil d'administration.

» En cas de refus motivé par le ministre ou par le préfet, le conseil d'administration est tenu de présenter un autre candidat.

» Ils peuvent être révoqués à Paris par le ministre ; dans les départements, par le préfet.

» Les monts-de-piété seront, quant aux règles de comptabilité, assimilés aux établissements de bienfaisance. »

La disposition du dernier paragraphe, admise également par l'article 2 du projet adopté par le conseil d'Etat, est en contradiction formelle avec le rapport de M. Say qui suppose qu'un directeur peut être comptable. Nous n'en faisons l'observation que pour montrer comme on a procédé avec légèreté dans l'organisation nouvelle que l'on a voulu donner aux monts-de-piété.

Au reste, cette organisation n'était pas encore mise à exécution que le gouvernement en avait reconnu l'imperfection. Un décret du 24 mars 1852 relatif au mont-de-piété de Paris, a remplacé le conseil d'administration par un conseil de surveillance. Déjà un décret du 10 janvier 1849, suivi d'un règlement d'administration du 24 avril de la même année, avait appliqué le principe à l'administration de l'Assistance publique, et a produit d'excellents résultats.

Il en sera de même pour le mont-de-piété.

CHAPITRE III.

SITUATION FINANCIÈRE DES MONTS-DE-PIÉTÉ EN 1851.

A l'époque de la réorganisation des monts-de-piété, le gouvernement avait d'abord recherché les moyens de leur assurer un fonds de roulement qui les mît à même de remplir l'objet de leur institution ; dans ce but, M. de Champagny adressa aux préfets la circulaire du 3 prairial an XIII.

« J'ai soumis, dit-il, au gouvernement, les propositions faites par » plusieurs préfets, à l'effet d'autoriser diverses administrations charitables à former des monts-de-piété dans les villes où elles siègent. » Il a cru devoir, sur l'avis du conseil d'Etat, adopter en principe » qu'il ne peut y avoir lieu à établir un mont-de-piété, en quelque ville » que ce soit : 1° Si les hospices n'ont dans des capitaux disponibles, » ou dans l'aliénation de maisons ou d'immeubles onéreux, les moyens » de faire les fonds du mont-de-piété ; 2° si l'établissement n'a pour » objet de faire baisser le prix trop haut de l'intérêt des prêts sur nantissement dans le lieu où l'on veut l'instituer. »

Comme moyens d'exécution, en dehors des fonds hospitaliers, le ministre de l'Intérieur affecte au service des monts-de-piété les cautionnements versés par les receveurs des établissements de charité en vertu de l'arrêté du 16 germinal an XII, et ceux auxquels les receveurs communaux et les percepteurs des contributions directes sont assujettis par le décret du 30 frimaire de la même année, et il ajoute :

« Cependant, si la réunion de ces cautionnements et de ceux que » l'on peut exiger des employés même de l'établissement ne suffit pas, » rien ne s'oppose à ce que l'administration charitable de la ville où » l'intérêt public réclamerait la création d'un mont-de-piété, ne fasse » un appel aux habitants pour faire remplir par voie de souscription ce » qui resterait à fournir pour compléter le fonds nécessaire, sauf à payer » à ceux des souscripteurs qui l'exigeraient l'intérêt fixé pour les propriétaires des cautionnements, mais alors il faudrait faire connaître

» l'état des souscripteurs, le montant de leurs souscriptions et le taux
» de l'intérêt à payer. ¹ »

Ainsi, l'emprunt à intérêt des capitaux destinés à compléter le fonds de roulement était admis, mais seulement comme exception, et en cas d'insuffisance des ressources hospitalières et des cautionnements. L'exception est devenue, en fait, la règle générale.

Les renseignements fournis, en 1851, au ministre de l'Intérieur, constatent que les sommes employées au prêt sur gage s'élevaient à 31,801,029 fr. 35 cent.

Ce fonds de roulement se composait ainsi :

Fonds appartenant aux établissements.	3,217,515 f. 14 c.
Dotations par les villes.	310,000 »»
Subventions municipales.	8,000 »»
Fonds prêtés par les hospices.	3,534,617 10
d° par les bureaux de bienfaisance.	274,347 10
d° par les caisses d'épargne.	193,922 20
d° par divers établissements et sociétés.	4,181,962 94
d° par des particuliers.	19,261,279 35
Fonds pupillaires.	69,462 16
Cautionnements.	3,659,687 77
Dépôts et fonds ne produisant pas d'intérêt.	90,235 59
Somme égale.	31,801,029 35

Les hospices qui devaient faire les fonds des monts-de-piété, ne leur prêtent qu'à intérêt, quand ils leur prêtent; les villes ont fourni à peine quelques centaines de mille francs et les établissements empruntent à titre onéreux, 28,054,476 fr. 63 c. sur 31,801,029 fr. 35 c. montant des capitaux employés à leurs opérations.

Ces divers résultats sont établis avec les détails qu'ils comportent dans le tableau suivant qui indique la situation financière et administrative des monts-de-piété en 1851.

¹ De Watteville, *Législation charitable*, p. 121.

SITUATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE

ÉTABLISSEMENT.	NATURE ET DATES des ACTES CONSTITUTIFS.	PROVENANCE ET QUANTITÉ DES FONDS qui servent à payer sur GAGE.
ALX.	Créé en 1715. Approuvé par lettres patentes de décembre 1781. Arrêté préfectoral du 14 avril 1837.	A l'établissement. 146,113.01
ANGERS.	Créé le 17 juin 1684. Réorganisé par ordonnance du 25 décembre 1831.	A l'établissement. 77,131.50 A titre de dépôt, sans intérêt. 7,513.38 Total. 84,644.88(9)
APT.	Créé en 1674. Délibération du conseil municipal du 1 ^{er} mai 1824. Ordonnance du 12 mars 1831.	A l'établissement. 7,860.00
ARLES.	Créé par lettres patentes du 24 juin 1698. Arrêté préfectoral du 5 mai 1818. Ordonnance du 30 août 1841.	A l'établissement. 26,016.13 Aux hospices. 50,000.00 Emprunts. 55,220.69 Cautionnements. 16,179.00 Bonis à rembourser. 2,161.79 Intérêts dus à divers. 2,016.11 Total. 151,893.72
ARRAS.	Créé en 1619. Arrêté préfectoral du 12 brumaire an XII. Ordonnance du 24 mai 1844.	A l'établissement. 182,692.34
AVIGNON.	Créé le 23 avril 1577. Statuts du vice-légal d'Avignon du 17 avril 1610. Approuvé par bref de Paul V en 1612. Ordonnance du 27 janvier 1832.	A l'établissement. 300,000.00 Cautionnements. 4,000.00 Dépôts par la caisse d'épargne 130,000.00 Total. 434,000.00
BEAUCAIDE.	Créé par lettres patentes du 16 juin 1583. Arrêté préfectoral du 20 septembre 1820. Ordonnance du 7 novembre 1830.	A l'établissement. 32,000.00 Au bureau de bienfaisance. 8,000.00 Cautionnements. 1,000.00 Total. 39,000.00
BERGUES.	Créé en 1527. Lettres patentes du 18 janvier 1618 et du 3 mai 1777. Arrêté préfectoral du 29 germinal an XI.	Aux hospices. 177,450.48 Au bureau de bienfaisance. 133,581.00 Emprunts au bureau de bienfaisance. 3,291.11 Fonds de mineurs 10,515.22 Cautionnements. 1,825.00 Total. 326,893.11
BESANÇON.	Créé par ordonnance du 27 septembre 1823.	Aux hospices. 213,676.00 Cautionnements. 49,035.00 Emprunts à divers. 29,400.00 Total. 292,061.00

DES MONTS-DE-PIÉTÉ DE FRANCE EN 1851.

TAUX DE L'INTÉRÊT payé PAR LES MONTS-DE-PIÉTÉ.	ATTRIBUTION des RÉSERVES.	OBSERVATIONS.
»	A l'établissement.	
»	Pas de bénéfices. Les bons prescrits à l'établissement.	(*) En outre, le mont-de-piété est propriétaire d'immeubles et de rentes sur l'Etat représentant une valeur approximative de 145,967.10.
»	A l'établissement.	
»	A l'établissement.	
4 p. $\frac{1}{2}$ %		
4 et 5 p. %		
3 p. $\frac{1}{2}$ %		
»		
»		
»	A l'établissement.	
»	A l'établissement.	
3 p. $\frac{1}{2}$ %		
4 $\frac{1}{2}$ p. $\frac{1}{2}$ %		
»	A l'établissement.	
»		
4 p. $\frac{1}{2}$ %		
4 p. $\frac{1}{2}$ %	Aux hospices.	
5 p. $\frac{1}{2}$ %		
4 p. $\frac{1}{2}$ %		
4 p. $\frac{1}{2}$ %		
3 p. $\frac{1}{2}$ %		
5 p. $\frac{1}{2}$ %	Aux hospices.	
3 p. $\frac{1}{2}$ %		
5 p. $\frac{1}{2}$ %		

ÉTABLISSEMENTS.	NATURE ET DATES des ACTES CONSTITUTIFS.	PROVENANCE ET QUANTITÉ DES FONDS qui servent à PRÊTER SUR GAGE.
BORDEAUX. . . .	Créé par ordonnance du 30 juin 1806. Ordonnance du 25 juin 1847.	A l'établissement. 175,539. ⁰⁰ Aux hospices. 850,118. ⁰⁰ A la garde municipale. . . . 34,096. ⁰⁰ Cautionnements. 58,099. ⁰⁰ dito. 330,490. ⁰⁰ Total. 896,342. ⁰⁰
BOULOGNE. . . .	Créé par ordonnance du 27 novembre 1822. Ordonnance du 27 septembre 1838. Ordonnance du 18 décembre 1843.	A l'établissement. 170,000. ⁰⁰ Dotation de la ville. 60,000. ⁰⁰ Total. 230,000. ⁰⁰
BREST.	Créé par ordonnance du 6 décembre 1826.	Bénéfices capitalisés (?). . . . 20,000. ⁰⁰ Aux hospices. 96,295. ⁰⁰ Cautionnements. 18,000. ⁰⁰ Emprunts. 1,500. ⁰⁰ Total. 135,795. ⁰⁰
BRIENNOLES. . .	Créé en 1677. Lettres patentes de juillet 1774. Arrêté préfectoral du 15 octobre 1827. Ordonnance du 6 juillet 1831.	A l'établissement. » En rentes sur l'Etat. 600. ⁰⁰ En numéraire. 21,391. ⁷¹ Total. 21,991. ⁷¹
CALAIS.	Créé par ordonnance du 24 juillet 1832. Ordonnance du 11 août 1841.	Aux hospices. 47,723. ⁰⁷ Fonds de mineurs. 400. ⁰⁰ Cautionnements. 81,104. ⁰⁰ Bénéfices capitalisés. 33,100. ⁴¹ Total. 112,327. ⁴⁸
CAMBRAI.	Créé le 12 mai 1675. Arrêté préfectoral du 29 germinal an XI. Ordonnance du 8 septembre 1847.	A l'établissement. 4,070. ⁰⁰ Aux hospices. 41,418. ⁵⁹ Cautionnements. 26,900. ⁰⁰ Total. 72,388. ⁵⁹
CARPENTRAS. . .	Créé en 1612. Rétabli en 1806. Ordonnance du 28 juin 1831.	A l'établissement. 70,000. ⁰⁰
DIEPPE.	Créé par ordonnance du 13 octobre 1881. Ordonnance du 21 mai 1834.	A l'établissement. 17,743. ⁰⁰ Cautionnements. 16,000. ⁰⁰ Emprunts à divers. 65,000. ⁰⁰ Total. 98,743. ⁰⁰

TAUX DE L'INTÉRÊT payé PAR LES MOYENS-DE-PAYÉ.	ATTRIBUTION des intérêts.	OBSERVATIONS.
» 4 p. $\frac{1}{2}$ 4 p. $\frac{1}{2}$ 4 p. $\frac{1}{2}$ 3 p. $\frac{1}{2}$	A l'établissement.	
» »	(¹)	(¹) 2,500 fr. sont prélevés annuellement pour augmenter la dotation. Le reste est versé au bureau de bienfaisance.
» 4 p. $\frac{1}{2}$ 3 p. $\frac{1}{2}$ 5 p. $\frac{1}{2}$	A l'établissement.	(¹) Abandonnés par les hospices.
» »	A l'établissement.	
5 p. $\frac{1}{2}$ 5 p. $\frac{1}{2}$ 3 p. $\frac{1}{2}$ 5 p. $\frac{1}{2}$	Aux hospices.	
» 4 p. $\frac{1}{2}$ 3 p. $\frac{1}{2}$	A l'établissement.	
»	A l'établissement.	
» 3 p. $\frac{1}{2}$ 4 et 5 p. $\frac{1}{2}$	A l'établissement.	

ETABLISSEMENTS.	NATURE ET DATES des ACTES CONSTITUTIFS.	PROVENANCE ET QUOTITÉ DES FONDS qui servent à PRÊTER SON USAGE.
DIJON.	Créé par ordonnance du 6 février 1822.	A l'établissement. 35,502.05 Aux hospices. 115,000.00 Aux bureaux de bienfaisance. 6,400.00 Cautionnements. 53,636.58 Total. 210,538.63
DOUAI.	Créé le 27 mai 1626. Confirmé le 30 juillet 1627. Arrêté préfectoral du 29 germinal an XI.	Aux hospices. 45,000.00 Cautionnements. 32,800.00 Total. 77,800.00
GRENOBLE.	Créé en 1692. Ordonnance de 1827.	A l'établissement. 20,000.00
LE HAVRE.	Créé par ordonnance du 21 décembre 1835.	A l'établissement. 37,964.59 Aux hospices. 325,000.00 Emprunts à divers. 54,000.00 Cautionnements. 12,766.00 Total. 429,730.59
L'ISLE(Vaucluse)	Créé en 1785. Ordonnance du 3 février 1836.	A l'établissement. 18,418.75 Emprunts à divers. 1,481.25 Total. 19,900.00
LILLE.	Créé le 27 septembre 1607. Arrêté préfectoral du 29 germinal an XI.	A la fondation Masarel. 183,279.78 A l'ancien Lombard. 85,204.03 Aux hospices. 292,872.85 Fonds de mineurs. 12,916.02 Cautionnements. 44,092.00 Total. 821,364.68
LIMOGES.	Créé en 1804. Ordonnance du 30 novembre 1840.	A l'établissement. 41,000.00 Allocation communale. 7,000.00(?) Aux hospices. 50,000.00 Cautionnements. 10,000.00 Total. 118,000.00
LUXÉVILLE.	Créé par ordonnance du 22 mars 1835.	Aux hospices. 9,074.69 Aux bureaux de bienfaisance. 9,074.69 Emprunts à divers. 12,000.00 ditto à un banquier. 3,000.00(?) Cautionnements. 10,000.00 Total. 43,149.38

TAUX DE L'INTÉRÊT payé PAR LES BOUTS-DE-PÊTÉ.	ATTRIBUTION des BOUTS-DE-PÊTÉ.	OBSERVATIONS.
» 5 p. $\frac{1}{2}$ 3 $\frac{1}{2}$ et 5 p. $\frac{1}{2}$ 3 p. $\frac{1}{2}$	A l'établissement.	
3 p. $\frac{1}{2}$ 3 p. $\frac{1}{2}$	A l'établissement à partir du 1 ^{er} janvier 1850.	
»	(¹)	(¹) Établissement gratuit.
» 5 p. $\frac{1}{2}$ 5 p. $\frac{1}{2}$ 3 p. $\frac{1}{2}$	A l'établissement.	
» 5 p. $\frac{1}{2}$	A l'établissement.	
5 p. $\frac{1}{2}$ 5 p. $\frac{1}{2}$ 5 p. $\frac{1}{2}$ 5 p. $\frac{1}{2}$ 3 p. $\frac{1}{2}$	Aux hospices.	
» » 5 p. $\frac{1}{2}$ 3 p. $\frac{1}{2}$	A l'établissement.	(¹) De 1841 à 1847, la ville a fourni, chaque année, une allocation de 1,000 f.
5 n. $\frac{1}{2}$ 5 p. $\frac{1}{2}$ 5 p. $\frac{1}{2}$ 6 p. $\frac{1}{2}$ 3 p. $\frac{1}{2}$ (¹)	D'après le règlement, les bé- néfices doivent être partagés entre l'établissement et les bu- reaux de bienfaisance ; mais ils sont conservés pour former le capital des prêts.	(¹) L'emprunt autorisé à un banquier varie de 3,000 à 5,000 fr. (¹) Il est payé, en outre, 1 p. $\frac{1}{2}$ d'in- dennité au directeur à raison de son cautionnement.

ÉTABLISSEMENTS.	NATURE ET DATES des ACTES CONSTITUTIFS.	PROVENANCE ET QUANTITÉ DES FONDS qui servent À PRÊTER SUR GAGE.
LYON.	Créé par décret du 23 mai 1810. Ordonnance du 16 août 1836.	Aux hospices. 656,863.00 Cautionnements. 794,675.00 Aux sociétés de secours mu- tuels. 126,000.00 Emprunts à divers. 213,416.00 Total. . . 1,790,944.00
MARSEILLE. . .	Créé en 1696. Réorganisé par décret du 10 mars 1807.	A l'établissement. 617,450.79 Aux hospices. 151,184.31 Fonds de mineurs. 12,500.83 A divers établissements. . . 5,318.15 Emprunts à divers. 1,048,161.55 Cautionnements. 68,380.00 Total. . . 1,907,925.63
METZ.	Créé par lettres patentes de 1781. Décret du 25 septembre 1813. Ordonnance du 17 novembre 1819. Ordonnance du 22 juillet 1837.	A l'établissement. 183,002.07 A la caisse d'épargne. 47,991.54 A la société de secours mu- tuels. 3,145.00 A divers. 581.85 Emprunts à divers. 149,100.00 Dépôts. 1,719.84 Bons non prescrits. 4,521.21 Profits et pertes. 3,198.98 Cautionnements. 52,617.03 Total. . . 450,877.52
MONTPELLIER. .	Créé en 1684 par de Pradel, évêque de Montpellier; approuvé par de Charencey, un de ses successeurs, en 1744, et approuvé par lettres patentes de juin 1745.	A l'établissement. 200,000.00
NANCY.	Créé en 1630. Ordonnances du 19 mars 1834, du 25 avril 1834 et du 4 septembre 1843.	A l'établissement. 70,983.15(?) A la caisse d'épargne. 15,930.66 Au bureau de bienfaisance. . 104,000.00 Fonds pupillaires. 952.25 Bons non prescrits. 1,922.50 Profits et pertes. 4,259.44 Cautionnements. 37,987.00 Total. . . 236,035.00
NANTES.	Créé par décret du 3 décembre 1813.	Aux hospices. 111,514.20 Fonds pupillaires. 10,850.66 Caisse de retraite. 13,408.79 Emprunts à divers. 45,000.00 Cautionnements. 63,380.97 Total. . . 244,149.62

TAUX DE L'INTÉRÊT payé PAR LES MONTS-DE-PIÉTÉ.	ATTRIBUTION des RÉVÉLÉS.	OBSERVATIONS.
3 p. $\frac{1}{2}$ %	Aux hospices.	
3 p. $\frac{1}{2}$ %		
4 p. $\frac{1}{2}$ %		
4 p. $\frac{1}{2}$ %		
"		
4 p. $\frac{1}{2}$ %	L'établissement partage ses bénéfices avec les hospices.	
4 p. $\frac{1}{2}$ %		
4 p. $\frac{1}{2}$ %		
4 p. $\frac{1}{2}$ %		
3 p. $\frac{1}{2}$ %		
"		
4 1/2 p. $\frac{1}{2}$ %	A l'établissement.	
3 p. $\frac{1}{2}$ %		
3 p. $\frac{1}{2}$ %		
3 1/2 p. $\frac{1}{2}$ %		
"		
"		
"		
3 p. $\frac{1}{2}$ %		
"	(?)	(?) Établissement gratuit.
"		
"		
"	A l'établissement.	
5 p. $\frac{1}{2}$ %		(?) Le mont-de-piété de Nancy est, en outre, propriétaire de la maison où il loge, et qui lui a coûté. 98,745.72
5 p. $\frac{1}{2}$ %		En ajoutant à cette somme
4 p. $\frac{1}{2}$ %		la valeur du mobilier . . 3,712.75
"		on obtient. 102,458.47
"		qui, avec le capital de do- nation. 70,983.15
3 p. $\frac{1}{2}$ %		constituent l'établissement une valeur de. 173,441.62
4 p. $\frac{1}{2}$ %	Aux hospices.	
4 p. $\frac{1}{2}$ %		
4 p. $\frac{1}{2}$ %		
5 p. $\frac{1}{2}$ %		
3 p. $\frac{1}{2}$ %		

ÉTABLISSEMENTS.	NATURE ET DATES des ACTES CONSTITUTIFS.	PROVENANCE ET QUANTITÉ DES FONDS qui servent à PRÊTER SUR GAGE.
MMES.	Créé par ordonnance du 6 mars 1828.	Dotation de la ville. 50,000. ⁰⁰ A l'établissement. 65,493.96 Emprunts à divers. 154,000. ⁰⁰ Cautionnements 90,190.70 Total. 359,684.66
PARIS.	Créé par lettres patentes du 9 décembre 1777. Décrets des 24 messidor an XII et 8 thermidor an XIII.	Emprunts à divers. 17,000,000. ⁰⁰ (¹) Cautionnements. 1,200,000. ⁰⁰ Placements divers. 1,000,000. ⁰⁰ Total. 19,200,000. ⁰⁰
REIMS.	Créé par ordonnance du 4 septembre 1822.	Dotation de la ville. 20,000. ⁰⁰ (¹) Donation. 200. ⁰⁰ A l'établissement. 57,708.55 Cautionnements. 124,970.70 Intérêts de cautionnements arriérés. 1,279.79 Bonis non prescrits 3,378.42 Dépôts. 2,654.15 Total. 210,141.41
ROUEN.	Créé par ordonnance du 22 novembre 1826. Ordonnance du 27 septembre 1836.	Aux hospices. 500,000. ⁰⁰ Fonds pupillaires. 3,333.10 Cautionnements 192,803. ⁰⁰ Emprunts à divers. 50,000. ⁰⁰ Bonis non prescrits. 18,544.71 A-comptes sur les prêts. 324.45 Dépôts 3,713.31 Profits et pertes. 28,042.49 Fonds de réserve. 3,086.08 Total. 806,847.14
ST-GERMAIN-EN-LAYE.	Créé par ordonnance du 18 septembre 1832.	A l'établissement. 28,802. ⁰⁰ Aux hospices. 18,625. ⁰⁰ Au bureau de bienfaisance. 12,000. ⁰⁰ Cautionnements. 28,573. ⁰⁰ Total. 88,000. ⁰⁰
SAINT-OMER (¹).	Créé le 1 ^{er} janvier 1820. Autorisé par ordonnance du 7 novembre 1831.	A l'établissement. 67,701.58 Cautionnements. 21,000. ⁰⁰ Fonds pupillaires 2,449.79 Bonis prescrits. 1,148.58 Total. 92,299.95

TAUX DE L'INTÉRÊT payé LES MONTS-DE-PIÉTÉ.	ATTRIBUTION des BÉNÉFICES.	OBSERVATIONS.
» » 4 1/2 p. % 3 p. %	A l'établissement.	
3.80 p. % 3 p. % 3.80 p. %	Aux hospices.	(¹) Moyenne prise sur dix années, de 1841 à 1850.
» » » 3 p. % » » »	A l'établissement.	(¹) La dotation s'élevait à 80,000 fr.; mais il a été prélevé 60,000 fr. pour l'acquisition de la maison où est établi le mont-de-piété.
4 p. % 4 p. % 3 p. % 5 p. % » » » »	Aux hospices.	
» 4.795 p. % 3 p. % 3 p. %	A l'établissement.	
» 3 p. % 4 p. % »	Les bénéfices sont affectés aux hospices, mais ils ont été conservés pour créer un capital à l'établissement.	(¹) Ces renseignements, les derniers fournis par l'administration, se rapportent à 1847.

ÉTABLISSEMENTS.	NATURE ET DATES des ACTES CONSTITUTIFS.	PROVENANCE ET QUOTITE DES FONDS qui servent à PRÊTER SUR GAGE
SAINT-QUENTIN.	Créé par ordonnance du 5 mai 1833.	Aux hospices. 32,000. ⁰⁰ Fonds pupillaires. 11,619. ⁰⁰ Cautionnements. 68,866. ⁰⁰ Emprunts à divers. 96,900. ⁰⁰ Total. 209,385. ⁰⁰
STRASBOURG. . .	Créé par ordonnance du 6 décembre 1826.	A l'établissement. 103,811. ²⁴ Fonds pupillaires. 3,625. ²⁹ Cautionnements. 117,881. ⁰⁰ Emprunts à divers. 226,732. ⁰⁰ Total. 452,049. ⁵³
TARASCON. . . .	Créé le 26 janvier 1676. Autorisé par lettres patentes de 1711. Rétabli par arrêté préfectoral du 5 juin 1818. Ordonnance du 15 octobre 1828.	A l'établissement. 22,817. ³⁶
TOULON.	Créé par ordonnance du 31 octobre 1821.	Dotation municipale. 100,000. ⁰⁰ Bénéfices capitalisés. 33,738. ³¹ Cautionnements. 28,307. ⁰⁰ Fonds pupillaires. 300. ⁰⁰ Dépôts. 965. ⁷⁹ Bonds non prescrits. 2,830. ⁴⁷ Emprunts à divers. 4,000. ⁰⁰ dito. 29,680. ⁰⁰ Total. 199,941. ⁵⁷
TOULOUSE. . . .	Créé par actes des 4 mars 1827 et 4 juillet 1828; autorisé par ordonnance du 27 août 1828.	Subvention municipale. 1,000. ⁰⁰ Versement par actionnaires. 44,500. ⁰⁰ (¹) Total. 45,500. ⁰⁰
VALENCIENNES. .	Créé en 1622. Arrêté préfectoral du 29 germinal an XI. Ordonnance du 17 octobre 1847.	Fonds abandonnés par les hospices à titre de dotation. 62,721. ⁵⁰ Fonds prêtés par les hospices. 125,000. ⁰⁰ Cautionnements. 25,900. ⁰⁰ Total. 213,621. ⁵⁰
VERSAILLES. . .	Créé par décret du 31 mai 1807.	Dotation municipale. 80,000. ⁰⁰ A l'établissement. 110,780. ⁴⁴ Emprunts. 20,000. ⁰⁰ Cautionnements. 19,000. ⁰⁰ Total. 229,780. ⁴⁴

TAUX DE L'INTERÊT payé PAR LES MONTS-DE-PIÉTÉ.	ATTRIBUTION des intérêts.	OBSERVATIONS.
4 p. $\frac{1}{2}$ 4 p. $\frac{1}{2}$ 3 p. $\frac{1}{2}$ 4 p. $\frac{1}{2}$	Aux hospices.	
" 4 p. $\frac{1}{2}$ 3 p. $\frac{1}{2}$ 4 p. $\frac{1}{2}$	A l'établissement.	
"	A l'établissement.	
" " 3 p. $\frac{1}{2}$ 4 p. $\frac{1}{2}$ " " 5 p. $\frac{1}{2}$ 4 p. $\frac{1}{2}$	A l'établissement.	
" "	Établissement gratuit.	(¹) Ce chiffre de 44,500 est celui fourni en 1847. En 1851, cet établis- sement n'a pas donné de renseigne- ments.
" 3 p. $\frac{1}{2}$ 3 p. $\frac{1}{2}$	A l'établissement.	
" " 3 p. $\frac{1}{2}$ 3 p. $\frac{1}{2}$	A l'établissement.	

Il résulte du tableau qui précède, que, des quarante-quatre monts-de-piété aujourd'hui reconnus, dix seulement prêtent avec leurs propres fonds qui ne s'élèvent qu'à 966,974 fr. 62 c.; vingt-deux ne possèdent qu'une partie du capital nécessaire pour alimenter leurs opérations, douze ne possèdent rien en propre, et empruntent la totalité de leur fonds de roulement : une telle situation produit des conséquences fâcheuses.

Ils sont contraints de faire supporter à leurs emprunteurs, en outre des frais d'administration, l'intérêt qu'ils payent eux-mêmes pour les sommes qu'ils empruntent, ce qui explique l'élévation du taux de l'intérêt de leurs prêts, taux qui varie de 4 p. $\frac{1}{2}$ à 18 p. $\frac{1}{2}$, et ce qui aggrave encore cet inconvénient, c'est que les frais d'administration absorbés par les petits engagements, toujours et de beaucoup les plus nombreux, constituent partout les monts-de-piété en perte jusqu'à une certaine somme, ce qui les oblige à se récupérer sur les prêts de sommes plus considérables, c'est-à-dire sur ceux précisément où l'élévation du taux de l'intérêt est le plus sensible.

Tout ce que l'administration centrale a pu faire jusqu'ici, a été de veiller à ce que les bénéfices fussent restreints dans les plus étroites limites¹. En effet, en 1847, les excédants de recettes sur le montant des sommes prêtées, soit 50,622,253 fr. 20 c., ne se sont élevés qu'à 420,729 fr. 87 c., soit à $\frac{4}{5}$ p. $\frac{1}{2}$ environ du capital employé. Dans quatre établissements, les dépenses ont excédé les recettes. La situation des monts-de-piété est, en général, très-précaire, et il suffirait de l'élévation de moins de 4 p. $\frac{1}{2}$ dans le taux de l'intérêt des fonds qu'ils empruntent pour constituer la plupart d'entre eux en déficit. La solution de la question du prêt à bon marché dépend donc essentiellement de la question préalable de l'emprunt à bon marché par les monts-de-piété eux-mêmes, ou, d'une manière plus générale, de l'amélioration de leur constitution financière.

M. Gasparin indiquait en 1837, dans le rapport que nous avons déjà cité, l'utilité que les villes consentissent à faire quelques sacrifices en faveur des établissements; malheureusement, très-peu de villes sont entrées dans cette voie; cinq seulement, Boulogne, Nîmes, Reims, Toulon et Versailles ont donné des dotations à leurs monts-de-piété, et ces dotations sont insuffisantes; sur un capital de 4,229,548 fr. 08 c. elles ne s'élèvent qu'à 310,000 fr. Il n'en est que quatre qui les ont subventionnés momentanément et très-inefficacement, Beaucaire, Limoges, Montpellier et Toulouse.

De 1844 à 1847, le mont-de-piété de Limoges a reçu de la ville chaque année. 4,000 fr. »

En 1847, Beaucaire a reçu. 4,000 »

¹ Exposé des motifs du projet de loi de 1847-1848, p. 7.

En 1847, Montpellier d°.	4,500 fr.
d° Toulouse d°.	1,000 »

Aussi est-ce à tort, selon nous, que le rapporteur du conseil d'Etat, classe les monts-de-piété parmi les établissements communaux : ce qui constitue le caractère communal, c'est l'obligation imposée aux communes de fournir des subventions lorsque l'intérêt de l'établissement l'exige. Rien de semblable n'existe pour les monts-de-piété, loin de là, au lieu d'être à la charge des communes, ils doivent être considérés dans certains cas, comme des caisses de produit instituées indirectement à leur profit, ainsi que nous le démontrerons plus loin, non pour l'approuver bien entendu.

Les monts-de-piété ont un caractère plus général, et le conseil d'Etat, ainsi que l'Assemblée nationale l'ont reconnu en les classant parmi les établissements d'utilité publique (art. 1^{er} de la loi du 24 juin 1851). C'est pour cette raison que, dans l'exposé des motifs du projet de loi de 1847-1848, nous trouvons la proposition de les faire subventionner par l'Etat.

« Les monts-de-piété pourraient trouver encore au besoin, dans le » trésor public, un utile auxiliaire. Ces établissements, bien administrés, » présentent, en effet, comme emprunteurs, des garanties réelles et » sérieuses, puisque les nantissements qu'ils reçoivent servent tout à la » fois de gage pour les déposants et pour les monts-de piété eux-mêmes. »

Le § III de la loi de 1851 a consacré cette disposition par rapport aux communes, aux départements et à l'Etat.

Il est deux autres moyens dont l'application peut modifier avantageusement la situation morale et matérielle des monts-de-piété, savoir, la caisse d'épargne et la capitalisation des bénéfices.

CHAPITRE IV.

DES CAISSES D'ÉPARGNE ET DE LEUR RÉUNION AUX MONTS-DE-PIÉTÉ.

Parmi les institutions créées dans l'intérêt des classes laborieuses, les caisses d'épargne occupent sans contredit le premier rang. Il n'en est pas qui tende au même degré à améliorer leur condition en leur donnant des habitudes de prévoyance, d'ordre et de moralité. Il n'en est pas non plus qui ait pris un développement aussi rapide. La première caisse d'épargne a été fondée à Berne en 1787 ; quelques essais furent tentés en Angleterre en 1798. Une caisse établie, en 1810, à Ruthwel, par Henri Duncan, ministre du saint évangile, fixa l'attention publique ; il en fut de même de celle d'Edimbourg, créée en 1813 par William Forbe. En 1816, Londres ouvrait sa caisse d'épargne, sous la présidence de Thomas Baring. Le 20 novembre 1851, le solde dû à 1,161,089 déposants des savings banks était de 30,277,654 livres sterling.

La caisse d'épargne de Paris a été fondée le 15 novembre 1818. Depuis sa création jusqu'à la fin de 1851, elle a reçu 650,424,411 f. 94 c. et remboursé 610,625,922 fr. 61 c., savoir :

En espèces et par transferts.	485,730,195 f. 45 c.
En rentes.	123,875,300 41
En bons du Trésor.	882,561 51
Intérêts annulés.	137,865 24
	610,625,922 61
Solde au 31 décembre.	39,798,489 33
Somme égale.	650,424,411 f. 94 c.

Le 31 décembre 1845, année où le solde a été le plus considérable, il s'élevait pour toutes les caisses d'épargnes à 393,508,013 fr. 40 c.; à Paris, le solde était de 100,037,370 fr. 38 c.

Les fonds déposés dans les caisses d'épargne forment une partie de

l'actif du peuple, de même que les valeurs emmagasinées au mont-de-piété représentent une partie de son passif. Si nous comparons les sommes versées à la caisse d'épargne de Paris de 1844 à 1850 inclusivement et celles avancées par le mont-de-piété, nous constatons les résultats suivants :

Recettes de la caisse d'épargne.	341,793,671 f. 50 c.
Prêts du mont-de-piété.	245,775,756 »
Différence en faveur de la caisse d'épargne. .	66,017,915 50
Ainsi, année moyenne, à Paris, la caisse d'é-	
pargne a reçu.	31,179,367 15
Et le mont-de-piété a prêté.	24,577,575 60
la différence soit.	6,601,791 f. 55 c.

représente environ 21 p. % seulement en excédant des prêts. Ce rapprochement démontre que la situation des classes laborieuses est loin d'être aussi bonne que le prétendent certains économistes qui ne voient qu'un côté des choses et toujours le plus favorable. Une remarque qui n'échappe à personne, c'est la différence de l'intérêt de l'argent prêté par les déposants à l'Etat, qui actuellement paye 4 p. % au maximum, tandis que l'intérêt qu'il exige des emprunteurs s'élève dans certains établissements jusqu'à 18 p. %, non compris les frais accessoires.

Les caisses d'épargne sont loin d'avoir atteint le but que se sont proposé leurs fondateurs : il faut qu'elles réussissent à vaincre, d'une part, les habitudes d'imprévoyance enracinées dans les masses et, d'autre part, la déflance qu'on rencontre principalement dans les habitants des campagnes. En admettant que l'insuffisance du salaire ne permette que difficilement d'économiser à la plupart des ouvriers des villes, surtout à ceux qui ont une famille à élever, il est incontestable que de meilleures habitudes pourraient donner à un certain nombre d'entre eux le moyen de se créer une réserve pour les temps difficiles. D'un autre côté, le jour où la confiance dans un placement sûr aura pénétré dans les campagnes, des capitaux immenses qui se cachent sortiront, en quelque sorte, de dessous terre et entreront dans la circulation. C'est au temps qu'il appartient en partie, de résoudre des difficultés de cette nature ; mais un gouvernement éclairé peut y aider efficacement. Le compte de 1847 publié en 1851, constate l'existence de 354 caisses d'épargne en activité, sur 364 dont l'existence était reconnue. Cinquante-deux arrondissements en étaient entièrement dépourvus. Deux chefs-lieux de préfecture et soixante-cinq chefs-lieux d'arrondissement n'avaient ni caisses, ni succursales. Il y avait là une lacune à combler. Depuis 1850, le gouvernement a créé 13 nouvelles caisses, ce qui, au 31 décembre 1853, en portait le nombre à 377, réparties de la manière suivante :

85	dans les chefs-lieux	de département ;
204	d°	d'arrondissement ;
87	d°	de canton ;
4	d°	de commune.
377		

Ces caisses avaient 185 succursales établies dans des chefs-lieux d'arrondissement et le surplus dans des chefs-lieux de canton, des communes ou des sections de communes. Un seul chef-lieu de département, Mézières, et 63 chefs-lieux d'arrondissement n'avaient ni caisses ni succursales, et 47 arrondissements en étaient dépourvus.

Sur les 377 caisses autorisées au 31 décembre 1853, il s'en trouvait 16 qui n'avaient pas encore commencé leurs opérations et 4 qui ne les avaient pas reprises depuis la consolidation des dépôts effectués en 1848. Le nombre des caisses d'épargne qui ont fonctionné en 1853 ne dépasse donc pas le chiffre de 357 ¹.

Toute institution nouvelle a besoin d'encouragement, surtout quand il s'agit de la faire passer dans les mœurs. Lorsque le gouvernement reconnut l'utilité des caisses d'épargne, il dut favoriser les versements en donnant aux déposants un intérêt assez élevé pour décider les détenteurs des petits capitaux à en opérer le placement. L'ordonnance du 3 juin 1829 admit les fonds en compte courant au Trésor, à l'intérêt de 4 p. % par an. Pour sortir du régime provisoire des ordonnances et aussi pour régulariser la situation des caisses d'épargne, dont l'importance s'accroissait rapidement, une loi organique fut rendue le 5 juin 1835, et malgré une certaine opposition, l'intérêt à 4 p. % fut maintenu ; on limita à 3,000 fr. le maximum des comptes individuels, capital et intérêts accumulés, et les caisses continuèrent de verser leurs fonds au Trésor.

La loi du 31 mars 1837 chargea la caisse des dépôts et consignations de recevoir et d'administrer les fonds des caisses d'épargne, et comme il était nécessaire de prévoir le cas où elle ne trouverait pas l'emploi de tous ces fonds, la loi décida qu'elle aurait la faculté de les placer en compte courant au Trésor à l'intérêt de 4 p. %, ou en bons royaux à échéance fixe, et celle d'acheter des rentes sur l'Etat avec l'autorisation préalable du ministre des Finances. L'objet que s'était proposé le législateur avait été, tout en maintenant la garantie du Trésor, de le débarrasser des fonds qui lui étaient inutiles et pour lesquels il payait un intérêt. Les progrès des caisses d'épargne eurent bientôt mis en défaut sa prévoyance. Les sommes dues pour solde aux déposants étaient, au 31 décembre 1835, de 49,685,883 fr. 96 c. Au 31 mai 1843, les

¹ Rapport à l'Empereur par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur les caisses d'épargne, année 1853. — Paris 1855.

versements opérés à la caisse des dépôts pour le compte des caisses d'épargne s'élevaient à 321,484,930 fr. 36 c.; et, à son tour, cette caisse avait placé au 30 avril précédent en compte courant au Trésor 122,659,639 fr. 43 c. En moins de huit ans le solde s'était accru de 271,799,046 fr. 40 c.

Cette situation était onéreuse pour l'Etat à qui les bons du Trésor, à un an d'échéance, ne coûtaient que 3 p. %, mais ce sacrifice était trop fécond en bons résultats, sous le rapport de l'encouragement à la prévoyance, pour qu'il pût être regretté. Un de ces esprits qui voient loin parce qu'ils savent se placer à une grande hauteur, M. de Lamartine disait à la chambre des députés, le 3 février 1835.

« La révolution française a suscité beaucoup de questions et les a toutes résolues, bien ou mal, par des combats ou par des ruines ; elle a résolu la question sacerdotale, la question monarchique, la question aristocratique ; mais elle nous a laissé à résoudre la plus grave peut-être de toutes les questions, c'est la question des prolétaires, celle qui repose au fond de toutes les autres, celle peut-être qui les résume toutes. Vous murmurez contre ceux qui la soulèvent, vous les accusez d'une perturbation qu'ils signalent, mais qu'ils n'ont pas faite ; vous l'écartez en vain de vos pensées comme un nuage sur notre horizon ; elle éclatera en une explosion terrible, tôt ou tard, si la société ne la résout pas. Mais je suis bien loin de m'en effrayer, la société peut tout ce qui lui est nécessaire, elle a trois moyens de la résoudre.

» Le premier appartient au gouvernement ; ce serait un système de vaste colonisation, pour employer les forces toujours croissantes de notre population qui s'augmente. L'autre moyen, ce serait une application plus juste des systèmes d'économie politique qui doivent augmenter les moyens de travail et la richesse publique. Le troisième moyen, ce serait celui dans lequel la commission vous propose d'entrer, ce serait un système de bienfaisance sociale, de vertus publiques, qui feraient venir la partie propriétaire de la société au secours de la partie qui ne possède pas encore.

» Nous entrons dans cette voie ; mais nous y entrons d'un pas trop timide ; le projet de loi est trop empreint de cet esprit d'égoïsme qui veut que le bien se fasse, mais sans qu'il lui en coûte rien ou peu de chose. Qu'est-ce, en effet, jusqu'ici que les établissements que nous avons fondés ? Qu'est-ce que les caisses d'épargne ? Combien elles sont insuffisantes au but que la société doit atteindre ! Les caisses d'épargne ne sont qu'une sollicitation, qu'une exhortation de la société propriétaire à la société prolétaire. Ce devrait être plus ; ce devrait être un encouragement, une prime aux vertus du travail et de l'économie dans le peuple. La partie de la société qui possède dit ici à celle qui ne possède pas : Soyez vertueux, soyez probes, soyez laborieux, soyez économes, pour

que nous nous reposions, pour que vous vous reposiez vous-mêmes en paix sur vos propriétés et sur vos droits ; elle devrait lui en dire encore davantage. Elle devrait dire aux prolétaires : Soyez vertueux, probes, économes ; et nous vos aînés dans la civilisation, dans la richesse, dans le bien-être social, nous viendrons à votre secours : nous administrerons à nos frais le produit de vos économies, nous nous chargerons de l'administration entière de toutes les vertus du peuple, nous vous payerons l'intérêt et un haut intérêt de vos laborieuses épargnes ¹. »

Le gouvernement était pénétré, jusqu'à un certain point, des sentiments exprimés par M. de Lamartine ; toutefois en maintenant l'intérêt à 4 p. %, il eut devoir donner une garantie nouvelle au Trésor dont la responsabilité s'aggravait de jour en jour : de là, la loi du 22 juin 1845. Cette loi réduisit à 1,500 fr. les versements à la caisse d'épargne ; seulement elle admit que ce crédit pourrait être porté à 2,000 fr. par la capitalisation des intérêts. Le maximum atteint, le dépôt ne devait plus porter intérêt. Tout déposant dont le crédit était de somme suffisante pour acheter une rente de 10 fr. au moins, pouvait, sur sa demande, par l'intermédiaire de l'administration de la caisse d'épargne, et sans frais, convertir sa créance en une inscription au grand livre de la dette publique, en rente 4 p. %, au taux de 100 fr. pour 4 fr. de rente.

Ces mesures prises dans le but de modérer le mouvement des fonds vers la caisse d'épargne ne produisirent pas tout l'effet qu'on en attendait.

Le 31 décembre 1845, il était dû pour solde à 684,226 déposants la somme de 393,508,013 fr. 40 c., soit à chaque compte, en moyenne, 575 fr. 11 c. C'est le solde le plus élevé qui ait été atteint.

Le 31 décembre 1846, le solde des 351 caisses s'élevait à 386,178,888 fr. 57 c. ², et le nombre des déposants à 735,844, soit à 524 fr. 81 c. par compte en moyenne.

¹ *Moniteur* du 4 février 1835.

² Le rapport sur les opérations des caisses d'épargne en 1846, présenté en 1849 par le ministre de l'agriculture et du commerce, au président de la République, porte le solde à 396,178,888 fr. 57 cent. — Page xv. — Il y a dans cette énonciation une erreur de dix millions, provenant d'une faute d'addition des intérêts alloués aux déposants. Ces intérêts constatés par le rapport sont :

Dans les départements, de. . .	11,294,760 fr. 46 c.
A Paris, de.	3,631,787 77
Soit.	14,926,548 fr. 23 c.

Et non pas 24,926,548 fr. 23 cent. ainsi que le dit le rapport.

Le compte doit être rectifié ainsi :

Solde dû le 1 ^{er} janvier 1846. . .	393,054,092 fr. 17 c.
Versements de l'année. . . .	143,826,808 36
Intérêts alloués aux déposants. .	14,926,548 23
Ensemble.	551,807,508 fr. 76 c.
Remboursements de l'année. . .	165,628,620 49
Solde au 31 décembre.	386,178,888 fr. 57 c.

Le 31 décembre 1847, les 354 caisses devaient 358,405,924 fr. 43 c. à 736,951 déposants ¹, soit, en moyenne, 486 fr. 33 c. à chaque déposant.

Les remboursements en rente avaient été effectués :

En 1845 pour 729,507 fr. 09 c.

En 1846 pour 2,250,099 fr. 33 c.

En 1847 pour 2,190,283 fr. 53 c.

Ces résultats démontrent que les déposants versent leur argent à la caisse d'épargne, moins dans le but de faire un placement définitif que de se créer un fonds de réserve destiné à parer à des éventualités qui, dans la condition où ils sont généralement placés, se produisent instantanément.

Lorsque la révolution de Février éclata, la panique s'empara de tous les esprits. Pour rassurer les déposants, le gouvernement, par un décret du 7 mars, mit les caisses d'épargne sous la garantie de la loyauté nationale, et déclara que le Trésor tiendrait tous ses engagements, et il éleva à 5 p. % l'intérêt payé pour les bons du Trésor. La situation était critique. Sur 355,087,717 fr. 32 c., provenant de versements, il ne restait de disponible en espèces que 65,703,620 fr. 40 c. ².

¹ Le compte de 1847 énonce que, le 31 décembre de cette année, le nombre des livrets était de 636,951 ; or, ce nombre était de 736,951 : différence, cent mille. Cette erreur provient d'une faute d'addition des livrets existants le 1^{er} janvier 1847 et que l'on porte à 638,219, tandis qu'ils s'élevaient à 728,219.

En effet, on déclare :

Dans les départements.	543,311
A Paris.	184,908
Ce qui fait bien.	<u>728,219</u>

Le compte des livrets doit être rectifié ainsi :

Livrets existants au 1 ^{er} janvier 1847.	728,219
Livrets ouverts pendant l'année.	448,371
Ensemble.	876,590
Déduisant les livrets soldés pendant l'année.	139,639
Il en restait au 31 décembre.	<u>736,951</u>

² D'après le rapport du ministre des finances au gouvernement provisoire, le 9 mars 1848, la situation des caisses d'épargne s'établissait ainsi qu'il suit :

En rentes 3 p. % ayant coûté.	34,106,135 fr. 25 c.
En rentes 4 p. % id.	202,316,175 »
En rentes 3 p. % id.	34,084,447 92
En actions des 4 canaux id.	14,059,120 »
En actions des 3 canaux id.	4,818,218 75
	<u>289,384,096 fr. 92 c.</u>
An Trésor en compte courant 4 p. %	
en espèces.	65,703,620 40
Somme égale.	<u>355,087,717 fr. 32 c.</u>

Un décret du 9 mars suspendit les remboursements et les régla de la manière suivante :

Les livrets, présentant un solde de 100 fr. et au-dessous, furent déclarés remboursables immédiatement en espèces. Pour les dépôts de 101 à 1,000 fr., 100 fr. devaient être remboursés en numéraire ; le surplus, jusqu'à concurrence de moitié de la somme versée, était réglé en bons du Trésor, à quatre mois d'échéance, et portant intérêt à 5 p. $\frac{1}{2}$; la dernière moitié en coupons de rente 5 p. $\frac{1}{2}$ au pair.

Pour les livrets dont le solde dépassait 1,000 fr., la caisse d'épargne pouvait payer 100 fr. en espèces ; le surplus, jusqu'à concurrence de la moitié de la somme versée, en bons du Trésor, à six mois d'échéance, et portant intérêt à 5 p. $\frac{1}{2}$; la dernière moitié, en un coupon de rente 5 p. $\frac{1}{2}$ au pair.

Ces conditions étaient dures pour les déposants ; en leur offrant comme remboursement des bons du Trésor, qui s'escomptaient à 30 et 40 p. $\frac{1}{2}$ de perte, et des rentes 5 p. $\frac{1}{2}$ au pair, qui valaient tout au plus 70 fr., c'était mettre à leur disposition comme valeurs réelles des valeurs fictives, en ce sens que ces valeurs étaient inférieures de 30 et 40 p. $\frac{1}{2}$ au chiffre qu'on leur attribuait. Il eût été, a-t-on dit, préférable de donner la rente au cours. Par ce moyen, les déposants, qui avaient immédiatement besoin de leurs fonds, les auraient réalisés sans perte ou avec une perte peu sensible, et les autres seraient restés dans la situation où ils se trouvaient, sans demander autre chose que le paiement des intérêts. Ce qui vient à l'appui de cette opinion, c'est qu'à Paris il n'y eut pas la moitié des déposants à retirer la somme de 100 fr. qui leur était offerte ¹. Mais le gouvernement pouvait-il, le 9 mars, accepter le cours déprécié de la rente comme définitif, prendre une mesure aussi onéreuse pour le Trésor et proclamer ainsi son discrédit ? En maintenant, au contraire, la rente au pair, n'était-ce pas mettre un obstacle à sa dépréciation, rassurer les intérêts en leur inspirant de la confiance dans ses ressources, en leur prouvant que l'on ne désespérait pas de la fortune publique ?

Le gouvernement républicain n'avait pas créé la situation de la caisse d'épargne, il l'avait trouvée toute faite, et si elle était telle, c'est que le gouvernement antérieur n'avait pas su la prévoir. Cependant les avertissements ne lui avaient pas manqué. La caisse d'épargne avait eu ses *Cassandres* et les événements leur avaient donné raison. Nous lisons, en effet, dans le rapport de la commission des recettes pour l'exercice 1844 :

« Deux systèmes ont été présentés pour mettre le Trésor à couvert

¹ Rapports et comptes rendus des opérations de la caisse d'épargne de Paris, pendant l'année 1848, p. 7.

contre une irruption de demandes de remboursement auxquelles il lui faudrait pourvoir immédiatement.

» Le premier, qui était fort simple, avait été adopté lors de l'institution des caisses d'épargne ; car ce fut en vue de sa réalisation que furent créés dans l'origine les coupons de rente de 10 fr., et ce projet semble aujourd'hui jouir d'une faveur marquée. Il consiste à déclarer que quand un dépôt aura atteint une somme déterminée, la caisse des consignations achètera, pour le compte du déposant, une inscription de rente sur l'État, dont les intérêts seront cumulés, et qu'on lui remettra dès qu'il en aura fait la demande. On a indiqué, dans le sein de la commission, un plan différent qui aurait l'avantage de garantir les déposants contre toute variation de leur capital. Le Trésor, a-t-on dit, serait bien mieux garanti, si la loi portait que tout déposant à une caisse d'épargne qui réclamera le paiement d'une somme supérieure à une quotité déterminée, *recevra un bon du Trésor, nominal ou au porteur, à six mois ou un an de date*, selon l'élévation du dépôt, et au montant duquel aura été joint l'intérêt de l'échéance. Un effet de ce genre étant facilement réalisable, le Trésor ne serait plus sous le coup de remboursements continuellement exigibles, et cependant les déposants rentre- raient sans retard dans l'intégrité de leurs fonds.

» La commission n'entend pas se prononcer entre ces deux systèmes ; mais comme ils offrent l'un et l'autre des combinaisons avantageuses, elle les recommande à l'attention du gouvernement, *persuadée toutefois que cette matière présente des difficultés dont on ne peut guère se flatter de triompher d'une manière victorieuse* ¹. »

Le gouvernement provisoire, on le voit, n'avait fait que suivre, en l'adoucissant, l'avis de la commission du budget monarchique. La République, nous le disons à sa gloire, sut triompher par son honnêteté des difficultés qui lui avaient été léguées comme insurmontables et que la haine des partis hostiles avait rendues presque insolubles.

Toutefois, si les mesures adoptées par le gouvernement de Louis-Philippe peuvent être critiquées au point de vue financier, il faut tenir compte du sentiment généreux qui les dicta. L'histoire rendra au vieux roi cette justice, qu'il aida constamment, énergiquement, au développement de l'institution populaire. De 1818 à 1829, douze caisses d'épargne seulement avaient été autorisées, et leur solde, la dernière année, atteignait à peine 6,000,000 fr. Le 31 décembre 1847, 354 caisses d'épargne en activité possédaient un capital de 358,405,924 fr. 43 c., dus pour solde à 736,951 déposants.

Le gouvernement n'avait pas prévu la révolution de 1848, ni les em-

¹ *Moniteur* du 19 juillet 1843.

barras qui en résulteraient pour le Trésor ; mais est-ce que les gouvernements prévoient les révolutions ? Ils ne se croient jamais plus forts que la veille du jour qui les voit tomber ; c'est l'antique histoire du colosse aux pieds d'argile. Ils ne se maintiennent qu'autant qu'ils sont appuyés, soutenus sur de bonnes institutions et sur la volonté nationale ; mais lorsque la faiblesse, ou la violence, qui n'est qu'une des formes de la faiblesse et de la peur, prennent la place du droit et de la justice, lorsque les garanties sociales disparaissent sous l'empire de préoccupations personnelles, d'ambitions étroites, de passions sans grandeur, parce qu'elles sont sans moralité, alors le vide se fait autour du pouvoir ; il chancelle sur sa base, et s'il ne s'affaisse pas de lui-même comme un mort, il est brisé par le peuple, incarnation vivante du droit et éternelle comme lui. L'heure de la justice arrive toujours, et chacun est jugé d'après ses œuvres. Louis-Philippe a expié sur la terre étrangère les fautes de son règne ; mais à côté de ces fautes, il y a eu des actes honnêtes, utiles. S'il n'a pas été le créateur des caisses d'épargne, il en été le propagateur, et, à ce titre, il a bien mérité des classes laborieuses. Nous aimons à le reconnaître, nous qui avons ardemment combattu sa politique. C'est un soldat de la démocratie qui jette une fleur sur la tombe d'un roi exilé.

Les effets du décret du 9 mars ne furent pas aussi fâcheux qu'on aurait pu le craindre pour les déposants. A Paris, son exécution donna lieu à une liquidation de 5,360 bons du Trésor, demandés par 3,571 déposants pour une somme de 882,261 fr. 51 c. et de 20,235 fr. de rentes 5 p. % au pair, demandés par 900 déposants pour un capital de 404,700 fr., et, enfin, au paiement en espèces de 4,844,439 fr. 63 c., remboursés à 54,824 déposants.

Cependant les fonds publics étaient sous le coup d'une dépréciation considérable. En prenant comme point de départ le cours moyen de la rente 5 p. %, le 31 janvier 1848, et en y comparant le cours moyen du dernier jour de chacun des mois indiqués ci-dessous, nous constatons une baisse de 50 p. % fin mars, de 41 p. % fin avril, de 42 p. % fin mai, de 39 p. % fin juin. Dès lors, l'achat de coupons de rente au pair, lorsque la rente était beaucoup au-dessous du pair, était ruineux pour les déposants qui, obligés de vendre, perdaient la différence existant entre 100 fr. et le cours moyen au jour de la vente. Il en était de même des bons du Trésor.

On sentit ce que cette situation avait de pénible, et le décret du 7 juillet 1848 eut pour objet d'indemniser les déposants des pertes qui pouvaient résulter de l'exécution du décret du 9 mars et, en même temps, de diminuer la responsabilité du Trésor par la consolidation en rentes des capitaux d'une certaine quotité. Il fut donc déclaré :

1° Que les livrets des caisses d'épargne antérieurs au 24 février et

dont le montant en capital et intérêt réglés jusqu'au 7 juillet étaient inférieurs à 80 fr. seraient remboursés en numéraire ;

2° Que les livrets de 80 fr. et au-dessus seraient consolidés en rente 5 p. $\frac{1}{2}$ %, au cours de 80 fr. ; les appoints au-dessous de 16 fr. devant être payés en espèces ;

3° Qu'il serait délivré aux personnes qui, conformément au décret du 9 mars, avaient été remboursées d'une partie de leurs dépôts en coupons de rente 5 p. $\frac{1}{2}$ % au pair, un coupon de rente 5 p. $\frac{1}{2}$ % représentant la différence entre le cours de 80 fr. et le pair de 100 fr. sur le montant du capital remboursé ; un délai de trois mois étant accordé aux parties pour faire valoir leurs droits à cette compensation.

4° Que le minimum de coupures de rentes inscriptibles au grand livre de la dette publique serait réduit à 5 fr. au lieu de 10 fr. comme par le passé ;

5° Que les rentes 4 p. $\frac{1}{2}$ % transférées à la caisse des dépôts et consignations pour le compte des caisses d'épargne, en exécution des lois des 31 mars 1837 et du 22 juin 1845, seraient annulées.

Une disposition relative aux bons du Trésor créés en remboursement des dépôts faits aux caisses d'épargne, conformément au décret du 9 mars, portait qu'ils seraient payés en numéraire à leur échéance, pourvu que leur émission fût antérieure au 1^{er} juillet 1848 ; car s'ils avaient été émis à partir du 1^{er} juillet, ils devaient être assimilés aux livrets.

On a beaucoup critiqué le décret du 7 juillet, on l'a accusé de précipitation et d'imprévoyance. Ces reproches rétrospectifs ne nous paraissent pas fondés ; il faut se reporter aux circonstances dans lesquelles il fut rendu. Les journées de juin, si fatales à la République, avaient jeté le pays dans une crise nouvelle et singulièrement aggravé la situation des classes laborieuses. Nous n'avons pas à rechercher ici les causes de l'insurrection ; mais il est incontestable que la misère y eut une grande part, sinon comme motif déterminant, du moins comme excitation.

« Padre mio, che non m'ajuti ? »

C'est un cri terrible que celui de la faim !

La politique d'accord avec l'humanité exigeait que l'on prît une mesure large et prompte qui ranimât dans les classes peu aisées l'espoir d'un avenir meilleur et effaçât, autant que possible, le souvenir de la guerre civile qui laisse une si profonde blessure au cœur des nations. La justice aussi exigeait une réparation. Confiantes dans le gouvernement, près de huit cent mille familles lui avaient, en 1847, versé leurs capitaux ; c'était la réserve que le peuple avait péniblement amassée pour les jours

¹ Dante, *Inferno*, cant. xxxiii.

de crise, à force de travail, de privations et d'économie. Lorsque la détresse était arrivée à la suite de la suspension des travaux, le peuple avait demandé le remboursement auquel il avait droit, le remboursement en numéraire. Le Trésor obéré n'avait pu l'effectuer : et, faute d'écus dans sa caisse, il avait, à l'exception d'une très-faible partie des capitaux, offert des valeurs sur l'Etat à un taux qui n'était nullement en rapport avec le cours actuel ; c'était, par le fait, un dividende plutôt qu'un remboursement. Or, le 7 mars, le gouvernement provisoire avait promis de tenir ses engagements. Quatre mois s'étaient écoulés, quatre mois de chômage, de misère, de désespoir : on ne pouvait maintenir plus longtemps une situation que chaque jour de retard aggravait davantage et que l'état du Trésor ne permettait pas de longtemps de voir s'améliorer. Le seul moyen que le gouvernement avait à sa disposition, c'était la conversion en rentes des fonds déposés, non plus au pair, mais au cours réel. Ce moyen avantageux aux finances de l'Etat le mettait à l'abri de la menace d'un remboursement toujours suspendu sur sa tête ; il donnait aux déposants une valeur équivalente dont ils pouvaient disposer sans éprouver de préjudice. Quant aux déposants qui, conformément au décret du 9 mars, avaient reçu des rentes ou des bons du Trésor au pair, il était de stricte équité de leur accorder une compensation de la perte que le remboursement forcé dans les conditions que nous venons d'indiquer, leur avait fait éprouver.

Mais pourquoi, a-t-on dit, avoir rendu la conversion obligatoire au lieu de la laisser facultative ? Elle n'aurait pas dû être imposée aux déposants qui ne demandaient qu'à conserver leurs fonds à la caisse d'épargne.

Il est facile de répondre à cette objection.

La situation faite aux caisses d'épargne par les lois de 1837 et 1845, avait créé, en 1848, de grands embarras au Trésor, et contribué au discrédit de ses valeurs et à la difficulté d'effectuer ses paiements. En effet, elle formait près du tiers de la dette flottante évaluée, le 1^{er} janvier 1848, par M. Thiers, de 750 à 800 millions, les dépôts non compris. Les inconvénients d'une dette flottante aussi énorme avaient été signalés, à plusieurs reprises, à la chambre des députés et, il faut le dire, l'opposition était dans la vérité quand elle présentait le gouvernement de juillet, pareil au châtelain de Salmigondin en Dipsodie, « *abatant boys, bruslant les grosses souches pour la vente des cendres, prenant argent d'avance, achaptant chier, vendant à bon marché et mangeant son bled en herbe* ¹. » Le devoir des républicains était d'avoir de la prévoyance et de ne pas suivre des errements qui menaient tout droit à la banqueroute. La nécessité de réduire la dette flottante étant reconnue, il fallait prendre, pour y arriver, une mesure efficace et définitive ; l'obligation de la con-

¹ Pantagruel, liv. III, ch. 2.

version en rentes nous paraît donc parfaitement justifiée. Bonne sous le rapport financier, cette mesure ne l'était pas moins sous le rapport politique.

Il importe à tout gouvernement de rattacher à lui les populations non-seulement par les sentiments moraux, mais encore par les intérêts matériels : ces deux ordres de choses qui constituent la vie réelle des nations doivent, autant que possible, suivre un développement parallèle. Mais c'est surtout dans un Etat démocratique fondé sur la liberté, qu'un lien moral doit unir tous les membres du corps social, depuis la base jusqu'au sommet ; de cette union résulte la société spirituelle, et, comme conséquence de l'union des âmes, la tendance générale vers les améliorations de toutes sortes d'où dépend le bien-être de chacun et de tous. Les institutions politiques qui ne reposent pas sur ces principes ne peuvent être de longue durée, et si on veut expliquer les révolutions incessantes qui ébranlent la société moderne, celles qui grondent encore dans ses profondeurs, c'est dans l'antagonisme des gouvernements et des peuples qu'il faut en chercher la cause première ; certains effets que, bien à tort, les esprits superficiels prennent pour des causes, ne sont que des accidents. L'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'homme sont, ainsi que le déclare la Constitution française de 1791, les seules causes des malheurs publics et de la corruption des gouvernements. »

Ce que tout gouvernement doit chercher à réaliser pour sa conservation, la République devait donc le faire à plus forte raison, non, dans un but d'égoïsme, mais pour le peuple lui-même qu'il fallait intéresser au maintien de la constitution qu'il s'était donnée et qui, en assurant sa liberté, était pour lui un gage de son bien-être dans l'avenir. Il fallait le protéger contre les suggestions de ses ennemis, le protéger contre lui-même, contre son ignorance, contre le découragement résultant d'une situation anormale qui devait avoir un terme d'autant plus prochain que la confiance renaîtrait plutôt, et quelle meilleure garantie que celle de huit cent mille familles propriétaires qui devenaient ainsi solidaires de la révolution ? En un mot, il fallait faire entrer de plus en plus les classes laborieuses dans la voie nouvelle ouverte en 1789 à la bourgeoisie, en élargissant les bases de la propriété, en créant pour les populations des villes quelque chose d'analogue à ce qui existe pour les populations agricoles. M. Hippolyte Passy, avec la loyauté de son caractère et l'élevation de son esprit, a fait ressortir en quelques mots l'avantage qui résultait de cette application donnée aux fonds des caisses d'épargne. Voici dans quels termes il s'exprimait à la séance du 17 juin 1851.

« On remarque dans tous les pays que la population rurale est la plus économe, celle qui amasse le plus. En effet, quoique cette population soit habituellement celle dont les salaires sont le moins élevés, c'est toujours celle qui se montre la plus prévoyante et la plus économe. Pour-

quoi? C'est que, pour elle, les épargnes ont une réalisation sous une forme qui lui convient : elle voit la terre devant elle, elle veut l'acquérir, elle fait pour cela des efforts inouïs.

» Pour les populations des villes dont les salaires sont plus élevés, savez-vous ce qui manque? C'est la possibilité de réaliser, sous une forme convenable, directe et simple, leurs économies. Les populations des villes que peuvent-elles acheter? des maisons? c'est trop cher. Les populations rurales, au contraire, peuvent acheter de la terre. C'est là une des choses qui les conduisent à ces habitudes de prévoyance et d'économie qui font leur force, qui constituent une grande partie de leur moralité.

» Eh bien ! il n'est pas indifférent d'accoutumer la population des villes à posséder aussi un titre distinct qu'elle désirera accroître. A cet égard, les faits ont déjà parlé et parlent très-haut. Il a été remis aux déposants des caisses d'épargne pour 19 millions de rentes sur le grand livre, et, à l'heure qu'il est, il y a certitude que ces populations, sur 19 millions de rentes, en ont gardé 14 ; et cependant, elles ont traversé des moments de crise, des moments de chômage. Elles ont gardé ces rentes, parce qu'elles sont sous une forme qui les attache à cette forme même. Il y a là un avantage réel ¹. »

Ainsi disparaissent les reproches de précipitation et d'imprévoyance faits au décret du 17 juillet 1848; il en serait de même de beaucoup d'autres reproches adressés au gouvernement de cette époque, si on apportait plus de réserve et de justice dans l'appréciation de ses actes.

« Il est doux, a dit un poète, de contempler du rivage la mer irritée. » A peine échappés au naufrage, nous oublions les dangers que nous avons courus et l'habile pilote qui nous sauva, pour jeter un regard d'orgueil sur les vagues écumantes. Ainsi, dans les tourmentes qui agitent la société, nous nous attachons, éperdus, aux hommes de cœur qui luttent pour nous y soustraire. Aussi longtemps que dure le péril, nous les invoquons comme des sauveurs. A peine le calme est-il fait que nous ne nous souvenons plus du danger ni de ceux qui se dévouèrent pour le conjurer. Heureux encore quelquefois de n'être qu'oubliés et de n'avoir pas à subir les outrages de ceux qui, faibles et pusillanimes, alors qu'il fallait payer de sa personne, font comme Panurge, le *plourart*; la *tempeste finie, les bons compagnons* ².

La conséquence du décret du 7 juillet fut la consolidation en rente 5 p. 100, de 350 millions environ des fonds versés dans les caisses d'épargne ³. Dans cette somme la caisse d'épargne de Paris, figure pour 67,168,759 fr. 14 c.

La conversion avait été faite à 80 fr., taux moyen du cours de la rente ;

¹ *Moniteur* du 18 juin 1851.

² Pontagnuel, liv. IV, chap. 23.

³ *Moniteur* du 18 juin 1851.

mais en ces jours d'orage, les fonds publics éprouvaient des hausses et des baisses alternatives qui jetaient la perturbation dans ces valeurs. L'Assemblée constituante, mue par un sentiment de délicatesse qui fut généralement appréciée, prit, le 21 novembre 1848, une décision qui modifiait celle du 7 juillet. Les déposants dont les livrets avaient été ou devaient être consolidés furent crédités, dans un livret spécial, de la différence entre le taux de 71.60, cours moyen au 21 novembre, et celui de 80 fr., prix d'émission de la rente 5 p. % qui leur avait été attribuée. Le montant de cette différence portant intérêt à 5 p. % à compter du 7 juillet devait être remboursé conformément à la loi à intervenir, en 1849, sur les caisses d'épargne. Il en était de même des appoints inférieurs à 16 fr. qui n'auraient pas été remboursés en numéraire, au premier décembre suivant. Le premier juillet 1849, tous les comptes dont la liquidation n'aurait pas été demandée par les titulaires, devaient être liquidés d'office, conformément aux dispositions qui précèdent et à celle du décret du 7 juillet.

La conversion en rentes, utile au point de vue que nous avons indiqué, pouvait avoir pour effet d'interrompre les relations des déposants avec les caisses d'épargne et porter à celles-ci un coup funeste ; car, il faut le dire, l'habitude joue un grand rôle dans les actes de la vie humaine, et un nouvel emploi donné aux capitaux, en leur imprimant une autre direction, pouvait détourner le courant qui les faisait affluer aux caisses d'épargne. La création des livrets spéciaux raffermît ces établissements ; à Paris seulement 7,226,795 fr. 91 c. furent répartis entre 108,549 livrets. La loi du 29 avril 1850 assimila les sommes portées sur ces livrets, pour leur disponibilité, à celles portées sur les livrets ordinaires, et en imputa le remboursement en capital et intérêts, jusqu'au 1^{er} juin suivant sur les ressources de la dette flottante.

Cette mesure est le dernier acte de la liquidation des caisses d'épargne, liquidation, en somme, très-profitable aux déposants qui, en peu de mois, virent augmenter leur capital de plus de 30 p. % ; avantageuse aussi, en définitive, au Trésor, qui, au moyen d'un sacrifice devenu indispensable, dégagés sa responsabilité de tous les dangers auxquels la demande d'un remboursement général aurait pu l'exposer de nouveau. Toutefois ce résultat ne s'appliquait qu'aux fonds existants le 9 mars 1848 ; il fallait régler pour l'avenir les rapports du Trésor avec les caisses d'épargne ; ce fut l'objet de la loi du 30 juin 1851.

Fin décembre 1848, le solde général des caisses d'épargne était de 48 millions environ, y compris 34 millions provenant des compensations prescrites par le décret du 21 novembre.

Le 31 décembre 1849, le solde général des trois cent trente-huit caisses qui avaient fourni leurs comptes, était de 561,440 livrets et de 73,917,556 fr. 29 c.

Fin décembre 1850, les trois cent quarante caisses qui avaient donné les renseignements sur leurs opérations, devaient à 565,935 livrets 134,917,011 fr. 35 c. ce qui donne, quant aux sommes, une augmentation de 87 millions, soit de 181 p. $\frac{1}{2}$ environ sur le solde de 1848 et de 61 millions, soit de plus de 82 p. $\frac{1}{2}$ sur le solde de 1849.

Cet accroissement qui, ainsi que nous le verrons plus loin, prendra des proportions plus considérables encore, démontre la vitalité des caisses d'épargne et la force de volonté des classes laborieuses à se créer des ressources par l'économie. C'est la réfutation péremptoire de ce reproche d'imprévoyance que la secte des philanthropes adresse sans cesse au peuple avec ce ton doctoral que vous savez.

La nouvelle loi organique du 30 juin 1851, comme celle de 1845, a eu pour objet de concilier l'intérêt du Trésor et l'intérêt des déposants. Dans ce but, elle déclare, article 1^{er}, qu'aucun versement ne sera reçu par les caisses d'épargne sur un compte dont le crédit aura atteint 1000 fr. soit par le capital, soit par l'accumulation des intérêts.

L'article 2 dispose :

« Lorsque, par suite du règlement annuel des intérêts, un compte excédera le maximum fixé par l'article précédent, si le déposant, pendant un délai de trois mois, n'a pas réduit son crédit au-dessous de cette limite, l'administration de la caisse d'épargne achètera pour son compte 10 fr. de rente en 5 p. $\frac{1}{2}$ de la dette inscrite, lorsque le prix sera au-dessous du pair, et en 3 p. $\frac{1}{2}$, si le cours de la rente 5 p. $\frac{1}{2}$ dépasse cette limite. Cet achat aura lieu sans frais pour le déposant.

L'article 3 autorise tout déposant dont le crédit sera de somme suffisante pour acheter 10 fr. de rente au moins, à faire opérer cet achat sans frais par les soins de la caisse d'épargne.

Trois exceptions relatives au maximum des comptes sont admises 1^o en faveur des remplaçants dans les armées de terre et de mer qui peuvent opérer en un seul versement le prix stipulé dans l'acte de remplacement, à quelque somme qu'il s'élève ; 2^o en faveur des marins portés sur le rôle de l'inscription maritime qui sont autorisés à déposer, en un seul versement, le montant de leurs soldes, décomptes et salaires au moment soit de leur embarquement, soit de leur débarquement, à quelque somme qu'il s'élève ; à la condition toutefois que les dispositions de l'article 2 seront appliquées à ces divers dépôts pour les ramener au maximum fixé par l'article 1^{er}, sauf que les remplaçants n'y seront soumis qu'à l'expiration de leur engagement ; 3^o enfin en faveur des sociétés de secours mutuels, autres que celles déclarées établissements d'utilité publique, dont le crédit peut s'élever jusqu'à 8,000 fr. en capitaux et intérêts.

L'article 7 fixe l'intérêt des dépôts à 4 $\frac{1}{2}$ p. $\frac{1}{2}$ et la retenue à faire sur cet intérêt par les caisses d'épargne, pour les frais de loyer et d'ad-

ministration à $1/4$ p. $\%$; cette retenue étant facultative pour un autre quart pour cent. En aucun cas, cette retenue ne peut s'élever au-dessus de $1/2$ p. $\%$ si ce n'est pour la caisse d'épargne de Paris dont la retenue facultative sera de $3/4$ p. $\%$, sans que la retenue totale puisse excéder 1 p. $\%$.

L'objet de la loi, est, on le voit, de diminuer la responsabilité du Trésor dans la prévision d'une demande générale de remboursement. Le crédit de chaque déposant est limité à 1,000 fr. au lieu de 2,000 fr. tel qu'il était fixé par la loi du 12 juin 1845, y compris les intérêts capitalisés, et la conversion en rentes qui, aux termes de cette dernière loi, était facultative, devient obligatoire, lorsque le maximum du crédit est atteint et que, dans les trois mois, le déposant n'a pas réduit son compte au-dessous de la limite déterminée.

Ainsi, la loi entre de plus en plus dans la voie de la conversion en rentes des fonds déposés. On avait pensé que cette disposition, combinée avec celle de la réduction des crédits, donnerait au Trésor une garantie suffisante, en ce qu'elle ferait disparaître l'inconvénient d'un solde considérable.

Ce but a-t-il été atteint? les rapports publiés par l'administration centrale permettent de répondre négativement à cette question.

Fin décembre 1851, on constate que le nombre des livrets s'élevait à 611,086, et les sommes dues aux déposants à 158,162,137 fr. 75 c. D'où il résulte, par rapport aux livrets, une augmentation de 8 p. $\%$ environ, et, par rapport aux sommes, de plus de 13 p. $\%$.

Ce résultat est significatif.

« Il a d'autant plus d'importance, dit le ministre, qu'il est obtenu nonobstant l'exécution de la loi du 30 juin 1851. En réduisant à 1,000 fr. par déposant le maximum du crédit qui était précédemment de 1,500 fr., et pouvait atteindre à 2,000 fr. par la capitalisation des intérêts, cette loi ayant pour sanction pénale la privation totale des intérêts, prononcée contre ceux qui ne s'y conformeraient pas immédiatement, a eu pour conséquence nécessaire de contraindre un nombre assez considérable de déposants à retirer des fonds. Si, malgré ces retraits, le solde total dû par les caisses d'épargne a pu se trouver, au 31 décembre, accru de 19 millions à peu près, on doit voir dans ce fait un symptôme doublement significatif de prospérité pour les caisses d'épargne. Il atteste à la fois et le progrès de l'esprit de prévoyance dans la population et le progrès de l'aisance chez les déposants ¹. »

Le solde de l'année 1852 rend le résultat que nous avons signalé encore plus sensible. Au 31 décembre, il restait en circulation 742,889 livrets se soldant par 245,416,663 fr. 85 c. C'est, relativement à 1851,

¹ Rapport à l'Empereur sur les caisses d'épargne, année 1851, p. XIII.

une augmentation de 24 p. % environ dans les livrets, et de 55 p. % environ dans les sommes.

Le compte de 1853 atteste une progression toujours croissante. Au 31 décembre, il existait 844,949 livrets représentant 285,573,378 fr. 89 c., soit un accroissement sur l'année précédente de près de 14 p. % dans les livrets et de plus de 16 p. % dans les dépôts.

Ces faits se sont produits nonobstant l'achat de plus en plus considérable d'inscriptions de rentes pour le compte des déposants. Les caisses d'épargne ont acheté :

	Nombre des inscriptions.	Montant des inscriptions de rentes.
En 1851,	12,480	970,292 fr. 97 c.
En 1852,	9,154	353,431 05
En 1853,	15,099	631,012 »
	<u>36,733</u>	<u>1,954,736 fr. 02 c.</u>

Le chiffre élevé des achats, en 1851, s'explique par la réduction obligatoire des crédits. Les années 1852 et 1853 présentent le mouvement suivant :

1852

Achat d'office (loi du 30 juin 1851) 2618 inscriptions pour 29,796 fr. 35 c. de rentes.
Achat à la demande des déposants. 6536 » pour 323,634 70 »

1853

Achat d'office. 3064 inscriptions pour 36,390 fr. » c. de rentes.
Achat à la demande des déposants. 12038 » pour 594,622 » »

La progression croissante des achats volontaires est à remarquer ; elle prouve, d'un côté, combien il était utile de créer un emploi aux fonds des déposants qui veulent continuer leurs économies, et, d'un autre côté, que les difficultés qu'offraient aux classes laborieuses l'acquisition et la possession des rentes sur l'État, commencent à s'aplanir, et que l'on apprécie de plus en plus ce mode de placement.

Le 7 mai 1853, une loi sur les caisses d'épargne a réduit l'intérêt à 4 p. %. De la combinaison de cette loi avec l'art. 7 de celle du 30 juin 1851, il résulte que, généralement, l'intérêt payé aux déposants, déduction faite de la retenue, varie de 3.75 p. % à 3.50 p. %, à l'exception de la caisse de Paris, qui ne bonifie que 3.25 p. %¹.

¹ La retenue à faire sur l'intérêt pour constituer un fonds de réserve et payer les frais d'administration, lorsqu'il n'existe pas de fonds de dotation ou lorsque le fonds de dotation est insuffisant, est, aux termes de l'article 7 de la loi du 30 juin 1851, obligatoire pour 1/4 p. % et facultative pour 1/2 p. %. A Paris, elle est de 3/4 p. % au minimum, de 1 p. % au maximum. En 1853, la retenue a été de 1/4 p. % dans cent

Bien que l'élévation de l'intérêt ne soit pas le motif déterminant des déposants à verser leurs fonds à la caisse d'épargne, et qu'ils y soient conduits surtout par la sûreté du placement et la facilité du retrait, il n'en est pas moins vrai que le taux de l'intérêt est loin de leur être indifférent. Cette considération devient d'autant plus puissante que le retrait est rendu plus difficile. Or, il est incontestable que, indépendamment de la chance aléatoire attachée aux fonds publics, la vente d'une inscription de rente entraîne des longueurs, et, dans certains cas, des difficultés. Lorsque cet état de choses coïncide avec la réduction des crédits, il faut reconnaître que la position des déposants a été amoindrie par les diverses lois rendues sur la matière.

L'Angleterre agit tout autrement. L'intérêt qu'elle paye est moindre que celui payé en France; il est de 2 p. % seulement. Mais il faut remarquer que l'intérêt de l'argent étant moins élevé qu'en France, 2 p. % équivalent à 3 p. % environ. D'un autre côté, le maximum des crédits individuels est non pas de 1,000 fr. comme en France, mais de 3,750 fr. (150 livres). En outre, en vertu d'un acte du Parlement, en date de 1833, tout individu qui, dès l'âge de vingt à trente ans, aura déposé six francs par mois dans une caisse d'épargne, recevra du gouvernement, à l'âge de soixante ans, une pension viagère de 500 fr., et même, si le déposant meurt avant d'avoir atteint sa soixantième année, le Trésor public restituera le capital, mais sans y joindre les intérêts¹.

Aussi quelle différence dans les résultats obtenus dans les deux pays !

Si nous prenons l'année 1847 en France et l'année 1831 en Angleterre, nous constatons les faits suivants :

En France, sur une population de 35 millions d'habitants, il y avait, au 31 décembre, 736,951 déposants, soit un déposant sur 47 habitants.

En Angleterre, une population de 27 millions d'habitants a donné 1,161,089 déposants, soit un déposant sur 23 habitants.

Relativement à la moyenne des dépôts, elle était en France, sur un solde de 358 millions, de 486 fr. environ par livret, tandis qu'en Angleterre elle a atteint, sur 750 millions, la somme de 646 fr. environ.

C'est qu'en Angleterre, le gouvernement tend à développer l'institution des caisses d'épargne; tandis qu'en France on cherche à la restreindre et à en transformer le caractère. Les caisses d'épargne ont ré-

vingt et une caisses, de 1/2 p. % dans cent cinquante caisses, et d'une somme intermédiaire entre 1/4 p. % et 1/2 p. % dans les autres établissements, à l'exception de la caisse de Paris où elle s'est élevée à 3/4 p. %. Au 31 décembre de cette année, le montant de la réserve, déduction des frais d'administration, était de 2,050,663 fr. 38 c. A la même époque, le capital de dotation s'élevait à 4,281,739 fr. 20 c.

¹ Charles Dupin, *Constitution, histoire et avenir des caisses d'épargne*, p. 121.

sisté à toutes les dispositions légales qui atteignaient non-seulement leur économie, mais pouvaient compromettre leur existence. Quoi de plus dangereux, en effet, que des modifications incessantes apportées aux institutions même le plus fortement enracinées. Un grand esprit signalait, il y a 250 ans, les abus de cette légomanie qui a sa source dans l'incertitude et l'ignorance. « Nous avons en France, dit Montaigne, plus de lois que tout le reste du monde ensemble, et plus qu'il n'en faudroit à régler tout les mondes d'Epicurus : *« Ut olim flagitiis, sic nunc legibus laboramus. »* Eh bien ! avant longtemps, il faudra réduire encore le maximum des crédits, l'intérêt peut-être. Ne serait-il pas mieux de voir, dès à présent, s'il n'y a pas autre chose à faire que ce qui a été tenté jusque aujourd'hui, si on ne peut pas donner aux fonds de la caisse d'épargne une destination plus conforme aux intérêts des déposants, du Trésor, de la société ?

Un des principaux résultats et des plus immédiats de la révolution de Février a été le développement des institutions de crédit. La création du comptoir national d'escompte et des sous-comptoirs, l'émission des billets de banque de 100 fr., l'augmentation des succursales de la Banque de France, portées de quinze à trente, en y comprenant les banques départementales ; la réduction du taux de la rente 5 p. $\frac{1}{2}$ %, et de l'escompte à la Banque, les sociétés du crédit foncier, du crédit mobilier et des docks, et l'abaissement de l'intérêt de l'argent qui en est la conséquence ; tout cela, c'est l'œuvre de la Révolution. Née au milieu d'une crise financière qui semblait devoir engloutir la richesse nationale, elle en est sortie triomphante, sans violer la justice et la propriété, sans blesser les droits acquis. Généreuse, compatissante, elle a tendu les mains à ses amis et à ses ennemis pour les arracher à l'abîme creusé sous leurs pas par la monarchie, rassurant les uns contre leur misère et les autres contre leur richesse. Aussi, est-ce avec respect que nous saluons la révolution de Février, fille de la Révolution française, dont l'esprit est résumé dans cette admirable formule mise en tête de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, du 24 juin 1793 :

« LE BUT DE LA SOCIÉTÉ EST LE BONHEUR COMMUN. »

Le crédit a-t-il atteint tout son développement ? Non, assurément. Tel qu'il est constitué, il ne fournit pas à la production une quantité de capitaux équivalente à ses besoins. L'insuffisance des capitaux tient non pas à l'insuffisance du numéraire et des autres valeurs qui les constituent, mais à l'enfouissement des espèces dans les caves des banques pour garantie de leur papier, aux fonds de caisse et de réserve nécessaires à quiconque s'occupe de négoce, aux épargnes gardées par chacun faute d'un placement sûr ou d'un remboursement immédiatement réalisable, en un mot au défaut de circulation. L'inactivité de ces capitaux diminue

la richesse publique, et, par conséquent le bien-être général et particulier. L'accaparement des valeurs par un petit nombre d'hommes, indépendamment de la stagnation partielle et relative qui en est la suite, tend à établir au détriment de la masse un monopole dangereux. Les capitaux représentent les instruments de travail nécessaires à tous, et leur indivision est aussi fatale au bien commun et à la liberté que l'était autrefois l'indivision de la propriété foncière. Longtemps immobilisée dans les mains de la noblesse et du clergé, la propriété foncière était restée l'apanage de familles ou de corporations privilégiées. Le droit nouveau, le droit créé par la Révolution, a accru dans une énorme proportion, par la division des héritages, le nombre des propriétaires, et la facilité de la transmission de la terre a ouvert à tous l'espérance de la posséder. Dans un pays où le climat et les habitudes sont semblables ou à peu près semblables, la population se multiplie généralement en proportion des moyens d'existence. D'après ce principe, une nombreuse population est l'indication d'une production abondante, ce qui a été exprimé par cet aphorisme économique : *à côté d'un pain naît un homme*. L'accroissement de la population, depuis 1789, dans la proportion de plus de 40 p. %, environ, démontre que la division du sol a eu pour résultat d'en augmenter considérablement le produit, et, par conséquent, la valeur. La richesse mobilière, par la suite de l'affranchissement du travail et par l'abolition des entraves apportées à la liberté du commerce, s'est accrue dans une proportion plus grande encore, ce qui prouve combien le régime de la liberté et de l'égalité est favorable à son développement et combien il importe de donner à l'activité individuelle le moyen de s'exercer. « Les petits sont quelquefois chargés de mille vertus inutiles, a dit Labruyère, ils n'ont pas de quoi les mettre en œuvre ¹. » Mais le crédit s'est arrêté aux couches supérieures de la société, il ne l'a pas pénétrée dans ses profondeurs, et c'est là où il faut le faire descendre. Les fonds déposés dans les caisses d'épargne pourraient aider efficacement à ce résultat.

Nous proposons de réunir les caisses d'épargne et les monts-de-piété. Cette idée que nous croyons féconde en bons résultats, n'est pas nouvelle ². Elle appartient à M. Arnould que nous avons déjà eu, plusieurs fois, l'occasion de citer, et qui la produisit dès 1815.

¹ *Caractères de Labruyère*, chap. XI, De l'homme.

² M. Courtet de l'Isle, auteur d'un écrit intitulé : *Du crédit en France et de quelques moyens de prospérité publique*, publié en 1840, s'est plaint dans une lettre adressée au *Sicéle*, le 23 octobre 1843, de ce que, en indiquant dans la première édition de cet ouvrage, comme chose désirable, la réunion des caisses d'épargne aux monts-de-piété, nous ne l'avions pas cité comme promoteur de cette idée dont il revendique le perfectionnement sinon la priorité. Nous avouons, en toute humilité, que nous ne connaissions pas alors l'écrit de M. Courtet de l'Isle, et c'est un regret que nous exprimons, car il est court et substantiel, deux qualités précieuses dans ce temps, où l'on n'a pas

Une ordonnance du 17 novembre 1819 joignit la caisse d'épargne de Metz au mont-de-piété. En 1834, M. Félix de Viville, directeur de ces deux établissements, exposait ainsi les résultats obtenus par cette mesure. « A Metz, 400,000 fr. appartenant aux déposants, sont employés en prêt sur nantissement, à un intérêt de 7 1/2 p. %; 600 à 700,000 fr. sont versés au Trésor public qui sert un intérêt de 4 p. % : il en résulte donc un bénéfice de 3 1/2 p. % sur une partie des capitaux. »

» Cette manière avantageuse d'utiliser les épargnes des déposants, la puissante garantie que présentent des nantissements qui répondent de la somme prêtée, inspirent à juste titre, aux personnes économes, la plus grande confiance. L'administration, sans avoir besoin de recourir aux souscriptions ou aux subventions, alloue 5 p. % jusqu'à 204 fr. et cette prime d'un p. % est un puissant encouragement pour la classe ouvrière. Il est, en outre à remarquer qu'il résulte de cette réunion une grande économie dans les frais de gestion de ces deux établissements, parce que les mêmes employés sont chargés du service des deux caisses. En effet, les frais de la caisse d'épargne de Paris, dont les bureaux ne sont ouverts que le dimanche, s'élèvent à 2 fr. par compte courant, tandis qu'à Metz, où les bureaux sont ouverts tous les jours de la semaine, ces frais ne sont que de 50 centimes. Ceux du mont-de-piété de la capitale montent à 65 centimes par article d'engagement, et à Metz, à 25 centimes seulement.

» Quoique l'administration soit forcée de fournir des bénéfices aux hospices, quoiqu'elle serve 5 p. % sur une partie des fonds de la caisse d'épargne, elle est néanmoins parvenue à réduire l'intérêt du prêt sur nantissement de 12 à 7 1/2 p. % et, en outre, avec le produit des ventes non réclamé, elle se crée un capital de dotation qui s'élève déjà

toujours le loisir de lire les longs ouvrages. Mais enissions-nous connu, en 1843, le livre de M. Courtet de l'Isle, nous n'ensions pu que renvoyer l'auteur 1° à M. Arnoult qui, dès 1815, avait proposé de réunir la caisse d'épargne au mont-de-piété de Namur et, en 1828, demandait de généraliser cette mesure; 2° à l'ordonnance du 17 novembre 1819 qui a joint la caisse d'épargne au mont-de-piété de Metz; 3° à M. Félix de Viville, directeur de ces deux établissements qui, en 1834, a publié, sur ce sujet, une excellente brochure; 4° au discours de M. Lombard Bossière à la chambre des députés, le 3 février 1835; 5° à un rapport de M. Roy; 6° à un discours de M. Dubouchage à la chambre des pairs en 1835; 7° à la circulaire du ministre de la justice de Belgique aux députations des Etats provinciaux, le 4 mars 1835.

Ainsi la découverte revendiquée par M. Courtet de l'Isle, le 22 mars 1839 à l'académie des sciences morales et éditée par lui en 1840, datait réellement de vingt-cinq ans. Au reste, loin de diminuer son mérite, cette circonstance constate, au contraire, la supériorité de son esprit qui sans le secours du bulletin de lois, des écrits de MM. Arnoult et de Viville, des discours de MM. Lombard Bossière et Dubouchage, du rapport de M. Roy et de la circulaire du ministre de la justice de Belgique, était arrivé tout seul à une heureuse conception. Combien d'inventeurs ne pourraient en dire autant ! Nous en faisons à M. Courtet de l'Isle notre bien sincère compliment.

à 70,000 fr. et qui atteindra 100,000 fr. lorsqu'elle aura vendu les 6,000 fr. de rentes qu'elle a achetés avec les fonds des déposants ¹. »

Les bons effets signalés par M. de Viville, en 1834, se sont soutenus. Le mont-de-piété, grâce à cette réunion et à la capitalisation de ses bénéfices qui lui a été accordée par ordonnance du 22 juillet 1837, s'est constitué (en 1851) un capital propre de 188,000 fr., et il a abaissé à 6 p. $\frac{1}{2}$ l'intérêt de ses prêts. La gestion si éclairée de M. de Viville n'a pas été non plus sans influence sur ces heureux résultats.

A Nancy où le même système est établi, on constate des effets identiques. Voici ce que nous lisons dans un rapport de son habile directeur, M. Lefèvre, en date du 24 octobre 1851 :

« La réunion du mont-de-piété et de la caisse d'épargne offre au mont-de-piété le moyen aussi prompt que simple et commode de se procurer les fonds dont subitement il a besoin, en disposant immédiatement de partie de ceux de la caisse d'épargne. Elle lui permet, sans être astreint à plus de formalités et de retard, de lui rembourser tout ou partie de ses emprunts par le versement de ses excédants de recette qui se trouvent ainsi fructueusement remplacés. Un compte courant ouvert entre les deux établissements règle exactement les intérêts de l'un et de l'autre, sans confusion comme sans perte et sans surcroît de charges pour aucun d'eux. Enfin, elle est pour lui un moyen aussi certain qu'efficace d'augmenter notablement ses économies, puisqu'il est appelé à recueillir les bénéfices que réalise la caisse d'épargne de sa gestion dont l'importance a été jusqu'en 1850, toute déduction faite, de 58,399 f. 40 c., c'est-à-dire de plus du tiers du fonds de dotation dont il est en possession.

» Les avantages que, de son côté, la caisse d'épargne, retire aussi de cette réunion ne sont pas moins appréciables. Les bureaux distinctement établis dans le même local que ceux du mont-de-piété sont chauffés et éclairés par les mêmes appareils ; le travail y est dirigé gratuitement par le même directeur et la caisse tenue par le même comptable ; il suit que ses frais d'administration se trouvent réduits à la dépense des imprimés et aux appointements d'un commis. Et si l'on considère que cette caisse se trouve classée tant pour le nombre de ses déposants que pour le montant des sommes qui lui sont confiées dans les dix plus considérables de la France, il sera facile de reconnaître que son annexion au mont-de-piété, dans les conditions indiquées, la favorise d'une économie de frais qu'on ne peut évaluer à moins de 4,000 à 5,000 fr. Mais les bénéfices du système ne se bornent pas à ces avantages pécuniaires. Ils réagissent puissamment sur les déposants qui trouvent dans la tenue permanente

¹ Félix de Viville. *Des banques d'épargne, de prêts sur nantissements et d'ordres*, pag. 8 et suiv.

des bureaux une facilité et une économie de temps justement appréciées par eux. D'un autre côté, cette circonstance à peu près exceptionnelle pour Nancy, en prévenant l'encombrement des bureaux, a aussi pour effet d'y mieux répartir le travail et de permettre de l'exécuter avec plus de calme et dès lors plus de régularité. Enfin cette réunion ne plait pas moins aux engagistes du mont-de-piété par l'incertitude dans laquelle elle met les curieux indiscrets sur la cause de leur fréquentation de l'établissement. »

La conséquence de cet état de choses a été la réduction de l'intérêt des prêts de 12 à 9 p. $\frac{1}{10}$, et le mont-de-piété de Nancy n'a été autorisé qu'en 1834.

A Avignon, où la réunion des deux établissements existe depuis 1832, le mont-de-piété prête à 4 p. $\frac{1}{10}$.

La Belgique nous offre des exemples semblables; l'adjonction a été opérée à Nivelles, à Ostende et à Mons. Nous avons pu constater, en 1842, que dans cette dernière ville, le mont-de-piété devait son existence précisément à l'application de ce système.

A Venise, c'est encore la caisse d'épargne qui fournit les fonds au mont-de-piété, et nous retrouvons la même organisation à Madrid, à Barcelone, à Saint-Petersbourg, à Moscou, et partout les résultats ont été ou ne peut plus favorables. L'expérience est donc concluante : ce qui n'empêche pas M. Horace Say d'affirmer que de *vieilles friperies ne sont pas un gage suffisant pour garantir le remboursement, à volonté et à jour fixe, des sommes économisées par les travailleurs*¹. » La meilleure réponse à faire à une semblable assertion, et la plus simple, serait celle de Galilée aux docteurs qui niaient le mouvement de la terre et qui, pour donner raison à la Bible, condamnaient l'illustre Florentin à réciter, pendant trois ans, en prison, les psaumes de la pénitence : *e pur si muove*. Mais l'assertion de M. Horace Say porte atteinte au crédit des monts-de-piété, et, sous ce rapport, il importe d'en démontrer le peu de valeur.

Les vieilles friperies qu'il affirme être des gages insuffisants pour les fonds des caisses d'épargne, ne sont pas jugées telles par les nombreux prêteurs qui, chaque année, placent leurs économies au mont-de-piété de Paris. Ils savent, en effet, que les avances sur les nantissements étant proportionnées à leur valeur, une friperie, si vieille qu'elle soit, répond de la somme prêtée tout aussi bien que le nantissement le plus précieux. Ils n'ignorent pas non plus que la réalisation d'un nantissement est d'autant plus facile que la concurrence dont il est l'objet est plus grande, et, sous ce rapport, les articles qualifiés *vieilles friperies* sont précisément ceux qui trouvent toujours des acheteurs. En 1847, 1848 et 1849, il est des nantissements qui ont séjourné longtemps dans les magasins,

¹ *Journal des Economistes*, n° 24, novembre 1843, p. 423.

bien que n'ayant pas été renouvelés, parce que l'on n'en trouvait pas un prix assez élevé, c'étaient des nantissements de luxe, des diamants. Au reste, peu importe aux bailleurs de fonds; les commissaires-priseurs sont responsables de leurs appréciations; si donc une différence en moins se produit à la vente, ils doivent la couvrir; ils y sont obligés solidairement; mais cette obligation est très-limitée, puisque, année moyenne, il est vendu moins de 6 p. $\%$ des articles engagés, et la proportion entre les sommes prêtées et celles non remboursées est la même. La réalisation des nantissements n'entre donc que pour une portion très-faible dans le remboursement des fonds prêtés au mont-de-piété. De plus les prêteurs, plus curieux que certains économistes, quoique moins lettrés, ont lu ou se sont fait lire l'article 45 du décret organique portant que les emprunts sont faits sur l'hypothèque générale des biens des hospices de Paris. Ils ont aussi entendu dire que les compagnies contre l'incendie avaient assuré l'établissement pour 8,000,000 de fr. Ils ont donc pour garanties, 1° les gages déposés dans les magasins; 2° la responsabilité des commissaires-priseurs; 3° l'hypothèque des hospices; 4° l'assurance des compagnies. Aussi ils apportent leurs fonds avec confiance et ne demandent qu'un intérêt modique, 3 fr. 80 p. $\%$ en moyenne, parce que nulle part, ils ne trouvent un placement aussi sûr. En 1848, ils en ont eu une preuve incontestable. Il a été remboursé à leur échéance 12,485 billets représentant la somme de 19,874,732 francs 85 c., montant des bons à ordre ou au porteur dont le paiement était exigible. Le mont-de-piété a fait, à cette époque, ce qu'aucun autre établissement public n'a pu faire; aussi son crédit s'est-il mieux soutenu que le crédit de la Banque et le crédit de l'Etat. Chose remarquable, l'intérêt de ses emprunts en 1848 est resté le même qu'en 1847, à 4 1/2 p. $\%$. Ces courtes observations suffisent sans doute pour montrer le peu de fondement des critiques de M. H. Say.

La seule objection sérieuse au système de la réunion du mont-de-piété et de la caisse d'épargne est celle-ci :

Dans les années calamiteuses, les besoins qui amènent les emprunteurs au mont-de-piété font retirer les fonds de la caisse d'épargne; et si les fonds des déposants sont employés à des prêts sur nantissement, la difficulté du remboursement peut s'accroître au point de compromettre le crédit des deux établissements.

Il est aisé de répondre à cette objection par l'histoire même des caisses d'épargne. Il en résulte qu'il s'établit entre l'entrée et la sortie des fonds une balance qui permet de parer aux besoins ordinaires, c'est-à-dire à ceux qui se produisent dans les conditions normales ou à peu près normales, et c'est là que les prévisions doivent s'arrêter; supposer la ruine du crédit public, c'est admettre une éventualité contre laquelle aucune précaution ne serait efficace. Dans les limites que nous avons indiquées,

la réunion de la caisse d'épargne au mont-de-piété ne peut présenter de danger, si l'on agit avec prudence. Ainsi, le mont-de-piété ne devrait jamais employer à ses opérations que la portion des dépôts qui peut être considérée comme disponible, portion que l'Etat emploie lui-même pour ses besoins. Une réserve pourvoirait aux circonstances fortuites, aux demandes imprévues, et il serait d'autant plus facile d'établir cette réserve qu'elle est rendue obligatoire pour les caisses d'épargne et que les fonds en sont prélevés sur la retenue autorisée sur les 4 p. % d'intérêts alloués aux déposants.

Qui empêcherait, afin d'éviter l'inconvénient de remboursements trop onéreux, de les régler de telle façon qu'il fût donné aux monts-de-piété, surtout pour ceux d'une certaine importance, la faculté d'un délai plus ou moins long pour les effectuer? Dira-t-on que cette mesure est contraire à l'esprit et à l'objet même de la caisse d'épargne destinée à subvenir à des nécessités immédiates et pressantes? Cette observation, si elle était fondée, ne s'appliquant pas aux petites sommes qui seraient toujours remboursables à la volonté des déposants, ne tendrait qu'à prouver une chose, l'insuffisance de l'institution et son peu d'action sur l'amélioration réelle du sort des classes laborieuses.

Pourquoi, d'un autre côté, n'autoriserait-on pas la caisse d'épargne à émettre des bons de circulation pour une somme déterminée? C'est encore, dit-on, en opposition avec l'objet que ses fondateurs se sont proposé, savoir de sauvegarder les économies des classes laborieuses, en les plaçant en dépôt aussitôt qu'elles sont réalisées et en les arrachant ainsi à la dissipation. Mais ici, nous rappellerons le mot de lord Chesterfield à son fils : « Défends les shillings, les guinées se défendent toutes seules. » L'épargne d'une semaine pourrait être dépensée, qu'il n'en serait pas de même d'un bon représentant une certaine valeur. En outre, s'il importe de donner l'habitude de l'ordre, de l'épargne aux classes laborieuses, il faut se rendre compte de leur situation, et alors on sera convaincu qu'elle ne peut être améliorée réellement qu'à la condition d'une meilleure distribution des instruments et des fruits du travail. Il faut donc ouvrir une voie plus large à la production, y intéresser les petits capitaux, étendre le crédit. Sous ce rapport, la mise en circulation de partie des fonds de la caisse d'épargne et leur emploi par le mont-de-piété nous paraissent des mesures utiles et fécondes, en ce qu'elles tendraient à accroître le bien-être des uns et à diminuer la misère des autres.

Tels qu'ils sont constitués, les monts-de-piété répondent d'une manière peu efficace aux besoins des diverses classes de la société. A Paris, les commerçants, fabricants et petits marchands absorbent environ le tiers des fonds prêtés, bien qu'ils ne représentent que 44 p. % des emprunteurs. Pourquoi s'adressent-ils à l'administration? parce qu'elle leur offre des avantages qu'ils ne trouvent pas ailleurs; ce qui prouve que le mont-

de-piété est utile à la production et au commerce, même en prêtant ses fonds à 9 1/2 p. %. Supposez que, par le fait d'une organisation meilleure, il puisse réduire le taux de l'intérêt ; supposez encore qu'il ait à sa disposition des sommes suffisantes, ses opérations prendraient un développement considérable, surtout si on ne les restreignait pas exclusivement à des prêts sur effets mobiliers et si des ressources plus abondantes lui permettaient de prêter largement sur des marchandises neuves de toute nature, sur les effets publics, et au besoin d'ouvrir des bureaux d'escompte.

L'emploi des fonds de la caisse d'épargne au prêt sur gage donnerait lieu, dans plusieurs monts-de-piété, à une réduction immédiate de l'intérêt. En effet, à l'exception des cautionnements dont l'intérêt est fixé par la loi à 3 p. %, le taux des emprunts varie entre 4 et 5 p. %. Les établissements qui payent 5 p. %, trouvant de l'argent à 4 p. %, auraient leurs charges réduites de 1 p. % dont ils pourraient faire profiter les emprunteurs. Ceux liés aux hospices qui, sous le prétexte des fonds qu'ils leur prêtent en absorbent le produit, s'affranchiraient de cette servitude : ils capitaliseraient leur bénéfices et se créeraient le capital propre qui leur manque et qui, en les mettant à même de ne plus recourir à l'emprunt, leur permettrait d'abaisser dans une juste mesure l'intérêt qu'ils perçoivent actuellement.

Les déposants à la caisse d'épargne y gagneraient la différence qui résulterait des frais d'administration, et il pourrait, en outre, leur être alloué une prime, ainsi que cela s'est pratiqué à Metz. L'Etat retirerait aussi, de cette combinaison, l'avantage de voir réduire la dette flottante d'une portion équivalente à celle des fonds des caisses d'épargne appliquée aux monts-de-piété. Il conserverait d'ailleurs sur elles la haute tutelle qu'il exerce aujourd'hui et prendrait toutes les mesures dictées par la prudence pour la sécurité des caisses populaires.

Cette combinaison nous paraît propre non-seulement à améliorer les monts-de-piété existants, mais encore à en créer là où leur action peut être utile. Si on jette les yeux sur le tableau de ces établissements, on s'étonne de leur petit nombre. Des quatre-vingt-six chefs-lieux de département, vingt et un possèdent des monts-de-piété ; dans les deux cent soixante-seize chefs-lieux d'arrondissement, on en compte dix-sept ; il y en a six dans les chefs-lieux de canton : soixante départements en sont complètement dépourvus. Serait-ce parce qu'ils se trouvent placés, sous le rapport des institutions de crédit, dans de meilleures conditions que les départements où le gouvernement a reconnu la nécessité d'en établir ? Est-ce que l'industrie du prêt sur gage ne s'y exerce pas, ou bien pense-t-on que la loi du 16 pluviôse an XII et l'article 411 du code pénal n'y sont pas applicables ? Disons-le, car c'est la vérité, une appréciation peu exacte des besoins de la population et des préjugés

qui tiennent à la connaissance imparfaite de l'institution, telles sont les causes principales qui ont arrêté le développement des monts-de-piété. A cette occasion, nous nous faisons un plaisir de reproduire la lettre d'un administrateur éclairé, en réponse à la circulaire adressée par le ministre de l'Intérieur aux préfets des départements.

« Chaumont, le 11 janvier 1849.

» Monsieur le Ministre,

» Le département de la Haute-Marne ne renferme point de monts-de-piété, ni d'établissements qui aient avec eux quelque analogie. Les villes qui peuvent seules donner naissance à ces institutions n'y ont pas assez d'importance. Mais en l'absence de ces palliatifs légaux, l'inexorable prêt sur gage n'en existe pas moins comme industrie occulte et s'exerce à l'abri de tout contrôle. Dans les quartiers pauvres de nos villes, dans nos villages peuplés d'ouvriers d'industrie, partout où le travail n'est pas régulier, on peut être sûr qu'il existe des misérables qui exploitent la misère ou la débauche, par des avances usuraires sur nantissements. C'est là que vont s'engloutir bien souvent l'épargne de l'ouvrier, l'honneur de la fille et la santé de l'enfant : le taux du prêt s'élève quelquefois à 5 et 6 p. % par semaine, et, comme il s'agit de sommes très-minimes pour la plupart, ces prêts se renouvellent fréquemment et peuvent, à la fin d'une année, tripler et quadrupler le capital qui y est employé.

» Sans qu'elle soit aussi hideuse sur tous les points, cette plaie du pauvre honteux s'étend dans toute la France, et j'ai la conviction que, dans le département de la Haute-Marne, très-peu de villages en sont exempts.

» C'est là, il n'en faut pas douter, une cause active de démoralisation des classes inférieures. Ce qu'il y a de déplorable, c'est que l'administration n'ait pas de moyens de remédier à cet état de choses qui empire sans cesse.

» Tous ces actes scandaleux, qu'on fait plus que soupçonner, que tant de symptômes trahissent, échappent aux investigations par leur nature même.

» On ne les connaît que par leurs résultats, les usuriers trouvant toujours dans leurs victimes une complicité de discrétion qui leur assure l'impunité.

» Des institutions de crédit faisant descendre le capital à la portée de toutes les positions, de toutes les incertitudes même pour le pauvre, seront seules efficaces pour tuer ces banques clandestines qui conduisent inévitablement à la misère et souvent au crime par la ruine.

» Pour moi, après avoir signalé ces faits à votre sollicitude, je ne

puis qu'employer tous les moyens dont je dispose à rendre plus difficile, par l'appréhension d'une surveillance incessante, l'exercice de cette criminelle industrie. Le peu de bien que l'on peut faire de ce côté est toujours d'un grand prix.

» Le préfet de la Haute-Marne.

» Signé : E. OLLIVIER. »

Cette lettre du préfet de la Haute-Marne indique un fait qui se produit, il n'en faut pas douter, dans tous les départements : c'est l'abus des pratiques usuraires par suite de l'insuffisance des institutions de crédit. Sous ce rapport, l'établissement d'un certain nombre de monts-de-piété avec partie des fonds des caisses d'épargne, produirait, il n'en faut pas douter, de bons résultats, et ces résultats seraient d'autant meilleurs que leur action serait moins circonscrite.

La réunion des monts-de-piété et des caisses d'épargne devrait être, on le pense bien, subordonnée à l'appréciation de l'autorité supérieure qui agirait suivant les circonstances et les besoins des établissements. Appliquée sans distinction et d'une manière générale, cette mesure pourrait avoir des inconvénients là où le travail, au lieu d'être simplifié, recevrait, au contraire, une complication fâcheuse, et là où le taux moyen de l'intérêt des emprunts est inférieur à celui payé par l'État aux déposants. Mais on pourrait encore, alors même que la réunion des établissements ne présenterait pas d'avantages, se borner à établir un compte courant, les caisses d'épargne remplissant alors à l'égard des monts-de-piété le rôle de capitalistes.

Des institutions analogues à celles des banques écossaises complèteraient le système que nous proposons de mettre en application et qui a reçu la sanction des bons esprits. Ces banques, établies dans les grandes villes, au nombre de 17, se sont étendues progressivement jusque dans les villages, au moyen de comptoirs ou succursales, dont on compte aujourd'hui 382. Ces banques sont à la fois des banques de dépôt et de circulation, et, outre les opérations courantes, elles font des crédits hypothécaires, des crédits à découvert sous caution solvable, et bonifient un intérêt aux capitalistes qui déposent des fonds chez elles. Tant qu'elles avaient restreint leurs opérations dans le commerce et dans les villes principales, leur action avait été peu importante ; il existait à côté d'elles la population des campagnes qui n'acceptait pas la monnaie de papier et dont les échanges amenaient fréquemment de grands déplacements d'espèces. Elles reconnurent alors l'utilité de fonder des succursales à peu de frais, et elles pénétrèrent dans les campagnes où elles finirent par être appréciées. En ouvrant des crédits hypothécaires ou sous caution, elles dévelop-

pèrent simultanément les aptitudes industrielles et agricoles du pays. Le cultivateur, appuyé sur la banque, améliorait sa terre et prospérait. Les voisins cherchaient à l'imiter, et bientôt une succursale, qui d'abord n'avait pas fait ses frais, donnait des bénéfices, trouvait des capitaux dans la contrée où elle était établie et y introduisait à la fois l'usage des comptes courants et des billets monnaies.

« C'est sous la puissante influence de ses banques, dit M. Courcelle Seneuil, dans son livre si remarquable, que l'Ecosse a changé d'aspect, presque de forme, et que la terre, pétrie et manufacturée, en quelque sorte, est devenue l'une des plus fertiles et des mieux cultivées de l'univers ; que la population agricole de ce pays a pris cette confiance en elle-même et cette intrépidité industrielle qui, dans les enquêtes parlementaires, contrastent d'une manière si saillante avec l'attitude des agriculteurs anglais ¹. »

« Ces banques, ajoute le même écrivain, se sont emparées de l'opinion au point que le dernier paysan préfère leurs billets à l'or et n'hésite pas à leur confier ses petites épargnes, à se mettre avec elles en compte courant, de telle sorte qu'elles fournissent au pays toute sa monnaie et administrent la totalité de ses fonds disponibles. »

Des institutions de ce genre établies et popularisées en France auraient, il n'en faut pas douter, de puissants résultats, et tout le monde y gagnerait : le gouvernement par la réduction de sa responsabilité engagée actuellement par les caisses d'épargne, les citoyens par une marche progressive dans la voie du crédit, fondé sur la liberté qui conduit au bien-être. En effet, la maxime : *Aide-toi, le ciel t'aidera*, est la plus importante peut-être dont il faudrait pénétrer les masses, au point de vue de l'amélioration de leur condition. L'action du gouvernement doit consister à maintenir l'ordre, à instruire et moraliser, à donner aux hommes confiance dans l'avenir, en un mot, à permettre à l'activité humaine de s'exercer avec sécurité et de se développer sans autres limites que celles mêmes qui sont dans sa nature ; il ne doit intervenir dans les transactions sociales que dans le cas où les forces individuelles sont impuissantes. C'est en ce sens que nous comprenons son intervention dans le prêt sur gage ; c'est encore en ce sens que nous l'admettrions dans la création d'un système de banques analogue à celui qui a rendu de si grands services à l'Ecosse. L'action du gouvernement nous paraîtrait utile au début de ces établissements, comme garantie pour les intérêts qui viendraient se confier à eux, garantie semblable à celle accordée, en 1848, au Comptoir national d'escompte, dont le succès a été si complet. Il s'agirait d'étendre, sous la surveillance de

¹ *Traité théorique et pratique des opérations de banque*, pag. 255 et suiv. Guillaumin, éditeur à Paris.

l'autorité supérieure, les dispositions qui servent de bases aux sociétés du crédit foncier et du crédit mobilier, de populariser les premières notions de l'économie politique relatives au capital, à sa formation, aux opérations de banque, à la circulation et à l'émission du papier-monnaie. Il s'agirait, en un mot, de faire l'éducation industrielle du peuple : ce serait le moyen de diminuer la misère qui tient en partie à son ignorance, à son inhabileté dans l'emploi de ses forces et aussi à son apathie et à son insouciance.

Nous sommes, dit-on, le peuple le plus spirituel de la terre ; nous sommes aussi le plus crédule, le plus inconstant et le plus routinier. Révolutionnaires moins par amour de l'égalité que par haine de l'inégalité, nous brisons avec fureur les idoles que nous adorions la veille ; mais c'est toujours pour les remplacer par de faux dieux. Les théories les plus absolues, pour ne pas dire les plus extravagantes, nous les accueillons avec transport ; il semble que nous allons faire table rase des institutions du passé, créer un monde nouveau, et, au demeurant, dans les choses les plus sensées, le moindre obstacle nous décourage, et notre enthousiasme s'éteint comme ces brillants et fugitifs météores qui, dans les chaudes nuits d'été, sillonnent la voûte du ciel avant de se perdre dans l'espace.

Ce serait une belle et noble tâche pour un gouvernement que celle de comprendre les instincts d'une grande nation, ses besoins moraux et matériels, de l'initier progressivement à la science sociale, de lui donner confiance en elle-même et de diriger son intelligence et son énergie dans la voie pacifique et féconde du travail.

« Gouverner, écrivait, en 1844, le prince Napoléon-Louis Bonaparte, ce n'est plus dominer les peuples par la force et la violence ; c'est les conduire vers un meilleur avenir en faisant appel à leur raison et à leur cœur ¹. »

¹ *Extinction du paupérisme*, p. 17. 2^e édition. Pagnerre, éditeur.

CHAPITRE V.

DES BÉNÉFICES DES MONTS-DE-PIÉTÉ.

L'article 5 de la loi du 24 juin 1851 fixe à 5 p. % le taux des prêts des monts-de-piété.

Qui veut la fin veut les moyens. Aussi l'attribution des bénéfices aux hospices, lorsque les monts-de-piété ne possèdent pas un capital propre pour leurs opérations et lorsque l'intérêt des prêts excède le taux légal, est une anomalie qui a vivement frappé tous ceux qui ont étudié l'économie de ces établissements. En effet, le but que s'étaient proposé les législateurs de l'an XII était de donner à bon marché aux nécessiteux, des secours que les prêteurs sur gage ne leur vendaient qu'à un taux usuraire. Or, aux termes de la loi du 3 septembre 1807, sont considérés comme usuraires les intérêts qui excèdent 5 p. % en matière civile, et des quarante-quatre monts-de-piété, il en est trente et un qui prêtent à plus de 5 p. %, et qui, par conséquent, sont en contradiction avec le droit commun. A cela, on répond que les monts-de-piété, en général, à défaut de dotation, étant obligés d'emprunter, chaque année, les fonds qui leur sont nécessaires pour leurs opérations, doivent faire payer l'intérêt de ces fonds aux emprunteurs. Cela est vrai. Nous avons constaté précédemment qu'en 1851, sur 31,801,029 fr. 35 centimes employés au prêt sur gage, 3,217,515 fr. 14 centimes seulement appartiennent aux établissements; mais c'est précisément parce que cette situation existe qu'il a été absurde de la maintenir. A leur origine, les établissements avaient, dans la capitalisation de leurs bénéfices et bonis, un moyen de se créer le capital qui leur manquait, et, si on l'eût employé, il leur eût été possible, dans un temps donné, de prêter au taux fixé pour les transactions civiles.

A cet égard, nous avons à constater la résistance apportée par le conseil d'État, dont le comité de l'intérieur a soutenu que les bénéfices

doivent appartenir aux hospices ¹. Cet avis, ainsi que nous l'avons remarqué ailleurs ², est la violation en principe de la loi que l'on invoque. Cette loi ne dit pas que les bénéfices du mont-de-piété devront nécessairement être affectés, comme ressources, aux hospices, elle se borne à déclarer qu'aucune maison de prêt ne pourra être établie qu'au profit des pauvres, ce qui est bien différent. Ce qu'elle a voulu empêcher, c'est l'exploitation du prêt sur gage par l'intérêt privé, et non pas évidemment l'organisation du prêt sur gage dans ses conditions les plus favorables. Admettre l'interprétation du conseil d'État, ce serait reconnaître, ainsi que M. Félix de Viville l'observe avec raison, que les monts-de-piété ne pourraient être créés qu'à la condition qu'ils prêteraient à usure, puisque la loi exigerait qu'après avoir servi l'intérêt des capitaux empruntés, après avoir payé les frais d'administration, il y eût profit, non pour les pauvres emprunteurs, mais pour les établissements de charité. Cette idée de profit nécessaire est si peu dans la loi, que l'on a autorisé des établissements de prêt gratuit, et il n'est venu à l'esprit de personne de prétendre que ces établissements sont en opposition avec la loi de l'an XII.

L'expression *bénéfices* appliquée aux excédants de recette est même très-impropre en ce qu'elle implique l'idée que les monts-de-piété se livrent à des opérations commerciales, ce qui n'est pas ; la jurisprudence, sur ce point, est d'accord avec les principes. Nous devons convenir cependant que l'attribution des bénéfices aux hospices donne à leurs opérations un caractère de spéculation au profit, non des pauvres en réalité, mais des communes qui sont tenues de compléter, en cas d'insuffisance des ressources propres aux établissements hospitaliers, les sommes exigées par leurs besoins. Les monts-de-piété, placés dans ces conditions, rentrent dans le système hollandais, lequel consiste à pourvoir, au moyen des profits tirés du prêt sur gage, à une partie des dépenses municipales. En l'an VIII, on avait pensé à appliquer ce système à Paris, mais il fut formellement rejeté. Nous lisons, à ce sujet, dans le rapport adressé le 8 thermidor de cette année au conseil du département de la Seine par le bureau des Améliorations :

« Quelques administrateurs des hospices, dans leur patriotique désir de ne pouvoir plus subvenir à leurs dépenses avec leurs revenus, » avaient proposé une taxe sur les maisons de prêt. Une seule considération suffit pour repousser cette idée. Une taxe serait toujours une part dans les odieux bénéfices des maisons de prêt. Il ne faut pas profaner le respect dû à l'infortune, en lui offrant de tels secours, et la puis-

¹ Avis du comité de l'intérieur du 13 février 1833. — Avis dans le même sens du 12 juillet 1807.

² Des commissionnaires au mont-de-piété de Paris et des bureaux auxiliaires, page 29. — 1844.

» sance publique se dégraderait en quelque sorte, si elle vendait aux
 » usuriers leur pardon ou sa tolérance, à la condition de devenir com-
 » plice de leurs vexations en en recueillant le fruit. »

Sans admettre d'assimilation entre les monts-de-piété et les prêteurs sur gage, il est évident que les motifs énoncés dans le rapport dont nous venons de citer un extrait, subsistent, jusqu'à un certain point, relativement à l'affectation des bénéfices aux maisons de charité. La source est la même; ils sont le résultat d'intérêts excédant le taux légal, payés par les pauvres à l'établissement. Telle n'a pas été l'intention du législateur.

« C'est dans ce que nous n'hésitons pas à décorer du nom de mont-
 » de-piété, disait l'orateur du gouvernement, à la séance du Tribunal
 » du 13 pluviôse an XII, que le malheureux forcé d'y recourir pour-
 » rait se présenter avec ce degré d'assurance qu'inspire la sensibilité,
 » lorsque l'infortune vient implorer son secours. Là, toute cupidité
 » serait méconnue, et si l'administrateur ne perdait pas de vue l'intérêt
 » de l'hospice, il saurait aussi que l'homme laborieux, pressé par le
 » besoin du moment, n'est pas moins recommandable que l'indigent
 » auquel l'hospice sert d'asile ¹. » N'est-ce pas dire clairement que,
 même dans l'intérêt des hospices, les monts-de-piété ne doivent pas
 chercher à réaliser des bénéfices? De plus, si on rapproche l'article 1^{er}
 de la loi de l'an XII, de l'article XLII du règlement organique annexé
 au décret du 8 thermidor an XIII, on a sous les yeux la preuve que le
 gouvernement n'entendait pas imposer indéfiniment aux monts-de-piété
 la charge des emprunts. Le règlement porte :

« Les opérations du mont-de-piété consisteront dans le prêt sur nan-
 » tissement avec les fonds appartenant aux hospices, ou au moyen de
 » l'emprunt des sommes nécessaires pour y subvenir *en cas d'insuffi-*
sance du capital de l'établissement. »

Donc les monts-de-piété devaient avoir un capital, donc les emprun-
 teurs ne pouvaient être assujettis que dans des cas exceptionnels au
 paiement d'intérêts de fonds provenant de prêts faits par des particu-
 liers aux établissements. C'est pénétré de cette idée que dans un rap-
 port adressé au roi, en 1837, sur le service des établissements de bien-
 faisance, M. de Gasparin, ministre de l'Intérieur, s'exprimait ainsi : « Il
 » serait à désirer que les villes consentissent à faire quelques sacrifices
 » en faveur des monts-de-piété, afin de les mettre à même de prêter à
 » des intérêts moins onéreux. Peut-être faudrait-il que les bénéfices, au
 » lieu d'entrer dans les caisses des hospices, fussent, au moins pendant
 » quelque temps, abandonnés aux monts-de-piété eux-mêmes, afin de
 » former à ces établissements une dotation propre et de leur permettre

¹ *Moniteur* du 14 pluviôse an XII.

» de diminuer le taux des intérêts qu'ils sont forcés aujourd'hui d'exiger
 » des déposants; qu'en un mot l'on cessât de regarder les monts-de-
 » piété comme des établissements fiscaux, et qu'on en fit réellement
 » des établissements de bienfaisance. »

« Tout en admettant, écrivait précédemment le ministre de l'Intérieur au préfet de la Seine, qu'il convient que les hospices puissent couvrir toutes les dépenses du mont-de-piété, au moyen des profits qu'il procure, on ne saurait admettre, en même temps, que cet établissement, destiné à secourir les indigents, devienne pour les hospices un moyen de bénéfice et donne lieu à une véritable spéculation qui ferait peser sur les indigents forcés de recourir à des emprunts sur dépôts une partie des dépenses occasionnées par les indigents malades ¹. »

Ce que M. de Gasparin proposait comme mesure générale, le gouvernement l'avait déjà fait comme mesure particulière. Ainsi, antérieurement à 1837, plusieurs monts-de-piété avaient été autorisés à capitaliser tout ou partie de leurs bénéfices, et aujourd'hui vingt-huit établissements sont, en vertu de leurs actes constitutifs, placés dans cette situation; quatre prêtent gratuitement, et un est gratuit jusqu'à 5 francs.

De vives réclamations, du reste, se sont produites sur l'affectation aux hospices des excédants de recette des monts-de-piété.

« Conçoit-on rien de plus absurde, disait, en 1828, M. Arnould, l'habile administrateur du mont-de-piété de Liège, que d'enrichir les hospices aux dépens du pauvre qui emprunte à des intérêts exorbitants? Autant vaudrait dépouiller ceux qui ne sont pas encore à l'hôpital pour les y conduire plus tôt! N'est-ce pas agir comme ces preux du moyen âge qui, pour exercer des actes de piété et doter les églises, détroussaient impitoyablement les passants ²? »

M. Beugnot n'a pas été moins explicite :

« En France et dans presque toute l'Europe, ces produits sont versés dans les caisses des hospices. La fin n'absout pas les moyens. Quand on ferait un emploi mille fois meilleur des produits du mont-de-piété, ne verrions-nous pas toujours qu'ils proviennent des dernières hardes, des derniers meubles des malheureux? Combien une pareille justification me semble imparfaite! Si la dotation des hospices est insuffisante, cherchez une manière plus juste de vous procurer de l'argent. Créez un nouvel impôt. Si vous ne voulez pas le faire peser sur les riches, qu'il porte également sur toutes les classes de la société; mais, au nom de l'équité, n'allez pas le demander uniquement aux indi-

¹ Lettre du préfet de la Seine au directeur du mont-de-piété de Paris, du 14 octobre 1823.

² Arnould. *Avantages et inconvénients des banques de prêt connues sous le nom de monts-de-piété*, p. 43.

» gents. Au moins, si on assujettissait tous les individus qui forment
 » la classe indigente au paiement de cette nouvelle contribution, une
 » justice apparente couvrirait cette exaction; mais, par un étrange aveu-
 » glement, ce seront les plus nécessiteux de cette classe qui fourniront
 » cet argent ¹. »

« C'est une dérision, dit M. de Decker, de faire tourner à l'avantage
 » de tels indigents les bénéfices prélevés sur tels autres; c'est *voler le*
 » *pauvre au nom du pauvre*; c'est à la fois un crime aux yeux de la
 » morale et de la science économique ². »

« Ces bénéfices, disions-nous en 1844, sont versés annuellement
 » dans la caisse des hospices. Il est, par le monde, des gens qui trou-
 » vent ceci merveilleux. Quoi de plus touchant, en effet, de plus digne
 » que de spéculer sur la misère, pour lui faire payer d'avance la loca-
 » tion du grabat où elle viendra mourir, si encore on lui ouvre les portes
 » de l'hôpital, car n'y entre pas qui veut, ni même qui doit! Quoi de
 » plus sage que de mettre le mont-de-piété dans l'impossibilité d'avoir
 » une propriété quelconque, de l'obliger de demander, chaque année,
 » à la bourse des prêteurs le capital qui lui est nécessaire, de le con-
 » damner à une indigence éternelle! Quoi! de plus philanthropique que
 » de l'empêcher de réduire le taux de l'intérêt de ses prêts, au moyen
 » d'une dotation qu'il se créerait lui-même! Quoi de plus politique
 » enfin que de le contraindre, dans les temps de crise, à augmenter les
 » droits qui pèsent sur les emprunteurs, alors qu'il devrait les ré-
 » duire ³! »

L'exemple du mont-de-piété de Paris démontre, jusqu'à l'évidence,
 la justesse des observations qui précèdent.

L'intérêt de ses prêts est de.	9. 50 p. %.
Et l'intérêt moyen de ses emprunts est de.	3. 80 p. %.
Différence.	5. 70 p. %.

d'où il faut conclure que si l'administration n'était pas obligée d'em-
 prunter les fonds qu'elle prête, elle pourrait réduire l'intérêt des prêts
 de 3.80 p. %, en restant dans les conditions où elle se trouve par
 rapport à ses frais de régie. Pourquoi emprunte-t-elle? Parce que, de
 1805 à 1850, elle a versé aux hospices la somme de 13,971,534 fr. 83 c.
 montant de ses bénéfices et de ses bonis prescrits. Or, de 1831 à 1845,

¹ Arthur Beugnot. *Des banques publiques de prêt sur gage et de leurs inconvénients*. (1829), p. 66-67.

² *Etudes historiques et critiques sur les monts-de-piété en Belgique*, p. 363.

³ *Des commissionnaires au mont-de-piété*. 1844, p. 29. Voir aussi la première édition de notre ouvrage : *Des monts-de-piété et des banques de prêt sur nantissement*. 1843, pag. 247 et suiv.

la moyenne des fonds empruntés est de 15,000,000 environ. Si le mont-de-piété eût capitalisé ses excédants de recette et ses bonis, il serait propriétaire aujourd'hui d'un capital double de celui dont il a été dépouillé en définitive au profit de la ville de Paris; il aurait pu, depuis longtemps, réduire l'intérêt de ses prêts au taux légal de 5 p. %, remplacer les bureaux de commission par des bureaux administratifs, et, en augmentant la masse de ses opérations, rendre à bon marché d'immenses services. En outre, comme les excédants de recette des monts-de-piété, lorsque ceux-ci sont placés dans des conditions normales, doivent avoir une destination charitable, les hospices de Paris recevraient actuellement des sommes beaucoup plus fortes que celles qui leur sont versées. Faute par l'administration de s'être conformée à l'esprit de son institution, qu'est-il arrivé? Elle est restée dans la situation précaire où elle se trouvait à l'époque de sa réorganisation, soumise à toutes les fluctuations du crédit, elle s'est vue, en 1848, par suite du retrait d'une partie des capitaux qui alimentent sa caisse, réduite, pendant une année entière, à la nécessité de fixer le maximum de ses prêts à *cent francs*, et, par conséquent, de refuser ses secours à une foule d'emprunteurs qui n'ont eu d'autre ressource que les prêteurs sur gage. En 1854, l'élévation à 5 p. % du taux de ses emprunts a donné lieu à l'établissement d'un droit fixe supplémentaire de 1/2 p. %. Elle n'a pu compléter l'organisation du prêt direct telle qu'elle est fixée par les décrets du 24 pluviôse an XII et du 8 thermidor an XIII, et les emprunteurs qui lui payent 9 1/2 p. % d'intérêt, sont forcés, pour la plupart, de s'adresser aux commissionnaires dont les droits fixes viennent encore aggraver d'une manière fâcheuse des charges déjà trop onéreuses.

La situation anormale faite aux monts-de-piété avait déterminé le gouvernement de Louis-Philippe à généraliser, en faveur des établissements, la mesure de capitalisation des excédants de recette, qui n'avait été appliquée jusque-là que d'une manière arbitraire. Le conseil supérieur des établissements de bienfaisance, consulté en 1847, s'était formellement prononcé en faveur du système de la capitalisation des bénéfices « Notre opinion, disait le rapporteur, M. de Mortemart, est que, » dans aucun cas, sous aucun prétexte, les excédants de recette des » monts-de-piété ne doivent être versés dans la caisse des administra- » tions hospitalières; ils ne doivent profiter qu'aux emprunteurs; ils » doivent être mis en réserve. »

Cette idée, partagée depuis longtemps par tous les hommes pratiques, donna lieu à une disposition spéciale du projet de loi rédigé par M. Duchatel.

L'article 4 du projet de loi était ainsi conçu :

« A compter du 1^{er} janvier 1849, les excédants de recette des monts-

» de-piété, constatés par leurs comptes annuels, cesseront d'être versés
 » dans les caisses des hospices.

» Ces excédants seront employés à la formation ou à l'accroissement
 » du capital des monts-de-piété.

» Le montant des donations et legs que ces établissements pourront
 » recueillir recevra la même destination. »

L'exposé des motifs, rédigé avec le plus grand soin et avec une parfaite connaissance de la matière, expliquait cette disposition.

« On a critiqué, non sans raison, il faut le dire, ce qu'il y avait d'illogique et jusqu'à un certain point de contraire à la stricte équité, dans cette affectation d'un bénéfice acquis aux dépens de l'emprunteur nécessairement, au soulagement d'un autre ordre de misères; c'était, selon quelques esprits scrupuleux, faire l'aumône au pauvre avec l'argent du pauvre lui-même; on pouvait même soutenir qu'en réalité ce n'était pas le pauvre qui profitait de cette libéralité, mais la caisse municipale, puisque les hospices sont généralement subventionnés par les communes, et que tout produit qui tend à accroître les ressources de ce service, vient à la décharge de la commune qui réduit d'autant le chiffre de la subvention.

» Il paraissait donc plus raisonnable d'affecter ce bénéfice à la création ou à l'accroissement d'un fonds de dotation pour chaque mont-de-piété, dans la mesure de ses besoins et dans l'intérêt de ses emprunteurs. Déjà même quelques ordonnances portant réorganisation de divers monts-de-piété, ont admis, sans opposition de la part du conseil d'État, le principe qu'à l'avenir ces établissements pourront capitaliser leurs excédants de recette pour s'en former une dotation qui leur permette d'opérer à l'aide de leurs propres ressources et sans être obligés de recourir à l'emprunt, de manière à pouvoir réduire un jour, dans une juste proportion, le taux trop élevé de l'intérêt qu'ils font supporter aujourd'hui à leurs emprunteurs. C'est ce principe qu'il s'agit de généraliser ¹. »

Le 21 mai 1850, le conseil d'État, après examen du projet de loi de 1847-1848, et de celui de M. Peupin, rédigea ainsi l'art. 6 des projets amendés :

« Les monts-de-piété conserveront, en tout ou partie et dans les limites déterminées par le décret d'institution, leurs excédants de recette pour former ou accroître leur dotation. »

Le principe de la capitalisation était donc admis; mais une exception fut faite par l'art. 11, qui déclare que « les monts-de-piété qui ont été établis par les hospices au profit des pauvres, continueront d'être régis par les conditions de leurs actes constitutifs. »

¹ *Exposé des motifs*, p. 11.

« Néanmoins, porte le même article, la séparation des intérêts respectifs pourra être prononcée par décret du gouvernement, délibéré en conseil d'État, sur la demande, soit des administrations des hospices, soit de celles des monts-de-piété, et, dans ce cas, les dispositions du titre I^{er} (art. 6) deviendront applicables. »

L'art. 12 ajoute :

« Le même arrêté qui prononcera la séparation, statuera définitivement sur les conséquences qu'elle doit avoir, notamment sur les restitutions dues aux hospices à raison des bâtiments ou des fonds affectés par eux à l'exploitation des monts-de-piété. »

La préoccupation légitime du conseil d'État pour les intérêts des hospices relativement aux fonds qu'ils pouvaient avoir engagés dans les monts-de-piété ou à l'affectation de leurs bâtiments au prêt sur gage, ne l'avait pas entraîné en dehors du principe de la capitalisation des bénéfices au profit des *pauvres* emprunteurs. On lit, en effet, dans le rapport qui fait suite au projet adopté :

« On reconnaît maintenant que les monts-de-piété ne doivent pas être des établissements de produit. L'attribution exclusive qui leur est donnée du prêt sur gage ne trouve sa justification que dans les efforts constants qui doivent être faits pour diminuer les charges imposées aux emprunteurs ¹. »

La disposition de l'article 11 est déclarée transitoire par le conseil d'État dont l'intention formulée dans cet extrait de son rapport ne peut laisser aucun doute.

M. de Mortemart, au nom de la commission chargée par l'Assemblée législative d'examiner le projet de loi, ne fut pas moins précis dans le rapport qu'il lut à la séance du 22 février 1851 :

« En laissant aux monts-de-piété ces excédants de recettes, on leur permettra de se créer une dotation au moyen de laquelle ils pourront faire face à leurs opérations sans avoir recours à l'emprunt, et, par conséquent, rendre les conditions du prêt moins onéreuses. En effet, que se passe-t-il presque partout? C'est que les monts-de-piété sont obligés d'emprunter au dehors, et que les fonds qu'ils prêtent entrent dans leurs caisses grevés d'intérêts qu'il faut bien réclamer; et voilà pourquoi ces intérêts sont si élevés et provoquent des accusations injustes, mais des plaintes légitimes. »

« Si vous voulez considérer la situation du mont-de-piété de Paris, qui, il faut bien le dire, est à lui seul plus important que tous les autres, vous saurez que, depuis sa réorganisation, environ 13 millions et demi ont été versés dans la caisse des hospices, c'est-à-dire dans la caisse municipale; et ne voyez-vous pas que si le mont-de-

¹ Projet de loi sur les monts-de-piété adopté par le conseil d'État, page 30.

» piété, qui opère sur un chiffre de 20 millions environ, en possédait
 » 13, il pourrait abaisser le taux de l'intérêt, puisqu'il n'aurait plus
 » qu'à le payer sur une moindre somme?

» Nous ne regardons pas non plus comme chimérique l'espoir que
 » des donations pourront accroître les ressources des monts-de-piété,
 » lorsqu'ils auront acquis une existence indépendante; mais, quoi qu'il
 » arrive, nous croyons la mesure proposée par le gouvernement,
 » M. Peupin et le conseil d'État, et adoptée par votre commission, con-
 » forme à toutes les règles de la prudence et de l'équité ¹. »

L'Assemblée législative adopta sans discussion, le 9 mars et le 13 avril 1851, les articles 10, 11 et 12 du projet du conseil d'État qui était devenu celui du gouvernement et de la commission.

Mais voici que tout à coup la commission se ravise. Battue à la séance du 13 avril sur la question des intermédiaires dont la suppression avait été prononcée, elle jugea à propos de rédiger un rapport supplémentaire, parce que, disait-elle, « si, entre deux délibérations, des faits nouveaux » se sont produits, des faits assez importants pour déterminer l'Assemblée à modifier sa résolution, il est aussi du devoir d'une commission » de solliciter un nouvel examen, et plus grande sera la lumière répar- » due, plus imposante sera l'autorité de la décision définitive ². » A merveille, mais on aurait pu demander au rapporteur pourquoi son rapport si explicite, lorsqu'il s'agit de défendre l'institution des commissionnaires, est muet lorsqu'il est question d'enlever aux monts-de-piété qui ont été établis par les hospices au profit des pauvres, le bénéfice de la loi relatif à la capitalisation des excédants de recette. Ce bénéfice, on l'avait admis dans le premier rapport; à la première et à la deuxième délibération, la commission l'avait fait inscrire dans la loi, et voilà que dans le projet qu'elle présente, le 24 juin, à la dernière délibération, elle l'efface d'un trait de plume et elle garde le silence sur les motifs qui l'ont déterminée à apporter à la loi une modification aussi importante. Si scrupuleuse à l'endroit des commissionnaires, elle se tait lorsqu'il s'agit de l'intérêt des emprunteurs. On désire que la lumière soit faite, et on dissimule à l'Assemblée la gravité d'une mesure qui bouleverse, dans un de ses points essentiels, l'économie de la loi. D'après le rapport, il ne s'agit que de la rédaction d'un article, et, en réalité, on en supprime deux, les articles 11 et 12, et on ne le dit pas; encore moins dit-on pourquoi. La chose en vaut la peine, cependant. La loi

¹ Rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi et la proposition de M. Peupin, sur les monts-de-piété, p. 14 et 15. — Séance du 22 février 1851.

² Rapport supplémentaire fait au nom de la commission chargée d'examiner les projets de loi sur les monts-de-piété, par M. de Mortemart, représentant du peuple. — Séance du 20 mai 1851, p. 2.

est faite pour les cas généraux et non pour les cas particuliers. Or, d'une part, elle déclare n'être pas applicable aux monts-de-piété qui prêtent gratuitement ou à un intérêt inférieur au taux légal, savoir : à Aix, Angers, Avignon, Brignoles, Grenoble, Montpellier et Toulouse, qui, en 1847, ont fait 48,745 prêts pour la somme de 992,636 fr.

D'autre part, la loi n'est pas immédiatement applicable aux monts-de-piété qui versent tout ou partie de leurs bénéfices aux hospices. On compte 14 établissements dans ce cas, lesquels, en 1847, ont fait 2,529,233 prêts pour la somme de 38,873,734 fr.

Réunissant ces deux catégories, nous constatons que la loi n'est pas faite pour vingt-un établissements qui ont effectué 2,578,068 prêts sur 3,407,263, total des opérations en articles pendant l'année 1847, pour 39,866,370 fr. sur 50,622,253 fr. 20 centimes, total des sommes prêtées.

Ainsi la loi ne s'applique pas au quart des articles et au cinquième à peine des sommes prêtées. Les monts-de-piété les plus importants ne sont pas admis, quant à présent, à capitaliser leurs bénéfices, ce que la commission, par l'organe du rapporteur, avait reconnu *conforme à toutes les règles de la prudence et de l'équité*; ils devront continuer à être des établissements de *produit* contrairement à l'avis du conseil d'État, et les nécessiteux seront condamnés à payer indéfiniment des intérêts extralégaux qui donnent lieu à des plaintes légitimes, ainsi que la commission l'a déclaré dans son rapport.

Allons, pauvre peuple, résigne-toi. Le mont-de-piété sera, de par la loi, une banque qu'une ville comme Paris, riche comme un royaume, une ville aux cinquante millions de budget, exploitera, comme un vil usurier, aux dépens de ta détresse. Mais les gros sols dont elle bénéficiera sur toi, tu en retrouveras l'emploi à l'hôpital où souvent naissent tes enfants, à l'hôpital où les salles que tu connais attendent tes blessés, tes malades et tes vieillards, à l'hôpital où tu viens mourir.

Après tout, quels sont les droits des hospices que l'on a invoqués comme justification de cet impôt prélevé sur les pauvres?

Lorsque les législateurs de l'an XII avaient confié aux hospices l'administration des monts-de-piété, c'était par les raisons que voici :

« La nécessité d'organiser le prêt sur gage une fois reconnue, disait » Perrin à la séance du 13 pluviôse, de tous les moyens qui peuvent être » adoptés pour en faire disparaître les dangers, celui qui captive le plus » facilement les suffrages, est sans doute le projet de le remettre entre » les mains des hospices. A qui les intérêts des emprunteurs peuvent- » ils être mieux confiés qu'à ceux qui veillent avec désintéressement à » l'administration du bien des pauvres, qui ne sont animés que du désir » d'en améliorer le sort, et qui ne sollicitent d'autre récompense de leur » zèle que d'être témoins eux-mêmes des succès qu'ils ont obtenus? »

Rien jusqu'ici ne fait naître l'idée de spéculation de la part des hospices; bien au contraire, si on confie aux hospices le sort des emprunteurs, c'est pour l'améliorer, et les hospices présentent à cet effet une double garantie, car leur intérêt, en réalité, est le même que celui des emprunteurs, en ce sens que tout ce qui se fait pour prévenir l'indigence épargne aux établissements de bienfaisance les frais bien autrement considérables qu'ils auraient à faire pour la secourir. Mais pour fournir les fonds nécessaires aux monts-de-piété, il fallait créer des ressources aux hospices, et le conseiller d'État Amyot s'exprimait en ces termes devant le corps législatif :

« Il est indispensable, pour réaliser cet utile projet et en assurer
 » l'exécution de mettre les hospices en état de se procurer des moyens
 » assez étendus pour subvenir aux avances qu'entraîneront les nouvelles
 » opérations dont ils vont se trouver chargés, et cette nécessité, plus
 » pressante pour la ville de Paris que pour toute autre, a ramené le
 » gouvernement à un projet déjà reçu depuis longtemps et qui tend à
 » convertir en propriétés plus utiles pour les hospices de cette immense
 » cité celles qu'ils y possèdent en maisons ¹. »

L'art. 9 du décret du 24 messidor an XII sanctionna cette idée; il porte que, avec le produit de la vente des maisons urbaines des hospices de Paris, ou au moyen des autres ressources ou propriétés des hospices, il sera pourvu, dans le courant de l'an XIII, au remboursement entier des fonds versés par les actionnaires dans la caisse du mont-de-piété.

L'art. 42 du règlement organique du 8 thermidor an XIII, conçu dans le même sens, déclare que les opérations du mont-de-piété se feront avec les fonds appartenant aux hospices, ou au moyen de l'emprunt en cas d'insuffisance du capital de l'établissement.

L'obligation des hospices est nettement établie : ils doivent fournir les fonds nécessaires au mont-de-piété, tel que l'ont défini les décrets précités de l'an XII et de l'an XIII, c'est-à-dire se composant du chef-lieu et de ses succursales. C'est à cette condition qu'ils doivent profiter des fonds qui, les opérations terminées, et se soldant par un excédant, resteraient sans emploi. Il est à remarquer, à cet égard, que le décret de l'an XIII ne parle pas de bénéfices, attendu qu'il repousse toute spéculation dans le prêt sur gage, mais seulement de bonis ou excédants de vente (art. 98), qui n'entrent dans la caisse des hospices que parce qu'ils sont censés avoir été abandonnés par les ayants-droit, ce qui a motivé la prescription.

L'obligation imposée aux hospices a-t-elle été remplie? Alimentent-ils de leurs fonds la caisse du mont-de-piété? Cet établissement a-t-il reçu son organisation complète? Non, les fonds qui servent aux opéra-

¹ *Moniteur*. — Séance du 16 pluviose an XII.

tions proviennent de l'emprunt au moyen de bons à ordre ou au porteur, de cautionnements en espèces et de placements temporaires. Comment les hospices pourraient-ils être le banquier du mont-de-piété, lorsque leurs ressources sont au-dessous de leurs besoins, et que le service hospitalier ne fonctionne qu'à l'aide d'une subvention de plusieurs millions allouée chaque année par l'administration municipale? Des versements cependant ont été opérés, non pas à titre de placement permanent destiné à former le capital de l'établissement, mais à titre de placement temporaire portant intérêt, de sorte que les hospices se sont trouvés rangés dans la classe des prêteurs ordinaires qui ne déposent leur argent que parce qu'ils y trouvent un avantage. Cela est d'autant plus évident que le taux de l'intérêt qui leur a été servi est généralement supérieur à celui que leur alloue le Trésor, qui est de 3 p. $\frac{1}{2}$.

De 1805 à 1850, nous n'avons pas trouvé d'autres placements que les suivants :

SOLDES AU 31 DÉCEMBRE DES ANNÉES CI-APRÈS :

1825 — 1,372,091	au taux de 4 p. $\frac{1}{2}$.
1826 — 1,528,742	d° d°
1827 — 1,424,919	d° d°
1828 — 1,913,360	d° d°
1829 — 2,354,236	d° 3 p. $\frac{1}{2}$.
1830 — 2,436,249	d° d°
1831 — 1,644,595	d° 4 p. $\frac{1}{2}$.
1832 — 1,049,681	d° 4 $\frac{3}{4}$ et 3 $\frac{1}{2}$ p. $\frac{1}{2}$.
1833 — 1,545,349	d° 3 $\frac{1}{2}$ et 3 p. $\frac{1}{2}$.
1834 — 2,346,808	d° 3 p. $\frac{1}{2}$.
1835 — 1,775,592	d° 3 et 2 $\frac{1}{2}$ p. $\frac{1}{2}$.
1836 — Remboursement total le 27 mai	d° 2 $\frac{1}{2}$ p. $\frac{1}{2}$.
1837 — 1,000,000	d° 3 p. $\frac{1}{2}$.

Remboursé les 10 et 17 octobre 1838.

En déposant ainsi leurs capitaux au mont-de-piété, les hospices avaient le double avantage d'en tirer généralement un produit plus élevé, tout en en conservant la libre disposition, puisque, comme placements temporaires, ils pouvaient en exiger immédiatement le remboursement. De son côté, le mont-de-piété leur a prêté, en 1832, un million.

L'organisation du mont-de-piété n'a pas été complétée, ainsi que nous l'avons déjà dit plus haut, et les fonds qui auraient dû être employés, avant tout autre usage, à mettre le prêt direct à la portée de tous les emprunteurs, ont été détournés de leur destination pour être

affectés aux dépenses hospitalières. Dans l'espace de quarante-quatre ans, de 1806 à 1850 inclusivement, le mont-de-piété a versé, chaque année, en moyenne, 317,554 francs 23 centimes, à la décharge de la ville dont il a réduit la subvention d'une somme égale. Là, au reste, ne se sont pas bornés les services qu'il lui a rendus. Lorsque la ville s'est trouvée obérée, elle est venue, sans façon, puiser à pleines mains dans la caisse du mont-de-piété. De 1819 à 1829, des prêts sur dépôt de reconnaissances de liquidation, billets d'octroi et autres valeurs de portefeuille, ont été consentis pour la somme de 11,200,000 francs, savoir :

En 1819.		2,400,000 fr.
En 1820.		1,200,000
En 1821.		1,400,000
En 1825.		1,000,000
En 1827.		200,000
En 1829.		5,000,000
Somme égale.		11,200,000 fr.

Ces prêts faits par le mont-de-piété, au taux de ses emprunts, étaient contraires au règlement qui n'admet, comme pouvant faire la matière d'un prêt, que les effets mobiliers, et exclut toutes autres valeurs, telles qu'inscriptions de rentes, obligations, etc. La correspondance du préfet de la Seine et du directeur du mont-de-de-piété renferme, à ce sujet, de curieuses révélations. Mais là n'est pas la question; la conclusion que nous voulons tirer de tous les faits qui précèdent, c'est que les hospices n'ont pas rempli, à l'égard du mont-de-piété, les obligations qui leur étaient imposées par la loi et dont l'attribution des excédants de recette était la conséquence. C'est donc à tort qu'ils les ont perçus et qu'ils les perçoivent encore. En maintenant cet état de choses, la loi de 1851 consacre une absurdité et une injustice que l'administration municipale aurait d'autant plus de mauvaise grâce à soutenir que le mont-de-piété n'a pas hésité, lui, à lui prêter généreusement aide et secours dans des circonstances difficiles ¹.

¹ En 1812, le 19 octobre, la ville de Paris n'ayant pas assez d'argent dans sa caisse pour payer les indemnités dues aux propriétaires des terrains occupés par le canal de l'Ourcq, engagea 339 couronnes d'or, sur lesquelles il lui fut prêté 200,000 fr.

L'administration ne fut pas remboursée, et le directeur fut autorisé, le 27 juin 1814, à faire vendre ces couronnes à la Monnaie. La vente, déduction de tous frais, produisit 89,120 fr. et la créance du mont-de-piété sur la ville se trouva réduite à 117,380 fr. avec intérêts à 5 p. % à partir du 14 juin 1814. L'intérêt payé par les emprunteurs était alors de 12 p. %, de sorte qu'en le réduisant à 5 p. %, le mont-de-piété faisait bénéficier la ville de 7 %. C'était bien le moins qu'il pût faire pour obliger cette

Toutefois, il s'agit de savoir quelle peut être la portée d'une loi qui, ainsi que nous l'avons démontré en nous occupant successivement de ses diverses dispositions, n'a, en définitive, rien prévu, rien décidé, qui n'ait été prévu et décidé par des lois et des ordonnances antérieures, qui a laissé indéterminé ce qui jusqu'alors était resté indécis, et qui, par l'incertitude de sa rédaction, par ses réticences, ne doit être considérée que comme un empêchement aux réformes qu'elle avait pour objet de réaliser.

Une circulaire adressée aux préfets par le ministre de l'Intérieur, le 10 octobre 1854, dans le but d'obtenir des renseignements sur l'organisation des monts-de-piété actuellement existants, divise ces établissements en trois catégories, savoir : ceux à qui la loi est immédiatement applicable; ceux à qui elle pourra l'être ultérieurement, si leur constitution vient à changer; enfin ceux qui sont définitivement exceptés de l'application de la loi.

Les établissements à qui la loi est immédiatement applicable, en ce qui concerne l'affectation de leurs bénéfices et bonis, étant déjà par leurs actes de constitution en possession de l'autorisation qu'on leur accorde, il est évident que l'on aurait pu se dispenser de prendre en leur faveur une disposition qui, en droit et en fait, est parfaitement inutile.

Les établissements qui sont exceptés de ses dispositions, c'est-à-dire ceux qui prêtent gratuitement en vertu des ordonnances qui les régissent, ne pouvant, en aucune manière, être obligés de verser aux hospices des bénéfices qu'ils ne font pas, attendu que là où il n'y a rien, les hospices perdent leurs droits, on comprend que l'article 40 aurait pu être rayé sans inconvénient.

Reste la dernière catégorie, celle des établissements à qui la loi n'est pas actuellement applicable, attendu qu'ils ne sont pas *distincts de tous autres*. Cette expression est très-vague. Faut-il en conclure que la loi n'est pas applicable aux établissements qui n'ont pas une existence indépendante de celle des communes? Par exemple, deux villes, Beaucaire et Limoges, fournissent des subventions à leurs monts-de-piété, afin de les mettre à même de prêter à plus bas prix; ces établissements, dans le même but, ont été autorisés à capitaliser leurs bénéfices. Ils ne sont pas distincts de tous autres, puisqu'ils se rattachent, par une subvention, aux communes dans lesquelles ils sont situés. Aux termes

un pauvre homme qui, riche aujourd'hui de plus de cinquante millions de rentes, se préoccupe plus de profiter des bénéfices que de les abandonner au mont-de-piété qui, en les capitalisant, pourrait prêter au jour aux nécessiteux au taux de 5 p. % auquel elle-même était si heureux d'emprunter. (Archives du mont-de-piété, registre n° 10, 2^e série, fol. 100. — Registre 11, fol. 154.)

de la loi, ils ne peuvent donc pas garder leurs bénéfices? A qui les verseront-ils? aux communes? Mais celles-ci, légalement, ne peuvent pas les encaisser, directement du moins. Aux hospices? mais ils en sont distincts, et, par conséquent, ils n'y ont non plus aucun droit. L'autorité supérieure prononcera-t-elle la séparation des communes et des monts-de-piété? Mais ce serait porter préjudice à la fois aux monts-de-piété et aux communes qui n'accordent des subventions que parce qu'elles y trouvent un avantage; ce serait aller directement contre l'idée éminemment utile de M. de Gasparin, qui exprimait le désir que les villes consentissent à faire quelques sacrifices en faveur des monts-de-piété, afin de les mettre à même de prêter à des intérêts moins onéreux; ce serait, en certains cas, rendre l'établissement de certains monts-de-piété impossible; ce serait, dans tous les cas, les empêcher, au moins pendant longtemps, de prêter au taux légal. Donc la loi est inapplicable dans les limites mêmes qu'elle a tracées. On dirait vraiment que la commission a voulu jouer le rôle de sphinx législatif, qu'elle s'est étudiée à poser des énigmes indéchiffrables. Si elle n'a entendu parler que des monts-de-piété dont les intérêts sont joints à ceux des hospices, elle aurait dû le dire clairement; en gardant le silence sur un point aussi essentiel, elle n'a rien résolu, et les établissements qui ne sont pas distincts de tous autres, sont, en réalité, placés dans la situation qu'ils avaient avant la loi; elle n'y a rien changé, et, aux termes de la circulaire du ministre, il dépend de l'autorité supérieure de faire rentrer immédiatement ces établissements dans la première catégorie, et, pour cela, il n'est pas même nécessaire de changer leur constitution, il suffit de l'appliquer telle qu'elle existe. En ce qui concerne le mont-de-piété de Paris, nous croyons l'avoir suffisamment démontré, et nos observations, fondées sur l'esprit de la législation, sont applicables d'une manière générale à tous les établissements.

Nous n'avons considéré jusqu'ici la capitalisation des bénéfices que sous le rapport de la moralité publique et de l'intérêt des emprunteurs; il est un autre point de vue tout aussi essentiel que nous ne devons pas négliger, c'est la sécurité même des établissements. Les monts-de-piété, comme toutes les banques, sont soumis à des crises financières. Or, il n'est pas de banque raisonnablement instituée qui n'ait un fonds de réserve destiné à pourvoir à ces éventualités. Les monts-de-piété, dépourvus de leurs excédants de recette, n'ont eux aucune réserve, et comme, en définitive, ces excédants sont forts restreints eu égard à leurs opérations, il en résulte que les établissements sont exposés à des déficits dont les conséquences peuvent leur être fatales. Pour les déterminer, il suffit d'une légère augmentation du taux de l'intérêt des emprunts, d'une dépense imprévue. Ainsi en 1847, dans quatre monts-de-piété, les dépenses ont excédé les recettes, savoir :

A Grenoble de.	230 fr. » c.	
A Lille, de.	40,372	41
A Rouen, de.	7,372	85
A Apt, de.	498	65 ¹

A Paris, en 1854, le fait de l'augmentation du taux de l'intérêt payé par le mont-de-piété à ses prêteurs a réduit l'excédant de la recette sur la dépense à 2,935 fr 33 c., et encore l'administration a-t-elle augmenté d'un 1/2 p. $\%$ les droits perçus sur les emprunteurs. Si on jette les yeux sur les chiffres des bénéfices de la plupart des établissements, on voit que leur crédit, et, par conséquent, leur existence sont livrés aux hasards des événements. Cette situation ne saurait se prolonger sans danger, et il suffira, nous aimons à le croire, de l'avoir exposée à l'autorité supérieure, pour qu'elle y mette un terme.

¹ De Watteville, rapport déjà cité, p. 10.

TABEAU DES OPÉRATIONS DES

ÉTABLISSEMENTS.		ARTICLES.				SOMMES.			
VILLES.	DÉPARTEMENTS.	ENLÈVEMENTS	REVENUE-MENTS.	DÉGÂTEMENTS	VENTES.	ENLÈVEMENTS	REVENUE-MENTS.	DÉGÂTEMENTS	VENTES.
AIX.....	Bouches-du-Rhône.	3,169	1,181	3,081	180	88,004.	24,013.	71,148.	8,578.
ANGERS.....	Maine-et-Loire.	18,081	•	18,079	976	111,189.38	•	116,617.30	4,606.83
APT.....	Vaucluse.	78	18	48	•	9,994.70	789.30	1,238.10	•
ARLES.....	Bouches-du-Rhône.	6,977	3,659	8,970	187	318,932.	66,876.	147,816.	1,993.
ARRAS.....	Pas-de-Calais.	12,311	6,102	64,478	6,478	193,396	14,181.	227,866.	23,120.88
AVIGNON.....	Vaucluse.	21,648	1,819	18,368	582	446,978.	68,378.68	386,738.	10,038.
BEAUCAILLE.	Gard.	981	380	897	56	26,718.	6,333.	20,831.	1,268.
BEGUES.....	Nord.	109,628	4,862	109,607	4,980	612,612.37	29,712.	466,961.30	20,322.33
BESANCON.....	Doubs.	36,797	80,311	31,369	8,509	432,481.	264,284.	697,964.	49,668.
BONDEAUX.....	Gironde.	99,172	44,096	94,874	8,433	1,396,477.	648,388.	1,981,540.	24,400.
BOULOGNE.....	Pas-de-Calais.	20,861	13,793	94,186	2,616	482,383.	208,547.	213,760.	17,917.
BREST.....	Finistère.	16,476	1,353	14,788	714	188,992.	35,499.	137,648.	9,884.
BRENGNOLES.....	Var.	648	909	919	•	3,788.30	7,615.30	1,830.	•
CALAIS.....	Pas-de-Calais.	16,311	10,333	20,768	1,372	269,671.	94,863.	139,008.	10,076.
CARRAI.....	Nord.	20,810	2,100	17,337	1,300	84,878.30	17,780.30	81,213.	6,719.30
CARPENTRAS.....	Vaucluse.	1,550	•	1,127	68	32,778.	•	36,862.50	2,332.20
CHIFFE.....	Seine-Inférieure.	17,686	6,869	16,109	1,398	186,887.	78,161.	99,843.	12,991.
DION.....	Côte-d'Or.	5,963	1,963	6,388	768	230,180.	69,173.	221,311.	10,272.
DOUAI.....	Nord.	28,336	2,129	25,406	2,318	130,910.30	3,613.80	148,969.78	12,036.33
GRENOBLE.....	Isère.	823	870	898	503	11,880.	9,477.	10,690.	1,333.
LE HAYRE.....	Seine-Inférieure.	16,347	87,863	48,309	4,346	1,040,313.	468,596.	436,046.	64,036.
LISLE.....	Vaucluse.	278	166	164	21	6,022.30	6,238.	8,972.80	281.80
MELLE.....	Nord.	190,127	16,611	198,613	16,618	1,181,666.80	18,123.	1,069,793.80	20,644.50
MONOGES.....	Haute-Vienne.	29,329	•	29,963	214	278,086.	•	271,686.	2,683.
MURVILLE.....	Meurthe.	6,277	4,620	6,744	322	78,208.	26,121.	48,182.	2,905.
LYON. #.....	Rhône.	120,000	20,300	117,738	16,222	1,882,412.	568,970.	1,836,544.	182,069.
MARSEILLE.....	Bouches-du-Rhône.	61,569	19,670	92,214	9,208	1,944,178.	562,087.	1,683,964.	78,233.
METZ.....	Moselle.	80,344	18,478	86,478	6,811	719,777.	221,789.	514,690.	32,836.
MONTPELLIER.....	Hérault.	2,300	•	1,500	136	136,198.	•	105,423.	6,856.80
NANCY.....	Meurthe.	23,100	12,873	20,530	2,446	446,091.	162,697.	242,312.	21,198.
NANTES.....	Loire-Inférieure.	26,956	7,840	23,978	2,038	309,790.	94,678.	268,618.	99,938.
NIMES.....	Gard.	17,338	2,506	10,893	322	479,212.	180,518.	306,398.	14,916.
PARIS.....	Seine.	1,364,111	316,906	1,118,186	114,309	30,699,336.	7,469,482.	17,618,968.	1,918,266.
REIMS.....	Marne.	23,210	7,647	20,613	2,009	407,489.	166,546.	278,801.	19,480.
ROUEN.....	Seine-Inférieure.	36,248	26,618	70,836	6,842	118,984.	382,807.	687,118.	71,867.
SAINT-GERMAIN.....	Seine-et-Nor.	10,629	4,341	6,786	646	161,080.	77,036.	96,786.	6,780.
SAINT-OMER.....	Pas-de-Calais.	32,181	11,119	33,536	1,699	217,744.	86,864.	180,424.	26,325.
SAINT-QUENTIN.....	Aisne.	16,037	6,843	14,812	720	218,978.	48,306.	190,360.	7,380.
STRASBOURG.....	Bas-Rhin.	198,456	21,827	99,846	4,088	941,306.	211,237.	687,361.	26,063.
TARASCON.....	Bouches-du-Rhône.	794	381	683	61	48,216.	16,094.	39,218.	901.
TOULON.....	Var.	12,529	•	11,530	418	560,339.	•	217,022.	9,238.
TOULOUSE.....	Haute-Garonne.	1,308	•	1,038	124	63,287.	•	30,221.	8,251.25
TALENCIENNES.....	Nord.	29,384	16,780	27,088	8,300	336,387.	75,901.20	228,612.20	18,006.20
VERSAILLES.....	Seine-et-Oise.	13,883	1,821	12,462	1,616	240,818.	48,423.	182,383.	11,212.
TOTAUX.....		7,741,408	668,688	3,877,648	235,736	38,108,968.91	12,816,290.16	61,278,568.84	2,962,487.78

MONTS-DE-PIÉTÉ DE FRANCE (EXERCICE 1847).

INTÉRÊTS ET DROITS PERÇUS			MINIMUM des PRÊTS.	VALEUR moyenne des PRÊTS.	BONIS PRÉCÉDENTS.	BÉNÉFICES	OBSERVATIONS.
sur LES PRÊTS.	pour LA PRÊTÉ.	sur LES VENTES					
à p. 0/0	"	2 p. 0/0	2.00	25.	734.07	1,530.04	
1	"	2	1.	7.36	183.93	"	Le maximum des prêts est fixé à 500 f.
au-dessus des prêts de 5 f.	"	3	1.	22.18	"	"	18 c. par reconnaissance, plus les droits de contrôle en cas de vente.
2 p. 0/0	"	3	1.	22.18	"	"	
3	"	2	2.	18.36	2,383.31	1,377.37	
4	"	4	2.	4.37	113.60	7,904.31	
4	"	1	1.	10.18	1,509.80	4,000	
5	"	1 1/2	2.	20.40	"	409.79	3 centimes par reconnaissance.
6	"	7	2.50	4.73	432.05	1,377.08	
10	"	4	2.	18.46	1,010.13	2,833.13	
8	1/2 p. 0/0	4	2.	10.72	621.01	12,326.97	
10	"	"	1.	7.	738.67	11,876.86	
10	1/2	2	2.	11.29	651.18	2,780.21	
4	"	"	1.	17.31	"	"	
10	"	"	1.	7.35	336.18	315.16	
12	"	2	1.00	6.22	172.18	512.64	
8	"	2 1/2	2.	23.08	195.	1,412	
11	"	2	2.	11.07	418.91	329.25	
8	"	3	2.	21.10	716.80	4,250.	2 centimes par reconnaissance pour les prêts de 4 fr. et au-dessus.
10	"	"	1.00	4.47	360.60	1,735.65	1 centime par reconnaissance.
Prêt gratuit.	"	1/2	2.	20.50	276.	185.	
8	"	4	2.	18.	1,740.48	3,882.89	
8	"	1	1.	23.22	29.95	216.	
8	"	2	1.00	5.84	2,290.18	10,040.32	
10	"	7	2.	12.45	511.00	4,382.30	
12	"	8	1.	9.72	10,087.10	1,540.04	18 p. 0/0 pour les prêts au-dessus de 100 fr.
pour les prêts de 100 fr. et au-dessus.							
10	1/2	3 1/2	2.	14.23	8,369.21	67,269.00	8 p. 0/0 pour les prêts au-dessus de 2,000 fr.
pr les prêts de 2,000 fr. et au-dessus.							
2	1/2	1	2.	21.48	80,462.21	10,348.88	
8	"	2	2.	9.28	1,195.22	"	
Prêt gratuit.	"	"	2.	20.10	"	"	
8	"	2	1.	8.68	1,101.00	18,993.42	
4	1/2	2	2.	14.99	947.02	7,372.50	2 p. 0/0 de frais de garde, de régie et de magasinage.
8	"	2 1/2	2.	20.08	351.49	2,508.40	Le maximum des prêts est fixé à 500 f.
8	1/2	3 1/2	2.	17.	190,094.00	193,267.73	
8	"	2 1/2	2.	9.94	1,177.87	8,148.78	
10	"	2	2.	10.70	2,705.60	"	
10	1/2	2	2.	18.80	419.99	2,207.54	
8	"	"	2.	8.50	248.18	6,273.76	8 p. 0/0 pour les prêts au-dessus de 2 fr.
pr les prêts jusqu'à 2 fr.							
10	"	2	2.	11.07	473.80	8,517.05	8 p. 0/0 sur marchandises.
sur les effets mobiliers.							
8	"	8	2.	7.	1,829.83	7,581.68	
8	"	1	2.	22.10	41.00	511.73	8 centimes par reconnaissance.
8	1/2	2	2.	18.28	308.47	3,328.01	
Prêt gratuit.	"	1/2	1.	46.00	79	78.	Le maximum des prêts est fixé à 200 f.
2	"	2	1.	6.20	256.80	8,825.40	
8	1/2	2	2.	18.22	514.22	2,685.56	
					234,748.08	429,727.87	

CHAPITRE VI.

DES OPÉRATIONS DES MONTS-DE-PIÉTÉ.

§ 1.

Des prêts.

Les opérations des monts-de-piété consistent dans l'engagement, le renouvellement, le dégagement et la vente.

Le minimum des prêts est fixé, dans chaque établissement, d'après les besoins présumés des emprunteurs. Il varie de 0 fr. 50 c. à 6 fr.

- 1 mont-de-piété prête 0 fr. 50 c. — Bergues.
- 11 monts-de-piété prêtent 1 fr. » — Angers, Apt, Avignon, Boulogne, Brignoles, Calais, L'Isle, Lunéville, Nancy, Toulouse, Valenciennes.
- 3 monts-de-piété prêtent 1 fr. 50 c. — Cambrai, Douai, Lille.
- 15 monts-de-piété prêtent 2 fr. » — Aix, Arles, Arras, Beaucaire, Besançon, Carpentras, Dieppe, Dijon, Limoges, Metz, Montpellier, Saint-Germain, Saint-Omer, Saint-Quentin, Strasbourg.
- 11 monts-de-piété prêtent 3 fr. » — Bordeaux, Brest, le Havre, Lyon, Marseille, Paris, Reims, Rouen, Tarascon, Toulon, Versailles.
- 2 monts-de-piété prêtent 5 fr. » — Grenoble, Nîmes.
- 1 mont-de-piété prête 6 fr. » — Nantes.

44

Le minimum des prêts est déterminé par l'autorité locale, et il nous est difficile d'en critiquer le chiffre, ne pouvant apprécier les besoins présumés des populations. Toutefois, nous croyons pouvoir observer que le minimum doit être calculé de manière à être à la portée des nécessiteux, sans provoquer des prêts trop faciles. Le chiffre de 0 fr. 50 c. est peut-être un peu faible. Certains établissements tombent dans un excès contraire. Il nous paraît évident que le minimum de 3 fr. est trop élevé pour plusieurs monts-de-piété, car le plus souvent, il suppose une valeur réelle double de l'objet engagé. A plus forte raison, un minimum de 5 fr. et de 6 fr. est injustifiable, et il ne peut s'expliquer que comme

l'application d'une idée fausse ou le résultat d'une mauvaise gestion. Du moment que la loi interdit la liberté du prêt sur gage et en attribue le monopole à l'administration, elle doit mettre le prêt à la portée de tous et de ceux-là surtout qu'elle a l'intention de couvrir d'une protection particulière, c'est-à-dire des plus pauvres.

Le maximum des prêts est fixé dans trois monts-de-piété, savoir : à 40 fr. à Angers, à 500 fr. à Nîmes et à Toulouse. Dans les autres établissements, le maximum est indéterminé et n'a pas d'autres limites que leurs ressources.

De 1830 à 1841 inclusivement, les engagements et renouvellements se sont élevés à 30,277,231 articles sur lesquels il a été prêté la somme de 418,698,850 fr., soit en moyenne, 13 fr. 83 c. environ par article ¹.

Une statistique plus détaillée présente les résultats suivants pour une période de huit ans, 1834 à 1841 ².

ENTRÉE.

ANNÉES	ENGAGEMENTS.		RENOUVELLEMENTS.	
	ARTICLES.	SOMMES.	ARTICLES.	SOMMES.
1834	2,256,925	32,063,054. ⁰⁰	304,372	5,979,410. ⁰⁰
1835	2,567,608	33,786,195. ⁸³	364,692	6,945,356. ⁷⁵
1836	2,660,069	35,531,119. ⁵⁵	356,755	6,958,615. ⁰⁰
1837	2,885,135	39,512,884. ⁰⁰	395,597	7,895,467. ⁰⁵
1838	2,843,998	37,721,302. ⁴⁶	440,532	8,280,033. ⁶⁵
1839	2,671,760	33,718,856. ⁶⁰	435,391	8,369,440. ⁴⁰
1840	2,987,615	40,306,371. ¹⁵	462,151	8,845,729. ³¹
1841	2,818,477	39,125,348. ⁰⁰	483,914	9,344,931. ⁰⁰
	21,691,587	291,765,131. ⁵⁸	3,243,404	67,118,988. ¹⁶

SORTIE.

ANNÉES	DÉGAGEMENTS.		VENTES.	
	ARTICLES.	SOMMES.	ARTICLES.	SOMMES.
1834	1,715,963	22,448,516. ⁰⁰	31,696	1,122,306. ⁰⁰
1835	2,022,574	25,046,383. ⁴⁶	114,227	1,525,476. ⁶⁰
1836	2,141,140	26,054,054. ⁷⁶	121,537	1,995,526. ⁹⁰
1837	2,202,185	27,859,825. ⁴⁸	129,865	1,820,000. ⁴⁵
1838	2,255,978	28,172,764. ³⁷	151,766	1,978,005. ⁵⁰
1839	2,229,794	27,220,816. ³⁰	160,391	2,065,578. ⁷⁵
1840	2,301,889	28,017,223. ¹⁰	173,773	2,285,894. ⁶⁵
1841	2,277,508	28,734,395. ⁰⁰	161,971	2,111,476. ⁰⁰
	17,147,031	213,553,978. ⁴⁷	1,095,226	14,705,163. ⁸⁵

¹ *Statistique de la France. Administration publique*, t. II, tabl. 50 et 51, p. 442 à 445.

² *Ibid.*, tableau 49, page 426 à 441.

Ainsi de 1834 à 1844, la moyenne annuelle de l'entrée a été de 3,416,873 articles sur lesquels il a été prêté 44,235,544 fr. 34 c.

La moyenne des engagements effectifs a été de 2,744,448 articles pour la somme de 36,470,644 fr. 45 c.; soit par article de 13 fr. 45 c. et celle des renouvellements de 405,425 articles pour la somme de 7,764,872 fr. 89 c.; soit par article de 19 fr. 45 c.

La moyenne annuelle de sortie a été de 2,685,707 articles pour la somme de 36,297,265 fr. 67 c. y compris, pour ordre, les articles renouvelés. La sortie réelle se compose des articles dégagés effectivement et des articles vendus.

La moyenne des dégagements a été de 2,443,379 articles pour la somme de 26,694,247 fr. 30 c.; soit, par article de 12 fr. 45 c., et celle des ventes, de 436,903 articles, pour la somme de 4,838,445 fr. 48 c.; soit par article de 13 fr. 43 c.

En mettant ces résultats sous les yeux du lecteur, nous n'avons eu en vue que d'établir, par approximation, une comparaison, avec les résultats publiés en 1847, lesquels comprennent les quarante-quatre monts-de-piété actuellement existants. Les chiffres dont nous présentons le tableau sont empruntés au rapport de M. de Watteville au ministre de l'Intérieur en 1850. Il existe dans les résultats généraux constatés par ce rapport et ceux que nous présentons, des différences plus ou moins considérables, particulièrement en ce qui concerne le total des sommes prêtées par engagement et renouvellement. Ces différences tiennent à des erreurs d'impression inévitables dans des publications de ce genre. Nous avons cru devoir en faire, une fois pour toutes, l'observation qui n'atténue en rien le mérite du travail de M. de Watteville, et le laisse au premier rang parmi les documents statistiques relatifs aux monts-de-piété.

Il résulte des chiffres de ce rapport qu'en 1847 l'entrée se compose de 3,407,263 articles représentant une valeur de prêt de 50,622,253 fr. 20 c.; soit, en moyenne, de 14 fr. 85 c. par article. Il a été prêté 38,105,963 fr. 05 c. sur 2,741,405 articles engagés et 42,546,290 fr. 45 c. sur 665,858 articles renouvelés.

La moyenne des articles engagés est de 13 fr. 90 c., et celle des articles renouvelés de 19 fr. 79 c.

La sortie effective par dégagements et ventes est de 2,803,374 articles représentant une valeur de prêt de 34,243,865 fr. 80 c. soit, en moyenne, de 12 fr. 84 c. par article.

Ces chiffres se décomposent ainsi :

Articles dégagés.	2,577,648	pour	34,278,366 fr. 05 c.
Articles vendus.	225,726	—	2,965,499 fr. 75 c.
Sommes égales.	2,803,374	—	34,243,865 fr. 80 c.

La moyenne des articles dégagés est de 12 fr. 43 c. et celle des articles vendus de 13 fr. 43 c.

Dans la comparaison des opérations de 1847 avec celles des années moyennes de 1834 à 1844, il résulte qu'elles ont pris un certain développement équivalent à environ 9 p. % en articles et 43 p. % en sommes. Si on tient compte de l'accroissement de la population, et du nombre des établissements, on doit conclure que l'action des monts-de-piété n'a pris qu'une extension très-limitée, et il ne pouvait en être autrement lorsque les ressources des établissements sont aussi restreintes.

Le grand nombre des prêts prouve que les monts-de-piété répondent à un besoin réel; leur peu d'élévation démontre que les monts-de-piété viennent surtout en aide aux classes nécessiteuses; mais il ne faudrait pas tirer des moyennes des conséquences qui ne seraient pas exactes. La statistique a un grand tort, c'est de procéder par généralité. On s'en convaincra en jetant les yeux sur le tableau qui présente les opérations résumées des divers monts-de-piété. La moyenne des prêts est différente selon les établissements, elle varie de 4 fr. 26 c. à 59 fr.; il suit de là que si l'on divise les sommes prêtées par le nombre des articles, on arrive à un résultat vrai mathématiquement, mais faux en réalité. Ce résultat, inexact pour l'ensemble des opérations, ne l'est pas moins pour chaque établissement; il ne permet pas d'apprécier rigoureusement le plus ou moins d'étendue de l'action des monts-de-piété en général et des monts-de-piété en particulier, et c'est pourtant cette appréciation qui doit être l'objet de l'étude au point de vue de l'économie politique. « *Statistiquement* parlant, dit Napoléon-Louis Bonaparte dans l'ouvrage que nous avons déjà cité, en France chaque habitant consomme par an, en moyenne : de froment, méteil, seigle 2,71 hectolitres; de viande 20 kil.; de vin 70 litres; de sucre 3,4 kil. Ce qui veut dire *humainement* parlant, qu'il y a, en France, plusieurs millions d'individus qui ne mangent ni pain, ni viande, ni sucre et qui ne boivent jamais de vin¹.

C'est, en deux mots, la critique de la statistique à l'usage de certains économistes qui ont la prétention de faire de la science comme Procuste faisait de l'égalité. On prend pour base de ses calculs des chiffres plus ou moins vrais, et on arrive, en résultat, à des absurdités. On se ferait, en effet, une bien fausse idée des monts-de-piété, si on appréciait leur action d'après le chiffre moyen des prêts. Il faudrait en conclure que la classe pauvre seule s'adresse à ces établissements; il n'en est rien, leurs secours profitent aux nécessiteux de toutes les classes, aux pauvres et aux riches; seulement la quotité des prêts varie suivant le caractère des opérations et la qualité des emprunteurs.

Il serait facile de s'en rendre compte au moyen du classement des

¹ *Extinction du paupérisme*, page 48.

prêts par séries des sommes avancées sur nantissement et par séries des emprunteurs; mais les renseignements fournis ne présentent pas, en général, assez d'exactitude pour que l'on puisse les donner comme certains. Aussi nous nous abstenons de les mettre sous les yeux du lecteur, nous réservant d'entrer, à ce sujet, dans les détails nécessaires, lorsque nous traiterons des opérations du mont-de-piété de Paris.

C'est l'ignorance de ces faits qui a donné lieu à des opinions si erronées sur les monts-de-piété.

On les a considérés uniquement comme établissements de bienfaisance, tandis qu'ils sont plutôt des établissements d'utilité générale. Longtemps, il est vrai, l'opinion publique s'en est peu préoccupée; elle ne les a connus que par les déclamations des philanthropes et leurs ridicules accusations contre les classes laborieuses. Aujourd'hui, grâce à des travaux sérieux, publiés en France, en Belgique, en Italie, aux statistiques officielles, aux débats législatifs, on les apprécie d'une manière plus exacte, et on reconnaît que des banques qui prêtent cinquante millions sur nantissement, occupent dans les institutions financières du pays une place plus large que celle qui leur avait été à peine accordée parmi les établissements de charité. L'importance du mont-de-piété de Paris a surtout excité l'attention. En 1847, sur 3,407,263 articles, total des articles engagés et renouvelés pour la somme de 50,622,253 fr. 20 c., Paris figure pour 4,578,348 articles représentant 28,408,810 fr., soit pour 46 p. %, environ en articles, et 55 p. %, environ en sommes.

§ 2.

Des conditions du prêt.

En dehors des mesures d'ordre tendant à justifier, de la part de l'emprunteur, son droit sur la chose offerte en gage, les conditions de prêt se résument dans des conditions de temps et des conditions d'argent. Les unes sont relatives à la durée du prêt, les autres au payement de l'intérêt et des droits accessoires.

La durée du prêt est ordinairement d'une année, et, ce délai expiré, le prêt peut être renouvelé, sauf quelques exceptions. Le nantissement qui n'a pas été dégage dans le courant de l'année, et qui n'a pas été renouvelé, est vendu aux enchères publiques. Sur le prix de vente, le mont-de-piété prélève le montant du prêt et les intérêts et droits. Le surplus, ou boni, est tenu à la disposition de l'emprunteur pendant trois années à dater du jour de l'engagement. Dans le cas où le produit de la vente est insuffisant pour rembourser l'administration, celle-ci exerce son recours contre l'appréciateur attaché à l'établissement, lequel

est toujours garant vis-à-vis d'elle, en capital et intérêts, du montant de son estimation.

La durée moyenne du séjour en magasin des articles est, d'après le rapport de M. de Watteville, de sept mois et demi. Cette moyenne, qui comprend les articles renouvelés, dégagés et vendus, varie selon les établissements et les circonstances dans lesquelles les emprunteurs sont placés.

La durée des prêts est d'autant plus longue que leurs conditions sont plus favorables aux emprunteurs. Ainsi, dans les monts-de-piété gratuits ou qui ne prélèvent qu'un faible intérêt, les nantissements séjournent plus longtemps que dans les établissements qui perçoivent un intérêt plus élevé. Dans les villes de passage, fréquentées par les étrangers, la durée des prêts est généralement plus courte qu'ailleurs. Il en est de même des villes manufacturières où les besoins sont plus fréquents, à raison de la situation précaire des classes ouvrières. Il est d'autres influences encore qui agissent sur la fréquence des prêts par les mêmes personnes. Si la misère conduit au mont-de-piété un grand nombre d'emprunteurs, la dissipation, l'imprévoyance et une vie désordonnée, exercent aussi une action que l'on ne peut pas contester, mais qu'il importe d'apprécier. Rien de plus commun et rien de plus faux que d'attribuer exclusivement à ces derniers motifs l'importance des opérations du mont-de-piété. Enfin, il faut tenir compte de l'insuffisance des institutions de crédit, qui pousse un certain nombre d'emprunteurs à acheter souvent et fort cher au mont-de-piété des avances qui, ailleurs, leur coûteraient plus cher encore.

Des quarante-quatre monts-de-piété, il en est qui prêtent gratuitement, et d'autres qui prêtent à un intérêt qui varie de 1 p. % à 18 p. %.

- 3 monts-de-piété prêtent gratuitement : — Grenoble, Montpellier, Toulouse.
- 1 mont-de-piété prête gratuitement jusqu'à 5 fr. : — Angers; au-dessus de 5 fr., à 1 p. %.
- 4 monts-de-piété prêtent à 4 p. % : — Aix, Avignon, Brignoles, Nantes.
- 5 monts-de-piété prêtent à 5 p. % : — Apt, Beaucaire, Carpentras, l'Isle et Tarascon.
- 6 monts-de-piété prêtent à 6 p. % : — Arras, Marseille, Metz, Nîmes, Toulon, Versailles.
- 1 mont-de-piété prête jusqu'à 2 fr. à 6 p. % : — Saint-Omer; au-dessus, à 9 p. %.
- 4 monts-de-piété prêtent à 8 p. % : — Arles, Bergues, Dijon, Reims.

24

7 monts-de-piété prêtent à 9 p. $\frac{1}{2}$ % : — Bordeaux, le Havre, Lille, Nancy, Paris, Strasbourg, Valenciennes.

4 monts-de-piété prêtent à 10 p. $\frac{1}{2}$ % : — Lyon, Rouen, Saint-Germain, Saint-Quentin.

1 mont-de-piété prête à 11 p. $\frac{1}{2}$ % : — Dieppe.

7 monts-de-piété prêtent à 12 p. $\frac{1}{2}$ % : — Besançon, Boulogne, Brest, Calais, Cambrai, Douai, Limoges.

4 mont-de-piété prête jusqu'à 100 fr. à 18 p. $\frac{1}{2}$ % : — Lunéville ; au-dessus de 100 fr., à 12 p. $\frac{1}{2}$ %.

44

L'intérêt est un droit proportionnel perçu par mois ou par quinzaine, après le premier mois d'engagement.

Indépendamment de ce droit proportionnel, il est perçu, dans certains établissements, des droits fixes de diverses natures.

Neuf monts-de-piété prélèvent $\frac{1}{2}$ p. $\frac{1}{2}$ % pour droit de prise : Bordeaux, Brest, Lyon, Marseille, Nantes, Paris, Saint-Germain, Toulon et Versailles.

A Nantes, en outre de l'intérêt à 4 p. $\frac{1}{2}$ %, du droit de prise de $\frac{1}{2}$ p. $\frac{1}{2}$ %, il est exigé des emprunteurs 6 p. $\frac{1}{2}$ %, à titre de frais de garde, de régie et de magasinage.

Un droit sur les reconnaissances est payé, savoir :

A Apt. . . 15 centimes.

A Beaucaire. 5 d°.

A Dijon. . . 5 d° pour les prêts au-dessus de 4 fr.

A Douai. . . 1 centime.

A Tarascon. 5 d°.

La vente donne lieu à la perception d'un droit fixe qui, bien que payé par les acheteurs, n'en pèse pas moins sur les emprunteurs.

Ce droit, dont le minimum est de $\frac{1}{2}$ p. $\frac{1}{2}$ %, s'élève dans certains établissements à 6, à 7 et à 8 p. $\frac{1}{2}$ %.

La distinction que nous avons faite entre les droits proportionnels et les droits fixes est importante, car les premiers sont perçus en raison du temps que dure l'opération, et les autres à raison de l'opération même, abstraction faite de sa durée ; d'où il résulte que ceux-ci sont d'autant plus lourds que la durée du prêt est plus courte. Prenons un exemple frappant, celui du mont-de-piété de Nantes. Nous supposons qu'il a été prêté 100 francs pour un mois, et assurément il est fait beaucoup de prêts de cette durée par l'établissement. A l'expiration du mois, l'emprunteur devra rembourser, en outre du capital :

1° Intérêt à 4 p. % par an. . .	» fr. 33 c.
2° 1/2 p. % de droit de prisee . .	» 50
3° 6 p. % de frais de régie. . .	6 »
Ensemble. . .	6 fr. 83 c.

Multipliant cette somme par 12, en obtient 82 fr. 20 c. Le mont-de-piété prête donc dans certains cas au taux *quatre-vingt-deux pour cent par an*.

Sur quarante-quatre monts-de-piété, il en est trente-un qui exigent un intérêt supérieur au taux fixé par la loi pour l'intérêt civil. C'est une anomalie que l'on a peine à comprendre ; et, ainsi que nous l'avons démontré précédemment, l'attribution des excédants de recette aux hospices, loin de justifier l'exagération de l'intérêt, est la condamnation la plus formelle du système qui a prévalu jusqu'à ce jour ; car, de quelque nom que l'on décore ce mode de subvenir aux dépenses hospitalières, on ne pourra pas parvenir à prouver que des bénéfices acquis de cette façon ne soient pas des profits usuraires. L'art. 5 de la loi du 24 juin 1831 a fixé à 5 p. % l'intérêt à percevoir par les monts-de-piété ; mais l'art 10 de la même loi, en ajournant indéfiniment l'application des bénéfices à la formation d'une dotation pour les établissements, rend illusoire la disposition ou plutôt la prévision de l'art. 5.

Là ne se borne pas le mal de la situation. Par suite d'une organisation incomplète ou défectueuse des monts-de-piété, les emprunteurs ne pouvant recourir directement à l'administration, sont obligés de se servir de l'entremise de *porteurs ou commissionnaires*, individus autorisés ou simplement tolérés, qui se chargent des opérations que les tiers ne peuvent ou ne veulent pas faire eux-mêmes.

Ici apparaissent de nouveaux droits fixes, plus ou moins élevés destinés à rétribuer les intermédiaires qui, par une nécessité déplorable, sont généralement employés par les emprunteurs les plus pauvres ; car c'est pour ceux-ci surtout qu'est vraie la maxime américaine : *Time is money* (le temps, c'est de l'argent). Dans les villes de manufactures, retenus qu'ils sont depuis le matin jusqu'au soir dans les ateliers, ils ne peuvent s'adresser directement à l'administration qui n'est pas à leur portée, et dont les bureaux d'ailleurs ne sont pas ouverts pendant le temps où ils pourraient s'y rendre ; de sorte que le recours aux commissionnaires est pour eux une nécessité absolue. Ainsi, à Douai, d'après le rapport de M. de Watteville, l'administration ne fait pas un seul engagement, ni renouvellement, et 4,232 dégagements seulement sont effectués directement par le public. Sur 35,422 opérations, les commissionnaires en réalisent 31,190. La moyenne des prêts étant de 4 fr. 47 c., et la moyenne de leur durée de un mois, l'intérêt payé par les emprunteurs doit être calculé sur les bases suivantes :

Taux de l'intérêt du mont-de-piété.	12 p. %.
d° de la commission.	26.84 p. %.
Ensemble.	38.84 p. %.

A Lille, sur plus de la moitié des opérations,

Le mont-de-piété perçoit.	9 p. %.
Le commissionnaire.	7 p. %.
Ensemble.	16 p. %.

A Valenciennes, sur les cinq sixièmes des prêts,

Le mont-de-piété prélève.	9 p. %.
Le commissionnaire.	7 p. %.
Ensemble.	16 p. %.

Nous devons faire observer que nous avons calculé d'après la moyenne générale de la durée des opérations. Or, le séjour moyen des engagements suivis de dégagements, est tout au plus des deux tiers de la moyenne générale de la durée des opérations, qui comprend les articles dégagés, renouvelés et vendus. Notre raisonnement s'appuie sur les faits constatés à Paris. Là, la moyenne générale du séjour en magasin, qui est de 8 mois et 8 jours pour toutes les opérations comprises, est de 3 mois et 21 jours pour les articles dégagés. Il y aurait donc à déduire d'un tiers environ la moyenne qui a servi de base à notre calcul, et, par conséquent, à augmenter dans la même proportion, le taux de l'intérêt perçu par les commissionnaires, et le compte doit être établi ainsi qu'il suit :

A Douai,

Le mont-de-piété perçoit.	12 p. %.
Le commissionnaire.	35.79 p. %.
Ensemble.	47.79 p. %.

A Lille,

Le mont-de-piété perçoit.	9 p. %.
Le commissionnaire.	9.45 p. %.
Ensemble.	18.45 p. %.

A Valenciennes,

Le mont-de-piété perçoit.	9 p. %.
Le commissionnaire.	9.45 p. %.
Ensemble.	18.45 p. %.

A Paris, les droits fixes des commissionnaires sont :

- De 2 p. $\frac{1}{2}$ pour les engagements,
- De 2 p. $\frac{1}{2}$ pour les renouvellements,
- De 1 p. $\frac{1}{2}$ pour les dégagements,
- De 1 p. $\frac{1}{2}$ pour la perception du boni.

Ils constituent donc une augmentation de 3 p. $\frac{1}{2}$ d'intérêt sur les opérations complètes, engagements et dégagements. Dans le rapport que nous avons adressé à M. le préfet de la Seine, le 2 avril 1850, sur le projet de loi relatif à la réorganisation des monts-de-piété, nous avons constaté que sur 38 p. $\frac{1}{2}$ des opérations complètes, part afférente aux commissionnaires, ceux-ci augmentent l'intérêt à payer par les emprunteurs de 6.31 p. $\frac{1}{2}$, ce qui porte l'intérêt, y compris le droit fixe de prise, à 16.36 p. $\frac{1}{2}$. Et encore nous avons raisonné dans l'hypothèse la plus favorable, celle d'opérations ayant une durée moyenne de 5 mois et 21 jours au moins ; mais beaucoup de prêts ont une durée plus courte, et alors les droits fixes de commission prennent des proportions énormes. En réunissant les droits d'engagement et de dégagement, ils représentent, savoir :

- 12 p. $\frac{1}{2}$ si le prêt est de trois mois ;
- 18 p. $\frac{1}{2}$ si le prêt est de deux mois ;
- 36 p. $\frac{1}{2}$ si le prêt est d'un mois ;
- 156 p. $\frac{1}{2}$ si le prêt est d'une semaine.

Des résultats analogues se produisent, avec des différences du plus au moins, dans les quinze monts-de-piété près desquels il existe des commissionnaires, savoir à Arras, Bergues, Bordeaux, Cambrai, Dijon, Douai, Lille, Lyon, Metz, Nancy, Paris, Reims, Rouen, Saint-Omer et Valenciennes. C'est exorbitant assurément, et on comprendrait avec peine que d'aussi criants abus aient pu se maintenir, si la raison d'être des abus n'était pas dans leur existence même. Le gouvernement de Louis-Philippe avait reconnu qu'il y avait là *quelque chose à faire*, suivant un mot devenu célèbre, et le projet de M. Duchatel, qui allait être soumis aux Chambres en 1848, supprimait les bureaux de commission et les remplaçait par des bureaux administratifs. L'Assemblée nationale avait émis une décision en ce sens, le 11 avril 1851 ; mais, par un triste retour sur elle-même, le 24 juin suivant, elle crut devoir revenir sur sa délibération et maintint le *statu quo*, votant ainsi le pour et le contre, sans plus de souci de l'intérêt général que de sa propre dignité.

En traitant à fond la question des commissionnaires près le mont-de-piété de Paris, nous détruirons pièce à pièce l'échafaudage élevé par l'égoïsme, la ruse et le mensonge pour soutenir cette honteuse

exploitation de la misère. Cette fois, le procès ne sera pas jugé dans l'enceinte d'une assemblée distraite et indifférente; nous porterons notre appel devant l'opinion publique, juge en dernier ressort de toutes les causes qui intéressent le bien-être général. Dans la sphère élevée où elle est placée, les passions cupides, les basses intrigues ne sauraient l'atteindre : sereine expression de la justice et de la raison, elle est l'instinct divin qui indique à l'humanité un remède à ses maux, un soulagement à ses souffrances, l'étoile qui, dans le ciel d'airain qui pèse sur l'âme attristée, luit à ses yeux comme une consolation et une espérance.

§ 3.

Du prêt gratuit.

Nous avons dit que trois monts-de-piété prêtent gratuitement, Grenoble, Montpellier, Toulouse, et qu'un quatrième prête également sans intérêt jusqu'à 5 fr., Angers, et au-dessus de cette somme, à 1 p. %. Les opérations de ce dernier établissement se divisent ainsi (1847) :

De 1 fr. à 5 fr.	7,430
De 6 à 10	4,201
De 11 à 20	2,901
De 21 à 30	320
De 31 à 40	199
	15,051

La somme employée en prêts est de 111,189 fr. 35 c.

La gratuité d'une grande partie de ces opérations, leur peu d'élévation, la fixation à 40 fr. du maximum des prêts, et le petit nombre des articles vendus (ils n'atteignent pas 4 p. %), classent le mont-de-piété d'Angers dans la catégorie des établissements de bienfaisance. Selon nous, l'action des monts-de-piété ne doit pas être aussi limitée; ils doivent étendre leurs secours à toutes les classes de la société : mais, sous cette réserve, nous ne pouvons que féliciter l'administration qui ne présente pas, dans les limites où les opérations sont restreintes, le caractère exclusif des établissements dont nous allons avoir à nous occuper.

Le mont-de-piété de Grenoble a été fondé en 1827 par une association charitable. Son capital est de 20,000 fr. Ses opérations sont peu importantes; elles ne se sont élevées, en 1847, qu'à 1,093 engagements et renouvellements, représentant la somme de 17,327 fr. Les

prêts dont le minimum est de 5 fr. et le maximum de 500 fr., se divisent ainsi :

Prêts de	5 fr.	507
» de	6 à 10.	338
» de	11 à 20.	173
» de	21 à 30.	32
» de	31 à 40.	19
» de	41 à 50.	12
» de	51 à 100.	9
» de	100 à 200.	3
Nombre égal.		1,093

L'administration de l'Œuvre du prêt gratuit de la ville de Montpellier a été instituée en 1683 par des personnes qui formèrent, sous le titre de : *Confrérie du prêt charitable*, une association religieuse destinée à prêter gratuitement aux pauvres et aux personnes malaisées de Montpellier et de ses faubourgs, et particulièrement à celles qui, par leur état, ne pouvant pas mendier, ni faire connaître leur situation, se trouvaient dans des besoins pressants. Pradel, évêque de Montpellier, approuva ces statuts qui furent confirmés, en 1744, par de Charancey, un de ses successeurs, et approuvés par lettres patentes du roi, en date de juin 1745, enregistrées au parlement de Toulouse le 30 juillet suivant ¹.

Par suite des événements de la révolution, le capital de l'Œuvre se trouva réduit, en 1797, à 3,040 liv. La confrérie du mont-de-piété est passée, sans aucune interruption, sous la présidence du maire de Montpellier. Les fonds qui servent au prêt gratuit s'élèvent à 200,000 fr. environ. Ils s'accroissent par les dons et legs que l'œuvre reçoit, par une quête faite annuellement, par une subvention municipale et par les cotisations des administrateurs.

La prospérité de l'Œuvre permet de laisser l'argent entre les mains des emprunteurs pendant plus de deux ans; car les gages non retirés ne sont vendus qu'au bout d'un laps de temps qui varie de deux ans à deux ans et demi. La durée moyenne du séjour des nantissements en magasin est de dix-huit mois.

Les emprunteurs ont la faculté de rembourser par à-compte, c'est-à-dire qu'en payant la moitié de la somme prêtée, ils peuvent faire retarder la vente du gage encore d'une année ².

¹ *Statuts de l'Œuvre du Prêt gratuit de Montpellier.* — Montpellier, Jean Martel aîné, imprimeur.

² *Note sur l'Œuvre du prêt gratuit et charitable, établi en la ville de Montpellier en 1684.* — Montpellier, typographie de Boehm.

En 1847, l'administration de l'Oeuvre du prêt gratuit a fait 2,300 prêts pour la somme de 136,125 fr., ce qui porte la moyenne des prêts à 59 fr. 18 c. Cette moyenne indique que les emprunteurs pauvres ne participent que, par exception, à ses opérations. Cela ressort, jusqu'à l'évidence, de l'indication par série des prêts effectués. Nous trouvons, en effet :

De	2 fr.	à	5 fr.	63 prêts.
De	6	à	10	268 »
De	11	à	20	553 »
De	21	à	30	246 »
De	31	à	40	173 »
De	41	à	50	181 »
De	51	à	100	475 »
De	101	à	200	236 »
De	201	à	500	102 »
De	501	à	1,000	2 »
De	1,001	à	5,000	1 »

Nombre égal. 2,300 prêts.

Ces résultats sont fort éloignés de ceux que l'on devrait attendre d'une institution charitable. Si le prêt gratuit a une raison d'être, c'est dans l'intérêt des pauvres, et précisément ceux-ci sont exclus de l'établissement. Au reste, l'œuvre du prêt charitable n'est, en aucune façon, une banque publique de prêt sur gage. Aux termes de l'art. 9 de ses statuts, elle ne prête qu'à *des personnes connues de quelqu'un des administrateurs*. Il ne suffit pas d'avoir besoin pour obtenir une avance sur garantie d'une valeur supérieure, il faut encore avoir dans l'administration un protecteur qui accorde, comme une faveur, ce qu'en droit il ne devrait pas être permis de refuser ; faveur qui prive souvent le nécessiteux d'un capital qui lui est nécessaire, sous le prétexte d'une gratuité qui se résume dans la non-perception de quelques centimes d'intérêt. C'est la montagne qui accouche.

Quid dignum tanto feret hic promissor hiata ?

Parturient montes ; nascetur..... ridiculus mus !

La Société anonyme du prêt charitable et gratuit, établie à Toulouse, dont les statuts ont été approuvés par ordonnances des 27 août 1828 et du 8 décembre 1838, donne, en ce qui concerne l'attribution des sommes prêtées, des résultats analogues à ceux que nous venons de constater.

* *De Arte poetica.*

En 1847, elle a fait 1,408 prêts pour 65,327 fr. ; ce qui porte la moyenne des prêts à 46 fr. 39 c. Les 1,408 prêts se divisent de la manière suivante :

De 1 fr. à 5 fr.	48 prêts.
De 6 à 10	149 »
De 11 à 20	324 »
De 21 à 30	182 »
De 31 à 40	182 »
De 41 à 50	178 »
De 51 à 100	254 »
De 101 à 200	67 »
De 201 à 500	24 »

Nombre égal. 1,408 prêts.

Le petit nombre des prêts faits aux nécessiteux les plus pauvres s'explique par l'art. 15 des statuts, lequel est ainsi conçu :

« Tout individu qui voudra faire un emprunt devra s'adresser aux administrateurs de la Société, leur déclarer la somme qu'il veut emprunter et leur présenter le gage qu'il offre de laisser en nantissement. L'administration prendra des informations exactes sur la moralité de l'emprunteur. Le lundi de chaque semaine, le bureau d'administration se réunira.

» Les administrateurs rendront compte des renseignements et des démarches faites.

» Sur leur rapport, le bureau délibérera s'il y a lieu ou s'il n'y a pas lieu à prêter. »

Il est évident que l'homme pressé par le besoin ne peut attendre cette remise à huitaine pour obtenir le secours qui lui est indispensable, si toutefois la Société juge à propos de le lui accorder ; car n'est pas emprunteur *qui veut*, nous pourrions ajouter *qui doit*. En effet, les retards apportés par les statuts ont pour effet d'éloigner les malheureux qui, sous l'étreinte de la misère, viennent si souvent frapper à la porte des monts-de-piété et forment leur clientèle la plus nombreuse. Ce résultat était prévu, et l'art. 15 des statuts a été rédigé dans ce but.

Dans une note rédigée le 12 mars 1849, et adressée au préfet de la Haute-Garonne au nom de la Société du bureau d'administration, nous lisons :

« Les emprunteurs sur gage peuvent être divisés en trois classes.

» Dans la première, on peut placer ceux qui viennent chercher dans nos bureaux... un aliment *pour leurs passions*. Nos règlements veulent que nous éloignons ces personnes ; nous y parvenons à l'aide des prudentes lenteurs exigées par nos statuts.

» Ces retards sont cause que nous prêtons moins à la seconde classe d'emprunteurs qui, au lieu de venir nous trouver, devraient plutôt recourir aux bureaux de bienfaisance. Nous nous en félicitons, quoique ces emprunteurs soient dignes du plus vif intérêt, parce que le prêt leur est, en général, plus nuisible qu'utile par la vente presque inévitable de leur gage.

» Enfin, la troisième classe d'emprunteurs comprend toutes les personnes qui se trouvent momentanément dans la gêne; *pour elles, l'établissement a été principalement fondé, et il rend ainsi de véritables services aux artisans, aux chefs d'ouvriers, au petit commerce et souvent aussi à la propriété.* »

Après avoir constaté que l'inventaire de 1848 présentait une valeur de nantissements moindre d'un huitième que celui de 1846, M. le président de la Société ajoute :

« Ce fait important nous détermine à faire remarquer la prudence de nos fondateurs; ils n'ont pas voulu mettre trop à la portée du peuple une institution bonne en soi, mais qui peut présenter des dangers. Ils ont repoussé l'emploi du commissionnaire qui aurait eu le double inconvénient de faire disparaître le beau de notre œuvre, la gratuité des prêts, et de donner au plus léger et au plus mauvais caprice le moyen d'être satisfait à l'instant.

» Loin d'admettre ce mode de multiplier les opérations de l'établissement, nous croyons préférable de ne prêter qu'à des personnes connues ou recommandées par des personnes connues, *de ne pas faire plusieurs prêts au même emprunteur, de n'avoir même à la fois de la même famille qu'un petit nombre de gages.* Notre expérience ne nous laisse aucun doute sur l'utilité de ces mesures prescrites en grande partie par nos statuts. »

Nous sommes loin de partager l'admiration que la Société du prêt gratuit manifeste pour elle-même par l'organe de son honorable président.

L'objet que le législateur s'est proposé en établissant des banques de prêt sur gage, c'est de combattre l'usure. Pour que les banques remplissent cet objet, il faut évidemment qu'elles soient publiques, c'est-à-dire ouvertes à tous les besoins auxquels elles répondent. Or, quels sont ceux qui généralement sont réduits à la nécessité d'emprunter sur gage? les nécessiteux de toutes les classes et surtout des classes pauvres, les nécessiteux par le fait de la misère, cette maladie endémique qui dévore la société; les nécessiteux par la suspension du travail, par le chômage; les nécessiteux par imprévoyance, en un mot, les nécessiteux par leur fait ou par le fait d'autrui; car ce que la loi considère, ce n'est pas la cause, c'est l'effet, l'effet qui conduit le mal-

heureux à une ruine certaine, s'il ne trouve un secours immédiat à sa portée.

Or, la Société de prêt de Toulouse ne prête pas aux pauvres ; elle ne prête pas non plus aux imprévoyants. Elle renvoie les premiers aux bureaux de bienfaisance, sous prétexte que le prêt sur gage leur est plus nuisible qu'utile, et elle ferme sa caisse aux autres, parce qu'elle refuse d'alimenter leurs passions. Mais, d'une part, qui est juge de l'utilité du prêt, si ce n'est celui qui emprunte ? Et les passions, qui les appréciera ? C'est aisé en théorie ; en pratique, c'est plus difficile. L'expression est élastique et la définition délicate ; car c'est toujours une passion qui en juge une autre, et quand les idées religieuses et politiques interviennent, ce qui se voit partout, même à Toulouse, la raison est sujette à s'égarer. Mais fût-il constaté qu'un homme est tombé dans le besoin par sa faute, est-ce un motif pour le mettre hors la loi et refuser de lui faire une avance qu'il garantit par le dépôt d'un gage ?

Vous ne prêtez qu'à ceux que, par leur prévoyance, par leur moralité et aussi par leur position plus ou moins aisée, vous jugez dignes de votre appui, aux artisans, aux chefs d'ouvriers, aux commerçants, aux propriétaires, à ceux qui n'éprouvent qu'une gêne momentanée. D'abord, c'est restreindre singulièrement l'action d'un établissement de prêt sur gage, que d'en exclure en masse les nécessiteux. De plus, soumettre les emprunteurs à une enquête, fouiller dans leurs consciences et dans leurs livres, faire le bilan par *doit* et *avoir* de leur situation morale et pécuniaire, priser leurs défauts, leurs qualités et leurs meubles, c'est leur faire payer bien cher la gratuité du prêt qui leur est consenti. Combien de personnes honorables ne veulent pas se plier à ces exigences par dignité et par intérêt, et dévoiler à l'œil inquisiteur d'une administration le secret de leur position, surtout lorsqu'un secours, le plus souvent inefficace, car il est unique, il ne peut pas se répéter pour le même individu, est la compensation illusoire d'un tel sacrifice ! Rien ne caractérise mieux, à notre avis, ce système de prêt gratuit que l'énergique expression de Varius Verrucosus, *panis lapidosus* ¹.

Dans la première édition de cet ouvrage, et jugeant aussi les choses au point de vue de la bienfaisance, nous avions émis cette idée que le mont-de-piété ne devait prêter qu'aux personnes domiciliées dans l'arrondissement où est situé le bureau, ce qui lui donnait le moyen de connaître la position réelle des emprunteurs. Relativement aux prêts gratuits, nous pensions qu'ils ne pouvaient être faits qu'avec connaissance de cause et sur des présomptions de moralité et de bonne conduite, ce qui supposait, par conséquent, une information préalable.

Nous n'hésitons pas à reconnaître que par ces restrictions nous

¹ Casaubon. Ad Théoph. Charraci. cap. xv, *Commentarius*.

étions tombé nous-même dans l'erreur que nous combattons aujourd'hui.

En matière de prêt sur gage, il est une considération qui domine.

Dès lors que la loi l'interdit autrement qu'à l'état de monopole dont les administrations publiques seules ont l'exercice, celles-ci doivent donner à tous la facilité d'emprunter, car si l'exercice du droit de prêter a été restreint, par rapport aux prêteurs, c'est dans l'intérêt des emprunteurs. Ceux-ci ont donc le droit de dire : Ou abrogez la loi qui interdit à l'industrie privée le prêt sur gage, ou donnez-nous au moins les avantages qu'à côté de nombreux abus nous trouvons dans les bureaux particuliers de prêt, c'est-à-dire la possibilité immédiate de l'emprunt et le secret des opérations. Ceci n'exclut pas, bien entendu, les précautions commandées par l'ordre public et qui ont pour objet de prévenir des engagements illégaux ou frauduleux.

Le déposant doit justifier de son droit sur le gage, mais quant à l'opportunité du dépôt, il en est seul juge. La tutelle de l'Etat ou de l'administration ne peut pas s'étendre jusqu'à l'appréciation d'un acte par lequel l'individu dispose volontairement de sa chose ; ce serait une atteinte à la liberté et à la propriété ; aussi, sous ce rapport, la constitution des sociétés de prêt de Grenoble, de Montpellier et de Toulouse nous paraît-elle défectueuse. Ces établissements reposent sur un principe faux, leur action est arbitraire, étroite ; elle ne répond pas au but que s'est proposé le législateur en réorganisant le prêt sur gage. On pourrait même dire que leur influence est fâcheuse, car elle a pour effet d'empêcher la création de véritables monts-de-piété.

Une question reste à examiner. La gratuité du prêt est-elle une chose bonne en soi, et à quelles conditions ?

Les prêts des monts-de-piété peuvent se diviser en deux classes, selon qu'ils sont destinés à pourvoir à des besoins urgents, comme prêts de consommation, ou à servir d'instruments de travail, comme prêts de commerce ou de production. Il serait difficile d'établir rigoureusement cette classification d'après les sommes prêtées, car le montant des prêts n'a pas un rapport nécessaire avec leur destination. Il est des prêts très-considérables qui n'ont pas d'autre objet que de parer à des nécessités immédiates, sans aucun caractère industriel ou commercial. De faibles sommes, au contraire, sont employées comme instruments de travail. Quoi qu'il en soit, il est possible de déterminer approximativement, par la quotité des sommes, les prêts qui doivent être considérés comme prêts de bienfaisance et ceux qui doivent être regardés comme ayant un autre caractère.

L'autorité supérieure en classant les monts-de-piété parmi les établissements de bienfaisance et d'utilité publique a admis la distinction que nous venons d'établir. Le rapport du conseil d'Etat au président de

la République, en date du 27 juin 1840, range les monts-de-piété parmi les branches de l'assistance publique qui comprend non-seulement les établissements de bienfaisance proprement dits, mais encore les institutions de prévoyance et d'utilité générale. On a voulu réunir et diriger vers un même but toutes les forces dont la société dispose. « Mobile comme les mœurs, disait le rapporteur, vaste comme la société, progressive comme la civilisation, l'assistance publique reçoit du temps, des circonstances, des passions même et des préjugés populaires, une direction à laquelle la loi doit se prêter, sous peine de rester stérile. » De là découle la nécessité d'en combiner de telle sorte les éléments que, liés étroitement entre eux, ils forment un tout homogène. Considéré comme institution de bienfaisance, le mont-de-piété vient en aide à l'assistance en ce sens qu'un très-grand nombre de prêts doivent être considérés comme répondant à des besoins qu'à défaut du mont-de-piété l'assistance devrait satisfaire.

En parcourant les magasins immenses du mont-de-piété de Paris, dans lesquels près d'un million d'articles sont symétriquement rangés, on ne peut se défendre d'un étonnement mêlé de tristesse. A côté des objets en or et en argent, des bijoux précieux, des étoffes de luxe, on voit d'innombrables paquets de hardes, des ustensiles de ménage, des outils. En 1854, on comptait à la fois plus de huit mille matelas, et, dans des années calamiteuses, combien n'en a-t-on pas refusés pour cause d'insuffisance des magasins !

En présence des témoins d'une aussi grande détresse, on a peine à comprendre que l'on ne songerait pas sérieusement à apporter quelque adoucissement à la condition de malheureux emprunteurs qui, pour avoir un morceau de pain, sont réduits à la nécessité de se dépouiller de leur dernier vêtement et de leur dernier meuble. Le reproche d'imprévoyance serait ici plus que de la dureté, ce serait une sottise.

En effet, c'est une erreur de croire que généralement les emprunteurs n'attachent pas un grand prix à la conservation de leurs nantissements. Le chiffre des ventes, qui est de moins de *six pour cent*, en moyenne générale, et celui des renouvellements, qui est environ de *vingt pour cent*, en sont la preuve. Aussi pensons-nous qu'il serait utile de prêter gratuitement jusqu'à concurrence d'une certaine somme qui serait déterminée par les ressources de l'administration et aussi d'après l'appréciation des besoins des emprunteurs. Mais, nous objectera-t-on, c'est encourager les plus nécessiteux à engager au mont-de-piété. Non ; plus le prêt est minime et plus le nantissement qui en est l'objet est nécessaire au déposant, et moins volontiers, par conséquent, il est disposé à s'en séparer. S'il s'agissait du dégagement sans remboursement du capital, l'objection pourrait être fondée ; mais il n'est question que de l'intérêt, et ce n'est pas la

perspective de payer en moins l'intérêt qui est de nature à exciter l'imprévoyance. Au reste, l'administration du mont-de-piété de Paris est déjà entrée dans cette voie en ne soumettant au droit fixe de priseée que les prêts au-dessus de cinq francs et en restant à découvert sur les prêts de 3 à 15 fr. d'une portion des frais de régie : ce n'est, en effet, qu'à partir de 15 francs inclusivement qu'elle cesse d'être en perte sur ses opérations. Une autre considération nous semble rendre cette mesure indispensable. La loi du 24 juin 1851 a réglé à 5 p. % le taux de l'intérêt des prêts, aussitôt que la situation financière des établissements leur permettra de se renfermer dans cette limite. Or, il n'est pas de fraction si petite de notre monnaie qui puisse ne pas excéder de beaucoup l'intérêt de 5 p. %, dans les établissements où le minimum des prêts est de 1 fr. et même de 50 centimes. 1 centime par mois sur un prêt de 1 franc, c'est 12 p. %; sur un prêt de 50 centimes, c'est 24 p. %. Et d'ailleurs, est-il permis de voir autre chose qu'un secours donné, moyennant garantie, dans un prêt de 50 c., de 1 fr., de 1 fr. 50 c., de 2 fr. et même de 5 fr.? Exiger un intérêt, si modique qu'il soit, à raison de ces prêts, n'est-ce pas méconnaître l'esprit de l'institution? Nous pensons donc que, dans la limite que nous venons de fixer, le prêt doit être gratuit et sans conditions autres que celles exigées pour les prêts ordinaires : autrement il est plus nuisible qu'utile, lorsqu'il n'est pas impossible.

Au mois de décembre 1844, le conseil d'administration du mont-de-piété de Paris prit une délibération tendant à mettre gratuitement à la disposition des emprunteurs une somme de 800,000 fr. Le maximum du prêt était fixé à 20 francs, et sa durée ne pouvait excéder six mois. Le préfet de la Seine donna un avis favorable à cette proposition, qui fut approuvée par le ministre de l'Intérieur. Or, voici les formalités qui étaient à remplir pour arriver à l'exécution de cette mesure philanthropique. Nous laissons parler M. le préfet.

« Lorsqu'un de MM. les administrateurs aura reconnu qu'un indigent inscrit, ou un ouvrier nécessiteux, est dans le cas d'obtenir un prêt gratuit, il lui délivrera le certificat spécial qui sera remis au bureau de bienfaisance. Le secrétaire trésorier l'inscrira sur un registre et le numérotera suivant son ordre de présentation; il le soumettra ensuite à l'approbation de M. le maire, président. »

Ainsi l'ouvrier nécessiteux devait :

1° Obtenir de l'administration un certificat favorable ;

2° Se rendre ensuite au bureau de bienfaisance pour faire enregistrer le dit certificat ;

3° Aller à la mairie chercher cette même pièce revêtue de l'approbation du maire.

C'est alors seulement qu'il pouvait se présenter au chef-lieu ou à la succursale du mont-de-piété.

A quoi aboutissaient tant de démarches? A épargner à l'emprunteur VINGT CENTIMES, en supposant la moyenne du prêt de 5 fr. et la durée de six mois (terme fixé par l'arrêté du préfet) ! Mais pour jouir de cet *avantage*, l'emprunteur avait dû se déplacer au moins quatre fois, en comprenant sa course au mont-de-piété. On supposait, il est vrai, que c'était un ouvrier sans ouvrage, et qui, par conséquent, avait des loisirs, et, comme les formalités étaient nombreuses, on lui avait donné toute la semaine pour se mettre en règle. L'administration ne lui ouvrait sa porte privilégiée que le dimanche, de neuf heures à midi. On devine ce qui arriva : personne n'apprécia les avantages de ce nouveau genre de secours, car il ne fut pas fait de prêts gratuits, et pour cause : ils coûtaient trop cher.

Le mont-de-piété de Lille a pris une mesure plus large et plus sage.

Le prêt gratuit avait existé jusqu'à la révolution; la fondation Masurel possédait, à cette époque, un capital de 256,627 fr., non compris un revenu de 8,307 fr. qui suffisait aux frais de régie. Ce capital se vit réduit, au 30 ventôse an VIII, à 10,408 fr. 32 c.

En l'an XI, le préfet du Nord, par un arrêté du 5 fructidor, plaça l'administration du mont-de-piété ou Lombard qui existait également à Lille avant la révolution, mais prêtait à intérêt, dans les bâtiments appartenant à la fondation Masurel, et la somme de 10,408 fr. 32 c. appartenant à celle-ci fut placée à 5 p. % d'intérêt au mont-de-piété.

Le ministre de l'Intérieur (Chaptal) approuva cette disposition, sous la restriction que quand les finances des établissements réunis le permettraient, on rétablirait le prêt gratuit jusqu'à concurrence des revenus affectés primitivement à la fondation ¹. Au 31 décembre 1849, le capital de la fondation s'élevait à 163,000 fr. produisant à 5 p. % un intérêt annuel de 8,150 fr., plus 1,000 fr. pour loyer d'une maison. Le 26 décembre 1851, la commission administrative des hospices, siégeant comme chargée de l'administration du mont-de-piété, a pris une délibération tendant à remettre immédiatement en activité l'établissement du prêt gratuit, en ce sens que 6,000 fr. pris sur ces revenus seraient, dès à présent, employés à décharger de tout intérêt les prêts de 4 f. 50 c. à 3 francs.

La seule objection grave qui puisse être faite à la gratuité des prêts est celle-ci.

Le dégrèvement des prêts inférieurs ne peut être effectué, dans l'état actuel, qu'au détriment des prêts d'une quotité plus élevée, et il y a une

¹ Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Nord, en date du 20 fructidor, an XI.

véritabie injustice à faire payer à une certaine classe d'emprunteurs l'intérêt et les droits occasionnés par des opérations qui leur sont étrangères. Cette objection serait parfaitement juste, si tel devait être le résultat de la gratuité, dans la limite que nous avons déterminée, mais il n'en est pas ainsi. Les monts-de-piété étant classés, quant à une partie de leurs opérations, parmi les établissements dépendant de l'assistance publique, nous pensons que les communes ont un intérêt réel à y appliquer une portion des fonds destinés à la bienfaisance. Cet emploi est assurément plus utile que l'aumône, ressource dégradante qui tend à avilir celui qui la reçoit, à diminuer sa dignité personnelle et le sentiment de la prévoyance. L'emprunteur qui engage des effets qui, le plus souvent, lui sont nécessaires, est excité à les retirer par cette nécessité même, et le secours qui lui est accordé lui est profitable en ce qu'il est une excitation à la conservation de son nantissement et, par conséquent, au travail et à l'épargne. Mieux vaut venir en aide à l'homme valide qui se trouve momentanément dans la gêne que d'attendre sa ruine complète pour lui donner un secours insuffisant.

« Il y a plus de dignité chez l'homme qui met sa paille en gage » pour avoir du pain, a dit M. Droz, que chez celui qui tend la main à l'aumône : garantissons la dignité de l'homme, trop souvent il faut la relever¹. » Relevons donc l'homme en excitant dans son cœur les sentiments honnêtes. *Suum corda!* Et que l'on ne s'y méprenne pas. Nous ne considérons pas la mesure que nous proposons comme un acte de charité, mais comme un acte de justice. Les ressources des communes proviennent de la perception des droits frappés sur tous les citoyens indistinctement, riches et pauvres, et c'est surtout sur ceux-ci que l'octroi pèse plus lourdement ; car, à raison de leur nombre, ils consomment davantage. En appliquant une partie des fonds disponibles au profit du grand nombre, on donne à l'impôt la destination qu'il doit avoir, et il est vraiment honteux de voir de riches cités non-seulement ne pas remplir cette obligation, mais encore spéculer sur la misère en s'appropriant les excédants de recettes des monts-de-piété acquis au prix d'intérêts usuaires.

On confond trop souvent deux choses essentiellement distinctes, la charité et la justice. La charité, non pas celle prêchée par Jésus et par l'apôtre saint Jean et résumée dans cette formule : *Aimez-vous les uns les autres*, mais celle enseignée par certains théologiens n'a pas en vue celui qui reçoit, mais celui qui donne. C'est une lettre de change tirée sur le bon Dieu, un prêt à la grosse aventure sur le paradis. C'est la grâce mise au service de l'égoïsme humain, et dont l'homme, ce dieu de la terre qui

¹ Société d'Economie charitable, séance du 7 mars 1847, opinion de M. Droz sur la réforme des monts-de-piété.

a aussi ses réprouvés et ses élus, se fait, comme le Dieu du ciel, le dispensateur arbitraire. Donner en vue de soulager un être souffrant, ce n'est pas, d'après ces doctrines exclusives, une œuvre méritoire; pour qu'une œuvre ait ce caractère, il faut qu'elle soit inspirée non par l'amour de l'homme, amour reprochable, parce qu'il est naturel, mais par l'amour de Dieu, du surnaturel, et encore par l'amour de soi-même¹. Il suit de là que la charité serait, au fond, l'égoïsme porté à sa plus grande puissance.

Rien d'ailleurs de plus élastique que le précepte. La nudité, la maladie, la nécessité extrême ne sont pas des causes suffisantes pour obliger à la charité. Est-ce que le malheureux qui est là gisant sous vos yeux ne peut pas feindre de mourir? Et qui vous dit d'ailleurs qu'il ne sera pas secouru²?

Si l'Evangile condamne le mauvais riche, la théologie l'absout; elle ouvre à deux battants la porte du ciel à celui dont la main est toujours restée fermée au pauvre³.

Ainsi, rien de plus arbitraire qu'un précepte dont l'application est subordonnée au bon vouloir de chacun; rien aussi de plus antisocial, car il implique la négation du droit de vivre. Donc, en principe, nous repoussons cette charité arbitraire et inefficace, et nous invoquons la justice.

La justice, c'est la pratique du droit. Le droit est la résultante des forces ou éléments qui constituent la nature humaine: il n'a pas été dérobé au ciel; son origine est sur la terre; il est sorti tout vivant des entrailles de l'humanité. Si le droit est aussi vieux que le monde, il n'a guère encore existé qu'à l'état de protestation, et le progrès, qui est son expression toujours incomplète, parce qu'il n'est pas de terme assigné à la perfectibilité, est la distinction de plus en plus grande de l'individu dans le milieu social, et, en même temps, sa subordination à l'autorité de la société, libre association des volontés et des intelligences, en un mot, des personnalités. Toujours opprimé et toujours debout, sa manifestation la plus nette a été, avec la Réforme qui, au xvi^e siècle, protesta au nom de la conscience asservie, la Révolution française que Michelet a définie, avec sa haute et courageuse raison, l'avènement de la

¹ Ordine charitatis, quisque tenetur post Deum diligere seipsum. (Ligorio, *Theologia moralis*, lib. 1, Tract. 111. *De præcepto Charitatis*, cap. II, dub. 1, page 151.)

² Pauperibus trivialibus, et si ex nuditate ei morbo videantur ostendere signa extremæ necessitatis, raro quis tenetur ex præcepto subvenire, etiam de superfluis: tum quia fere ad movendos spectatores ista necessitas exagoratur, tum quis ab aliis javandi præsumuntur. (*Id.*, *ibid.*, dub. 111, page 156.)

³ Nalli omnino, quantumvis diviti, omnes pauperes sine eleemosyns repellenti, facile neganda est absolutio, tam ob dubium et dissonum doctorum de hac obligatione; tum quis vix reperitur qui causam saltem apparentem non pretendat, si superflua se habere fateatur. (*Id.*, *ibid.*)

loi, la résurrection du droit, la réaction de la justice. C'est, en effet, la Révolution qui a proclamé les *Droits de l'homme et du citoyen*, et qui, en déclarant que *tout homme a droit à sa subsistance*, a fait de l'assistance un devoir pour la société. « Cette secourable assistance, dit De » Liancourt, rapporteur du comité pour l'extinction de la mendicité, ne » doit pas être regardée comme un bienfait ; elle est, sans doute, le be- » soin d'un cœur sensible et humain, le vœu de tout homme qui » pense ; mais elle est le devoir strict et indispensable de tout homme » qui n'est pas lui-même dans l'état de pauvreté, devoir qui ne doit » point être avili ni par le nom, ni par le caractère de l'aumône ; enfin, » elle est pour la société une dette inviolable et sacrée ¹. »

« Aucun État, dit encore De Liancourt, n'a considéré les pauvres » dans la Constitution. Beaucoup se sont occupés de leur procurer des » secours, beaucoup ont cherché les principes de cette administration, » quelques-uns en ont approché ; mais, dans aucun pays, les lois qui » l'établissent ne sont constitutionnelles. On a toujours pensé à faire la » charité aux pauvres et jamais à faire valoir les droits de l'homme pau- » vre sur la société et ceux de la société sur lui. Voilà le grand devoir » qu'il appartenait à la Constitution française de remplir, puisque au- » cune n'a encore autant reconnu et respecté les droits de l'homme.

« C'est en acquittant ce devoir que la Constitution attachera à sa con- » servation *cette classe nombreuse jusqu'ici réprouvée, en apparence,* » *par la société*, et que de bonnes lois, secourant de la manière la » plus utile cette classe indigente, amélioreront les mœurs par le tra- » vail, préviendront tous les vices qui naissent si nécessairement de la » misère, diminueront la pauvreté et multiplieront ainsi le nombre des » véritables citoyens ². »

C'est ainsi qu'une ère nouvelle, celle de la justice, inaugurée par les pères de la démocratie moderne, a changé, dans son essence, le principe de l'assistance ; d'un fait individuel, elle en fait une obligation sociale : la loi a été substituée à l'arbitraire, et les secours publics, dirigés vers l'utilité générale, ont reçu une organisation qui, si elle laisse encore à désirer sous certains rapports, est du moins très-supérieure à l'état de choses qu'elle a remplacé. L'application, dans une juste mesure, des fonds de la bienfaisance au dégrèvement des prêts des monts-de-piété nous semble rentrer dans l'objet de la législation, qui est de rechercher et de détruire les causes de la pauvreté. Elle serait une conséquence de ce grand principe si longtemps méconnu dans nos institutions sociales :

« *La misère des peuples est un tort des gouvernements* ³. »

¹ Plan de travail du Comité pour l'extinction de la mendicité, page 4 (1790).

² Premier rapport du Comité de mendicité, page 5.

³ Premier rapport du Comité de mendicité, page 5.

TABEAU DES FRAIS GÉNÉRAUX D'ADMINISTRATION DES MONTS-DE-PIÉTÉ
EN 1847.

ÉTABLISSEMENTS.		ARTICLES général et spéciaux.	FRAIS GÉNÉRAUX	MOYENNE par ARTICLE.	INTÉRÊTS des FONDS EMPLOYÉS.
VILLES.	DÉPARTEMENTS.				
AIX	Bouches-du-Rhône.	4,078	3,578.70	n.76	11.46
ANGERS	Maine-et-Loire.	15,051	4,658.22	n.29	"
APT	Vaucluse.	91	257.03	n.35	"
ARLES	Bouches-du-Rhône	11,638	4,719.87	n.40	4,736.15
ARRAS	Pas-de-Calais.	46,343	9,493.81	n.19	"
AVIGNON.	Vaucluse.	23,161	16,793.22	n.72	5,457.50
BEAUCAIRE.	Gard.	1,271	1,366.50	n.09	"
BELLEVILLE	Nord.	107,786	23,272.51	n.21	372.23
BESANCON.	Doubs.	67,096	25,148.50	n.37	12,631.39
BORDEAUX.	Gironde.	138,358	55,919.13	n.40	26,214.68
BROUILLON.	Pas-de-Calais.	59,654	13,368.42	n.22	847.08
BREST.	Finistère.	16,779	7,360.22	n.44	5,225.70
BRIGNOLES.	Var.	554	547.20	n.08	55.98
CALAIS.	Pas-de-Calais.	35,448	9,403.03	n.26	3,524.56
CAMBRAI.	Nord.	23,160	7,951.45	n.34	8,037.05
CARPENTRAS.	Vaucluse.	1,550	1,552.75	n.09	"
DIJON.	Seine-Inférieure.	24,540	6,285.13	n.25	3,538.80
DON.	Côte-d'Or.	10,936	7,943.75	n.72	7,836.89
DONAL.	Nord.	35,422	9,334.33	n.26	4,394.08
GRENOBLE.	Isère.	1,093	430.22	n.39	"
LE HAVRE.	Seine-Inférieure.	84,130	18,516.61	n.19	16,184.72
L'ISLE.	Vaucluse.	463	819.08	n.33	74.40
LILLE.	Nord.	200,438	46,504.72	n.23	38,634.36
LIMOGES.	Haute-Vienne.	22,329	5,669.28	n.25	4,220.39
LUNÉVILLE.	Meurthe.	13,600	2,516.22	n.16	1,966.32
LYON.	Rhône.	159,288	112,001.49	n.74	57,016.30
MARSEILLE.	Bouches-du-Rhône.	80,244	49,388.88	n.61	27,946.22
METZ.	Moselle.	76,817	19,370.02	n.25	10,412.46
MONTPELLIER.	Hérault.	2,300	1,296.60	n.56	"
NANCY.	Meurthe.	47,073	17,530.89	n.37	12,067.22
NANTES.	Loire-Inférieure.	34,196	21,271.67	n.62	10,489.86
NIMES.	Gard.	15,934	11,211.05	n.70	7,612.93
PARIS.	Seine.	1,576,348	782,233.71	n.49	741,434.46
REIMS.	Marne.	40,996	16,871.16	n.76	4,049.43
ROUEN.	Seine-Inférieure.	112,564	58,537.12	n.52	33,489.44
ST-GERMAIN.	Seine-et-Oise.	14,600	4,547.87	n.31	1,837.16
ST-OMER.	Pas-de-Calais.	44,343	6,019.36	n.14	1,273.19
ST-QUENTIN.	Aisne.	19,579	7,235.22	n.37	3,092.13
STRASBOURG.	Bas-Rhin.	130,683	26,889.59	n.22	16,961.29
TARASCON.	Bouches-du-Rhône.	1,205	1,735.55	n.13	"
TOULON.	Var.	12,432	6,522.87	n.68	879.56
TOULOUSE.	Haute-Garonne.	1,908	980.22	n.51	"
VALENCIENNES.	Nord.	73,134	9,437.90	n.12	3,684.77
VERSAILLES.	Seine-et-Oise.	14,312	11,846.68	n.82	3,770.22
		8,407,263	1,451,731.11		1,078,024.49

CHAPITRE VII.

FRAIS D'ADMINISTRATION.

Nous sommes partisan, nous l'avouons ingénument, de l'économie dans l'administration. De gros traitements ne font pas nécessairement de bons administrateurs, et la considération ne tient pas essentiellement à des habits brodés. Cette conviction, nous l'exprimions dans un rapport à M. le préfet de la Seine, le 3 janvier 1850, en lui proposant de réduire notre traitement de directeur du mont-de-piété. « Je suis convaincu, lui disions-nous, que l'influence morale que le chef d'une administration exerce sur elle, tient moins à l'élévation de ses appointements qu'à son zèle à remplir ses devoirs. »

Si le public est de notre avis, il n'en est pas toujours de même des fonctionnaires, et pour cause : c'est à qui fera mieux ressortir la nécessité de donner à la fonction, en général, et surtout à celle qu'il occupe, un relief qui, assure-t-on, ne peut résulter que d'une large rétribution. Chacun, dit un vulgaire proverbe, prêche pour son saint. Ici chacun se fait son propre saint et voudrait se voir exposé tout doré dans sa niche au culte des fidèles. On n'oublie qu'une chose, c'est que les fidèles payent les frais du culte.

La vanité trouve aussi son compte à se parer des plumes du paon, comme le geai de la fable. Il n'est pas si petit bourgeois qui ne se sente d'aise de porter une épée officielle, fût-elle un sabre de bois, et du galon, fût-il faux sur toutes les coutures. On pose en gens du bel air, on cherche à se donner des grâces et du maintien. Le vicomte de Jodelet et le marquis de Mascarille ne sont pas morts ; nous les avons rencontrés l'autre jour, qui couraient en bonne fortune, dans les carrosses de leurs maîtres, chez Cathos et Madelon, et, si nous ne craignons de faire scandale, nous vous dirions comment ils s'appellent.

Si une sévère économie doit présider aux dépenses administratives, il est juste de rétribuer le travail d'une manière convenable et d'assurer aux employés des ressources suffisantes. « Il n'existe pas en France d'administration, dit M. de Watteville, dans laquelle les employés

soient plus mal rétribués que celle des monts-de-piété et dans laquelle le travail soit plus considérable. Ces considérations devraient faire aviser au moyen d'améliorer le sort des personnes attachées à la gestion de ces établissements ¹.

En 1847, la somme des traitements répartie entre les divers monts-de-piété s'élevait, les gratifications et indemnités comprises, à 931,547 fr. 04 c., et le nombre des employés à 621. Dans cette somme, le mont-de-piété de Paris était compris pour 560,834 fr. 62 c.

Le nombre des employés peut paraître un peu élevé dans certains établissements; mais si on considère la grande quantité des opérations et le temps limité dans lequel elles doivent être effectuées, ce nombre n'est pas exagéré.

Dans la plupart des statistiques, on réunit les frais généraux d'administration et les dépenses résultant de l'intérêt des fonds empruntés, et on divise le tout par le nombre des articles. S'il est vrai que chaque article, quelle que soit sa valeur, coûte autant en frais de régie, sauf le magasinage, il n'en est pas de même quant à l'intérêt des fonds. Relativement à cette dépense, chaque article ne coûte que l'intérêt de son capital. Ainsi, à Paris, le taux des fonds empruntés étant, en moyenne, de 3.80 p. %, un prêt de 10 fr., dont la durée est d'une année, coûte 38 c. d'intérêt; tandis qu'un prêt de 100 fr., dans les mêmes conditions, coûte 3 fr. 80 c. On raisonne donc d'une manière très-inexacte si, en comparant les deux opérations, on les ramène, quant à la dépense qu'elles ont occasionnée à l'établissement, au chiffre moyen des frais de régie proprement dits, augmentés de la moyenne des intérêts des fonds empruntés. Dans l'espèce, si on ajoute l'intérêt de 10 fr. et de 100 fr., on obtient 4 fr. 18 c. Prenant la moitié de cette somme, il en résulterait que le prêt de 10 fr. et celui de 100 fr. coûteraient, chacun, en moyenne, 2 fr. 09 c., plus leur part égalé dans les frais d'administration, ce qui est une conclusion absurde. Pour se rendre compte de la dépense de chaque article, il faut donc ajouter à la moyenne des frais de régie l'intérêt du capital prêté, proportionnellement à ce capital et à la durée du prêt.

Les frais d'administration varient dans les divers établissements. Le minimum est de 12 c., et le maximum de 4 fr. 35 c. En général, ils sont d'autant plus élevés que le nombre des opérations est moindre.

Si nous comparons les sommes dépensées en frais généraux et celles payées par les monts-de-piété à titre d'intérêts à leurs bailleurs de fonds, nous constatons que les premières s'élèvent à

Et les autres à

1,451,731 fr. 11 c.
1,078,024 49

Il n'existe donc entre elles qu'une différence de

373,706 fr. 62 c.

¹ Rapport au Ministre de l'Intérieur sur les Monts-de-Piété.

De sorte que la nécessité de recourir à l'emprunt augmente de 75 p. % environ les charges du prêt. Dans certains monts-de-piété, la proportion est beaucoup plus forte. Ainsi, le mont-de-piété de Paris prélève, le droit de prise compris. 9.50 p. %

En 1847, l'intérêt des fonds empruntés était de. 4.50

La différence, soit. 5 p. %

représente le taux que l'établissement aurait exigé des emprunteurs, si lui-même n'avait pas eu 4 1/2 p. % à payer à ses prêteurs.

Ce résultat démontre la justesse des observations que nous avons présentées ci-dessus relativement à un meilleur emploi des bénéfices, emploi conforme à la loi et à la pensée qui a constamment présidé à la création des établissements de prêt sur gage dans l'intérêt des classes nécessaires.

II

BELGIQUE.

MONTS-DE-PIÉTÉ.

CHAPITRE I.

LÉGISLATION. — ORGANISATION.

La législation belge relative au prêt sur gage se rapproche beaucoup de la législation française. Incorporée à la France à la fin du dernier siècle, la Belgique fut régie par nos lois, et elle s'empessa de rétablir, dans la mesure de ses ressources, les monts-de-piété que la guerre et les événements politiques avaient fermés. Dix établissements reprirent leur activité sous la domination française, savoir ceux de :

Mons,	par arrêté du	8 décembre	1802.
Tournay,	d°	19 juin	1803.
Ypres,	d°	27 décembre	1803.
Courtray,	d°	1 ^{er} juillet	1804.
Anvers,	d°	23 septembre	1804.
Bruges,	d°	14 mars	1804.
Saint-Nicolas,	d°	1 ^{er} septembre	1808.
Malines,	d°	27 septembre	1808.

Le mont-de-piété de Bruxelles, réorganisé par arrêté du préfet de la Dyle, du 1^{er} vendémiaire an XIV (23 septembre 1805), ne fut ouvert pour le compte des hospices que le 31 juillet 1809 : celui de Louvain,

autorisé par l'arrêté précité, ne fut établi pour le compte de la nouvelle administration que le 1^{er} janvier 1812 ¹.

Guillaume, roi des Pays-Bas, poursuivit l'œuvre commencée par Napoléon. De 1814 à 1830, il institua 12 nouveaux monts-de-piété, savoir ceux de :

Namur,	par arrêté royal du	13 novembre	1814,
Liège,	d ^o	24 novembre	1816.
Diest,	d ^o	» »	1816.
Dinant,	d ^o	13 mars	1817.
Verviers,	d ^o	25 mars	1818.
Huy,	d ^o	6 mai	1818.
Nivelles,	d ^o	28 mai	1818.
Gand,	d ^o	» »	1820.
Ostende,	d ^o	26 mai	1822.
Tirlemont,	d ^o	20 août	1828.
Saint-Trond,	d ^o	6 novembre	1828.
Termonde,	d ^o	11 octobre	1829.

Les opérations de la caisse gratuite de Gand avaient recommencé le 2 janvier 1819; il y avait alors en caisse 17,851 fl. des Pays-Bas.

Un des premiers soins du gouvernement fut de procéder à la liquidation des dettes des monts-de-piété dont les créanciers n'avaient pas touché d'intérêts depuis 1794. Une commission chargée de cette liquidation, par arrêté royal du 11 septembre 1817, dressa le bilan des anciens établissements de la manière suivante.

Le passif, composé de rentes sur le domaine pour	527,943,79 fl. P.-B.
Et de rentes sur des particuliers et des établissements de bienfaisance pour.	2,245,277,77 fl.
Fut réglé à.	2,773,221,56 fl.

L'actif, d'une valeur de 546,618,73 fl. P.-B, donna lieu à un dividende de 19 p. ^o/_o.

Cette opération ne fut terminée que le 13 avril 1824 ².

Le peu d'uniformité et de régularité des divers établissements faisait vivement désirer qu'ils fussent soumis à une réforme générale.

Une commission nommée par arrêté royal du 3 janvier 1822 soumit au roi un projet de règlement. Ce projet, appuyé par un rapport ultérieur de la commission, en date du 24 janvier 1825, fut l'objet de deux rapports du ministre de l'Intérieur, du 23 juin 1824 et du 10 mai 1826,

¹ Arnould. *Situation administrative et financière des monts-de-piété en Belgique*, p. 33.

² De Decker. *Études historiques et critiques sur les monts-de-piété en Belgique*, page 300.

ainsi que de deux avis du conseil d'Etat du 6 février et du 10 mai 1826. Un arrêté du gouvernement, en date du 31 octobre suivant, régla l'organisation et l'économie des monts-de-piété : il est basé sur ces considérants :

1° Que l'expérience a démontré la nécessité de conserver, du moins dans l'état actuel de la société, des établissements publics qui, autorisés à prêter de l'argent sur nantissement, offrent par là une ressource dans de pressants besoins, et garantissent les emprunteurs contre l'usure.

2° Que ces établissements n'ayant pas d'autre but que de favoriser les intérêts de ceux qui se voient obligés d'y avoir recours, il est nécessaire, pour atteindre le plus complètement ce but, de les organiser aussi avantageusement pour les emprunteurs que la nature des choses le permet.

3° Que les règlements d'après lesquels les monts-de-piété sont administrés actuellement ne sont pas tous également propres à faire atteindre ce but, et que même souvent ne s'accordent pas entre eux à l'égard des principes et des dispositions les plus importantes, et qu'il y a lieu d'introduire dans l'organisation de tous les monts-de-piété les améliorations qui distinguent quelques-uns d'entre eux.

Cet arrêté diffère du principe posé par la loi française, en ce que le prêt sur gage, absolument interdit par celle-ci comme spéculation privée, peut être concédé à des particuliers. En fait, cette disposition concernait moins la Belgique que la Hollande proprement dite. La Belgique ne comptait, en 1827, que deux maisons de prêt sur gage, l'une à Venloo, dans le Limbourg, l'autre à Ostende ; tandis que les provinces septentrionales du royaume des Pays-Bas en comptaient soixante-quatorze. Il est vrai que la condition de l'autorisation préalable et l'obligation de se soumettre à un règlement émanant de l'autorité publique rendaient moins dangereuse l'exploitation du prêt sur nantissement par des particuliers, exploitation qui, dans tous les cas, ne devait être qu'exceptionnelle. En effet, l'article 7 est ainsi conçu :

« Les monts-de-piété sont dirigés par une administration de bienfaisance, qui remplit gratuitement ses fonctions et *sans l'intervention de concessionnaires*.

» Dans des cas particuliers cependant où l'intérêt de la chose exigerait évidemment que l'on recourût à l'adjudication, on pourra employer ce moyen, ou continuer à s'en servir sous notre approbation que nous donnerons, en adoptant les règlements à proposer. »

Le même article règle que, à l'expiration des baux, ces établissements ne pourront être continués sans une permission expresse qui devra être demandée six mois avant l'expiration.

Bien que livrés à l'exploitation particulière, les monts-de-piété ne sont pas moins considérés comme des institutions de bienfaisance, établis et

dirigés pour la grande utilité de ceux qui sont obligés d'y avoir recours. (Art. 5.)

L'attribution des bénéfices est réservée au gouvernement ; toutefois les monts-de-piété qui sont chargés de capitaux à des intérêts onéreux doivent employer les bénéfices au remboursement de ces capitaux. (Art. 6, 20.)

Placés, quant à leur administration, sous l'inspection de l'autorité communale, ces établissements sont soumis à la haute surveillance de l'administration provinciale et du gouvernement. Celui-ci se réserve le droit de statuer sur l'utilité de création de nouveaux monts-de-piété, et à lui seul il appartient de modifier la forme dans laquelle ils ont été établis, ainsi que les règlements qui les régissent. (Art. 4, 8, 9, 10.)

Les comptes sont annuellement soumis à l'autorité communale, qui les arrête. (Art. 13.)

Les capitaux destinés à pourvoir aux dépenses des monts-de-piété se composent : 1° des fonds qui leur appartiennent en propre ; 2° des cautionnements des employés ; 3° des deniers communaux affectés ; 4° des fonds empruntés soit à des villes ou institutions de bienfaisance, soit à des particuliers. (Art. 15.)

L'intérêt des capitaux empruntés à quelque titre que ce soit doit être fixé au plus bas ; dans aucun cas, il ne peut excéder 5 p. %. Si des fonds ont été fournis par des établissements publics qui ont des intérêts dans le mont-de-piété, on pourra déterminer en leur faveur, au lieu d'un intérêt fixe, un dividende qui sera réglé chaque année d'après les bénéfices. (Art. 16.)

Les revenus se composent des intérêts à payer par les emprunteurs et du boni résultant de la vente, lorsqu'il n'aura pas été retiré dans les vingt mois, à partir de la vente. (Art. 18, 32.)

Les intérêts à payer par les emprunteurs sont fixés pour les différentes classes de prêts par des règlements particuliers.

« Cette fixation, porte l'art. 19 de l'arrêté, sera pourtant réductible, si les circonstances l'exigeaient avant le terme prescrit. On ne devra pas perdre de vue que cette fixation doit avoir lieu pour chacune des classes dans lesquelles les gages peuvent être rangés d'après leur valeur, en calculant jour par jour jusqu'à celui du remboursement, et ce au taux le plus modique que la situation pécuniaire de l'établissement le permettra. »

Si l'intérêt dû pour un prêt est au-dessous de la plus petite pièce de monnaie ayant cours, celle-ci devra être payée ; les fractions sont toujours au profit du mont lorsqu'elles excèdent la moitié de la plus petite pièce de monnaie. (Art. 22.)

Les monts-de-piété, d'après l'art. 24, ne reçoivent pas en nantissement des immeubles ; ils ne reçoivent pas non plus des obligations, des

actions, des inscriptions, ni des effets publics ou de commerce, des ornements d'église ou d'autres objets appartenant à l'exercice du culte, des effets provenant des établissements de bienfaisance, des effets militaires, des armes, des outils ou autres instruments nécessaires à l'exercice de l'une ou l'autre profession, ni aucun autre objet quelconque, sans distinction, d'une valeur moindre de cinquante cents.

Si on présente des gages signalés comme objets volés, reconnus ou, d'après de bonnes raisons, suspectés tels, on fera les recherches nécessaires et selon les circonstances; le résultat en sera porté à la connaissance de l'autorité judiciaire. Dans ces cas, le prêt n'est suspendu que pendant vingt-quatre heures et les effets sont retenus au mont-de-piété, à moins que des démarches judiciaires faites dans ce délai auprès de cet établissement ne fassent ajourner le prêt et retenir les objets plus longtemps. (Art. 30.)

Les effets volés ou perdus qui seraient réclamés par les propriétaires dans le délai fixé par la loi, sont rendus, lorsque le droit de propriété paraîtra suffisamment prouvé à l'administration de l'établissement, ou lorsque, dans le cas contraire, le droit de propriété sera reconnu par un jugement; dans ces cas, les propriétaires des gages ne seront pas tenus de restituer les avances faites par le mont-de-piété, ni les intérêts. (Art. 31.)

Le gage peut être retiré ou renouvelé tant qu'il n'est pas vendu, moyennant, dans le premier cas, le paiement du capital et de l'intérêt, dans le second cas, moyennant le paiement de l'intérêt et le remboursement de la différence qui serait survenue dans la valeur du nantissement. (Art. 34.)

L'intervention de commissionnaires est tolérée, mais aux conditions suivantes :

Les commissionnaires doivent être reconnus et assermentés comme tels. Ils sont nommés par l'administration qui peut les suspendre ou les destituer. — Ils fournissent un cautionnement. — Ils sont soumis à l'inspection de l'administration. — Leur rétribution est fixée par des règlements. — Ils ne peuvent s'associer qui que ce soit, ni *passer leur emploi à d'autres*.

L'arrêté prévoit le cas où les monts-de-piété seraient en mesure de prêter sans intérêt, soit avec leurs propres ressources, soit avec des fonds à ce destinés par des dons ou legs ou des établissements de bienfaisance. Les prêts de cette nature ne pourraient alors être faits qu'à des personnes dont les moyens d'existence sont momentanément suspendus par maladie, incendie ou semblable accident imprévu. L'administration exige alors tels certificats qu'elle croit convenables. (Art. 46, 47, 48.)

Les procureurs généraux et procureurs près les cours et tribunaux, et tous autres officiers de justice ou de police que la chose concerne,

sont chargés de veiller à l'exécution de l'arrêté, tant par les commissionnaires jurés que par les directeurs eux-mêmes qui, en cas de contravention, sont justiciables des tribunaux compétents. (Art. 49.)

Les dispositions générales de cet arrêté sont, ainsi que nous l'avons fait observer plus haut, presque identiques à celles qui régissent les monts-de-piété français.

En dehors de la concession à des particuliers de maisons de prêt sur gage, il n'y a guère d'autres différences essentielles que l'attribution des bénéfices aux établissements, à l'effet de se créer une dotation, et la responsabilité encourue par l'engagement d'effets volés ou perdus.

Et encore, en ce qui concerne les bénéfices, on ne tint guère compte dans les règlements particuliers de cette disposition qui faisait une obligation de les appliquer au remboursement des sommes empruntées à titre onéreux ; ou en fit don aux hospices et aux bureaux de bienfaisance.

La remise, sans remboursement à leurs propriétaires, des objets volés ou perdus, donna lieu à de vives réclamations de la part des administrations. « Cette question de droit, dit M. Arnould, entièrement étrangère au but tout de bienfaisance que se proposait l'arrêté, avait excité des mécontentements dont les représentants des institutions de charité, intéressés à conserver les bénéfices, profitèrent pour introduire dans les projets de révision des règlements à soumettre au gouvernement des dispositions que celui-ci considérait comme contraires à l'esprit et au texte de cet arrêté, et qu'il n'a sanctionnées souvent que par lassitude à une époque où l'opposition sur les matières politiques se manifestait de toutes parts ¹. »

Nous avons fait ressortir la disposition en vertu de laquelle le gouvernement se réservait le droit d'apporter des changements aux règlements des monts-de-piété, disposition qui avait pour objet de prévenir les abus qui peuvent se produire au sein des administrations locales trop souvent disposées à se laisser aller à des idées de fiscalité. La loi communale du 30 mars 1836 (art. 77, § 10) apporta des modifications fâcheuses à l'art. 4 de l'arrêté, en donnant à l'autorité communale le droit de faire les règlements organiques des monts-de-piété, sauf à les soumettre à l'approbation du conseil provincial. L'action du gouvernement se trouva ainsi paralysée, et ce qui était à craindre se produisit ; c'est-à-dire, les conseils communaux n'hésitèrent pas à élever le taux des intérêts, à établir des droits accessoires, à disposer à leur profit des bénéfices et à s'écarter des prescriptions anciennes. Les monts-de-piété souffrirent de cet état de choses, et il n'en pouvait être autrement. S'il est juste de laisser aux communes une certaine liberté d'action, le pouvoir central ne peut pas rester désarmé vis-à-vis d'elles.

¹ Arnould, loc. citat., page 43.

L'expérience prouva que les monts-de-piété ne pouvaient pas, sans de graves inconvénients, être ainsi abandonnés à l'arbitraire et qu'il était nécessaire de leur donner une direction une et forte. Le ministre de la justice institua, au mois de juin 1844, une commission chargée de présenter les moyens de réorganiser les monts-de-piété. La commission déposa, le 8 juin 1845, son rapport dû à M. Arnould.

Dès 1815, M. Arnould avait proposé des vues utiles sur les monts-de-piété. En 1828, un livre court, mais substantiel, riche d'idées neuves, d'aperçus lumineux, de considérations qui dénotaient une intelligence peu commune et la connaissance parfaite d'un sujet généralement ignoré, fut couronné par l'académie du Gard.

Faire un bon livre, émettre de bonnes idées, ce n'était pas assez pour M. Arnould: il fallait appliquer ces idées, mettre la pratique en harmonie avec la théorie, chose difficile, non-seulement à cause des obstacles matériels, mais encore des résistances fondées sur l'intérêt particulier, de l'esprit de routine, des préjugés, et de l'amour-propre qui ne veut pas avouer son infériorité.

M. Arnould a eu raison de toutes ces résistances; sa persévérance et son dévouement au bien public les ont vaincues. Aidé du concours intelligent, actif, énergique de M. Félix Jehotte, l'habile directeur du mont-de-piété de Liège, il a su faire de cet établissement, à bien des égards, un modèle du genre, modèle envié des étrangers qui viennent en foule en étudier la marche et l'organisation. Il a fait plus, il a doté la Belgique d'une loi qui améliore le prêt sur gage et rendu à son pays un de ces services qui honorent à tout jamais un homme, parce qu'ils rattachent son nom à une œuvre d'une utilité générale.

Son rapport sur les monts-de-piété n'est pas une de ces pâles productions, écho confus de tous les bruits qui ont tinté aux oreilles de l'indécision et de l'impuissance, un pêle-mêle de débris d'idées, de lambeaux d'opinions contradictoires. Le rapport de M. Arnould est un traité *ex professo* des monts-de-piété, traité complet qui comprend leur histoire, la législation existante et les modifications qu'il y a lieu d'y apporter, et l'administration dans ses principes et dans ses détails. Les monts-de-piété y sont étudiés sous toutes leurs faces, dans leur action, dans leur influence, et une assemblée législative pouvait, ce rapport à la main, statuer avec connaissance de cause. C'est ce qui a eu lieu, en effet, et nous n'hésitons pas à dire que la loi du 30 avril 1848, sur la réorganisation des monts-de-piété, est la meilleure qui ait été faite sur la matière. Elle fut discutée par des hommes sérieux devant une assemblée sérieuse. Les orateurs animés du désir d'améliorer la condition des nécessiteux ne cherchèrent pas à faire de la politique de parti, c'est-à-dire de la mauvaise politique là où il n'y avait à faire que de la bonne administration. On ne les vit pas, dans un misérable esprit de dénigrement, produire d'odieuses ca-

lomnies contre une institution respectable, et chose, du reste, assez naturelle dans un pays constitutionnel, les ministres du roi, au lieu de se tenir dans un majestueux silence, se permirent d'avoir une opinion et ne crurent pas au-dessous de leur dignité de prendre part à une discussion loyale et éclairée.

La loi du 30 avril 1848 se compose de vingt-six articles contenus dans neuf chapitres.

Elle classe les monts-de-piété parmi les établissements communaux, en ce que l'initiative de leur fondation et de leur suppression est laissée aux conseils communaux dont les délibérations, toutefois, sont soumises à l'avis de la députation permanente du conseil provincial et à l'approbation du roi. (Art. 2.) Le pouvoir central n'intervient par seulement dans l'institution des monts-de-piété. Sont encore soumis à l'avis du conseil provincial et à la sanction du gouvernement : les délibérations des conseils municipaux relatives aux règlements organiques des monts-de-piété, fixant le taux de l'intérêt des emprunts à faire par ces établissements, les conditions du prêt, l'intérêt à percevoir des emprunteurs, les frais d'administration, l'organisation du personnel, les traitements et les cautionnements, le nombre et l'organisation des bureaux auxiliaires, le délai dans lequel les nantissements non dégagés peuvent être vendus, et les conditions de vente. (Art. 7.)

Les budgets et comptes, approuvés par le conseil communal, conformément à l'art. 79 de la loi du 30 mars 1836, doivent être adressés à la députation permanente qui les transmet au gouvernement, avec ses observations. (Art. 8.)

Le gouvernement peut faire inspecter les établissements, lorsqu'il le juge nécessaire (art. 9.), et il a le droit d'ordonner, d'office, la réduction des intérêts, lorsque les ressources des établissements le permettent.

Telle est l'action réservée à l'autorité supérieure, action de surveillance et de direction.

L'administration des établissements appartient aux communes qui désignent un conseil composé de cinq personnes, dont l'une doit être prise parmi les membres du bureau de bienfaisance, et l'autre parmi les membres de l'administration des hospices.

Nous avons vu que l'arrêté royal de 1826 admettait des intermédiaires entre les emprunteurs et le mont-de-piété, des commissionnaires. La loi de 1848 les supprime (art. 4 et 5) et les remplace par des bureaux auxiliaires administratifs. M. Arnould avait proposé cette suppression et les motifs sur lesquels il s'appuie sont, il faut en convenir, des plus sérieux.

« On ne s'en serait pas plaint, dit-il, s'ils s'étaient bornés à remplacer l'emprunteur moyennant un léger salaire pour la commission dont ils se chargeaient; mais ils ont bientôt rançonné le public par des exactions

qui ne le cédaient guère à celles qu'on avait reprochées aux Juifs, aux Lombards et aux Caoursins. Au lieu de supprimer ces intermédiaires dangereux, on les a tolérés en exigeant, toutefois, qu'ils se fissent agréer par le mont-de-piété. Leur nombre a dès lors été limité, et on les a soumis à des règles sévères, à une surveillance plus ou moins active et à un serment qui, sous le régime français, leur fit donner le nom de commissionnaires jurés.

» Mais, ni les nombreux règlements de la Jointe suprême, ni ceux des pouvoirs qui lui ont succédé n'ont pu remédier au vice de l'institution, et ces commissionnaires, entraînés par l'appât du lucre, substituent les vucs d'intérêt personnel aux vues de désintéressement et de charité qui doivent diriger l'administration des monts-de-piété : spéculation plus révoltante que la mise en adjudication du prêt sur nantissement au profit des villes dans un pays voisin, car, là du moins, il en revient quelque chose à la généralité, tandis qu'ici les commissionnaires sont des agents d'affaires qui absorbent, pour eux-mêmes, tout le profit et vivent aux dépens du public que le mont-de-piété est appelé à soulager.

» Ces places de commissionnaires sont, en général, très-recherchées, et parmi les personnes qui les occupent, on en trouve un assez grand nombre qui répondent à la confiance de l'administration ; mais, en revanche, il en est d'autres que les autorités avouent franchement être dans un état constant de suspicion et qu'on accuse de percevoir des intérêts plus élevés que ceux dus aux monts-de-piété, de ne pas déposer à l'établissement tous les effets qu'on leur confie, d'égarer ou de détériorer ces effets, de les remplacer quelquefois par d'autres de moindre valeur, de s'attribuer le *boni* des objets vendus et de conserver, dans ce but, les reconnaissances du mont-de-piété, sous prétexte que les emprunteurs les refusent, ou bien d'acheter ces reconnaissances à vil prix. Ils cachent ainsi tous les vices des prêteurs clandestins sous la sauvegarde de la légalité.

» Il est plus difficile qu'on ne le pense de réprimer ces abus de confiance dont la victime peut rarement administrer la preuve et dont elle ne pourrait se plaindre sans divulguer son état de détresse....

» C'est aux malversations de ces commissionnaires que sont dues, en grande partie, les clameurs qui s'élèvent contre les monts-de-piété ; car, à défaut de connaître l'organisation de ces établissements, on les confond dans une commune réprobation.....

» On confond également le salaire fixé par le règlement pour indemniser les commissionnaires jurés de leur déplacement et de leurs frais de bureau avec l'intérêt dû au mont-de-piété pour la somme prêtée, et l'on paraît ignorer que l'emprunteur qui se rend directement au mont n'est tenu à aucune rétribution pour l'engagement et qu'il n'a autre chose à payer, lorsqu'il retire son gage, que la somme prêtée et l'intérêt

calculé au prorata du nombre des jours : or, cet intérêt est bien minime quand on le compare aux frais de port et de report à payer au commissionnaire ¹. »

MM. d'Anethan, alors ministre de la justice, et de Decker, rapporteur du projet de loi devant la Chambre et auteur du beau livre : *Études historiques et critiques sur les monts-de-piété en Belgique*, à la séance du 9 mars 1848, ne furent pas moins explicites. Le premier s'exprime en ces termes :

« Si j'ai dit tout à l'heure que la partie la plus importante du projet était celle qui accordait au gouvernement un pouvoir plus étendu, je dois ajouter que la partie de la loi qui consiste dans la suppression des commissionnaires me semble à peu près aussi importante.

» En effet, ces commissionnaires n'offrent pas toutes les garanties que l'on trouve au mont-de-piété lui-même ; ils peuvent ne pas porter les gages au mont-de-piété, les conserver chez eux. Ils ont une double comptabilité, ils ont de nombreux intérêts à calculer ; quelle garantie a-t-on de l'exactitude de ces calculs ? N'est-il pas évident que des indigents illettrés peuvent être ainsi trompés d'une manière indigne ? Que dire ensuite de l'intérêt que ces commissionnaires perçoivent et qui est plus élevé que celui perçu par le mont-de-piété lui-même ?

» Je pense donc que la suppression des commissionnaires est d'une grande utilité et sera très-avantageuse pour ceux qui devront recourir aux monts-de-piété. »

« Loin de moi, ajoute M. de Decker, la pensée de vouloir confondre dans la même imputation tous les employés qui, aujourd'hui, tiennent des maisons de commissionnaires jurés ; il y a parmi eux des hommes très-honorables ; mais il n'en est pas moins vrai que l'expérience des siècles prouve que l'existence de ces commissionnaires jurés a toujours offert, au point de vue administratif, beaucoup d'inconvénients ; d'abord, leur salaire est fixe, sans aucune espèce d'égard à la durée du prêt. Il en résulte que pour un prêt de 2 fr. pour une semaine, ils reçoivent autant que si le prêt était fait pour une année.

» Si ce prêt se renouvelle très-souvent, comme cela arrive pour la classe ouvrière, ils perçoivent jusqu'à cinquante-deux fois dans un an un intérêt qui ne devrait être payé qu'une fois. Ainsi, pour donner un exemple, un prêt de 2 fr., dégagé chaque semaine, coûte à l'emprunteur, par l'intermédiaire des commissionnaires jurés, 5 fr., quoique le mont-de-piété n'ait perçu sur ce même gage que 50 c. pour les dégagements successifs.

» Ces commissionnaires jurés offrent encore un grand nombre d'in-

¹ Arnould, loc. citat., page 213 et suiv.

convénients, dont les principaux ont été signalés par l'honorable M. d'Anethan.

» Cependant il est évident qu'au point de vue administratif, on ne pourrait pas, surtout dans nos grandes villes, se contenter d'un seul établissement; il faut donc des maisons ouvertes dans les divers quartiers, afin d'offrir plus de facilités à la classe ouvrière, et afin de ne pas la forcer à de longues courses et à perdre beaucoup de temps pour aller engager les objets sur lesquels elle éprouve le besoin d'emprunter.

» Il faut donc maintenir ces maisons succursales, mais il faut remplacer les commissionnaires qui les tiennent par des employés relevant de l'administration centrale offrant à tous égards plus de garanties et ne percevant d'autres intérêts que ceux perçus aux monts-de-piété mêmes. »

Cette appréciation des commissionnaires par des hommes aussi compétents que MM. Arnould, d'Anethan et de Derker, a, dans cette question, une grande autorité: car elle constate que si, trop souvent, les commissionnaires valent peu par eux-mêmes, leur institution vaut encore moins. Ce fait a été observé partout où il existe des intermédiaires, et nous enregistrons ces témoignages comme pièces à consulter dans le procès intenté aux bureaux de commission dans l'intérêt public.

Une cause de la cherté du prêt en Belgique, comme en France, c'est le défaut d'un capital suffisant propre aux monts-de-piété; mais à la différence de ce qui se pratique chez nous, les fonds employés ne proviennent pas d'emprunts à des particuliers, ils sont fournis par les hospices et les bureaux de bienfaisance. Par une disposition fâcheuse sous le régime antérieur à la loi de 1848, les monts-de-piété étaient tenus de recevoir les fonds disponibles des établissements de bienfaisance et d'en payer un intérêt de 4 p. % en moyenne. Tous ces fonds ne pouvant être utilisés par les opérations de prêt, les monts-de-piété se trouvaient dans la nécessité de les placer dans des opérations étrangères à leur institution, et souvent même à un intérêt moindre que celui qu'ils devaient payer; d'où il résultait, en définitive, une charge souvent onéreuse.

En 1843, le capital des monts-de-piété s'élevait à	7,817,361 fr.
--	---------------

Dont il faut déduire celui appartenant aux établissements, soit	826,349 fr. 95 c.
---	-------------------

La différence, soit	6,991,011 fr. 05 c.
-------------------------------	---------------------

provenait des fonds placés à intérêt.

Or, le capital nécessaire pour la dotation, d'après le rapport de M. Arnould ne serait que de. 3,624,000 fr.

Si l'on retranche la dotation acquise en 1843, ...	826,349 fr. 95 c.
il ne faudrait plus que.	2,797,650 fr. 05 c.

pour satisfaire aux besoins des monts-de-piété. Ceux-ci se trouvaient donc chargés d'une somme de 4,193,361 fr. qu'ils étaient obligés de faire valoir pour les établissements de bienfaisance.

La loi de 1848 a modifié cet état de choses. A défaut de fondations, donations ou legs, les administrations publiques de bienfaisance sont tenues de fournir, dans la mesure de leurs ressources, et aux conditions les plus favorables, les fonds nécessaires aux opérations des monts-de-piété. En cas de contestation, le conseil communal déterminera, sauf l'approbation de la députation permanente du conseil provincial, la quotité des versements à opérer par chaque établissement.

Si les fonds que peuvent fournir les établissements de bienfaisance sont insuffisants, le conseil communal y suppléera. (Art. 10.)

Toutefois, ce mode d'alimenter le prêt sur gage n'est que temporaire.

Le but principal de la loi, c'est de diminuer les charges qui pèsent sur les emprunteurs, et pour atteindre ce résultat, il faut réduire progressivement celles qui pèsent sur les monts-de-piété eux-mêmes. Les bénéfices d'exploitation serviront, en conséquence, avant toute autre application, à rembourser les capitaux empruntés à intérêt. (Art. 13.) L'excédant des bénéfices et des bonis provenant des gages vendus et non réclamés dans les deux ans à partir de la vente, sera employé à former la dotation des monts-de-piété, dotation dont la quotité sera déterminée par le règlement organique de chaque établissement. (Art. 12.) Lorsque la diminution des charges qui résultera de ces remboursements ou de toute autre cause le permettra, il sera fait une réduction dans le taux des intérêts à percevoir des emprunteurs. Le gouvernement ici s'est réservé son action, et dans le cas où, par un motif quelconque, cette réduction ne serait pas effectuée, il peut l'ordonner d'office, après avoir entendu la députation permanente et le conseil communal. (Art. 14.)

Le législateur ne s'arrête pas là ; animé du sentiment d'une véritable philanthropie, il entrevoit dans l'avenir la possibilité du prêt gratuit pour une certaine catégorie d'emprunteurs ; et, pour ne rien laisser à l'arbitraire, il consacre cette disposition par un article de loi. Donc, lorsque la dotation pour les prêts à intérêt sera constituée et que le mont-de-piété aura acquis un capital suffisant pour couvrir toutes ses charges, les bénéfices annuels seront consacrés à faire des prêts gratuits aux indigents et à former la dotation destinée à cet usage. Ce n'est qu'après que cette deuxième dotation sera constituée au capital déterminé par le règlement organique, que les bénéfices seront versés dans la caisse des établissements de bienfaisance. (Art. 16.)

Les intérêts sont comptés jour par jour jusqu'à celui du remboursement, sans cependant qu'ils puissent être au-dessous d'un minimum déterminé par le règlement organique, minimum qui, dans aucun cas, n'est inférieur à cinq centimes, quelles que soient la somme prêtée et

la durée du prêt. Les fractions de centime sont au bénéfice de l'établissement.

Les dispositions du chapitre V de la loi de 1848 sont relatives à des mesures d'ordre. D'après l'art. 17, les employés ou agents des monts-de-piété qui auront exigé des sommes ou des intérêts excédant ce qu'ils savaient être dû en vertu des tarifs et règlements, seront punis des peines correctionnelles prononcées par l'article 174 du Code pénal.

D'après l'article 18, les employés ou agents des monts-de-piété qui auront révélé à d'autres qu'aux officiers de police ou à l'autorité judiciaire le nom des personnes qui ont déposé ou fait déposer des objets à l'établissement seront punis des peines portées par l'art. 378 du Code pénal.

D'après l'article 19, les individus qui auront porté habituellement des effets aux bureaux des monts-de-piété pour autrui et moyennant rétribution ;

Ceux qui auront acheté habituellement des reconnaissances du mont-de-piété ;

Ceux qui auront cédé ou acheté des reconnaissances relatives à des prêts sur marchandises neuves, seront punis conformément à l'art. 411 du Code pénal.

Enfin, d'après l'art. 20, l'art. 463 du Code pénal est applicable aux délits prévus par la loi actuelle.

Le chapitre VI a résolu d'une manière favorable aux monts-de-piété, contrairement à l'article 31 de l'arrêté de 1826, une question qui avait soulevé des réclamations sérieusement motivées ; nous voulons parler de la responsabilité encourue, dans tous les cas, par ces établissements relativement aux prêts consentis sur des objets volés.

Celui qui a perdu ou auquel il a été volé un objet engagé au mont-de-piété, ne peut le revendiquer que pendant six mois à dater du jour où le *directeur dûment averti avant l'engagement*, soit par le propriétaire, soit par la police, aura, en même temps obtenu une désignation suffisante de l'objet soustrait ou égaré. Dans ce cas, cet objet sera restitué gratuitement à son propriétaire. (Art. 21.)

Les propriétaires de gages perdus ou volés qui ne se trouveront plus dans le délai fixé par l'art. 21, ou qui n'auront pas fourni, avant l'engagement, la désignation suffisante de ces gages, seront tenus, s'ils veulent en obtenir la restitution, de rembourser, conformément à l'art. 2280 du Code civil, la somme prêtée, ainsi que les intérêts échus. (Art. 22.)

Une autre question vivement débattue, celle du prêt sur marchandises neuves avait donné lieu, en 1844, à une enquête provoquée par le ministre de la Justice. Sur 44 corps administratifs ou judiciaires consultés, 31 s'étaient prononcés en faveur de ces sortes de prêts, et 13 contre. Les articles 23 et 24 de la loi ont tranché la difficulté dans le sens de la ma-

jointé, tout en apportant certaines restrictions à l'exercice du droit. Ainsi les prêts sur marchandises neuves déposées par le même propriétaire ne peuvent dépasser mille francs. Ces prêts ne peuvent être faits sans l'intervention du directeur ou de son délégué immédiat, et le déposant doit se faire connaître. De plus, les reconnaissances indiquant ces sortes de dépôts ne peuvent être ni cédées ni vendues.

L'art. 25 a introduit des dispositions nouvelles relatives au dégagement. Il autorise les déposants à payer par à-compte et à dégager successivement les divers objets formant un seul gage.

Enfin l'art. 26 exempte des droits et de la formalité du timbre et de l'enregistrement, les reconnaissances, les registres et généralement tous les actes relatifs à l'administration des monts-de-piété.

Telle est la législation qui régit actuellement les monts-de-piété en Belgique ; législation sage, équitable, prévoyante. Il nous reste à étudier son application et la situation actuelle des établissements.

CHAPITRE II.

§ 1^{er}.

Application de la loi du 30 avril 1848.

Les dispositions principales de la loi du 30 avril sont 1^o l'emploi des bénéfices à former un capital propre aux monts-de-piété; 2^o la suppression des commissionnaires et leur remplacement par des bureaux auxiliaires administratifs.

La destination donnée aux bénéfices aura pour résultat de réduire l'intérêt des prêts. Si cette mesure ne produit pas des effets immédiats, elle n'en sera pas moins efficace dans un temps plus ou moins éloigné. Nous avons pu déjà le constater dans les trois principaux établissements de la Belgique, à Bruxelles, à Liège, et à Anvers.

Le mont-de-piété de Bruxelles possédait, à la fin de 1854, un capital de 404,205 fr., ce qui lui a permis de réduire de 2 p. % l'intérêt de ses prêts et de supprimer plusieurs droits accessoires onéreux pour les emprunteurs.

Avant 1848, les intérêts étaient ainsi fixés :

15 p. % jusqu'à 500 francs.

12 p. % au-dessus.

Actuellement ils sont fixés, savoir :

A 13 p. % jusqu'à 200 francs.

A 12 p. % de 201 fr. à 500 fr.

A 10 p. % au-dessus.

A Liège le taux de l'intérêt a été modifié ainsi qu'il suit :

Avant la loi de 1848 :

15 p. %	de	1 fr.	à	39 fr.
13 p. %	de	40 fr.	à	79 fr.
11 p. %	de	80 fr.	à	159 fr.
9 p. %	de	160 fr.	à	319 fr.
8 p. %	de	320 fr.	à	639 fr.
7 p. %	au-dessus.			

Depuis la loi de 1848 :

12 p. %	de	1 fr.	à	99 fr.
11 p. %	de	100 fr.	à	199 fr.
9 p. %	de	200 fr.	à	399 fr.
8 p. %	de	400 fr.	à	799 fr.
7 p. %	au-dessus.			

Les bénéfices accumulés au 31 décembre 1852 s'élevaient à 217,729 francs 60 cent.

Si l'application des bénéfices à former une dotation aux monts-de-piété ne pouvait laisser le moindre doute quant à l'avantage qui devait en résulter, l'utilité de la substitution de bureaux administratifs aux bureaux de commission n'était pas moins incontestable, ni le succès moins certain. En 1849, les commissionnaires furent supprimés à Bruxelles. Sous l'influence des événements qui, cette même année, réduisirent les opérations du mont-de-piété de Paris comparativement à celles de 1847, de 28 p. % environ en articles, et de 31 p. % en sommes, les engagements diminuèrent à Bruxelles, bien que dans une proportion moins forte.

Nouvelle *Cassandre des monts-de-piété belgiques*, M. de Lurrieu, comme autrefois Jean de Lillers, le défenseur des Lombards, poussa des cris de détresse. En 1851, il prophétisa la ruine de l'établissement : Le mont-de-piété se meurt, le mont-de-piété est mort, s'en allait-il disant, et il montrait à la commission de l'Assemblée législative une lettre de M. Lamquet, de Bruxelles, qui constatait la diminution survenue dans les opérations. Il indiquait aussi une panacée infailible, un élixir de longue vie, à l'usage des monts-de-piété *in extremis*, c'était les commissionnaires, *rara avis*, qu'il avait découverts dans ses voyages en Belgique, en Hollande, en Allemagne. Cependant M. de Lurrieu et sa lettre, comme les bâtons flottants de la fable, avaient produit de loin une petite émotion.

« En présence d'une expérience ainsi attestée par un fonctionnaire des monts-de-piété de Bruxelles, disait M. Heurtier, à la séance du 12 avril 1851, évidemment la commission a dû être prise d'un doute très-

grave, d'une hésitation très-sérieuse à l'endroit non pas de l'utilité des bureaux administratifs, mais de la dépense comparative que l'établissement de ces bureaux entraînerait. Voilà ce qui nous a arrêtés¹. »

Or, dès 1830, à Bruxelles, comme à Paris, le mont-de-piété tendait à revenir à son état normal, en même temps que les causes qui avaient affecté le crédit en général tendaient elles-mêmes à disparaître. En 1831, la situation était très-améliorée; en 1832, les engagements présentaient sur 1848 un excédant de 33,840 articles et de 189,573 francs. Les bénéfices, malgré une dépense de 22,400 fr. occasionnée par les *quatre* bureaux auxiliaires établis en remplacement des *quatorze* commissionnaires, s'élevaient à 53,794 fr., c'est-à-dire à *trente-huit francs* de moins qu'en 1848.

En 1854, les résultats sont plus favorables encore. Voici ce que nous lisons dans une lettre qui nous a été adressée par l'honorable M. Lamquet, le 11 août 1855, en réponse à la demande que nous lui avons faite de vouloir bien nous indiquer la situation du mont-de-piété de Bruxelles pendant l'année qui a précédé l'établissement des bureaux auxiliaires et en 1854.

« C'est en 1849 que les commissionnaires ont été supprimés et que les bureaux auxiliaires ont été établis; c'est donc les opérations de 1848 que je vais vous donner.

1848

ENGAGEMENTS.

255,157 articles pour 2,038,187 fr.

DÉGAGEMENTS.

253,116 articles pour 1,994,932 fr.

VENTES.

13,032 articles pour 86,066 fr.

Le bénéfice net s'est élevé à 53,832 francs.

» Depuis la bonne loi du 30 avril 1848 qui capitalise les bénéfices au profit du mont-de-piété, nous avons aujourd'hui en propre 404,205 fr. à l'aide desquels nous avons déjà pu opérer une réduction de 2 p. % du taux de l'intérêt perçu sur les plus petits nantissements, et je pense que l'année prochaine nous pourrions le réduire de nouveau.

¹ *Moniteur universel*, 2^e supplément du n° 402 du samedi 12 avril 1851.

» Pour vous donner une idée de cette excellente mesure législative, voici le chiffre de nos opérations pour 1854, d'après lequel vous verrez que, malgré nos réductions successives d'intérêt, malgré l'accroissement de nos dépenses par la création des bureaux auxiliaires, nous avons encore fait, à peu de chose près, le même bénéfice.

1854

ENGAGEMENTS.

314,926 articles pour 2,439,289 fr.

DÉGAGEMENTS.

295,416 articles pour 2,401,432 fr.

VENTES.

9,110 articles pour 86,492 fr.

Le bénéfice net s'est élevé à 52,794 fr. 16 c. »

Si nous rapprochons les opérations de 1854 de celles de 1848, nous constatons 1° que le mont-de-piété avec quatre bureaux auxiliaires a fait 59,769 engagements pour 401,102 francs de plus qu'alors qu'il fonctionnait avec quatorze commissionnaires; que, par conséquent, son organisation satisfait largement aux besoins de la population; 2° qu'en réduisant de 2 p. % l'intérêt des prêts, ses bénéfices ne présentent qu'une diminution de 1,037 fr. 84 c.

Mais si, aux bénéfices de 1854, soit. 52,794 fr. 16 c.

On ajoute 2 p. % sur le montant des engagements,
soit. 48,795 fr. 78 c.

On obtient un total de. 101,589 fr. 94 c.
qui eût été réalisé dans les conditions du prêt telles qu'elles existaient en 1848.

Les emprunteurs ont déjà gagné 48,795 fr. 78 cent. au nouvel état de choses. Là ne se borne pas l'avantage qu'ils en ont retiré; il faut y ajouter les droits de commission dont ils ont été exonérés. Or, en calculant les droits de commission à percevoir d'après la moyenne des prêts, à 10 centimes, ils se seraient élevés,

au minimum à.	60,000 fr. » c.
qui ajoutés à.	48,795 fr. 78 c.
constituent pour le public un profit net de. . . .	108,795 fr. 78 c.

A Liège, un bureau auxiliaire avait été établi le 1^{er} juin 1843; en 1844, deux autres bureaux furent ouverts; un quatrième l'a été en 1848 et l'organisation a complètement répondu au but que l'on s'était proposé. Or, en 1844, sous le régime des commissionnaires, le mont-de-piété avait prêté 953,300 fr. sur 150,361 gages. Après la suppression de ces intermédiaires, les engagements se sont élevés, savoir :

En 1850, à 185,763 articles pour 1,033,245 fr.

En 1852, à 228,746 articles pour 1,317,391 fr.

En 1854, à 196,091 articles pour 1,077,612 fr.

Les bénéfices qui, en 1844, étaient de 5,500 fr., et en 1848, de 4,627 francs 50 cent., se sont élevés :

En 1849, à.		9,504 fr. 85 c.
En 1850, à.		8,312 32
En 1851, à.		5,019 33
En 1852, à.		7,123 85
En 1853, à.		11,035 21
En 1854, à.		10,984 75

Et cependant à Liège comme à Bruxelles, l'intérêt des prêts a subi des réductions qui, pour les petites sommes, ne sont pas moindres de 3 p. % et pour les sommes plus fortes de 2 p. %. Aussi, l'administration a-t-elle apprécié les bureaux administratifs de la manière la plus favorable.

« La création de ces bureaux, nous écrivait M. Arnould, le 15 juin 1850, sous le rapport de la bienfaisance publique, est incontestablement un progrès et un bienfait pour la classe ouvrière qui a généralement recours au prêt sur gage. En effet, d'une part, elle a entraîné l'abolition des droits de port et de report, et, d'autre part, elle a mis les emprunteurs à l'abri des exactions des commissionnaires jurés qui les rançonnaient à leur aise. Je dis à leur aise, parce qu'ils traitaient de l'un à l'autre sans contrôle immédiat, et qu'ensuite les emprunteurs ne sont nullement disposés à porter plainte et à se faire connaître. Sous le rapport matériel, ces nouveaux bureaux présentent bien quelques inconvénients que le temps et la pratique feront disparaître. Quant à nous, nous nous glorifions tous les jours d'avoir pris l'initiative dans la création de ces bureaux, malgré les inconvénients que je vous ai signalés; nos opérations n'en ont ressenti aucune influence fâcheuse. »

A Anvers, l'établissement des bureaux administratifs a eu lieu au mois de mai 1850. Pour apprécier leur action, nous allons indiquer les engagements et les bénéfices depuis le 1^{er} janvier 1846 jusqu'au 31 dé-

cembre 1854, c'est-à-dire pendant les quatre années qui ont précédé et les quatre années qui ont suivi l'organisation des bureaux.

ANNÉES	ENGAGEMENTS.		
	ARTICLES.	SOMMES.	NÉMÉRIQUES.
1846	191,596	1,408,218. ⁰⁰	18,971.30
1847	186,414	1,392,896. ⁰⁰	20,563.13
1848	173,259	1,262,095. ⁰⁰	18,559.58
1849	149,063	1,061,030. ⁰⁰	23,477.44
1850	132,971	991,899. ⁰⁰	3,511.71
1851	144,995	1,118,958. ⁰⁰	23,318.55
1852	149,163	1,203,571. ⁰⁰	20,233.29
1853	144,640	1,214,507. ⁰⁰	16,650.39
1854	145,151	1,282,797. ⁰⁰	18,974.35

Il résulte de ce tableau que si les opérations du mont-de-piété ont éprouvé une diminution progressive, ce fait qui se produit dès 1847 et même antérieurement, puisqu'en 1843 les engagements s'étaient élevés à 204,370 pour 1,492,837 fr., est complètement indépendant des bureaux auxiliaires ; il s'est produit alors qu'il n'existait que des commissionnaires, et c'est sous le régime des bureaux administratifs que le mouvement de baisse paraît s'être arrêté. Il y a même, en ce qui concerne les capitaux prêtés, une augmentation sensible sur l'année 1849.

Les bénéfices se sont maintenus ce qui ils étaient, bien que les dépenses de l'administration aient été augmentées. Aussi, M. le directeur du mont-de-piété d'Anvers est-il autorisé à dire ce qu'il constate dans une lettre qu'il nous a fait l'honneur de nous écrire le 7 septembre 1855.

« La substitution des bureaux administratifs aux bureaux de commission a eu à Anvers, de même qu'à Bruxelles et à Liège, de bons résultats. Je crois qu'il est bien constaté maintenant que cette mesure, conforme à la dignité de l'administration, est très-utile aux intérêts du public. »

L'expérience des trois principaux monts-de-piété de la Belgique est décisive ; elle prouve que les craintes de la commission législative n'étaient nullement fondées. Quant à M. de Lurrieu, il fera bien de renoncer au rôle de sibylle ; décidément, il est un faux prophète.

§ 2.

Statistique des établissements.

En 1843, la Belgique comptait vingt-deux monts-de-piété répartis entre ses huit provinces, savoir :

BRABANT.	5.	Bruxelles, Louvain, Nivelles, Tirlemont, Diest.
ANVERS.	2.	Anvers, Malines.
FLANDRE orientale.	3.	Gand, Termonde, Saint-Nicolas.
FLANDRE occidentale.	4.	Bruges, Courtray, Ostende, Ypres.
HAINAUT.	2.	Mons, Tournay.
LIÈGE.	3.	Liège, Verviers, Huy.
NAMUR.	2.	Namur, Dinant.
LIMBOURG.	1.	Saint-Trond.

Par délibérations des 6 avril et 24 août 1850, du conseil municipal de Lierre (province d'Anvers), approuvées par arrêté royal du 9 novembre suivant, un mont-de-piété a été érigé dans cette ville.

Année moyenne, les engagements des monts-de-piété donnent les résultats suivants.

1822 à 1830.	4,256,818	articles pour	7,872,241	fr.
1831 à 1837.	4,188,134	» »	7,022,583	
1838 à 1842.	4,372,246	» »	8,561,056	
1843. . . .	4,395,310	» »	8,426,430	
1844. . . .	4,348,762	» »	8,125,564	
1850. . . .	4,307,711	» »	7,775,668	

En 1852, les opérations se sont élevées à un chiffre qui n'avait pas encore été obtenu : les engagements montent à 4,571,547 articles pour 9,014,023 fr. Le tableau suivant donne le détail des opérations par établissement.

MONTS-DE-PIÉTÉ.	ENGAGEMENTS.		DÉGAGEMENTS.		VENTES.	
	ARTICLES.	SOMMES.	ARTICLES.	SOMMES.	ARTICLES.	SOMMES.
ANVERS. . . .	149,153	1,203,571. ⁰⁰	143,286	1,183,932. ⁰⁰	5,777	66,830.90
MALINES. . . .	68,707	820,570. ⁰⁰	66,411	320,328. ⁰⁰	3,029	11,995.50
LIERNE. . . .	24,258	95,263. ⁰⁰	23,105	92,279. ⁰⁰	519	1,708. ⁰⁰
BRUXELLES. . .	288,997	2,227,760. ⁰⁰	274,503	2,123,185. ⁰⁰	8,429	81,338. ⁰⁰
LOUVAIN. . . .	48,718	196,023. ⁰⁰	46,563	189,070. ⁰⁰	2,777	9,789. ⁰⁰
NIVELLES. . . .	7,523	24,894. ⁰⁰	7,008	24,180. ⁰⁰	810	2,334. ⁰⁰
TIRLEMONT. . .	14,070	39,519. ⁰⁰	13,420	38,803. ⁰⁰	282	928. ⁰⁰
DIEST.	8,318	19,735. ⁰⁰	8,541	21,256. ⁰⁰	119	564. ⁰⁰
BRUGES. . . .	123,946	853,726. ⁰⁰	127,154	868,453. ⁰⁰	5,892	39,270. ⁰⁰
COURTRAY. . .	66,212	261,962. ⁰⁰	62,153	241,137. ⁰⁰	2,809	20,641. ⁰⁰
OSTENDE. . . .	35,606	188,996. ⁰⁰	34,081	182,296. ⁰⁰	460	5,813. ⁰⁰
YPRES.	41,669	186,304. ⁰⁰	42,411	189,167. ⁰⁰	1,148	6,088. ⁰⁰
GAND.	172,695	911,990. ⁰⁰	170,904	915,717. ⁰⁰	3,356	26,786. ⁰⁰
TERMONDE. . .	24,825	95,815. ⁰⁰	23,632	94,018. ⁰⁰	2,049	8,252. ⁰⁰
SAINT-NICOLAS.	40,112	104,479. ⁰⁰	39,298	105,223. ⁰⁰	2,072	5,768. ⁰⁰
MONS.	40,381	197,492. ⁰⁰	35,622	183,045. ⁰⁰	8,371	24,776. ⁰⁰
TOURNAY. . . .	56,056	223,387. ⁰⁰	52,276	221,895. ⁰⁰	1,742	10,924. ⁰⁰
LIÈGE.	228,746	1,317,391. ⁰⁰	213,408	1,212,278. ⁰⁰	6,823	55,417. ⁰⁰
VERVIERS. . . .	43,440	261,414. ⁰⁰	40,250	232,390. ⁰⁰	1,081	9,772. ⁰⁰
HUY.	15,353	48,896. ⁰⁰	14,821	45,286. ⁰⁰	337	1,283. ⁰⁰
SAINT-TROND. .	21,550	89,361. ⁰⁰	21,100	56,084. ⁰⁰	806	1,908. ⁰⁰
NAMUR.	44,674	147,573. ⁰⁰	43,331	152,666. ⁰⁰	2,433	8,997. ⁰⁰
DINANT.	6,538	27,902. ⁰⁰	5,661	25,604. ⁰⁰	283	1,172. ⁰⁰
	1,571,547	9,014,023. ⁰⁰	1,508,379	8,667,792. ⁰⁰	56,354	402,259.46

L'intérêt des prêts n'est pas uniforme; il varie selon les établissements et selon la quotité des prêts. Nous avons indiqué le taux actuellement perçu à Bruxelles et à Liège. Dans les autres établissements, il était fixé, en 1843, ainsi qu'il suit :

ANVERS. . .	15 p. $\frac{0}{100}$ jusqu'à 500 fr.
	12 p. $\frac{0}{100}$ au-dessus.
MALINES. . .	12 p. $\frac{0}{100}$ jusqu'à 600 fr.
	10 p. $\frac{0}{100}$ au-dessus.
LOUVAIN. . .	15 p. $\frac{0}{100}$ jusqu'à 400 fr.
	12 p. $\frac{0}{100}$ jusqu'à 800 fr.
	10 p. $\frac{0}{100}$ jusqu'à 1,600 fr.
	8 p. $\frac{0}{100}$ au-dessus.
NIVELLES. . .	15 p. $\frac{0}{100}$.
TIRLEMONT. .	15 p. $\frac{0}{100}$ jusqu'à 600 fr.
	12 p. $\frac{0}{100}$ jusqu'à 1,000 fr.
	10 p. $\frac{0}{100}$ au-dessus.

DIEST.	17 p. $\frac{0}{100}$ jusqu'à 200 fr.
	12 p. $\frac{0}{100}$ au-dessus.
BRUGES.	15 p. $\frac{0}{100}$ jusqu'à 300 fr.
	12 p. $\frac{0}{100}$ jusqu'à 600 fr.
	10 p. $\frac{0}{100}$ jusqu'à 2,000 fr.
	8 p. $\frac{0}{100}$ au-dessus.
COURTRAY.	15 p. $\frac{0}{100}$ jusqu'à 500 fr.
	12 p. $\frac{0}{100}$ jusqu'à 900 fr.
	10 p. $\frac{0}{100}$ au-dessus.
OSTENDE.	15 p. $\frac{0}{100}$ jusqu'à 200 fr.
	12 p. $\frac{0}{100}$ au-dessus.
YPRES.	15 p. $\frac{0}{100}$ jusqu'à 200 fr.
	10 p. $\frac{0}{100}$ jusqu'à 300 fr.
	8 p. $\frac{0}{100}$ au-dessus.
GAND ¹	15 p. $\frac{0}{100}$ jusqu'à 600 fr.
	12 p. $\frac{0}{100}$ jusqu'à 2,000 fr.
	8 p. $\frac{0}{100}$ jusqu'à 6,000 fr.
	6 p. $\frac{0}{100}$ au-dessus.
TERMONDE.	10 p. $\frac{0}{100}$.
SAINT-NICOLAS.	15 p. $\frac{0}{100}$.
MONS.	14 p. $\frac{0}{100}$ jusqu'à 100 fr.
	12 p. $\frac{0}{100}$ jusqu'à 200 fr.
	10 p. $\frac{0}{100}$ jusqu'à 2,000 fr.
	8 p. $\frac{0}{100}$ jusqu'à 4,000 fr.
	6 p. $\frac{0}{100}$ au-dessus.
TOURNAY.	15 p. $\frac{0}{100}$ jusqu'à 600 fr.
	10 p. $\frac{0}{100}$ jusqu'à 2,000 fr.
	8 p. $\frac{0}{100}$ au-dessus.
VERVIERS.	18 p. $\frac{0}{100}$ jusqu'à 99 fr.
	10 p. $\frac{0}{100}$ au-dessus.

¹ La fondation de prêt gratuit dont le mont-de-piété de Gand est redevable à l'évêque Triest qui, en 1644, y consacra la somme de 50,000 florins, existe toujours. La caisse possédait, en 1844, 44,710 fr. 70 c. Les engagements gratuits ont lieu jusqu'à concurrence de douze francs, et seulement sur effets personnels. La vente a lieu après le quatorzième mois.

En 1844, il a été engagé.	15,727 articles pour 50,968 fr.
Et déposé.	14,100 articles pour 48,508 fr.
En 1850, il a été engagé.	19,836 articles pour 55,093 fr.
Et déposé.	19,548 articles pour 56,802 fr.
Cette même année, il a été vendu.	533 articles pour 1,471 fr.

HUY. . . .	15 p. $\frac{1}{2}\%$ jusqu'à 200 fr.
	10 p. $\frac{1}{2}\%$ jusqu'à 500 fr.
	7 p. $\frac{1}{2}\%$ au-dessus.
SAINT-TROND. . .	24 p. $\frac{1}{2}\%$ jusqu'à 50 fr. pour les premiers mois.
	12 p. $\frac{1}{2}\%$ pour les autres mois.
	12 p. $\frac{1}{2}\%$ jusqu'à 500 fr.
	10 p. $\frac{1}{2}\%$ au-dessus.
NAMUR. . . .	12 p. $\frac{1}{2}\%$ jusqu'à 200 fr.
	10 p. $\frac{1}{2}\%$ jusqu'à 400 fr.
	8 p. $\frac{1}{2}\%$ au-dessus.
DINANT. . . .	12 p. $\frac{1}{2}\%$.

L'intérêt est, on le voit, généralement très-élevé, surtout pour les petits prêts. Cependant, si l'on considère qu'aux termes de la loi, il doit être perçu par jour, il en résulte qu'il est moins onéreux qu'on ne pourrait le supposer. Au reste, la capitalisation des bénéfices a eu pour but d'arriver à une diminution progressive du taux de l'intérêt.

Le Belgique est le pays de l'économie bien entendue ; à cet égard, elle peut, à bon droit, être proposée comme modèle. Une circulaire récente du ministre de la Justice, M. Nothomb, résume en quelques mots une idée dont les administrations de bienfaisance ne devraient jamais s'écarter : aussi, nous faisons-nous un devoir de la reproduire.

« Je crois devoir vous signaler tout spécialement la fâcheuse tendance de quelques administrations charitables à entreprendre des constructions qui sont au-dessus de leurs ressources ordinaires, et semblent plutôt destinées à l'ornement des villes qu'au soulagement des pauvres dont elles absorbent pourtant le patrimoine. Ces administrations oublient trop facilement que les asiles consacrés aux malheureux doivent avoir un cachet de simplicité qui réponde à leur destination, et qu'il y a plus de mérite pour elles à améliorer le service et à secourir un plus grand nombre d'indigents qu'à attacher leur nom à un monument qui cache quelquefois, sous une apparence somptueuse, des misères imparfaitement secourues. »

Les frais généraux d'administration sont moins élevés en Belgique que dans la plupart des autres pays. Déduction faite de l'intérêt des emprunts, les frais incombant à chaque article engagé dans les monts-de-piété, pendant l'année 1843, sont les suivants :

Anvers.	» fr. 18 c.
Malines.	» 7 $\frac{11}{100}$
Bruxelles.	» 16
Louvain.	» 18

Nivelles.	»	64	
Tirlemont.	»	10	$\frac{33}{100}$
Diest.	»	14	$\frac{33}{100}$
Bruges.	»	14	
Courtray.	»	15	$\frac{73}{100}$
Ostende.	»	20	$\frac{30}{100}$
Ypres.	»	14	$\frac{66}{100}$
Gand.	»	19	
Termonde.	»	9	$\frac{75}{100}$
Saint-Nicolas.	»	15	
Mons.	»	25	$\frac{80}{100}$
Tournay.	»	23	
Liège.	»	13	$\frac{75}{100}$
Verviers.	»	20	
Huy.	»	17	$\frac{73}{100}$
Saint-Trond.	»	14	$\frac{30}{100}$
Namur.	»	9	$\frac{30}{100}$
Dinant.	»	36	$\frac{80}{100}$

La comptabilité des établissements laissait à désirer au point de vue de l'unité. Une circulaire, adressée par le ministre de la Justice aux gouverneurs des provinces, le 13 décembre 1853, sous le n° 13,280, 1^{re} division, 2^e bureau, a prescrit un cadre qui nous paraît remplir parfaitement le but que l'on s'est proposé.

Le seul point qui reste à ordonner, c'est l'uniformité des règlements d'administration. Le gouvernement s'occupe d'y pourvoir.

III

HOLLANDE.

DES DIVERS SYSTÈMES DE BANQUES DE PRÊT.

Dans la Hollande, les banques de prêt sur gage sont des établissements de produit au profit des villes, ou des établissements de bienfaisance. Une distinction est à établir, sous le rapport de la gestion, entre ces établissements. Les uns sont affermés, les autres sont régis par des directeurs placés sous l'autorité de commissions administratives gratuites, d'autres, enfin, sont placés entre les mains de particuliers, sans adjudication, moyennant une rétribution.

En 1827, on comptait soixante-quatorze banques affermées. Le nombre en a diminué sensiblement, à raison du peu de bénéfice qu'en retiraient les entrepreneurs. Entre ces banques, nous citerons celle de Bois-le-Duc. Voici les principales clauses du cahier des charges.

L'adjudication est faite aux enchères publiques. Le fermier prête sur tous effets mobiliers, sauf certaines exceptions, par exemple, les outils des ouvriers. Il tient un registre coté et paraphé par le bourgmestre, sans blancs ni lacunes, contenant la désignation des nantissements, la valeur et la somme prêtée. Ce registre peut être vérifié par le bourgmestre et les échevins ou par telle personne par eux commise.

La banque est ouverte tous les jours, — les dimanches et fêtes exceptés, — le matin de neuf heures à midi, et l'après-midi de deux à cinq heures. Une reconnaissance est délivrée à l'emprunteur ; elle est au porteur. Le prêt est fait pour quatorze mois ; il peut être renouvelé. Faute de renouvellement ou de dégagement, le gage est vendu publiquement en présence des personnes désignées par l'autorité municipale, aux frais du fermier. La vente a lieu tous les trois mois, après exposition

préalable et annonces faites dans les journaux et par le crieur de la ville.

Le produit net de la vente, déduction des avances et des intérêts y afférents, peut être réclamé par l'emprunteur pendant vingt mois, à partir de la vente. Ce délai passé, le boni appartient au fermier qui, en cas de perte, ne peut exercer de recours contre l'emprunteur.

Le prix du fermage est versé dans la caisse de la ville, et par sommes égales, tous les trois mois.

Les intérêts sont comptés par jour jusqu'au dégagement ou à la vente. Le fermier ne peut rien exiger au delà, à moins que le prêt n'ait été fait en dehors des heures fixées ci-dessus ; dans ce cas, il a droit à une indemnité de dix centimes.

Plusieurs villes ont repoussé le système d'adjudication, soit parce qu'il ne présente pas les garanties que l'on est en droit d'exiger pour les emprunteurs, soit, peut-être, parce qu'il est moins lucratif.

Des banques régies directement par les municipalités, les unes prêtent directement au public ou par commissionnaires, telle est celle de Maëstrich ; les autres ne font qu'emmagasiner les nantissements, et le public agit exclusivement par l'entremise de commissionnaires ; telle est la grande banque d'Amsterdam.

La banque de prêt de Maëstrich — *bank van leening* — a été réorganisée en 1829. Il y avait quatre commissionnaires ; il n'en reste que deux en activité, les deux autres n'ayant pas été remplacés. Cet établissement n'est pas considérable, mais, dans la visite que nous y avons faite en 1855, nous avons pu reconnaître qu'il est parfaitement dirigé. En 1854, les opérations ont donné les résultats suivants :

ENGAGEMENTS.

58,044 articles pour 242,865 fr. 68 c.

DÉGAGEMENTS.

53,058 articles pour 232,059 fr. 44 c.

VENTES.

702 articles pour 3,951 fr. 68 c.

Le solde en magasin s'élevait à 69,900 fr. Le chiffre des bénéfices est de 400 à 500 florins (848 à 1,060 fr.).

Les intérêts, qui se calculent par jour, sont fixés ainsi qu'il suit :

14 p. $\frac{1}{100}$ jusqu'à 106 fr. ;

12 p. $\frac{1}{100}$ de 106 fr. à 530 fr. ;

10 p. $\frac{1}{100}$ au-dessus.

La grande banque d'Amsterdam est la plus importante de la Hollande. Elle est régie par cinq commissaires désignés par le conseil municipal, sous l'autorité immédiate dudit conseil et la surveillance de l'administration provinciale et du gouvernement. Nous avons eu l'honneur d'être reçu avec la plus grande courtoisie, en 1849, par MM. les commissaires, et nous sommes heureux de pouvoir leur adresser de nouveau nos remerciements.

Les documents qu'ils nous ont communiqués nous permettent d'expliquer d'une manière complète les rouages de l'établissement.

Le prêt sur gage est le privilège exclusif de la Banque; mais elle le délègue, dans les conditions ci-après déterminées, aux bureaux de commission et aux banques de petits prêts. Nous diviserons ce que nous avons à dire en trois paragraphes. Le premier comprendra les opérations de la grande banque; le second, les opérations des commissionnaires; le troisième, les opérations des banques de petits prêts.

§ 1^{er}.

Des opérations de la grande banque d'Amsterdam.

La grande banque, dite *groote banck van leening*, a été fondée en 1614. Elle ne prête pas directement au public, mais seulement par l'intermédiaire de commissionnaires qui sont chargés, moyennant rétribution, des engagements, des dégagements et de la perception du boni. C'est un vaste magasin où les commissionnaires viennent apporter les nantissements de toutes les parties de la ville.

Le capital de la banque est fourni par la ville; en 1849, il s'élevait à 1,929,900 fr.

La banque ne reçoit que des effets mobiliers; la literie, les porcelaines, les glaces, les marchandises sujettes à être brisées ou à se détériorer sont refusées.

Les nantissements présentés par les commissionnaires ne sont admis qu'après avoir été préalablement vérifiés et appréciés par les employés de l'établissement. Généralement, l'appréciation est inférieure d'un tiers à celle faite par les commissionnaires.

Les nantissements doivent donner lieu à un prêt de 4 florin au moins, soit 2 fr. Aucune autre limite n'est fixée aux prêts; seulement les prêts de 2,000 fr. et au-dessus ne peuvent avoir lieu que du consentement des commissaires; des avances de cette importance sont très-rares. Pour les marchandises même, le maximum des prêts est fixé à 1,000 fr. Les nantissements volés ne sont restitués aux ayants droit, après l'engagement

effectué à la banque, qu'après remboursement de la somme prêtée et des intérêts; toutefois, les intérêts cessent de courir à partir du jour de la déclaration de vol.

Il est délivré aux commissionnaires un bulletin contenant les détails nécessaires; ce bulletin est détaché d'un talon qui renferme les mêmes indications et reste attaché au nantissement.

Un registre énonce, jour par jour, les opérations d'engagement, le montant du prêt, la nature et la désignation des objets engagés. Dans les magasins, le classement est effectué par mois et par jour.

La durée de l'engagement est de quinze mois.

Le dégage ment doit être opéré avant l'expiration du quinzième mois, à moins qu'il n'y ait renouvellement. Pour retirer le nantissement, le commissionnaire doit payer à la banque la somme principale du prêt et les intérêts aux taux suivants :

De 2 fr. à 200 fr.	16 p. %
De 201 fr. à 2,000 fr.	12 p. %
De 2,001 fr. et au-dessus.	10 p. %

Les intérêts sont perçus par jour, à partir de l'engagement jusqu'au dégage ment. Un registre spécial relate tous les nantissements dé gagés. L'intérêt ne peut être moindre d'un demi-centième de florin, de telle sorte qu'un nantissement ne soit jamais dé gagé sans payer quelque intérêt. Les fractions sont toujours perçues au profit de la banque, si elles dépassent la moitié de la plus petite pièce de monnaie.

Les articles non dé gagés avant la fin du quinzième mois sont livrés à la vente qui se fait à la banque aux enchères publiques.

Ils sont préalablement soumis au contrôle, quand ce sont des matières d'or et d'argent; ils sont aussi exposés publiquement à l'avance, et chaque article porte un numéro d'ordre sous lequel il est vendu. Cette exposition a pour but de donner aux emprunteurs la facilité de reconnaître leurs nantissements et de les racheter. On avait cru trouver là un moyen de combattre les coalitions de marchands qui envahissent toutes les salles de ventes aux enchères publiques, et s'en font un véritable monopole; malheureusement on n'a pas atteint le but que l'on se proposait.

Si le produit de la vente ne couvre pas la banque de ses avances et des intérêts, le nantissement est retenu et rendu au commissionnaire qui a reçu l'engagement et qui est responsable des avances faites par la banque, des quinze mois d'intérêt et des droits de vente. Dans le cas où il y a excédant, le boni est remis au commissionnaire qui le tient à la disposition de l'emprunteur pendant trois ans, à partir du mois qui suit celui de la vente. S'il n'est pas retiré dans ce délai, il est prescrit au profit du commissionnaire.

Les emprunteurs ont la faculté de prendre connaissance à la banque du résultat produit par la vente de leurs nantissements. Un registre particulier constate toutes les opérations de cette nature.

Les bénéfices se composent :

1° Des intérêts des prêts et des droits de vente, tous frais généraux payés ;

2° Des sommes versées par les commissionnaires et par les personnes qui tiennent les banques de petits prêts.

La moyenne des engagements à la grande banque, prise sur les années 1846, 1847 et 1848, est de 276,942 articles pour 4,938,594 fr. environ, ce qui porte la moyenne des sommes prêtées à 7 fr.

La moyenne de l'excédant des avances des commissionnaires est de 600,000 francs environ.

La moyenne des articles dégagés est de 90 p. %.

La moyenne des articles vendus est de 10 p. %.

La moyenne des bonis rendus aux commissionnaires est de 80,000 fr.

§ 2.

Des commissionnaires près la grande banque.

Les commissionnaires ou porteurs à la grande banque (*Inbrengers bij de groote bank van leening*) sont les intermédiaires obligés des particuliers qui s'adressent à cet établissement. Ils sont nommés par les commissaires de la banque et prêtent serment entre leurs mains. Ils sont tenus de fournir un cautionnement de 4,000 francs.

La banque indique l'emplacement de leurs bureaux qui sont désignés par des numéros d'ordre. Il y avait autrefois soixante commissionnaires, on a réduit leur nombre à trente.

Il leur est formellement défendu de céder leurs bureaux. La vénalité même indirecte est rigoureusement interdite ; les brevets de commission sont conférés directement par la banque.

Les commissionnaires tiennent un registre coté et paraphé par l'administration municipale ; ce registre comprend :

- 1° Le numéro d'ordre commençant chaque mois par le n° 1 ;
- 2° La date de l'engagement ;
- 3° La description du gage ;
- 4° La somme avancée ;
- 5° La date à laquelle l'engagement a été porté à la banque ;
- 6° Le prêt consenti par la banque ;
- 7° La différence entre leurs avances et le prêt consenti par la banque ;

8° La date à laquelle le dégagement a été effectué à la banque;

9° La date à laquelle le nantissement dégagé a été retiré par le porteur de la reconnaissance.

Les commissaires de la banque ont le droit d'inspecter les livres des commissionnaires et leurs bureaux.

Dans les huit premiers jours de chaque mois, les commissionnaires présentent un bordereau indiquant le nombre d'articles engagés et dégagés pendant le mois précédent.

Ils délivrent aux emprunteurs des reconnaissances qui contiennent le numéro du bureau, celui de l'engagement, sa date, sa désignation et la somme prêtée.

Un bulletin correspondant à la reconnaissance est attaché au nantissement.

Ils sont tenus de porter à la banque les gages qui, dans les dix jours, n'ont pas été retirés. La livraison est faite dans des boîtes ou sacs fermés et accompagnés d'un bordereau. Les employés de la banque délivrent aux commissionnaires un bulletin dit bulletin de visa (*Kik-cedels*), qui est détaché d'une souche, laquelle est fixée sur le nantissement.

Les commissionnaires apportent tous les matins, à l'ouverture des bureaux de la banque, un bordereau des dégagements du jour.

Si un article dégagé n'est pas retiré dans les dix jours, il doit être reporté à la banque où il est rengagé.

Le 4 de chaque mois, les commissionnaires déposent à la banque un état indicatif des nantissements dont le temps d'engagement est expiré. Ils fournissent également un état comprenant tous les nantissements exposés en vente le mois précédent, afin que la banque puisse déterminer le boni. La remise du boni est faite par la banque, et ils en deviennent propriétaires après la prescription triennale.

Lors du dégagement, du renouvellement ou de la vente produisant boni, les commissionnaires prélèvent, indépendamment de leurs avances, des droits qui sont fixes ou proportionnels.

Les droits fixes pour engagement et dégagement sont perçus sur les bases suivantes :

De 2 à 5 fr.	» fr. 20 c.
De 5 à 20.	» 40
De 20 à 50.	» 60
De 50 à 100.	» 80
De 100 à 160.	1 00
De 160 à 200.	1 20
Par chaque 200 francs et au-dessus.	1 20

Aucun droit de commission n'est dû pour les nantissements qui ont été retirés avant les dix jours.

Les droits proportionnels sont :

1° L'intérêt de l'excédant des avances sur le prêt de la banque, à raison de 16, 12 et 10 p. % conformément au tarif pour le prêt consenti par la grande banque;

2° L'intérêt des avances faites sur les nantissements retirés avant l'engagement à la banque d'après le même tarif.

Pour apprécier l'élévation du taux de l'intérêt payé par l'emprunteur, il convient de réunir les droits perçus tant par la banque que par les commissionnaires, calculés sur une durée moyenne de prêt, de six mois.

	Droit fix.	Commissionnaire.	Grande banque.	Total.
De 2 à 5 fr.	0.20	11.43 p. %	16 p. %	27.43 p. %
De 5 à 20	0.40	6.40	16	22.40
De 20 à 50	0.60	3.43	16	19.43
De 50 à 100	0.80	2.43	16	18.43
De 100 à 160	1.00	1.53	16	17.53
De 160 à 200	1.20	1.32	16	17.32

Le droit sur le prêt moyen de 7 fr. étant pour le commissionnaire de. 6.40 p. %

Et pour la grande banque de. 16.

Le taux moyen de l'intérêt payé par l'emprunteur
est de. 22.40 p. %

Il faut ajouter aux droits perçus par les commissionnaires, à titre d'engagement et de dégagement, le bénéfice qu'ils retirent des bonis non réclamés par les emprunteurs. Ce bénéfice peut-être évalué à 10,000 fr. au moins.

§ 3.

Des banques de petits prêts.

Nous ne terminerons pas cette rapide esquisse du prêt sur gage en Hollande sans parler d'une troisième espèce de banques dite banques de petits prêts (*kleine pandjeshuis*).

Amsterdam en comptait jadis 128 ; le nombre en est réduit à 60.

Ces banques diffèrent de celles affermées, tant par les conditions sous lesquelles elles sont régies que par la nature des gages qu'elles reçoivent. Elles diffèrent des banques dirigées immédiatement par des commissions municipales en ce qu'elles sont livrées à des particuliers qui les exploitent moyennant une rétribution proportionnée au chiffre de leurs opérations.

Le titulaire des maisons de petits prêts ou prêteur (*kleine pandjeshuis houder*) est nommé par les commissaires de la grande banque ; il fournit une caution de 200 francs.

Il tient un registre où il inscrit :

- 1° L'année, le mois, le jour de l'engagement ;
- 2° Le numéro de l'engagement ;
- 2° La description du gage ;
- 4° La somme prêtée ;
- 5° La date du dégage ment.

Si le nantissement n'est pas dégage, il met un trait pour indiquer que l'engagement est expiré.

En tête de ce registre et au commencement de chaque page sont imprimées les armes de la ville.

Ce registre, fourni par la grande banque moyennant un prix déterminé, de même que les bulletins, reconnaissances et autres imprimés, est coté par le chef de la comptabilité. Il doit être conservé pendant quatre ans après l'inscription du dernier article.

Le prêteur est tenu de présenter en tout temps aux commissaires de la grande banque et aux inspecteurs dits *qualifiés* (*gekwalficcerden*) les registres dont il se sert ; il doit, en outre, se rendre, au moins une fois tous les deux mois, avec ses registres, à l'assemblée des inspecteurs. Il doit également, lorsque ceux-ci font la visite de la maison, montrer tous les petits nantissements engagés.

Il verse entre les mains des inspecteurs cinq cents pour trente articles. De 1846 à 1848, la grande banque a reçu, à ce titre, 1,495 fr. 96 c. en moyenne annuelle, plus 10 p. % du prix d'engagement de tous les nantissements expirés. De 1846 à 1848, la moyenne annuelle de cette rétribution s'est élevée à 4,081 fr. 55 cent.

Avant 1840, le prêteur pouvait avancer 10 et 20 centimes. Depuis cette époque, le minimum a été fixé à 30 centimes et le maximum à 1 fr. 40 c., et toujours par progression de dix centimes : des avances supérieures sont interdites sous peine disciplinaire ; mais cette disposition est facilement éludée au moyen de la division du gage. Ainsi, on prête 1 fr. 40 c. sur une casserole, et 1 fr. 40 c. sur son couvercle.

Une reconnaissance triangulaire et de très-petite dimension est délivrée à l'emprunteur.

Les nantissements ne sont pas portés à la grande banque ; ils sont conservés chez le prêteur.

C'est un curieux spectacle que le magasin d'un prêteur, à raison de la variété des nantissements. On y voit des souliers, des bibles, des chapeaux, des babouches, des marmites, des guenilles de toutes couleurs, des pipes, des vieilles ferrailles, etc., le tout méthodiquement rangé,

aligné, étiqueté avec l'ordre et la propreté qui caractérisent les Hollandais; c'est l'échoppe du marchand de brio-à-brae du Temple transformée en musée.

La durée de l'engagement est de trois mois. Ce délai expiré, le renouvellement est autorisé.

Les droits se payent au moment du dégagement; ils sont fixés ainsi qu'il suit et par trois mois :

Pour un prêt de » fr. 30 e.	à » fr. 40 e., » fr. 03 e.,	soit 34 p. ‰
» de » 50	à » 60 » 04	29
» de » 70	à » 80 » 05	27
» de » 90	à 1 00 » 06	25
» de 1 10	à 1 20 » 08	28
» de 1 30	» 1 40 » 09	27

Le taux de l'intérêt ci-dessus est calculé sur un séjour de trois mois chez le prêteur, mais la durée moyenne est, au maximum, de six semaines, et, alors, le taux de l'intérêt est, savoir :

Pour un prêt de » fr. 30 e.	à » fr. 40 e.,	de 68 p. ‰
» de » 50	à » 60	de 58
» de » 70	à » 80	de 53
» de » 90	à 1 00	de 50
» de 1 10	à 1 20	de 56
» de 1 30	» 1 40	de 53

Le taux moyen est donc de 56 fr. 33 e. p. ‰.

Beaucoup de ces petits prêts sont hebdomadaires. Les Juifs, principalement, engagent des parties de leur habillement le samedi soir et les dégagent le vendredi avant le coucher du soleil pour célébrer le sabbat. L'intérêt s'élève à un taux énorme.

La moyenne des petits prêts pendant chacune des années 1846, 1847 et 1848, a été de 889,142 articles, pour 423,887 fr. 61 e.

Lorsqu'un nantissement n'a pas été dégagé ni renouvelé à l'expiration des trois mois d'engagement, le prêteur est obligé de le garder encore un mois à la disposition du propriétaire et contre paiement de trois autres mois de salaire, indépendamment des trois mois dus pour le premier engagement. Ce délai passé, le gage est vendu par le prêteur comme et quand il lui plaît et sans qu'il soit tenu de rendre compte à l'emprunteur du produit de la vente et du boni qui a pu en résulter.

Un bordereau des nantissements expirés est remis tous les mois aux inspecteurs qui s'assurent si les indications sont conformes à celles portées sur le registre d'engagement.

La surveillance des maisons de petits prêts est confiée à quatre in-

specteurs qui reçoivent un traitement de 800 fr. par an, et exercent leur autorité sous le contrôle des commissaires de la grande banque. Cette surveillance est très-insuffisante, et chez les prêteurs comme chez les commissionnaires il se passe une foule d'irrégularités dont il est facile de se rendre compte.

Les conditions si onéreuses du prêt sur gage dans les Pays-Bas ont, depuis longtemps, éveillé avec juste raison l'attention de l'autorité.

Si elles ont été maintenues jusqu'à aujourd'hui, cela tient à des motifs qui nous ont été exprimés par les personnes les plus compétentes de la ville d'Amsterdam, et nous croyons devoir les faire connaître tant pour rendre hommage à la vérité que pour montrer combien souvent sont futiles les causes qui servent à étayer les abus.

Le système financier du roi Guillaume avait tellement grevé le pays, que les villes ont dû faire argent de tout, et les banques de prêt ont été considérées plutôt au point de vue des ressources qu'elles procurent aux communes que des avantages que peut en retirer le public.

Si l'on remarque que la Hollande est peut-être la nation la plus avancée de l'Europe sous le rapport de l'organisation de l'assistance publique, on sera fort étonné de la voir aussi en arrière en ce qui concerne le prêt sur gage. Mais la routine est de tous les pays et de tous les temps, et on a invoqué à l'appui du système actuel cet argument que la banque avait été constituée sur ces bases en 1614, à l'apogée de la Hollande, et que c'était un sacrilège de mettre la main sur un édifice dont la date réveille d'aussi glorieux souvenirs. C'est à coup sûr porter un peu trop loin le culte des ancêtres.

Il n'est pas jusqu'à la susceptibilité nationale qui n'ait aussi été mise en jeu. En Belgique, on s'est beaucoup occupé des monts-de-piété, on a fait une très-bonne loi qui a eu pour effet d'améliorer d'une manière notable la condition des emprunteurs; même avant cette loi, qui date du 30 avril 1848, l'organisation de ces établissements était très-supérieure à celle des banques de prêt des Pays-Bas. On l'avait compris en Hollande; mais il répugnait d'emprunter une bonne idée aux Belges contre lesquels la révolution de septembre 1830 avait excité de vives rancunes. Le temps a fait justice de ces erreurs. Les hommes si éclairés qui sont placés à la tête de la ville d'Amsterdam et de la banque de prêt, ont pris une généreuse initiative, et leur opinion est unanime pour condamner ce qui existe; en 1848, ils se sont mis en rapport avec M. Jehotte, l'habile directeur du mont-de-piété de Liège, et il n'est question de rien moins que de supprimer les bureaux de commission pour les remplacer par des bureaux auxiliaires administratifs, conformément à l'organisation de la Belgique.

Le chiffre des nantissements engagés aux maisons de petits prêts, rapproché de celui de la population d'Amsterdam, qui est de 210,000 ha-

bitants, est la condamnation de ces établissements. Il est évident que quelques centimes ne répondent pas à des besoins sérieux, dans les grandes villes surtout. On a supprimé les prêts de 10 centimes et de 20 centimes comme étant une excitation à l'inconduite ; la plupart des autres petits prêts vont se dépenser dans les tavernes ou dans les bureaux de loterie. Il faut reconnaître, cependant, que la misère a aussi sa part dans le nombre si considérable des engagements ; mais alors on se demande de quelle utilité peut être le prêt à de pareilles conditions. Mieux vaudrait assurément le supprimer : c'est du moins l'opinion de beaucoup de bons esprits.

IV

PRUSSE.

BANQUE ROYALE DE PRÊT DE BERLIN.

La municipalité de Berlin n'ayant pas cru devoir établir une banque de prêt sous sa direction et sous sa garantie, le gouvernement, pour répondre à un besoin hautement reconnu, a autorisé *la société royale du Commerce maritime*¹ (Seehandlung), à créer cet établissement sous le nom de *Banque royale de prêt de Berlin* (Königliche Leih-Amt zu Berlin). L'ordre du Cabinet qui approuve le règlement, est en date du 25 février 1834.

Disons tout d'abord que la société n'a été mue par aucune idée de spéculation; le but qu'elle s'est proposé, c'est l'utilité générale; l'excédant de la recette sur la dépense de la banque est consacré entièrement à des œuvres de bienfaisance.

Le capital de la banque est fourni, à raison de 4 p. $\frac{9}{10}$, par la société. Les opérations ont commencé avec 200,000 thalers².

La direction est confiée à un commissaire de la société qui nomme également les autres employés.

L'estimation des gages est faite par des appréciateurs jurés.

La banque prête sur tous effets mobiliers à l'exception des liquides,

¹ La société du Commerce maritime est un établissement fondé par le gouvernement prussien pour secourir les grandes entreprises commerciales.

² Le thaler de Prusse vaut 3 fr. 75 c. Il y a au thaler 30 silbergroschen, et au silbergroschen 360 pfennigs.

des livres et gravures, et des objets susceptibles de se détériorer. Elle peut également recevoir en nantissement des papiers publics au porteur et des papiers communaux, jusqu'à concurrence de 1,000 thalers.

Le prêt est calculé sur la moitié ou les trois quarts de la valeur des articles présentés à l'engagement, selon leur nature.

Le minimum du prêt est d'un thaler.

L'intérêt se calcule par mois. Il est de 10 p. $\frac{1}{2}$ jusqu'à 100 thalers inclusivement ; de 8 $\frac{1}{3}$ p. $\frac{1}{2}$ de 101 à 500 thalers ; de 6 $\frac{2}{3}$ p. $\frac{1}{2}$ au-dessus de 500 thalers. Les articles qui, faute de dégagement, sont vendus, payent en outre un droit de 1/2 gros par thaler.

Les effets publics et les actions que la banque reçoit en gage, payent 6 $\frac{2}{3}$ p. $\frac{1}{2}$ d'intérêt, quel que soit le montant du prêt.

La durée de l'engagement est de six mois, mais le prêt peut être renouvelé.

L'emprunteur reçoit une reconnaissance portant les désignations suivantes :

Le numéro de l'engagement ;

Le nom de l'emprunteur ;

La désignation de l'objet engagé ;

L'évaluation dudit objet ;

Le montant du prêt ;

La date de l'engagement ;

Le montant mensuel de l'intérêt à payer.

La banque ne répond pas des avaries provenant du dépôt ; elle ne garantit que les avaries résultant de l'incendie, jusqu'à concurrence de l'estimation.

Le dégagement s'opère moyennant le paiement du capital et de l'intérêt.

Le renouvellement ne peut avoir lieu qu'à condition du paiement de l'intérêt et d'une nouvelle estimation.

Après l'expiration du délai de six mois fixé pour le prêt, un nouveau délai de six mois est accordé à l'emprunteur, pendant lequel il peut dégager ou renouveler. Faute par lui de ce faire, le nantissement est vendu aux enchères publiques. Le droit de vente est d'un *silbergroschen* par thaler.

La vente effectuée, trois avertissements successifs de trois mois en trois mois, donnés dans les feuilles d'annonces de la ville et dans deux journaux, indiquent que les articles engagés tel jour ont été vendus, et que les porteurs de reconnaissances peuvent se présenter à la banque pour toucher le boni. Faute par ceux-ci de se présenter dans les trois mois qui suivent le dernier avertissement, le boni est versé dans la

caisse de la société pour être employé à des œuvres de bienfaisance.

L'administration ne peut être tenue de restituer, soit à des particuliers, soit à l'autorité judiciaire, aucun nantissement, sans avoir été préalablement désintéressée des sommes avancées par elle, en capital et intérêts. Aucune opposition ne peut non plus retarder la vente, à moins que l'article en litige ne soit renouvelé ou que l'on ne dépose la somme totale due à raison du prêt ¹.

Un arrêté du ministre des finances, en date du 12 décembre 1848, a établi au mont-de-piété une caisse d'à-comptes qui permet à l'emprunteur de se libérer au moyen de versements partiels dont le minimum est de 5 silberg., lesquels à-comptes portent intérêt à son crédit au taux payé par l'établissement pour ses emprunts².

La Banque royale de prêt n'est pas une institution privilégiée, il existe à côté d'elle un certain nombre d'établissements privés. En 1852, on en comptait onze qui, réunis, ne faisaient pas autant d'engagements que la banque, et, en général, c'étaient les emprunteurs les plus pauvres qui s'adressaient à ces établissements. En effet, en 1852, les onze banques particulières ont reçu 248,022 nantissements sur lesquels elles ont prêté 252,293 thalers, ce qui porte la moyenne des prêts à 1 thaler environ; tandis que la Banque de prêt royale a prêté 1,019,793 thalers sur 322,968 articles, ce qui donne 3 thalers 1/6 environ par prêt en moyenne.

Ce qu'il y a de plus remarquable, c'est la progression des opérations de 1834 à 1852; elles se sont élevées à la Banque royale de 39,378 à 322,968, et dans les bureaux particuliers, de 1831 à 1852, de 28,081 à 248,022.

D'un autre côté, la moyenne des prêts a diminué sensiblement. En 1834, à la Banque de prêt royale, elle était de 8 thalers par article; en 1852, elle n'était plus que de 3 thalers 1/6 : la moyenne des sommes prêtées a donc baissé de 61 p. % environ. Dans les établissements privés, la moyenne des sommes prêtées n'a baissé que de 9 p. %, ce qui s'explique par la nature même de leurs opérations.

La proportion des articles vendus par rapport aux articles engagés est très-faible.

À la Banque royale, cette proportion était en 1836 de 2.15 p. %; en 1837 de 2.75 p. %; en 1851, de 2.49 p. %, en 1852, de 2.1 p. %.

Les deux tableaux suivants constatent les opérations d'engagement, de dégagement et de vente en articles et en sommes à la Banque royale depuis sa fondation en 1834, jusqu'à 1852 inclusivement, et

¹ Reglement für das Königliche Leih-Amt zu Berlin.

² Reglement für das Königliche Leih-Amt zu Berlin in Betreff der Einrichtung einer besonderen Raffe für Pfandschuldner.

celles d'engagement seulement dans les établissements particuliers.

Il existe à Berlin, sous le titre de mont-de-piété un établissement qui n'a de commun que le nom avec les banques de prêt sur gage. C'est une fondation faite par Frédéric I^{er}, dans le but de donner des secours en argent aux ministres et aux maîtres d'école du culte calviniste.

TABEAU DES OPÉRATIONS DE LA BANQUE DE PRÊT ROYALE DE BERLIN
DEPUIS SA FONDATION EN 1834, JUSQU'À LA FIN DE 1882 ¹.

ANNÉES	ENGAGEMENTS.			DÉGAGEMENTS.			VENTES.			TOTAL DE LA SORTIE.		
	ARTICLES.	FORMES.	Th.	ARTICLES.	FORMES.	Th.	ARTICLES.	FORMES.	Th.	ARTICLES.	FORMES.	Th.
1834 1835	39,375		317,287.00	92,127		180,826.00	9		7,210.00	22,457		180,826.00
1836	37,483		269,665.00	32,961		235,787.00	959		8,126.15	33,989		213,027.00
1837	45,330		318,998.15	41,194		287,112.00	995		8,076.15	42,189		295,238.15
1838	57,140		384,549.15	49,803		323,638.15	1,213		8,941.15	51,016		331,615.00
1839	69,569		426,539.15	62,662		391,962.00	1,469		10,901.15	61,131		400,903.15
1840	89,080		562,018.00	76,841		444,322.15	1,872		11,023.00	78,716		435,237.00
1841	125,151		619,302.00	110,608		581,907.15	1,926		17,933.00	112,534		505,930.15
1842	136,229		676,355.00	127,172		618,228.00	3,007		17,712.00	130,239		660,161.00
1843	137,998		728,057.00	131,863		631,599.00	3,179		17,238.15	131,997		652,311.00
1844	132,590		708,364.00	132,356		791,480.00	3,899		16,099.00	136,225		808,768.15
1845	155,590		737,201.15	140,970		691,329.15	3,583		18,591.15	141,553		708,038.15
1846	207,201		902,706.15	176,550		808,212.15	3,602		25,977.00	180,152		826,035.15
1847	261,117		1,014,587.00	228,535		924,815.15	4,793		19,741.15	223,318		914,256.00
1848	271,414		1,008,429.15	273,212		980,018.15	2,166		19,741.15	275,408		938,610.00
1849	253,434		831,730.00	213,561		869,780.15	5,571		19,741.15	247,949		895,757.15
1850	263,052		877,943.00	251,018		850,472.00	5,671		22,503.00	255,569		870,213.15
1851	265,868		915,008.15	266,422		879,615.15	6,780		19,520.00	273,202		902,113.15
1852	327,968		1,019,793.00	297,636		955,300.15	6,457		271,041.00	304,993		974,870.15
	2,894,292		12,321,576.15	2,605,422		11,472,817.15	55,846			2,721,268		11,748,858.00

¹ Rapport annuel du bureau de statistique près la présidence de police de Berlin, pour l'année 1882.

ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS DE PRÊT SUR GAGE A BERLIN.

OPÉRATIONS DE 1831 A 1852 ¹.

ANNÉE.	NOMBRE des ÉTABLISSEMENTS	NOMBRE des PRÊTS.	SOMMES PRÊTÉES.
1831	4	28,081	31,158 th.
1832	5	47,382	53,577
1833	7	55,262	57,468
1834	9	73,921	82,346
1835	9	87,762	90,607
1836	10	103,866	124,090
1837	10	125,337	111,660
1838	10	120,264	119,737
1839	10	136,316	127,245
1840	10	147,735	142,265
1841	10	153,394	151,234
1842	10	160,505	150,307
1843	10	180,764	181,351
1844	10	165,643	175,960
1845	10	189,251	198,109
1846	10	215,017	216,909
1847	11	232,550	231,805
1848	11	184,463	191,695
1849	11	180,370	183,433
1850	11	195,236	205,189
1851	11	213,453	230,167
1852	11	246,022	252,293
		3,244,599	3,308,605 th.

AIX-LA-CHAPELLE.

L'organisation de la banque de prêt ou Lombard d'Aix-la-Chapelle diffère de celle de Berlin sous deux rapports :

1° C'est un établissement communal ;

2° Le prêt s'y fait, soit directement, soit par commissionnaires.

Il est placé sous la surveillance du magistrat de la ville et sous la direction d'un administrateur caissier, nommé par le premier maire, après avoir entendu l'avis du conseil municipal.

L'établissement reçoit toute espèce de gages mobiliers, à l'exception

¹ Rapport annuel du bureau de statistique, etc. 1853.

de ceux appartenant au culte, à l'armement et à l'équipement militaires. Sur la laine non ouvrée, le drap foulé en blanc, le fil de fer et de laiton dont on fait les aiguilles et les épingles, il n'est accordé d'avances qu'autant que le propriétaire s'est fait connaître et qu'il présente des garanties suffisantes de moralité.

On devrait admettre à l'engagement les obligations hypothécaires ayant forme exécutoire, dans le ressort d'Aix-la-Chapelle, et les traités pignoratifs en règle, jusqu'aux $\frac{3}{4}$ de leur valeur ; mais cette disposition du règlement du 30 avril 1832 n'a pas été mise à exécution.

Il est avancé sur l'or et l'argent les $\frac{4}{5}$ de la valeur ; sur les bijoux et les pierres précieuses, les $\frac{3}{4}$ et sur tous autres objets, la $\frac{1}{2}$.

Aux termes du règlement, l'estimation devait être faite par deux commissaires priseurs jurés, l'un pour les perles et les pierres précieuses, l'autre pour l'or et l'argent, et les autres objets. Les appréciateurs devaient être responsables du montant de leurs estimations. Il en est autrement : l'administration alloue un traitement fixe à un seul appréciateur et a pris les risques à son compte.

Les droits de priseée payés par les emprunteurs sont fixés de la manière suivante :

Sur les perles et pierres précieuses.	1 p. $\frac{1}{2}$.
Sur l'or et l'argent au-dessous de 5 thalers.	rien.
De 5 à 20 thalers.	$\frac{1}{3}$ p. $\frac{1}{2}$.
Au-dessus de 20 thalers.	$\frac{1}{4}$ p. $\frac{1}{2}$.

Le minimum du prêt est de 20 silbergroschen. La durée varie selon la nature des objets donnés en gage ; pour les effets d'habillement, elle est de six mois ; pour les choses précieuses, l'or, l'argent, le cuivre, l'étain, les toiles, etc., elle est de treize mois.

Les employés du Lombard répondent des nantissements, hors le cas de feu, d'effraction violente ou de tout autre cas de force majeure. Les indemnités dues, à raison du dommage constaté, sont du montant de l'estimation pour l'or, l'argent et les choses précieuses, et d'un tiers en sus de l'estimation pour les autres objets.

Les articles qui n'ont pas été dégagés dans les termes fixés pour les prêts sont vendus aux enchères, après annonces faites dans la gazette d'Aix-la-Chapelle. La vente a lieu sous la présidence de l'un des maires ou des membres du conseil municipal délégué à cet effet. L'intérêt est de 12 p. $\frac{1}{2}$ par an ; il est perçu par quinzaine. Les frais de vente sont de 2 p. $\frac{1}{2}$; il est dû, en outre, les droits de timbre. Le boni est conservé pendant trois ans pour le propriétaire. Ce délai passé, il est acquis au Lombard.

Les personnes qui ne peuvent pas ou ne veulent pas s'adresser direc-

tement à l'établissement, se servent de l'intermédiaire de commissionnaires autorisés à cet effet.

Ils peuvent faire des prêts pour le compte de l'administration, jusqu'à concurrence de 20 thalers; au-dessus de cette somme, ils sont tenus de s'adresser au Lombard qui détermine le montant du prêt et délivre la reconnaissance.

Dans le premier cas, ils délivrent un récépissé aux emprunteurs qui ont à leur payer :

Jusqu'à 2 thalers.	»	4 pfennige.
De 2 th. jusqu'à 4 th. . . .	»	6 »
De 4 d° à 8.	4 silbergroschen.	»
De 8 d° à 10.	4 silberg. 1/2;	»
De 10 d° à 15.	3 silberg.	»
De 15 d° à 20.	5 silberg.	»

Les gages sont apportés à la banque, le lendemain de l'engagement.

Dans le second cas, il est dû aux commissionnaires 4 p. $\frac{1}{2}$ de commission sur le montant des prêts à l'engagement et au dégagement.

Les droits de commission et de prise doivent être portés sur la reconnaissance.

Chaque commissionnaire verse à la caisse du Lombard un cautionnement de 300 thalers, sur lequel il lui est alloué 4 p. $\frac{1}{2}$ d'intérêt. L'administration lui fait une avance de 200 thalers pour faire des prêts sur les objets offerts en nantissement; elle lui fournit, en outre, les récépissés qu'il délivre au public. Il existe huit commissionnaires au Lombard.

Les commissionnaires sont tenus d'avoir un registre à souches signé et paraphé, à chaque feuille, avec des chiffres continus, par l'administrateur de la banque, et d'où ils détachent le récépissé délivré à l'emprunteur et le bulletin attaché au nantissement. Ce registre est clos tous les soirs.

L'administration municipale, ainsi que l'administrateur et le contrôleur du Lombard peuvent, en tout temps, examiner la gestion des commissionnaires, et, assistés d'un employé de police, faire chez eux des visites domiciliaires pour s'assurer qu'il n'y a dans la maison que les gages reçus le même jour, et inscrits dans le registre, et pour le dépôt desquels doit toujours être désigné un local particulier.

Pour chaque gage non inscrit qui serait découvert, le commissionnaire est frappé d'une amende de 5 thalers, sauf la punition ultérieure, s'il y a eu fraude préméditée ¹.

¹ Verwaltungs-Ordnung für den Lombard oder die Leihhaus, anstalt der Stadt Aachen. 30 avril 1832.

L'administration municipale n'est pas garante, vis-à-vis des emprunteurs, des opérations des commissionnaires du Lombard, qui ne sont institués que pour la commodité du public. Mais il est permis aux emprunteurs de faire présenter les récépissés qu'ils ont reçus des commissionnaires, le lendemain, ou, si c'est un dimanche ou un jour de fête, le jour après, à l'administrateur du Lombard, pour les faire viser, et si les récépissés obtiennent ce visa, ils sont reconnus par l'administration.

Le capital de circulation est fourni par la ville au fur et à mesure des besoins et sans intérêts, attendu que la ville perçoit, comme ressource municipale, les bénéfices et les bonis qui, n'ayant pas été retirés dans les trois années à partir de la vente, sont prescrits au profit de l'établissement.

Le fonds de roulement est de 80,000 thalers environ.

Nous devons à l'obligeance du chef du secrétariat de la mairie d'Aix-la-Chapelle et du directeur de la banque de prêt, une partie des renseignements qui précèdent, ainsi que les résultats suivants que nous avons recueillis en 1855, époque à laquelle nous avons visité avec le plus grand intérêt l'établissement.

ENGAGEMENTS.

Années.	Articles.	Sommes.
1852	195,292	300,237 th. 25 silberg.
1854	226,208	333,404 25

DÉGAGEMENTS.

1852	195,338	303,685 th. 20 silberg.
1854	216,030	315,518 40

VENTES.

1852	5,833	"
1854	4,758	7,373 th. 20 silberg.

SOLDES EN MAGASIN.

31 déc. 1852	39,965	75,740 th.
1854	44,952	79,624 5 silberg.

AUTRICHE.

VIENNE.

Le mont-de-piété a été fondé en 1713 par l'empereur Charles VI; cet établissement a seul le privilège du prêt sur gage, et il pourvoit à ses opérations, à défaut d'un capital suffisant, au moyen de l'emprunt sur bons au porteur.

La gestion est confiée à un receveur général ayant sous ses ordres soixante employés; un conseiller du gouvernement est chargé de la surveillance.

Les apprécieurs, au nombre de six, trois pour le linge et les hardes, deux pour les bijoux et un pour les montres, sont des employés à traitements fixes : ils sont responsables et fournissent, à cet effet, un cautionnement. L'estimation est généralement insuffisante; à peine obtient-on 6 à 8 florins ¹ sur une robe de soie qui en a coûté 30 et 40. Le trésorier Rietzenthaler attribue ce fait à la mauvaise tenue des magasins et aussi à ce que les apprécieurs n'ont aucun intérêt à estimer les choses à un prix convenable, ne recevant pas un traitement basé sur le chiffre de leurs appréciations.

On se plaint aussi de la lenteur apportée dans les opérations. Voici comment on procède.

Les apprécieurs, assistés de leurs adjoints, estiment les nantissements, et portent sur une feuille, dite de prise, le nom de l'emprunteur, la désignation de l'article et le montant du prêt accordé. La feuille

¹ Le florin d'Autriche vaut 2 fr. 57 c. 1 kreutzer vaut 4 c. 03.

est passée à un employé qui rédige la reconnaissance. En même temps, l'adjoint de l'appréciateur délivre à l'emprunteur un numéro imprimé sur carton; un numéro semblable est apposé sur le nantissement. La feuille de prise et la reconnaissance sont passées au teneur de livre chargé de l'enregistrement. Celui-ci les transmet ensuite aux employés du bureau de la vérification qui s'assurent si le gage est conforme à la reconnaissance, appellent l'emprunteur par son numéro, lui donnent la feuille de prise et la reconnaissance, après avoir détaché de cette dernière la partie inférieure qui sert de bulletin pour le gage. L'emprunteur présente enfin la feuille de prise au payeur qui verse le montant du prêt et retient la feuille comme pièce à l'appui de sa comptabilité, laquelle feuille est enregistrée par le contrôleur adjoint au payeur.

Le dégageant offre plus de lenteur encore. Les bureaux sont ouverts de huit heures du matin jusqu'à deux heures. De huit à neuf heures, deux caissiers reçoivent les reconnaissances et donnent des reçus provisoires portant des numéros.

Les reconnaissances sont transmises au bureau de liquidation qui calcule l'intérêt et enregistre le droit de perception, après quoi elles passent dans les mains des conservateurs qui se transportent dans les magasins, aidés de garçons, retirent tous les paquets à la fois et les expédient accompagnés des reconnaissances au bureau de perception.

La durée de cette opération dépend du nombre des dégageants, qui est ordinairement de 300 à 400. C'est entre midi et une heure que le travail est terminé. Le rendeur appelle le numéro porté sur la reconnaissance, fait connaître à la personne qui se présente pour dégager le capital et l'intérêt à rembourser, et, après paiement, lui délivre son nantissement sur la présentation du numéro. Il suit de là que tout porteur de reconnaissance doit attendre de neuf heures à une heure. S'il arrive après neuf heures, il n'a plus le droit d'exiger le dégageant.

Les conservateurs renferment les gages dans des boîtes en bois ou des enveloppes, selon qu'il s'agit de bijoux ou de hardes, les placent dans les magasins et les en font sortir. Il y a trois préposés pour les magasins des bijoux, trois pour les hardes et trois pour le linge. Ils sont aidés par des gagistes. Les préposés de chaque magasin sont solidairement responsables de tout dommage causé par leur fait ou par celui de leurs subordonnés. Les conservateurs des bijoux fournissent un cautionnement de 2,000 florins, et ceux des hardes ou du linge, un cautionnement de 1,000 florins.

Les bijoux se trouvent, en général, dans de bonnes conditions de conservation; il en est autrement des autres articles qui sont placés dans la grande, mais très-humide église d'un ancien couvent, dont les bâtiments sont affectés au mont-de-piété. Aussi y a-t-il lieu à des plaintes fréquentes et justes.

Les difficultés apportées à l'engagement et au dégage ment, et la détérioration résultant de l'emmagas inage, éloignent beaucoup de monde du mont-de-piété, qui est fréquenté surtout par les classes pauvres.

Le prêt est fait pour un an ; cependant la vente des articles ne se fait que le seizième mois. Le renouvellement n'est pas accordé pour les objets susceptibles de se détériorer, et qui doivent être dé gagés au bout d'un an ; il n'est admis que pour les bijoux, les montres, les objets en or et en argent et le linge qui doivent être soumis à une nouvelle appréciation.

La vente a lieu aux enchères publiques ; dans le cas où le prix d'adjudication ne couvre pas le prêt, l'appréciateur en est responsable, mais on n'exige de lui l'intérêt qu'à 4 p. $\frac{9}{10}$.

M. Rientzen thaler, dans son rapport précité, signale le mode vicieux suivi pour la vente, et les inconvénients qui en résultent pour le public et pour l'établissement ; inconvénients qui résultent non-seulement de la mauvaise distribution du bureau de la vente, mais encore, et surtout, de l'accaparement, que nous avons constaté partout, par un certain nombre de marchands qui éloignent systématiquement le public.

Nous trouvons dans le même rapport quelques documents statistiques sur le nombre des opérations d'engagement.

En 1780, le nombre des prêts avait été de 40,000

En 1791, de 47,116

Depuis cette époque, il s'est accru notablement, ainsi qu'il résulte des chiffres suivants :

NOMBRE DES PRÊTS :

1823.	73,600
1824.	75,000
1825.	80,889
1826.	88,739
1827.	90,934
1828.	91,943
1829.	95,457
1830.	101,496
1831.	97,562
1832.	95,823
1833.	92,352
1834.	97,432
1835.	97,638
1836.	»
1837.	101,268
1838.	114,253

M. Buck, dans son rapport au ministre Rother, porte le nombre des prêts effectués en 1839 à 120,000 pour la somme de 1,600,000 florins.

L'intérêt perçu sur les emprunteurs est de 12 p. % par an.

Les bénéfices et les bonis prescrits sont versés dans la caisse des hôpitaux ¹.

¹ Rapport du trésorier Rietzenhaler au gouvernement, en 1838. — En allemand.

Rapport de M. Buck, directeur du mont-de-piété de Berlin sur l'organisation du mont-de-piété impérial et royal à Vienne, adressé à Son Excellence le ministre Rother, à Berlin. — En allemand.

VI

BOHÈME.

MONT-DE-PIÉTÉ DE PRAGUE.

M. Arnould, de Liège, a bien voulu nous communiquer la note suivante adressée par la chancellerie autrichienne à la légation belge sur le mont-de-piété de Prague. Nous donnons à peu près textuellement cette pièce officielle.

Au gouverneur général de la Bohême :

« Conformément au décret du gouvernement du 22 janvier dernier, n° 3,201, et à l'obligation qui m'y est imposée de vous remettre un exposé succinct de l'établissement de prêt impérial et royal, et de la manière de procéder conformément aux instructions qui le dirigent, le soussigné a l'honneur de vous transmettre ce qui suit :

» Afin de venir en aide aux classes pauvres dans des moments de détresse par des prêts, sans exiger des intérêts trop élevés, et afin de ne pas mettre à la charge du public les frais considérables d'entretien occasionnés par l'agrandissement de la maison de travail, il fut érigé par décret de Sa Majesté Marie-Thérèse, en date du 4 septembre 1747, un établissement de prêt dans la ville de Prague, semblable à celui qui se trouvait déjà dans la ville de Vienne, chargé de recevoir, tous les jours ouvrables, les différents gages, à l'exception des lits, des effets de peloterie, des effets publics, de même que des papiers publics et privés, après estimation faite par les experts jurés.

» Le prêt se faisait sur l'or et l'argent d'après la valeur des monnaies, déduction faite des intérêts; sur les pierres précieuses, pour un tiers ou

un quart; sur les autres objets, pour les deux tiers de l'estimation en argent.

» Pour la sûreté des parties, de même que pour le maintien d'un crédit permanent, la banque fut déclarée établissement public de l'État, par décret du 26 mai 1770, et elle fut garantie par la caisse publique. Il fut, en même temps, ordonné, pour obvier à des embarras d'argent éventuels, que non-seulement les capitaux de la maison des pauvres et des Enfants-Trouvés, mais encore les fonds déposés judiciairement dans le pays, seraient mis à la disposition de l'établissement.

» Par contre, il fut imposé à l'établissement, en vertu d'un décret du 1^{er} avril 1776, de payer annuellement à la maison des Enfants-Trouvés une somme de 350 florins, et, en vertu d'un décret du 10 avril 1789, de payer à la maison de travail, outre la somme de 2,600 florins, fixée antérieurement, une somme annuelle de 4,000 florins, faisant ensemble 6,600 florins. L'établissement fut autorisé, dans le cas d'un manque d'argent, à faire des emprunts à des particuliers à l'intérêt de 4 p. $\frac{1}{2}$ %, intérêt qui fut élevé plus tard à 5 p. $\frac{1}{2}$ %. Mais on enleva en même temps au mont-de-piété le droit de disposer des sommes déposées judiciairement.

» Actuellement, l'établissement se trouve dans des conditions telles qu'il n'a plus besoin d'avoir recours à des emprunts particuliers, ni à aucune autre espèce de secours.

» L'établissement ayant été créé, ainsi qu'il a été dit plus haut, pour venir en aide aux nécessiteux, il fut fait défense expresse à tout particulier, sous les peines établies contre l'usure, de recevoir plus de 4 p. $\frac{1}{2}$ % sur l'argent prêté sur gage. On supprima toutes les maisons particulières de prêt sur nantissement où l'on tenait des livres irréguliers.

» On imposa aux parties, même dans le cas de retrait des gages avant l'écoulement de quatre semaines, de payer cependant l'intérêt des sommes prêtées pour quatre semaines, comme étant le délai le plus court. Elles durent donner immédiatement avis de la perte des reconnaissances, afin qu'il fût pris telle mesure que de droit.

» L'établissement fut autorisé à vendre tous les objets non retirés au bout d'un an et six semaines. Le surplus de la somme produite par la vente fut laissé à la disposition de l'emprunteur pendant trois ans et dix-huit semaines, après l'écoulement desquels ces sommes furent attribuées au mont-de-piété.

» Dans le cas où un objet volé, mais non déclaré ou décrit d'une manière suffisante, avait été mis en gage, le propriétaire ne pouvait le retirer qu'en remboursant à l'établissement la somme prêtée.

» Les particuliers furent autorisés à faire vendre dans les ventes mensuelles de l'établissement des objets qui n'avaient pas été déposés, moyennant un droit de 5 p. $\frac{1}{2}$ %.

» Toutes ces dispositions sont en vigueur.

» L'administration fut organisée originairement en 1747, ainsi qu'il suit :

» Un bailli.

» Un adjoint au bailli.

» Un gardien des gages et son adjoint.

» Un secrétaire.

» Un portier.

» Plus tard, jusqu'à l'année 1770, le personnel fut porté à onze employés, savoir :

» Un bailli.

» Un caissier.

» Un employé de la caisse.

» Un greffier.

» Un teneur de journal.

» Un secrétaire et un praticien.

» Deux gardiens des gages,

et deux appréciateurs auxquels on adjoignit plus tard un appréciateur de montres dont les fonctions furent confiées, par décret du 6 septembre 1770, au priseur des bijoux.

» En vertu du décret du 14 mai 1768, on introduisit, en 1770, un changement complet dans l'administration, et on la divisa en deux sections, dont l'une fut chargée inclusivement de la réception des objets précieux, et l'autre, des autres objets. Cette division a été maintenue, et le personnel de l'administration se compose de vingt-trois employés.

» La direction et la surveillance de tout l'établissement, de même que la tenue des comptes généraux et mensuels, du contrôle, de la caisse principale et de crédit, de la contre-fermeture de tous les dépôts de gages, de la correspondance générale avec le gouvernement de Sa Majesté, sont confiées à un bailli tenu de demeurer dans l'établissement, et auquel on exige un cautionnement de 3,000 florins. Les autres fonctionnaires sont également obligés de fournir, pour la sûreté de leur gestion, des cautionnements comme il suit :

» Chaque caissier.	1,000 florins
» Chaque gardien de gages.	2,000
» L'adjoint du gardien.	100 »
» L'appréciateur des objets précieux.	2,000 »
» L'appréciateur des objets mobiliers.	1,500 »

» Chacun est tenu de remettre journallement au bailli un résumé de ses opérations pour être inscrit au registre général, et pour la tenue des comptes mensuels.

» Les pièces de comptabilité ainsi rédigées sont adressées mensuelle-

ment, de même que les comptes trimestriels et le compte annuel à la Chambre des comptes impériale et royale, et un état de situation mensuel des recettes et dépenses est transmis au gouverneur général pour être envoyé au gouvernement de Sa Majesté. Une décharge générale annuelle, après vérification des comptes, est donnée, par la Chambre des comptes et par l'intermédiaire du gouverneur général, au directeur de l'établissement.

» Les fonds du mont-de-piété sont placés dans quatre caisses différentes, savoir : 1^o la caisse principale, dont le bailli est chargé, et dont il a une clef ainsi que les deux caissiers; 2^o la caisse du crédit, de laquelle le bailli est seul gardien; 3^o deux caisses particulières confiées aux deux caissiers. Chacune de ces trois dernières caisses ne peut contenir au delà de la somme formant le cautionnement des employés, et, si l'argent vient à manquer, on en retire successivement de la caisse principale.

» Il a été établi, à la fin de 1840, qu'il y avait eu pendant cette année 103,321 dépôts, et que les sommes prêtées s'étaient élevées à 355,083 florins. Il était résulté des prêts un bénéfice net de 49,307 florins 23 k^{rs}.

» L'intérêt prélevé autrefois sur les prêts était de 10 5/6 p. $\frac{1}{10}$. Il a été réduit, par décret du 1^{er} décembre 1838, à 8 p. $\frac{1}{10}$.

» On perçoit sur les objets vendus un droit de 6 4/6 p. $\frac{1}{10}$.

» Le droit de prise est fixé à 5/6 p. $\frac{1}{10}$.

» Avec le produit de l'établissement, on paye les traitements, les pensions, les frais de bureau et d'entretien, et, en général, tous les autres frais, et le surplus est affecté à augmenter le capital de l'établissement, qui est actuellement de 332,483 florins 27 k^{rs}.

» Dans l'origine, le mont-de-piété était sous la direction d'une commission qui était chargée en même temps de la maison des pauvres et des maisons de correction. Un décret du 2 mai 1784 le plaça sous l'autorité immédiate du gouverneur général.

» En vertu d'un décret du 22 juin 1815, il jouit des mêmes privilèges que les autres administrations de l'État.

» La nomination aux différents emplois, la mise à la retraite et les révolutions appartiennent directement au gouvernement de Sa Majesté, après avoir entendu préalablement les propositions du directeur. »

Dans la note transmise à la Légation belge, et datée de Vienne, le 19 mars 1844, la Chancellerie intime déclare que les renseignements fournis sur le mont-de-piété de Prague donnent un aperçu de l'organisation des établissements de cette espèce en Autriche, et que l'on s'occupait de la question de la réunion des caisses d'épargne aux monts-de-piété.

VII

LOMBARDO-VÉNÉTIE.

MILAN.

Le mont-de-piété de Milan, fermé en 1796, fut rétabli en 1802.

En vertu d'un décret du 4 décembre 1806, il reçut dans sa caisse, pour augmenter le fonds de roulement, les sommes appartenant aux personnes admises dans les hospices et les dépôts judiciaires dont les propriétaires étaient inconnus. En 1807, tous les établissements de bienfaisance ayant été réunis dans les mains d'une seule administration, dite congrégation de charité, qui entra en fonctions en 1808, le mont-de-piété passa sous cette nouvelle direction, qui s'occupa activement de lui créer des ressources. Un arrêté de 1810 assujettit tous les prêts au paiement d'un demi-centime pour franc d'intérêt par mois, soit 6 p. $\frac{1}{2}$, qui est encore le taux actuel, lequel se divise ainsi :

Intérêts des fonds prêtés.	4 p. $\frac{1}{2}$.
Frais de garde et d'administration.	2 p. $\frac{1}{2}$.
Ensemble.	6 p. $\frac{1}{2}$.

Le mois commencé est perçu en entier, et les fractions d'un centime comptent pour un centime et sont prélevées par l'administration.

Par décret du 19 juillet 1819, l'empereur François I^{er} ayant ordonné la dissolution de la congrégation de charité, le mont-de-piété a été placé sous la surveillance d'un directeur honoraire qui, de concert avec l'autorité provinciale, veille à la régularité des opérations de l'établissement.

Un règlement du 19 avril 1831 a adjoint au directeur un secrétaire inspecteur qui est, en même temps, chef de la comptabilité.

Anciennement le mont-de-piété se composait de deux divisions dis-

tinctes de nom, mais situées dans le même local; l'une était appelée Saint-Joseph, et l'autre Saint-Charles. En 1841, on a créé un autre bureau; de sorte qu'il y a aujourd'hui le chef-lieu (*monte principale*) et la succursale (*monte filiale*).

Les engagements et les dégagements se font alternativement de deux jours l'un au *monte principale* et au *monte filiale*.

Un arrêté de 1810 avait fixé le maximum des prêts à 25 livres ¹, sauf, en certains cas, où ils pouvaient s'élever à 50 livres. Une décision ministérielle de 1812 porta ce maximum à 300 livres. Aujourd'hui, on peut prêter 350 livres et même davantage, si les ressources de la caisse le permettent. Le maximum des sommes à porter sur une reconnaissance est limité à 2,100 livres.

Les avances sont calculées sur les 9/10 de la valeur des objets en or et en argent, et sur les 2/3 de la valeur des autres objets.

Les articles or et argent ou précieux au-dessus de 20 livres sont seuls admis au renouvellement.

La durée du prêt est d'une année; ce délai expiré, l'article est vendu et le boni remis au porteur de la reconnaissance, laquelle est considérée comme un titre au porteur. Le boni non retiré se prescrit par trois ans au profit de l'administration.

Les engagements de 1805 à 1810 se sont élevés, en moyenne, à 16,000 articles. De 1811 à 1825, cette moyenne a été de 23,800 articles, et le capital en circulation de 550,000 livres.

En 1833, le capital du mont-de-piété était de 671,000 livres. Sur cette somme, les établissements de charité possédaient. . . 441,000 liv.

Et le mont. 230,000

Somme égale. 671,000 liv.

Ce capital avait fourni en 1830, 36,126 prêts pour la somme de 963,550 l. ².

En 1837, le mont-de-piété a reçu 57,472 articles sur lesquels il a été prêté 4,511,951 livres, soit en moyenne 26 l. 30 c.

Au 31 décembre de cette année, le fonds de roulement était de 1,106,098 l.; il se composait ainsi :

Capital appartenant à l'établissement.	348,403 l. 18 c.
Capital placé à 4 p. $\frac{1}{2}$ par les établissements de bienfaisance.	374,864 85
Capital emprunté à 4 p. $\frac{1}{2}$ à des particuliers.	382,830 81

Somme égale. 1,106,098 l. 84 c.

¹ L'écu de 6 livres (scudo) vaut 5 fr. 45 c.

² Rapport au ministre de l'Intérieur sur les établissements de bienfaisance de l'Italie, par Cerfberr, p. 126. 1840

Du compte de 1848 ci-joint, il ressort que le capital en circulation était de 4,575,849 l. 07 c. Les opérations présentent les résultats suivants :

ENGAGEMENTS ET RENOUVELLEMENTS.

116,697 articles pour 2,030,865 l.

Moyenne générale des articles engagés.	17 l. 40 c.
Moyenne des articles précieux.	34 17
Moyenne des articles divers.	9 50

RENOUVELLEMENTS.

5,825 articles pour 504,685 l.

Moyenne des articles renouvelés, 86 l. 64 c.

Proportion des articles renouvelés sur les articles engagés, 15.58 p. %.

DÉGAGEMENTS.

103,764 articles pour 2,047,264 l.

Moyenne générale, 19 l. 77 c.

VENTES.

11,097 articles pour 136,711 l.

Moyenne des articles vendus.	12 l. 32 c.
Produit de la vente.	188,843
Moyenne par article.	17

Proportion des articles vendus sur les articles engagés, 9.50 p. %.

BONIS.

44,360 l. 06 c.

Moyenne par article, 3 l. 72 c.

Sur cette somme, il a été remboursé aux emprunteurs 36,984 l. 77 c. et prescrit au profit de l'administration 2,933 l. 68 c.

Frais généraux d'administration, y compris les intérêts des fonds empruntés, 94,052 l. 68 c.

Dans la somme de 94,052 l. 68 c., les traitements des employés sont compris pour 29,082 l. 50 c.

Moyenne par article engagé ou renouvelé, 0 l. 75 c.

BÉNÉFICES NETS.

6,026 l. 49 c.

Le mont-de-piété de Milan est un de plus beaux établissements de l'Italie; ses règlements méritent d'être étudiés.

Nous saisissons, avec empressement, l'occasion de donner à l'admi-

nistrato de M. Casati tous les éloges qui lui sont dus, et de le remercier de la bienveillance avec laquelle il a mis à notre disposition les documents relatifs au mont-de-piété qu'il dirige avec tant de distinction¹.

TABLEAU DES OPÉRATIONS DU MONT-DE-PIÉTÉ DE MILAN
EN 1848.

	ENGAGEMENTS.						RENOUVELLEMENTS.						DÉGAGEMENTS.						VENTES DES LIVRES PIÉGÉS.																	
	ON ET AGENT.						TOTAL.																													
	Articles.	Somma.	Articles.	Somma.	Articles.	Somma.	Articles.	Somma.	Articles.	Somma.	Articles.	Somma.	Articles.	Somma.	Articles.	Somma.	Articles.	Somma.	Articles.	Somma.	Articles.	Somma.	Articles.	Somma.	Articles.	Somma.	Articles.	Somma.	Articles.	Somma.						
Chef-lieu.	20,602	L. 818,041. ⁰⁰	37,850	L. 371,663. ⁰⁰	4,017	L. 390,961. ⁰⁰	54,294	L. 1,768,508. ⁰⁰	49,470	L. 778,756. ⁰⁰	4,796	L. 50,396. ⁰⁰	11,097	L. 136,711. ⁰⁰	193,843. ²²																					
Succursale.	16,756	L. 458,678. ⁰⁰	41,490	L. 382,483. ⁰⁰	1,868	L. 113,724. ⁰⁰	49,470	L. 778,756. ⁰⁰	4,796	L. 50,396. ⁰⁰	11,097	L. 136,711. ⁰⁰	193,843. ²²																							
	37,357	L. 1,276,719. ⁰⁰	79,340	L. 754,146. ⁰⁰	5,885	L. 504,685. ⁰⁰	103,764	L. 2,547,264. ⁰⁰	103,764	L. 2,547,264. ⁰⁰	11,097	L. 136,711. ⁰⁰	193,843. ²²																							
	BONL.												PRÉLÈVÉS DES CAPITAUX EN CIRCULATION.												CAPITAL EN CIRCULATION.											
	REVENUS.						PAÏÉS.						PRÉLÈVÉS.						PRÉLÈVÉS.						PRÉLÈVÉS.											
	Articles.	Somma.	Articles.	Somma.	Articles.	Somma.	Articles.	Somma.	Articles.	Somma.	Articles.	Somma.	Articles.	Somma.	Articles.	Somma.	Articles.	Somma.	Articles.	Somma.	Articles.	Somma.	Articles.	Somma.	Articles.	Somma.	Articles.	Somma.	Articles.	Somma.						
Chef-lieu.	6,302	L. C. 26,380. ¹⁵	6,019	L. C. 24,541. ¹³	330	L. C. 1,994. ⁹⁹	330	L. C. 1,994. ⁹⁹	61,336. ⁰⁵	L. C. 61,336. ⁰⁵	56,985. ²⁵	L. C. 56,985. ²⁵	1,013,376. ²¹																							
Succursale.	4,796	L. C. 14,979. ⁹¹	3,923	L. C. 12,400. ⁸⁴	798	L. C. 958. ⁸⁹	798	L. C. 958. ⁸⁹	35,743. ¹²	L. C. 35,743. ¹²	37,007. ⁴³	L. C. 37,007. ⁴³	502,472. ⁸⁶																							
	11,097	L. C. 41,360. ⁰⁶	9,942	L. C. 36,941. ⁷⁷	618	L. C. 2,953. ⁸⁸	618	L. C. 2,953. ⁸⁸	106,079. ¹⁷	L. C. 106,079. ¹⁷	94,002. ⁶⁸	L. C. 94,002. ⁶⁸	1,575,849. ⁰⁷																							

¹ Piano pel monte di pieta in Milano, del 20 giugno 1840, coi cenni delle successive modificazioni. — Regolamento per la pignorazione pel monte di pieta di Milano e monte filiale. 1844. — Dimostrazione della gestione pignoratoria dei monti principale e filiale di pieta di Milano nell'anno 1848.

VENISE.

Nous n'avons pas obtenu de renseignements statistiques assez certains sur le mont-de-piété de Venise, pour les consigner ici. Si nous mentionnons cet établissement, c'est à cause de cette particularité qu'il est réuni à la caisse d'épargne et qu'il fonctionne avec les fonds versés par les déposants.

La caisse d'épargne paye 4 p. % d'intérêt ; le mont-de-piété perçoit 7 p. %, savoir :

6 p. % d'intérêt proprement dit,

1 p. % pour délivrance de chaque reconnaissance.

Le minimum des prêts est de 50 centimes. Il n'y a pas de maximum déterminé ; l'insuffisance des ressources de la caisse serait la seule cause qui pût limiter les avances faites par le mont-de-piété.

La durée du prêt est de six mois ¹.

PAVIE.

Fermé en 1796, lors de l'occupation française, le mont-de-piété de Pavie a été ouvert le 31 mars 1828, le conseil municipal ayant voté 60,000 l. à titre de dotation. Un autre somme de 10,000 l. provenant de la même source, vint accroître, en 1838, les ressources de l'établissement.

Le minimum des prêts est de 2 l. et le maximum de 300 l. ; toutefois, le directeur a la faculté de prêter jusqu'à 600 l.

L'intérêt est de 6 % auquel il faut ajouter le droit de prise qui est de. 40 p. %

Ensemble. 46 p. %

En outre, il est perçu un droit fixe de 10 centimes pour la reconnaissance.

Le mois commencé compte pour un mois entier.

Les droits exigés par le mont-de-piété sont très-élevés, et cependant ils ont subi une réduction notable en 1845.

M. Cerberr, dans le rapport que nous avons déjà cité, a fait, à ce

¹ Regolamento del Veneto monte di pieta e della cassa di Risparmio, approvato nel governativo decreto 16 maggio 1839.

sujet, des remarques judicieuses qui n'ont peut-être pas été sans influence sur les modifications survenues dans la fixation des droits. Le résultat des réformes opérées a été d'accroître les engagements dans une forte proportion. En 1844, 9,307 prêts avaient été effectués ; en 1845, il y en a eu 13,285. En 1846, le fonds de roulement était de 121,628 l.

La durée des prêts est d'une année : les gages sont vendus le treizième mois. La proportion des articles vendus aux articles engagés est de *deux pour cent* seulement.

Le mont-de-piété de Pavie fait une exception aux autres monts-de-piété de l'Italie, mais nous ne pouvons l'attribuer qu'à l'état précaire de sa caisse et à des circonstances fortuites qui l'ont encore amoindrie.

Il suffit de jeter les yeux sur la substantielle brochure publiée, en 1846, par M. Barozzi, directeur de l'établissement, pour être convaincu que l'administration ne se propose qu'un but, celui de donner un secours efficace aux nécessiteux, et qu'elle poursuivra ce but avec une persévérante énergie.

En effet, elle a pris pour devise la pensée exprimée par Sacchi, pensée qui était aussi celle de l'auteur du rapport de l'an XII au Corps législatif : « Il monte debba essere regolato in modo che ne perda, ne abbia un lucro riproverole. »

VIII

RUSSIE.

LOMBARDS DE SAINT-PÉTERSBOURG ET DE MOSCOU.

Damaze de Raymond donnait, en 1812, les indications suivantes, relativement au prêt sur gage en Russie :

Il y a à Saint-Petersbourg, parmi les établissements de commerce remarquables, un lombard. C'est une espèce de banque où l'on prête sur gage à un intérêt déterminé. Le taux du prêt et de l'intérêt varie suivant la nature des objets engagés. Les plus précieux sont ceux pour lesquels on obtient le moins et on paye le plus ; la raison en est que l'établissement trouve plus difficilement des acquéreurs pour des objets d'un grand prix que pour ceux qui sont d'une valeur ordinaire et d'un usage réel, et qu'ainsi l'argent peut demeurer fort longtemps en repos et ne rentrer que très-tard. On ne reçoit pas d'objets au-dessus de 25 roubles (100 fr.) mais on prend jusqu'à des terres et des châteaux.

Les gages sont vendus trois semaines après l'échéance indiquée par le billet. Le lombard est établi dans l'hôtel connu sous le nom de Ro-brniski¹.

Nous n'avons pu vérifier l'exactitude de ce renseignement que nous croyons cependant devoir reproduire, attendu que le *tableau de l'empire de Russie* est un ouvrage estimé.

Quoi qu'il en soit, si l'organisation du lombard admettait, en 1812, indistinctement des prêts sur gage et sur hypothèque, il n'en est plus ainsi actuellement. La Russie possède des institutions de crédit foncier²

¹ *Tableau de l'empire de Russie*, t. II, sect. II, ch. VII, p. 453.

² Voir l'instruction sur les emprunts des institutions de crédit de l'empire sur gage

et, à côté, des établissements de prêt sur gage pour les effets mobiliers.

Le document que nous mettons sous les yeux du lecteur est authentique, et, à défaut de données statistiques, nous pouvons offrir l'organisation légale du prêt sur gage. Cette organisation est analogue à celle de nos monts-de-piété; les lombards de Saint-Petersbourg et de Moscou sont des établissements d'utilité publique qui prêtent à un taux modéré, sous la surveillance de l'autorité. La spéculation privée n'entre pour rien dans leurs opérations dont les bénéfices sont attribués à une institution de bienfaisance, la maison d'éducation des Enfants-Trouvés.

1° Le lombard est établi dans le but de venir en aide à tous ceux qui ont besoin d'argent, et de les affranchir des usuriers.

2° C'est une succursale de la maison impériale d'éducation des Enfants-Trouvés; par conséquent, il est garanti par cette maison.

3° Les opérations du lombard sont les suivantes : 1° Engagement sur objets mobiliers; 2° dégageant; 3° renouvellement; 4° vente des objets engagés.

4° Les bureaux du lombard sont ouverts à Saint-Petersbourg tous les jours, excepté les jours de fêtes et de réjouissance et pendant la semaine sainte; à Moscou, le lundi, le mercredi et le vendredi, sauf les exceptions indiquées ci-dessus. Le samedi, les bureaux s'occupent à régler leurs comptes, et l'on vend les objets délaissés qui n'ont pas été retirés en temps utile.

DU PRÊT.

5° L'administration, en cas de besoin, emprunte les capitaux qui lui sont nécessaires à la caisse d'épargne en lui payant l'intérêt de ces capitaux.

6° On reçoit en gage les objets de luxe, tels que diamants, pierreries, perles, montres, tabatières et tous autres objets en or et en argent, ainsi que l'or et l'argent en lingots, pourvu que ceux-ci portent la marque du contrôle. A Moscou, le lombard prend aussi les billets de la caisse d'épargne de cette ville.

7° L'établissement ne reçoit pas les tableaux religieux ni, en général, les objets appartenant au culte.

8° Les objets désignés dans le § 6 sont acceptés de toutes personnes même inconnues, et on délivre une reconnaissance dans la forme prescrite.

de biens immeubles, ou liquidation détaillée des intérêts et du capital pour les prêts de 15, 26 et 37 ans, avec les ordonnances sur les prêts des banques d'emprunt et des caisses d'épargne, sur gage de biens immeubles.

Saint-Petersbourg, 1847. Typ. de K. Wingeleer. — En russe.

Les domestiques en livrée, les hommes de peine et les enfants mineurs ne peuvent rien engager sans autorisation.

9° Un engagement composé de plusieurs articles doit être accompagné d'un bordereau détaillé des dits articles ; si ce bordereau n'est pas présenté par l'emprunteur, il est dressé par les employés du bureau où l'engagement est effectué.

Yu le plus grand nombre d'engagements opérés par le lombard de Saint-Petersbourg que par celui de Moscou, on donne une désignation sommaire dans le premier et désignation détaillée dans le second.

10° Lorsque l'engagement comprend plusieurs articles ou lorsque le nantissement exige un soin particulier, il n'est reçu qu'autant qu'il est renfermé dans une caisse, un porte-manteau ou une boîte.

11° Le lombard n'est pas responsable des objets volés. En cas de réclamation faite par le propriétaire de ces objets, celui-ci doit prouver son droit de propriété, et alors, d'après une décision du conseil d'administration, il est autorisé à dégager ces objets, ou, s'ils ont été vendus, à toucher le boni, s'il y en a.

12° Le lombard fait l'appréciation des objets offerts à l'engagement, afin de déterminer la somme qui peut être prêtée, et, dans le cas de perte du nantissement, d'en payer la valeur intrinsèque.

13° L'estimation faite, on fait connaître au porteur de l'objet la somme maximum qui peut être prêtée; s'il l'accepte, l'objet est engagé; dans le cas contraire, il lui est immédiatement rendu.

14° Les nantissements sont emmagasinés avec le plus grand soin et ils doivent être rendus exempts de toute détérioration. Toutefois le lombard ne répond pas de la conservation des émaux auxquels les changements de température et surtout les grands froids sont nuisibles.

15° L'or et l'argent étant moins sujets aux changements de valeur que les autres objets, on a établi, en ce qui les concerne, une proportion fixe dans le prêt.

A Moscou, le montant des sommes à prêter est réglé pour les nantissements en or et en argent aux trois quarts de leur valeur, pour les diamants à la moitié, et pour les perles au tiers. Les billets de la caisse d'épargne de Moscou ne sont reçus que sous la réserve que la somme avancée avec les intérêts ne dépasse pas la somme déposée à la caisse d'épargne.

Au lombard de Saint-Petersbourg, on prête sur l'or et l'argent les trois quarts de leur valeur, et sur tout autre objet, la moitié.

16° Sur les diamants appelés *solitaires*, quelle que puisse être d'ailleurs leur valeur intrinsèque, on ne prête pas, à Saint-Petersbourg, plus de mille roubles d'argent (4,000 fr.); à Moscou, plus de neuf cents roubles pour chaque pièce (3,600 fr.), à cause des difficultés que présenterait la vente de ces objets, dans le cas où ils ne seraient pas dégagés.

17° Sur des bijoux et parures en diamants qui peuvent être séparés sans inconvénient, on prête, à Saint-Petersbourg, plus de mille roubles d'argent (4,000 fr.) et, à Moscou, plus de neuf cents (3,600 fr.). On peut prêter, pour un seul engagement, jusqu'à sept mille cinq cents roubles (30,000 fr.), mais il faut que les objets aient été présentés au conseil d'administration et que celui-ci ait accordé son autorisation.

18° Pour obvier au dépôt d'objets dans le seul but de leur conservation, il est défendu de prêter moins d'un quart de leur estimation.

19° Pour éviter les menus comptes, le prêt se fait en nombres ronds.

A Saint-Petersbourg, le minimum des prêts est de deux roubles (8 f.) et, à Moscou, d'un rouble, cinquante copecks d'argent (6 fr.).

20° Le lombard de Moscou prête pour douze mois et celui de Saint-Petersbourg pour six mois. Un mois de grâce est accordé à l'emprunteur. Si, le délai expiré, l'objet n'est pas dégagé, ou si, conformément aux statuts du lombard de Saint-Petersbourg, l'engagement n'a pas été renouvelé, l'objet est mis en vente aux enchères publiques.

21° Les nantissements emmagasinés au lombard ne garantissent que la dette contractée envers cet établissement qui reste complètement étranger aux négociations qui pourraient être faites des reconnaissances.

22° En cas de contrefaçon d'une reconnaissance présentée au lombard, le bureau, avec le consentement du tuteur honoraire, en fait rapport immédiatement au conseil tutélaire et en attendant le résultat de l'enquête, le nantissement est frappé d'opposition.

Toutefois, si le terme de prêt échoit avant la fin de l'enquête et si le renouvellement n'est pas opéré au moyen du paiement des intérêts, le nantissement est vendu, suivant la règle générale.

DU DÉGAGEMENT.

23° Le porteur de la reconnaissance peut dégager le nantissement qui y est désigné, même après le terme échu, si le nantissement n'a pas été vendu publiquement, en remboursant au mont-de-piété la somme prêtée et les intérêts dus pour le temps écoulé.

24° L'intérêt est fixé à six pour cent, et il est perçu par quinzaine. La quinzaine commence du jour de l'engagement; elle se perçoit en entier alors qu'elle ne serait pas complètement écoulée.

25° Si le terme du prêt tombe un dimanche, ou un jour de fête ou un jour non désigné pour le dégagement, alors, le premier jour de l'ouverture du bureau, on perçoit les intérêts pour le terme écoulé et on y ajoute une quinzaine, parce que l'emprunteur pouvait dégager ou renouveler avant l'expiration du terme.

26° Les intérêts sont perçus en chiffres ronds, d'après la monnaie en circulation.

27° C'est au porteur de la reconnaissance en personne que le nantissement est délivré, et, s'il quitte la salle où la délivrance a été faite sans avoir fait de réclamation, il est considéré comme devant être pleinement satisfait, et la responsabilité du directeur et de la maison des Enfants-Trouvés est à l'abri contre toute réclamation postérieure.

28° Si, au moment du dégagement, le porteur de la reconnaissance présente une réclamation relative au nantissement, il ne doit pas le recevoir, et il est tenu d'adresser immédiatement sa plainte soit au chef du bureau, soit au directeur lui-même. Et, en cas de non satisfaction, la réclamation doit être portée au tuteur honoraire qui, suivant les circonstances, règlera lui-même l'affaire et lui donnera la solution qu'elle comporte, ou en saisira le conseil tutélaire.

DU RENOUVELLEMENT.

29° Les emprunteurs au lombard, après l'expiration du terme de six mois ou d'un an désigné ci-dessus et du terme de grâce, ont le droit de renouveler leur engagement pour un temps égal à celui de l'engagement primitif.

30° Celui qui, dans le courant du mois de grâce, ne renouvelle pas son engagement, est privé de ce droit et il est obligé de dégager, sinon le nantissement est vendu aux enchères publiques.

31° Pour le renouvellement, il faut représenter la reconnaissance originale de l'objet engagé et payer les intérêts de la somme prêtée, de la manière prescrite pour les dégagements.

32° Pour obvier aux inconvénients qui résulteraient du changement de valeur des objets, tous les nantissements doivent être appréciés de nouveau, et, en cas de diminution de valeur, l'emprunteur est tenu de payer la différence, de manière que le montant du prêt soit proportionné à la nouvelle estimation.

33° Au moment du renouvellement, l'emprunteur doit se présenter en personne ou se faire représenter par un fondé de pouvoir, afin de reconnaître si le nantissement est bien entier, et de payer la différence, s'il y a lieu.

34° Si l'emprunteur, au moment de la vérification, croit avoir à faire quelque réclamation, il agit comme dans le cas où le nantissement lui est délivré par dégagement.

DE LA VENTE.

35° Les objets non dégagés ou renouvelés dans le terme fixé et dans le mois de grâce, sont vendus publiquement, excepté depuis le 15 mai jusqu'au 15 septembre, temps pendant lequel les ventes n'ont pas lieu.

36° L'acheteur aux enchères qui ne solde pas intégralement le montant de la vente est tenu de payer le dixième, comme garantie de paiement.

37° Si l'acheteur ne solde pas dans le délai de sept jours, il perd l'acompte qu'il a versé, et le nantissement est de nouveau remis en vente.

38° Sur le produit de la vente, on prélève le montant du prêt y compris les intérêts et les frais de vente et d'affiche, s'il y a lieu, à raison de un copeck par rouble. L'excédant est remis à l'emprunteur.

Le lombard de Moscou qui, comparativement à celui de Saint-Petersbourg, reçoit un petit nombre de gages, annonce, dans les journaux, les objets dont le terme de l'engagement est expiré.

A St-Petersbourg, les frais de vente sont fixés à 4 p. % de son produit.

39° Le porteur de la reconnaissance de l'objet vendu reçoit la différence, sur la seule représentation du titre. Il a le droit de vérifier sur le registre si la somme qui lui est remise est bien celle qui lui est due.

40° L'emprunteur touchant ainsi les fonds qui lui appartiennent, quand il le veut, il ne lui est pas accordé d'intérêts pour cause de retard dans le paiement.

41° Celui qui, dans l'espace de dix ans, à partir du jour de la vente, n'a pas retiré la différence ou boni, est désormais privé de ce droit, et la somme est prescrite et acquise au profit de la maison des Enfants-Trouvés.

DES RECONNAISSANCES PERDUES.

42° Les emprunteurs doivent garder soigneusement les reconnaissances qui leur sont délivrées ; car l'objet engagé est remis à la personne qui rembourse le prêt et présente la reconnaissance.

43° Dans le cas de perte de la reconnaissance, l'emprunteur doit en faire une déclaration écrite au lombard, renfermant la description détaillée des objets composant le nantissement, l'époque de l'engagement, le montant du prêt, et, s'il se le rappelle, le numéro de la reconnaissance.

44° Si après vérification, le nantissement est reconnu, l'administration le frappe d'opposition, et la personne qui a fait la déclaration dont il est parlé en l'article précédent, est tenue de faire insérer dans les journaux, une annonce indiquant la perte de la reconnaissance, avec invitation de la remettre au lombard. Si elle est représentée, l'opposition est levée. Dans le cas contraire, l'opposition est maintenue pendant six mois, à compter du jour de la dernière publication. Si, dans ce délai, l'objet engagé n'a pas été revendiqué, la reconnaissance délivrée est considérée comme nulle, et celui qui a fait la déclaration de perte est autorisé à dégager ou à recevoir un nouveau titre.

45° Si le terme de l'engagement vient à échoir pendant le délai dont

est mention en l'article qui précède, l'auteur de la déclaration est tenu de payer les sommes dues pour le renouvellement ou le dégagement.

D'après M. de Watteville, le nombre annuel des prêts du lombard de Saint-Pétersbourg serait de 70,000, représentant une valeur de 10,000,000 de fr.; soit, en moyenne, 143 fr. environ.

Le lombard de Moscou ferait 6,000 prêts pour 3,000,000 de fr., ce qui élève la moyenne à 500 fr. ¹.

Il résulterait de ces chiffres que les classes pauvres n'auraient pas d'accès aux lombards, ou du moins que la majeure partie des opérations de ces établissements serait effectuée au profit des classes moyennes, ce qui s'expliquerait naturellement par la situation faite au peuple par le despotisme moscovite.

¹ Rapport au ministre de l'Intérieur sur l'administration des monts-de-piété, 1850, p. 104.

IX

BAVIÈRE.

MUNICH.

La banque royale de prêt de Munich (*Königlichen privilegirten Pfand*) est un établissement municipal administré par le magistrat de la ville, selon les règlements de l'édit communal, avec la coopération des procureurs de la commune et sous l'inspection de l'autorité départementale.

En 1834, Munich possédait deux monts-de-piété, en 1835 il a dû en être créé un troisième.

Un règlement en date du 11 novembre 1834, signé du bourgmestre et approuvé par l'autorité supérieure, a maintenu les privilèges conférés à la Banque par l'ordonnance du 25 juin 1754 et réglé, ainsi qu'il suit, les conditions du prêt.

Le droit d'emprunter est absolu, en ce sens que toute personne, quelle qu'elle soit, est admise à opérer un engagement sans être obligée de justifier de son identité et de son droit sur l'objet qu'elle offre en gage. Il est même permis de donner un nom autre que le sien.

Sont cependant exceptés les enfants, les individus en état d'ivresse ou privés de raison. S'il s'en présente de cette catégorie, on doit leur prendre les objets sur lesquels ils demandent un prêt et envoyer les dits objets à la préfecture de police.

Dans le cas d'engagement d'objets volés, le propriétaire a droit de les retirer, mais après remboursement préalable du capital et des intérêts.

Tous les effets mobiliers sont susceptibles d'être engagés, sauf ceux d'une nature encombrante ou dangereuse, les lettres de change, les

brevets de pension ou de solde. Les vases sacrés des églises et les objets marqués aux armes du roi ne sont reçus qu'après justification de la propriété.

Les papiers publics de Bavière sont admis suivant leur cours.

L'estimation des gages est faite par des appréciateurs spéciaux, et les avances sont calculées sur l'estimation ; mais il est permis d'emprunter une somme moindre.

Le minimum des prêts est fixé à 1 florin ¹.

La reconnaissance donnée en échange du nantissement et qui renferme les désignations ordinaires, est marquée du cachet de la banque et, en outre, du timbre du caissier et du contrôleur.

La durée du prêt est d'une année. Un délai de quatorze jours est accordé pour dégager ou renouveler.

Le dégagement a lieu sur la représentation de la reconnaissance et moyennant le remboursement du prêt en capital et intérêts. Les réclamations relatives aux objets engagés doivent être faites au moment même du dégagement. La responsabilité de la banque cesse dès que les nantissements sont acceptés sans observations.

Le renouvellement s'opère à la condition de payer les intérêts échus. La banque peut refuser de renouveler les articles susceptibles de détérioration.

Le taux de l'intérêt est de 8 p. $\frac{1}{2}$ de 2 florins à 150 florins, de 6 $\frac{1}{2}$ p. $\frac{1}{2}$ de 151 à 999 florins, et de 5 $\frac{1}{2}$ p. $\frac{1}{2}$ de 1,000 fl. et au-dessus.

Il est calculé par mois de trente jours à dater du jour de l'engagement ; le mois commencé est dû en entier.

Tous les articles qui n'ont pas été dégagés ou renouvelés dans le délai de un an et quatorze jours sont vendus par la voie des enchères publiques.

Le droit de vente est de 2 kreutzers par florin. L'excédant de la vente est tenu pendant un an à la disposition de l'ayant-droit et prescrit ensuite au profit de l'établissement.

Les bénéfices de la banque sont appliqués à la maison d'asile des orphelins et à la maison d'accouchement.

La banque de prêt fonctionne au moyen d'une dotation primitivement fournie par la ville et de fonds empruntés à 3 p. $\frac{1}{2}$. Les placements au-dessus de 1,000 florins sont remboursables à la volonté des prêteurs. Au-dessus de 1,000 florins, les prêts faits à l'établissement ne sont remboursés qu'à un ou plusieurs mois, suivant l'importance de la somme. La ville délivre des obligations revêtues de son sceau et signées du bourgmestre.

A la fin de 1850, les capitaux ainsi empruntés s'élevaient à 1,188,680

¹ Le florin de Bavière est d'une valeur de 2 fr. 16 c.

florins. Cette même année, les opérations des deux établissements ont présenté les résultats suivants :

ENGAGEMENTS.

205,000 articles pour 1,191,200 florins.

RENOUVELLEMENTS.

17,750 articles pour 443,624 florins.

DÉGAGEMENTS.

162,900 articles pour 970,280 florins.

VENTES.

9,498 articles pour 49,923 florins.

Nous avons l'honneur d'offrir nos remerciements à M. Bauer, premier bourgmestre de Munich qui a bien voulu nous fournir ces renseignements sur la banque royale de prêt.

X

SAXE.

LEIPZIG.

Comme la banque de prêt de Munich, celle de Leipzig (*Leih-Haus*) est une institution communale, placée sous la direction et la garantie de la municipalité.

Elle est ouverte, tous les jours, de huit heures et demie à midi, les jours de fêtes exceptés.

La banque prête sur tous les effets mobiliers autres que des livres, tableaux et objets d'une valeur trop minime. Le minimum du prêt est d'un thaler ¹, et le maximum de 208 thalers. Il peut être prêté davantage avec l'autorisation du député de la banque.

Sur les objets précieux, les étoffes de laine, de soie ou de toile, le linge et les vêtements, on prête le tiers ou la moitié de la valeur d'estimation ; sur les métaux, les trois quarts de cette valeur.

L'établissement ne répond pas des avaries survenues aux nantissements pour cause de séjour en magasin, quand il n'y a pas de la faute des employés. Il n'est garant que de celles provenant de l'incendie, et, dans ce cas, il paye le prix d'estimation, déduction faite des intérêts échus.

La durée du prêt est d'un mois seulement. Toutefois, l'emprunteur peut faire prolonger l'engagement pendant six mois. Après ce délai le nantissement est mis aux enchères, et alors un nouveau délai de quinze

¹ Le thaler de Saxe vaut 3 fr. 25 c.

jours est accordé pour le retrait du gage ; mais alors l'emprunteur doit payer, en sus des intérêts et droits, les frais de mise aux enchères.

Le renouvellement est admis ou plutôt le rengagement : le nouveau prêt qui est effectué moyennant le paiement de l'intérêt et la remise de la reconnaissance n'étant pas considéré comme une prolongation de la première opération, mais comme une opération distincte et indépendante du prêt primitif.

L'intérêt exigé par la banque est de 8 p. % par an, ou de deux *groschen* par *thaler*. Le premier mois se paye en entier ; on calcule ensuite par quinzaine, soit 1 pfennige par *thaler*. Indépendamment de l'intérêt, il est perçu, au moment de l'engagement, des droits fixes de reconnaissance et d'estimation d'après les bases suivantes :

Jusqu'à 36 *thalers*, 1 pfennige par *thaler* ;

Jusqu'à 50 *thalers*, 3 *groschen* en tout ;

Jusqu'à 100 *thalers*, 4 1/2 *groschen* ;

Jusqu'à 125 *thalers*, 7 1/2 *groschen* ;

Jusqu'à 150 *thalers*, 9 *groschen* ;

Jusqu'à 175 *thalers*, 10 1/2 *groschen* ;

Jusqu'à 200 *thalers*, 12 *groschen*.

Le droit fixe de reconnaissance et d'estimation renechérit considérablement le prêt. Il équivaut, en effet, à 2 p. % pour les prêts de 1 à 36 *thalers* (de 3 fr. 25 à 147 fr. »). Or, la durée du prêt étant limitée à un mois, le droit fixe équivaut à. 24 p. %.

Si l'on y ajoute l'intérêt. 8

Le taux du prêt est de. 32 p. %.

Le droit de vente est de 1 *groschen* par *thaler*, soit de 1 p. % environ. L'excédant de la vente est conservé pendant douze mois, et le porteur de la reconnaissance peut le retirer en payant 1/4 p. % pour le dépôt. Après l'année révolue, le boni appartient à la banque.

Le règlement renferme une disposition importante relative aux articles volés qui ont donné lieu à engagement.

En général, l'établissement n'est pas responsable, et le propriétaire de l'objet n'est admis à le retirer qu'autant qu'il rembourse le prêt en capital et intérêt. Cependant, si l'engagement a eu lieu après l'avis de détournement donné à la banque, portant la désignation de l'objet, et dans les trois mois qui ont suivi le dit avis, le propriétaire rentre en possession de l'article engagé, sans bourse délier autrement qu'en payant de 2 à 8 *groschen* pour droit d'enregistrement¹.

¹ Nachricht für diejenigen welche beim Leihhause zu Leipzig pfänder versehen.

XI

VILLES LIBRES.

FRANCFORT-SUR-LE-MEIN.

La banque de prêt (*pfandt-hause*) de Francfort date de 1739; les règlements qui la régissent sont ceux du 20 janvier 1739 et du 9 juin 1744.

Placée sous la haute direction du conseil de la ville, la banque de prêt est régie par quatre députés choisis dans le sein du dit conseil. Ces députés sont tenus d'assister à tour de rôle, au nombre de deux, aux opérations de l'établissement. Les engagements et les dégagements ont lieu en leur présence, le lundi, le mercredi et le vendredi, avant midi, et de 8 heures à 11 en été, de 9 heures à 11 en hiver, et, après midi, de 2 heures à 4 heures. Deux séances sont consacrées aux renouvellements, le mardi et le jeudi après midi. Les ventes ont lieu les mêmes jours.

Les capitaux nécessaires à la banque sont fournis, en partie, par la caisse municipale, en partie par les établissements de bienfaisance (*pils corporibus*), les dépôts judiciaires et les emprunts faits à des particuliers, à un taux modique convenu entre parties.

L'emprunteur n'est pas tenu de donner son nom, mais dans le cas où il lui convient de le faire, la reconnaissance n'en est pas moins au porteur : seulement, dans ce dernier cas, le nom est porté en marge du registre, pour faciliter les recherches si des réclamations étaient adressées à l'administration.

L'engagement des objets susceptibles de détérioration facile ou qui pourraient exposer la banque à des pertes, tels, par exemple, que des tableaux, des glaces, des lettres de change, des obligations, etc., n'est pas accordé. Sur tous autres objets, il est prêté; mais encore l'avance doit

être de cinq florins ¹ au moins. « Il faudrait des circonstances exceptionnelles pour que les députés fussent amenés à venir en aide aux personnes indigentes, » porte l'article 8 du règlement de 1739. Ainsi, ce n'est pas pour celles-ci que la banque a été ouverte, c'est pour la classe moyenne, la bourgeoisie.

Le quantum du prêt, par rapport à la valeur du nantissement dépend de la nature de l'objet offert en gage.

Sur les étoffes de laine on prête la moitié de l'estimation, sur les métaux d'après la base ci-après :

Sur l'or et l'argent, $\frac{2}{3}$; sur les bijoux, $\frac{1}{2}$; sur le $\frac{1}{2}$ kilog. de cuivre 70 centimes ; de laiton et d'étain anglais, 52 centimes ; d'étain de Francfort, 43 centimes.

Le prêt est consenti pour un mois au moins, un an au plus.

La durée ordinaire des engagements portant sur des objets susceptibles d'avaries, tels que des étoffes de laine, est de trois mois ; mais les députés ont le droit de reculer le terme du prêt, selon qu'ils le jugent convenable.

L'intérêt des prêts de 1,000 florins et au-dessus (2,600 fr.) est de 5 p. $\frac{1}{2}$; les prêts inférieurs payent également 5 p. $\frac{1}{2}$ d'intérêt, et, en outre, 1 p. $\frac{1}{2}$ à titre de frais généraux d'administration ; ensemble 6 p. $\frac{1}{2}$.

Les articles qui n'ont pas été dégagés ni renouvelés dans le temps fixé pour la durée du prêt sont vendus aux enchères publiques, et, après remboursement du capital et des intérêts et droits, l'excédant reste à la disposition du porteur de la reconnaissance pendant trois ans qui commencent à courir du jour de la vente ; s'il n'est pas retiré dans ce délai, il devient la propriété de l'établissement ².

¹ Le florin de Francfort vaut 2 fr. 60 c.

² Ordnung des neu errichteten Pfandt-Hauses cum gratis et privilegio magistr. Francfurt.

XII

ESPAGNE.

MADRID.

L'Espagne ne possède qu'un petit nombre de monts-de-piété dont les principaux sont ceux de Madrid et de Barcelone. Nous n'avons pu nous procurer des renseignements officiels que sur le premier, dont l'organisation ne laisse pas que d'offrir un certain intérêt, car elle diffère, dans des points importants, de celles que nous avons étudiées jusqu'ici.

Les statuts qui régissent le mont-de-piété datent du 23 novembre 1844; l'établissement dépend du ministère de l'Intérieur; il est placé sous l'autorité d'un conseil supérieur composé du chef politique de Madrid, du directeur de la caisse d'épargne, du vicaire ecclésiastique, du premier chapelain des royales déchaussées ou d'un ecclésiastique constitué en dignité, de deux membres du conseil de la caisse d'épargne, du chef de la comptabilité et du secrétaire de l'établissement.

L'intervention du directeur et de deux membres du conseil d'administration de la caisse d'épargne s'explique tout naturellement par ce fait, que cette caisse alimente, en grande partie, le mont-de-piété avec les fonds qui lui sont versés par les déposants, et qu'elle lui prête à 5 p. $\frac{1}{2}$.

Le conseil supérieur a la haute direction de l'établissement; il approuve les budgets et les comptes, contrôle les opérations, règle les conditions des prêts, nomme les employés subalternes et propose au ministre de l'Intérieur des candidats pour remplir les fonctions de chefs de service, etc. Il tient séance tous les trois mois.

Sous les ordres du conseil supérieur, fonctionne un conseil d'administration formé du directeur, de deux membres du conseil de la caisse

d'épargne qui remplissent les fonctions d'inspecteurs du mont-de-piété, et des autres chefs, savoir : du chapelain, curateur des ventes, du chef de la comptabilité, du garde-magasin, du caissier et du secrétaire.

Le mont-de-piété reçoit en nantissement les objets mobiliers, tels que hardes, bijoux, marchandises neuves, lingots, etc.; il reçoit de plus le papier au porteur de l'Etat et toutes autres valeurs appréciables.

Les prêts sur hardes et bijoux se font pour un an au plus : ils peuvent être renouvelés deux fois, ce qui porte à trois ans la durée maximum du prêt.

Les prêts sur titre au porteur ont lieu pour quatre mois ; ils peuvent également être renouvelés deux fois, d'où il suit que leur maximum de durée ne peut pas excéder une année.

L'appréciateur doit prêter les $\frac{3}{4}$ de la valeur vénale sur les hardes, les $\frac{2}{3}$ sur les bijoux, et dans l'une ou l'autre de ces proportions sur le papier.

Les articles non renouvelés à l'expiration de douze mois ou de quatre mois ou qui ne sont pas dégagés après trois années ou une année, selon la catégorie à laquelle ils appartiennent, sont vendus, savoir : les inscriptions de rentes, à la Bourse, au cours du jour, par le ministère d'un agent de change, choisi, à cet effet, par l'administration ; et les autres articles, à la salle des ventes du mont-de-piété.

Le boni est conservé pendant dix ans à la disposition de l'emprunteur ; ce délai passé sans réclamation, il est prescrit pour l'administration. Avant le décret de 1844, les bonis étaient imprescriptibles.

Pendant un grand nombre d'années, le mont-de-piété de Madrid a prêté gratuitement ; l'extension de ses opérations et la nécessité qui en est résultée de recourir à l'emprunt, l'ont obligé d'exiger 6 p. $\frac{1}{2}$ de ses emprunteurs. Le renouvellement donne lieu à un droit supplémentaire de 4 p. $\frac{1}{2}$.

Le fonds de roulement se compose des capitaux empruntés à 4 $\frac{1}{2}$ p. $\frac{1}{2}$, des dépôts gratuits, des capitaux de la caisse d'épargne, produisant 5 $\frac{1}{2}$ p. $\frac{1}{2}$ d'intérêt¹, des bons en caisse, du capital de dotation qui, au 31 décembre 1852, s'élevait à 3,009,954 r. ² 47 m. (812,688 fr. environ).

Depuis sa fondation jusqu'à 1831, le mont-de-piété a prêté à 1,085,285 personnes, 180,090,781 réaux,³ et comme chaque emprunteur vient au mont-de-piété quatre fois par an, en moyenne, cette somme divisée par quatre donne la moyenne des prêts.

¹ Le mont-de-piété emploie les fonds de la caisse d'épargne et lui paye 5 p. $\frac{1}{2}$ d'intérêt, dont 4 p. $\frac{1}{2}$ sont attribués aux déposants, et 1 p. $\frac{1}{2}$ est employé aux frais d'administration et à la constitution d'un fonds de réserve.

² Le réal vaut 0 fr. 26 c. ; le maravédis un peu moins de 1 centime, 12 maravédis répondent à 40 centimes.

³ *Manuel de Madrid*, 1831.

En 1852, il a été prêté à 39,849 personnes sur bijoux, hardes et autres articles, 12,184,670 réaux qui divisés par 4 représentent en moyenne 76 réaux par prêt.

Les 39,849 emprunteurs sont classés de la manière suivante, quant à la quotité des prêts :

De 10 à 100 réaux	19,630
De 100 à 200	10,818
De 200 à 300	3,420
De 300 à 400	1,176
De 400 à 500	850
De 500 à 600	801
De 600 à 700	388
De 700 à 800	494
De 800 à 900	223
De 900 à 1,000	436
De 1,000 à 1,500	645
De 1,500 à 2,000	328
De 2,000 à 2,500	135
De 2,500 à 3,000	96
De 3,000 à 3,500	58
De 3,500 à 4,000	63
De 4,000 à 4,500	32
De 4,500 à 5,000	38
De 5,000 à 6,000	40
De 6,000 à 7,000	33
De 7,000 à 8,000	14
De 8,000 à 9,000	24
De 9,000 à 10,000	18
De 10,000 à 25,000	55
De 25,000 à 50,000	28
De 50,000 à 75,000	6
Total.	39,849

En 1852 il a été prêté sur titres de rentes au porteur à 548 personnes 33,940,530 réaux, soit, en moyenne, à chaque personne, 61,935 r., et comme la durée des prêts sur papier de l'Etat est de quatre mois, la moyenne de chaque prêt a été de 20,644 réaux.

Réunissant les sommes prêtées par l'administration :

1° Sur gages ordinaires	12,184,670 r.
2° Sur titres au porteur	33,940,530

On obtient un total de . . . 46,122,200

Le minimum des prêts sur bijoux et hardes, *prestamos de alhajas*, est de 10 réaux; il n'y a pas de maximum, mais il est très-rare que les prêts s'élèvent à 200,000 réaux.

Le 31 décembre 1851, les articles en magasin représentaient une valeur de	10,183,626 r. 31 m.
Et les sommes prêtées en 1852, ...	12,181,670
Ensemble.	22,365,296 r. 31 m.

Les dégagements effectifs ou par renouvellements s'étant éle-

vés en 1852 à	12,343,426 r. 8 m. }	12,708,357 r. 14 m.
Et les ventes à	364,931 r. 6 m. }	
La différence, soit	9,656,939 r. 17 m.	

constituait le solde en magasin au 31 décembre de cette année.

Au 31 décembre 1851, le solde des prêts sur titres au porteur était de	7,387,434 r.
et les sommes prêtées en 1852, à 548 personnes.	33,940,530 r.
Ensemble.	41,327,964 r.

Les dégagements effectifs ou par renouvellement

s'étant élevés en 1852 à	28,889,880 r. }	28,910,980 r.
Et les ventes à	21,100 r. }	
La différence, soit	12,416,984 r.	

constituait le solde en magasin au 31 décembre 1852.

Le rapport des articles vendus aux articles engagés (*prestamos de alhajas*) est de 4,33 p. %. La vente par suite de prêt sur titres au porteur (*prestamos sobre papel del Estado*) est à peu près nulle.

Le compte *profits et pertes* donne, pour 1852, les résultats suivants :

Produit des intérêts à 6 p. % par dégagements et ventes et intérêts abandonnés par la caisse d'épargne de ses fonds de réserve en 1850.	4,197,691 r. 21 m.	
Payement à la caisse d'épargne de l'intérêt de ses fonds à 5 p. %	656,068 r. 33 m.	} 802,936 33
Payement de l'intérêt des dépôts à 4 p. %	146,868	
Solde des intérêts en faveur du mont-de-piété.		394,754 22
Frais d'administration.	88,564 r. 32 m.	} 221,704 32
Traitements des employés.	133,140 r.	
Bénéfices nets.		173,049 24
Intérêts des titres 3 p. % légués au mont-de-piété.		19,263 08
Total du capital acquis à l'établissement.		192,312 32

En résumé, la situation générale de l'établissement, au 31 décembre 1852, s'établissait ainsi :

CAPITAL ACTIF		CAPITAL PASSIF.	
	r. m.		r. m.
Solde en magasin.	22,073,923.17	Dépôts à 4 p. %	3,593,800.00
» en caisse.	610,466.13	» gratuits.	833,062.00
Total.	22,684,389.30	Cautionnements.	63,100.00
Dû à divers.	19,674,435.13	Caisse d'épargne.	14,786,664.17
Solde en faveur du mont- de-piété.	3,009,954.17	Bonis.	381,181.11
		Coupons.	1,590.00
		Fonds pieux.	15,047.19
		Total.	19,674,435.13

Comme l'Italie et le Piémont, l'Espagne possédait autrefois des institutions charitables chargées de venir au secours des populations rurales. Townsend avait remarqué ces établissements à Malaga et à Valence. Les *montes-pios* étaient des banques de province établies pour prêter de l'argent sans intérêts ni gages aux fermiers. De ces mêmes fonds, on fournissait dans la Galice des bateaux et des filets aux pêcheurs.

Le capital des *montes-pios* provenait des bénéfices ecclésiastiques vacants et des effets des chanoines décédés, *espolios y vacantes*¹. Nous ignorons si ces utiles établissements sont encore en activité. Sous le même nom, il existait aussi des caisses de secours formées par les corporations ouvrières pour les vieillards, les infirmes, les veuves et les orphelins².

Nous devons à l'honorable directeur des monts-de-piété de Madrid, M. Ramon Duran de Corps, les renseignements statistiques que nous avons publiés sur ce bel établissement, et des explications qui nous ont permis de rendre un compte exact de ses opérations. Nous le prions de recevoir l'expression de notre gratitude.

¹ Townsend, *Voyage en Espagne* dans les années 1786 et 1787, t. III, p. 43 et 266.

² Discurso sobre la educacion popular de los artesanos y su fomento, § 8. De las cofradías gremiales y del establecimiento en su lugar de montes pios para ancianos, enfermos, viudas y pupilos del arte u oficio. — Madrid, 1775.

XIII

PORTUGAL.

Le Portugal n'a pas de mont-de-piété proprement dit : le prêt sur gage est livré à l'industrie privée qui prélève en moyenne 60 p. $\frac{1}{2}$ sur les opérations.

Les désordres qui résultent de cet état de choses ont porté le gouvernement à accorder, en 1854, à MM. le marquis de Bemposta e Suberra et Antonio da Cunha Souto Mayor, le privilège d'établir des monts-de-piété à Lisbonne ainsi que dans les autres villes de Portugal et les îles adjacentes.

Le maximum de l'intérêt est de 6 p. $\frac{1}{2}$. La compagnie est autorisée, en outre, à percevoir pour les dépenses d'administration, de prise, de garde et d'assurances, un droit fixe de 4 p. $\frac{1}{2}$.

La compagnie générale du prêt sur gage n'a pas encore commencé ses opérations.

Cette concession ne porte pas atteinte aux droits acquis de toute corporation déjà existante à laquelle pareille faveur aurait été accordée, non plus qu'aux droits de celles qui viendraient à s'organiser dans le but de faire des prêts sur gage à leurs associés exclusivement.

Lisbonne possède, depuis 1840, un mont-de-piété de ce genre. Le but de cet établissement est défini par l'art. 2 des statuts ; il consiste à prêter secours aux associés, à leurs parents à certains degrés et même à des étrangers à défaut de parents ; à donner des dots à des pensionnaires célibataires, à fonder une caisse d'épargne, à faire des prêts sur gage et à escompter les appointements aux associés ¹.

¹ Estatutos do monte pio geral creado por empregados publicos em 1840, empiados e reformados em 1843.

Le monte pio fondé primitivement pour les employés publics a été ouvert, en 1843, à toute personne des deux sexes, âgée de 60 ans au plus et jouissant d'une bonne santé, à condition de justifier de ses moyens d'existence, de souscrire pour 50,000 reis ¹ au moins, 800,000 reis au plus qui doivent être payés soit en une seule fois, soit par à-comptes mensuels, suivant un tarif général, et de se conformer au règlement de la société.

A partir de 25 ans, les associés indépendamment de la contribution mensuelle, sont tenus de payer la première année et à partir de 26 ans et 36 ans, dans les deux et trois premières années un surplus (a joia) en rapport avec la pension à obtenir, pension qui, pour une souscription de 100,000 reis, varie de 25,000 reis à 50,000.

Le prêt sur gage se fait avec les fonds disponibles de la société et particulièrement avec les fonds de la caisse d'épargne réunie à l'établissement.

On prête sur effets mobiliers d'une valeur minimum de 600 reis, en calculant le prêt sur la moitié ou les deux tiers au plus de la valeur des nantissements.

La durée du prêt varie de 1 à 6 mois; il est à terme fixe convenu au moment de l'engagement; il peut être renouvelé.

Le taux de l'intérêt est de 5 p. % par an. A ce droit général, il peut-être ajouté une prime déterminée entre les parties, lorsque le gage est un objet encombrant, d'un placement difficile ou susceptible de détérioration.

L'intérêt et la prime sont payés chaque mois.

Tout prêt qui dépasse 5,000 reis doit être accompagné de la signature de l'emprunteur, ou, si celui-ci ne sait pas écrire, de la signature d'un tiers agissant en son nom.

Pour être admis à l'engagement, il faut être connu ou assisté d'une personne connue.

Le prêt est facultatif de la part de la direction qui peut le refuser, et n'est pas tenue de faire connaître le motif de son refus, lorsqu'elle juge que le prêt serait préjudiciable à l'emprunteur ou qu'elle a doute sur la légalité de la possession de l'objet offert en gage.

La reconnaissance est passée à celui qui emprunte ou à son ordre.

Le dégagement peut avoir lieu avant la fin du terme, il est reçu des à-comptes.

En cas de perte de gage, ou d'avarie, la société est responsable du prix d'estimation et d'un quart en sus.

Faute de dégagement ou de renouvellement dans le temps voulu, le gage est vendu aux enchères publiques, un mois après l'expiration du terme. Du produit, on déduit le capital et les intérêts jusqu'au jour de la vente. L'excédant est remis à l'emprunteur.

¹ 10,000 reis valent 62 fr. 50 c. C'est la couronne. — La pièce de 5 testons ou 500 reis vaut 3 fr. 12 c. 5 m.

Ainsi le mont-de-piété est une organisation dont le but est d'assurer aux associés des pensions de retraite transmissibles à leurs enfants et, en certains cas, susceptibles d'être léguées à des étrangers.

Pour atteindre plus facilement le but proposé, le gouvernement a autorisé la société à prêter sur gage et à créer une caisse d'épargne. Les fonds de la caisse d'épargne, qui produisent aux déposants un intérêt de 3 p. $\frac{1}{2}$., sont placés à 5 p. $\frac{1}{2}$., au mont-de-piété. Le bénéfice de l'association est dans cette différence, déduction faite des frais d'administration. Le prêt sur gage est donc autorisé, comme une faveur, au profit d'une institution qui peut, sous un certain point, comme nos caisses de retraite pour la vieillesse, être considérée comme établissement d'utilité publique.

XIV

PIÉMONT.

Nous devons à la gracieuse obligeance de M. le comte de Salmour et de l'administration du mont-de-piété de Turin la communication de documents intéressants sur les établissements de prêt du Piémont¹.

Dans un rapport adressé, en 1844, au roi Charles-Albert, de glorieuse mémoire, sur la situation des institutions de charité et de bienfaisance, M. de Pralormo, ministre de l'Intérieur, a consacré un chapitre aux monts-de-piété, et il publie le résultat de leurs opérations pendant l'année 1839.

On distingue dans le Piémont deux espèces de monts. Les uns appelés *monti nummarii* ou *monti di pieta*, sont les monts-de-piété proprement dits; ils prêtent de l'argent sur gage. Les autres, *monti frumentarii* ou *granatici*, font des avances de grains pour être employés comme semence, et ils n'exigent aucun gage comme garantie de remboursement.

Les premiers sont situés dans les villes où ils offrent leurs secours aux nécessiteux; les derniers, placés particulièrement dans les communes rurales, ont pour objet de venir en aide aux agriculteurs et de provoquer des améliorations agricoles.

Nous traiterons séparément ces deux sortes d'établissements.

¹ Situazione economica degli istituti di carità e di beneficenza, 1844. Torino, stamperia reale. — Opérations des monts-de-piété existants dans les états de terre ferme de Sa Majesté sarde, pendant l'année 1845.

Regolamento del monte di pieta di Torino. — Esercizio 1848. Conto generale estratto del gran libro, e dai registri della contabilità, reso dalli signori Cugiani, segretario, ed Eidoux, liquidatore comptista, del monte di pieta di Torino.

§ 1^{er}.**Monts-de-piété.**

La situation de 1839 présente les résultats suivants :

MONTS EXISTANTS DANS LES DIVISIONS :

De Turin	8
De Gênes	8
De Coni	13
D'Alexandrie	8
De Novare	10
De Nice	6
Ensemble	<u>53</u>

Les divisions d'Aoste et de Savoie n'ont pas de monts-de-piété.

Le capital en circulation s'élevait à 3,337,578 fr. 22 c. Une somme de 5,369,414 fr. 65 c. avait été employée en prêts qui s'étaient élevés à 445,864, ce qui donne une moyenne de 12 fr. 04 c. par article.

Les dégagements avaient été opérés au nombre de . . 380,793

Les renouvellements, de 17,203

Les ventes, de 20,273

La proportion des ventes, relativement aux engagements, est donc moindre de 5 p. %.

Les charges imposées aux emprunteurs, nulles dans certains établissements gratuits, se composent dans ceux qui ne le sont pas : 1^o de l'intérêt qui varie de 2 à 7 p. %; 2^o d'un droit sur la reconnaissance, dit *dritto di bolletta*, lequel est proportionnel au montant du prêt et s'élève quelquefois jusqu'à 1 franc.

Les recettes des monts-de-piété ont atteint le chiffre de 263,444 fr. 11

Les dépenses, de 215,591 80

Excédant des recettes. . . 47,852 fr. 31

Les frais d'administration de toute nature, divisés par les articles engagés, donnent pour chacun d'eux 0 fr. 48 c.

La différence entre les recettes et les dépenses, soit 47,852 fr. 31 c.,

constitue les bénéfices qui sont employés en partie à accroître le capital de circulation et en partie à des œuvres de charité.

Le tableau des opérations pendant l'année 1845 est très-complet et il peut être considéré comme résultat normal.

Cinquante-cinq monts-de-piété existent actuellement; les plus importants sont ceux de Turin et de Gènes. Le premier a un fonds de roulement de 1,428,622 fr. 76 c.; le second de 1,401,400 fr.; viennent ensuite Saluces, avec un capital de 166,031 fr. 06 c.; Vercelli, avec un capital de 151,522 fr. 60 c.; Asti, avec un capital de 132,496 fr. 71 c.; Coni, avec un capital de 129,325 fr. 60 c.; Casal, avec un capital de 117,276 fr. 07 c.; et Alexandrie, avec un capital de 109,046 fr. 99 c. L'ensemble des fonds de roulement est de 4,314,745 fr. 84 c. C'est une différence en plus de 977,167 fr. 62 c. sur 1839.

17 monts-de-piété prêtent gratuitement.

38 » » à intérêts.

55

L'intérêt minimum est de 1 p. ‰; l'intérêt maximum est de 6 p. ‰. Le droit sur les reconnaissances équivaut, en moyenne, à 1 c. environ par article.

Les engagements montant :

En articles à	493,118
En sommes à	6,065,856 fr. 74

La moyenne des prêts est de 12 fr. 27 c. Ils se classent ainsi par séries :

Au-dessous de 5 fr.	239,701
De 5 fr. à 10 fr.	141,470
De 10 à 30 fr.	66,299
De 30 à 100 fr.	38,758
Au-dessus de 100 fr.	6,890
	493,118

Les articles dégagés s'élèvent à	447,944
» renouvelés à	23,138
» vendus à	24,609

D'où les proportions suivantes par rapport aux engagements :

Dégagements	90,83 ‰
Renouvellements	4,69 ‰
Ventes	4,99 ‰

Le produit des divers établissements est de 256,078 fr. 28 c. ainsi composé :

Intérêts des prêts.	199,150 fr. 15 c.
Droits sur les reconnaissances.	43,884 74
Droits sur les ventes	9,677 22
Bonis.	3,366 17
	256,078 fr. 28 c.

Les dépenses ne figurant pas dans le tableau ci-joint, nous ne pouvons indiquer les bénéfices.

Les résultats généraux que nous venons de présenter sont on ne peut plus favorables aux monts-de-piété piémontais. Nulle part, en Europe, les intérêts ne sont moins élevés en général; nulle part aussi les ventes ne sont réduites à un chiffre plus minime.

Toutefois, nous devons faire une observation sur le droit fixe perçu sur les reconnaissances. Ce droit est onéreux, en ce qu'il frappe tous les prêts quelle que soit leur durée, et nous n'exagerons pas en disant qu'il augmente en général l'intérêt perçu d'un quart environ; dans certains établissements, la proportion est même plus forte, à Turin, par exemple. Il serait donc à désirer que le gouvernement modifiât, sur ce point, les règlements des monts-de-piété.

Un coup d'œil sur le mont-de-piété de Turin complétera les renseignements que nous avons à donner.

- Son règlement date du 21 septembre 1840; en voici les principales dispositions :

Le capital du mont-de-piété est formé par les fonds versés dans sa caisse par des particuliers, moyennant intérêt. Il existe, en outre, une caisse de réserve alimentée par des dépôts volontaires ou judiciaires et par une partie des bénéfices et des bonis.

La compagnie de Saint-Paul est chargée de l'administration. Elle nomme, à cet effet, une commission présidée par le recteur ou le vice-recteur, et elle désigne chaque mois un de ses membres pour diriger l'établissement.

Un appréciateur est chargé de l'estimation des nantissements à ses risques et périls. Il fournit, à cet effet, un cautionnement de 15,000 fr.

Il n'y a pas de maximum pour les engagements.

L'intérêt des sommes prêtées est de 5 p. %. Il est perçu par quinzaine. Les fractions de 3 centimes appartiennent à l'établissement, celles au-dessous de 3 centimes ne sont pas exigées.

Pour faire face aux dépenses d'administration, on perçoit, en outre, un droit sur les reconnaissances en raison de la somme prêtée et d'après le tarif suivant :

Jusqu'à 3 fr.	»	5 centimes.
De 3 fr. à 10 fr.	»	15 »
De 10 à 20 fr.	»	25 »
De 20 à 50 fr.	»	35 »
De 50 à 100 fr.	»	50 »
De 100 fr. et au-dessus. . .	1 fr.	» »

La durée du prêt est de six mois ; faute d'être renouvelés ou dégagés, les articles sont vendus aux enchères publiques. Le boni non réclamé dans les trois années qui suivent la vente est prescrit au profit de l'établissement.

S'il est présenté à l'engagement des objets suspectés de vol, ils sont retenus jusqu'à ce qu'il ait été statué administrativement.

Les objets revendiqués comme volés ou pour telle autre cause que ce soit, ne sont rendus au réclamant, après justification, que moyennant le paiement en capital et intérêts de ce qui est dû au mont-de-piété, sauf le recours du réclamant contre le déposant. La preuve légale de propriété des effets réclamés n'est admise qu'en vertu d'une décision des tribunaux compétents.

L'opposition concernant ces nantissements n'empêche pas la vente dont les droits sont fixés à 5 p. %.

Si nous comparons les engagements du mont-de-piété pendant les années 1839, 1845, 1846, 1847, 1848 et le premier semestre de 1849, nous constatons les résultats suivants :

ENGAGEMENTS.

	Articles.	Somme.
1839	201,339	2,566,174 fr. 75 c.
1845	229,497	2,885,899 » »
1846	229,724	2,970,494 » »
1847	236,902	2,967,656 » »
1848	208,513	2,847,770 » »
1 ^{er} semestre 1849	94,500	» » » »

En admettant que le nombre des engagements pendant le deuxième semestre de 1849 ait été égal à celui obtenu dans le premier semestre, ce que nous ignorons, on a dû obtenir 189,000 engagements environ. Cette diminution, qui très-probablement ne sera que temporaire, ne peut être attribuée qu'aux graves événements qui se sont produits dans le Piémont. Il est, en effet, démontré que dans les temps de crises prolongées, il survient un abaissement dans les opérations des monts-de-

piété. Nous aurons également à constater ce fait à Paris et à en expliquer les causes.

Le tableau ci-joint présente la situation du mont-de-piété au 31 décembre 1848.

EXERCICE 1848.

COMPTE GÉNÉRAL DE SITUATION DU MONT-DE-PIÉTÉ DE TURIN

AU 31 DÉCEMBRE 1848.

ACTIF.	PASSIF.
Fonds de Caisse.	Dépôt des établissements de bienfaisance à 5 p. %
Espèces existant en caisse au 31 décembre 1848.	Montant total des dépôts desdits établis- sements dus au 31 décem- bre 1848.
47,770.84	336,378.97
Prêts sur gage en 1848.	Solde des intérêts de ces fonds dus au 31 décembre 1848.
Solde existant en magasin au 31 décembre 1848, conforme à l'état mensuel dudit jour, approuvé par la Commis- sion administrative; 89,003 articles, sur lesquels il a été prêté.	10,164.23
1,430,013.75	Dépôts volontaires.
Exercice 1849. — Non compte relatif à l'exercice 1848.	Montant total des dépôts volontaires dus à ladite époque.
Fonds encaissés en 1849 et dus à l'exercice 1848, pour inté- rêts des prêts appartenant audit exercice.	1,010,417.99
9,823.11	Solde des intérêts desdits dépôts.
	26,826.30
	Cautions et autres dé- pôts à 4 p. %
	Montant total des dépôts et cautions dus.
	65,697.43
	Solde des intérêts desdits dépôts.
	187.04
	Dépôts sans intérêts.
	Montant des dépôts sans intérêts.
	2,476.17
	Total général des dé- pôts.
	1,414,965.51
	Total général des in- térêts restant dus au 31 décembre 1848. 37,177.57
	37,177.57
	Bonis.
	Montant des bonis de 1848 à 1848, et dus aux emprunteurs.
	12,270.02
	Bénéfices.
	Montant des bénéfices de 1847 et des années antérieures, fai- sant un fonds propre au mont- de-piété.
	19,992.24
	Montant des bénéfices de 1848.
	1,552.36
Total égal.	Total égal.
1,487,057.70	1,487,057.70

DÉPENSES.	RECETTES.
Montant des intérêts passifs liquidés fin novembre 1848. 64,197.13	Montant des intérêts actifs. . . 82,863.75
Frais fixes d'administration comprenant les traitements des employés (30,128.60), le loyer (8,879.88) et autres divers. . . 39,093.67	Montant du droit sur les reconnaissances. 32,803.20
Frais de bureau, impression, reliure, chauffage, etc. 11,201.56	Recettes imprévues.
Total des dépenses de l'exercice 1848. 115,392.36	Bonis prescrits. 1,243.07
Moitié des bénéfices de l'exercice versés à la compagnie de Saint-Paul. 1,552.36	Bénéfice sur le change de l'or en monnaie. . . 434.22
Total égal. . . . 116,944.72	Intérêts sur des sommes empruntées par l'établissement et acquis au Mont par la prescription quinquennale. 100.70
	1,777.77 1,777.77
	Total égal. . . . 116,944.72

§ 2.

MONTS GRANATIQUES.

En 1839, les États de terre-ferme possédaient 75 monts granatiques répartis entre les divisions de Nice, de Cuneo, d'Alexandrie et de Novare. On n'en comptait pas dans les divisions de Savoie, de Turin, de Gênes et d'Aoste.

La division de Nice seule renferme 63 monts dans les localités ci-après : Castelnuovo d'Entraunes. — Guillaumes. — Lucerame (2). — S.-Martino d'Entraunes. — Ascros. — Aspramonte. — Auvare. — Berra. — Boglio. — Bollena. — Bonsone. — Castiglione. — Clanzo. — Cuebris. — Dalvis. — Entraunes. — Giletta. — Ilmonza. — La Croix. — La Penna. — La Torre. — Lieucia. — Malaussena. — Molinetto. — Peglia. — Peona. — Pierlas. — Poggetto Rostang. — Poggetto Tenieri. — Rigaud. — Rimplas. — Robione. — Roccabigliera. — Roccastrone. — Rora. — S. Leger. — S. Salvatore. — S. Stefano. — Sauze. — Scarena. — Sigalla. — Sospello. — Todone. — Toetto di Boglio. — Tornaforte. — Torretta Revest. — Venanzone. — Villanova d'Entraunes. — Villars. — Belvedere (2). — Lantosca (3). — Massoins (2). — S. Martino Lantosca (2). — Valdiplora (4).

Les monts de la division de Cuneo sont au nombre de trois, à Prunetto. — Camerana. — Torricella.

Les sept de la division d'Alexandrie sont situés à Bosco. — Castellazzo. — Castelpina. — Gamalero. — Predosa. — Sezze. — Rivalta.

Enfin, la division de Novare en compte deux à Ottobiano. — Zemme.

Aucun mont granatique ne prête gratuitement. L'intérêt est généralement de 5 p. %. Il se prélève soit en argent, soit en nature, c'est-à-dire en grains après la récolte.

En 1839, le fonds de roulement en denrées était d'une valeur représentative de 85,666 fr. 54 c.

Des grains, pour une valeur de 76,883 fr. 14 c., avaient été partagés entre 4,663 prêts, ce qui porte la moyenne des prêts à 16 fr. 48 c. La totalité des grains prêtés était de 4,257 hectolitres 32 litres, ce qui donne 0 hect. 91 lit. 30 cent. comme quantité moyenne afférente à chaque prêt.

Le renouvellement est admis pour ces opérations. Ainsi, sur les 72 prêts effectués à Rivalta, 40 ont été remboursés, et 32 renouvelés. Au reste, il est un assez grand nombre de monts où tous les prêts n'ont pas été suivis de remboursement à la fin de l'année.

En terminant cette partie de son rapport, M. de Pralormo se pose cette question : Les *monti granatici* sont-ils plus utiles pour les populations rurales que les *monti nummarii*? les prêts faits en grains sont-ils préférables à ceux faits en deniers?

En thèse générale, dit-il, il semble qu'il ne saurait y avoir de doute en faveur des premiers, surtout s'ils étaient gratuits, par la même raison que l'on doit accorder la préférence au secours en nature sur le secours en argent. Mais cet avantage diminue, et même disparaît presque entièrement dans la pratique, en ce qui concerne les monts granatiques, parce que les prêts de céréales se faisant sans gages qui en répondent, le mont est assez fréquemment exposé à perdre, faute de remboursement, et même lorsqu'il est remboursé, attendu que les grains rendus ne sont pas de la même qualité que ceux qui ont été avancés, et, dans tous les cas, il y a lieu de tenir compte du déchet et des avaries qu'ils éprouvent en magasin. Il est encore un autre inconvénient commun à tous les secours donnés en nature, c'est que les prêts peuvent facilement être détournés de leur destination qui est de fournir des moyens immédiats de subsistance aux familles pauvres ou d'être employés aux travaux de l'agriculture.

Quoi qu'il en soit, les monts granatiques du Piémont partent du même principe que celui qui a présidé à la fondation des banques agricoles, en Prusse et en Allemagne, et ils paraîtraient devoir être plus utiles, là où la culture est susceptible d'extension.

C'est ce que l'on remarque dans la Sardaigne. M. Albert de la Mar-

mora nous fournit, à ce sujet, de curieux renseignements ¹, et, bien que leur date soit déjà ancienne, et que la situation qu'il dépeint ait été modifiée par les changements politiques survenus dans la Constitution de ce pays, nous pensons devoir les reproduire.

On appelle, en Sardaigne, *monte di Soccorso*, mont de secours, un établissement destiné uniquement à encourager et à soutenir l'agriculture; il a des succursales nommées *giunte locali*. Chaque ville ou village a une de ces juntas composées du chanoine *prébendé* ou du recteur, du curé le plus ancien, du baron ou de son représentant (*regidor*), et, en leur place, du major de justice; d'un censeur qui est secrétaire de l'administration, et enfin d'un dépositaire. Ces juntas sont subordonnées à une *giunta diocesana* qui est présidée par l'évêque, et composée de plusieurs conseillers, parmi lesquels il y a un censeur diocésain; elles communiquent par son intermédiaire avec la *giunta generale* établie à Cagliari. Cette dernière est présidée par le vice-roi, et composée du régent, des trois premières voix des *stamenti* ², de l'intendant général du royaume, du président de la société agraire et de quatre autres personnages désignés par le gouvernement, enfin d'un censeur général qui siège à Cagliari et remplit les fonctions de secrétaire.

Les *giunte locali* ne peuvent, sous aucun prétexte, appliquer les fonds des monts à un autre objet que celui auxquels ils sont destinés, savoir : de fournir aux agriculteurs, et, de préférence, aux indigents, à l'époque des semailles, les grains nécessaires pour ensemençer les terres, ou bien l'argent indispensable pour l'achat de bœufs de labour et d'instruments aratoires, ou bien encore, pour les mettre à même, à l'approche du printemps, de faire face aux dépenses qu'exigent l'extirpation des plantes nuisibles, le travail des champs, la moisson, etc.

Tous les ans, à la mi-septembre, on publie dans les villages une proclamation par laquelle toutes les personnes qui ont des terrains préparés pour les semailles, soit à la charrue, soit à la bêche, sont invitées à se présenter, à un jour fixe, devant l'administration du lieu (*giunta locale*) pour y demander la quantité de grains dont elles croient avoir besoin, et déclarer le nombre de bœufs de labour, la quantité et l'étendue des terrains qu'elles ont préparés. Les besoins de chacun ayant été constatés par une visite faite sur les lieux par le censeur local, assisté de cinq prud'hommes (*probi uomini*), les demandes sont soumises à la junta diocésaine. Lorsque celle-ci les approuve, les cultivateurs reçoivent, au jour fixé pour la distribution, le blé ou l'orge que l'on choisit de la meilleure qualité possible, et qu'ils s'obligent à rendre à l'époque de la

¹ Voyage en Sardaigne, de 1819 à 1825.

² Les *stamenti* sont la réunion des trois ordres ou états de Sardaigne, royal, militaire et ecclésiastique. Le président de chaque *stamento* est appelé la première voix.

moisson avec l'intérêt d'un demi-*imbutto* par *starello*, c'est-à-dire d'un seizième (6 1/4 p. %).

Dans le cas où la quantité des grains distribués à titre de prêt serait moindre que celle existant en magasin, et où ce qui reste courrait risque de se gâter, l'administration distribue cet excédant par égales portions à tous les habitants du village ; mais ceux-ci ne sont tenus de restituer à la récolte que les quantités reçues. Cette distribution est, ainsi que la première, sous la responsabilité du censeur local qui doit prélever les grains sur le champ même.

Les secours en argent sont divisés en deux classes ; une moitié est destinée à subvenir à l'achat des bœufs et instruments de labourage, et l'autre moitié aux dépenses des moissons, etc.

Il est expressément défendu aux employés de l'administration du mont de participer à ces emprunts. Les bœufs et instruments achetés par ce moyen servent de garantie à l'établissement pour la somme qu'il a prêtée, et l'intérêt est réglé au taux modique de 1 1/2 p. % d'un mois de septembre à l'autre. Ce terme est de rigueur. Les grains récoltés et rassemblés sur l'aire répondent des avances faites pour les frais de la moisson.

Les secours étant ainsi donnés soit en nature, soit en argent, il en résulte que le mont de secours est naturellement divisé en deux parties qui, bien qu'elles tendent au même but, celui d'aider et de favoriser l'agriculture, sont cependant administrées séparément. On distingue, par conséquent, le *monte granatico* du *monte nummario* ; leur réunion forme le *monte di soccorso*.

Les fonds du *monte granatico* consistant exclusivement en grains, sont prêtés et remboursés en nature, tandis que ceux du *monte nummario*, quoique dérivant de la vente des céréales obtenues par *roadia* ou autrement, doivent toujours être réduits en argent auquel on ajoute la vente du blé excédant la dotation du *monte granatico* ainsi que les legs qui peuvent être faits à l'établissement ou les amendes payées en sa faveur.

Chaque junta doit annuellement prendre une certaine quantité de blé et d'orge pour la semence par *roadia* ainsi qu'un terrain destiné à la recevoir.

La *roadia* consiste dans le labourage et l'ensemencement gratuits de ce terrain par tous les habitants du village, tenus d'y concourir, chacun par une journée de travail avec ses bœufs ou autrement, sous peine d'une amende : les bergers seuls sont exempts de cette corvée. Les travaux gratuits se bornent à ceux qui précèdent la récolte ; la moisson, le battage, le vannage des grains et leur transport dans le magasin du mont, sont payés par l'administration. Toutefois, si des laboureurs n'ont pas été compris dans les corvées précédentes, ces derniers travaux restent à leur charge.

Les magasins des monts de secours sont munis de trois serrures différentes dont les clefs respectives sont déposées, l'une chez le recteur ou vicaire ou bien le vice-curé de l'endroit, l'autre chez le censeur local, et la troisième chez le dépositaire. La même chose a lieu pour la caisse qui contient le numéraire et celle qui renferme les papiers relatifs à l'administration.

Le censeur et le dépositaire qui sont, à proprement parler, les principaux fonctionnaires de chaque junta locale, sont nommés tous les trois ans, sur la proposition des autres membres réunis, du syndic et du conseil de la commune. Le changement de ces employés ne peut s'effectuer dans la même année, afin qu'il y en ait toujours un au courant des affaires. Le premier est principalement chargé de faire observer les règlements; il remplit les fonctions de secrétaire. Le second, qui doit aussi être toujours choisi parmi des personnes d'une probité et d'une capacité reconnues, ajoute à ses fonctions de membre de l'administration celle que le nom de sa qualité indique : il administre les deux monts qui lui sont particulièrement confiés et dont il est responsable. Les personnes revêtues de ces deux emplois peuvent y être confirmées, si elles s'en sont bien acquittées; le conseil peut, dans le cas contraire, les remplacer. Les fonds des monts sont réputés faire partie du patrimoine public de la ville ou du village où ces établissements sont situés, et, en cette qualité, ils jouissent de plusieurs privilèges.

Si après avoir soldé toutes les dettes, complété les deux dotations en grains et en espèces et s'être pourvue d'un bon magasin, l'administration d'un canton jugeait à propos de destiner une partie des sommes restantes à des dépenses d'utilité publique, par exemple, à la réparation des chemins communaux, à la construction d'une fontaine ou d'une digue, au dessèchement d'un marais, à la subsistance et à l'éducation des enfants trouvés ainsi qu'à la dot de jeunes filles pauvres, elle doit s'adresser au vice-roi qui est autorisé à prendre en considération de si justes demandes.

La Sardaigne est redevable à Charles-Emmanuel III, des *monti granatici* et *nummarii* qui, créés en 1767, n'avaient subi en 1825 que de légères modifications.

La Sardaigne fournissait avec la Sicile une grande quantité de blé aux Romains. Envahie par les Sarrasins au VIII^e siècle, successivement occupée par les Pisans, les Génois, les Espagnols, avant de passer à la maison de Savoie, en 1720, elle fut le théâtre de guerres incessantes, de massacres et de pillages, auxquels, il faut ajouter les ravages de pestes fréquentes. Aussi la population diminua-t-elle sous ces influences et la culture fut-elle négligée. Telles furent les causes extérieures de la décadence de la Sardaigne; des calamités produites par

des circonstances particulières, et les institutions féodales finirent d'écraser ce malheureux pays.

« Qu'on se figure, dit M. de la Marmora, un paysan dénué de tout, empruntant pour ensemer, labourant un terrain qu'il loue pour une seule saison et souvent éloigné de plusieurs lieues de chemin de son habitation, se trouvant fort heureux quand la dîme et les autres redevances ne lui enlèvent pas, à l'instant même de la moisson, la moitié ou plus de sa récolte, enfin exposé, chaque jour, à des corvées sans nombre. Telle est l'agriculture en Sardaigne. »

Cette peinture d'une terre désolée par la servitude nous rappelle la promenade de Saint-Preux sur le lac de Genève. Après avoir fait admirer à Julie les riches et charmantes rives du pays de Vaud, où la quantité des villes, l'innombrable foule du peuple, les coteaux verdoyants et parés de toutes parts forment un tableau ravissant, où la terre offre au laboureur, au pâtre, au vigneron le fruit assuré de leur peine que ne dévore point l'avidité publicain, il lui montrait le Chablais sur la côte opposée, pays non moins favorisé de la nature et qui n'offre pourtant qu'un spectacle de misère, et il lui faisait distinguer les différents effets des deux gouvernements pour la richesse, le nombre et le bonheur des hommes. « C'est ainsi, lui disait-il, que la terre ouvre son sein fertile, et prodigue ses trésors aux heureux peuples qui la cultivent pour eux-mêmes. Elle semble sourire et s'animer au doux spectacle de la liberté; elle aime à nourrir des hommes. Au contraire les tristes masures, la bruyère et les ronces qui couvrent une terre à demi déserte annoncent de loin qu'un maître absent y domine et qu'elle donne à regret à des esclaves quelques maigres productions dont-ils ne profitent pas¹. »

Il appartient au gouvernement patriotique et éclairé du Piémont de rendre à la Sardaigne son antique prospérité. L'énergie qu'il déploie pour déraciner les vieux abus et soustraire le pays aux influences qui l'ont asservi et appauvri, triomphera de tous les obstacles. Le commerce, l'industrie, l'agriculture ne fleurissent que là où règne la liberté politique et civile.

¹ *Nouvelle Héloïse*, 4^e partie, lettre XVII.

OPÉRATIONS DES MONTS-DE-PIÉTÉ EXISTANTS DANS

PENDANT

PROVINCES.	NOMBRE des Monts-de-Piété dans chaque PROVINCE.	FONDS de BOULENSET.	INTERÊTS P&C, %.	INDICATION, PAR SÉRIE, DES PRÊTS APPROUVÉS						TOTAL
				de moins de 5 fr.	de 5 francs à 12 fr.	de 12 fr. à 20 fr.	de 20 fr. à 100 fr.	de plus de 100 fr.		
TURIN (ville de).	2	1,128,892.76	1 gratuit et l'autre 2 p. 0/0.	107,187	70,949	24,658	23,341	8,899	229,497	
TURIN (Province de).	3	85,863.77	1 gratuit et l'autre à 2 p. 0/0.	16,560	4,869	2,150	813	11	81,308	
FIGUEROA.	1	81,164.78	2 p. 0/0.	5,892	8,874	2,384	652	145	9,100	
ALEXANDRIE.	1	109,016.99	à 1 fr. à 1 1/2 et 2 p. 0/0.	8,387	8,407	2,924	291	+	18,985	
ACQUY.	2	22,861.19	2 à 2 et 1 à 2 p. 0/0.	107	856	1,170	2,913	+	4,146	
TORTONE.	1	10,000.	2 p. 0/0.	1,116	385	2	+	+	1,501	
CASAL.	1	117,578.07	2 p. 0/0.	2,918	5,421	715	317	89	2,751	
ASTI.	1	138,106.72	2 p. 0/0.	4,918	4,336	8,985	437	44	18,304	
CHIAVARI.	1	11,789.46	de 2 1/2 à 2 p. 0/0.	472	868	287	121	2	1,752	
LEVANTE.	3	22,200.42	4, 2 et 0 p. 0/0.	2,371	684	280	122	82	3,799	
CONI.	2	129,336.80	8, 3, 4 et 2 p. 0/0.	2,718	2,718	2,507	842	29	2,644	
MONDOVI.	4	79,638.33	2 gratuits, 1 1/2 et 2 p. 0/0.	4,012	2,579	1,678	272	+	8,440	
GÈNES (ville de).	1	1,491,600.	2 p. 0/0.	47,318	28,201	12,873	8,085	4,314	96,890	
NOVI.	2	26,688.88	1 gratuit et 2 p. 0/0.	2,029	750	892	7	+	3,668	
IVRÉE.	1	29,807.	2 p. 0/0.	8,649	1,973	1,976	652	81	2,861	
RIELLE.	1	45,907.36	2 p. 0/0.	4,180	8,831	287	24	7	2,112	
NICE.	2	66,135.26	1 gratuit, 2, 2 et 2 p. 0/0.	260	401	179	145	23	1,114	
ONEGLIA.	1	8,300.	gratuit.	+	2	0	+	+	4	
NOYARE.	2	22,577.42	4 gratuits et l'autre à 1 et 2 p. 0/0.	2,374	1,864	278	+	+	2,319	
ARROIA.	1	1,190.	gratuit.	42	58	29	+	+	100	
PALANZA.	1	31.	+	+	+	+	+	+	+	
SALICES.	4	108,031.80	2 gratuits et 1 à 4 p. 0/0.	2,822	2,129	2,164	445	1	11,943	
ALBA.	2	77,500.	2 p. 0/0.	4,100	2,463	1,740	208	11	10,000	
SAVONA.	2	66,169.	4 et 2 p. 0/0.	5,487	1,885	614	90	23	8,039	
VERCELLI.	2	151,229.68	gratuits.	19,328	2,144	1,806	882	71	29,891	
LOMBARDIA.	1	25,000.	2 p. 0/0.	692	888	353	90	4	1,779	
SS		4,314,745.54		229,704	141,470	68,229	38,718	2,890	608,118	

LES ÉTATS DE TERRE FERME DE SA MAJESTÉ SARDE

L'ANNÉE 1845.

MONTANT des ENGAGEMENTS	RANTISSEMENTS			PRODUITS DES DIVERS ÉTABLISSEMENTS.					OBSERVATIONS.
	récoltes.	RENTES.	NETES.	ÉTENDUE des PRÉS.	RENTES PERÇUES sur les RECOUVREMENTS.	DOUDES perçues sur les VENTES.	BONDS.	TOTAL.	
2,880,898.	223,148	(1) =	6,181	78,196.30	24,329.30	4,870.30	1,053.24	114,377.70	14 provinces n'ont pas de mont-de-piété.
196,100.00	10,604	10,116	488	8,334.00	287.50	82.50	40	8,818.50	Dans la province de Gênes, la ville seule en possède un.
196,242.	10,100	(2) =	887	4,827.50	1,061.30	207.10	167.14	4,223.27	(1) Le nombre des recouvrements est compris dans celui des engagements : il peut être évalué environ au tiers des engagements.
100,494.15	15,302	=	584	4,612.70	728.30	=	89.30	5,189.20	
34,748.00	8,000	=	857	1,021.51	211.55	80.50	211.15	1,003.20	
8,830.	1,181	347	=	78.85	42.80	=	=	122.44	
80,818.50	7,110	254	200	8,484.15	=	=	=	3,404.15	
98,788.	10,500	=	504	5,619.44	=	=	=	5,619.44	
14,977.00	434	347	14	168.20	230.30	8.80	=	917.84	
20,606.84	8,085	718	104	902.80	204.25	2.30	18.32	1,280.54	
100,104.	8,500	1,483	881	4,871.78	288.30	11.40	111.35	5,216.18	
87,384.80	7,434	=	880	211.	=	=	118.75	888.75	
1,815,071.	83,009	3,881	12,381	61,479.29	5,108.54	1,479.00	217.	91,781.34	
14,400.00	8,472	480	161	441.87	=	=	=	449.37	
37,840.	8,891	=	180	1,372.87	284.30	116.60	=	1,886.15	
54,746.	7,218	=	818	1,540.00	406.05	=	104.80	2,450.34	
22,418.	1,011	70	=	225.15	=	=	=	225.15	
22.04	=	=	=	=	=	=	=	=	
97,397.55	8,380	=	184	146.00	50.77	=	=	186.83	
880.	80	=	=	=	=	=	=	=	
=	=	=	=	=	=	=	=	=	
85,818.00	10,923	908	874	1,169.30	=	=	54.	1,123.30	(2) Le mont-de-piété est établi à Omegna, il n'a pas fonctionné en 1845 pour défaut de fonds.
86,808.30	8,018	=	180	8,140.70	=	26.00	118.60	8,225.10	
80,543.19	7,184	209	861	5,830.32	=	114.88	87.70	6,042.20	
184,104.	14,130	350	848	=	=	=	=	=	
19,097.	1,800	=	44	1,443.87	=	=	21.45	1,465.00	
6,065,826.71	447,364	23,128	84,000	199,130.18	43,864.74	8,877.38	8,566.37	256,978.29	

TOSCANE.

FLORENCE.

Le 24 août 1812, Napoléon rendit deux décrets en date du quartier général de Smolensk, ayant pour objet, le premier, d'autoriser le mont-de-piété de Florence, *Azienda dei presti*, qui faisait alors partie du département de l'Arno, et le second, de fermer les maisons particulières de prêt qui existaient dans la ville.

Conformément aux dispositions du *motu proprio* du 6 août 1823, l'administration des bureaux de prêt est classée parmi les établissements communaux. Placée sous la direction d'un provvéditeur, elle dépend du magistrat civil de Florence et du conseil municipal qui en a la surveillance.

Le grand-duc de Toscane s'est réservé la nomination du provvéditeur ; les autres employés sont choisis par le magistrat civil.

L'administration se compose de cinq divisions ;

1° Le chef-lieu (*l'azienda*) créé par l'édit du 20 novembre 1784, où réside le provvéditeur et où sont situés la comptabilité générale, la caisse centrale, le bureau des ventes et les archives de l'établissement ;

2° Le premier bureau de prêt dit *presto à Santo-Spirito* fondé à la fin de 1496 ;

3° Le second bureau, dit *presto à pilli* dont l'érection fut approuvée en 1502 ;

4° Le troisième bureau, dit *presto à pazzi*, ouvert peu de temps après le précédent, vers la fin de 1502.

5° Enfin la succursale, dite *Arruoto S. Antonino*, substituée par le

motu proprio du 6 août 1823, aux deux succursales qui existaient précédemment et qui dataient de 1680.

L'intérêt des prêts est perçu à raison de 5 p. % par an. En outre de l'intérêt, il est exigé pour le droit d'engagement 8 deniers pour chaque prêt qui n'excède pas 70 livres ¹, et 5 sols et 4 deniers pour tous les prêts supérieurs à cette somme.

Dans le calcul des intérêts, le mois commencé est réputé fini; mais un délai de grâce de 9 jours est accordé en sus du premier mois, pour les prêts inférieurs à 350 liv. Pour 39 jours, on ne paye donc que pour un mois; mais 40 jours comptent pour deux mois jusqu'à 69 jours; 70 jours comptent pour trois mois et ainsi de suite.

Lorsque le prêt est supérieur à 350 livres, on n'accorde pas le bénéfice des 9 jours, mais les mois commencés ne sont pas considérés comme terminés, et on calcule les jours par fractions de mois de la manière suivante :

1, 2, 3 et 4 jours	comptent pour	1/10 de mois.
5	—	1/6
7 et 8	—	1/4
9	—	3/10
10	—	1/3
11, 12 et 13	—	2/5
14, 15 et 16	—	1/2
17, 18, 19 et 20	—	2/3
21, 22	—	7/10
23	—	3/4
24	—	4/5
25	—	5/6
26, 27, 28	—	9/10
29, 30, 31	—	1 mois entier.

En 1838, le capital de l'établissement s'élevait à 1,600,000 livres toscanes; en outre, 200,000 livres provenant de diverses sommes, venaient s'ajouter à ce capital.

A la fin de 1837, le solde se composait de 108,217 articles sur lesquels il avait été prêté 1,603,020 livres.

Le minimum des prêts est de 4 livre, et le maximum, en règle ordinaire, de 350 l.; mais, avec l'autorisation du provvéditeur, il peut être porté à une somme plus forte, et il n'est pas rare de voir des prêts de 1,000 livres et au-dessus.

¹ La livre de Toscane vaut 0 fr. 86 c.; le sou 4 c. 2 m.; le denier 0 c. 35 m.

En 1837, il avait été vendu 11,838 articles sur lesquels il avait été prêté 117,949 l.

Le tableau suivant présente les opérations, entrée et sortie, de 1845 à 1848.

ANNÉES	ENGAGEMENTS.		DÉGAGEMENTS.		VENTES.		PRODUIT des CAPITAUX PRÊTÉS.
	ARTICLES.	SOMMES.	ARTICLES.	SOMMES.	ARTICLES.	SOMMES.	
		L.		L.		L.	L. S. D.
1845	141,200	2,695,748	127,362	2,445,154	10,014	104,831	100,782.16.4
1846	152,567	2,953,933	131,321	2,680,158	10,706	197,462	114,608.04.6
1847	171,491	3,315,884	146,827	2,829,797	12,275	148,454	124,869.07.2
1848	139,081	2,417,797	134,878	2,352,837	8,158	101,225	116,723.10.2
	604,399	11,383,362	540,388	10,307,446	41,153	5-1,972	457,043.18.4

Si nous calculons les moyennes, d'après le tableau qui précède, nous obtenons les résultats suivants :

ENGAGEMENTS.

Moyenne annuelle, 151,099 articles pour 2,815,840 l. 10 s.

Moyenne par article, 18 l. 16 s. 8 d.

DÉGAGEMENTS.

Moyenne annuelle, 135,097 articles pour 2,576,861 l. 10 s.

Moyenne par article, 19 l. 4 s. 5 d.

VENTES.

Moyenne annuelle, 10,228 articles pour 137,993 l.

Moyenne par article, 13 l. 9 s. 10 d.

Proportion des articles vendus aux articles engagés 6.76 p. % en articles, 4.84 p. % en sommes ¹.

¹ Regolamento generale dell'azienda dei prestiti e arruoto di Firenze, desunto dagli antichi ordini e statuti non meno che dai successivi moti propri e rescritti sovrani, redatto nell'anno 1829; ed approvato con biglietto dell'I. et R. segreteria di Finanze de 28 maggio 1830.

SIENNE.

Le 6 novembre 1813, un décret de Napoléon, en date du quartier impérial de Mayence, ordonna la fermeture des maisons de prêt à Sienne et la réunion dans la même administration du mont-de-piété proprement dit et du mont des paschi. Ces monts réunis furent autorisés à porter leurs capitaux jusqu'à 2,500,000 fr. Deux cent mille francs devaient être employés en prêt sur nantissement et le surplus en prêt sur immeubles libres d'hypothèques et de privilèges. Les prêts sur immeubles ne devaient pas excéder 3,000 fr. pour chaque emprunteur, à moins d'une délibération de l'administration dûment homologuée par le préfet du département de l'Ombrone.

Ce décret est resté inexécuté. Le mont-de-piété et le mont-des-paschi ont continué à former deux établissements entièrement distincts, ayant une administration séparée et agissant chacun avec ses capitaux particuliers. Le mont-des-paschi est une banque de crédit foncier, dont les opérations ne sont pas limitées à Sienne, mais s'étendent à toute la Toscane. Son existence remonte à 250 années.

XVI

ÉTATS ROMAINS.

ROME.

Le mont-de-piété romain avait acquis une haute renommée. A l'époque de la révolution française, il était parvenu à amasser un capital très-considérable soit par des dons, soit par ses bénéfices sur les prêts. Les princes, dit Cerreti, ne dédaignaient pas d'y puiser ; il est vrai qu'il s'agissait surtout de ces princes italiens qui n'ont leurs titres que dans le ciel, au dire de Commynes. Afin d'accroître encore ses ressources, on y avait joint une banque qui recevait les dépôts d'argent, moyennant intérêt, et en tirait profit en les plaçant d'un manière lucrative. Mais lors du bouleversement de 1798, toute cette machine éroula. Les *luoghi di monte*, ou créances sur l'Etat qui entraient pour 800,000 fr. dans l'actif du mont-de-piété, après avoir rendu 5 p. $\frac{1}{2}$, furent réduits à 3 p. $\frac{1}{2}$, et plus tard leur capital subit une réduction de trois onzièmes ; enfin on cessa de payer tout intérêt.

Ainsi le crédit de cet établissement se perdit, car les autres revenus ne dépassaient pas 69,000 fr. tandis que les dépenses s'élevaient à 94,000 francs.

Sous d'autres points de vue, la situation du mont-de-piété n'était pas moins fâcheuse, par suite de la faiblesse de ses agents qui avaient laissé s'introduire l'usage de faire passer les prêts et les dépôts par les mains d'intermédiaires avides, nommés Ricattieri (commissionnaires) qui vendaient cher leurs secours aux malheureux emprunteurs. On ne leur échappait qu'en venant passer la nuit à la porte de l'établissement à attendre son ouverture. Enfin, ces désordres avaient multiplié les pré-

teurs sur gage qui exigeaient un et deux pour cent par mois. Ainsi disparaissaient pour les pauvres les avantages des prêts gratuits.

En 1803, Pie VII chargea le cardinal Roverella de reconstituer le mont-de-piété; les prêts furent limités à un écu romain. De grandes réformes furent nécessaires pour soutenir l'établissement, et il fallut exiger des emprunteurs un intérêt de 8 p. %.

Le versement du cautionnement des comptables municipaux procura une ressource assez importante qui permit de continuer les prêts; mais chaque année le capital de l'établissement se réduisait, et bientôt il aurait été dévoré, si le gouvernement n'eût pas autorisé le remboursement en biens-fonds, de ses créances sur l'Etat, afin d'obtenir, par leur vente, un capital suffisant au service.

En 1814, on étendit les prêts à trois écus, et bientôt après à dix, à vingt, enfin à cinquante écus, sans aucune limite quant au nombre des engagements.

Les bâtiments du mont-de-piété sont vastes et bien distribués.

Les bureaux ouvrent à huit heures du matin, et ils ne ferment qu'après que les affaires sont terminées. On reçoit toutes sortes d'objets excepté ceux consacrés au culte et ceux portant la marque d'établissements publics. Des appréciateurs déterminent le montant du prêt qui est toujours d'un-tiers au-dessous de la valeur réelle, à l'exception des objets en or et en argent, que l'on estime à leur valeur intrinsèque, sans tenir compte de l'œuvre d'art.

L'emprunteur reçoit une reconnaissance (*poliza*) qui porte le numéro du registre, l'indication du magasin, la date et le montant du prêt, le nom, la profession et le domicile de l'emprunteur. Il y a plusieurs magasins (*custodie*), placés sous la garde d'un employé (*custode*), lequel est tenu, en entrant en fonctions, de fournir un cautionnement de mille écus. Les nantissements restent en magasin pendant six ou sept mois, puis on les vend aux enchères publiques, si l'emprunteur n'en a pas opéré le dégagement ou le renouvellement en payant l'intérêt à raison de cinq pour cent. Les engagements au-dessous d'un écu sont renouvelés gratuitement. Par la vente, le mont-de-piété se rembourse du capital et de l'intérêt, et il tient le surplus ou boni à la disposition de l'emprunteur. Si le produit de la vente ne couvre pas l'administration, les appréciateurs sont responsables de la différence.

Il y a aujourd'hui six magasins; pour deux magasins, il y a un bureau d'engagement. C'est ce qu'on appelle un mont. Pendant six mois, l'un de ces magasins reçoit les nantissements, et l'autre s'occupe des dégagements, renouvellements et ventes, jusqu'à épuisement complet.

Les deux magasins du troisième mont, ouvert récemment, sont consacrés aux nantissements en or et en argent et aux bijoux d'une valeur de plus de quatre écus.

Les *ricattieri* ou *rigattieri* existent toujours, leurs bureaux sont des succursales du mont-de-piété. Ils sont autorisés à recevoir les nantissements qui n'excèdent pas quatre écus. Les nantissements reçus par eux sont estimés de nouveau et classés dans les magasins. Les reconnaissances sont délivrées au nom des propriétaires.

Monsignor Morichini fixe le capital en circulation à 230,000 écus ¹, et le nombre annuel des prêts à 200,000. La statistique est peu avancée dans les Etats-Romains, et nous sommes réduit à ne donner que ces renseignements fort incomplets. Le cadre du personnel de l'administration ne compte pas moins de cent employés ².

« Plusieurs villes de la province, dit M. le comte de Tournon, possèdent des établissements semblables, mais presque tous sont dans une situation précaire.

» J'ai déjà parlé, en traitant de l'agriculture, d'institutions analogues, mais dont l'utilité est encore plus évidente, existant dans presque chaque village, sous le nom de *monte frumentario*, et consistant en un approvisionnement de blé que chaque cultivateur peut emprunter au moment de l'ensemencement, à condition de le rendre à la récolte, accru d'une petite quantité comme intérêt. Ces établissements rendent de grands services et ils honorent les grands propriétaires qui, à l'envi, les ont fondés dans leurs terres; mais malheureusement, par la négligence des préposés, souvent les remboursements de grains n'ont pas eu lieu, ou même les blés des greniers ont été vendus et leur prix dissipé.

» Ainsi ces utiles fondations étaient presque détruites en 1810, et l'administration française n'a rien pu faire d'utile pour un mal si ancien. Je ne puis trop le répéter, on ne voit que trop souvent, dans ce pays, les établissements les plus importants périr par la négligence et la cupidité de ceux qui les administrent, trop portés à considérer le bien des pauvres comme leur patrimoine et presque encouragés par la mollesse du gouvernement à poursuivre ce genre de délit ³. »

¹ L'écu romain (*scudo*) de 10 *paoli* vaut 5 fr. 38 c.

² Morichini, *degli istituti di pubblica carità in Roma*, p. 175 et suiv. — *Quadro sinoptico*, à la fin du volume.

³ Comte de Tournon, *Études statistiques sur Rome et la partie occidentale des États-Romains*, t. II, p. 133 et suiv. 1831.

XVII

GRANDE-BRETAGNE.

Nous venons d'exposer le système privilégié du prêt sur gage, tel qu'il est pratiqué, avec quelques modifications, dans presque tous les Etats de l'Europe; nous allons mettre sous les yeux du lecteur le système opposé, le prêt sur gage abandonné à l'industrie privée, ainsi qu'il existe dans la Grande-Bretagne. Les statuts qui le régissent n'étant pas les mêmes en Angleterre et en Ecosse qu'en Irlande, nous diviserons ce que nous avons à dire en deux chapitres.

CHAPITRE I.

ANGLETERRE ET ÉCOSSE.

Toute personne qui prête habituellement sur gage est réputée *pawnbroker*. Cependant les lois concernant les pawnbrokers ne sont pas applicables aux personnes qui prêtent sur gage au taux de 5 p. $\frac{0}{100}$, sans prélever aucune autre espèce de profits.

Nul ne peut exercer la profession de pawnbroker (the trade) sans être muni d'une licence délivrée par l'administration du timbre. Ces licences doivent être renouvelées dix jours au moins avant l'expiration de l'année, sous peine de 50 l. d'amende. (25 Georg. III, ch. 48, sect. 4 et 2.)

Le même individu ne peut tenir plusieurs établissements avec une seule licence, mais plusieurs associés peuvent n'avoir qu'une licence pour une seule maison. (Ibid. sect. 7 et 8.)

Les pawnbrokers dans les villes de Londres et de Westminster, ou

dans les limites de la petite poste, payent la licence 15 l. par année : partout ailleurs 7 l. 10 sh. (35 Georg. III, ch. 184, *secd. part.* 4); une surtaxe de 5 l. 15 sh. est imposée, en outre, à ceux qui prêtent sur la vaisselle d'or et d'argent. Les licences sont datées du 1^{er} août et expirent le 31 juillet suivant.

Tout pawnbroker est tenu de mettre à sa porte une enseigne portant ses nom, prénoms et sa profession, sous peine de dix livres d'amende pour chaque semaine d'exercice sans l'accomplissement de cette formalité. Faute de payer la dite amende, il peut être condamné à un emprisonnement de quatorze jours. (39 et 40 Georg. III, ch. 99, *sect.* 23.)

Telles sont les conditions préalables imposées au commerce du prêt sur gage ; toute personne qui les remplit a le droit d'être prêteur, sauf à se conformer aux règlements dont nous allons indiquer les dispositions principales.

§ 1.

Engagement.

Les *pawn-offices* sont ouverts au public depuis 8 heures du matin jusqu'à 7 heures du soir, du 29 septembre au 25 mars, et, de 7 heures du matin jusqu'à 8 heures du soir, pendant le restant de l'année, à l'exception du samedi, où les bureaux peuvent être ouverts jusqu'à 11 heures du soir. Toute contravention à cette fixation des heures est passible d'une amende de 5 l. à 20 l. (9 et 10 Victoria, c. 98.)

Il est interdit au pawnbroker d'acheter ou d'engager les objets qui lui sont présentés par des personnes âgées de moins de seize ans ou en état d'ivresse. (9 et 10 Victoria, ch. 98, modifiant 39 et 40 Georg. III, ch. 99, *sect.* 21.)

Le pawnbroker qui sciemment aura acheté ou pris en nantissement des objets de manufacture évidemment destinés à la confection ou à la fabrication de certains articles, après que ces objets, ou matières premières ont été mis en cours de fabrication et avant qu'ils aient été convertis en articles employés à l'usage, ou du linge ou des vêtements destinés à être blanchis, nettoyés, repassés, raccommodés ou façonnés, sera condamné à une amende double de ce qu'il aura donné ou prêté sur les dits objets, laquelle amende sera payée au profit des pauvres de la paroisse où le délit aura été commis. Le délinquant devra en outre restituer les objets en présence du juge de paix. (39 et 40 Georg. III, ch. 99, *sect.* 11.)

Lorsque le propriétaire des objets indiqués ci-dessus aura des motifs suffisants de supposer qu'ils ont été engagés par un pawnbroker, sur son affirmation sous la foi du serment ou sur l'affirmation d'un témoin digne de foi, le juge de paix, dans les limites de sa juridiction, pourra délivrer un mandat de perquisition dans la maison de l'inculpé. Si celui-ci refuse d'ouvrir ou s'oppose à la perquisition faite par un officier de paix, le juge pourra faire ouvrir la porte et procéder à la perquisition. Les objets dont s'agit, s'ils sont retrouvés, seront, après justification suffisante, restitués à leur propriétaire. (Ibid. sect. 12.) Il en est de même pour tous les objets engagés contrairement aux dispositions du statut. (Ibid. sect. 13.)

Toute personne qui aura donné ou reçu en gage des vêtements ou effets quelconques portant la marque de l'hôpital de Chelsea payera une amende de 10 l. (7 Georg. IV, ch. 16, sect. 34.)

Le nantissement qui donne lieu à un prêt excédant 5 shell. doit être enregistré, avant remise des fonds, dans un livre tenu à cette fin. L'enregistrement porte la désignation de l'article engagé, le montant du prêt, le nom de l'emprunteur et sa demeure. Si c'est un logeur ou un hôtelier, on l'indiquera par un L ou un H; on indiquera encore, dans ce cas, le nom et la demeure du propriétaire du nantissement.

Si le prêt est de plus de 10 shell. le nantissement doit être inscrit sur un registre particulier et être numéroté dans l'ordre où il a été reçu. (39 et 40 Georg. III, ch. 99, sect. 6.)

Lorsqu'un individu se présente pour engager, et refuse de donner des justifications sur lui-même, ou sur son titre de propriété, s'il fait de fausses déclarations, ou s'il y a quelque raison de supposer que les objets ont été volés ou sont possédés illégalement; ou bien encore, si un individu cherche à dégager sans y avoir droit ou sans autorisation préalable, il doit être arrêté par le pawnbroker et livré à un officier de paix du lieu. Celui-ci retiendra le prévenu jusqu'à plus ample information, et dans le cas de constatation du délit, il le fera enfermer dans la prison commune ou dans une maison de correction pendant un temps qui ne pourra excéder trois mois, à moins que le délinquant ne soit justifiable d'une autre juridiction. (Ibid. sect. 10.)

S'il est prouvé que l'individu a engagé sciemment et sans y être autorisé des objets appartenant à autrui, il doit être condamné à une amende de 5 l. à 20 l. et, en outre, à payer la valeur desdits objets. S'il ne paye pas immédiatement, le juge le condamnera à trois mois de prison, et si l'amende n'est pas soldée dans les trois jours qui suivront l'expiration de la peine, il sera fouetté dans une maison de correction ou sur une place publique. (Ibid. sect. 8.)

Au moment de l'engagement, une reconnaissance est délivrée par le pawnbroker à l'emprunteur. La reconnaissance contient la désignation

du nantissement, la somme prêtée, la date du prêt, le nom et la demeure de l'emprunteur.

Au-dessous de 5 shillings, la reconnaissance est délivrée gratuitement. Il est perçu :

De 5 à 10 shill.	1/2 penny.
De 10 shill. à 1 l.	1 penny.
De 1 l. à 5 l.	2 pence.
De 5 l. et au-dessus.	4 pence.

La reconnaissance doit être représentée au pawnbroker, pour que celui-ci soit tenu de restituer le nantissement, sauf ce qui sera dit ci-après. (Ibid. sect. 6.)

La contrefaçon, l'altération d'une reconnaissance ou la mise en circulation d'une reconnaissance contrefaite ou altérée est punie d'un emprisonnement qui n'excèdera pas trois mois. (Ibid. sect. 9.)

Lorsqu'une reconnaissance aura été perdue, détruite ou volée, le pawnbroker devra en délivrer un duplicata à la personne qui s'en prétend propriétaire moyennant un *affidavit*¹ relatant les circonstances particulières du fait dont s'agit.

Le réclamant devra payer pour droit de duplicata :

1/2 penny pour les prêts au-dessous de 5 shill., 1 penny pour les prêts de 5 shill. à 10 shill., et, pour les sommes supérieures, des droits égaux à ceux fixés pour la reconnaissance originale.

Le duplicata obtenu, l'emprunteur devra prouver devant le juge de paix du lieu où l'engagement a été opéré son droit sur l'objet engagé, et il affirmera sous serment, devant ce magistrat, la sincérité des faits renfermés dans l'*affidavit*, laquelle déclaration sera constatée par un certificat du juge. Sur la représentation de cette pièce délivrée gratuitement et du duplicata, le pawnbroker est autorisé à effectuer le dégage-ment.

Pour éviter les inconvénients qui résulteraient pour les pawnbrokers de la revendication d'un nantissement par plusieurs personnes, il est admis que le porteur de la reconnaissance est le propriétaire du gage, et le pawnbroker est valablement déchargé par la représentation du titre. Il n'y a d'exception que pour le cas de perte ou de vol de la reconnaissance, ou pour celui où l'article engagé ayant été volé ou suspecté de vol, la personne qui s'en prétend propriétaire a mis opposition à sa délivrance. (Ibid. sect. 14.)

¹ On appelle *affidavit* un serment volontaire prêté devant un juge ou officier de la cour pour affirmer la vérité du fait qui est l'objet de la requête.

(Blackstone's commentaries on the laws of England, book III, ch. 20.)

§ 2.

Dégagement.

Lorsque les objets ont été engagés pour une somme qui n'excède pas 10 l. et que, dans l'année d'engagement, ou dans les trois mois qui suivent l'expiration de l'année, le porteur de la reconnaissance demande le dégagement des dits objets, et offre de payer tout ce qui est dû en capital, intérêts et droits aux termes du statut, le pawnbroker doit en effectuer la restitution. S'il s'y refuse, sauf motif reconnu valable par le juge de paix, il doit être emprisonné jusqu'à ce qu'il ait restitué ou qu'il ait fait la satisfaction ordonnée par le juge. (Ibid. sect. 14.)

§ 3.

Vente.

Le prêt est fait pour un an. Les objets non dégagés à l'expiration de l'année, à dater du jour de l'engagement peuvent être vendus. Telle est la règle générale; mais si le porteur de la reconnaissance fait par écrit ou en présence d'un témoin la demande qu'il soit sursis à la vente pendant trois mois, le pawnbroker est obligé d'accorder ce sursis pendant lequel le nantissement ne pourra être vendu, et l'ayant droit sera admis à le dégager en se conformant au statut. (Ibid. sect. 19.)

Les nantissements d'une valeur de prêt de dix shillings à 10 l. sont vendus aux enchères publiques par les soins du pawnbroker. La personne chargée de la vente doit veiller à ce que les objets soient exposés à la vue du public et à ce qu'il soit imprimé des catalogues indiquant le nom et la demeure du pawnbroker, et la date de l'engagement des articles à vendre. En outre, une annonce contenant le numéro d'engagement de chaque article, le nom et la demeure du pawnbroker et le mois où l'article a été engagé, sera insérée, deux jours différents, et au moins deux jours avant la vente, dans un journal.

Les objets engagés chez divers pawnbrokers doivent être portés dans des catalogues particuliers et distincts sous peine d'une amende de 40 shill. à 5 l. au profit du propriétaire. (Ibid. sect. 17.)

Les tableaux, estampes, livres, bronzes, statues, sculptures, porcelaines, instruments de physique et de mathématique sont vendus à part et sans que d'autres objets soient mis en vente en même temps, quatre fois seulement par an, le premier lundi des mois de janvier, avril, juillet et octobre, et les jours suivants, si le premier jour n'a pas suffi.

Des catalogues spéciaux doivent être imprimés et insérés dans les journaux, à deux fois différentes, trois jours au moins avant le commencement de la vente, sous peine, au profit du propriétaire, de l'amende indiquée ci-dessus.

Le pawnbroker ne peut sous quelque prétexte que ce soit, soit par lui-même, soit par une personne interposée, acheter aucun objet engagé par lui, tant que cet objet reste entre ses mains, si ce n'est aux enchères publiques. Il lui est interdit également d'en laisser opérer le dégageant dans le but de s'en porter acquéreur. Il lui est encore défendu de faire aucune convention avec l'emprunteur à l'effet de vendre un article engagé avant l'expiration de l'année d'engagement.

L'achat de reconnaissances délivrées par d'autres pawnbrokers lui est aussi défendu. (Ibid. sect. 21.)

S'il est prouvé, devant un juge de paix, que des nantissements ont été vendus avant le temps fixé par le statut, ou contrairement à ses dispositions, ou qu'ils ont été dissipés, perdus ou avariés par la faute, la négligence ou la mauvaise gestion du pawnbroker ou des personnes à son service, le juge devra allouer à l'emprunteur une indemnité convenable. Si cette somme n'atteint pas le capital, les intérêts et droits dus au pawnbroker, elle en sera déduite.

Si l'indemnité allouée égale ou dépasse ce qui est dû au pawnbroker, celui-ci devra, dans le premier cas, rendre le nantissement purement et simplement, dans le second cas, payer l'excédant, et ce, sous peine de 10 l. d'amende. (Ibid. sect. 24.)

§ 4.

Moris.

Le pawnbroker doit porter dans un registre spécial le prix d'adjudication des articles vendus, lorsqu'il a prêté plus de 10 shillings, la date de l'engagement, le nom de l'emprunteur, la date de la vente et son montant avec le nom et la demeure de l'adjudicataire.

Si le prix d'adjudication est supérieur au capital prêté et à ses accessoires, le pawnbroker doit payer le surplus (*overplus*) ou boni à l'emprunteur, à la première réclamation qui lui en est faite. Toutefois, cette demande doit être effectuée dans les trois ans à partir de la vente, déduction faite des droits de la dite vente.

L'emprunteur peut vérifier le registre de vente du pawnbroker, en payant un penny. Si le pawnbroker se refuse à cette vérification, ou si le nantissement a été vendu une somme plus forte que celle portée au registre; si l'enregistrement n'a pas été fait ou s'il se refuse à payer le

boni, le pawnbroker devra être condamné à 10 l. d'amende pour chaque contravention et au paiement du triple de la somme prêtée, à l'emprunteur, en vertu d'une ordonnance rendue par deux juges de paix du ressort. (Ibid. sect. 20.)

§ 5.

Taux de l'intérêt alloué aux pawnbrokers

Les intérêts sont fixés ainsi qu'il suit :

Sommes prêtées.			Intérêts.		
L.	S.	D.	L.	S.	D.
»	2	6	et au-dessous.	»	» 1/2
»	5	»	»	»	1
»	7	»	»	»	1 1/2
»	10	»	»	»	2
»	12	6	»	»	2 1/2
»	15	»	»	»	3
»	17	6	»	»	3 1/2
1	»	»	»	»	4
1	5	»	»	»	5
1	7	6	»	»	5 1/2
1	10	»	»	»	6
1	12	6	»	»	6 1/2
1	15	»	»	»	7
1	17	6	»	»	7 1/2
2	»	»	»	»	8
2	2	»	»	»	8

De 42 shillings à 10 l. l'intérêt est de 3 d. pour 20 shill. par mois. (Ibid. sect. 2.) Pour les sommes intermédiaires entre 2 sh. 6 d. et 42 sh. l'intérêt est de 4 d. pour 20 sh. par mois, ou de 1 farthing pour 15 d. ce qui est la même chose que 4 d. pour 20 sh. Par exemple, 3 sh. 9 d. sont une somme intermédiaire entre 2 sh. 6 d. et 5 sh., l'intérêt sera de 3 farthings qui est intermédiaire entre 1/2 d. et 1 d. Ces droits comprennent l'intérêt des fonds prêtés et les frais de magasinage. (Ibid. sect. 2 et 3.)

Dans le cas où le pawnbroker a 1 farthing à recevoir, si l'emprunteur lui donne 1/2 d., il doit rendre 1 farthing. (Ibid. sect. 4.)

Le premier mois d'intérêt se perçoit en entier, quelle que soit la durée du prêt. L'emprunteur qui dégage dans les sept jours qui suivent l'expiration du premier mois ne doit pas d'intérêt pour ces sept jours.

S'il dégage dans les quatorze premiers jours, il paye un demi-mois d'intérêt; après quatorze jours il paye un mois entier. Cette règle est applicable pour tous les mois qui suivent le premier. (Ibid. sect. 5.)

Ainsi le taux de l'intérêt, d'après le statut, est de 20 p. % jusqu'à 42 shill. et de 15 p. % au-dessus de 42 shill. jusqu'à 10 l. Dans la pratique, le taux fixé par la loi est généralement dépassé. Il arrive très-souvent, en effet, que l'intérêt ne répond pas à un nombre entier et qu'il y a des fractions de farthing. Exemple : l'intérêt de 4 shill. pendant un mois est de 3 farthings et $\frac{1}{5}$; mais cette fraction ne pouvant être entièrement payée pour un mois, le pawnbroker perçoit l'intérêt comme pour la somme placée immédiatement au-dessous dans le tarif. Il prend pour 4 shill. comme pour 5 shillings.

Il en est qui vont plus loin et qui prennent pour 3 shill. autant que pour 5, et pour 6 shill. autant que pour 7 shill. 6 d. Or, 1 d. par mois pour 3 shill., c'est 6 d. $\frac{1}{2}$ par mois pour 20 shill.; c'est 1 shill. par an pour 3 shill. ou 33 p. % par an ¹. « La loi, dit M'Culloch, alloue l'intérêt au taux de $\frac{1}{2}$ d. par mois pour 2 sh. 6 d., ce qui est le taux de 20 p. % par an : mais la même somme de $\frac{1}{2}$ d. par mois est exigible des prêts inférieurs à 2 sh. 6 d. et comme beaucoup n'excèdent pas 1 sh. 6 d. et même *six pence*, l'intérêt est réellement oppressif; « *the interest of them is exceedingly oppressive* » ².

Les intérêts, tels qu'ils viennent d'être indiqués, comprennent, avec les droits sur les reconnaissances, toutes les rétributions dues au pawnbroker. Celui-ci est tenu de porter ces intérêts et droits sur les reconnaissances et de conserver ces titres pendant une année. (Ibid. sect. 2 et 7.)

Le pawnbroker est également obligé d'exposer, dans un endroit apparent de son bureau, le tarif des droits, tels que l'intérêt des capitaux, le coût des reconnaissances et duplicata et l'indication des reconnaissances à délivrer sans frais. Ce tarif imprimé en gros caractères doit être placé de manière à pouvoir être lu facilement par les personnes qui se présentent dans le bureau. (Ibid. sect. 22.)

§ 6.

Production en justice des registres des pawnbrokers.

Toutes les fois qu'un pawnbroker aura violé les dispositions qui précèdent ou qu'il s'élèvera une discussion entre lui ou l'emprunteur ou le

¹ Abstract of the laws for regulating the business of pawnbrokers, p. 8.

² A dictionary practical, theoretical and historical of commerce and commercial navigation, V^o pawnbrokers and pawnbroking, p. 884 et suiv.

propriétaire des articles engagés, dans le cas de vol ou toute autre circonstance, le juge de paix ordonnera la production en justice de tous registres, pièces, justifications, reconnaissances, duplicata ou écritures quelconques qui sont ou doivent être entre les mains du dit pawnbroker. Il ordonnera aussi la comparution de celui-ci avec les registres et pièces ci-dessus mentionnés qu'il devra représenter dans l'état où ils étaient lorsque le nantissement a été reçu, sans altération, rature ou grattage, et ce, sous peine de 5 l. à 10 l. d'amende. (Ibid. sect. 25.)

§ 7.

Pénalités pour contravention aux statuts. — Procédure contre les pawnbrokers.

Toute violation des statuts par négligence ou contravention du pawnbroker donne lieu à une amende qui ne peut être moindre de 40 shill. ni supérieure à 10 l. Les condamnations seront en cas de non-paiement exécutées par la saisie et la vente des meubles du délinquant. La moitié de l'amende est adjugée au plaignant, et le reste, à moins d'une affectation spéciale, est appliqué aux pauvres de la paroisse.

La poursuite contre un pawnbroker, pour un fait de sa profession, doit être exercée, sous peine de déchéance, dans les douze mois qui ont suivi la contravention. Elle doit être faite devant le juge de paix du lieu où la contravention a été commise. (Ibid. sect. 27.)

Les dispositions, règles et obligations contenues dans les statuts sont applicables aux exécuteurs, administrateurs et représentants du pawnbroker décédé; seulement ces personnes ne peuvent être personnellement responsables, à moins que la condamnation n'ait été motivée par leur propre fait ou par leur négligence. (Ibid. sect. 31.)

Les marguilliers et inspecteurs des pauvres de la paroisse, ou l'un de ces officiers désignés par le juge de paix poursuivent le délinquant aux frais de la paroisse. (Ibid. sect. 28.) Aucune personne condamnée pour fraude, escroquerie ou un crime quelconque ne sera admise à exercer une poursuite pour contravention aux statuts. (Ibid. sect. 29.)

L'individu poursuivi à l'occasion d'un fait prévu par les statuts, peut plaider l'*issue générale*¹, et faire valoir des exceptions pour sa défense,

¹ *General issue* ou *general plea* est une allégation qui contredit, dément et nie la déclaration entière du plaignant, et tout à la fois, sans offrir aucun fait spécial en opposition, telle que la réponse : *Nihil debet*, sur la demande d'une dette après convention. Ce moyen s'appelle l'*issue générale*, parce que l'on établit une dénégation générale et absolue de ce qui est allégué dans la déclaration. *Issue* est un terme par lequel on entend qu'un fait est affirmé d'une part et nié de l'autre. (Blackstone, loc. cit., book III, ch. 20.)

mais s'il est condamné, il payera une amende double. (Ibid. sect. 32.)

L'individu condamné pour violation des statuts et qui prétend avoir été mal jugé, peut en appeler à la prochaine session générale de paix ¹ du comté dans lequel le jugement a été rendu. L'appel suspend l'exécution du jugement. L'appelant est tenu de fournir deux cautions pour une somme double de celle qu'il a été condamné à payer. Si le jugement est confirmé, l'appelant devra payer immédiatement le montant des condamnations prononcées et, en outre, le montant des frais occasionnés par l'appel au défendeur. Faute de ce faire, il lui sera appliqué les peines prononcées par la loi contre ceux qui négligent ou refusent de payer les amendes encourues. (Ibid. sect. 35.)

L'intimé qui ne serait pas en mesure de subvenir aux dépenses de l'appel, peut adresser aux magistrats une requête à fin d'ordonner aux marguilliers de poursuivre aux frais de la paroisse, conformément à la section 28.

L'auteur de *Check on pawnbrokers* ² fait observer que la faculté d'appel accordée aux pawnbrokers est très-préjudiciable aux emprunteurs et qu'il serait à désirer que le juge de paix statuât en dernier ressort. Les longueurs de la procédure, les frais considérables qu'elle entraîne sont des causes fréquentes de déni de justice; le public ne saurait lutter avec avantage contre les membres d'une corporation étroitement unie, et faisant bourse commune pour défendre ses intérêts contre toutes les réclamations, même celles qui sont le mieux fondées.

Telle est la législation qui régit actuellement le prêt sur gage, en Angleterre.

Le taux élevé de l'intérêt servit de motif ou de prétexte à des spéculateurs qui établirent, en 1824, à Londres, avec l'autorisation du gouvernement une société dite : *London equitable loan Bank company*, fondée au capital de 400,000 l. Elle ne tarda pas à disparaître par des causes analogues à celles qui amenèrent la déconfiture de la Corporation charitable de 1731. Une tentative plus récente a été faite sous le nom de *British pledge society*. Cette société, qui en est restée à son prospectus, devait agir avec un capital de 300,000 l. et prêter à un taux moindre de moitié que celui exigé par les pawnbrokers ³.

¹ La cour des *quarter-sessions* générales de paix, tenues par quartier, est un tribunal qui siège une fois par trimestre dans chaque comté. Ce tribunal se tient devant deux juges de paix et plus, et l'un d'eux doit être des *quorum*, c'est à dire de ceux désignés comme devant toujours être appelés, de manière qu'aucune affaire ne puisse être jugée qu'en leur présence. Le texte de la commission porte : *Quorum aliquem vestrum A, B, C, etc., unum esse volumus*. De là le nom de juge de paix des *quorum*. (Blackstone, loc. cit., book 1, ch. 9.)

² *A check on pawnbrokers*, p. 5.

³ Colbetti, *The laws of pawns or pledges*, p. 20.

En 1843, un bill fut présenté à la chambre des Lords par lord Devon dans le but d'établir en Angleterre des banques de prêt charitables sur le modèle du mont-de-piété de Paris. La commission chargée d'examiner ce projet ne lui fut pas favorable, et il a été abandonné. Malheureusement le rapport et l'enquête auxquels le projet de loi avait donné lieu n'ont pas été publiés.

Les pawnbrokers en Ecosse sont soumis aux mêmes règlements qu'en Angleterre; toutefois il existe entre ces deux pays une différence essentielle, au point de vue légal. En Angleterre, le prêt sur gage ne peut être exploité par une compagnie : si un pawnbroker a des associés, ceux-ci doivent figurer sur les reconnaissances. Il en est autrement en Ecosse et en Irlande. A Edimbourg, il existe une société par actions pour l'exploitation de cette industrie.

§ 8.

Statistique. — Les *wco-pawns*.

Quel est le nombre des pawnbrokers en Angleterre et en Ecosse?

Le docteur Colquhoun affirme qu'en 1800 il y en avait 243 à Londres et dans la banlieue, et 432 dans le reste de l'Angleterre. Un compte anonyme publié en 1809 porte le nombre des pawnbrokers, en 1798, à 220 à Londres et 450 dans les comtés.

Un rapport au parlement donne la situation suivante des patentes des pawnbrokers de 1826 à 1830¹.

	Londres.	Comtés.
1826	269	»
1827	272	»
1828	281	»
1829	417	1,612
1830	302	1,085

Ce document n'indique pas le nombre des patentes prises en 1826, 1827 et 1828 dans les comtés; il énonce seulement les sommes payées au fisc, sans distinction des patentes de 45 l. et celles de 7 l. 10 shill.

M. Keeson évalue le nombre des pawnbrokers ainsi qu'il suit²:

	Londres.	Comtés.
1829	427	1,602
1830	342	1,045

¹ Parliamentary paper, n° 681, sess. 1830.

² *Monts-de-piété and pawnbroking*, p. 317.

	Londres.	Comtés.
1836	350	1,054
1846	361	1,310
1852	360	1,450

D'après M. Cobbett, en 1849, il y avait à Londres 370 pawnbrokers et trois fois autant dans les autres parties de l'Angleterre ¹.

M. Hows en évalue le nombre à 2,000 environ pour toute la Grande-Bretagne ².

On ne peut dire, observe M. Keeson, que la Providence ait répandu ses bénédictions sur les pawnbrokers de la métropole, car on ne les a pas vus croître et multiplier. Et, en effet, leur nombre est loin d'avoir augmenté comme la population.

	POPULATION de l'Angleterre et du pays de Galles.	POPULATION de Londres et de ses districts.
1831	13,896,797	1,500,000
1841	15,914,148	1,873,676
1851	17,927,609	2,362,236

L'accroissement de la population aurait dû produire une augmentation proportionnelle dans le nombre des pawnbrokers; car c'est dans les grandes villes particulièrement et dans les cités industrielles et manufacturières que se produit surtout la nécessité d'emprunter sur gage. Les pawnbrokers qui étaient en 1830, à Londres, au nombre de 342, n'étaient, en 1852, qu'au nombre de 360, de telle sorte que l'on n'en compte que 18 de plus dans l'espace de 22 ans. S'ils avaient suivi le mouvement de la population, il devrait y en avoir 540 au lieu de 360. Faut-il en conclure que le prêt sur gage est tombé en discrédit ou que le chiffre des affaires des pawnbrokers actuels s'est accru de manière à satisfaire à tous les besoins? M. Keeson n'admet pas ces hypothèses, et il explique la situation du *trade* par l'extension rapide qu'ont prise des pawnbrokers non patentés dont le nombre, pense-t-il, dépasse celui des pawnbrokers réguliers; il en compte 500 à 600.

Ces prêteurs de contrebande sont désignés sous le nom de dolly-shops, dolly-shopkeepers, leaving-shops, bundle-shops, sham-pawnbrokers, wee-pawns.

Le dolly-shopkeeper ne prête pas sur gage, comme le ferait un pawnbroker, il achète l'objet qui lui est présenté à la condition sous-entendue plutôt qu'exprimée que le vendeur pourra le racheter dans un certain délai, à un prix convenu. C'est la vente à réméré qualifiée

¹ Loc. cit., page 33.

² *A history of pawnbroking*, p. 102.

par les anciens statuts *unlawful chevisance*, et qui était rigoureusement prohibée.

Il est difficile de donner des détails très-précis sur la manière dont opèrent ces industriels, elle dépend du plus ou du moins de leur cupidité et de la concurrence qu'ils se font entre eux. Mais ce que l'on peut affirmer hardiment, c'est qu'ils ne présentent aucune garantie. Leurs maisons sont ouvertes le dimanche comme les autres jours de la semaine, à toutes les heures du jour et de la nuit. Jamais ils ne s'informent des titres de propriété; ils ne délivrent pas de reconnaissances et ne tiennent pas de livres réguliers. Les dispositions prises par rapport aux *pawnbrokers* dans l'intérêt de la société sont ouvertement violées, et, en général, les objets qui ne sont pas rachetés dans le délai d'un mois sont définitivement perdus pour les propriétaires.

Après Londres, c'est Glasgow qui compte le plus de prêteurs clandestins, de *wee-pawns*, comme on les y appelle.

En 1850, M. Robert Malcolm a publié sur ce sujet un pamphlet¹, sous forme d'adresse au lord prévôt et aux magistrats de la cité, qui renferme, entre autres détails curieux, les déclarations de plusieurs magistrats. Nous citons textuellement.

Le bailli Dreghorn :

« Mon expérience me fait considérer les *wee-pawns* de Glasgow comme une des plus grandes calamités qui puissent affliger une ville marchande. Il peut y avoir des exceptions, mais je crois que la généralité des *wee-pawns* sont des égouts d'iniquité. — I believe the generality of these places to be perfect sinks of iniquity. »

Le bailli Bryson :

« Je regarde ces maisons de prêt comme les plus mauvais lieux de la cité, à cause des facilités qu'elles offrent pour se débarrasser des objets volés. »

Le capitaine Georges M'Kay, chef des officiers criminels du district central :

« Ces *wee-pawnbrokers* n'enregistrent pas un dixième des articles qu'ils reçoivent, et si, par hasard, un objet de quelque valeur entre chez eux, la police n'a que très-peu de chance de le retrouver, si elle ne le saisit pas immédiatement. »

Le capitaine Baker, surintendant du district de Calton et Bridgeton :

« En général, nous trouvons que les *wee-pawns* sont de grands obstacles à la découverte des objets perdus et volés, et je suis d'avis que s'ils étaient supprimés, ce serait un avantage réel pour le public et particulièrement pour les classes pauvres. Comme officier de police du district central, j'ai eu souvent connaissance de personnes nécessiteuses qui

¹ An exposure of the *wee-pawns* system of Glasgow.

venaient se plaindre de ce qu'elles ne pouvaient rentrer en possession d'articles qu'elles avaient engagés chez les *wee brokers* qui leur avaient promis de les garder pendant un temps déterminé et qui les avaient vendus à la première occasion favorable. En fait, ces industriels ont la facilité de se livrer presque sans obstacles aux fraudes les plus coupables. Ils exigent de leurs dupes 300 p. % et 400 p. % d'intérêt, et ne font aucune difficulté de recevoir les objets qui leur sont offerts par les voleurs, s'ils peuvent en tirer un parti avantageux. Il est bien entendu qu'ils ne cherchent pas à savoir d'où ils viennent. »

Dans une notice lue devant la section de statistique de l'Association Britannique ¹, M. Henri John Porter a fait ressortir les avantages prétendus et les inconvénients de ce commerce illégal.

« Il existe, dit-il, à Glasgow un système de prêt sur gage nouveau pour moi et que je crois tout à fait inconnu en Irlande. On l'appelle *wee* ou *little-pawns*. Je regrette de dire que les maux produits par ce système ne sont pas petits : *The evils of the system are neither wee nor little*. Les avantages prétendus ou les motifs qui engagent à s'adresser à ces industriels sont les suivants :

» 1° Ils font des avances sur des objets que les pawnbrokers ne reçoivent pas à cause de leur peu de valeur ;

» 2° Ils prêtent environ 2 s. 6 d. sur des articles sur lesquels les pawnbrokers n'avanceraient que 2 s. ; ce qui fait 25 p. % de plus sur les dépôts ;

» 3° Leurs bureaux sont ouverts plus tôt et ferment plus tard que ceux des pawnbrokers.

» Ils présentent des désavantages manifestes, savoir :

» 1° Ils ne donnent pas de reconnaissances, et, par conséquent, pas de sûretés. Ils ont la prétention d'acheter les objets, et quoique les pauvres gens s'imaginent en être toujours propriétaires, cependant, dans le cas où une discussion à ce sujet amène les parties devant les magistrats de police, ces faux pawnbrokers soutiennent toujours qu'ils ont acheté et vendu de bonne foi ;

» 2° Le délai pour retirer les objets est limité à un mois au lieu d'une année :

» 3° L'intérêt généralement perçu pour les *wee-pawns* est de 1 penny par semaine pour 1 shilling, soit de 433 1/2 p. % par an. »

M. Keelson assure que, dans certains cas, constatés juridiquement, l'intérêt s'est élevé à *trois pence pour un shilling par semaine, treize cent pour cent par an* ².

M. Neilson Hancock, professeur d'économie politique à l'université

¹ *Journal of the statistical society of London*, t. III, p. 302.

² *Mont-de-piété and pawnbroking*, p. 326.

de Dublin, s'est livré, à l'occasion des faits énoncés par M. Porter, à des considérations qui ne sont pas sans intérêt.

« Il est inconcevable, dit-il, que M. Porter n'ait pas cherché à savoir pourquoi il y a des *wee-pawns* en Écosse, tandis qu'il n'y en a pas en Irlande. S'il s'était donné cette peine, il aurait reconnu que leur existence en Écosse tient à la loi qui régit le prêt sur gage et que les avantages et les inconvénients que produisent ces *wee-pawns* sont le résultat des restrictions légales. Voyons d'abord les avantages :

» 1^o Ils prêtent sur des articles de moindre valeur que ceux que recevraient les pawnbrokers patentés. Pourquoi cela ? C'est que la loi ne permet pas à ces derniers de prendre sur de petites sommes un taux d'intérêt assez élevé pour les rémunérer, le taux de l'intérêt étant inférieur de 40 p. % à celui alloué aux pawnbrokers en Irlande.

» 2^o Ils donnent 2 shillings 6 pence sur des articles sur lesquels les pawnbrokers patentés n'avanceraient que 2 shillings. Cela provient de l'acte du Parlement qui a établi pour les pawnbrokers une échelle de rémunération qui croît en proportion que le prêt diminue.

» Ainsi, un pawnbroker écossais perçoit :

20	p. %	sur	2 s. 6 d.
24	p. %	sur	2 1
25	p. %	sur	2 »
30	p. %	sur	1 8
37 1/2	p. %	sur	1 4
40	p. %	sur	1 3
43	p. %	sur	1 2
46	p. %	sur	1 1

» Il est donc de son intérêt de faire les plus petites avances ; il perdrait 5 p. % s'il prêtait 2 sh. 6 pence au lieu de 2 sh.

» 3^o Relativement à cet avantage allégué que les *wee-pawns* ouvrent leurs maisons plus tôt et les ferment plus tard que les pawnbrokers, cela vient uniquement du règlement du Parlement qui a fixé les heures pendant lesquelles les bureaux des pawnbrokers sont ouverts en Angleterre et en Écosse. L'effet produit par ces règlements est d'obliger les emprunteurs de recourir aux *wee-pawns*.

« Examinons maintenant la valeur des reproches adressés aux *wee-pawns*.

» Si ces industriels ne délivrent pas de reconnaissances, c'est que la loi punit d'une amende ceux qui perçoivent un intérêt aussi élevé que celui qu'ils exigent. C'est ce qui fait qu'ils remplacent le prêt par une vente à réméré.

» Le délai pour le dégageant est fixé à un mois au lieu d'une année, parce que les prêts étant d'une très-faible somme, les *wee-pawns* même

en prenant un intérêt très-élevé, éprouveraient une perte, si le prêt était d'une plus longue durée.

» Le taux de 433 $\frac{1}{2}$ p. % est le plus fort argument contre la restriction légale du taux de l'intérêt en matière de prêt sur gage, et, en général, contre toutes les lois sur l'usure. Ainsi, par ce fait que l'on empêche les pawnbrokers de prendre de 20 p. % à 40 p. % d'intérêt de plus, il en résulte qu'ils ne prêtent que de petites sommes et que les emprunteurs pauvres sont réduits à payer 433 $\frac{1}{2}$ p. %, tandis qu'en Irlande, où les emprunteurs payent de 40 p. % à 80 p. %, on ne connaît pas de *wee-pawns*.

» Le meilleur moyen d'obvier aux inconvénients des *wee-pawns*, *dolly-shops* et autres abus du prêt sur gage, c'est de donner à ce commerce une liberté absolue. Laissez l'emprunteur et le prêteur régler eux-mêmes leurs affaires, et que la loi n'intervienne que pour donner de la force aux contrats de bonne foi et protéger contre la fraude ¹.

Laissez faire, laissez passer; tel est le dernier mot de M. Hancock, afin d'amener au taux modéré de 80 p. % ! En comparant les divers systèmes de prêt sur gage, nous tirerons, nous, de ces faits une conclusion différente; mais n'anticipons pas et bornons-nous, quant à présent, à décrire le *pawnbroking licenced and unlicensed*. Les faits ont leur éloquence.

Quelle est la somme d'affaires effectuée en Angleterre et en Ecosse par les pawnbrokers? Il est difficile de le dire exactement; car il n'existe pas de données certaines à cet égard, et c'est sous toutes réserves que nous allons reproduire les évaluations suivantes :

M. Hows, qui suppose 2,000 pawnbokers dans la Grande-Bretagne évalue le fonds de roulement à 5,000 liv. sterling par bureau, soit à 10 millions de livres pour tous les bureaux. Le calcul de M. Hows est évidemment exagéré. En admettant, sur sa parole, que le fonds de roulement de chaque pawnbroker de Londres soit de 5,000 livres, en moyenne, il est impossible d'accepter le même chiffre pour les pawnbrokers de province. M. Keeson a su faire une distinction indiquée par la pratique, et tout en fixant aussi à 5,000 l. le fonds de roulement à Londres, il l'a réduit à 2,000 l. dans les comtés. D'après ces bases, les 360 pawnbrokers de Londres auraient un fonds de roulement de. 1,800,000 l.
et les 4,450 pawnbrokers des comtés, de. 2,900,000
Ensemble. 4,700,000 l.

Si l'on comprend l'Ecosse dans le calcul, le fonds général de roulement

¹ W. Neilson Hancock, *The usury laws and the trade of lending money to the poor in Ireland*, p. 6-7. Dublin, 1850.

ment s'élèverait à 5 millions de livres environ. Entre l'évaluation de M. Hows et celle de M. Keeson, il y a donc une différence de 5 millions de livres, soit de 100 p. %.

Relativement à la durée moyenne des prêts nous trouvons la même incertitude. M. Hows suppose que cette durée est de quatre mois, ce qui, suivant lui, porterait les sommes prêtées à 30 millions de livres, soit 750 millions de francs. M. Keeson a abaissé la durée moyenne à deux mois et demi, et il porte les sommes prêtées à 25 millions, soit à 625 millions de francs. La différence entre ces appréciations diverses est donc de 5 millions de livres, soit de 125 millions de francs.

M. Hows et M. Keeson supposent que la totalité du fonds de roulement est en circulation ; mais il faut tenir compte des fonds en caisse que l'on ne peut évaluer à moins de 15 p. %, ce qui réduit les sommes prêtées, dans la première hypothèse, à 25,500,000 livres, et, dans la seconde hypothèse, à 21,250,000 liv., soit à 637,500,000 fr. ou à 531,250,000 fr.

M. G. F. Hall, dans un mémoire lu, le 19 mars 1844 à Badley's hôtel, estime que 60 p. % des articles sont dégagés dans le premier mois, 20 p. % dans les trois mois suivants, et 15 p. % entre le quatrième et le onzième mois.

Si nous ne considérons que les opérations de Londres, nous trouvons comme fonds en circulation, déduction de l'encaisse calculée à 15 p. %, la somme de 4,530,000 l. qui représentent 4,590,000 l., soit 114,750,000 francs, ou 7,344,000 livres, soit 183,600,000 francs, selon que la durée moyenne des prêts est calculée à quatre mois ou à deux mois et demi.

D'après M. Keeson, le nombre moyen des reconnaissances (pawn-tickets) employées par les pawnbrokers serait de 72,000 à Londres et de 44,000 dans les comtés, ce qui donnerait :

A Londres.	25,920,000	reconnaisances.
Dans les comtés.	63,800,000	d°
Ensemble.	89,720,000	

Déduisant 720,000 reconnaissances comme déchet, on obtiendrait 89 millions de prêts effectués, chaque année, en Angleterre et en Ecosse.

M. Keeson évalue à sept shillings environ à Londres et à cinq shillings dans les comtés, la moyenne des sommes prêtées sur chaque nantissement.

Si nous comparons les opérations du mont-de-piété de Paris et de Londres, en prenant pour base la population, nous constatons que, à Londres, la population étant plus que double, les sommes prêtées sur gage devraient proportionnellement s'élever à 50 millions de francs.

Or, elles s'élèvent, d'après nos calculs, à 114,750,000 fr. au minimum. Cette différence si considérable s'explique par les causes suivantes.

1^o Le prêt sur gage, nous l'avons démontré, est en raison directe du mouvement général des affaires. Or, le mouvement à Londres est beaucoup plus grand qu'à Paris, et nous n'en voulons pas d'autre preuve que l'accroissement extraordinaire de sa population. Le *trade* a donc dû prendre un développement proportionnel.

2^o La gêne des classes pauvres est aussi une cause qui alimente les banques de prêt, et il est hors de doute que la position des classes ouvrières à Londres est plus désastreuse qu'à Paris. Le nombre des prêts, eu égard à la population, en est la démonstration.

A Paris, en prenant pour base la moyenne des opérations de 1831 à 1845, on constate que la proportion des prêts est de 1,28 par habitants, tandis qu'à Londres, cette proportion est de 10,59.

3^o Enfin le grand nombre des établissements de prêt et la concurrence qui existe entre eux sont des provocations à l'engagement par la facilité que l'on y trouve d'échanger immédiatement ses effets contre de l'argent.

Quelques-uns voient là un avantage marqué du prêt sur gage abandonné à l'industrie privée, mais nous sommes loin d'être convaincu que la situation morale et matérielle des classes laborieuses ait à gagner à un état de choses qui les porte à emprunter d'aussi faibles sommes à un intérêt aussi élevé. D'un autre côté, l'ordre public, s'il faut en croire le docteur Colquhoun, aurait à se plaindre de cette trop grande facilité de prêt mise souvent à profit par les voleurs ¹. M. Hows, en loyal pawnbroker, combat, à la vérité, cette opinion et prétend que sur vingt mille articles engagés, il n'en est pas un qui provienne de vol ²; mais si nous admettons sa bonne foi, nous ne devons pas oublier qu'il juge les choses à un point de vue personnel.

Quel est le rapport des articles vendus aux articles engagés? M. McCulloch, après avoir établi, d'après le bulletin des sciences géographiques (avril 1830), qu'à Paris, les ventes représentent $\frac{1}{11}$ des articles engagés et $\frac{1}{11}$ des sommes prêtées, ajoute :

« Les moyens de constater une situation analogue n'existent pas pour Londres; ces moyens existassent-ils et connût-on le rapport des articles engagés aux articles vendus, nul doute que la proportion ne fût beaucoup plus forte ³. »

M. Hall, dans le mémoire que nous avons cité, suppose que la vente n'excède pas 5 p. % des articles. M. Keeson l'élève de 5 à 7 p. %. Il

¹ *Treatise on the police of the metropolis*, p. 156.

² *Loc. cit.*, p. 102.

³ *A Dictionary*, etc. V^o pawnbrokers and pawnbroking, etc.

est à regretter que des données statistiques exactes ne permettent pas de vérifier ces appréciations diverses. En effet, on sait combien généralement le prêt est inférieur à la valeur des nantissements et que la vente faite dans des conditions toujours fâcheuses pour l'emprunteur réalise pour lui, alors même qu'elle produit un boni, une perte certaine. Cette perte doit être d'autant plus considérable en Angleterre, que les pawnbrokers ne sont tenus de faire vendre aux enchères publiques que les articles sur lesquels il a été prêté 10 shillings et au-dessus. Or, la moyenne des prêts est de 7 shillings, et M. Keeson nous assure que la moitié n'atteint pas 10 shillings. Il en résulte que la généralité des emprunteurs est livrée, en cas de vente, à la merci des pawnbrokers qui trafiquent, comme ils l'entendent, des objets non dégagés dans le délai légal; et comme les pawnbrokers ne sont pas obligés à tenir un registre de vente pour les objets qui ont donné lieu à un prêt de moins de 10 shillings, aucun moyen de vérification, aucun recours sérieux n'est accordé aux emprunteurs. En théorie, c'est une chose fâcheuse, dit M. Keeson, mais en pratique il est impossible de faire autrement. Nous ne saurions partager cet avis. En France et dans presque toutes les banques de prêt des autres pays, les ventes sont confiées à des commissaires-priseurs qui perçoivent les mêmes droits proportionnels sur tous les articles quels qu'ils soient, et il suit de là que le boni se répartit aussi proportionnellement entre tous les emprunteurs.

Nous pensons que c'est là où le prêt sur gage est une industrie libre qu'il convient surtout de donner, sous ce rapport, des garanties au public. Il serait donc très-utile d'obliger les pawnbrokers à faire vendre aux enchères tous les nantissements, quelle qu'en fût la valeur, par des officiers assermentés, qui, en centralisant ce genre d'opération, pourraient réduire les frais en raison du grand nombre d'articles. — Mais c'est encore du monopole, nous objectera-t-on. — C'est vrai; mais, dans l'intérêt des malheureux, nous ne saurions nous en plaindre, car le monopole ici n'est que de la protection : les pawnbrokers honnêtes, et nous aimons à croire que c'est le grand nombre, loin d'éprouver un préjudice, retireraient eux-mêmes de cette mesure un avantage réel, celui d'une vente plus facile, moins chère et plus lucrative par la publicité et la concurrence des acheteurs.

Le tableau ci-après indique les intérêts et droits perçus par les pawnbrokers anglais et écossais, à raison des prêts sur nantissement.

INTÉRÊTS ET DROITS PERÇUS EN ANGLETERRE ET EN ÉCOSSE.

SOMMES PRÊTÉES.	INTÉRÊTS perçus PAR MOIS.		DROIT FIXE pour BALANCE- DANCE.	DROITS PRÉLEVÉS POUR UN SÉJOUR EN MAGASIN de						TAUX DE L'INTÉRÊT comparativement à UN SÉJOUR EN MAGASIN de			
				1 MOIS.		4 MOIS.		1 AN.		1 MOIS.	4 MOIS.	1 AN.	
	L.	S.	D.	D.	S.	D.	S.	D.	S.	D.	P. C/o.	P. C/o.	P. C/o.
1			1/2	"	1/2	2		6			48	48	48
2			1/2	"	1/2	2		6			24	24	24
3			1/2	"	1/2	2		6			16	16	16
4			3/4	"	3/4	3		9			18	18	18
5		1	1/2		1 1/2	4	1/2	1	1/2		22	21	20
6		1	1/2		1 1/2	4	1/2	1	1/2		24	18	17
7		1	1/4		1 3/4	5	1/2	1	3 1/2		24	19	18
8		1	1/2		1/2	2	6 1/2	1	6 1/2		24	19	19
9		1	3/4		1/2	2	1/4	7	1/2		26	20	20
10		2		1	3	9		2	1		28	22	20
11		2		1	3	9		2	1		26	20	19
12		2	1/4	1	3 1/4	10		2	4		28	20	20
13		2	1/2	1	3 1/2	11		2	7		26	21	20
14		2	3/4	1	3 3/4	1	0	2	10		26	20	20
15		3		1	4	1	1	3	1		26	21	20
16		3		1	4	1	1	3	1		24	20	19
17		3	1/4	1	4 1/4	1	2	3	4		24	20	19
18		3	1/2	1	4 1/2	1	3	3	7		24	21	20
19		3	3/4	1	4 3/4	1	4	3	10		24	21	20
1 0		4		2	6	1	6	4	2		28	22	20
2 0		8		2	10	2	10	8	2		25	21	20
5 0	1	3		4	1	7	5	15	4		18	16	15

CHAPITRE II.

IRLANDE.

Irlande! Pauvre Irlande, étendue aux pieds de l'Angleterre comme Lazare à la porte du mauvais riche! Irlande, peuple *meurt-de-faim*, comme ils t'appellent, au milieu de tes riantes vallées, de tes verdoyantes campagnes, de tes champs couverts de riches moissons! Irlande, peuple martyr de l'intolérance religieuse et politique, victime séculaire de l'aristocratie britannique, salut. Ce salut n'est pas d'un étranger; celui qui te l'envoie a appris à t'aimer, bercé sur les genoux d'une loyale Irlandaise, son aïeule, dont le doux souvenir est uni dans son cœur à une vive sympathie pour tes souffrances et tes malheurs.

« It is not protection to the poor in Dublin! »

Tel est le cri de détresse qui retentit en 1838 dans l'enquête sur les pawnbrokers. Serait-il vrai qu'en Irlande il n'y a pas de protection pour le pauvre? Nous allons le demander à la commission de la Chambre des communes.

Son rapport constate tout d'abord l'insuffisance générale de la loi, la violation fréquente de ses dispositions, le caractère peu honorable d'un grand nombre de pawnbrokers, la dureté avec laquelle ils traitent les malheureux tombés en leur pouvoir et la nécessité de modifier la législation qui les régit. Il signale ensuite les principales imperfections de la loi, savoir :

1° La tenue imparfaite des livres des pawnbrokers et des vendeurs à l'encan;

2° L'insuffisance des reconnaissances;

3° Le taux trop élevé de l'intérêt et la perception de droits illicites;

4° Le mode vicieux des ventes et la difficulté de toucher le boni;

¹ Report from the select committee on pawnbroking in Ireland, together with the minutes of evidence. — Ordered by the house of commons to be printed, 3 August 1838.

5° La facilité qu'a le pawnbroker d'échapper aux pénalités, et l'inutilité du système actuel des cautions ;

6° L'absence de toute inspection et de contrôle.

Les explications que nous avons à donner sur ces divers points paraîtront peut-être un peu longues, mais elles sont encore plus importantes. Deux systèmes sont en présence, le prêt privilégié et le prêt libre. C'est à l'expérience à résoudre la question, à décider lequel des deux systèmes offre le plus d'avantages et le moins d'inconvénients. Il ne s'agit pas ici de formuler des théories abstraites qui, ne tenant aucun compte des faits sociaux, créent, tout exprès pour s'y donner une place, un monde imaginaire ; il s'agit d'une réalité vulgaire, mais qui ne peut être appréciée exactement qu'autant qu'elle est étudiée dans son ensemble, dans ses détails et dans ses résultats : tâche aride, nous en convenons, et qui rebuttera plus d'un de nos lecteurs. Mais le bien-être du peuple dépend de la manière dont le problème peut être résolu. Donc qui l'aime nous suive.

§ 1^{er}.

Tenue imparfaite des livres des pawnbrokers et des vendeurs à l'encan.

Les discussions qui s'élèvent entre le pawnbroker et l'emprunteur portent généralement sur la perception d'un intérêt extra-légal, sur l'identité, l'avarie, la perte des nantissements ou sur la vente effectuée avant le terme du prêt.

Pour statuer sur ces divers points, le magistrat doit ordonner la production des livres du pawnbroker ; or, ceux-ci sont tenus d'une manière si peu satisfaisante, les enregistrements sont souvent si inintelligibles que la personne qui tient les livres peut seule s'y reconnaître, quand elle s'y reconnaît, et il est presque impossible d'arriver à une transaction.

Si la reconnaissance a été perdue, le propriétaire du gage est autorisé par la loi à faire un *affidavit* du fait, pour prouver son droit sur la chose, à la satisfaction du juge, et obtenir un duplicata avec lequel il puisse dégager. S'il s'agit d'un acte de fraude, il se présente une foule de questions qui doivent être résolues dans l'intérêt de celui qui a égaré la reconnaissance et qui réclame sa propriété. Or elles ne peuvent avoir de solution qu'autant que l'enregistrement est lisible et suffisant ; dans le cas contraire, le juge qui demande la production des livres ne peut en tirer aucune lumière.

Le temps fixé pour le dégagement peut être expiré et le nantissement n'a pas encore été vendu, ou, s'il est vendu, un boni a pu être réalisé : dans aucun cas, il est impossible qu'une instruction complète ait lieu, si le

vendeur à l'encan (auctioneer) n'a pas établi ses écritures de manière à corroborer ou à infirmer la déclaration du pawnbroker. L'enquête a démontré que beaucoup de pawnbrokers de Belfast font vendre séparément les articles, et que les numéros des reconnaissances sont indiqués sur les registres des auctioneers, de sorte que l'emprunteur est à même de faire une vérification facile. A Dublin, cette indication n'est jamais portée sur le registre de l'auctioneer. A Cork et dans les autres villes de l'Irlande, il paraît qu'il n'y a pas même de registre.

Enfin, relativement aux objets volés, l'enregistrement journalier du pawnbroker serait un document précieux pour les officiers de police chargés de faire les recherches : comment constater ces faits lorsque la désignation est fautive ou illisible ?

§ 2.

Insuffisance des reconnaissances.

La reconnaissance délivrée par le pawnbroker contient ordinairement son nom et son adresse imprimés ; on y ajoute à la main le numéro attaché au nantissement en magasin, la date de l'engagement, la désignation sommaire de l'article et la somme prêtée ; mais l'enquête a prouvé que le très petit-format de la reconnaissance en rend la perte facile, et, de ce fait, qui peut paraître insignifiant, il résulte de graves inconvénients et dommages pour l'emprunteur. En effet, si plusieurs objets ont été compris dans le même engagement, ils ne peuvent être spécifiés, vu l'exiguïté du papier, et on se contente de les indiquer sous le nom : *divers* (sundries). La reconnaissance n'indique pas le taux de l'intérêt, et la loi ne l'exige pas. Quelquefois elle porte l'avis imprimé que le gage sera vendu à l'expiration du terme de six, neuf ou douze mois. Toutefois cet avis ne lie pas le pawnbroker ; il est considéré par les parties comme un avertissement général qui n'impose pas une rigoureuse obligation, et fréquemment les articles non dégagés sont gardés, selon la convenance du pawnbroker, au delà du terme fixé pour la vente, dans le cas, où il espère s'en défaire avec plus d'avantage.

Lorsque la reconnaissance est présentée au pawnbroker et que l'article est dégagé, elle est souvent détruite après le dégagement, sous le prétexte d'empêcher qu'elle ne tombe dans les mains d'une autre personne. C'est un usage fâcheux, et il serait à désirer que les pawnbrokers irlandais, comme les pawnbrokers anglais, conservassent les reconnaissances pendant une année entière, ce qui permettrait de faire des vérifications utiles.

§ 3.

Taux trop élevé de l'intérêt et perception de droits illicites.

Le tableau qui suit indique les intérêts et les droits perçus par les pawnbrokers irlandais.

INTÉRÊTS ET DROITS PERÇUS PAR LES PAWNBROKERS EN IRLANDE.

SOMMES prêtées.	INTÉRÊTS perçus par mois.		DROIT FILE pour RECOURS- RANCE.	DROITS PRÉLEVÉS POUR UN SÉJOUR EN MAGASIN de						TAUX DE L'INTÉRÊT comparativement à UN SÉJOUR EN MAGASIN de		
				1 MOIS.		4 MOIS.		1 AN.		1 MOIS.	4 MOIS.	1 AN.
	L. S. D.	S. D.	D.	S. D.	S. D.	L. S. D.	L. S. D.	L. S. D.	p. o/o.			p. o/o.
1			1 1/2	1		1 1/2	3	7	144		72	56
2		1	1	1		2	5	1 1	96		60	41
3		1	1	1		2	5	1 1	63		39	36
4		1 1/2	1	1		2 1/2	7	1 7	60		42	39
5		1 1/2	1	1		2 1/2	7	1 7	48		33	30
6		2	1	1		3	9	2 1	48		36	34
7		2	1	1		3	9	2 1	40		30	29
8		2 1/2	1	1		3 1/2	11	2 7	42		33	32
9		2 1/2	1	1		3 1/2	11	2 7	37		29	28
10		3	2	2		5	1 2	3 2	48		34	32
11		3	2	2		5	1 2	3 2	43		31	30
12		3 1/2	2	2		5 1/2	1 4	3 8	44		33	30
13		3 1/2	2	2		5 1/2	1 4	3 8	40		30	28
14		4	2	2		6	1 6	4 2	41		31	30
15		4	2	2		6	1 6	4 2	39		30	27
16		4 1/2	2	2		6 1/2	1 8	4 8	39		30	29
17		4 1/2	2	2		6 1/2	1 8	4 8	37		29	27
18		4 1/2	2	2		6 1/2	1 8	4 8	35		27	26
19		5	2	2		7	1 10	5 2	35		29	27
1 0		5	2	2		7	1 10	5 2	33		27	25
2 0		10	4	4	1 2	3 8		10 4	33		27	25
5 0	2 1	4	4	4	2 5	8 8	1 5 4		28		26	25

Ainsi les prêts de 1 shilling à 5 l. sont fait au taux de 144 p. % à 28 %, lorsque leur durée est d'un mois; de 72 p. % à 26 p. % lorsque leur durée est de quatre mois; de 56 p. % à 25 p. % lorsque leur

durée est d'une année. Les prêts hebdomadaires sont fréquents ¹ et alors les prêts de 1 shilling payent 624 p. $\frac{\circ}{\circ}$. Il se fait des prêts nombreux inférieurs à 1 shilling. Ainsi, en 1837, le pawnbroker Robert Sheffield, de Waterford ², a prêté, 2,120 l. sur 78,764 articles, soit en moyenne 67 centimes par article. Mary Barry de Youghall a prêté 894 l. sur 34,365 articles, soit en moyenne, 66 centimes par article ³. L'enquête constate des prêts de 3 d. (30 centimes) sur lesquels un pawnbroker de Dublin, Eades, perçoit 1/2 d. (5 centimes) plus 1 d. (10 centimes) pour la reconnaissance ⁴. Dans ce dernier cas, le taux de l'intérêt est de :

200 p. $\frac{\circ}{\circ}$ si le prêt est de trois mois.

600 p. $\frac{\circ}{\circ}$ si le prêt est d'un mois.

2,600 p. $\frac{\circ}{\circ}$ si le prêt est d'une semaine.

Ici, il est vrai, nous sommes en dehors de la légalité qui, pour les prêts inférieurs à 4 shill. n'admet pas que le prêteur perçoive d'intérêt, mais seulement 4 d. pour la reconnaissance; mais nous constatons un fait qui se produit journellement chez les pawnbrokers. « *They are all the same in Dublin*, dit M. Haynes ⁵, ce qui est établi ailleurs par le rapport ⁶, qui déclare, en outre, que le taux trop élevé de l'intérêt ne permet pas à l'emprunteur pauvre de dégager son nantissement. *The rapid accumulation of a very high interest, after the first month, makes the debt mount up to such a sum as soon renders the redemption impossible to the poor man* ⁷.

§ 4.

Mode vicieux des ventes. Difficulté de toucher le boni.

La loi, pour garantir le propriétaire du gage, prescrit 1° que la vente n'ait lieu qu'aux enchères publiques; 2° que le monopole de la vente soit confié à certains *auctioneers*; 3° que l'emprunteur soit préalablement averti, à Dublin, par le maréchal de la cité, dans les autres villes par le pawnbroker. Or, on se borne à apposer une affiche sur le marché ou au siège du tribunal : cette affiche n'indique pas toujours le jour et le lieu de la vente. La mise aux enchères peut être retardée indéfiniment, et l'intérêt ne cesse de courir.

¹ Appendix to report from select committee on pawnbrokers (Ireland), p. 227.

² Appendix, etc., p. 463.

³ *Ibid.*

⁴ Minutes of evidence before select committee on pawnbrokers, n° 207, p. 13.

⁵ *Ibid.*, n° 179, p. 11.

⁶ Report, p. 9.

⁷ *Ibid.*, p. 8.

L'enquête a démontré que la disposition concernant l'avertissement qui doit précéder la vente est constamment négligée. Il en est de même de celle relative à la vente elle-même qui généralement n'est pas faite aux enchères, mais sous le manteau de la cheminée ; et lorsque cette dernière formalité est remplie, les articles, au lieu d'être vendus séparément, sont le plus souvent vendus par lots.

L'époque fixée pour la vente dépend du montant du prêt : la loi l'autorise après six mois pour les articles de 20 shillings et au-dessous ; après neuf mois pour les articles de 20 à 40 shillings ; après un an pour les articles d'une plus grande valeur.

La vente, malgré les prescriptions de la loi, n'étant pas, le plus souvent, faite aux enchères et alors même que cette formalité est remplie, les *auctioneers* ne tenant pas de registres, si ce n'est à Belfast, il en résulte que l'emprunteur est à la merci du pawnbroker pour la restitution du boni. Par ailleurs, la faculté qu'a le pawnbroker de conserver indéfiniment le gage et de continuer à percevoir l'intérêt, rend illusoire la disposition relative au boni. En effet, l'intérêt du pawnbroker est de prolonger le prêt aussi longtemps que possible, de manière à absorber par l'intérêt du capital le boni que produirait la vente.

§ 5.

Des pénalités. Inefficacité du système des cautions.

En Angleterre, les peines pécuniaires prononcées pour violation des statuts sont, en partie, au profit du plaignant. En Irlande, elles sont attribuées exclusivement aux pauvres ; et comme les inspecteurs des paroisses restent complètement étrangers aux opérations des pawnbrokers, il en résulte que la loi est impunément violée.

Relativement aux cautions que les pawnbrokers doivent fournir, elles sont d'un chiffre trop élevé. A quoi bon des cautions de 300 l. et de 1,000 l. pour répondre d'amendes de 2 l. à 40 l. ? Au reste, il arrive fréquemment que les cautions ne sont pas données.

§ 6.

Absence d'inspection et de contrôle.

D'après le statut 26 Georg. III, c. 43, aucune personne ne pouvait être autorisée à prêter sur gage, si elle n'était de bonne vie et mœurs ; mais il paraît qu'on n'exigeait pas d'autre preuve de moralité que le fait

d'une obligation de 300 l., souscrite par elle, et de trois autres obligations de 100 l. chacune, signées par des tiers, lesquelles obligations répondaient de la gestion du pawnbroker. Le trésorier du comté ou le clerc de la paroisse pouvait, en cas de délit constaté, en poursuivre le paiement.

Le statut 28 Georges III, c. 49, a élevé à 1,000 l. l'obligation des pawnbrokers à Dublin, et il exige, en outre, un certificat d'honorabilité, délivré par le magistrat de police, préalablement à l'ouverture du bureau de prêt. Le même statut prescrit qu'un certificat constatant la remise des obligations soit délivré par un officier public et enregistré, moyennant 5 shillings, par le maréchal de la ville. Il exige encore que le pawnbroker dépose dans les mains du maréchal un rapport mensuel certifié, constatant le nombre des articles engagés et le montant des prêts. Ce rapport doit être envoyé dans le mois qui suit les opérations dont s'agit, et copié textuellement par le maréchal dans un registre *ad hoc*. Il lui est alloué, à cet effet, un droit de 1 shilling par mois. Le résumé de ces rapports doit être adressé au parlement à chaque session.

Nous avons déjà fait remarquer l'inutilité des obligations souscrites et la non-exécution des prescriptions légales les concernant. Nous devons ajouter que si le maréchal s'inquiète peu d'enregistrer les certificats des cautions, il n'en est pas de même du droit qui lui est alloué et qu'il a su porter de 5 shill. à 1 l. Les rapports mensuels ne sont pas faits ni, par conséquent, enregistrés; mais le droit est néanmoins perçu sur le pied de 1 l. par an, au lieu de 1 shill. par mois. Dans certains cas, il a même été porté arbitrairement à 30 livres.

Quant au résumé des rapports, il a toujours été négligé; il n'a pas été mis sous les yeux du parlement depuis la première année de la promulgation des statuts.

Le maréchal prétend que la faute doit être imputée à ses prédécesseurs; ce que la commission d'enquête ne nie pas, tout en comprenant ce magistrat dans un blâme mérité. Il est évident, en effet, que cette fonction a été considérée comme une sinécure, et que si on s'est beaucoup préoccupé de la perception des droits qui, dans plus d'un cas, ne peuvent être considérés que comme des exactions, on n'a jamais songé à exercer une surveillance effective et à faire exécuter les actes du parlement.

Le dernier statut précité de Georges III porte que les pawnbrokers de Dublin, convaincus par la police de recevoir des objets volés, peuvent être interdits. Il serait nécessaire de prendre une semblable mesure pour les autres villes de l'Irlande. Il résulte des déclarations faites devant les commissaires de l'enquête des pauvres qu'un certain nombre de pawnbrokers ont l'habitude de prêter sur des objets provenant de vol.

On cite un pawnbroker qui, condamné et emprisonné pour un fait de cette nature, n'en continue pas moins ses opérations sur une grande échelle; car il a ouvert un nouvel établissement. A Dublin et dans les

autres villes, on ne peut interdire un pawnbroker pour violation réitérée des prescriptions les plus importantes de la loi. Ses livres peuvent être tenus d'une manière inintelligible pour le magistrat, ses fraudes peuvent être répétées, sa maison peut être ouverte à des heures prohibées, les gages peuvent être vendus sans enchères publiques, et cependant il peut s'abriter sous les dispositions d'un acte auquel il désobéit.

Telle est la position légale faite, en Irlande, aux pauvres, réduits à emprunter sur nantissement. La déclaration de M. Mathews dans l'enquête : *It is not protection to the poor in Dublin*, reste donc comme une accusation terrible contre le gouvernement de la métropole et aussi contre le système de prêt sur gage consacré par la loi. Les abus qui existaient en 1838 existent encore : le rapport des commissaires est resté sans réponse, aucun statut n'est intervenu pour améliorer la législation déclarée insuffisante par l'enquête. Il semble que la liberté du commerce, qui n'est en réalité ici que la liberté de l'oppression, est une arche sainte, sur laquelle on ne doit pas porter la main, sous peine de sacrilège. « Périssent les colonies, plutôt qu'un principe », s'écriait à la tribune française un de nos orateurs. Périsse l'Irlande plutôt qu'une théorie, tel paraît être le dernier mot des *free traders*.

Singulière anomalie ! Le système qui prévaut en Irlande paraît à M. Hancock le type sur lequel doit être modelé le prêt sur gage. Grâce, suivant lui, à l'élévation de l'intérêt, on n'y voit pas de dolly-shopkeepers, comme en Angleterre, de wee-pawns, comme en Ecosse. Il y a à cela une fort bonne raison : c'est qu'en Irlande la manière de faire des pawnbrokers est à peu près la même que celle des dolly-shopkeepers et des wee-pawns. La lettre de la loi y est une lettre morte ; elle n'est pas exécutée, et le fût-elle, qu'elle n'empêcherait pas les désordres de se produire, puisque, de l'aveu de la commission d'enquête, elle les consacre en partie. La liberté de l'intérêt existe, tant les dispositions de la loi sont élastiques et la surveillance de l'autorité insuffisante. Toutefois, la liberté n'existe réellement que du côté des prêteurs. Le malheureux Irlandais, réduit à emprunter moins de trois shillings en moyenne, le plus souvent quelques pence, ne peut pas discuter les conditions du prêt, il les subit et se résigne. Mais de quelle utilité peut être une organisation exigeant un intérêt aussi élevé ? Est-ce que l'emprunteur reçoit un service équivalent ? L'avance de deux ou trois shillings peut-elle avoir, généralement, d'autre objet que de pourvoir à des besoins urgents, à des besoins de consommation ? et si telle est, en effet, la destination des emprunts faits par les nécessiteux, ne voit-on pas que le pawnbroker pressure la misère dans ses détresses les plus extrêmes, et que son action, loin d'être un soulagement, n'est pour elle qu'une aggravation.

Il ne s'agit pas seulement ici d'une question de misère, mais encore d'une question de moralité. Une trop grande facilité d'engagement

donnée aux classes pauvres a une influence fâcheuse, surtout dans un pays où l'abus du *gin* et du *whisky* est aussi fréquent qu'en Irlande. S'il est utile de mettre le minimum des prêts au niveau des besoins de la population, il ne faut pas le faire descendre à un chiffre trop faible. Or, en Irlande, il y a des prêts très-nombreux au-dessous d'un shilling, on prête même deux pence, *vingt centimes* ! On s'en rend compte, lorsque l'on voit le pawnbroker tenir cabaret et ne pas refuser de prêter à des individus en état d'ivresse ¹. Nous ne voyons pas bien, nous l'avouerons franchement, ce que la liberté des transactions a de commun avec de semblables pratiques.

En terminant cette esquisse du pawnbroking en Irlande, nous aurions voulu présenter des données statistiques qui permettent d'en apprécier l'importance. Les renseignements certains nous manquent. M. Cobbett porte le nombre des pawnbrokers, en 1819, à 700 ². Ce chiffre est admis par M. Barrington ³. M. Hancock le réduit à 447, et il suppose qu'il est prêté 2 millions de livres sur 14 millions d'articles, ce qui porte la moyenne des prêts à 3 fr. 57 c. environ ⁴. D'après le rapport du maréchal de la cité de Dublin, le nombre des pawnbrokers, à la fin de 1847, était de 445, dont 51 à Dublin, 49 à Belfast, 44 à Cork, 24 à Waterford, 20 à Limerick, et 257 dans les autres villes ⁵. La somme de 1,193,674 l. (29,841,850 fr.) avait été prêtée sur 9,841,850 articles, soit en moyenne 2 shillings 5 d. environ (3 fr.) par article. Ce dernier document est officiel, mais il est loin d'offrir une garantie d'exactitude : il est d'ailleurs incomplet, les opérations en articles et en sommes de 52 pawnbrokers n'étant pas indiquées. En admettant que ces 52 pawnbrokers aient opéré dans les mêmes proportions que les autres, il y aurait 139,485 l. et 1,150,058 articles à ajouter aux résultats connus. On obtiendrait ainsi un total de 1,333,159 l. (33,328,975 fr.) et de 10,991,908 articles. Ce calcul peut être inexact, les opérations des pawnbrokers tenant, quant à leur nombre et à leurs avances, à des circonstances locales : aussi nous ne le présentons que comme hypothétique et sous toutes réserves.

Quant aux bénéfices présumés des pawnbrokers, M. Barrington les évalue à 900 l. par établissement pour toute l'Irlande.

Un ancien pawnbroker, M. W. Bentley, admet ce chiffre de 900 liv. pour les pawnbrokers de Dublin ⁶. En 1837, il a été prêté par les 50 bureaux dont on connaît les opérations 501,851 l., les bénéfices pré-

¹ Minutes of evidence, nos 366, 367, 636, 638, 677, 680, 914, 921, 1398, 1711.

² The law of pawns, etc., p. 32.

³ Appendix to report, etc., p. 229.

⁴ The usury laws, etc., p. 4.

⁵ Appendix to report, etc., p. 157.

⁶ Minutes of evidence, n° 1819.

sumés étant, en moyenne, de 900 l., on obtient, en multipliant 900 par 50, la somme de 45,000 l., soit environ 9 p. $\frac{1}{2}$ %. M. Long, pawnbroker de Cork, évalue également le profit net à 9 p. $\frac{1}{2}$ % du capital prêté ¹.

§ 7.

Monts-de-piété irlandais. — Société de prêts (Loan-funds).

Des essais honorables ont été faits dans le but de combattre les effets désastreux du prêt sur gage. Un habitant fort recommandable de Limerick, M. Barrington conçut, en 1836, l'idée de créer un mont-de-piété dont les bénéfices seraient appliqués à un hôpital fondé par sa famille, en 1831. Il se proposait de diminuer les charges qui pesaient sur les emprunteurs et de venir en aide, avec les profits, aux pauvres malades. La présence à Limerick du père Mathews, l'ardent promoteur et propagateur des sociétés de tempérance, fut considérée comme une occasion favorable de commencer l'œuvre. Le père Mathews parla avec chaleur dans un meeting et fit appel aux sentiments charitables de ses auditeurs. Il fut écouté; trois grognements furent poussés contre les pawnbrokers, trois hurrahs en faveur de l'institution nouvelle, et on se cotisa pour faire les premiers fonds. M. Haynes, le futur directeur, envoyé en France, reçut de l'administration du mont-de-piété de Paris des renseignements utiles et, en mars 1837, un charitable pawn-office fut ouvert à Limerick, sur les bases suivantes ².

Le but de l'établissement est purement philanthropique. Sa direction est confiée à un comité composé du lord évêque de Limerick, de l'évêque catholique, de deux membres de la municipalité, du maire, du magistrat chef de la police, et de deux autres personnes choisies parmi les actionnaires et élues chaque année.

Le comité directeur se réunit une fois par semaine pour recevoir les rapports, examiner et balancer la caisse, inspecter les magasins et régler les affaires qui peuvent leur être soumises. Une assemblée générale des actionnaires a lieu une fois par an.

Le capital nécessaire est formé au moyen de l'émission d'actions de 5 l. à 100 l. et au-dessus, produisant 6 p. $\frac{1}{2}$ % d'intérêt et payables trois mois après l'avis du remboursement donné au directeur. — Les fonds ne peuvent être employés qu'en prêts sur gages.

¹ Minutes of evidence. N° 1587.

² Bye laws with rules and regulations for the government of the mont-de-piété, or charitable pawn-office, Limerick; as revised and approved by the consulting barrister of the loan-fund board, Dublin Castle, in terms of the act 6 et 7 Will. IV. — Appendix to report, etc., p. 218-222.

La durée de l'engagement est d'une année; le renouvellement est admis. — Le prêt est réglé aux $\frac{4}{5}$ de la valeur des objets en or et en argent et aux $\frac{2}{3}$ de la valeur des autres objets. — Les articles non retirés sont vendus aux enchères publiques, et le boni est tenu à la disposition de l'ayant-droit pendant deux ans à dater de l'engagement : après ce délai, il devient la propriété de l'établissement.

Le droit de vente est fixé à 5 p. $\frac{0}{10}$; dans les cas d'annonces extraordinaires, il peut être ajouté 1 p. $\frac{0}{10}$, lequel est prélevé sur le boni.

L'intérêt du prêt est calculé par mois d'après le tarif suivant comparé à celui des pawnbrokers irlandais.

TABEAU COMPARATIF DES INTÉRÊTS ET DROITS PERÇUS

PAR LE MONT-DE-PIÉTÉ DE LIMERICK ET LES PAWNBROKERS.

SOMMES prêtées.	MONT-DE-PIÉTÉ.		PAWNBROKERS.	
	INTÉRÊTS ET DROITS.		INTÉRÊTS ET DROITS.	
£. S.	£.	D.	£.	D.
» 1	»	1/4	»	1 1/2
» 2	»	1/2	»	2
» 3	»	1/2	»	2
» 4	»	1	»	2 1/2
» 5	»	1	»	2 1/2
» 6	»	1 1/2	»	3
» 7	»	1 1/2	»	3
» 8	»	1 1/2	»	3 1/2
» 9	»	2	»	3 1/2
» 10	»	2	»	5
» 11	»	2 1/2	»	5
» 12	»	2 1/2	»	5 1/2
» 13	»	2 1/2	»	5 1/2
» 14	»	3	»	6
» 15	»	3	»	6
» 16	»	3 1/2	»	6 1/2
» 17	»	3 1/2	»	6 1/2
» 18	»	3 1/2	»	6 1/2
» 19	»	4	»	7
1 »»	»	4	»	7 1/2
2 »»	»	5	»	1 2
5 »»	1	8	2	5

Ainsi l'intérêt perçu par le mont-de-piété de Limerick est beaucoup plus modéré que celui perçu en Irlande et même en Angleterre et en Ecosse.

La situation de cet établissement se présente tout d'abord sous les

meilleurs auspices. « Les actionnaires, dit M. Hall, ont été amplement récompensés du prêt qu'ils ont fait de leur capital et lorsque les frais de construction auront été payés, ils auront, sans aucun sacrifice pécuniaire, mis l'hôpital à même de satisfaire aux besoins de la population, tout en rendant un service inappréciable aux pauvres de la cité ¹. »

Plusieurs villes imitèrent Limerick, savoir : Belfast, Portadown, Tandragee, Cork, Newcastle, Dungannon et Lismore.

L'expérience n'a pas été favorable aux monts-de-piété irlandais. Ils ont cessé leurs opérations à Limerick et à Cork en 1842, à Dungannon en 1843, à Belfast, Tandragee, Newcastle et Lismore en 1847. Celui de Portadown existait encore en 1852 ; il est peu important.

Ce résultat, dit M. Hancock, est la condamnation du système. Il est permis d'en douter. En effet, il faut voir dans quelles circonstances les monts-de-piété ont pris naissance. Il est évident, tout d'abord, que leurs capitaux étaient insuffisants. A la fin de 1841, le fonds de roulement était de 26,883 l., savoir :

Belfast.	709 l.
Portadown.	298
Tandragee.	643
Cork.	10,470
Limerick.	13,213
Newcastle.	4,010
Dungannon.	550
Lismore.	290
Somme égale.	26,883 l.

Qu'est-ce que 26,883 l. pour faire une concurrence sérieuse à des capitaux aussi considérables que ceux aux mains des pawnbrokers ? Dans la guerre, la victoire est aux gros bataillons ; dans l'industrie, elle est aux gros capitaux.

La lutte des monts-de-piété devait donc se terminer par une défaite et d'autant plus infailliblement que les droits perçus par les monts-de-piété étaient de beaucoup inférieurs à ceux exigés par leurs adversaires. C'est en cela, dit-on, que leur institution était vicieuse, et leur chute absout les pawnbrokers. Cette conclusion contre le système du mont-de-piété de la non-réussite de quelques établissements qui n'étaient pas nés viables, est loin de nous paraître logique. Pour que l'expérience fût concluante, elle aurait dû se produire dans des conditions autres que celles au milieu desquelles elle s'est faite. Qu'était-ce que les monts-de-piété ?

¹ *Ireland, Scenery and Character*, t. I. p. 350-354. 1841.

Des bureaux de prêt qui n'offraient de différences avec les autres maisons de prêt sur gage qu'une plus grande moralité dans leurs opérations, à raison de la sévérité qu'ils apportaient dans la réception des gages et le taux moins élevé de l'intérêt qu'ils exigeaient des emprunteurs. Or, la moralité des monts-de-piété n'était pas un motif pour leur donner une nombreuse clientèle. Laissant de côté les actes coupables, signalés dans l'enquête, d'un certain nombre de pawnbrokers qui acceptent sciemment les objets provenant de vol ou présentés par des individus en état d'ivresse, les provocations honteuses d'autres industriels qui, à l'aide du *gin* qu'ils vendent à des misérables, les amènent à se dépouiller de leurs derniers vêtements, il est certain qu'une trop grande facilité d'engagement, l'absence des formalités dans le prêt, et ces complaisances intéressées que n'avoue pas toujours la morale, sont des motifs de préférence pour une foule d'emprunteurs. Les conditions plus favorables du prêt n'étaient pas non plus une raison déterminante en faveur des monts-de-piété. L'imprévoyance est la compagne de la misère; combien de malheureux ne franchiraient jamais le seuil d'une maison de prêt, s'ils comprenaient leur véritable intérêt! Combien peu se rendent compte des avantages qu'ils trouveraient dans un établissement et des inconvénients qu'ils rencontrent ailleurs! Et les préjugés contre tout ce qui commence, et la routine qui rive l'ignorance au présent, si absurde qu'il soit, et la difficulté d'arracher au prêteur sur gage les nantissements qu'il a dans les mains, et la crainte de perdre ces nantissements si les rapports viennent à cesser, et ces mille moyens de l'usage de l'intérêt froissé pour déconsidérer une entreprise rivale; pense-t-on que toutes ces causes réunies n'étaient pas des obstacles presque insurmontables, surtout dans les conditions d'infériorité financière où les monts-de-piété étaient placés? Si les pawn-offices se soutiennent à peine au moyen d'un intérêt élevé, les monts-de-piété qui percevaient un intérêt bien moindre ne pouvaient se maintenir qu'en faisant un très-grand nombre d'opérations, les bénéfices produits par les uns compensant les pertes résultant des autres. A Paris, l'administration est en déficit sur tous les prêts inférieurs à seize francs, c'est-à-dire sur les deux tiers de ses opérations; mais les bénéfices qu'elle réalise sur les prêts de seize francs et au-dessus lui permettent de supporter ce déficit et de prêter à un taux moins élevé que les pawnbrokers. La question à résoudre n'est pas de savoir si des maisons de prêt qui se bornaient à percevoir $\frac{1}{4}$ de penny par mois pour 1 shilling, sans la compensation que nous avons indiquée, étaient en mesure de lutter avec d'autres maisons qui prélèvent 1 penny et $\frac{1}{2}$, c'est-à-dire un intérêt six fois plus élevé, surtout lorsque $\frac{1}{4}$ de penny était évidemment insuffisant pour couvrir les frais; la question est celle-ci : le prêt sur gage abandonné à l'industrie privée est-il plus favorable aux emprun-

teurs que le prêt sur gage privilégié? Jusqu'ici nous n'avons vu en œuvre en Irlande que le système de la liberté, et qu'a-t-il produit? Les pawnbrokers ne peuvent vivre qu'au moyen d'un intérêt qui varie entre 144 p. % et 28 p. % pour le premier mois, entre 56 p. % et 25 p. % pour l'année. Si c'est là le dernier mot de la concurrence, il n'est pas consolant.

En terminant cette esquisse de prêt sur gage dans la Grande-Bretagne, nous devons mentionner des institutions utiles créées dans le but de venir en aide aux classes nécessiteuses.

« Il s'est formé à Londres, dit M. de Gerando, sous le titre de *Société amicale de Westminster*, une société qui prête sans intérêt aux personnes laborieuses. Les prêts ne sont jamais au-dessous de cinq shillings ni au-dessus de deux livres. Souvent, comme à Hambourg, le remboursement a lieu successivement par petites sommes, de semaine en semaine.

» On a depuis introduit la garantie d'une caution. En 1821, le capital de cette société ne s'élevait qu'à 150 livres, mais cette faible somme, en circulant, se multipliait et prévenait un grand nombre d'infortunes : cinq cents familles, en deux ans, y avaient participé tour à tour. Chose digne de remarque! A cette époque, il n'y avait pas d'exemple d'un prêt qui n'eût pas été fidèlement remboursé. L'expérience avait montré aussi que les emprunteurs, après avoir pris l'habitude de prélever, pour s'acquitter, une portion de leur salaire, amélioraient ensuite leur situation, venaient déposer plus tard, dans les caisses d'épargne, les économies qu'ils avaient appris à former, et se précautionnaient ainsi contre le retour de nécessités semblables à celles qui les avaient fait recourir à cette assistance ¹. »

D'autres sociétés, dont l'action est beaucoup plus étendue, ont été établies en Angleterre d'après un statut de Guillaume IV (5 et 6 Will. IV, c. 23). Elles sont désignées sous le nom de *Loan Societies*, et elles prêtent sous caution à un intérêt qui ne peut excéder 12 p. % par an, conformément à un statut de la reine Victoria, en date du 11 août 1840, (3 et 4 Victoria, c. 110). Le maximum des prêts est fixé à 15 livres, et les remboursements sont effectués par à-comptes hebdomadaires. Il n'existe pas de rapports officiels sur ces sociétés; mais d'après les renseignements qui nous ont été donnés, elles seraient dans un état prospère. Toutefois, il paraîtrait que l'exactitude des emprunteurs ne serait pas toujours aussi exemplaire que nous le donnait à penser M. de Gerando.

L'Irlande possède aussi des *loan-funds*, sociétés régies par un acte du 13 août 1836, dont voici les principales dispositions :

ART. 1^{er}. Il est permis à une personne seule ou à plusieurs personnes

¹ De la bienfaisance publique, t. III.

d'établir, en Irlande, une société ayant pour objet de former, au moyen de prêts faits par les membres de la dite société, ou par des tiers, à un taux qui n'excède pas 6 p. % par an, ou par donation, un capital destiné à faire des avances aux classes laborieuses, lesquelles avances seront remboursées à termes fixes et porteront intérêt, ainsi qu'il sera dit ci-après. Les membres des dites sociétés sont autorisés à se réunir, à prendre toutes résolutions et à faire tous règlements propres à assurer la prospérité des établissements, à la majorité des membres composant les dites sociétés, comme aussi à imposer des amendes raisonnables aux personnes qui obtiennent des avances, en cas de violation des règlements.

ART. 2. Pour le contrôle et la surintendance générale des sociétés de prêt, on a établi, à Dublin, un bureau central (*the loan-funds board*), dont les membres sont choisis par le lord-lieutenant d'Irlande. Ce bureau a le droit d'inspecter toutes les sociétés pour s'assurer que les règlements sont observés et que les fonds sont appliqués à l'usage auquel ils sont affectés. Le bureau central peut, toutes les fois qu'il le juge convenable, désigner des inspecteurs à l'effet d'examiner les livres, les comptes et les papiers des dites sociétés.

ART. 11. Aucune société ne peut être établie qu'à la condition expresse que les administrateurs ou commissaires ne recevront ni directement, ni indirectement un salaire ou une rétribution pour leur participation aux affaires de la société et qu'il ne sera fait aucune dépense en dehors de celles prévues dans le règlement.

ART. 12. Le caissier et, en général, tous les comptables sont tenus de fournir un cautionnement.

ART. 13. Il ne peut être prêté plus de 10 livres au même individu, et aucune nouvelle avance ne lui sera faite avant le remboursement intégral du prêt primitif.

ART. 14. Les billets, garanties, cautions et toutes autres pièces quelconques concernant les opérations dont s'agit, sont exempts des droits de timbre.

ART. 15. L'intérêt à exiger des emprunteurs ne peut excéder six pence par livre pour vingt semaines. La somme prêtée et les intérêts sont énoncés dans un billet qui doit être représenté le jour du paiement.

ART. 16. Les billets ou garanties sont faits payables au caissier de la société et si, à l'échéance, le paiement n'est pas effectué, le juge de paix, à la demande du caissier, peut citer la partie soit devant lui, soit devant les juges assemblés aux petites sessions du district, et si elle refuse d'exécuter le jugement, le juge de paix peut faire saisir et vendre son mobilier.

ART. 18. Il est interdit de faire aucune transaction dans les auberges,

hôtels, tavernes et lieux publics, sous peine de 10 livres d'amende.

ART. 20. Les personnes qui ont avancé des fonds à ces sociétés peuvent transférer tout ou partie de leurs créances sur ces sociétés.

ART. 21. Si une société formée pour établir une maison de prêt sur gage charitable, en avançant de l'argent aux classes laborieuses sur dépôt, désire jouir des bénéfices du présent acte, elle devra se conformer soit pour sa constitution, soit pour son règlement, aux dispositions imposées par le dit acte aux sociétés de prêt (*loan-funds Societies*).

ART. 22. Il est permis aux administrateurs des sociétés de prêt sur gage charitable, de faire des avances sur les bateaux ou ustensiles de pêche, pourvu que l'emprunteur réside dans le lieu où siège la société, et jusqu'à concurrence de la moitié de la valeur du nantissement.

ART. 24. Les profits ou bénéfices nets sont appliqués à des œuvres de charité¹.

Telles sont les dispositions qui régissent les *loan-funds Societies* en Irlande. On ne saurait trop approuver ces sociétés qui tendent à moraliser les classes pauvres, non-seulement par les habitudes d'ordre et d'économie qu'elles leur imposent, mais encore par la nécessité où elles les placent de mériter par leur bonne conduite la confiance des personnes qui veulent bien consentir à se porter cautions.

Les *loan-funds Societies* ont commencé à fonctionner en 1838, et des rapports annuels présentés au parlement, conformément au statut 6 et 7, Victoria, c. 91, nous ont permis d'établir leur situation financière de 1838 à 1852 inclusivement. Le tableau suivant présente leurs opérations comparées pendant cette période de quinze années :

¹ *The statutes of the united kingdom of Great Britain and Ireland; with notes and references by M. Symons, t. XIV, p. 444 et suiv.*

TABLEAU DES OPÉRATIONS DES SOCIÉTÉS DE PRÊT (LOAN-FUNDS) EN IRLANDE

DE 1838 A 1852.

ANNÉE.	ÉTABLISSEMENTS.	NOMBRE DES SOCIÉTÉS.	TOTAL DES SOCIÉTÉS.	CAPITAL en CIRCULATION.	TOTAL du CAPITAL en CIRCULATION.	NOMBRE des Prêts sous caution et des prêts sur gage.	TOTAL par ANNÉE.	BÉNÉFICES nets applicables à des services de charité et fonds de réserve.	TOTAL DES BÉNÉFICES.
				« Livres.	Livres.			Livres.	Livres.
1838	Les rapports pour ces trois années n'ont pas distingué les opérations des loan-funds de celles des monts-de-piété.	50	50	180,526	180,526	148,528	148,528	2,547	2,547
1839		157	157	816,473	816,473	352,469	352,469	11,047	11,047
1840		215	215	1,164,046	1,164,046	463,750	463,750	15,477	15,477
1841	Loan-funds.	268		1,438,598		411,303		14,853	
	Monts-de-piété . . .	8	276	61,935	1,500,533	351,408	762,711	»	14,853
	Loan-funds.	300		1,691,871		488,702		18,967	
1842	Monts-de-piété . . .	7	307	46,196	1,738,067	293,985	782,687	»	18,967
	Loan-funds.	298		1,850,963		490,870		14,149	
1843	Monts-de-piété . . .	7	305	80,678	1,681,841	178,528	669,398	»	14,149
	Loan-funds.	259		1,702,918		488,207		8,949	
1844	Monts-de-piété . . .	4	263	5,801	1,706,719	42,632	536,839	98	9,047
	Loan-funds.	255		1,857,457		507,339		9,895	
1845	Monts-de-piété . . .	5	260	12,880	1,870,337	85,319	592,658	87	9,762
	Loan-funds.	250		1,770,397		479,291		8,332	
1846	Monts-de-piété . . .	5	255	8,194	1,778,591	48,792	519,083	72	8,404
	Loan-funds.	228		883,647		231,101		»	
1847	Monts-de-piété . . .	4	232	3,468	867,115	21,550	255,651	»	»
	Loan-funds.	177		717,865		196,407		»	
1848	Monts-de-piété . . .	1	178	1,269	719,134	10,948	201,355	»	»
	Loan-funds.	160		649,934		175,673		761	
1849	Monts-de-piété . . .	1	181	1,893	651,327	9,452	185,125	28	789
	Loan-funds.	132		862,794		189,235		1,380	
1850	Monts-de-piété . . .	1	133	1,238	664,032	8,099	197,334	19	1,899
	Loan-funds.	123		712,073		191,050		2,992	
1851	Monts-de-piété . . .	1	124	1,512	713,585	9,861	200,911	»	2,992
	Loan-funds.	113		739,056		191,870		5,962	
1852	Monts-de-piété . . .	1	114	1,450	740,506	9,481	201,331	14	5,978

Il résulte de ce tableau que les *loan-funds*, après avoir pris, dans les premières années de leur institution, un développement rapide, ont subi,

depuis 1847, un mouvement de baisse considérable. Il est intéressant d'en rechercher les causes.

Si nous comparons les opérations de 1846 et de 1847, nous constatons les différences suivantes :

NOMBRE DES SOCIÉTÉS.

1846.	250
1847.	228
Différence en moins en 1847.	22

CAPITAL EN CIRCULATION.

1846.	4,770,397 l.
1847.	863,647
Différence en moins en 1847.	906,750 l.

PRÊTS EFFECTUÉS.

1846.	470,291 l.
1847.	234,101
Différence en moins en 1847.	239,190 l.

BÉNÉFICES.

1846.	8,332 l.
1847.	» »

Ainsi, en 1847, il y a eu 22 sociétés de moins qu'en 1846 ; mais cette diminution est sans importance, comparée à celle du capital en circulation et des opérations qui ont baissé de plus de moitié : l'ensemble des affaires a donné un déficit. Les commissaires expliquent cette situation par la famine et la détresse sans exemple qui ont ravagé l'Irlande et atteint toutes les institutions immédiatement en rapport avec les classes pauvres. « *The past year was one of unexampled famine and distress in Ireland, and the storm of calamity which swept over the island, was felt in its full force by all institutions immediately connected with the humble classes* ¹. »

En 1848, la crise continue pour s'aggraver encore. Le compte présente, sur 1847, une diminution de 51 sociétés, de 145,782 livres dans le capital en circulation, et de 40,694 prêts. Le déficit s'élève à 2,000 livres.

La commission qui signale ces faits exprime son étonnement que la

¹ Tenth annual report of the loan-funds board, Ireland, p. 4.

situation ne soit pas plus mauvaise, tant est grande la misère en Irlande : « *Under the distressed state of the country, the board consider it matter of surprise the loss should have been so little* ¹. » Et, en effet, après la famine est venue l'émigration des emprunteurs et des cautions.

En 1849, nouvelle réduction des sociétés qui, de 177, descendent à 160 ; du capital en circulation qui, de 717,865 l., fléchit à 649,934 l., et des prêts qui, de 190,407, tombent à 175,673. La balance des opérations offre toutefois un bénéfice de 789 l.

La diminution des sociétés, du capital circulant et des prêts, s'explique par la diminution de la population et par la misère qui pèse comme un manteau de plomb sur ce malheureux pays. Si l'ensemble des opérations ne donne pas un déficit, cela tient à ce qu'une nouvelle classe d'emprunteurs s'est adressée aux *loan-funds*. Les petits fermiers et les marchands, dans beaucoup de districts, sont venus solliciter des secours, et, à raison de leur position un peu plus aisée, ils ont obtenu de plus fortes sommes, et les banques ont substitué aux remboursements hebdomadaires des remboursements mensuels plus appropriés aux besoins de l'agriculture.

Les années 1850, 1851 et 1852 offrent des résultats plus satisfaisants. Si le nombre des sociétés se réduit chaque année, les avances et les prêts ont sensiblement augmenté, ainsi que les bénéfices ; mais le coup porté à la classe pauvre a été si rude que, comparativement à 1846, le capital en circulation en 1852 est encore inférieur de plus de 53 p. %, et le nombre des prêts de 60 p. % environ.

C'est ainsi que l'Irlande, écrasée par l'oppression politique, religieuse, administrative et économique, se débat en vain dans les angoisses de la misère et de la faim. Elle n'a qu'une ressource contre la mort, c'est l'exil ; elle déserte ses foyers, les tombeaux de ses ancêtres, le sol qu'elle arrosa de sa sueur et de son sang, pour aller demander à la terre de la liberté ce que lui refuse l'Angleterre : le droit de vivre !

Quelle est, en dehors de son action matérielle, la valeur morale de l'institution des pawnbrokers ? Cette question est délicate et ne peut être résolue a priori. Il résulte de l'enquête sur le *trade* en Irlande, qu'il s'y commet beaucoup d'abus, et nous ne doutons pas qu'une enquête en Angleterre et en Écosse ne constatât également des faits très-répréhensibles. Mais quelle est l'étendue de ces faits ? Nous avons maintes fois demandé à des Anglais, parfaitement au fait des affaires de leur pays et nous paraissant dans des conditions de complète impartialité, à des étrangers ayant longtemps résidé en Angleterre, ce qu'ils pensaient du pawnbroking. Nous n'en avons pas rencontré un seul qui lui fût favorable ; la plupart le qualifiaient même sévèrement. Les plus modérés

¹ Eleventh annual report, etc., p. 4.

étaient de l'avis de sir Francis Head, qui, dans son récit d'une visite faite par lui au mont-de-piété de Paris, conclut en faveur des banques privilégiées, placées sous la direction du gouvernement, « banques, dit-il, qui offrent plus de garanties que les pawnbrokers qui, traitant avec les emprunteurs, de gré à gré, encouragent, pour ne rien dire de plus, dans leur intérêt, un acte que la nécessité la plus impérieuse peut seule justifier. » Cette répulsion que nous avons rencontrée tient-elle à une opinion généralement reçue, à la défaveur qui a toujours entouré le prêt sur gage, à des préjugés plus ou moins légitimes? Un fait constant, c'est que, depuis des siècles, le pawnbroking existe dans la Grande-Bretagne, qu'il est passé dans les mœurs, qu'il répond, jusqu'à un certain point, aux nécessités sociales, et que si, de l'avis de la Chambre des communes, qui plusieurs fois a été appelée à statuer, il y a des améliorations à introduire, il présente des avantages qu'un autre genre d'institution ne pourrait peut-être que difficilement réaliser.

On ne peut juger les institutions civiles, politiques et économiques d'une manière absolue; bonnes pour un pays, elles sont mauvaises pour un autre, et réciproquement. Cela dépend du plus ou moins de développement de l'intelligence et de la moralité d'une nation, de ses habitudes et de ses tendances. En Angleterre, terre classique de la liberté individuelle, toute restriction à cette liberté blesse l'esprit public habitué à parler et à agir sans entraves. Le remède aux excès de la liberté est la liberté même: aussi le progrès s'y réalise progressivement et pacifiquement par la pensée, comme ailleurs il résulte d'une action violente.

Un des écrivains les plus distingués de l'Angleterre, l'humoristique auteur de *Londres la nuit*, de la *Bataille de la vie*, du *Grillon du foyer* et de tant d'autres charmantes productions, a donné une appréciation du pawnbroking. Dans *Mon Oncle à Londres*, Charles Dickens en a décrit les opérations avec une grande vérité. Il parle des pawnbrokers avec la déférence d'un neveu respectueux, et, laissant de côté les reproches que les mauvaises langues prodiguent au *trade*, il définirait volontiers *Mon Oncle* comme l'oncle du vaudeville:

L'un caissier donné par la nature.

« Ce que la banque d'Angleterre est au gouvernement de Sa Majesté, ce que Smith Payne et John Lloyd sont aux grands personnages de la cité, ce que Drummond, Coutts et C^e sont à la noblesse et aux bourgeois de Westminster, mon Oncle l'est aux artisans, aux journaliers et aux gens pauvres de Londres et des faubourgs. Il n'est pas difficile de citer de nombreux exemples analogues à celui déjà fourni par M. de Montague (gentleman qui a emprunté deux livres sur sa montre avec sa

chaîne et sa clef). Prenons l'exemple de Phelim O'Shea, manoeuvre maçon : une semaine de pluie, ou le retard d'une fourniture de briques, a laissé Phelim O'Shea provisoirement sans ouvrage, et son petit pécule est insuffisant à la dépense courante. Cependant, quoique sans argent, il n'est pas sans ressources. Il possède un habit, — les plus pauvres Irlandais ont un habit. — un frac bleu à longues manches, à queue d'hirondelle, avec des boutons de métal noirs au centre. Il convertit cet habit en effet mis en gage, et mon Oncle lui avance une somme qui lui permet de vivre au jour le jour jusqu'à ce que le beau temps, ou l'arrivée des briques, ramène l'ouvrage. De même, miss Lavers, la femme de ménage, n'a plus un shilling, mais elle a un chenet de fer ; de même sa voisine, la blanchisseuse, est aussi à court ; mais, grâce à mon Oncle, elle est une capitaliste tant qu'elle possède un fer à repasser. Broole, le bottier, est resté sans rien faire les premiers jours de la semaine, et il est très-pressé pendant les derniers. Il travaille aussi vivement qu'il peut tout le samedi, mais il a fini sa tâche trop tard pour porter certaine paire de bottes qu'on lui a recommandé de remettre avant neuf heures du soir, parce que celui qui les attend ferme sa porte à huit. Il faut de l'argent à Broole, il porte donc sa paire de bottes à mon Oncle, et il la rachètera avec le prix d'une autre paire qu'il touchera lundi. L'opération par laquelle on trouve de l'argent sur l'habit, le chenet, le fer à repasser ou les bottes neuves s'appelle vulgairement *pawnbroking*, et mon Oncle est, il faut bien le dire, un *pawnbroker*.

» Le comptoir de mon Oncle, ou sa boutique, car mon Oncle ne cherche pas à la décorer d'un nom plus pompeux, sa boutique ou son comptoir, situé dans un quartier pauvre, offre des scènes curieuses, principalement le samedi soir. Entrons : la compagnie est nombreuse ; des clients de toutes les classes encombrant les compartiments particuliers de la boutique, ces compartiments fermés avec des barres intérieures, qu'on suppose destinés aux clients honteux qui aiment la solitude. La partie publique de l'établissement n'est pas moins encombrée. La plupart de ces clients de mon Oncle sont des mères, des femmes, mères fécondes, à en juger par leurs enfants présents et autres symptômes indubitables. Demandez à mon Oncle à quelle classe elles appartiennent généralement, il vous répondra : ce sont les femmes des ouvriers des docks de Londres. A ce mot de docks, votre imagination s'égare probablement sur les quais de ces bassins de la Tamise, où de grandes grues mécaniques fonctionnant à l'aide de cabestans soulèvent des balles de coton, des poutres de bois du Nord, des sacs de grains, ou des barriques de rhum, ou du sucre.... Mais un bruit soudain vous ramène chez mon Oncle : c'est un gros paquet de hardes qui vient de tomber sur le comptoir. Suivez chaque petit paquet dont il se compose et qu'un leste commis détache avec le *ticket* qui les distingue les uns des

autres. « A vous, Flathers ! — Me voici. — Combien, mistress Flathers ? — Six. — En voilà déjà trois ; attendez les trois autres. » Et mistress Flathers attend. « A vous, Bailey ; combien ? — Un. » Une addition rapide est faite par le commis avec deux traits de plume sur le dos du ticket : — Dix-huit pence et un demi-penny. — Bailey savait d'avance que ce serait cette somme. Elle la tient toute prête, la remet et se relève avec un enfant dans ses bras, à qui il manque un de ses souliers rouges. Elle fait place à Demet... Demet, jeune fille de dix-sept ans, à l'air peu soigneux, exhibe une robe : le commis la déplie d'un tour de main, et un coup d'œil lui suffit pour l'apprécier. « Un shilling, dit-il. — Un shilling et six pence ? reprend Demet. — Cela ne se peut. — Un shilling et trois pence ? — Impossible. » La robe est repliée, étiquetée ; la reconnaissance et le shilling sont remis à Demet.

» Celle-ci est une tante fraîche et vermeille, aux joues rondes, parlant avec une douceur caressante, et confortablement enveloppée jusqu'au menton de chaudes fourrures. Remarquez comme elle semble d'abord vouloir marchander un manteau de velours suspendu à la porte, et, de cette manière, conservant son air *comme il faut*, s'approche peu à peu du comptoir, où la nièce glisse dans les mains du commis deux reconnaissances de euillers d'argent. — « Voulez-vous les emporter ? demande le commis. » La dame ne répond affirmativement que par une gracieuse inclination de tête, tandis que la nièce dit tout haut : « S'il vous plaît, naman. » Voyez comme la tante se sent étrangère à un pareil lieu ; voyez sa timide surprise exprimée par un continuel effort, l'air mystérieux avec lequel elle relève ses fourrures autour de son menton, le geste délicat de sa main blanche, quand elle ôte et remet son gant pour se pencher plus naturellement vers le commis, et lui dire qu'il y a encore une truette à poisson qu'elle viendra chercher probablement lundi dans l'après-midi, si c'est l'heure où l'on est le moins observé. A ce manège de grande dame, le commis se prête très-chevaleresquement, et vous, lecteur, vous souriez, devinant bien que la tante et la nièce sont aussi familièrement connues de mon Oncle que mistress Flathers elle-même qui sort avec ses six paquets.

» Mistress Flathers et les clients de sa classe ne font pas tant de façons, et quand elles attendent leur tour, elles causent entre elles, pendant que leurs nourrissons satisfont leur appétit ou têtent leurs pouces en regardant la lumière du gaz....

» Si nous pouvions connaître les motifs de toutes les transactions qui ont lieu chez mon Oncle, il en est qui vous attristeraient, d'autres qui vous sembleraient comiques : cette femme qui vient chercher, ce soir, le drap de son lit et le berceau de son enfant, les avait engagés le matin même pour avoir de quoi faire dîner son mari quand il apporterait à la maison le salaire de sa journée. Cette seie que laisse cet ouvrier à été

cent fois acceptée par mon Oncle ; son propriétaire n'est pas un ivrogne ou un paresseux, mais un malheureux menuisier qui, lorsqu'il a un travail à faire, commence par scier toutes ses pièces, et vient déposer sa scie pour se procurer les clous. Mon Oncle refuse de faire aucune opération avec un homme ou une femme ivres. Par un autre scrupule respectable, il ne prêterait pas un liard sur une Bible, sachant bien qu'heureusement les pauvres se procurent le livre saint à trop bon marché pour acquérir en même temps le droit de le mettre en gage.

» Le commerce de mon Oncle n'est pas borné dans ses rapports avec les classes pauvres. Il est né grand, disais-je en commençant, et je n'aurais, pour le prouver, qu'à citer ses transactions avec les hautes classes, transactions moins nombreuses sans doute, mais n'exigeant pas un moindre capital que les autres..... Les emprunteurs aristocratiques ne sont pas réduits, comme les autres, à emprunter et à racheter sans cesse, en payant l'intérêt à des termes rapprochés. Parmi ces clients de premier ordre, mon Oncle compte des avocats, des ecclésiastiques, des baronnets, des lords, des pairs d'Angleterre, des auteurs, des libraires, des marchands en gros, des peintres et des musiciens. Il avoue que ces derniers sont aussi ses meilleurs clients avec les petits boutiquiers et les membres irlandais de la Chambre des Communes. Contrairement à un préjugé populaire, le commerce de mon Oncle prospère quand l'industrie est florissante ; c'est alors que les petits commerçants, qui font presque toujours crédit, ont besoin d'argent comptant.

» Mon Oncle est un négociant habile qui s'occupe de tous les détails de ses affaires et tient merveilleusement ses livres. On a des préventions contre lui, on l'accuse de favoriser quelquefois les prodigalités des fils de famille ; mais il ne faut pas juger un système par quelques imperfections. Mon Oncle exerce une profession utile au plus grand nombre, quoi qu'en disent ceux qui ont toujours des capitaux en abondance, du crédit et des escomptes faciles.

» Est-il vrai que mon Oncle pressure le pauvre ? Ceux qui le prétendent ne veulent pas examiner les restrictions qui limitent ses spéculations, le contrôle et la surveillance qui en garantissent la moralité. Son bénéfice n'est pas plus considérable que celui de la plupart des commerces ; mais le bénéfice se répète souvent : voilà la différence, voilà comment mon Oncle fait rendre beaucoup à un shilling.

» Quand j'aurai ajouté qu'il n'existe qu'un seul quaker dans la famille de mon Oncle, j'aurai terminé tout ce que je voulais raconter de son histoire ¹.

¹ Les Contes de Ch. Dickens, traduits de l'anglais par A. Pichot, 3^e série, p. 109 et suiv. Paris, Amyot.

XVIII

ÉTATS-UNIS.

NEW-YORK.

Le système américain de prêt sur gage se rapproche beaucoup du système anglais. Aux Etats-Unis, comme dans la Grande-Bretagne, le prêt sur gage est livré à l'industrie privée; toutefois, en Angleterre, il suffit de payer des droits de patente pour être pawnbroker, tandis que dans les Etats de l'Union, il faut, en outre de cette formalité, être agréé par l'autorité publique. En Angleterre, cette industrie est absolument libre; aux Etats-Unis, elle est subordonnée à des conditions préalables indépendantes de la volonté des personnes qui veulent en faire leur profession; elle existe, non en vertu d'un droit appartenant à tous, mais en vertu d'une autorisation, ce qui constitue une différence essentielle entre les deux systèmes. L'autorité qui en accorde l'exercice peut révoquer l'autorisation accordée, et la révocation résulte, non d'un fait précis prévu par la loi, mais de l'appréciation de la manière de faire du pawnbroker. Les pénalités portées contre les infractions aux règlements qui régissent le prêt sur gage, sont aussi beaucoup plus rigoureuses aux Etats-Unis qu'en Angleterre.

Un arrêté de la municipalité de New-York, en date du 23 octobre 1833, a réglé, ainsi qu'il suit, le pawnbroking ¹.

¹ A law to regulate pawnbrokers, dealers in second-hand articles and keepers of junk-shops. Le titre 1^{er} concerne les pawnbrokers, le titre 2, les dealers in second-hand articles, le titre 3, les keepers of junk-shops, le titre 4 renferme des dispositions communes à ces diverses industries.

TITRE PREMIER.

1° Le maire peut, lorsqu'il le juge nécessaire, accorder une patente revêtue de sa signature et de son sceau, à l'effet d'exercer la profession de pawnbroker, à toute personne qui justifie suffisamment de ses bonnes vie et mœurs.

2° Cette patente donne lieu à un droit de 25 dollars, perçu au profit de la ville.

3° La personne ainsi patentée doit, lorsque la patente lui est délivrée, fournir deux cautions solvables et solidaires qui répondent, jusqu'à concurrence de 500 dollars, des pénalités prononcées pour violation ou inexécution des prescriptions réglementaires.

4° Tout pawnbroker tient un registre sur lequel il écrit lisiblement la date du prêt, la désignation de l'objet engagé, la somme prêtée, le temps que doit durer l'engagement, le taux de l'intérêt, le nom et la demeure du déposant.

5° Le pawnbroker délivre, au moment du prêt, à l'emprunteur, une reconnaissance (*note or memorandum*) signée de lui et contenant la substance des indications portées au registre, conformément à l'article précédent, et il lui est interdit de rien demander ou recevoir soit pour l'enregistrement, soit pour la reconnaissance.

6° Le registre de pawnbroker doit être représenté, à la première réquisition, au maire, au recorder, aux aldermen et aux juges de paix de New-York, comme à toute autre personne qui justifie d'une autorisation par écrit donnée par eux, à cet effet, et qui est exhibée au pawnbroker.

7° Le pawnbroker qui viole, néglige ou refuse d'accomplir les prescriptions des articles 4, 5 et 6 qui précèdent, est condamné à une amende de 25 dollars.

8° Le pawnbroker ne peut demander, ni recevoir un intérêt de plus de 25 p. % par an sur les prêts qui n'excèdent pas 25 dollars, et de plus de 7 p. % par an sur les prêts supérieurs à cette somme, sous peine de 100 dollars d'amende pour chaque contravention.

9° La vente des objets non dégagés ne peut être effectuée qu'au bout d'une année, et elle a lieu, pour tous les articles, aux enchères publiques, par les mains d'un vendeur à l'encan (*auctioneer*) approuvé, à cet effet, par le maire de New-York.

10° La vente doit être annoncée, au moins douze jours à l'avance, dans un ou plusieurs journaux quotidiens de New-York; l'annonce doit spécifier le jour et le lieu où la vente est faite, le nom de l'*auctioneer* qui la dirige et la description des objets destinés à être vendus.

11° Le boni, s'il y en a, résultant de la vente, déduction faite du montant du prêt, de l'intérêt et des frais d'annonces et d'adjudication, doit

être payé par le pawnbroker à la personne qui eût été en droit de retirer le nantissement s'il n'eût pas été vendu.

12° Il est défendu au pawnbroker de recevoir en gage une partie ou quelques parties d'un article; il ne peut admettre que l'article entier ou toutes les parties réunies.

13° Il lui est défendu aussi, sous quelque prétexte que ce soit, d'acheter des objets ayant déjà servi, soit hardes, soit métaux, ou tout autre objet de quelque nature que ce soit, à lui offert en gage.

14° La violation ou la non-exécution des dispositions contenues dans les articles 8, 9, 10, 11, 12 et 13 ci-dessus, est punie d'une amende de 100 dollars.

TITRE IV.

1° La patente délivrée au pawnbroker désignera la maison et le lieu où il devra exercer sa profession.

2° La patente est valable jusqu'au second lundi de mai, après sa date, à moins qu'elle n'ait été révoquée plus tôt par le maire.

3° Chaque nouvelle patente donne lieu au paiement du droit primitif de 25 dollars.

4° Celui qui prêtera sur gage sans être patenté ou après la révocation de la patente ou dans un local autre que celui qui a été désigné, est passible d'une amende de 50 dollars.

5° Le pawnbroker qui, sciemment, recevra en nantissement un objet offert par un mineur, un apprenti, ou un esclave, est puni d'une amende de 25 dollars.

6° Il en sera de même pour tout engagement effectué après le coucher du soleil et avant sept heures du matin.

7° Le pawnbroker qui a volontairement gâté, mutilé ou avarié d'une manière quelconque, l'objet à lui donné en gage, ou qui ne l'a pas mis en vente dans l'état où il l'a reçu, est passible d'une amende de 100 dollars pour chaque contravention.

8° Si des objets mentionnés dans les journaux quotidiens de New-York, comme ayant été perdus ou volés, ou des objets semblables se trouvent être dans la possession d'un pawnbroker, celui-ci devra en faire un rapport écrit au bureau de police et indiquer la personne de laquelle il les a reçus, sous peine d'une amende de 250 dollars.

9° Pareille pénalité est encourue par le pawnbroker qui, ayant reçu en gage des objets perdus, volés ou présumés tels, ne les représente pas à la première réquisition qui lui en est faite, au maire, aux aldermen et assistants ou à un juge de paix.

10° Le pawnbroker ne peut, tant qu'il exerce cette profession, pren-

dre une patente de fripier ou de marchand de ferraille et réciproquement.

11° La patente accordée à un pawnbroker peut être révoquée par le maire, lorsque celui-ci juge qu'il y a motif suffisant.

Il résulte de ce qui précède que le système américain offre plus de garantie que le système anglais, en ce sens que l'exercice du prêt sur gage est subordonné à des conditions de moralité soumises à l'appréciation de l'autorité municipale.

La graduation de l'intérêt présente, d'un autre côté, des avantages appréciables. De 25 p. % pour les prêts de 1 à 25 dollars, il descend à 7 p. % pour les prêts supérieurs à cette somme.

Nous avons vu que, dans la pratique, l'intérêt s'élève souvent à 33 p. % en Angleterre, c'est une différence de 8 p. %, par conséquent, en faveur des Etats de l'Union. En outre, le droit fixe sur les reconnaissances qui existe, dans le premier de ces pays, à partir de 5 shillings n'existe pas dans le second, et ce droit est d'autant plus lourd que la durée du prêt est moins longue. Or, comme 60 p. % des prêts n'ont qu'une durée de un mois, un prêt de 5 shillings, qui coûte en Angleterre 29 p. %, ne paye aux Etats-Unis que 25 p. %.

Un autre avantage résulte de l'obligation imposée au pawnbroker américain de faire vendre aux enchères publiques tous les nantissements non dégagés, obligation qui n'existe pour le pawnbroker anglais que pour les prêts de 10 shillings et au-dessus.

Il nous a été impossible de nous procurer des renseignements approximatifs sur l'importance des opérations des pawnbrokers aux Etats-Unis. Le seul document que nous ayons pu consulter est celui que nous venons de faire connaître, et nous le devons à l'obligeance de M. Keeson qui l'a publié dans l'intéressant journal dont il est l'éditeur ¹.

La *Revue encyclopédique* mentionne les dispositions du règlement précité concernant l'intérêt ², et elle les avait empruntées à un rapport du directeur de la Société pour la prévention du paupérisme ³. Nous avons recherché en vain ce document dans les bibliothèques publiques, à Paris.

¹ *Pawnbrokers' Gazette*, n° 734, 13 décembre 1852.

² N° de juillet 1821, p. 72.

³ *The second report of the managers of Society for the prevention of pauperism*, p. 91. New-York, 1820.

XIX

CHINE.

Le prêt sur gage est tellement dans les nécessités sociales qu'on le trouve chez tous les peuples à un état plus ou moins parfait d'organisation. La Chine a ses banques de prêt qui portent le nom de tang-pou, quand elles sont tenues par des particuliers. Dans son voyage en Chine, Timbowski assure que le gouvernement n'a pas directement d'établissements de ce genre, mais que les princes en forment en son nom, et qu'on les désigne alors sous le nom de konan-tang-pou ¹.

Lord Jocelyn parle, au contraire, du gouvernement comme se livrant à cette industrie. Après avoir fait la description de la ville de Tyngaï, il ajoute : « La maison de prêt sur gage était pour le gouvernement une source de profits. On y trouve des habits et autres objets de cette nature appartenant aux diverses classes de la société, aux plus riches et aux plus pauvres; il y avait des fourrures précieuses. Chaque article portait le nom de l'emprunteur et la date de l'engagement. C'est un moyen pour les autorités légales de vendre très-cher les secours qui leur sont demandés. Il n'y avait pas de lingots dans la caisse; ils avaient été enlevés par les agents du gouvernement ². »

« Les voyageurs modernes, dit un autre écrivain anglais, nous apprennent qu'il existe en Chine des institutions dans le genre des monts-de-piété, destinés à venir en aide aux nécessiteux, sous l'intendance du gouvernement. L'un d'eux affirme que dans les villes chinoises les maisons de prêt sont aussi nombreuses qu'à Londres ³. »

¹ *Relation d'un voyage à Pékin en 1820 et 1821*, t. 1^{er}, p. 333 et 334.

² *Six months with the chinese expedition*, p. 66. London, 1841.

³ *Ellis's embassy to China*, p. 157.

Les prêteurs se divisent en trois classes.

La première classe se compose des prêteurs qui, ayant des capitaux considérables, peuvent faire des avances sur des gages de toute valeur. L'emprunteur a trois ans pour se libérer, et un délai de grâce de trois mois avant que les objets soient mis en vente. Ces prêteurs payent à l'autorité publique une forte somme pour obtenir la patente, et, en outre, une taxe annuelle. Ils ne peuvent cesser leurs affaires qu'après en avoir donné avis trois ans à l'avance.

La seconde classe prête pour deux ans, et la troisième classe pour un an.

Des peines sévères atteignent ceux qui prêtent sans être pourvus de patente.

Si la maison du prêteur vient à être brûlée par une cause intérieure, celui-ci n'est pas déchargé de sa responsabilité à l'égard des objets qui lui ont été confiés et dont il doit rembourser la valeur, déduction faite du prêt. Si le feu s'est déclaré par une cause extérieure qui puisse être attribuée à des tiers, le prêteur est tenu de payer la moitié de la valeur du gage, et les tiers doivent rembourser l'autre moitié.

Le taux légal de l'intérêt est de trois *fuén* par mois pour un *lan*, soit de 36 p. % par an. Le *lan* vaut huit francs de notre monnaie. Sur les vêtements, l'intérêt est fixé à 2 p. % par mois, et sur tous les autres objets à 3 p. % par mois.

L'opinion souvent émise que l'intérêt n'est perçu que pour dix mois, est une erreur qui provient de ce que, dans des positions difficiles, il est quelquefois fait remise d'un mois ou deux d'intérêt ; mais c'est un fait exceptionnel, et l'intérêt se perçoit généralement de la même manière qu'en Europe ¹.

Le prix élevé de l'argent tient à la petite quantité de numéraire en circulation et à l'insuffisance des lois qui régissent la propriété.

¹ C. de Montigny. Monnaies, poids et mesures chinois. *Revue de l'Orient*. Avril 1846.

DES AVANTAGES ET DES INCONVÉNIENTS DES DIVERS SYSTÈMES DE PRÊT SUR GAGE.

Toutes les institutions humaines ont leurs imperfections. Expression des intérêts moraux et matériels, elles participent, à un certain degré, au plus ou au moins de vérités relatives contenues dans ces deux éléments sociaux. Ce que l'on doit considérer en elles, ce n'est donc pas si elles sont absolument bonnes, mais si la somme du bien y est plus grande que la somme du mal. Appliquées aux besoins de la société, elles ne peuvent pas plus rester stationnaires que la société elle-même, elles doivent, au contraire, se modifier avec elle et se mettre en harmonie avec son développement progressif. Ce que nous nous proposons de rechercher ici, c'est si les institutions de prêt sur gage répondent aux nécessités pour lesquelles elles ont été créées; et, comme ces institutions se divisent en deux grandes catégories, celles régies par l'autorité publique et celles réglementées par l'Etat, mais abandonnées à l'industrie privée, nous devons faire ressortir les inconvénients et les avantages que présentent les deux systèmes.

S'il fallait prendre au sérieux les lamentations de certains publicistes, les monts-de-piété seraient des établissements de perdition, la désolation de l'abomination prédite par les prophètes. Entre leurs adversaires les plus excentriques, voici venir d'abord M. Th. Lestiboudois, docteur en médecine et professeur de botanique. Le docteur, « quittant un instant les spécialités scientifiques pour quelques détails de localité, » se prit, un jour, de la fantaisie de « présenter un petit tableau de mœurs » à la Société royale des sciences, de l'agriculture et des arts, de Lille. Donc, il enfla ses pipeaux; écoutez les accents de la muse antique :

Audax omnia perpeti
Gens humana ruit per vetitum nefas.

Vous vous attendez au récit d'un forfait inouï, d'une de ces entreprises qui dénotent une téméraire perversité.

» Oui, s'écrie le professeur de botanique, la possibilité de lever de l'argent pour satisfaire ses passions présentes est funeste à l'ouvrier ; » la perspective de la misère ne l'effraye pas, il est audacieux à tout » braver. »

« Voyez cet homme chancelant qui sort de la taverne, il dit à sa femme » en balbutiant, mais avec calme : Tu iras chercher ma veste, tu la » donneras au porteur (au commissionnaire), tu lui demanderas trente » sols et tu reviendras. »

Ne vous avisez pas de mettre en doute l'anecdote : « elle a été recueillie à la porte d'un cabaret par un observateur véridique qui cherchait un abri contre la pluie. »

Ab uno disce omnes. Evidemment, tous les emprunteurs au mont-de-piété sont plus ou moins abrutis par l'ivresse, et il faut se hâter de fermer un établissement « qui encourage la manie moderne de se procurer des capitaux, n'importe par quelle voie. » Pour arriver là, le docteur s'est ingénié à en trouver les moyens. Sa sagacité lui en a inspiré deux : le premier, c'est d'interdire le prêt aux pauvres ; le second, c'est d'afficher le nom des emprunteurs. « Tout singulier, dit-il, que peut paraître le moyen que j'ai proposé, je le crois bon : les uns seront retenus par l'opinion publique, les autres, par l'inspection des distributeurs de secours. Mais le mont-de-piété sera ruiné ? J'ai dit que je ne l'espérais pas ; si cela était, le remède vaudrait encore mieux qu'on n'ose le dire. »

Cette innocente déclamation est enregistrée dans les mémoires de la Société royale des sciences de Lille¹, et nous ne l'aurions pas exhumée de ces archives, si nous n'avions cru reconnaître le docteur parmi les représentants du peuple qui, en 1851, ont voté la loi sur les monts-de-piété et le maintien des commissionnaires.

« Ce que nous avons à cette heure proposé, dit Montaigne, nous le changeons tantôt et tantôt encore retournons sur nos pas : ce n'est que branle et inconstance². »

En 1829, l'académie du Gard a décerné un prix à l'excellent petit livre de M. Arnould (de Liège), en faveur des monts-de-piété, et aussi un prix à un mémoire de M. Arthur Beugnot, dirigé contre ces établissements. Couronner le pour et le contre, c'est pousser un peu loin l'amour du paradoxe ; mais on peut lire dans les astres et ne pas voir ce qui se passe à ses pieds, témoin l'astrologue qui dans un puits se laisse choir.

¹ 2^e Semestre de 1827 et année 1828, page 666 et suivantes.

² *Essai*, livre II, ch. 1^{er}.

Le mont-de-piété de Paris est particulièrement l'objet des critiques de M. Beugnot ; c'est une bonne fortune pour nous d'avoir à le défendre. On peut réduire à quatre les principaux chefs d'accusation : le mont-de-piété est contraire à l'esprit du travail, à l'économie, à l'esprit de propriété ; il favorise le vol.

Si M. Beugnot s'était rendu compte de la nature des opérations du mont-de-piété, il n'aurait pas dit, d'une manière générale, que cet établissement est contraire à l'esprit du travail. Il est démontré, en effet, que les prêts peuvent être classés dans deux grandes catégories, les prêts de production et de consommation. Les emprunteurs qui demandent à l'administration un capital destiné à être employé comme instrument de travail sont nombreux. Le mont-de-piété alimente la petite production, la petite fabrication, cette foule d'industries qui font vivre le pauvre, et la preuve qu'il en est ainsi, c'est que ses opérations suivent le mouvement des affaires ; elles augmentent avec ce mouvement, elles diminuent avec lui. Contrairement à l'opinion généralement reçue, ce n'est pas dans les temps de crises financières ou politiques que le mont-de-piété prête davantage, c'est dans les temps d'activité industrielle et de travail. Nous en avons une preuve remarquable dans les dernières années qui viennent de s'écouler.

Quant aux prêts de consommation, ils sont imposés par la nécessité. Or, c'est cette nécessité même que M. Beugnot condamne, et le reproche qu'il fait au mont-de-piété, c'est de lui venir en aide. « Nous connaissons, » dit-il en homme qui sait à fond les choses, quels sont les habitués du » mont-de-piété ; ce sont des gens qui se trouvent dans l'indigence par » leur faute, c'est-à-dire qui y sont amenés, les uns par le désordre et par » le libertinage, les autres, par l'insouciance et la faiblesse ¹. » Ainsi, en principe, la misère est toujours un fait volontaire, c'est toujours la faute de l'individu, ce n'est jamais la faute d'une mauvaise organisation sociale ni le fait des circonstances. L'homme misérable est nécessairement un être vicieux ou imprévoyant. Les événements de force majeure, la guerre, l'incendie, le renchérissement des denrées, un chômage prolongé, l'insuffisance des salaires, les maladies, les charges de famille, ces mille accidents qui sont pour les travailleurs une cause de détresse, M. Beugnot n'en tient aucun compte. L'ouvrier sage, rangé, n'est malheureux que « parce qu'il a manqué de prévoyance, parce qu'il n'a pas su » calculer les chances d'infortune qui le menaçaient, parce qu'il a été » sinon coupable, du moins faible et imprévoyant ². » Nous aimons mieux dire avec M. Duchatel, tout en faisant la part de l'action individuelle : « Que des lois iniques ou absurdes, qu'un gouvernement faible ou ty-

¹ *Des banques publiques de prêt sur gage*, p. 37.

² *Loc. cit.*, p. 33.

» rannique puisse créer de la misère, c'est une vérité de telle évidence
 » qu'il est à peine besoin de l'énoncer. Les récits de l'histoire ne sont
 » trop souvent que la longue collection des maux causés par la fai-
 » blesse, l'impéritie ou la tyrannie des gouvernements. Un impôt arbi-
 » traire ou inégalement réparti, des violences exercées ou souffertes
 » par la puissance publique, agissent comme l'incendie ou la grêle.
 » Qu'importe la main qui frappe! C'est le coup qui ruine, et pour les
 » peuples les fautes ou les torts de leurs chefs se confondent avec les
 » accidents de la fortune ¹. »

Pour rester dans la vérité, il faut donc admettre que la misère peut être le résultat du fait de l'individu ou d'un fait qui lui est étranger et dont par conséquent il ne doit pas être rendu responsable. Mais qu'importe après tout la cause qui conduit l'emprunteur au mont-de-piété? Faut-il abandonner aux angoisses de la misère, à ses dangereux conseils, le malheureux coupable ou non qui est tombé dans un besoin extrême? L'application de cette idée qui conduirait à la suppression de l'assistance publique, aurait pour résultat de détruire dans son essence le principe de la fraternité humaine, de briser les liens sociaux, de substituer à la loi d'amour l'égoïsme brutal, aux sentiments généreux les instincts sauvages, ce serait la réalisation de la doctrine insensée de l'anglais Hobbes, *homo homini lupus*. Le pauvre entrerait dans la vie, le front marqué du sceau fatal. Vous lui enlevez jusqu'à l'espérance. Votre société serait pour lui l'enfer du poète florentin :

Lasciate ogni speranza voi ch'entrate.

En admettant qu'il n'y ait pas de mont-de-piété opérant sous la direction et le contrôle de l'autorité publique, il y aura des prêteurs sur gage. On les a vus à l'œuvre, et il n'existe pas, en Europe, un seul Etat où l'on n'ait senti la nécessité sinon d'organiser administrativement, au moins de réglementer le prêt sur nantissement, parce que l'on a compris que l'intérêt général le commande autant que l'intérêt particulier. M. Bégnot le nie. « Le prêt, dit-il, n'est pas un acte qui intéresse la » société, ce contrat n'est qu'un acte privé et on ne doit lui appliquer que » les seules lois de la morale privée. » S'il en est ainsi, il faut supprimer les titres X et XVII du 3^e livre du Code civil qui régissent la matière du prêt, il faut même supprimer toutes les dispositions légales qui se rapportent aux contrats et aux obligations conventionnelles, car elles n'ont pas, en définitive, d'autre objet que de régler des intérêts privés. La loi a précisément pour but de faire respecter les conventions licites, de donner une sanction aux lois morales, et, s'il est démontré que le prêt

¹ De la Charité, p. 145.

sur gage en dehors de tout contrôle, est une cause d'oppression, est-ce que la société n'est pas intéressée à s'en occuper? L'auteur ajoute que le prêteur sur gage qui prend un intérêt plus fort que la moitié du taux légal fait un acte injuste. Laissant de côté ce que cette proposition a d'erroné dans son énonciation, il est certain qu'il n'est pas un prêteur qui n'exige non pas la moitié, mais le double du taux légal, et qui, par conséquent, d'après M. Beugnot, ne commette un acte injuste; et la société n'aurait pas le droit, disons mieux, ce ne serait pas pour elle un devoir d'intervenir pour réprimer une injustice?

Donc, quels que puissent être les inconvénients du prêt sur nantissement qui, dans certains cas, nous ne le contestons pas, peut donner lieu à quelques abus, il est de toute nécessité, non de le tolérer, il est impossible de l'empêcher d'être, mais de le réglementer, et les banques publiques de prêt n'ont pas d'autre objet.

Les avantages qu'en retirent les emprunteurs, c'est de ne pas être exposés à des extorsions révoltantes, à la perte de leurs nantissements, c'est de trouver, dans le dépôt d'un gage, un instrument de travail ou le moyen de subvenir à un besoin impérieux, en attendant que des circonstances plus heureuses leur permettent de rentrer dans leur propriété, c'est aussi d'exciter au travail et à l'économie par le désir de retirer le dépôt, ainsi que l'a remarqué le rapporteur de la loi du 16 pluviôse an XII.

« Je suis très-porté à admettre cette présomption, dit M. Beugnot, elle » est plausible : toutefois, elle se trouve en opposition avec les faits, car » il est reconnu qu'il n'y a guère que le tiers des engageurs qui retirent » leurs effets du mont-de-piété de Paris, et dans ce tiers sont compris » les dégagements opérés par les spéculateurs qui achètent, à vil prix, » les reconnaissances des malheureux qui ne peuvent dégager par eux- » mêmes ¹. »

Cette affirmation si précise donnerait à penser que le lauréat de l'académie du Gard a procédé comme l'abbé Vertot; il a fait son siège sans s'occuper de l'exactitude des pièces dont il s'est servi pour appuyer son plan d'attaque. S'il s'était donné la peine de vérifier ce qu'il avance, il aurait vu qu'à Paris il n'est pas vendu 6 p. % des gages. En prenant la moyenne de 1831 à 1853, on remarque que le rapport des nantissements vendus aux nantissements engagés est de 5,76 p. % en articles et de 5,77 p. % en sommes. Devant ce fait tombe l'argumentation de notre contradicteur, et nous sommes autorisé à dire qu'il n'est pas vrai que les monts-de-piété sont moins des banques de prêt que des maisons de vente.

Le reproche fait à ces établissements de détruire l'esprit de propriété,

¹ Loc. cit., p. 32.

parce qu'ils reçoivent tous les jours et à toute heure les effets des nécessiteux, n'est pas plus sérieux. Celui qui, dans un besoin pressant, ne peut pas emprunter sur ses effets, n'a pas d'autre ressource que de les vendre ; donc ils sont perdus pour lui. S'il les engage, il les conserve, ou, du moins, il a beaucoup de chances de les conserver, ainsi que nous l'avons prouvé plus haut. Donc, les monts-de-piété, au lieu de détruire l'esprit de propriété, le maintiennent, l'excitent, l'encouragent : c'est même là un de leurs principaux avantages.

M. Beugnot n'est pas à court d'arguments ; il est vrai qu'il ne les choisit pas et qu'il les prend un peu partout, les yeux fermés. « J'admire, en » vérité, dit-il, les services que les monts-de-piété rendent aux voleurs ; » ils recèlent les objets volés, ils les enferment sous triples verrous, les » entretiennent avec soin, les font garder par de nombreuses sentinelles, » les vendent avec toutes les formalités voulues et en payent le prix au » voleur ; que peut-on demander de plus ? »

Ce que l'on peut demander à l'auteur, c'est un peu plus d'exactitude et partant de justice. Le mont-de-piété reçoit des objets volés, c'est vrai ; bien moins cependant que n'en recevraient des prêteurs sur gage agissant en toute liberté, sans le contrôle de l'autorité, et n'ayant pas d'autre mobile que leur intérêt. Mais veut-on savoir approximativement le nombre des articles volés reçus par le mont-de-piété de Paris, *ce grand recéleur*, comme l'appela un jour, à l'audience du tribunal de police correctionnelle, nous ne savons plus quel avocat du roi qui, incontinent, dut faire amende honorable ? D'après un relevé qui comprend une période de quinze années, de 1831 à 1845 ¹, la moyenne des articles volés par rapport aux articles engagés, à Paris, est de 0,00029 ; en d'autres termes, il y a eu vingt-neuf articles volés sur cent mille articles engagés, et encore devrions-nous dire suspectés de vol, car c'est à ce titre qu'ils ont été déposés au greffe. Dans la même période, la moyenne annuelle des engagements étant de 1,084,834 articles, il en résulte que l'administration a reçu, chaque année, 315 articles réclamés plus tard judiciairement. Nous devons ajouter que les mesures prises par le mont-de-piété pour s'informer des noms, qualités et domiciles des emprunteurs ainsi que de leurs droits sur les objets présentés à l'engagement ont mis souvent la justice sur les traces de vols qui lui auraient peut-être échappé sans ces scrupuleuses précautions.

A quoi se réduisent donc les accusations de M. Beugnot ? A prouver qu'il a parlé des monts-de-piété sans les connaître, et que les académiciens de Nîmes qui ont couronné son mémoire ne les connaissaient pas plus que lui.

De semblables erreurs de fait ont amené des conclusions aussi erro-

¹ Compte de l'Exercice 1849, annexe n° 2.

nées de la part d'un homme dont la compétence semblerait incontestable.
 « Les monts-de-piété, dit M. de Gérando, ne peuvent rendre un office utile
 » que dans le cas très-rare où un ouvrier, se trouvant seulement atteint
 » par une gêne passagère, est assuré de reprendre bientôt, avec son
 » activité, les moyens de retirer ses effets. Mais, en général, cette pré-
 » tendue assistance qu'on se complait à lui annoncer, à rapprocher de
 » lui, n'est qu'une cruelle perfidie qui l'engage à se dépouiller du peu
 » qu'il a : heureux encore s'il résiste à la tentation de s'accorder une
 » fantaisie, de s'abandonner à quelque désordre ¹. »

Ce cas très-rare, nous l'avons vu, arrive quatre-vingt-quinze fois environ sur cent, et il n'est pas venu plus de pauvres nantissements que de riches. Au contraire, si nous prenons une moyenne de vingt-trois ans, 1831 à 1853, nous constatons que la moyenne, en sommes, des articles engagés, a été de 15 fr. 82 c. et celle des articles vendus de 17 fr. 39 c. La prétendue exception est donc la règle commune, et si l'assistance n'est pas gratuite, elle est certaine, et nous ne voyons pas en elle la cruelle perfidie qui révoltait le bon M. Gérando.

Encore moins y apercevons-nous ce qu'a cru y remarquer M. le marquis de V., auteur d'un rapport remarquable à plusieurs égards, fait, en 1838, à la Société des établissements charitables. Il s'exprime ainsi :

« Nous ne devons pas négliger l'examen des chiffres... Que nous ap-
 » prennent-ils sur les rapports des monts-de-piété avec l'imprévoyance
 » et la débauche du peuple? Les lundis sont les jours d'intempérance
 » et d'oisiveté; ils sont aussi ceux où les dépôts sont les plus nombreux...
 » 4,000 prêts environ se font par jour ; 52 fois par an l'intempérance
 » les augmente de 1/16. Ce chiffre suffit, ce me semble, pour écrire
 » nettement son passage; et d'ailleurs ces prêts du lundi sont seule-
 » ment ceux que la passion réclame pour satisfaire à l'instant même ses
 » désirs ². »

L'imprévoyance et la débauche du peuple ! Grands mots qui doivent faire sourire les directeurs des monts-de-piété. Êtes-vous bien sûr, monsieur le marquis, de ce que vous dites? Croyez-vous donc que ce peuple, dont l'idée s'associe, dans votre esprit, aux plus vils sentiments de la nature humaine, ce peuple qui s'appelle *Dépravation*, vienne seul au mont-de-piété? Hélas ! non. Si on y engage de pauvres haillons, on y apporte de riches parures ; si l'ouvrier met en gage des étaux, des tours, des enclumes, des gentilshommes déposent des diamants, des armes de luxe, de la vaisselle plate, quelquefois leur montre. Un noble marquis, comme vous, nous a offert un jour jusqu'à seize voitures que le défaut d'emplacement nous mit dans l'obligation de refuser. Dans

¹ De la Bienfaisance publique, t. III.

² Bulletin de la société des Établissements charitables, t. IV, p. 307 et suiv.

les bureaux, la grande dame coudoie la femme du peuple. De brillants équipages aux panneaux armoirés s'arrêtent à la porte du mont-de-piété tous les jours de la semaine, même le lundi, et nous ne disons pas, nous, que c'est l'imprévoyance et la débauche des classes aristocratiques qui les conduisent rue des Blancs-Manteaux; car nous savons qu'il y a des misères respectables à tous les échelons de la société, et il n'est pas de plus poignante détresse que celle qui frappe ceux que la fortune avait semblé placer au-dessus du malheur. Combien d'emprunteurs, riches autrefois, en venant mettre en gage les derniers débris de leur opulence, ont jeté de tristes regards sur le passé !

Nessun maggior dolore
Che ricordarsi del tempo felice
Nella miseria !

Qu'une bien faible partie de la population ouvrière se livre à l'imprévoyance, à la débauche, c'est vrai. Est-ce un privilège que lui ont laissé les classes supérieures ? Ne pourrait-on pas retourner contre les riches ce reproche fait aux pauvres ? Mais à quoi bon récriminer ? Ne vaut-il pas mieux rester sur le terrain de la conciliation que se laisser entraîner à des exagérations injustes qui blessent et irritent ? Ce peuple que vous considérez comme un être dépourvu d'intelligence et de moralité, qu'est-ce donc après tout ?

« Il y a des hommes qui, sous le poids du jour, sans cesse exposés » au soleil, à la pluie, au vent, à toutes les intempéries des saisons, » labourent la terre, déposent dans son sein, avec la semence qui fructifiera, une portion de leur force et de leur vie, et en obtiennent ainsi, » à la sueur de leur front, la nourriture nécessaire à tous.

» Ces hommes-là sont des hommes du peuple.

» D'autres exploitent les forêts, les carrières, les mines ; descendent à » d'immenses profondeurs dans les entrailles du sol, afin d'en extraire » le sel, la houille, le minerai, tous les matériaux indispensables aux » métiers, aux arts. Ceux-ci, comme les premiers, vieillissent dans un » dur labeur pour procurer à tous les choses dont tous ont besoin.

» Ce sont encore des hommes du peuple.

» D'autres fondent les métaux, les façonnent, leur donnent les formes » qui les rendent propres à mille usages variés ; d'autres travaillent le » bois ; d'autres tissent la laine, le lin, la soie, fabriquent des étoffes » diverses ; d'autres pourvoient de la même manière aux différentes né- » cessités qui dérivent ou de la nature directement ou de l'état social.

» Ce sont encore des hommes du peuple.

» Plusieurs, au milieu de périls continuels, parcourent les mers pour » transporter d'une contrée à l'autre ce qui est propre à chacune d'elles,

» ou luttent contre les flots et les tempêtes, sous les feux des tropiques
 » comme au milieu des glaces polaires, soit pour augmenter par la
 » pêche la masse commune des subsistances, soit pour arracher à l'O-
 » céan une multitude de produits utiles à la vie humaine.

» Ce sont encore des hommes du peuple.

» Et qui prend les armes pour la patrie, qui la défend, qui donne
 » pour elle ses plus belles années, et ses veilles et son sang ? Qui se dé-
 » voue et meurt pour la sécurité des autres, pour leur assurer les tran-
 » quilles jouissances du foyer domestique, si ce n'est les enfants du
 » peuple ?

» Quelques-uns d'eux aussi, à travers mille obstacles, poussés, sou-
 » tenus par leur génie, développent et perfectionnent les arts, les let-
 » tres, les sciences qui adoucissent les mœurs, civilisent les nations,
 » les environnent de cette splendeur éclatante qu'on appelle la gloire,
 » forment enfin une des sources, et la plus féconde, de la prospérité
 » publique.

» Ainsi, en chaque pays, tous ceux qui fatiguent et qui peinent pour
 » produire et répandre les productions, tous ceux dont l'action tourne
 » au profit de la communauté entière, les classes les plus utiles à son
 » bien-être, les plus indispensables à sa conservation, voilà le peuple.
 » Otez un petit nombre de privilégiés ensevelis dans la pure jouissance,
 » le peuple, c'est le genre humain¹. »

Allons, messieurs les philanthropes, oubliez ces accusations que rien
 ne justifie quand elles sont généralisées, et si le zèle du bien et l'amour
 de la vérité vous dévorent, comme nous voulons le croire, parlez un peu
 moins et agissez un peu plus. Surtout, soyez discrets quand vous voudrez
 parler des vices des autres, car vous feriez songer à vos vertus.

M. de Gérando a fait, à ce sujet des réflexions fort sages.

« Quelles sont ces vertus que nous croyons posséder, nous qui vivons
 » dans l'aisance et au sein d'une société choisie, dotés de tous les bien-
 » faits de l'éducation, entourés d'une considération que nous sommes
 » contraints de nous ménager comme un élément nécessaire de notre
 » existence dans le monde ? Méritent-elles effectivement le nom de ver-
 » tus ? Où en est le mérite ? car quels sont les efforts qu'elles exigent ?
 » Oserons-nous nous vanter d'observer la justice et de ne pas dépouiller
 » autrui ? Faut-il s'étonner que nous ne tombions pas dans des actions
 » basses et avilissantes qui nous voueraient au mépris ? Nous dirons-
 » nous bienfaisants, quand les dons que nous accordons ne nous coûtent pas une seule privation sensible ? Croirons-nous avoir de la bonté,
 » parce que nous sommes exempts de malveillance, tandis que chacun
 » autour de nous s'empresse à nous servir, à nous complaire ? Et ce-

¹ F. de la Mennais, *Livre du peuple*, ch. II.

» pendant cette ombre de vertu dont nous nous parons est encouragée par
 » des applaudissements, récompensée par des éloges, utile même à nos
 » succès et à notre avancement dans le monde. Rougissons plutôt de
 » l'estime qu'on nous accorde, en présence de ces vertus ignorées que
 » cache le manteau de l'infortune ¹. »

Mais revenons à vos chiffres, et cherchons ensemble s'il ne serait pas possible d'en obtenir une conclusion toute différente de celle que vous en avez tirée sans y prendre garde.

Le compte administratif du mont-de-piété de Paris, exercice 1840, présente le tableau suivant des opérations par chaque jour de la semaine.

JOURS de LA SEMAINE.	ARTICLES ENGAGÉS.	ARTICLES RENOUVELÉS.	ARTICLES DÉGAGÉS.	A-COMPTES PAYÉS.
Lundi. . . .	209,172	48,820	185,980	2,072
Mardi. . . .	197,922	50,445	165,997	1,582
Mercredi. . .	202,972	41,297	146,121	1,310
Jeudi. . . .	204,301	36,802	146,369	1,185
Vendredi. . .	196,804	32,592	143,189	1,026
Samedi. . . .	188,941	31,161	241,229	1,179
Dimanche. . .	20,580	13	61,234	641
	1,220,692	241,130	1,090,119	8,995

Déduction des opérations de la matinée du dimanche, la moyenne des opérations, réparties entre les six premiers jours de la semaine, est de 200,018 engagements et de 171,480 dégagements.

Les engagements du lundi étant au nombre de 209,172 articles, il en résulte un excédant de 9,154 articles sur la moyenne des autres jours de la semaine, et, en divisant cet excédant par 52, nombre des semaines, on obtient 176 articles en plus pour le lundi de chaque semaine.

Mais, d'un autre côté, l'excédant des dégagements du lundi est de 14,500 articles sur la moyenne des autres jours, soit de 278 articles pour le lundi de chaque semaine.

Par ailleurs, la moyenne par jour des renouvellements étant de 40,202 articles et le nombre des renouvellements du lundi étant de 48,820 articles, c'est encore un excédant de 8,618 articles par année, soit de 165 articles pour chaque lundi.

Enfin, sur 8,354 versements à la caisse d'à-comptes et une moyenne par jour de 1,392, la part afférente au lundi est de 2,072; nous avons

¹ *Le Visiteur du pauvre*, p. 86. 4^e édition.

à constater un excédant de 680 à-comptes par année, soit de 13 en faveur du lundi.

Si nous rapprochons ces chiffres, nous obtenons le résultat suivant :

Excédant des articles engagés le lundi.	176	
d° des articles dégagés.	278	} 456
d° des articles renouvelés.	165	
d° des à-comptes payés.	13	
Déduction faite de l'excédant des articles engagés, il reste.	280 articles	
à porter le lundi de chaque semaine, en excédant sur les autres jours à l'avoir du compte des emprunteurs, article : <i>Prévoyance</i> .		

Done, les actes de conservation sont plus nombreux le lundi que les actes d'engagement; mais l'excédant ne fût-il pas compensé et bien au delà par les actes de conservation, que prouverait cet excédant de 9,154 articles sur 1,200,112 engagements effectifs?

« De loin c'est quelque chose, et de près ce n'est rien. »

Il y a une raison péremptoire, indépendante de toute autre, pour que les engagements du lundi soient plus nombreux que ceux des autres jours de la semaine, c'est que le lundi est le lendemain du dimanche. Antérieurement, le dimanche, les engagements n'étaient admis que dans la matinée; aujourd'hui, l'administration les refuse; elle n'admet que les renouvellements, les dégagements et les versements à la caisse d'à-comptes. Les besoins étant, tous les jours, les mêmes, il est évident que la fermeture des bureaux le dimanche doit amener, le lendemain, un surcroît d'opérations.

Ainsi s'évanouissent, devant la réalité, les accusations portées contre la moralité des monts-de-piété. Le reproche qui leur est adressé relativement à la nature de leurs opérations n'est pas plus fondé. Cette fois, c'est à un économiste que nous avons à répondre.

Nous laissons parler M. Horace Say :

« Lorsqu'il s'agit d'un gage mobilier, le prêt n'est garanti que lorsqu'il y a transmission de l'objet, et dès lors l'emprunteur en perd complètement l'usage; comme, d'un autre côté, l'obligation du prêteur est de conserver intact, en s'abstenant de s'en servir, le meuble engagé, il résulte de cette double nécessité que l'objet ne rend plus service à personne et occasionne, au contraire, des frais de garde. Or, l'intérêt du capital mobilier ne pouvant être autre chose que la jouissance que procure l'usage dont il est question, il y a, dans ce cas, une perte positive de valeur pour la société, et le sacrifice fait par les emprunteurs est plus grand encore qu'il ne le paraît. Ainsi, les ma-

» gasins du mont-de-piété de Paris renferment, par exemple, pendant
 » toute l'année, une valeur totale d'environ 40 millions, et l'intérêt de
 » jouissance des objets mobiliers étant un peu de la même nature que
 » l'intérêt viager, le défaut d'usage des objets est, dans ce cas, pour la
 » société une perte annuelle de plus de deux millions qui, ajoutés aux
 » deux millions d'intérêts prélevés, doublent, par le fait, le sacrifice sup-
 » porté par les emprunteurs ¹. »

Pour que le raisonnement de M. H. Say fût juste, il faudrait que le dépôt effectué gratuitement au mont-de-piété ne fût pas suivi d'un prêt. Dans ce cas, le déposant étant privé, sans compensation, de son capital mobilier, en perdrait l'intérêt qui est la jouissance que donne l'usage, et le mont-de-piété perdrait ses frais de garde. Mais il n'en est pas ainsi, car il ne s'agit pas d'un dépôt, mais d'un prêt. Par conséquent, l'emprunteur reçoit, en échange du nantissement, une partie de sa valeur, les $\frac{4}{5}$ si c'est un objet en or ou en argent, les $\frac{2}{3}$ si c'est tout autre objet mobilier. S'il n'a pas la jouissance de sa propriété en nature, il a la jouissance d'une partie de sa valeur représentative, et cette jouissance est plus grande pour lui que celle de l'objet même; car s'il en était autrement, il ne s'en priverait pas. D'un autre côté, le mont-de-piété qui fait une avance sur le nantissement, tire un profit de son capital : quant aux frais de garde, c'est l'emprunteur qui les paye. Il résulte de là, en thèse générale, que le prêt donne lieu à un mouvement de fonds dont le prêteur et l'emprunteur profitent. Il y a plus; l'emprunteur échange son capital mobilier, dont souvent il ne ferait pas usage, contre une valeur qui est mise par lui en circulation et qui, en lui donnant une jouissance actuelle supérieure à l'utilité qu'il tirerait de son capital mobilier, accroît, par le fait même de la circulation, la richesse sociale. Le prêt sur nantissement donne un résultat analogue à la vente, avec cette différence que le prix de la vente représente la valeur du capital mobilier, tandis que la somme du prêt n'en représente qu'une portion. Toutefois, les effets mobiliers ont, en général, une valeur d'utilité supérieure à leur valeur vénale. Un vêtement qui sort des mains du tailleur, vaut 100 francs pour la personne qui s'en sert; qu'elle le vende, elle n'en obtiendra peut-être pas 60 francs. Son capital mobilier subit donc par la vente une perte de 40 p. %. Supposons qu'elle l'engage au mont-de-piété pour 60 francs, elle obtient de son capital un prêt égal au prix de la vente; mais elle ne perd pas 40 p. % sur le capital, elle ne perd, si elle retire le gage, ce qui est le cas le plus ordinaire, que l'intérêt sur la différence, intérêt qui n'existe même pas toujours; car, quelle peut-être, par exemple, la jouissance en été d'un vêtement d'hiver, et réciproquement? Et d'ailleurs, l'intérêt sur la différence n'est-il pas

¹ *Journal des Économistes*, n° 74. — 15 janvier 1848.

compensé et au delà par le profit que donne l'avance sur le nantissement?

Il est incontestable que les objets engagés au mont-de-piété, à de très-rare exceptions près, représentent pour l'emprunteur une valeur beaucoup plus grande que celle que lui produirait la vente; il y a donc plus de profit à engager qu'à vendre; profit pour l'emprunteur, à raison de la plus-value accordée à son nantissement; profit pour le mont-de-piété, qui retire un intérêt de son capital; profit pour la société par l'accroissement de la circulation. Il n'est donc pas exact de dire que le capital mobilier mis en gage ne rend plus aucun service à personne, et qu'il constitue pour la société une perte annuelle, égale à l'intérêt qu'il devrait produire; c'est le contraire qui est vrai.

Nous nous sommes occupé jusqu'ici des attaques dirigées contre l'institution des banques publiques de prêt sur nantissement; il reste à discuter les inconvénients prétendus ou réels qui tiennent à leur organisation.

Le prêt sur nantissement existe, et il ne peut pas ne pas exister, car il répond à un besoin absolu, comme le loyer et la vente, et aussi à un droit absolu, en ce sens que la loi ne peut empêcher le propriétaire de disposer de sa chose par la voie de l'emprunt, s'il le juge utile ou nécessaire, sans violer le principe même de la propriété. Cependant, attendu que la loi doit protéger la faiblesse contre l'abus de la force, que le devoir de la société est de maintenir entre ses membres l'égalité des rapports qui constitue la liberté, on est obligé d'admettre que là où l'action individuelle peut être oppressive, la loi doit intervenir pour empêcher l'oppression. C'est dans cette limite que nous approuvons les dispositions relatives à la fixation de l'intérêt de l'argent dans les transactions civiles. Cette limite tend nécessairement à s'étendre, à mesure que, par le progrès de la civilisation, l'homme avance davantage dans la liberté, et qu'il devient de plus en plus maître de lui-même.

Nous admettons que, dans un état social donné, la liberté de l'intérêt doive exister, parce que les conventions entre l'emprunteur et le prêteur peuvent être réellement libres; mais, même dans les conditions générales de la société les plus favorables, il y aura encore des restrictions à faire; car, par la force des choses, il y aura toujours des faibles à protéger et des actes de violence à réprimer. *Pauperes enim semper habebitis vobiscum*¹.

« La liberté de l'argent convient à tous les peuples majeurs, » a dit, avec raison, M. Léon Faucher. Mais comment se détermine la majorité des peuples? Le savant économiste dont nous déplorons la mort prématurée donne une définition politique de la majorité qui ressemble beaucoup à une épigramme.

¹ Joann, ch. XII, v. 8.

« La liberté de l'intérêt » écrivait-il en 1851, « appartient surtout » aux républiques. Quand on reconnaît à un citoyen le droit de prendre » part aux affaires de l'État, on ne saurait lui refuser sans injustice et » sans contradiction, la faculté de régir librement ses propres affaires, » d'acheter, de vendre, de prêter ou d'emprunter aux conditions qui » se rencontrent sur le marché. Les membres du souverain ne peuvent » pas être tenus en tutelle. Il est ridicule et funeste que la loi stipule » pour eux comme pour des aliénés ou des prodiges mis en interdit. » Qu'on ne les appelle pas à délibérer sur la nature et sur la direction » du gouvernement, si on les juge incapables de comprendre et de dé- » fendre leurs véritables intérêts ; ou, si l'on fait cet honneur à leur » indépendance et à leurs lumières, qu'on étende, du moins, l'ho- » rizon de la souveraineté aux transactions privées et au foyer domes- » tique ¹. »

Cette conclusion déduite de la souveraineté du peuple ne nous paraît pas rigoureuse. La souveraineté du peuple est, de droit naturel, une conséquence de l'égalité, et son exercice ne peut dépendre que d'une condition de moralité et non d'intelligence. Il serait sans doute à désirer que la généralité comprît et pratiquât ses devoirs dans l'ordre politique comme dans l'ordre moral. L'histoire n'aurait pas eu à enregistrer tant de crimes et de bassesses de nature à faire désespérer de l'humanité, si, à travers ses vicissitudes, on ne constatait un mouvement bien déterminé qui l'entraîne vers une sphère supérieure. L'exercice de la souveraineté consiste, pour le peuple, non à résoudre des problèmes politiques, mais à désigner pour le représenter, les hommes qu'il juge les plus dignes. Lui refuser ce droit sous prétexte d'ignorance, ce serait entrer dans un système d'exclusion purement arbitraire, car il n'est pas possible d'établir une règle sûre pour indiquer le point où il devrait commencer et celui où il devrait finir ; et, en présence de l'instabilité des gouvernements, quel est celui qui oserait prétendre posséder la science nécessaire pour fonder une œuvre durable ? La société qui se trompe a, d'ailleurs, devant elle, le temps pour revenir de ses erreurs et pour les réparer : elle a aussi la responsabilité de ses actes, parce qu'elle en a l'initiative, et les souffrances qui viennent, en quelque sorte, d'elle-même, sont pour elle un motif puissant pour la faire entrer dans des voies meilleures.

Si la forme républicaine suppose dans un peuple plus d'intelligence et de dignité que toute autre forme de gouvernement, il faut reconnaître que, jusqu'à présent, les républiques, à quelques exceptions près, ont été loin de justifier ce que théoriquement on devait en attendre. Ainsi, ne confondons pas le droit et le fait, ce qui devrait être et ce

¹ *Dictionnaire de l'économie politique*, v°. Intérêt. Paris, Guillaumin.

qui est : prenons les hommes pour ce qu'ils sont, jugeons-les même au pis, nous nous tromperons encore à leur avantage.

La majorité d'un peuple dépend donc, non précisément du gouvernement qu'il s'est donné ou qu'il subit, mais de son éducation morale et industrielle, de son initiation à la liberté et à la pratique des affaires, de sa participation aux jouissances de l'esprit et aux biens matériels qui répondent aux divers besoins de sa nature. En fait, le peuple se compose d'une masse d'individualités égales en droit, mais dont les unes, supérieures par l'intelligence et la richesse, ont acquis une indépendance relative qui permet de les considérer comme ayant atteint le degré de raison nécessaire pour agir avec liberté ; les autres individualités, inférieures sous ce double rapport, tendent à se frayer par le travail la voie vers le bien-être, à travers les obstacles créés par l'ignorance et la misère. Bien que leur situation se soit beaucoup améliorée, le jour est fort éloigné encore où elle leur permettra de stipuler librement : l'ignorance ne raisonne pas, et la misère se résigne.

Il y a dès lors une distinction importante à établir entre les conventions qui ont pour objet un acte de propriété ou de commerce, et celles qui ont trait à un besoin de consommation. Nous ne voyons pas d'inconvénient à ce que la liberté de l'intérêt existe dans le premier cas, car la liberté d'action est présumée ; dans le second cas, la présomption contraire entraîne une conclusion opposée.

Telle est la théorie, mais la pratique offre de grandes difficultés. Comment, en effet, établir la ligne de démarcation ? La petite propriété elle-même, particulièrement dans les campagnes, est-elle en mesure de lutter contre les exigences des possesseurs d'argent ? La petite production est-elle dans des conditions meilleures ?

En Angleterre, un bill du 29 juillet 1839 abandonne aux parties le droit de fixer l'intérêt des lettres de change et des billets à ordre payables à un an de date au plus, et des contrats de prêts dont la somme est supérieure à dix livres sterling. Une mesure semblable serait-elle applicable en France ? Nous n'osons pas nous prononcer pour l'affirmative, car la situation économique des deux pays n'est pas la même. En Angleterre, les capitaux, à raison de leur abondance et du développement du crédit, ne prélèvent qu'un intérêt médiocre. Les consolidés ne donnent guères que 3 p. $\%$; on place les bons de l'échiquier à moins de 2 p. $\%$, et l'escompte des bonnes valeurs se fait à peu près au même taux. L'argent y est donc à bas prix ; il n'y a que le travail qui soit cher. En France, c'est le contraire qui existe : l'argent y est plus cher et le travail est à bon marché. Les résultats obtenus dans le Royaume-Uni pourraient donc être tout différents en France, si on agissait immédiatement sur une aussi large échelle.

Au reste, le problème ne peut être résolu que par l'expérience, et

c'est l'affaire des hommes d'État. Nous comprenons qu'ils aient hésité en face d'une position souvent précaire, et souvent menacée. La prospérité des nations ne s'improvise pas; elle tient, avant tout, à la stabilité des institutions, fondée sur la liberté. Le génie de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, fuit les lieux où règnent l'anarchie et le despotisme. Il aime à répandre ses bienfaits dans les heureuses contrées où la liberté n'existe pas seulement dans les mœurs, mais encore dans les lois; où la sûreté des personnes produit la sécurité des transactions; où la paix, basée sur la force et la dignité du pays, et sur le respect des nationalités, ouvre les débouchés nécessaires aux produits du travail; où chacun, comme terme de la vie, a la perspective du repos dans le bien-être.

La question de la liberté de l'intérêt nous conduit à une autre question, celle de la liberté d'industrie, que nous traiterons seulement dans ses rapports avec le prêt sur gage. Nous l'avons déjà examinée au point de vue historique, et nous avons constaté que, dans tous les États de l'Europe, excepté l'Angleterre, le prêt sur gage est interdit à l'industrie privée. Des considérations d'ordre public en même temps que l'intérêt des classes nécessaires ont motivé cet état de choses. Il s'agit de savoir si le but qu'on se proposait a été atteint.

Observons d'abord un fait important; partout, même en Angleterre, on a senti la nécessité de soumettre le prêt sur gage à des règlements, d'une part, pour prévenir les désordres qui résulteraient d'engagements sans contrôle qui favoriseraient les vols et les abus de confiance; et d'autre part, pour soustraire les emprunteurs à des exactions ruineuses. Sous ces deux rapports, il est évident que des établissements administratifs offrent plus de garanties morales que des établissements particuliers, parce qu'ils sont à l'abri des suggestions de l'intérêt privé, et qu'ils sont soumis à une surveillance qui, pour être efficace, possible même, ne doit pas être trop étendue. Mais le public trouve-t-il dans les établissements administratifs tous les avantages que peuvent lui offrir les établissements privés, réglementés? La protection que la loi donne est-elle réelle? Le monopole remplace-t-il utilement la concurrence, *the competition*, comme disent les Anglais? Mettons de côté les théories économiques et voyons les faits.

Pour l'appréciation des deux systèmes, nous avons à considérer le taux de l'intérêt des prêts, les sommes prêtées, le résultat de la vente, la sûreté de l'opération.

Relativement à l'intérêt des prêts, il est moins élevé dans les banques publiques de prêt sur gage.

En France, des 4 $\frac{1}{2}$ monts-de-piété, 3 prêtent gratuitement;

1 gratuitement jusqu'à 5 fr., et au-dessus à 1 p. %.

2 à 4 p. %.

1 à 4 $\frac{1}{4}$ p. %.

4 à 5 p. %.

5 à 6 p. %.
4 à 6 p. %, jusqu'à 2 fr., et 12 p. % au-dessus.
1 à 7 p. %.
3 à 8 p. %.
4 à 9 p. %.
2 à 9 1/2 p. %.
3 à 10 p. %.
1 à 11 p. %.
11 à 12 p. %.
2 à 15 p. %.

En Belgique, l'intérêt des monts-de-piété est de 6 p. % à 15 p. %.

En Hollande, de 12 p. % à 16 p. %.

En Prusse, de 6 2/3 p. % à 12 p. %.

En Autriche, de 6 p. % à 12 p. %.

En Russie, de 6 p. %.

En Bavière, de 6 1/2 p. % à 8 p. %.

En Saxe, de 8 p. %.

A Francfort, de 5 à 6 p. %.

En Espagne, de 6 à 7 p. %.

En Portugal, de 5 à 6 p. %.

En Piémont, de 4 1/2 p. % à 6 p. %.

En Toscane, de 5 à 5 1/2 p. %.

Dans les Etats-Romains, de 5 p. %.

Dans le Royaume-Uni, les actes qui régissent la matière autorisent les pawnbrokers à percevoir l'intérêt au taux de 20 % jusqu'à 42 shillings et de 15 p. % au-dessus; et, en outre, un droit fixe pour la reconnaissance à partir de 5 shillings, lequel varie suivant l'importance de la somme prêtée. Les pawnbrokers ne prélevant jamais moins d'un demi-penny, il en résulte que de 1 shilling à 4 l. l'intérêt varie de 48 p. % à 28 p. %, si le prêt est d'un mois; et de 48 p. % à 20 p. %, si le prêt est d'une année. En Irlande, les intérêts et droits s'élèvent, pour les mêmes sommes, de 144 p. % à 33 p. %, si le prêt est d'un mois, de 56 p. % à 25 p. %, si le prêt est d'une année. Aux États-Unis, l'intérêt est de 25 p. %.

L'intervention de l'intérêt privé dans les opérations du prêt sur gage, faites par des établissements publics, donne des résultats analogues et renchérit notablement le prêt.

Ainsi, en Hollande, à Amsterdam, la grande banque prête à 16 p. %; mais comme elle n'agit pas directement avec le public, mais au moyen de commissionnaires, dont les prélèvements peuvent être évalués à un droit fixe de 2 p. %, l'intérêt varie de 40 p. % à 18 p. %, suivant que la durée du prêt est d'un mois ou d'une année.

Les banques de petits prêts, — *Kleine pandjeshuis* — tenues par de

véritables prêteurs sur gage qui payent à la grande banque une rétribution basée sur le nombre de leurs opérations, exigent des intérêts qui varient de 96 p. % à 8 p. %, dans les conditions de temps fixées ci-dessus.

A Paris, la même cause produit les mêmes effets. L'intérêt du mont-de-piété est de 9 1/2 p. %; mais l'intervention des commissionnaires coûte à l'emprunteur 3 p. %, si le prêt est d'une année; 36 p. %, si le prêt est d'un mois; 156 p. %, si le prêt est d'une semaine.

Les droits fixes ont cet inconvénient de grever les prêts d'autant plus que leur durée est moins longue; c'est ainsi que le droit fixe de prise, qui est de 1/2 p. %, ne représente ce taux que si le prêt est d'une année; il équivaut à 3 p. % si le prêt est de six mois; à 6 p. % si le prêt est d'un mois.

Les droits fixes d'administration, perçus en dehors de l'intérêt, renchérissent également le prêt dans une notable proportion. A Leipsick, la banque de prêt exigeant, en sus de l'intérêt qui est de 5 p. %, 2.05 p. % de frais d'administration et de prise, il en résulte que le prêt d'une année paye 7.05 p. %, et celui d'un mois 32 p. %.

A Milan, l'intérêt est de 4 p. %; les frais d'administration sont de 2 p. %; mais ces frais sont perçus proportionnellement au temps.

Il en est de même du droit fixe qui frappe les reconnaissances. A Turin, où la moyenne des prêts est de 12 fr. 87 c., le mont-de-piété fait payer en moyenne 25 centimes pour la reconnaissance; ce droit, ajouté à l'intérêt de 5 p. %, porte le taux à 7 p. % pour un prêt d'une année; à 29 p. % pour un prêt d'un mois.

Quoi qu'il en soit, il est établi par le rapprochement que nous venons de faire des divers taux d'intérêts perçus par les établissements administratifs et les établissements particuliers que, dans ces derniers, l'intérêt est généralement beaucoup plus élevé; et remarquons que nous avons laissé de côté les maisons de prêt non réglementées, qui, ainsi que nous l'avons vu, en exposant les conditions du prêt dans le Royaume-Uni, se livrent à des exactions intolérables.

La concurrence n'a donc pas pour effet de faire baisser l'intérêt; ce fait, qui ressort de la statistique, est constaté dans l'enquête sur le pawnbroking, en Irlande. M. Mathews, interrogé sur ce point, répond que la concurrence n'amène pas une baisse dans l'intérêt, mais qu'elle porte les pawnbrokers à prêter davantage. M. ROCHE : — *Do you know whether any pawnbroker, excited by the love of competition, and to get business, charges less interest? — The love of business induces him not to charge less interest; but to advance larger sums upon goods*¹. Si quelques pawnbrokers de Limerick ont réduit le taux de l'intérêt, ils ne

¹ Minutes of evidence, p. 9.

s'y sont décidés que pour n'avoir pas, dans le mont-de-piété institué en cette ville, un concurrent trop redoutable ¹.

M. Keeson émet relativement à l'Angleterre et à l'Écosse une opinion conforme à celle de M. Mathews pour l'Irlande : — *Wherever pawnbrokers are numerous, as is generally the case in large cities, the competition amongst them is as intense as among any other class of tradesmen ; with this difference that instead of developing itself in the form of reduced charges, it assumes that of intended advances* ².

Cet état de choses s'explique facilement. En thèse générale, les opérations de prêt sont d'autant plus onéreuses pour le prêteur, que le prêt est moins élevé, parce que les frais sont en raison inverse du montant de l'avance. A part l'intérêt de l'argent, qui est proportionnel à l'avance, certains frais généraux sont les mêmes pour tous les nantissements ; il faut les partager également entre eux ; mais il en est qui incombent d'une manière plus particulière aux nantissements de moindre valeur. Ainsi, bien que les pawnbrokers soient tenus de délivrer des reconnaissances pour tous les nantissements qu'ils reçoivent, ils ne peuvent se faire payer un droit sur la reconnaissance qu'à partir d'une certaine somme. D'un autre côté, les frais de magasinage sont d'autant plus considérables que les nantissements donnent lieu à un prêt plus faible ; ceux-ci étant ordinairement beaucoup plus volumineux et encombrants. Enfin, le séjour en magasin est aussi moins long pour ces derniers nantissements qui sont, le plus souvent, des objets de première nécessité, et que l'emprunteur dégage dans le plus bref délai qu'il lui est possible. Il en est, en Angleterre, et plus particulièrement en Irlande, qui entrent chez le pawnbroker, et qui en sortent plusieurs fois par semaine.

Prenons un exemple :

Un prêt de 2 shillings (2 fr. 50 c.), à Londres, rapporte, pour un mois, 1/2 penny, soit 5 centimes.

Un prêt de 5 livres (125 fr.), pour le même temps, rapporte 1 shilling 7 pence, soit 1 fr. 95 c.

Dans le prêt de 2 shillings, le taux de l'intérêt est de 24 p. % ; dans le prêt de 5 livres, il est de 18 p. %.

Déduisant l'intérêt à 6 p. % par an de l'avance, intérêt qui représente 1 cent. 1/4 sur 2 fr. 50 c., et 62 cent. 1/2 sur 125 fr., il en résulte que le produit, destiné à couvrir les frais généraux de l'opération, et à créer un profit pour le pawnbroker, est, dans le premier cas, de 3 cent. 3/4 ; dans le second cas, de 1 fr. 32 c. 1/2.

Cette somme de 3 cent. 3/4 suffit-elle toujours pour payer les frais du

¹ *Minutes of evidence*, p. 50-54. Interrogatoire M. Homan, pawnbroker.

² *Monts-de-piété and pawnbroking*, p. 348.

prêt de 2 fr. 50 c. ? Cela est douteux ; mais ce qui ne l'est pas, c'est que la somme de 1 fr. 32 c. $1/2$, produite par le prêt de 125 fr., donne un bénéfice. Le pawnbroker a donc plus d'intérêt à prêter à 18 p. % sur 5 livres, qu'à prêter à 24 p. % sur 2 shillings ; car l'opération qui lui assure un profit dans un cas, peut le constituer en perte dans l'autre. Les petits prêts étant de beaucoup les plus nombreux, il en résulte que la concurrence donne lieu, pour chaque prêteur, à une masse d'opérations peu productives qui ne sont pas toujours compensées par un nombre suffisant d'opérations lucratives. En effet, la clientèle des maisons de prêt dépend du milieu où elles sont placées. Dans un quartier riche, la moyenne des prêts est élevée ; dans un quartier aisé, elle est médiocre ; dans un quartier pauvre, elle est très-faible, et, plus elle s'abaisse, plus le nombre des engagements augmente, et, avec les engagements, les frais généraux des prêteurs. Or, comme ceux-ci n'ont pas d'autre but que de gagner de l'argent, ils sont obligés, ou de refuser beaucoup de nantissements, ou de prélever des intérêts exorbitants, si on les considère d'une manière absolue, mais qui suffisent à peine aux charges qu'ils ont pour objet de couvrir.

Pourquoi, à Londres, y a-t-il à côté des pawnbrokers tant de *tee-paens* ? C'est que ces derniers vivent des prêts que les autres refusent de faire, parce que l'intérêt, bien que très-élevé, qui leur est accordé, ne suffit pas pour couvrir leurs dépenses, ou du moins pour leur assurer un gain suffisant. Il y a moins de *tee-paens* en Irlande qu'en Angleterre et en Écosse, parce que l'intérêt légal y est plus haut, les pawnbrokers prélèvent, dans certains cas, 100 p. % et plus ; mais 100 p. % ne représentent pas toujours une perception de plus de 5 centimes.

Les banques publiques de prêt sur gage se trouvent placées dans des conditions plus favorables. A raison du monopole dont elles sont investies, elles centralisent toutes les opérations ; si elles perdent sur les unes, elles gagnent sur les autres, et, comme elles ont en vue moins un gain que l'utilité générale, elles peuvent se contenter d'un moindre profit, il leur suffit de ne pas perdre sur l'ensemble des opérations. Au mont-de-piété de Paris, tous les prêts de 3 fr. à 15 fr. sont onéreux à l'établissement, qui bénéficie de 2 cent. seulement sur les prêts de 16 fr. Or, les prêts de 3 fr. à 15 fr. forment les $4/5$ de ses opérations : c'est le bénéfice réalisé sur le dernier $1/5$ qui, compensant sa perte, lui permet de prêter à un taux relativement très-modéré, si nous le comparons à celui que prélève l'industrie privée du prêt sur gage. Ce fait donne sur ce point, aux établissements administratifs une supériorité incontestable.

La seconde question que nous avons à examiner est celle-ci : L'industrie privée prête-t-elle plus que le monopole ? Cette question ne peut pas être résolue d'une manière très-précise, par le motif que si la statistique a des données à peu près certaines pour les établissements offi-

ciels, il n'en est pas de même pour les maisons de prêt sur gage tenues par des particuliers.

Nous avons cherché à établir le montant des sommes prêtées en Angleterre par les pawnbrokers, et les évaluations faites par les hommes les plus compétents présentent des différences tellement grandes, que la conclusion véritablement rationnelle serait peut-être de s'abstenir. En effet, en considérant les opérations totales, il serait prêté, d'après les données de M. Hows, 30 millions de livres, soit 750,000,000 de francs ; et, d'après celles de M. Keeson, 25 millions de livres, soit 625,000,000 de francs. Entre ces deux appréciations, il existe donc une différence de 5 millions de livres, soit 125 millions de francs.

Quelque exagérés que puissent être les chiffres de M. Hows et de M. Keeson, car nous croyons que, des deux côtés, il y a exagération, il est certain cependant que le prêt se fait en Angleterre sur une échelle plus grande qu'en France et dans les divers Etats de l'Europe où le prêt est monopolisé. A quoi attribuer cet état de choses ? C'est, en partie, à l'idée fausse, selon nous, qui a présidé à la création des établissements administratifs. On ne s'est pas contenté d'établir un monopole, on a procédé, indirectement, du moins, par voie d'exclusion. Au lieu de fonder des banques de prêt sur nantissement ayant un caractère d'utilité générale, comme certaines grandes institutions financières, la Banque de France, par exemple, on a rattaché les monts-de-piété à l'assistance publique : les services qu'ils rendent ont été assimilés à des secours. De là une défaveur qui en éloigne beaucoup de personnes, et qui fait que beaucoup d'autres ne s'adressent à eux qu'avec hésitation. On comprend que l'on ne veuille pas accepter une assimilation blessante, surtout lorsque l'on emprunte sur garanties et en payant l'intérêt à un taux qui dépasse ordinairement le taux légal.

Par ailleurs, l'insuffisance des capitaux resserre les opérations dans des limites très-étroites, d'où la nécessité de refuser un grand nombre de nantissements, et, par le défaut d'une organisation complète, d'obliger une partie des emprunteurs à recourir à des intermédiaires dont l'intervention augmente d'une manière notable l'intérêt de l'argent prêté.

Lorsque le prêt sur gage a été enlevé à l'industrie privée, c'était dans le but de soustraire les emprunteurs à des exactions usuraires.

Qui veut la fin, veut les moyens ; on aurait donc dû établir les choses de manière que la loi tournât au bénéfice de ceux pour qui elle était faite. Or, dans beaucoup de cas, elle leur est nuisible, en ce que, ne pouvant emprunter aux monts-de-piété, sous le prétexte que les objets qu'ils présentent en nantissement ne sont pas reçus par les établissements, lorsque encore ces établissements existent, ils sont conduits à s'adresser à des prêteurs clandestins dont les risques, augmentés par les prohibi-

tions légales, occasionnent un accroissement proportionnel de l'intérêt du prêt.

Le système adopté en Angleterre nous paraît préférable, sous ce rapport, à celui du continent. On y trouve plus d'argent, on y prête davantage sur les nantissements, et l'argent y est plus à la portée du besoin.

Examinons la question de la vente :

En matière de prêt sur gage, un fait capital, c'est la vente. En effet, il dépend du prêteur de déterminer le montant de l'avance, et si, à l'expiration du délai, le prêt n'est pas remboursé, le nantissement est vendu. Or, quelle que soit l'avance, elle est toujours très-inférieure à la valeur absolue du gage et plus encore à la valeur relative, c'est-à-dire à la valeur d'usage pour le propriétaire. Nous raisonnons dans les conditions les plus favorables, et nous supposons la vente entourée de toutes les garanties désirables.

Dans les établissements administratifs, tous les nantissements sont vendus aux enchères publiques, et le boni est mis à la disposition de l'emprunteur. Les résultats de la vente sont consignés sur des registres particuliers, la vérification en est faite, et, si le boni n'a pas été retiré après un délai déterminé, il est prescrit généralement au profit des pauvres ; alors même que les établissements le conservent, ce n'est pas dans l'intérêt des administrateurs, mais il est employé à leur constituer un capital, et, par conséquent, à améliorer la condition des emprunteurs.

En Angleterre, les choses ne se passent pas ainsi. Les pawnbrokers ne sont tenus de faire vendre publiquement que les gages ayant donné lieu à un prêt de 10 shillings au moins ; dans le cas contraire, les pawnbrokers vendent les nantissements comme ils le jugent convenable, et rien ne constate le montant de la vente. Or, à Londres, d'après M. Keeson, la moyenne des prêts est de 7 shillings, et la moitié n'atteint pas 10 shillings. Il résulte de là que la généralité des emprunteurs est livrée, en cas de vente, à la merci des pawnbrokers qui trafiquent, comme ils l'entendent, des objets non dégagés dans le délai légal, et, comme les pawnbrokers ne tiennent pas de registres de vente pour les objets sur lesquels il n'a pas été prêté 10 shillings, aucun moyen de vérification, aucun recours n'est donné aux emprunteurs, qui doivent accepter la déclaration des pawnbrokers personnellement intéressés à tirer profit de la vente.

L'expérience du mont-de-piété de Paris nous a appris que, toute proportion gardée, les petits prêts produisent à la vente autant, sinon plus, que les prêts élevés ; car l'appréciation n'a pas de base aussi certaine, et, dans le doute, elle est effectuée plutôt dans l'intérêt du prêteur que dans celui de l'emprunteur. La prise est toujours faite au point de vue de la vente : or, s'il s'agit de matière d'or ou d'argent, par exemple, le

prix minimum de la vente est déterminé à l'avance; s'il s'agit, au contraire, d'objets susceptibles de détérioration en magasin ou de dépréciation par suite de changements apportés par la mode, ce qui a lieu pour la plupart des effets à l'usage personnel, l'incertitude du prix de la vente et le risque de perte influent sur la prise qui se fait au plus bas. Les emprunteurs les plus pauvres sont donc ceux qui sont le plus exposés aux inconvénients des ventes arbitraires, comme elles se pratiquent en Angleterre.

A cet égard, les établissements administratifs présentent plus de sécurité, et, partant, plus d'avantages que ceux exploités par l'industrie privée.

Une dernière question dont la solution ne peut offrir le moindre doute, c'est celle de la sûreté des opérations. Lorsqu'il s'agit d'appliquer une peine, la fraude ne se présume pas, elle doit être prouvée. Il en est autrement de l'appréciation d'une situation générale subordonnée à des faits constatés par l'expérience : ici, la présomption est admise. .

Or, il est démontré que, dans tous les temps et dans tous les lieux, le prêt sur gage, pratiqué par des particuliers, a donné lieu à de grands abus, et c'est parce que ces abus qui lui sont en quelque sorte inhérents, ont été universellement reconnus, qu'il a été interdit dans la plupart des Etats de l'Europe. Il faut bien admettre que cette mesure, prise *a posteriori*, qui ne trouve d'exception qu'en Angleterre, porte en soi un caractère d'évidence, et l'épreuve faite en France, il y a cinquante ans, n'est pas de nature à infirmer les données de l'histoire.

Les abus du prêt sur gage ont trait à l'ordre public ou à l'intérêt privé.

Par rapport à l'ordre public, ils consistent dans l'acceptation, sans contrôle suffisant, des objets offerts en nantissement. De là, la facilité donnée aux auteurs de vols, de détournements, d'abus de confiance de se débarrasser des choses possédées illégitimement, et la difficulté de suivre les traces des objets volés, à raison de la multiplicité des maisons de prêt et de la tenue incomplète des registres d'entrée et de sortie.

Par rapport à l'intérêt privé, les abus constatés sont des exactions usuraires, des substitutions et des détournements de nantissements, des ventes illégales ou frauduleuses, des perceptions illicites de bonis.

La seule garantie pour les intérêts sociaux et pour les intérêts privés, c'est un contrôle des opérations, et ce contrôle ne peut être exercé d'une manière efficace sur un nombre illimité d'établissements.

On nous objectera que les parties lésées peuvent se plaindre; mais cette faculté est plutôt apparente que réelle. En effet, le plus souvent le prêteur tient l'emprunteur en sa puissance; car il est rare que celui-ci n'ait contracté qu'un seul engagement, et la crainte de tout perdre le porte à subir les conditions qui lui sont imposées, si dures qu'elles

soient. Que de difficultés d'ailleurs pour arriver à une solution judiciaire, dont le résultat, même le plus favorable, est toujours onéreux pour le plaignant, à raison des lenteurs de la procédure et des frais relativement très-considérables qu'elle entraîne, si on les compare à l'objet des réclamations ! On peut dire que l'impunité est assurée aux prêteurs sur gage.

Les pawnbrokers anglais font-ils une exception à un fait généralement constaté et qui résulte d'habitudes si répandues qu'on les a considérées partout comme nécessairement liées à la profession ? Nous voulons le croire pour leur honneur ; mais, en admettant qu'ils valent mieux que leur réputation, il n'en est pas moins certain pour nous qu'ils n'offrent pas autant de garantie que des établissements publics.

En résumé, le monopole est supérieur à l'industrie privée, sous le triple rapport du prêt à bon marché, du résultat de la vente et de la sûreté de l'opération. Il lui est inférieur relativement aux sommes prêtées sur nantissement, et nous n'hésitons pas à reconnaître que ce point est essentiel.

L'infériorité des établissements privilégiés à cet égard tient-elle à leur nature même ? Faut-il en conclure qu'ils ne sont pas susceptibles de prendre le développement qui leur est indispensable pour se mettre au niveau des nécessités auxquelles ils doivent pourvoir ? Telle n'est pas notre opinion ; mais il faudrait entrer dans une voie plus large.

Jusqu'ici, loin de favoriser les prêts, on a plutôt cherché à y mettre des entraves, parce que l'on est porté à considérer les engagements comme une chose fâcheuse.

Nos grandes institutions de crédit prêtent aux riches sur de bonnes valeurs, sur du papier garanti par des signatures connues, sur des actions industrielles, sur des obligations hypothécaires, des inscriptions de rentes, des lingots d'or et d'argent, de fortes parties de marchandises neuves, etc.

Le travailleur pauvre qui n'a ni crédit sur la place, ni valeurs cotées à la Bourse, ni maisons ni champs au soleil, sur quoi peut-il emprunter ? Évidemment sur des objets mobiliers. Ainsi que l'a observé Turgot, la seule sûreté vraiment solide contre l'homme pauvre, c'est le gage. Mais l'acte par lequel il emprunte 5 francs sur ses vêtements est-il plus immoral que l'acte par lequel le négociant emprunte 100,000 francs sur consignment de marchandises ou sur sa signature ? N'est-ce pas une opération identique qui ne varie que par la quotité de la somme prêtée ?

S'il en est ainsi, au lieu de restreindre les institutions de prêt sur gage, il faut les développer ; au lieu de les exploiter honteusement et illégalement dans l'intérêt des villes, il faut les améliorer dans l'intérêt des emprunteurs, effacer du frontispice de ces établissements le mot de bien-

faisance qui ne leur convient, sous aucun rapport, et rentrer dans la vérité en leur rendant le caractère d'établissements d'utilité publique, de banques de prêt sur nantissement.

Nous avons dit précédemment que nous n'acceptons l'intervention de l'État, que dans les choses intéressant la communauté qui ne pouvaient pas être réalisées par les activités individuelles ; c'est donc à la double condition de faire plus et de faire mieux que son intervention est légitime. Or, en France, l'État ne fait pas ce qu'il devrait faire en matière de prêt sur gage. Qu'est-ce que quarante quatre monts-de-piété prêtant 50,000,000 dans nos quatre-vingt-six départements, dont la population est de 35,000,000 d'habitants environ, tandis que le Royaume-Uni, qui compte à peine 27,000,000 d'habitants, possède 2,000 pawnbrokers, qui prêtent des centaines de millions ? N'est-ce pas, sous prétexte de protéger le public contre les abus qui peuvent résulter du prêt sur gage, le lui interdire en réalité et le priver des ressources qu'il pourrait y trouver ? Ce système prohibitif ne saurait être maintenu ; on a reconnu la nécessité d'élargir pour les classes aisées les bases du crédit foncier et du crédit mobilier ; il n'est pas moins indispensable d'améliorer et d'étendre les institutions de crédit pour les classes pauvres.

Ici nous avons à répondre à une objection. Tant que les monts-de-piété sont considérés comme des établissements de bienfaisance, la direction en appartient sans conteste au gouvernement ; s'ils se transforment en établissements de crédit, peuvent-ils conserver leur caractère administratif ?

L'État peut-il être prêteur sur gage ? Pourquoi non ? N'est-il pas marchand de poudre, débitant de tabac, entrepreneur de routes, de ponts, de canaux, de travaux publics, porteur de dépêches ? Quand il s'est agi de doter le pays des voies de fer, n'a-t-il pas garanti un minimum d'intérêt aux compagnies ? Ne règle-t-il pas les tarifs du transport des voyageurs et des marchandises ? En 1830 n'a-t-il pas prêté 30,000,000 au commerce ? En 1848, n'a-t-il pas commandité les associations ouvrières ? Ne s'est-il pas porté garant du tiers du capital du Comptoir national d'escompte ?

Pourquoi l'État qui est intervenu dans l'intérêt du haut commerce, de la haute industrie, n'interviendrait-il pas dans l'intérêt du petit commerce et des classes laborieuses ?

Le crédit privé livré à ses instincts égoïstes ne sort pas du domaine privé ; il ne produit que pour lui ; il exploite à son profit les individus comme naguère encore il exploitait l'État lui-même. L'État était-il obligé de recourir à l'emprunt, il lui fallait subir les conditions du crédit privé qui lui escomptait ses valeurs à un taux usuraire. Dans la situation où la France est placée, si le gouvernement s'était traîné dans les anciens errements, s'il n'avait eu pour auxiliaires que les hauts et puissants seigneurs

de la finance, aurait-il trouvé les ressources qui lui sont nécessaires? Les amis de la paix à tout prix auraient-ils offert leurs capitaux pour faire face aux dépenses d'une guerre nationale? Non, le gouvernement l'a compris, et qu'a-t-il fait? Par une mesure hardie qui n'a pas d'analogie dans l'histoire, il a brisé avec le passé; des financiers il a fait appel à la nation, et la nation lui a répondu; le crédit privé a disparu pour faire place au crédit social qui, assis sur une aussi large base, ne peut que se développer avec des résultats incalculables. Laissant de côté la question politique qui n'est qu'un accident, les plus aveugles ne peuvent nier que c'est là une immense révolution ou, pour parler plus exactement, c'est la révolution elle-même qui a planté son drapeau sur les ruines de la féodalité financière. Si le crédit privé a pesé si longtemps sur l'État, il a pesé plus encore sur les individus. Nous avons sous les yeux les funestes effets de ce système qui, se résolvant dans l'égoïsme, tente de mille manières les plus viles passions du cœur humain, fait de ce que l'un perd le gain de l'autre, et habituant ainsi chacun à chercher sans hésitation, sans remords, son bien dans le mal d'autrui, altère profondément les mœurs et corrompt la morale dans sa source même.

Il appartient à l'État, qui s'est affranchi de la tyrannie du crédit privé, d'en affranchir les individus, de les faire participer aux avantages du crédit social. Considérant les choses au point de vue du prêt sur gage, nous disons : Étant démontré par l'expérience et le raisonnement que le prêt sur gage abandonné à l'industrie privée n'offre pas des garanties suffisantes et qu'en outre ses charges sont trop onéreuses, l'intérêt général et l'intérêt individuel exigent que l'État le régie par lui-même.

Le principe que nous invoquons n'est pas nouveau, il a été formellement reconnu à l'époque de la réorganisation des monts-de-piété; c'est sur lui que s'appuie la loi du 16 pluviôse an XII¹.

Aux termes de cette loi, aucune maison de prêt sur nantissement ne peut être établie qu'avec l'autorisation du gouvernement et au profit des pauvres, c'est-à-dire que le prêt est interdit à la spéculation et que les excédants de recettes résultant des opérations, excédants *réduits le plus possible*, disait le rapporteur de la loi, ne peuvent être employés qu'au profit des établissements de bienfaisance. Le gouvernement repoussa donc toute intervention du crédit privé dans le prêt sur gage. C'est dans cet esprit que le décret du 24 messidor an XII, prescrit qu'avec le produit de la vente des maisons urbaines des hospices de Paris, ou au moyen des autres ressources et propriétés des hospices, il sera pourvu, dans le cours de l'an XIII, au remboursement entier des fonds versés par les actionnaires dans la caisse du mont-de-piété.

¹ Règlement organique du 8 thermidor an XIII, art. 42; Arrêté du 16 germinal an XII; Circulaire du 3 prairial an XIV.

L'art. 42 du règlement organique du 8 thermidor an XIII dispose que les opérations du mont-de-piété de Paris, seront faites avec les fonds appartenant aux hospices.

Antérieurement, l'arrêté du 16 germinal an XII avait affecté au même objet les cautionnements des receveurs des établissements de charité, des receveurs municipaux et des percepteurs des contributions directes. L'État est donc admis non-seulement à faire les opérations de prêt sur gage, mais encore à fournir, avec une partie de ses propres ressources — les cautionnements — les capitaux nécessaires à ces opérations.

Si la nécessité conduit à faire des emprunts, la loi donne aux prêteurs la garantie des hospices ¹.

En 1837, dans un rapport au roi sur les services de bienfaisance, M. de Gasparin reconnaissant que le prêt sur gage tel qu'il est organisé est trop onéreux pour le public, émet l'idée de le faire subventionner par les villes.

En 1847, M. Duchatel va plus loin. Dans son remarquable exposé de projet de loi sur les monts-de-piété, nous lisons :

« Les monts-de-piété pourraient trouver encore au besoin, dans le » trésor public, un utile auxiliaire. Ces établissements bien administrés » présentent, en effet, comme emprunteurs, des garanties réellement » sérieuses, puisque les nantissements qu'ils reçoivent, servent tout à la » fois de gage pour les déposants et pour les monts-de-piété eux- » mêmes. »

Le § 3 de l'art. 3 de la loi du 24 juin 1851 a sanctionné cette idée en proclamant la subvention facultative des établissements par les communes, les départements et l'État.

Le principe est nettement posé; il n'y a plus qu'à en tirer les conséquences pratiques. Mais avant d'entrer dans la question d'application, nous devons répondre aux observations présentées par M. Ferdinand Barrot dans un rapport fait au conseil de surveillance de l'administration de l'Assistance publique, le 24 mai 1855.

« La loi de 1851 », dit-il, des tendances qu'il faut signaler à l'esprit d'ordre et au bon sens de l'autorité supérieure.

» Après 1848, au milieu de l'effervescence et du tumulte des esprits, il n'y a pas un principe d'ordre social qui n'ait été mis en question. Une économie politique toute nouvelle se produisit, et on la vit chercher dans l'organisation révolutionnaire de notre société des formules diverses pour le droit au travail, pour le droit à l'assistance et pour le droit au crédit.

» Il est curieux de relire aujourd'hui la discussion soulevée dans

¹ Règlement organique du 8 thermidor an XIII, art. 42 et 45.

l'Assemblée législative, sur la proposition d'un honorable représentant de Paris.

» On y voit éclater, à chaque instant, la prétention de faire du mont-de-piété un établissement d'utilité générale, une sorte de comptoir ouvert à toutes les opérations de crédit, et un membre de l'Assemblée allait même jusqu'à proposer de convertir les monts-de-piété en un établissement de crédit mobilier...

» Assurément la loi de 1851 est loin, par son texte et par son esprit, de ces étranges théories ; mais pour quelques esprits, elle porte en elle un germe que l'on n'a pas entièrement étouffé...

» Serait-il vrai que l'on songeât à faire du mont-de-piété une véritable maison de prêt sur gage où le petit négociant pût trouver sur sa marchandise un crédit que sa signature, que ses relations, que son honorabilité commerciale ne sauraient lui donner.....

» Le mont-de-piété doit rester un asile pour le pauvre, et pour celui qu'une nécessité presse qui emprunte sur des effets de famille, qui un jour délivrera par le travail ce que la maladie ou le besoin du moment l'avaient contraint à engager. Mais il ne faut pas ouvrir le mont-de-piété à ces opérations presque toujours équivoques et plus ou moins clandestines dont n'a jamais vécu le commerce honorable¹. »

Nous nous préoccupons peu de l'accusation portée contre la loi de 1851 que nous avons retournée en tous sens, sans y découvrir le plus petit bout d'oreille de socialisme. Il est vrai qu'il n'y est qu'à l'état de germe, et notre faible intelligence ne s'étend pas jusqu'à ces détails microscopiques.

On signale cette loi à l'esprit d'ordre et au bon sens de l'autorité supérieure ; ce qui veut dire que le législateur de 1851 était médiocrement pourvu de ces deux qualités. Le rapporteur appartient au barreau, et sa boutade, à l'endroit de l'Assemblée, est une réminiscence du palais, une de ces aménités qui se disent entre avocats, et qui ne tirent pas à conséquence.

Dans la discussion du projet de loi, on voit éclater la prétention de faire du mont-de-piété un établissement d'utilité générale. Mais il nous semble que cette prétention a quelque fondement, car elle est écrite en propres termes dans la loi, et il nous est impossible de voir dans le mont-de-piété un établissement d'utilité particulière.

On nie que le mont-de-piété soit un établissement de crédit mobilier. Comment concilier cette proposition avec l'article 46 du règlement organique de l'an XIII, ainsi conçu : « Les prêts qui se feront au mont-

¹ Rapport de la commission chargée de l'examen de la question de la séparation des intérêts existants entre le mont-de-piété et l'administration de l'Assistance, p. 8. — Paris, P. Dupont, imprimeur.

de-piété seront accordés sur engagements d'effets mobiliers déposés dans les magasins de l'établissement. » Un établissement qui prête sur effets mobiliers, n'est donc pas une maison de crédit mobilier? Nous ne saisissons pas la subtilité de cette distinction.

Serait-il vrai que l'on songeât à faire du mont-de-piété une véritable maison de prêt sur gage où le petit négociant pût trouver crédit sur sa marchandise?

Ceci n'est pas un rêve, c'est une réalité qui date pour Paris du 28 décembre 1777, époque à laquelle le mont-de-piété fut ouvert; et, si M. Barrot avait pris la peine de lire les lettres patentes de 1643, il y aurait vu que, dès cette époque, les marchands devaient y trouver « notables sommes d'argent pour éviter la honte et le dommage des saisies exécutoires, ventes de leurs biens à vil prix, et même les banqueroutes où ils peuvent être réduits faute d'un prompt secours, se trouvant contraints, à jours précis, d'acquitter plusieurs lettres de change, sans avoir le temps de débiter en détail leurs marchandises; » — qu'en conséquence — « les marchands, leurs facteurs ou commis les peuvent faire transporter dans lesdits monts, pour y emprunter, à leur nécessité, les sommes d'argent dont ils ont besoin, à proportion de leur valeur, et en attendant la saison de leur débit, comme il se pratique en d'autres lieux. »

Il est vraiment singulier qu'un ancien ministre de l'Intérieur, qui a eu les monts-de-piété dans ses attributions, ignore que ces établissements prêtent sur gage au petit commerce. A Paris, plus du tiers des sommes prêtées est affecté à des opérations de cette nature, et ceci résulte des comptes annuels de l'administration, lesquels sont revêtus de l'approbation ministérielle.

Il n'y a rien d'équivoque ni de clandestin dans ces opérations: les choses se font d'une manière régulière et profitable au petit commerce qui ne trouve pas ailleurs de l'argent à $3\frac{1}{4}$ p. $\frac{1}{2}$ par mois, à $3\frac{3}{8}$ p. $\frac{1}{2}$ par quinzaine, après le premier mois, et cette mise en suspicion de toute une classe d'emprunteurs que l'on qualifie de *marchands honteux et sans crédit* ne repose que sur une présomption arbitraire et injurieuse tout à la fois pour les monts-de-piété et pour les emprunteurs.

Pour assurer l'exécution de sa pensée qu'il a trouvée au *frontispice des lois*, M. Barrot est d'avis « qu'il importe, messieurs, plus que vous ne sauriez le croire, de laisser la Charité en sentinelle vigilante à la porte du mont-de-piété. Que nous aimons mieux la voir sous la grande et douce figure du Christ consolateur, disant : « Venez à moi, vous tous qui ployez sous le travail, et je vous ranimerai. »

Au reste, au point de vue de M. Barrot, qui est de regarder le mont-de-piété comme un établissement de produit au profit de la caisse municipale, la mesure d'exclusion qu'il propose est en contradiction avec le

but qu'il veut atteindre ; car tous les prêts faits aux pauvres constituent l'établissement en perte, et, pour que le mont-de-piété pût continuer ses opérations au taux actuel, il serait de toute nécessité de lui donner une subvention. Qui la fournirait ? la ville ou les hospices ? Dans un cas comme dans l'autre, il faudrait renoncer à l'idée de bénéfice.

Quand on parle de crédit, il y a une distinction essentielle à faire entre le crédit commercial et le crédit de change ou de circulation. Le premier consiste dans la livraison et l'achat à terme de marchandises ; le second, dans la création de papier et son acceptation. Le haut commerce est en possession de ces deux formes du crédit ; le moyen commerce y participe plus ou moins ; le petit commerce ne jouit qu'exceptionnellement du crédit de change. Pour lui, la création de papier est très-limitée, ce qui veut dire qu'il n'a pas de crédit dans les maisons de banque ; qu'on n'y escompte pas son papier, alors même qu'il viendrait le présenter ; et, quand il se trouve dans la nécessité d'emprunter, comme aucun emprunt ne se fait sans garantie, il n'a pas d'autre ressource que d'offrir un nantissement. Pauvreté n'est pas vice, monsieur Barrot.

Les deux premières catégories ont pour elles la banque de France et ses succursales, le comptoir national d'escompte et ses sous-comptoirs, la société du crédit foncier, celle du crédit mobilier, les caisses d'escompte que nous voyons se former dans les départements ; enfin, les maisons de banque ; la troisième catégorie n'a que le mont-de-piété ; ôtez-lui cette ressource, vous la livrez à de misérables usuriers qui la mènent vite et droit à sa ruine.

Qu'il nous soit permis de faire une simple remarque : quand il s'agit de l'intervention du gouvernement dans les grandes entreprises commerciales ou industrielles, il semble qu'il n'y a pas d'objection à faire ; tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. Les partisans les plus outrés de la liberté absolue du commerce acceptent avec empressement le privilège et le monopole, parce qu'ils en profitent. S'agit-il, au contraire, de créer ou d'améliorer des institutions favorables aux classes laborieuses, de leur donner les moyens d'accroître leur bien-être par l'exercice de leur intelligence, par leur moralité, par leur travail, alors c'est bien différent. L'intervention de l'Etat, c'est du socialisme ; le privilège, c'est la violation du droit ; le monopole, c'est une atteinte à la liberté.

Cette double manière de voir les choses blesse à la fois la justice et la raison ; la justice, car il faut vouloir pour les autres ce que nous voulons pour nous-mêmes ; la raison, car c'est créer des antagonismes là où il devrait y avoir une cordiale entente, méconnaître le but de la société qui est une égale protection pour tous ; jeter dans les esprits des ferments de haine et de discorde. C'est l'économie politique de Sgana-

relle; quand il avait bien bu et bien mangé, il entendait que tout le monde fût content dans sa maison; ce n'est pas l'économie politique d'un gouvernement sage et prévoyant.

Quels sont les moyens d'élever les ressources des monts-de-piété au niveau des besoins auxquels ils répondent?

Le moyen le plus efficace, c'est la dotation par l'Etat. Les établissements n'ayant pas d'intérêts à payer à des bailleurs de fonds, pourraient immédiatement abaisser l'intérêt des prêts de la différence du taux de l'intérêt de leurs emprunts qui est de 4 p. $\frac{1}{2}$ à 5 p. $\frac{1}{2}$. Leurs bénéficiaires, qui resteraient les mêmes, seraient employés, partie à créer un fonds de réserve, et partie en fonds d'amortissement qui leur permettrait de rembourser l'Etat dans un temps donné.

Une autre combinaison, à l'occasion de laquelle nous sommes entré déjà dans de longs développements, serait l'emploi des fonds des caisses d'épargne à la formation du capital nécessaire aux monts-de-piété avec la garantie du gouvernement. Le taux de l'intérêt payé aux déposants est de 3 $\frac{3}{4}$ p. $\frac{1}{2}$ au maximum : les monts-de-piété gagneraient donc une différence d'intérêt de $\frac{1}{4}$ p. $\frac{1}{2}$ à 1 $\frac{1}{4}$ p. $\frac{1}{2}$.

Mais là ne se borneraient pas les avantages qu'ils tireraient de cette mesure. Ils auraient des fonds suffisants pour leurs opérations, ce qui n'a pas lieu aujourd'hui, et de nouveaux établissements pourraient être créés là où il en manque.

Le mode d'emprunt sur bons à ordre ou au porteur a plusieurs inconvénients : premièrement, les monts-de-piété étant soumis à toutes les fluctuations du crédit public, payent l'argent d'autant plus cher qu'il est plus rare, et ils sont placés alors dans l'alternative ou de restreindre les prêts en fixant un maximum ou d'augmenter l'intérêt. Il résulte de là que c'est dans les moments où les établissements sont appelés à rendre le plus de services, qu'ils sont obligés de les restreindre. Ainsi, en 1848, le mont-de-piété de Paris a dû limiter ses prêts à 100 fr.; en 1854, pour faire face à l'excédant d'intérêt payé par lui, il a dû imposer aux emprunteurs un droit fixe supplémentaire de $\frac{1}{2}$ p. $\frac{1}{2}$.

En second lieu, les établissements sont tenus d'avoir un fonds de réserve plus ou moins important, lequel est déposé au Trésor qui bonifie un intérêt de 3 p. $\frac{1}{2}$ seulement. Comme l'intérêt des emprunts varie de 4 p. $\frac{1}{2}$ à 5 p. $\frac{1}{2}$, il en résulte que les établissements sont constitués en perte de la différence, soit de 1 p. $\frac{1}{2}$ à 2 p. $\frac{1}{2}$ sur les capitaux non employés. Un compte courant avec le Trésor ferait disparaître cet inconvénient, en rendant inutile un fonds de réserve onéreux.

Enfin, le courant qui amène les fonds au mont-de-piété est généralement peu abondant, et les sources qui l'alimentent, tendent, sinon à se tarir, du moins à s'affaiblir. En effet, les capitaux se portent aujourd'hui vers la spéculation; la rente, les actions industrielles exercent sur

eux une attraction puissante, et ces placements doivent diminuer d'autant plus les ressources des monts-de-piété, qu'en définitive ils offrent des conditions plus avantageuses que celles offertes par ces établissements.

Par ces diverses causes, l'attribution des fonds de la caisse d'épargne dans la mesure déterminée par le gouvernement, ne pourrait qu'avoir d'heureux résultats ?

A un point de vue plus général, cette mesure nous paraît encore excellente. Quoi de plus moral, en effet, que d'employer les économies des classes laborieuses à améliorer leur situation en leur ouvrant la voie du crédit, en leur donnant le moyen d'utiliser leur énergie, leur moralité, leur intelligence ?

Une réforme dans la constitution financière des banques de prêt sur gage aurait pour conséquence une réforme correspondante dans leur action. Avec des ressources plus grandes, elles pourraient prêter plus et à meilleur marché, faire disparaître les droits fixes qui grèvent les prêts, et supprimer les intermédiaires qui blessent autant la dignité de l'administration que les intérêts des emprunteurs.

La substitution de la garantie de l'Etat à la garantie des hospices mettrait un terme à la prétention très-mal fondée, selon nous, d'appliquer les bénéfices des monts-de-piété à créer des ressources pour l'assistance publique, ou plutôt pour les communes, au lieu de les employer à former un fonds de réserve et à ramener l'intérêt des prêts au taux légal. Une taxe arbitraire cesserait d'être perçue sur les nécessiteux, sous le prétexte absurde de les soulager.

ERRATA

- Page 6, note. S. Bernardi, lisez : S. Bernardi Epist.
- Page 33, ligne 23. Philippe IV, lisez : Philippe V.
- Page 57, ligne 16. Les Juifs ruinés par la guerre, lisez : Les fiefs ruinés par la guerre
- Page 58, ligne 37. Actes cour de Rome, lisez : Actes de cour de Rome.
- Page 99, ligne 32. En 1673, lisez : En 1573.
- ligne 34. Le 2 juillet. En 1620, lisez : En 1620, le 2 juillet,
- Page 147, ligne 37. Indépendamment de son salaire, lisez : Avec l'argent de son salaire,
- Page 301, ligne 1. 0 fr. 33 c., lisez : 0 fr. 33 c. 1/3.
- ligne 4. 6 fr. 83 c., lisez : 6 fr. 83 c. 1/3.
- ligne 5. 82 fr. 20 c., lisez : 82 fr. »
- Page 302, ligne 2. 26.84 p. $\frac{1}{100}$, lisez : 26.21 p. $\frac{1}{100}$.
- ligne 3. 38.84 p. $\frac{1}{100}$, lisez : 38.21 p. $\frac{1}{100}$.
- ligne 20. Déduire d'un tiers lisez : Réduire d'un tiers
- ligne 26. 35.79 p. $\frac{1}{100}$, lisez : 34.94 p. $\frac{1}{100}$.
- ligne 27. 47.79 p. $\frac{1}{100}$, lisez : 46.94 p. $\frac{1}{100}$.
- ligne 30. 9.45 p. $\frac{1}{100}$, lisez : 9.33 p. $\frac{1}{100}$.
- ligne 31. 18.45 p. $\frac{1}{100}$, lisez : 18.33 p. $\frac{1}{100}$.
- ligne 34. 9.45 p. $\frac{1}{100}$, lisez : 9.33 p. $\frac{1}{100}$.
- ligne 35. 18.45 p. $\frac{1}{100}$, lisez : 18.33 p. $\frac{1}{100}$.
- Page 318, ligne 7. Le 5 janvier 1850, lisez : Le 5 janvier 1849,
- Page 491, ligne 33. De 3 fr. à 15 fr., lisez : De 3 fr. à 14 fr.
- ligne 34. Prêts de 16 fr., lisez : De 15 fr.
- ligne 35. De 3 à 15 fr., lisez : De 3 à 14 fr.
-

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME PREMIER.

PREFACE. 1

PREMIÈRE PARTIE.

HISTOIRE DU PRÊT SUR GAGE A PARTIR DU XIII^e SIÈCLE JUSQU'À LA FIN DU XVIII^e.

CHAPITRE I.

De l'usure au moyen âge. — Ses causes. — Saint-Bernard et les Juifs. — Les Israélites chassés de France par Philippe-Auguste. — Innocent IV et l'Anato. — La pragmatique de Louis IX. — La Philippine. — Les Caorciens ; leur origine. — Les Lombards. — Les Juifs en Angleterre ; leur expulsion. — Mathieu Paris. — Formule d'obligation des usuriers ultramontains. — *Mercatores papales*. — Roger, évêque de Londres, les excommunique. — Sa sentence est réformée à Rome. — Les Lombards s'emparent du commerce en Angleterre. — Ils sont expulsés par Henri VIII. — Les Juifs rentrent en France. — Règlement concernant leurs obligations. — *Scriptor litterarum Judæorum*. — Un chapitre de Montesquieu. — Edit de Louis IX concernant les Lombards. — L'hostie miraculeuse et le juif Jonathas. — Bannissement des Juifs. — Ils se retirent en Allemagne et en Pologne. — La belle Esterka. — Saisie des Lombards par Philippe le Bel, et confiscation de leurs biens. — Ils sont chassés de la Sicile. — Les Lombards dans le Brabant, le Hainaut et la Flandre. — En Italie, ils s'associent aux évêques pour prêter à usure. — Leur position sous Louis X. — Affranchissement des serfs du domaine royal ; abolition de la servitude personnelle. — Les Juifs sont rappelés. — Le mal noir. — Massacre des Israélites. Ils obtiennent une charte du roi Jean. — Situation désastreuse de la France. — Usures des Lombards — Taux de l'intérêt en France, en Angleterre, dans la Flandre et en Italie. — Rançon du roi Jean. — Misère du peuple. — Les paysans se soulèvent. — Les Jacques. — Les Tardvenus. — Privilèges accordés aux Lombards par Charles V. — Ils sont affranchis du droit d'anbanne. — Émeute à Paris, en 1380. — Charles VI. — Désordre dans les finances. — Révolte à Paris, à Rouen et dans d'autres villes. — Les Tuchins. — Lettres patentes de 1382, réglementant le prêt sur gage. — Taux de l'intérêt de l'argent. — Rapines des Juifs. — Lettres de 1387 qui leur assurent l'impunité, pendant dix ans, pour tous délits commis et à commettre. — Ils sont bannis en 1394. — Isabeau de Bavière. — Les Anglois à Paris. — Charles VII. — La France délivrée. — Impôts ruineux ; désespoir des campagnes. — Complète du pauvre commun. — La plainte du laboureur. — Pragmas-

tique de Bourges. — Assassinat juridique de Jeanne d'Arc. — Règlement sur les finances. — Louis XI et son règne. — Les grâces expectatives. — L'argent s'en va à Rome. — Tarif de la chambre apostolique. — Dernières concessions de privilèges aux Lombards. — Ils quittent la France. — Jacques Cœur. — Le commerce national prend son essor. — 1100 à 1161. 3

CHAPITRE II.

MONTS-DE-PIÉTÉ. — BANQUES DE PRÊT SUR GAGE.

Banques de prêt de Fresingen, de Salins. — Fondation pieuse de Northburg, évêque de Londres. — Les Juifs en Italie. — Barnabé de Terni. — Etablissement des monts-de-piété. — Disputes entre les Dominicains et les Recollets. — Bernardin de Feltre. — Doctrine des Pères sur le prêt à intérêt. — Le concile de Latran approuve les monts-de-piété. — Le concile de Trente les classe parmi les œuvres pies. — Taux de l'intérêt de l'argent au XVI^e siècle en Italie. — Tables de prêt des Lombards dans les Pays-Bas. — Projet de Scarini pour les remplacer. — Fondation Masurel à Lille. — Monts-de-piété d'Ypres et de Bruges. — Situation financière des Pays-Bas à la fin du XVI^e siècle. — Fixation de l'intérêt par les archiducs Albert et Isabelle. — Projet de Micheli pour la création de monts-de-piété. — Projet de Wen-ceslas Cobergher ; il est adopté. Organisation de ces établissements dans le Brabant et les Flandres. — Fondation Triest à Gand. — Monts-de-piété dans le pays de Liège et comté de Looz. — Jean de Lillers. — Jean Boucher. — Léonard Lessius. — Louis du Chasteau. — Décadence des monts-de-piété dans les Pays-Bas. — Tableau de leurs opérations jusqu'en 1649. — Banques de prêt en Hollande, en Allemagne. — Hugues Delestre. — Edit de Louis XIII. — Lettres patentes de Charles de Lorraine pour le mont-de-piété de Nancy. — Lettres patentes de 1643. — Ordonnance du commerce de 1673. — Le prêt sur gage en Angleterre. — Acte de Jacques I^{er} contre les pawnbrokers. — Charte de Charles I^{er}. — Un roi prêteur sur gage. — Banque nationale de Lambe. — Corporation charitable à Londres. — 1161 à 1731. 63

CHAPITRE III.

MONTS-DE-PIÉTÉ. — BANQUES DE PRÊT SUR GAGE. — SUITE.

Monts-de-piété flamands. — Leur réorganisation par Charles de Lorraine en 1752. — La révolution française met fin à leur existence. — Le prêt sur gage en Angleterre. — Tripping act. — Georges III réglemente le pawnbroking. — Portrait des pawnbrokers, par Henri Fielding. — La chronique scandaleuse. — Mont-de-piété de Madrid. — Caisse de secours ou *montes pios* en Espagne. — Monts de secours en Sardaigne et en Piémont. — Banque de prêt d'Amsterdam. — Réforme du mont-de-piété romain. — Mont-de-piété de Milan. — Etablissement de la loterie royale en France, par Louis XVI. — Loterie de piété. — Du prêt sur gage à Paris. — Création du mont-de-piété par lettres patentes du 9 décembre 1777. — Son organisation ; ses résultats. — Opinion de Necker sur le mont-de-piété. — Influence de la révolution sur l'établissement. — Rapport de Concedieu au conseil général du département de la Seine. — Fermeture du mont-de-piété en l'an IV. — 1732 à 1795. 142

CHAPITRE IV.

PRÊTEURS SUR GAGE. — MONTS-DE-PIÉTÉ. — SUITE.

Loi du 8 thermidor an IV ; ses effets. — Les prêteurs sur gage à Paris. — Le mont-de-piété reprend son activité. — Arrêté du bureau central du département relatif aux

maisons de prêt. — Lombard Foulon. — Rapport du bureau des améliorations sur la nécessité de fermer les maisons de prêt. — Délibération conforme du conseil général. — L'horoscope de l'Angleterre. — Les prêteurs sur gage minima par an- nées. — Mémoires pour les Lombards Foulon. — Servit et la caisse antichambre	
Réponse à ces mémoires par l'administration. — Projet de général d'inspections. — Le mont-de-piété en fonting. — Projet de douze banques publiques de prêt à Paris.	
Rapport de Regnaud (de Saint-Jean-d'Angely). — Loi du 16 pluviôse an XII. — Décret du 24 messidor suivant. — Circulaire du ministre de l'intérieur en date du 18 fructidor de la même année. — Décret du 8 thermidor an XIII; règlement orga- nique du mont-de-piété. — Délibération du conseil d'administration du 24 thermidor.	
Arrêté ministériel du 11 brumaire an XIV. — Opérations du mont-de-piété. — Le prêt sur gage en Angleterre à la fin du XVIII ^e siècle. — Acte de 1800. — Etablis- sement des avances de Hambourg. — 1796 à 1805.	177

DEUXIÈME PARTIE.

ORGANISATION DU PRÊT SUR GAGE EN EUROPE AU XIX^e SIÈCLE.

FRANCE.

CHAPITRE I. — Législation du prêt sur gage.	217
CHAPITRE II. — Organisation légale des monts-de-piété.	220
§ 1. — De l'établissement des monts-de-piété.	16.
§ 2. — De l'administration des monts-de-piété.	224
CHAPITRE III. — Situation financière des monts-de-piété en 1831.	230
CHAPITRE IV. — Des causes d'épargne et de leur réunion aux monts-de-piété.	246
CHAPITRE V. — Des bénéfices des monts-de-piété.	276
CHAPITRE VI. — Des opérations des monts-de-piété.	294
§ 1. — Du prêt.	16.
§ 2. — Des conditions du prêt.	298
§ 3. — Du prêt gratuit.	304
CHAPITRE VII. — Frais d'administration.	316
II. — BELGIQUE. — Monts-de-piété.	321
CHAPITRE I. — Législation. — Organisation.	16.
CHAPITRE II. — § 1. — Application de la loi du 30 avril 1838.	335
§ 2. — Statistique des établissements.	341
III. — HOLLANDE. — Des divers systèmes de banque de prêt.	346
§ 1. — Des opérations de la grande banque d'Amsterdam.	348
§ 2. — Des commissionnaires près la grande banque.	350
§ 3. — Des banques de petits prêts.	352
IV. — PRUSSE. — Banque royale de prêt de Berlin.	357
Aix-la-Chapelle.	361
V. — AUTRICHE. Vienne.	365
VI. — BOHÈME. — Mont-de-piété de Prague.	369
VII. — LOMBARDO-VÉNÉTIE. Milan.	373
Venise.	377
Pavie.	16.

VIII. — RUSSIE. — Lombards de Saint-Petersbourg et de Moscou.	379
IX. — BAVIÈRE. Munich.	386
X. — SAXE. Leipsig.	389
XI. — VILLES LIBRES. Francfort-sur-le-Mein.	391
XII. — ESPAGNE. Madrid.	393
XIII. — PORTUGAL.	398
XIV. — PIÉMONT.	401
§ 1. — Monts-de-piété.	402
§ 2. — Monts granatiques.	408
XV. — TOSCANE. Florence.	416
Sienne.	419
XVI. — ÉTATS-ROMAINS. Rome.	420
XVII. — GRANDE-BRETAGNE.	423
CHAPITRE 1. — ANGLETERRE ET ÉCOSSE.	46.
§ 1. — Engagement.	424
§ 2. — Dégagement.	427
§ 3. — Vente.	46.
§ 4. — Bonis.	428
§ 5. — Taux de l'intérêt alloué aux pawnbrokers.	429
§ 6. — Production en justice des registres des pawnbrokers.	430
§ 7. — Pénalités pour contraventions aux statuts. — Procédure contre les pawnbrokers.	431
§ 8. — Statistique. — Les wee-pawns.	433
CHAPITRE II. — IRLANDE.	443
§ 1. — Tenue imparfaite des livres des pawnbrokers et des vendeurs à l'encan.	444
§ 2. — Insuffisance des reconnaissances.	445
§ 3. — Taux trop élevé de l'intérêt et perception de droits illicites.	446
§ 4. — Mode vicieux des ventes. — Difficulté de toucher le boni.	447
§ 5. — Des pénalités. — Inefficacité du système des cantions.	448
§ 6. — Absence d'inspection et de contrôle.	46.
§ 7. — Monts-de-piété irlandais. — Sociétés de prêts (loan-funds).	452
XVIII. — ÉTATS-UNIS. New-York.	466
XIX. — CHINE.	470
Des avantages et des inconvénients des divers systèmes de prêt sur gage.	473
Erreur.	504

CATALOGUE GÉNÉRAL

DE

PAGNERRE

LIBRAIRE-ÉDITEUR

MAI 1861

SOMMAIRE

	Page.
Almanachs.	31
Bibliothèque d'élite.	19
Bibliothèque classique.	21
Bibliothèque utile.	20
Collection d'auteurs contemporains.	11
Collection de volumes in-32 jeus.	30
Ouvrages de F. Cooper.	7
Ouvrages de Victor Cousin.	10
Ouvrages de A. de Lamartine.	25
Ouvrages d'Ernest Feytaud.	3
Ouvrages de Edgar Quinet.	5
Ouvrages de W. Shakespeare.	3
Ouvrages de Walter Scott.	6
Ouvrages divers.	23
Table alphabétique des noms d'auteurs.	2

PARIS

— 19, RUE DE SEINE, 19 —

Ce Catalogue annule les précédents.

TABLE DES NOMS D'AUTEURS

	Pages.		Pages.
Altaroche.	30	Lasteyrie.	16
Georges Bell.	26	Ch. Le Blanc.	18
Béranger.	15	Le Brun.	18
A. Billiard.	14	Armand Lefèvre.	26
A. Blaize.	25	F.-E. Lefèvre.	26
Charles Blanc.	18	Charles Lemaire.	13
Louis Blanc.	7 et 11	Hippelyte Lucas (du Siècle).	16
Ludwig Börne.	30	Auguste Luchet.	30
Pierre-Napoléon Bonaparte.	27	P.-J. Martin.	17
Carnot.	30	Moléri (du Siècle).	16
Chapuy de Mentlerville.	30	Henry Monnier.	16
Charles-Louis Chassin 8, 13, 15 et 25		A. Moreau de Jennès.	13
C. D. de la Chavanne.	25	Napoléon I ^{er}	27
F.-T.-B. Clavel.	27	Paul Nibelle.	15
Oscar Comettant (du Siècle) 15 et 27		Paulin Niboyet.	13, 16, 17 et 18
Fentimore Cooper.	7	Charles Nodier.	18
J. Cordier.	14	Eugène Noël.	30
Cormenin-Timen.	19 et 27	Ochando.	27
Victor Cusin.	16	Eugène Pelletan.	5
Defaucompret.	6 et 17	Général Pepe.	30
Eugène Daclerc.	19 et 30	A. Perdiguer.	30
Théophile Dufour.	26	Oscar Pinard.	12
Abbé Degoujen.	26	M ^{me} Ploq de Berthier.	27
Alexandre Dumas.	18	Edgar Quinet.	8 et 15
Mathieu Dumas.	14	Elias Regnault.	11 et 25
A. Dumesnil.	27	Ch. Richard.	18
Paut de Flette.	13	F. Rittiez.	2
Garnier-Pagès.	9 et 26	Roche.	19
Théophile Gauthier.	17	Charles Rolland.	13
Goldsmith.	18 et 19	J.-B. Beuvellat de Cussac.	14
Guizet.	19	J. Ruffini.	16
B. Haurégu.	13 et 14	O. Sachot.	16
C. Henry.	27	Saint-Germain-Leduc.	17
Victor Hugo.	26	Eusèbe de Salles.	14 et 16
François-Victor Hugo.	3 et 112	Victor Schœlcher.	30
Daniel Israÿl.	25	Walter Scott.	6
De Jancigny.	17	Segretain.	30
Jules Janin.	32	W. Shakespeare.	3 et 12
L. Julien.	17	Sterne.	18 et 19
P. Lachambaudie.	13	Joseph Sue.	18
Louis Lacour.	32	Tasse.	18
Frédéric Lacroix.	19	Edmond Texier.	27
H. Lalouel.	13	De Tocqueville.	16
H. Lamarche (du Siècle).	16 et 18	Th. Véron.	18
A. De Lamartine.	28 et 29	Jules Viard.	17
P. Landfey.	16	Louis Viardet.	13 et 18
Larcher.	17		

— 3 —

OEUVRES COMPLÈTES

DE

W. SHAKESPEARE

TRADUCTION NOUVELLE

PAR

FRANÇOIS-VICTOR HUGO

AVEC UNE INTRODUCTION

PAR

VICTOR HUGO



Cette traduction, la seule exacte, la seule complète, est faite non sur la traduction de Letourneur, mais sur le texte de Shakespeare. On sait que la version de Letourneur a servi de type à toutes les traductions publiées jusqu'ici, et qu'elle est restée bien loin de l'original, malgré les consciencieux efforts faits par M. Guizot pour l'en rapprocher. M. François-Victor Hugo a complété ce monument, élevé à Shakespeare, par la reproduction des chroniques et des légendes, aujourd'hui oubliées, sources de tant de chefs-d'œuvre.

Nouvelle par la forme, nouvelle par les compléments, nouvelle par les révélations critiques et historiques, cette traduction sera nouvelle surtout par l'association de deux

noms. Elle offrira au lecteur cette nouveauté dernière :
l'auteur de *Ruy-Blas* commentant l'auteur d'*Hamlet*.

L'Ouvrage formera 15 beaux volumes in-8°

CHACUN VOLUME, PRÉCÉDÉ D'UNE

INTRODUCTION ET SUIVI DE NOTES ET APPENDICE

Se vend séparément.

Prix. 3 fr. 50 c.

Exemplaires d'amateurs sur papier glacé et satiné velin vergé fort.

Par souscription : chaque volume : 7 fr.

En Vente :

- | | |
|-----------------------------------|-----------------------------------|
| Tome I. — LES DEUX HAMLET. | Tome V. — LES JALOUX. II. |
| | CYMBELYNÉ. |
| | OTHELLO. |
| Tome II. — FÉERIES. | Tome VI. — LES COMÉDIES DE |
| LE SONGE D'UNE NUIT D'ÉTÉ. | L'AMOUR. |
| LA TEMPÊTE. | LA SAUVAGE APPRIVOISÉE. |
| | TOUT EST BIEN QUI FINIT BIEN. |
| | PEINES D'AMOUR PERDUES. |
| Tome III. — LES TYRANS. | Tome VII. — LES AMANTS |
| MACBETH. | TRAGIQUES. |
| LE ROI JEAN. | ANTOINE ET CLÉOPATRE. |
| RICHARD III. | ROMÉO ET JULIETTE. |
| Tome IV. — LES JALOUX I. | Tome VIII. — LES AMIS. |
| TROILUS ET CRESSIDA. | LES DEUX GENTILSHOMMES DE |
| BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN. | VÉRONE. |
| LE CONTE D'HIVER. | LE MARCHAND DE VENISE. |
| | COMME IL VOUS PLAIRA. |

Sous Presse :

- | | |
|-------------------------------|------------------------------|
| Tome IX. — LA FAMILLE. | Tome X. — LA SOCIÉTÉ. |
| CORIOLAN. | JUSTICE POUR JUSTICE. |
| LE ROI LEAR. | TIMON D'ATHÈNES. |
| | JULES CÉSAR. |

ŒUVRES

DE

EUGÈNE PELLETAN

Philosophe, historien, romancier, publiciste, orillique, M. Eugène Pelletan a fait en quelque sorte le tour de la pensée humaine.

Dans la *Profession de Foi* il a donné la formule du progrès, et en a raconté la marche, étape par étape. *Le Monde marche* contient la brillante polémique qu'il a soutenue contre Lamartine, pour la justification de la doctrine de perfectibilité. Les *Rois philosophes* représentent l'alliance contre nature, au dix-huitième siècle, du despotisme et de la philosophie, de Frédéric le Grand et de Voltaire. *Le Pasteur du Désert* met en scène, sous une forme vivante, dramatique, le grand principe moderne de liberté de conscience. Le livre des *Droits de l'Homme* pose les immortelles vérités de la liberté sous toutes ses formes, en face de toutes les débauches de la force et de toutes les maximes de salus public. Dans les *Heures de Travail*, reproductions choisies d'articles écrits dans différents journaux, M. Pelletan donne ses impressions de lecture sur les gloires et les idées de notre époque. La *Naissance d'une Ville* est l'histoire du Progrès dans un Village. La *Décadence de la Monarchie française* montre sous son véritable jour ce qu'on a jusqu'à présent nommé le grand siècle.

Profession de Foi du XIX^e siècle. 4^e édition.

1 vol. in-8°. 3 fr. 50 c.

Heures de Travail.

2 vol. in-8°. 7 fr.

Les Droits de l'Homme.

1 vol. in-8°. 3 fr. 50 c.

Les Rois Philosophes.

1 vol. in-8°. 3 fr. 50 c.

La Naissance d'une Ville.

1 vol. in-8°. 3 fr. 50 c.

Histoire des Trois Journées de Février 1848.

1 vol. in-8°. 1 fr. 50 c.

Les Mortes Inconnus. — Le

Pasteur du Désert. 2^e édition,

1 vol. in-18 Jésus. 1 fr. 50 c.

Le Monde marche. 2^e édition,

1 vol. in-18 Jésus. 1 fr. 50 c.

Décadence de la Monarchie

Française. 2^e édition.

1 vol. in-18. 50 c.

3^e édition, considérablement augmentée, 1 vol. in-8°. 5 fr.

ŒUVRES.

DE WALTER SCOTT

Traduites par DEFAUCONFRET, sous les yeux et avec les conseils de l'auteur.

Très-belle édition revue, corrigée avec le plus grand soin

Illustrée de 50 Magnifiques gravures et portraits d'après RAFFET.

30 FORTS VOL. IN-8°, GRAND CAVALIER VÉLIN.

4 fr. 50 c. le volume.

C'est la plus belle, la plus splendide édition qui ait encore été publiée en France des Œuvres du grand romancier anglais.

Chaque volume se vend séparément.

TITRE DES OUVRAGES :

Waverley.	1 v.	L'Abbé, suite du	Richard en Palestine.	1 v.
Guy Mannering.	1 v.	Monastère.	Woodstock.	1 v.
L'Antiquaire.	1 v.	Kennilworth.	Les Chroniques de la	
Rob Roy.	1 v.	Le Pirate.	Canongate.	1 v.
Le Nain noir.	1 v.	Aventures de Nigel.	La Jolie Fille de Perth.	1 v.
Les Parisis.	1 v.	Peveril du Pic.	Charles le Téméraire.	1 v.
La prison d'Edimbourg.	1 v.	Quentin Duard.	Robert de Paris.	1 v.
La Flèche de		Les eaux de Saint-	Le Château périlleux.	1 v.
Lammermoor.	1 v.	Roos.	Le Démoniaque.	1 v.
L'Officier de fortune.	1 v.	Rudgumlet.	Histoire d'Édouard.	3 v.
Ivanhoe.	1 v.	Le Connétable de	Romans poétiques.	2 v.
Le Monastère.	1 v.	Cheser.		

Collection de 50 gravures pouvant servir à illustrer les anciennes éditions. Prix. 25 fr.

NOUVELLE ÉDITION ILLUSTRÉE

30 volumes in-8° carré. Chaque volume 3 fr.

ÉDITION PRÉCÉDENTE.

30 vol. in-8° ornés de 90 grav. par Alfred et Tony Jehannot.

Il ne reste plus d'exemplaires complets.

Chaque volume se vend séparément 4 fr.
— Sans gravures. 3 fr.

ŒUVRES DE FENIMORE COOPER

Traduites par DEFAUCONFLET.

NOUVELLE ÉDITION, ORNÉE DE 90 BELLES GRAVURES.

Chaque volume se vend séparément 4 fr.

TITRE DES OUVRAGES.:

Précaution.	1 vol.	L'Éclaireur de Mer.	1 vol.	Les deux Amiraux.	1 vol.
L'Épion.	1 vol.	Le Bravo.	1 vol.	Le Feu follet.	1 vol.
Le Pilote, histoire maritime.	1 vol.	L'Heidenmauer.	1 vol.	A Bord et à Terre.	1 vol.
Lionel Lincoln.	1 vol.	Le Bourreau de Berne.	1 vol.	Lucie Hardinge.	1 vol.
Dernier des Mohicans.	1 vol.	Les Monikins.	1 vol.	Wyandotté.	1 vol.
Les Pionniers.	1 vol.	Le Paquebot américain.	1 vol.	Satanstoe.	1 vol.
La Prairie.	1 vol.	Ève Ellingham.	1 vol.	Le Porte-Chaine.	1 vol.
Le Corsaire rouge.	1 vol.	Le Lac Ontario.	1 vol.	Ravensnest.	1 vol.
Les Puritains d'Amérique.	1 vol.	Mercedes de Castille.	1 vol.	Les Lions de Mer.	1 vol.
		Le Tueur de daims.	1 vol.	Le Cratère.	1 vol.
				Les Mœurs du jour.	1 vol.

HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION FRANÇAISE

PAR LOUIS BLANC

12 beaux volumes in-8°. — Prix de chaque volume : 5 fr.

Les 11 premiers volumes sont en vente.

ŒUVRES COMPLÈTES
DE M. EDGAR QUINET

FORMANT 10 BEAUX VOLUMES.

Chaque volume se vend séparément.

Édition in-8°. 6 fr. | Édition in-18. 3 fr. 50 c.

- I^{er} VOLUME. . . Génie des Religions. — De l'origine des dieux.
II^e VOLUME. . . Les Jésuites. — L'Ultramontanisme. — Introduction à la Philosophie de l'histoire de l'Humanité.
III^e VOLUME. . . Le Christianisme et la Révolution française. — Examen de la *Vie de Jésus-Christ*, par Strauss. — Philosophie de l'histoire de France.
IV^e VOLUME. . . Les Révolutions d'Italie.
V^e VOLUME. . . Marnix de Sainte-Aldegonde. — La Grèce moderne et ses rapports avec l'Antiquité.
VI^e VOLUME. . . Les Roumains. — Allemagne et Italie. — Mélanges
VII^e VOLUME. . . Ahasvérus. — Les Tablettes du Juif errant.
VIII^e VOLUME. . . Prométhée. — Napoléon. — Les Esclaves.
IX^e VOLUME. . . Mes vacances en Espagne. — De l'Histoire de la Poésie. — Des Épopées françaises inédites du XII^e siècle.
X^e VOLUME. . . Histoire de mes idées. — 1815 et 1840. — Avertissement au pays. — La France et la Sainte-Alliance en Portugal. — Œuvres diverses.
-

EDGAR QUINET, SA VIE ET SON ŒUVRE

PAR CHARLES-LOUIS CHASSIN

UN BEAU VOLUME

Édition in-8°. 6 fr. | Édition in-18. 3 fr. 50

HISTOIRE
DE LA
RÉVOLUTION
DE 1848
PAR
GARNIER-PAGÈS

L'histoire de 1848 en Europe présente à l'imagination une série de drames, les plus curieux, les plus émpouvants des temps modernes. Dans ces luttes gigantesques, où les peuples et les princes combattent pour la souveraineté, où le monde 'du passé se brise contre le monde de l'avenir, où l'on assiste à l'écroulement des derniers débris de la féodalité et à la naissance des droits nouveaux, l'intérêt est d'autant plus excité que chaque peuple, chaque individu, s'est vu, dans cette mêlée immense, ballotté par le torrent dont les flots roulent toujours.

Chaque peuple, chaque individu, a été acteur ou témoin dans ces scènes multiples dont la variété est infinie, y a rempli son rôle plus ou moins tracé, y a eu sa fortune, sa vie plus ou moins engagées. Dans le récit chacun peut

retrouver ses actes, dans le livre sa page, dans le tableau sa place, dans les discussions sa pensée, dans les drapeaux sa couleur, dans les élections son vote, dans l'histoire générale son histoire personnelle. Chacun peut voir se refléter, dans ce miroir universel, son image, ses principes, ses aspirations, ses regrets, ses passions mêmes, et dire, avec l'orgueil de son passé : et moi aussi, j'y étais !

Chaque nationalité peut, dans ce tressaillement du monde, reconnaître l'heure de son réveil, ses brûlantes ardeurs, ses luttes désespérées, ses sacrifices, les gouttes de son sang, ses triomphes d'un jour, ses assemblées fécondes, ses revers douloureux, ses martyrs, sa chute, compter les pulsations de son cœur, et dire, avec la foi en la justice de Dieu : la fédération future de tous les peuples de l'Europe viendra ; et moi aussi j'y serai !

LA RÉVOLUTION DE 1848 EN EUROPE

SE COMPOSE DE 3 VOLUMES

Le premier volume contient l'histoire de l'Italie, les deuxième et troisième comprennent l'histoire du Mouvement des Peuples et du Réveil des Nationalités dans les autres États de l'Europe.

Chaque volume, format grand in-8°, imprimé avec luxe sur papier cavalier vélin glacé et satiné, se vend séparément SIX FRANCS.

Nota. L'Histoire de la Révolution de 1848 en France sera l'objet d'une publication spéciale divisée comme suit :

CHUTE DE LA ROYAUTÉ.	1 volume.
24 FÉVRIER 1848.	1 volume.
GOVERNEMENT PROVISOIRE.	2 volumes.

COLLECTION D'AUTEURS CONTEMPORAINS

Format in-8° carré et cavalier

PUBLIÉE PAR **PAGNERRE, ÉDITEUR**

3 fr. 50 c. le volume. — 4 fr. les volumes ornés de gravures.

Cette collection réalise un très-grand progrès en librairie : l'éditeur donne à 3 fr. 50 c. et 4 fr. des volumes in-8° parfaitement fabriqués, qui n'ont jamais été vendus moins de 5 fr., 6 fr. et 7 fr. 50 c.

PREMIÈRE SÉRIE. — VOLUMES A 4 FR. AVEC GRAVURES

HISTOIRE DE DIX ANS. — 1830 A 1840, par M. LOUIS BLANC.
9^e édition, illustrée de 25 magnifiques gravures sur acier, 12 sujets des principaux événements, d'après Jeanron, et 13 portraits. 5 volumes sur carré vélin 20 fr.

COLLECTION DE 25 BELLES GRAVURES

Pour les éditions précédentes de l'**HISTOIRE DE DIX ANS**. 12 sujets et 13 portraits 8 fr.

HISTOIRE DE HUIT ANS. — 1840 A 1848, par ÉLIE REGNAULT.
Belle édition illustrée de 14 gravures et portraits. 3 volumes sur carré vélin. 12 fr.

Ces deux ouvrages réunis comprennent l'**HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION DE 1830** et du règne de LOUIS-PHILIPPE jusqu'à la RÉVOLUTION DE 1848. 8 vol. . . 32 fr.

LE TAILLEUR DE PIERRES DE SAINT-POINT, par M. A. DE LAMARTINE. Récit villageois. 1 vol. sur cavalier vélin. 4 fr.

DEUXIÈME SÉRIE. — VOLUMES A 3 FR. 50 C.

LA NORMANDIE INCONNUE, par M. FRANÇOIS-VICTOR HUGO,
1 vol. 3 fr. 50 c.

ŒUVRES COMPLÈTES DE W. SHAKESPEARE, traduction nouvelle,
par LE MÊME, avec une Introduction par M. VICTOR HUGO. 15 vol.

Chaque volume se vend séparément 3 fr. 50 c.

Exemplaires d'amateurs sur papier glacé et satiné velin vergé fort.

Par souscription : chaque volume : 7 fr.

EN VENTE :

Tome I. LES DEUX HAMLET.	Tome VI. LES COMÉDIES DE L'AMOUR.
Tome II. FÉERIES. Le Songe d'une nuit d'été. — La Tem- pête.	La Sauvage apprivoisée. — Tout est bien qui finit bien. — Peines d'a- mour pardonnées.
Tome III. LES TYRANS. Macbeth. — Le roi Jean. — Richard III.	Tome VII. LES AMANTS TRAGI- QUES.
Tome IV. LES JALOUX I. Troilus et Cressida. — Beaucoup de bruit pour rien. — Le Conte d'hiver.	Antoine et Cléopâtre. — Roméo et Juliette.
Tome V. LES JALOUX II. Cymbeline. — Othello.	Tome VIII. LES AMIS. Les Deux Gentilshommes de Vérone.

Sous Presse :

Tome IX. LA FAMILLE. Coriolan. — Le roi Lear.	Tome X. LA SOCIÉTÉ. Justice pour Justice. — Timon d'Athènes. — Jules César.
--	--

L'HISTOIRE A L'AUDIENCE, Esquisses contemporaines, procès Teste,
Praslin et Beauvallon, par M. OSCAR FINARD, conseiller à la Cour im-
périale de Paris. 1 fort vol. 3 fr. 50 c.

- LA TURQUIE CONTEMPORAINE**, Hommes et Choses. Études sur l'Orient, par CHARLES ROLLAND, anc. représentant. 1 vol. 3 fr. 50 c.
- HISTOIRE DES ARABES ET DES MORES D'ESPAGNE**, par M. Louis VIARDOT, membre de l'Académie espagnole. 2 vol. 7 fr.
- PROFESSION DE FOI DU XIX^e SIÈCLE**, par M. EUGÈNE PELLETAN. 4^e édit. 1 vol. 3 fr. 50 c.
- HEURES DE TRAVAIL**, par LE MÊME. 2 vol. 7 fr. »
- LES DROITS DE L'HOMME**, par LE MÊME. 1 vol. . . . 3 fr. 50 c.
- LES ROIS PHILOSOPHES**, par LE MÊME. 1 vol. . . . 3 fr. 50 c.
- LA NAISSANCE D'UNE VILLE**, par LE MÊME. 1 vol. . . 3 fr. 50 c.
- LA PHILOSOPHIE SCOLASTIQUE**, par M. Barthélemy HAURÉAU, ancien conservateur à la Bibliothèque nationale, ouvrage couronné par l'Institut. 2 vol. 7 fr.
- AVENTURES DE GUERRE** au temps de la République et du Consulat, par M. A. MOREAU DE JONNÈS, membre de l'Institut. 2 forts vol. 7 fr.
- LA SOUVERAINETÉ DU PEUPLE**, *Essai sur l'esprit de la Révolution*, par M. PAUL DE FLOTTE, ancien représentant du peuple. 1 volume. 3 fr. 50 c.
- LES AMOURS D'UN POÈTE**, par Paulin NIBOTET (Fortunio), précédées d'une Introduction, par M^{me} la comtesse DASH. 1 vol. 3 fr. 50 c.
- JEAN DE HUNYAD**, récit du quinzième siècle, précédé de LA HONGRIE, son géoie et sa mission, étude historique, par Charles-Louis CHASSIN. 2^e édition. 1 vol. 3 fr. 50 c.
- INITIATION A LA PHILOSOPHIE DE LA LIBERTÉ**, par Charles LEMAITRE, ancien préfet. 2 vol. 7 fr.
- LES ORATEURS DE LA GRANDE-BRETAGNE**, depuis Charles I^{er} jusqu'à nos jours, par H. LALOUE, avec une lettre de M. de CORMENIN. 2 tomes en un fort vol. 3 fr. 50 c.

PÉRÉGRINATIONS EN ORIENT ou Voyage en Égypte, Syrie, Palestine, Turquie, Grèce, etc., par M. EUSÈBE DE SALLES, ancien interprète de l'armée d'Afrique. 2 tomes en un fort vol. . . . 3 fr. 50 c.

DE L'ORGANISATION DE LA RÉPUBLIQUE depuis Moïse jusqu'à nos jours, par Auguste BILLIARD, ancien conseiller d'État. 1 v. 3 fr. 50 c.

OUVRAGES DU MÊME FORMAT ET DU MÊME PRIX.

MÉMOIRES SUR CARNOT, 1783-1823, par son fils, tome 1^{er} (1^{re} partie), orné du portrait de Carnot. 1 vol. 3 fr. 50 c.

ŒUVRES DE WALTER SCOTT, traduction de DEFAUCONFRET, 30 vol. avec 90 gravures 120 fr.

Il ne reste plus d'exemplaires complets.

ŒUVRES DE F. COOPER, traduction de DEFAUCONFRET, 30 vol. avec 90 gravures. 120 fr.

Chaque volume de ces ouvrages se vend séparément, voir pages 6 et 7.

LAMARTINE, Recueils poétiques. 1 vol. 3 fr. 50 c.

HUGUES DE SAINT-VICTOR, Nouvel examen de l'édition de ses Œuvres, par M. B. HAUREAU. 1 vol. 3 fr. 50 c.

LA FRANCE ET L'ANGLETERRE, par J. CORDIER. 1 vol. 3 fr. 50 c.

SOUVENIRS DU LIEUTENANT GÉNÉRAL COMTE MATHIEU DUMAS, 1770-1836, publiés par son fils. 3 vol. 10 fr. 50 c.

SITUATION DES ESCLAVES DANS LES COLONIES FRANÇAISES, urgence de l'émancipation, par J.-B. ROUVELLAT DE CUSSAC, 1 volume. 3 fr. 50 c.

BIBLIOTHÈQUE D'ÉLITE

Format anglais grand in-18 jésus vœlin

PREMIÈRE CATÉGORIE.

A 3 FR. 50 CENT. LE VOLUME.

A. DE LAMARTINE. Œuvres, nouvelle et très-jolie édition revue et augmentée de notes et commentaires. 22 vol.

Méditations poétiques. 2 vol.	Chute d'un Ange 1 vol.
Harmonies poétiques. 1 vol.	Voyage en Orient. 2 vol.
Recueils poétiques. 1 vol.	Histoire de la Restauration. 8 vol.
Jocelyn. 1 vol.	Histoire des Girondins. . . 6 vol.

EDGAR QUINET. Œuvres complètes. 10 vol.

CH.-L. CHASSIN. EDGAR QUINET, SA VIE ET SON ŒUVRE. 4 vol.

LE POÈTE DE LA RÉVOLUTION HONGROISE,
Alexandre PETŐFI, par Charles-Louis CHASSIN 4 vol.

BÉRANGER. Œuvres complètes. 4 vol.

PAUL NIBELLE. *Les Crépuscules.* 4 vol.

TROIS ANS AUX ÉTATS-UNIS. Étude des mœurs et
coutumes américaines, par Oscar COMETTANT. 2^e édition. 1 vol.

LE NOUVEAU MONDE, scènes de la vie américaines,
par OSCAR COMETTANT, précédé d'une *Préface*, par LOUIS
JOURDAN (*du Siècle*). 4 vol.

V. COUSIN (DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE). Œuvres . . . 12 vol.

ŒUVRES LITTÉRAIRES. 3 vol.

BLAISE PASCAL. 1 vol.

JACQUELINE PASCAL. 1 vol.

MÉLANGES LITTÉRAIRES. — *Fourier, Donnat,*
M^{me} de Longueville, Kant, Santa-Rosa. . . . 1 vol.

INSTRUCTION PUBLIQUE EN FRANCE (1830-1848). 3 vol.

INSTRUCTION PRIMAIRE ET SECONDAIRE. 2 vol.

ENSEIGNEMENT DE LA MÉDECINE. 1 vol.

DU VRAI, DU BEAU ET DU BIEN. 1 vol.

FRAGMENTS PHILOSOPHIQUES. Nouvelle édition. . . 4 vol.

DISCOURS POLITIQUES avec une INTRODUCTION sur les
Principes de la Révolution française (1831). . . 1 vol.

A. DE TOCQUEVILLE. *De la Démocratie en Amérique.*
43^e édition, revue, corrigée et augmentée. 2 vol.

LA POLITIQUE ET LES RELIGIONS. *Études d'un*
Journaliste, par M. H. LAMARCHE (do Siècle). 1 vol.

HENRY MONNIER. *Paris et la Province. Scènes popu-*
laires. (Sous presse). 1 vol.

PETITS DRAMES BOURGEOIS. *Étude de mœurs*, par
MOLÉRI. 1 vol.

FIÈVRES DU JOUR. — *La famille Guillaume — L'Insti-*
tutrice — Un vieux lion, par MOLÉRI. 1 vol.

LE PORTEFEUILLE D'UN JOURNALISTE, *Romans*
et Nouvelles, par Hippolyte LUCAS. 1 vol.

PAULIN NIBOYET. LES MONDES NOUVEAUX. 1 vol.

LASTEYRIE. *Sentences de Sextius*, philosophe pythagori-
cien. 1 vol.

— *Des Droits naturels de tout individu vivant*
en société. 1 vol.

HISTOIRE DES RACES HUMAINES, ou *Philosophie*
ethnographique, par M. EUSEBE FR. DE SALLES. 1 vol.

LORENZO BENONI. *Mémoires d'un réfugié italien*, par
J. RUFFINI, traduits par O. SACHOT. 1 vol.

P. LANFRET. *L'Église et les Philosophes au dix-huitième*
siècle. 2^e édition. 1 vol.

DEUXIÈME CATÉGORIE.

A 3 FRANCS LE VOLUME.

- LE ROMAN D'UNE ACTRICE**, par Paulin NIBOYET (Fortunio). 1 vol.
- HISTOIRE DE L'ART DRAMATIQUE EN FRANCE**, par Théophile GAUTIER. 6 vol.
- HISTOIRE DE L'INDE, DEPUIS SON ORIGINE JUSQU'A NOS JOURS**, par M. de JANCENY, ex-aide de camp du roi d'Oude, ex-envoyé de France en Chine et aux Indes. 1 vol.
- PETITES TRIBULATIONS DE LA VIE HUMAINE**, par P.-J. MARTIN. 1 vol.
- LES PETITES JOIES DE LA VIE HUMAINE**, par Jules VIARD. 1 vol.
- LES BONNES BÊTISES**, par P.-J. MARTIN. 1 vol.
- L'ESPRIT DE TOUT LE MONDE**, par le même. 1 vol.
- LES FEMMES JUGÉES PAR LES MÉCHANTES LANGUES**, par Louis MARTIN et LARCHER. 1 vol.
- LES FEMMES PEINTES PAR ELLES-MÊMES**, par LARCHER et P.-J. MARTIN. 1 vol.
- LES HOMMES JUGÉS PAR LES FEMMES**, par LARCHER et P.-J. MARTIN. 1 vol.
- ANTOLOGIE SATIRIQUE : LE MAL QUE LES POÈTES ONT DIT DES FEMMES**, par P.-J. MARTIN et LARCHER. 1 vol.
- CE QU'ON A DIT DU MARIAGE ET DU CÉLIBAT**, par LARCHER et P.-J. JULLIEN. 1 vol.
- LES FEMMES JUGÉES PAR LES BONNES LANGUES**, par LARCHER et L. JULLIEN. 1 vol.
-

THOISIÈME CATÉGORIE.

A 2 FR. 50 CENT. LE VOLUME.

- LES REVOLUTIONS INÉVITABLES** dans le globe et l'humanité, par Charles RICHARD, ancien élève de l'Ecole polytechnique. 1 vol.
- LA SOEUR JEANNE**, par SAINT-GERMAIN-LEDUC. 1 vol.
- FABLES DE PIERRE LACHAMBEAUDIE**. Nouvelle édition, revue, corrigée et augmentée. 1 vol.
- L'EUROPE ET LA RUSSIE**. Remarques sur le siège de Sébastopol et sur la paix de Paris, conséquences probables, par M. H. LAMARCHE (du Siècle). 1 vol.
- GOLDSMITH**. *Le Vicaire de Wakefield*, traduction par CHARLES NODIER. 1 vol.
- STERNE**. *Voyage sentimental*, traduction nouvelle. 1 vol.
- TASSE**. *Jérusalem délivrée*, traduction par le prince LE BRUN. 1 vol.

QUATRIÈME CATÉGORIE.

A 2 FRANCS LE VOLUME.

- LES JÉSUITES**, jugés par les Rois, les Evêques et le Pape. Nouvelle histoire de l'extinction de l'ordre, écrite sur les documents originaux 1 vol.
- HISTOIRE DE DMITRI**. — Étude sur la situation des serfs en Russie, par M. LOUIS VIARDOT. 1 vol.
- LES LOIS DE DIEU ET L'ESPRIT MODERNE**. Issue aux contradictions humaines, par M. Charles RICHARD, ancien élève de l'école polytechnique. 1 vol.
- TH. VÉRON**. *Octave et Léo*, romans lyriques et poésies nouvelles. 1 vol.
- HENRI LE CHANCELLIER**. Étude sur l'Amérique centrale, par M. JOSEPH SUE. 1 vol.
- LES TRÉSORS DE L'ART A MANCHESTER**, par Charles BLANC. 1 vol.
- LES ESPÉRANCES**. Poésies. 1 vol.
- ALEXANDRE DUMAS**. *Fernande*. 1 vol.
- LA REINE DE L'ANDALOUSIE**, par Paulin NIBOYET, édition ornée de vignettes 1 vol.

CINQUIÈME CATÉGORIE.

A 1 FR. 50 CENT. LE VOLUME.

- EUGÈNE PELLETAN.** *Les Morts inconnus — Le Pasteur du Désert.* 1 vol.
 — *Le Monde marche.* (Lettres à Lamartine). 1 vol.
CORMENIN. *Entretiens de village.* 9^e édition, illustrée de 40 jolies gravures; ouvrage couronné par l'Académie française 1 vol.
GUIZOT. *Washington.* 1 vol.
FR. LACROIX. *Les Mystères de la Russie,* 2^e édition. . . 1 vol.
ROCHE. *Des Subsistances et des moyens de remédier à leur insuffisance,* avec une Préface de M. de Cormenin. 1 vol.
GOLDSMITH. *Le Vicaire de Wakefield,* trad. par Ch. NODIER. 1 vol.
STERNE. *Voyage sentimental,* traduction nouvelle. . . 1 vol.



DICTIONNAIRE POLITIQUE

ENCYCLOPÉDIE DE LA SCIENCE ET DU LANGAGE POLITIQUES

PAR LES NOTABILITÉS DE LA PRESSE ET DU PARLEMENT

présenté

D'UNE INTRODUCTION PAR GARNIER-PAGÈS AÎNÉ,

Publié par Eug. DUCLERC et PAGNERRE.

1 fort vol. in-8^e grand Jésus, de près de 4,000 pages à deux colonnes contenant plus de 2,000 articles. 6^e édition. 15 fr.

Le Dictionnaire politique est tout à la fois le manuel et le guide du citoyen, du fonctionnaire public, du diplomate, du publiciste, de l'électeur, de l'homme du peuple aussi bien que des premiers magistrats de l'État. Cet ouvrage est pour la science politique ce que fut, pour les sciences exactes et philosophiques, la grande Encyclopédie du dix-huitième siècle.

BIBLIOTHÈQUE UTILE

60 centimes le volume de 192 pages.

COLLABORATEURS :

MM. Emm. Arago, El. Arago, Armand (de l'Ariège), Baband-Larivière, J. Barni, J. Bastide, Bordillon, Du Bouzet, Léon Brothier, Buchez, Buy, Carnot, Catalan, Charton, Chevè, L. Combe, Filias, Corbon, Maurice Cristal, L. Cruveilhier, Despois, Tsille Delord, Max. Du Camp, F. Favre, B. Gastinenu, Garnier-Pagès, Gaumont, Octave, Giraud, H. Grignan, Aristide Guilbert, L. Havin, Hédouin, Hénon, Émile Jay, G. Jourdan, L. Jourdan, J. La Baume, De La Bédollière, Amable Lemaitre, H. Leneveux, F. Lock, Élie Margallé, Henri Martin, Victor Mennier, Michelet, Morand, F. Morin, Morin, A. Oll, Paget-Lapicie, Aimé-Paris, E. Pelletan, Laurent Pichat, Lucien Plati, Emm. Raymond, Richard (de Cantal), Rittler, Ch. Rolland, de Ronchaud, F. Sain, Georges Sand, A. Sanson, J. Simon, Daniel Stern, M. Tréilhard, L. Turck, Ulbach, Vacherot, Hubert-Valleroux, Zurcher.

- | | |
|--|----------------------|
| I. Morand. Introduction à l'étude des Sciences physiques. | 2 ^e édit. |
| II. Cruveilhier. Hygiène générale. | Id. |
| III. Corbon. De l'Enseignement professionnel. | Id. |
| IV. L. Pichat. L'Art et les Artistes en France. | Id. |
| V. Buchez. Les Mérovingiens. | Id. |
| VI. Buchez. Les Carolingiens. | Id. |
| VII. F. Morin. La France au moyen âge. | Id. |
| VIII. Luttes religieuses des premiers siècles. | Id. |
| IX. Bastide. Les guerres de la Réforme. | Id. |
| X. Pelletan. Décadence de la Monarchie française. | Id. |
| XI. Brothier. Histoire de la Terre. | Id. |
| XII. Sanson. Principaux faits de la Chimie. | Id. |
| XIII. Turck. Médecine populaire. | Id. |
| XIV. Morin. La Loi civile en France. | |
| XV. Filias. L'Algérie ancienne et nouvelle. | |
| XVI. Oll. L'Inde et la Chine. | |
| XVII. Catalan. Notions d'Astronomie. | |
| XVIII. Cristal. Les Délassements du Travail. | |
| XIX. Gaumont. Mécanique appliquée. — Horlogerie. | |
| XX. G. Jourdan. La Justice criminelle en France. | |

(Pour paraître en 1861.)

- | | |
|--|--|
| Ch. Rolland. Histoire de la mission d'Autriche. | M. Leneveux. La Propagande de l'Instruction. |
| Henri Martin et Hédouin. Histoire des Gaulois. | Baband-Larivière. Système financier de la France. |
| H. Carnot. Précis de la Révolution française. | Élie Margallé. Phénomènes de la mer. |
| Eug. Despois. Révolution d'Angleterre. | Zurcher. Phénomènes de l'Atmosphère. |
| Emm. Raymond. L'Espagne et le Portugal. | Lucien Plati. Les Métamorphoses de la matière. |
| L. Combe. La Grèce ancienne. | |

PAGNERRE, LIBRAIRE-ÉDITEUR, RUE DE SEINE, 18.

BIBLIOTHÈQUE ELZEVIRIENNE

IN-16, PAPIER VERGÉ, RELIURE EN PERCALINE.



L'Internelle Consolation, première version française de l'*Imitation de Jésus-Christ*. Nouvelle édition, publiée par MM. L. MOLAND et CH. D'HÉRICAULT. 1 vol. 5 fr.

Réflexions, Sentences et Maximes de LA ROCHEFOUCAULD. Nouvelle édition, par G. DUPLESSIS. Préface par SAINTE-BEUVE. 1 vol. 5 fr.

Les Caractères de THÉOPHRASTE traduits du grec, avec les *Caractères ou les mœurs de ce siècle*, par LA BRUYÈRE, publiés, avec des notes historiques et littéraires, par M. Adrien DESTAILLEUR. 2 vol. 10 fr.

Le Livre du chevalier de la Tour Landry pour l'enseignement de ses filles, publié d'après les manuscrits de Paris et de Londres, par M. Anatole DE MONTAIGLON. 1 vol. 5 fr.

Gerard de Rossillon, poème provençal, publié, d'après le manuscrit unique, par M. Francisque MICHEL. 1 vol. 5 fr.

Le Dolopathos, recueil de contes en vers du XIIe siècle, par HERBERS, publié d'après les manuscrits par MM. CH. BRUNET et A. DE MONTAIGLON. 1 vol. 5 fr.

Floire et Blancheflor, poèmes du XIIIe siècle, avec une Introduction, des Notes et un Glossaire, par M. Edelestand DU MÉRIL. 1 vol. 5 fr.

Recueil de poésies françaises du XVe et du XVIe siècle, morales, facétieuses, historiques, revues sur les anciennes éditions et annotées par M. A. DE MONTAIGLON. Tomes I-VII. Chaque volume : 5 fr.

- Chansons de Jehannot DE LESCUREL.* 1 vol. 4 fr.
- Œuvres complètes de François VILLON*, publiées par P. L. JACOB, bibliophile. 1 vol. 5 fr.
- Œuvres de G. COQUILLART.* Nouvelle édition, revue et annotée, par M. CH. D'HERICAULT. 2 vol. 10 fr.
- Œuvres complètes de Pierre GRINGORE*, revues et annotées par MM. CH. D'HERICAULT et A. DE MONTAIGLON. Tome I. 5 fr.
- Œuvres de Roger DE COLLERYE.* Nouvelle édition, avec une préface et des notes par M. CH. D'HERICAULT. 1 vol. 5 fr.
- Œuvres complètes de RONSARD*, avec les variantes et des notes par M. Prosper BLANCHEMAIN. Tomes I - IV. Chaque volume : 5 fr.
- Les Tragiques*, de Théodore Agrippa D'AUBIGNÉ. Edition annotée par M. Ludovic LALANNE. 1 volume. 5 fr.
- Le Panthéon et Temple des Oracles*, par Fr. D'HERVÉ. 1 vol. 5 fr.
- Œuvres de Mathurin REGNIER*, avec les commentaires revus et corrigés, précédées de l'*Histoire de la Satire en France*, par M. VIOLET LE DUC. 1 volume. 5 fr.
- Œuvres complètes de RACAN*, revues et annotées par M. TENANT DE LATOUR. 2 vol. 10 fr.
- Œuvres complètes de THÉOPHILE*, revues, annotées et précédées d'une Notice biographique par M. ALLEAUME. 2 vol. 10 fr.
- Œuvres complètes de SAINT-AMANT.* Nouvelle édition, revue et annotée par M. CH. L. LIVET. 2 volumes. 10 fr.
- Œuvres choisies de SENECE.* Nouvelle édition, publiée par MM. Emile CHASLES et P. A. CAP. 1 vol. 5 fr.
- Œuvres posthumes de SENECE*, publiées par MM. Emile CHASLES et P. A. CAP. 1 vol. 5 fr.
- Œuvres de CHAPELLE et de BACHAUMONT*, publiées par M. T. DE LATOUR. 1 vol. 4 fr.
- Ancien théâtre françois*, ou Collection des ouvrages dramatiques les plus remarquables depuis les mystères jusqu'à Corneille, publié avec des notices et éclaircissements. 10 vol. 50 fr.
- Histoire de la vie et des ouvrages de CORNEILLE*, par M. J. TASCHEREAU. 1 vol. 5 fr.
- Œuvres complètes de Pierre CORNEILLE*, revues et annotées par M. J. TASCHEREAU. Tomes I et II. Chaque volume : 5 fr.
- Milusine*, par Jehan d'Arras, nouvelle édition publiée par M. CH. BRUNET. 1 vol. 5 fr.
- Le Roman de Jehan de Paris.* Nouvelle édition, revue et annotée par M. Emile MABILLE. 1 volume. 5 fr.
- Le Roman comique*, par SCARRON, revu et annoté par M. Victor FOURNEL. 2 vol. 10 fr.

Histoire amoureuse des Gaules, par BUSSY-RABUTIN, revue et annotée par M. Paul BOITEAU; suivie des Romans historico-satiriques du XVII^e siècle, recueillis et annotés par M. C. L. LIVET. Tomes I-III. 15 fr.

Six mois de la vie d'un jeune homme (1797), par VIOLETT LE DUC. 1 vol. 4 fr.

Les Aventures de don Juan DE VARGAS, racontées par lui-même, traduites de l'espagnol par Charles NAVARIN. 1 vol. 3 fr.

Nouvelles françaises en prose du XIII^e siècle, avec notice et notes par MM. MOLAND et CH. D'HÉRICHAULT. 1 vol. 5 fr.

Nouvelles françaises en prose du XIV^e siècle, par les mêmes. 1 vol. 5 fr.

Le Violier des Histoires romaines, ancienne traduction française des *Gesta Romanorum*, revu et annoté par M. G. BRUNET. 1 vol. 5 fr.

Les Facétieuses Nuits de STRAPAROLE, traduites par Jean LOUVEAU et Pierre DE LARIVÉY. 2 vol. 10 fr.

Hitopadésa, ou L'Instruction utile, recueil d'Apologues et de Contes, traduit du sanscrit par M. ED. LANCEREAU. 1 volume. 5 fr.

MORLINI nouvelle, *fabula et comœdia*. 1 vol. 5 fr.

Les Quinze Jours de mariage. 2^e édition. 1 vol. 3 fr.

Les Évangiles des Quenouilles. 1 vol. 3 fr.

Œuvres complètes de RABELAIS, seule édition conforme aux derniers textes revus par l'auteur, avec les variantes des anciennes éditions, des notes et un glossaire. Tome I. 5 fr.

La Nouvelle Fabrique des excellents traits de vérité, par Philippe D'ALCRIPE, sieur de Neri-en-Verbos. 1 vol. 4 fr.

Œuvres complètes de TABARIN, publiées par M. Gustave AVENTIN. 2 vol. 10 fr.

Les Caquets de l'Acconchie. Nouvelle édition, revue sur les pièces originales et annotée par M. Edouard FOURNIER, avec une Introduction par M. LE ROUX DE LINCY. 1 vol. 5 fr.

Le Dictionnaire des Précieuses, par le sieur DE SOMAIZE. Nouvelle édition, augmentée de divers opuscules relatifs aux Précieuses, et d'une clef historique et anecdotique, par M. C. L. LIVET. 2 vol. 10 fr.

Œuvres de Bonaventure DES PÉRIERS, revues et annotées par M. Louis LACOUR. 2 vol. 10 fr.

Tome I. *Poésies, Cymbalum Mundi*, etc. 5 fr.

Tome II. *Nouvelles recreations et joyeux devis*. 5 fr.

Relation des trois ambassades du comte de Carlisle, de la part de Charles II, en Russie, en Suède et en Danemark. Nouvelle édition, avec préface, notes et glossaire, par le prince Augustin GALITZIN. 1 volume. 5 fr.

Histoire du Péron, par le Père Anello OLIVA, traduite de l'espagnol sur le manuscrit inédit par M. H. TERNAUX-COMPANS. 1 vol. 3 fr.

Les Aventures du baron de Feneste, par D'AUBIGNÉ. Edition revue et annotée par M. Prosper MÉRIMÉE, de l'Académie française. 1 vol. 5 fr.

Chronique de Charles VII, par Jean CHARTIER, publiée par M. Vallet de Viriville. 3 volumes. 15 fr.

Mémoires de la Reine MARGUERITE, suivis des Anecdotes tirées de la bouche de M. du Vair. Notes par M. Ludovic LALANNE. 1 vol. 5 fr.

Mémoires de Henri DE CAMPION, annotés par M. C. MOREAU. 1 vol. 5 fr.

Les Courriers de la Fronde, en vers burlesques, par SAINT-JULIEN, annotés par M. C. MOREAU. 2 vol. 10 fr.

Mémoires du Comte de TAVANNES, suivis de l'*Histoire de la guerre de Guyenne*, par BALTHAZAR. Notes par M. C. MOREAU. 1 vol. 5 fr.

Mémoires de la marquise DE COURCELLES, publiés, avec une notice et des notes, par M. Paul POUGIN. 1 vol. 4 fr.

Mémoires de MADAME DE LA GUETTE. Nouvelle édition, revue et annotée par M. C. MOREAU. 1 volume. 5 fr.

Mémoires et Journal du marquis D'ARGENSON, ministre des affaires étrangères sous Louis XV, annotés par M. le marquis D'ARGENSON. 5 vol. 25 fr.

Œuvres complètes de LA FONTAINE, revues et annotées par M. MARTY-LAVEAUX. Tomes II-IV. 15 fr.

Varités historiques et littéraires, recueil de pièces volantes rares et curieuses, en prose et en vers, revues et annotées par M. Edouard FOURNIER. Tomes I-IX. Chaque volume : 5 fr.

Œuvres complètes de BRANTHOMÉ, avec une introduction par M. Prosper MÉRIMÉE et des notes par M. Louis LACOUR. Tomes I-III. 15 fr.

Chansons de GAULTIER GARGUILLE, revues et annotées par M. Edouard FOURNIER. 1 vol. 5 fr.

Les Cent Nouvelles Nouvelles, publiées d'après le seul manuscrit connu, avec une introduction et des Notes. 2 vol. 10 fr.

OUVRAGES DIVERS :

LA PROVINCE

CE QU'ELLE EST, CE QU'ELLE DOIT ÊTRE

PAR ÉLIAS REGNAULT

Un beau volume in-8°. 5 fr.

HISTOIRE POLITIQUE

DE LA

RÉVOLUTION DE HONGRIE

1847-1849

Par **Samuel FRANYI** et **Charles-Louis CHASSIN.**

2 beaux volumes in-8°. Prix. 10 fr.

DES MONTS-DE-PIÉTÉ

ET DES BANQUES DE PRÊT SUR GAGE

En France et dans les divers États de l'Europe,

Par **A. BLAISE,**

ancien directeur du Mont-de-Piété de Paris.

2 forts volumes grand in-8°. 15 fr.

DÉCADENCE DE LA MONARCHIE FRANÇAISE

Par **EUGÈNE PELLETAN**

1 volume in-8°. 5 fr.

LE NOUVEAU MONDE

SCÈNES DE LA VIE AMÉRICAINE

PAR **OSCAR COMETTANT**

beau volume in-18, Jésus vélin. 3 fr. 50 c.

MÉMOIRES

DE LORENZO D'APONTE

Poète vénitien, collaborateur de MORANT,

Traduits de l'italien par M. C. D. DE LA CHAVANNE, et précédés d'une lettre
de M. A. DE LAMARTINE.

1 beau volume in-8°, sur papier de luxe. 5 fr.

**DIX ANS DE PRISON AU MONT SAINT-MICHEL ET A LA
CITADELLE DE DOULLENS**

Par MARTIN BERNARD. 1 vol. in-18 jésus. 2 fr. 50 c.

HISTOIRE DES CABINETS DE L'EUROPE

Pendant le Consulat et l'Empire, écrite avec les documents réunis aux archives des affaires étrangères, 1800-1815, par M. Armand LEFÈVRE, ambassadeur de France à Berlin. 3 vol. in-8. Les tomes 1 et 2 sont épuisés. Le tome 3 se vend séparément. 7 fr. 60 c.

LES CONTEMPLATIONS

Par Victor HUGO. 2 beaux vol. in-8°, cavalier vélin. 12 fr.

HISTOIRE DU RÈGNE DE LOUIS-PHILIPPE 1^{er}

Par F. RITTIER. 3 volumes in-8°. Chaque volume. 5 fr.

HISTOIRE DES TROIS JOURNÉES DE FÉVRIER 1848

Par Eugène PELLETAN. 1 vol. in-8. 1 fr. 50 c.

**HISTOIRE DU PALAIS DE JUSTICE ET DU PARLEMENT
DE PARIS.**

Par F. RITTIER. 1 vol. in-8°. 5 fr.

MANIN ET L'ITALIE

Par Charles-Louis CHAMIN. 1 vol. in-8°. 1 fr.

ÉPISODE DE LA RÉVOLUTION DE 1848

L'IMPOT DES 45 CENTIMES

Par M. GARNIER-PAGÈS, ancien membre et ministre des finances du Gouvernement provisoire. 1 vol. in-16. 1 fr. 50 c.

BIOGRAPHIE DES 750 REPRÉSENTANTS

A l'Assemblée législative. 1 vol. grand in-32. 2 fr.

ENTRETIENS D'UN VIEILLARD

Par Th. DUPON, ancien constituant. 1 joli vol. in-18. 1 fr.

LETTRÉS SUR L'ESCLAVAGE

DANS LES COLONIES FRANÇAISES

Par M. l'abbé DUGOUJON. 1 vol. in-8. 2 fr.

DES LÉGISLÉS

ET DE LEUR INFLUENCE AU XI^e ET AU XIII^e SIÈCLE,

Par F.-E. LEFÈVRE, avocat à la Cour impériale. 1 vol. in-8°. 1 fr. 50 c.

GÉRARD DE NERVAL

Par Georges BELL, in-8 1 fr.

HISTOIRE D'UN INVENTEUR

Au XIX^e siècle. Adolphe SAX, ses ouvrages et ses luttes, par M. Oscar COMETTANT. 1 beau et fort volume in-8°. Prix. 6 fr.

BIOGRAPHIE DES JOURNALISTES

Histoire des Journaux. Contenant l'histoire politique, littéraire, industrielle, pittoresque et anecdotique de chaque journal publié à Paris, et la biographie de ses rédacteurs, par Edmond TEXIER. 1 vol. in-18. 2 fr.

PRÉCIS DES CAMPAGNES DE JULES CÉSAR

Par l'Empereur *Napoléon 1^{er}*, écrit sous sa dictée par M. MARCHAND. 1 vol. in-8°. 2 fr.

HISTOIRE DE L'ESPRIT PUBLIC EN FRANCE

Par M. Alexis DUMASCHIL. 2^e édition. 1 vol. in-8°. 5 fr.

LE SIÈCLE MAUDIT

Par le même. 1 vol. in-8°. 4 fr.

PROJET D'UNE LANGUE UNIVERSELLE

Par M. l'abbé BONIFACIO SOTOS OCHANDO, traduit de l'espagnol par M. l'abbé A.-M. TOUZÉ. 1 vol. in-8°. 4 fr.

LA TRIBUNE DES LINGUISTES

Par Casimir HENRICY, directeur. 1 très-fort vol. in-8°. . . . 10 fr.

UN MOIS EN AFRIQUE

Par Pierre-Napoléon BONAPARTE. 1 fr. 50 c.

LES VILLES DE FRANCE ET LEURS GLOIRES

Poèmes par M^{me} FLOCO DE BERTHIER.
2 vol. in-8. 10 fr. — Chaque ville séparément. 50 c.

EN PRÉPARATION :

CORMENIN TIMON

LIVRE DES ORATEURS

16^e édition.

HISTOIRE PITTORESQUE

DE LA FRANC-MAÇONNERIE

Par M. F.-T.-B. CLAVEL, maître à tous grades.

4^e ÉDITION

Un beau vol. format gr. in-8°, illustré de 25 jolies gr. sur acier. 12 fr. 50

ŒUVRES DE M. A. DE LAMARTINE

Volume grand in-8 cavalier vélin, illustré de 22 gravures sur acier par nos premiers artistes.

DIVISION DE L'ŒUVRAGE :

MÉDITATIONS, NOUVELLES MÉDITATIONS, CHANT DU SACRE, MONT DE SOCRATE, PÈLERINAGE DE CHILD-HAROLD, avec notes et commentaires. 1 vol.	7 fr.
HARMONIES POÉTIQUES, RECUEILLEMENTS, avec notes et commentaires. 1 vol.	7 fr.
JOCELYN, avec notes et commentaires. 1 vol.	6 fr.
CHUTE D'UN ANGE, avec notes. 1 vol.	6 fr.
VOYAGE EN ORIENT. 2 vol.	12 fr.

La Chute d'un Ange ne se vend plus séparément.

Collection des 22 gravures, pouvant servir à illustrer les anciennes éditions. Prix. 8 fr.

Édition in-18 format anglais, à 3 fr. 50 c. le volume.

Chaque volume se vend séparément.

Méditations poétiques. 1 v.	Recueils poétiques 1 v.
Nouvelles Méditations. 1 v.	Jocelyn. 1 v.
Harmonies poétiques. 1 v.	Chute d'un ange 1 v.

Voyage en Orient. 2 vol.

Cette édition, qui est charmante, a déjà été réimprimée plusieurs fois; il en a été tiré plus de 300,000 volumes.

JOCELYN

NOUVELLE ÉDITION, REVUE ET CORRIGÉE.

Imprimée sur papier de luxe dans le format alzevirien. 1 joli vol. in-18.

Prix. 3 fr. 50.

Exemplaires d'amateurs tirés sur papier de Chine.

ANCIENNES ÉDITIONS

Recueils poétiques. 1 vol. in-8°.	3 fr. 50
— 1 vol. in-18.	1 fr. 75
La Chute d'un Ange. 2 vol. in-18.	3 fr. 50

RAPHAËL

Pages de la Vingtième année.

1 vol. in-18. 1 fr.

HISTOIRE DE LA RESTAURATION

CHUTE DE L'EMPIRE — PREMIÈRE RESTAURATION — CENT-JOURS
DEUXIÈME RESTAURATION

8 vol. in-8° grand cavalier vélin, ornés de 32 magnifiques portraits-
vignettes sur acier. — L'ouvrage complet : 40 fr.

LISTE DES 32 PORTRAITS-VIGNETTES

Louis XVIII.	Murat.	Manuel.
Charles X.	Key.	Royer-Collard.
Duc d'Angoulême.	L'empereur Alexandre.	De Villèle.
Duc de Berry.	Wellington.	Melme de Ceyla.
Duc de Bordeaux.	Talleyrand.	Leind.
Duchesse de Berry.	Fouché.	Martignat.
Duchesse d'Angoulême.	Duc de Richelieu.	Peyronnet.
Duc d'Orléans.	Duc Decazes.	Poignee.
L'empereur Napoléon.	L. de la Rochejaquelein.	Duc de Ragusa.
Marie-Louise et le roi de Rome.	Chateaubriand.	Benjamin Constant.
	Foy.	Bourmont.

COLLECTION DES 32 PORTRAITS-VIGNETTES : 10 FR.

Le même ouvrage :

8 vol. in-18 Jésus vélin. 28 fr. »
Chaque volume se vend séparément. 3 fr. 50 c.

HISTOIRE DES CONSTITUANTS

4 vol. in-8°, grand cavalier vélin. — Prix : 8 fr. le volume.
L'ouvrage complet : 20 fr.

HISTOIRE DES GIRONDINS

8° édition. — 6 beaux vol. in-18 Jésus vélin. — Prix : 21 fr.

HISTOIRE DE LA TURQUIE

8 volumes in-8°, grand cavalier. — Prix : 8 fr. le vol.

LE TAILLEUR DE PIERRES DE SAINT-POINT

RÉCIT VILLAGROIS

1 volume in-8°, cavalier vélin 4 fr.

MÉMOIRES
SUR CARNOT

1753-1823

PAR SON FILS

TOME PREMIER (1^{re} partie).

Un volume in-8°, orné du portrait de Carnot. . . . 3 fr. 50 c.

COLLECTION DE VOLUMES .

IN-32 JÉSUS.

- EUGÈNE NOËL.** *Souvenirs de Béranger.* 1 vol. . . . 75 c.
A. PERDIGUIER. *Le Livre du compagnonnage.* 2^e édition.
2 vol. 2 fr. 50
ALTAROCHE. *Contes démocratiques.* 1 vol. 1 fr.
— *Chansons politiques.* 1 vol. 1 fr.
— *La Réforme et la Révolution. Paraboles historiques.* 1 vol. . 1 fr.
EUG. DUCLERC. *Droit public. — De la Régence.* 1 vol. . 1 fr.
SCHÉLCHER. *Abolition de l'esclavage.* 1 vol. 1 fr.
A. LUCHET. *Récit de l'inauguration de la statue de Gutenberg.*
1 vol. 1 fr.
— *Justes Frayeurs d'un habitant de la banlieue à propos des fortifications de Paris.* 1 vol. 50 c.
GÉNÉRAL FEPE. *L'Italie politique.* 1 vol. 2 fr.
LUDWIG BÖRNE. *Fragments politiques et littéraires, avec une note par M. de Cormenin, et une notice sur la vie et les écrits de Börne.* 1 vol. orné du portrait de l'auteur. . . . 1 fr. 50
SECRETAIN. *Exposition raisonnée de la doctrine philosophique de M. F. de Lamennais.* 1 vol. 1 fr. 25
LES TRAITÉS DE 1815. 1 vol. 50 c.
CHAPUIS DE MONTLAVILLE. *Réforme électorale. — Principes et application.* 1 vol. 1 fr.
— *Mazagran (Récit des journées de).* 50 c.

ALMANACHS.

ALMANACH LUNATIQUE, rédigé par un nécromancien joyeux et savant, descendu tout exprès des montagnes de la lune pour dire ce qui s'y passe. Grand in-16, 92 gravures. 8^e année. 25 c.

ALMANACH COMIQUE, pittoresque, drôlatique, critique et charivarique, rédigé par MM. L. Huart, Adrien Brémont, Moléri, Henry Monnier, Caraguel, Louis Leroy, et illustré de 150 vignettes comiques par Cham. 1 vol. in-32 de 192 pages. 20^e année. 50 c.

Cet Almanach, dont la vogue augmente chaque année, est illustré d'un grand nombre de caricatures par CHAM, le plus spirituel dominaique de notre temps.

ALMANACH PROPHÉTIQUE, pittoresque et utile, illustré de 118 vignettes par MM. Gavarni, Daumier, Trimolet, Ch. Vernier et Geoffroy. 1 volume in-32 de 192 pages. 21^e année. 50 c.

ALMANACH POUR RIRE, par MM. Henry Monnier, Pierre Véron, Moléri, Henri Rochefort, J. Lavy, etc., etc., entièrement illustré par Cham. 1 vol. in-32. 12^e année. 50 c.

ALMANACH ASTROLOGIQUE, astronomique, physique, satirique, anecdotique, etc., etc. 1 vol. in-16 grand Jésus, illustré de 150 gravures, avec une jolie couverture coloriée. 14^e année. 50 c.

ALMANACH DU CHARIVARI, par MM. Louis Huart, Pierre, Véron, Louis Leroy, Clément Caraguel, Henry Rochefort et Adrien Brémont, illustré par MM. Cham et Daumier. 1 v. in-8^e. 2^e année. 50 c.

LA MÈRE GIGOGNE, ALMANACH DES ENFANTS, 1 vol. in-16 Jésus, avec un grand nombre de jolies gravures tirées avec luxe. 12^e année. 50 c.

ALMANACH DES DAMES ET DES DEMOISELLES, 1 vol. in-16 Jésus, avec un grand nombre de gravures. 11^e année. . . 50 c.

ALMANACH DU MARIN ET DE LA FRANCE MARITIME. 1 vol. in-16. 24^e année 50 c.

ALMANACH DU FIGARO. In-4^e avec gravures. 50 c.

ALMANACH DU JARDINIER, par les Rédacteurs de la *Maison rustique du XIX^e siècle*. 1 vol. in-16 avec gravures. 18^e année. 50 c.

ALMANACH DU CULTIVATEUR, agriculture, élevage du bétail par les auteurs de la *Maison Rustique*. 1 vol. in-16 grand Jésus, orné de gravures. 18^e année 50 c.

ALMANACH DE LA BONNE CUISINE ET DE LA MAÎTRESSE DE MAISON. 1 vol. in-16 grand Jésus, illustré de 150 gravures, avec une jolie couverture coloriée. 4^e année . . . 50 c.

ALMANACH DU VOLEUR. 1 vol. in-4^e. 4^e année. 50 c.

ALMANACH D'ILLUSTRATIONS MODERNES. Élégant album in-4°, doré sur tranche, illustré d'un grand nombre de belles et grandes vignettes. 3^e année de la seconde série. 75 c.

Cette charmante publication présente aux yeux du lecteur une revue de l'année et un choix aussi heureux que varié de nouvelles, de scènes de mœurs, de voyages, de caricatures, etc. C'est un des plus charmants livres à placer sur le table d'un salon.

ALMANACH ILLUSTRÉ DES DEUX MONDES, par OSCAR COMETTANT. 1 très-beau vol. grand in 8° cavalier. 128 pages dorées sur tranche, ornées de 100 vignettes. 3^e année. 75 c.

ALMANACH DE LA LITTÉRATURE, DU THÉÂTRE ET DES BEAUX-ARTS, contenant, outre de nombreux renseignements qui n'ont jamais été réunis, une revue littéraire et dramatique de l'année, par M. JULES JANIN. 1 très-joil vol. in-8°, doré sur tranche et illustré de vignettes et portraits. 9^e année. 75 c.

— Chaque année voit croître le succès de ce petit livre, auquel la collaboration active du plus éminent critique de notre temps donne une importance considérable.

ALMANACH DES SALONS. Grand in-4°. 4^e année. 1 fr.

ALMANACH ANNUAIRE DE L'ILLUSTRATION. 1 vol. très-grand in-8°, doré sur tranche, 18^e année. 1 fr.

Cet Almanach, que l'on pourrait appeler l'Almanach utile, est imprimé sur papier vélin très-fort, et doré sur tranche; c'est une véritable publication de luxe.

ANNUAIRE DU BIBLIOPHILE, par LOUIS LACOUR, 1 volume in-16. 3 fr.

ALMANACHS LIÉGEOIS

A 10, 15, 20, 25, 30, 40 et 50 centimes.

ALPHABET PITTORESQUE. — ALPHABET DES OISEAUX. — ALPHABET MILITAIRE. — ALPHABET DES ANIMAUX. — LE FABLEUR DES ENFANTS. — LE PERRAULT DES ENFANTS.

Noir, 50 centimes. — Colorié et doré sur tranche, 1 fr.

AVIS

Les ouvrages annoncés sur ce Catalogue sont expédiés franco contre envoi du prix en un mandat sur la poste et par lettre affranchie.

Saint-Denis. — Typographie de A. Moulin.

430,301



